



CHAMBRE DES DÉPUTÉS GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

COMPTE RENDU DES SÉANCES PUBLIQUES N° 6 - SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Crédits immobiliers résidentiels
Institutions de retraite professionnelle

p. 125
p. 143

Sommaire des séances publiques n°s 9 et 10
Sommaire des questions parlementaires

p. 146
p. Q149

9^e séance
10^e séance

Mercredi 20 novembre 2019
Mardi 3 décembre 2019

Suivez la Chambre des Députés sur Facebook, Twitter et Instagram



L'Administration parlementaire a un nouveau chef



M. Laurent Scheeck est le nouveau Secrétaire général de la Chambre.

Au cours de la séance publique du 4 février 2020, les députés ont nommé M. Laurent Scheeck en tant que nouveau chef de l'Admi-

nistration parlementaire. M. Scheeck travaille depuis neuf ans au sein du Service des relations internationales de la Chambre.

Le Secrétaire général est élu pour la durée d'une législature, sa nomination étant renouvelable.

Il veille au bon fonctionnement et à l'organisation des travaux du Parlement et de son administration.

Il participe ainsi aux réunions de la Conférence des Présidents (qui propose par exemple les ordres du jour des séances publiques) et du Bureau (qui gère les affaires internes de la Chambre et représente le Parlement au niveau national et international) sans toutefois prendre part aux votes.

Une des missions principales du Secrétaire général est d'assister le Président de la Chambre dans ses fonctions. Dans la classe des carrières de la fonction publique, la position de Secrétaire général de la Chambre des Députés (carrière S1) est l'une des plus importantes.

Une période transitoire avant le départ à la retraite de M. Claude Frieseisen

Après 17 ans à la tête de l'Administration parlementaire, M. Claude Frieseisen est en train de préparer la passation des pouvoirs et prendra sa retraite au cours de l'année 2020.

Le règlement de la Chambre prévoit que, pendant une période transitoire allant jusqu'au 29 février 2020 sur décision du Bureau, la



M. Claude Frieseisen, Secrétaire général sortant

Chambre a deux Secréaires généraux en titre, la fonction étant exercée par le Secrétaire général sortant.

Hommage ému à la mémoire de M. Eugène Berger

Lors d'une séance publique le vendredi, 31 janvier 2020, les députés et les membres du Gouvernement ont honoré la mémoire de M. le Député Eugène Berger décédé le 21 janvier 2020.

Dans son discours, le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a déclaré : „Mir vermessen ee Kolleeg, ee Sportler, ee Politiker, dee fir muncher och e Léiermeeschter war, a wäerten hien a gudder Erënnerung behalen. An an där Erënnerung leeft hie weider, am Réiserbann, an der Sportswelt, an der Chamber, an der Demokratescher Partei an a villen Häerzer.“

La parole était ensuite au nouveau Président du groupe parlementaire DP, M. Gilles Baum,

qui a souligné : „Mir konnten eis ëmmer op den Eugène verloossen.“

Hien hat zu all Moment en oppent Ouer fir seng Fraktiounskolleegen, awer och ganz besonnesch fir déi Leit, mat deenen hien am All-dag geschafft huet.“

L'allocution de M. le Premier Ministre Xavier Bettel, dont voici un extrait, a clôturé la séance de commémoration : „Mir hunn en engagéierten Deputéierten, e fréiere Regierungsmember, e feste Bestanddeel vun der liberaler politescher Famill, e Gemengepolitiker verluer.“

Hie wäert eis feelen, mat sengen Iwwerzeugungen, mat senger Determinatioun, fir dat Richtegt ze kämpfen, a mat senger Be-reitschaft, och Kompromësser ze sichen.“



Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen, a honoré la mémoire du défunt.

Le cortège de la Saint-Valentin passe à la Chambre



À quelques jours de la Saint-Valentin, le traditionnel cortège de la Fédération horticole luxembourgeoise (FHL) est passé par la Chambre des Députés. Les jardiniers et fleuristes ont été reçus par M. le Président Fernand Etgen et des membres du Bureau et de la Conférence des Présidents.

Les études sur le Luxembourg à l'honneur

Les recherches électorales au Luxembourg fêtent leurs 20 ans - l'occasion pour une dizaine de chercheurs en sciences sociales d'aborder les transformations démographiques, économiques, linguistiques et politiques du Grand-Duché lors d'une conférence interdisciplinaire le 28 janvier 2020 à la Chambre des Députés.

Soutien actif de la recherche en études parlementaires

La conférence était organisée par la Chaire de recherche en études parlementaires de l'Université du Luxembourg. La Chaire est financée par la Chambre des Députés qui soutient activement la recherche en études parlementaires par le biais de ce partenariat, en place depuis 2011. La troisième convention de collaboration scientifique, signée en juillet 2018, permet aux travaux de la Chaire de se poursuivre jusqu'en 2022. Dernière nouveauté, le lancement d'un master en études parlementaires à l'uni.lu à la rentrée 2020.

La Chaire poursuit la recherche publique, initiée au Luxembourg en 1999 par une équipe autour de M. Fernand Fehlen, alors enseignant-chercheur au Centre de recherche public Gabriel Lippmann.

Les équipes de la Chaire de recherche en études parlementaires ont produit un grand nombre de données scientifiques afin d'éclairer sur la situation du parlementarisme au Luxembourg et au-delà.

Les prochaines publications présentées provisoirement au mois de janvier concernent l'analyse des élections législatives 2018 et européennes 2019 ainsi que la cohésion de la société, l'emploi des langues et l'identité.

« Les Luxembourgeois sont des électeurs stratégés »

Trois études récentes de la Chaire de recherche en études parlementaires renseignent sur le comportement des Luxembourgeois lors des dernières élections. Quel est le comportement des citoyens aux urnes ? Votent-ils pour des personnes ou pour des partis ? Quels sont les thèmes qui les préoccupent ?

Trois études récentes de la Chaire de recherche en études parlementaires livrent les réponses à ces questions et à bien d'autres concernant l'analyse des élections législatives de 2018 et européennes de 2019 ainsi que la cohésion de la société, l'emploi des langues et la perception de l'identité.



Une dizaine de chercheurs ont discuté lors d'une conférence des transformations de la société luxembourgeoise.

« Les Luxembourgeois sont des électeurs stratégés », a expliqué le professeur Philippe Poirier, titulaire de la Chaire parlementaire. Ils ont fait preuve d'un « panachage très réfléchi » lors des dernières élections pour la Chambre en 2018. Le résultat : « un vote de légitimité pour le gouvernement sortant », composé de trois partis (DP, LSAP, déi gréng). Concernant les élections européennes, les études montrent que l'homme politique Charles Goerens était le personnage dominant qui a

« incarné le scrutin européen en touchant des électors très différents ». Les thèmes ayant le plus occupé les électeurs permettent de distinguer deux sphères d'opinion présentes au Luxembourg : à la question de savoir quels sont les problèmes importants auxquels le pays doit faire face, la majorité des personnes cite le logement. Si on veut par contre savoir quels sont les problèmes que l'Union européenne doit affronter, l'immigration arrive en tête de classement. L'étude consacrée à la société luxem-

bourgeoise relève notamment une grande différence entre les jeunes et les plus âgés concernant la cohésion sociale. Alors que les personnes âgées consacrent une plus grande importance à la solidarité et à la cohésion sociale, les actifs et les jeunes se caractérisent de plus en plus par un retrait dans la vie privée, un « phénomène d'individuation », selon M. Philippe Poirier. Autre point marquant : l'attachement à la langue luxembourgeoise que manifestent particulièrement les jeunes.

Première partie de la session ordinaire de 2020 de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe à Strasbourg

M. Gusty Graas élu Vice-Président de l'APCE

À l'ouverture de la session plénière d'hiver qui a eu lieu du 27 au 31 janvier 2020 à Strasbourg, l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) a élu ses 20 Vice-Présidentes et Vice-Présidents.

M. Gusty Graas a été élu pour le Luxembourg et demeurera en fonction pendant un an. Pour garantir une répartition équitable des vice-présidences entre les délégations nationales de taille variable, les États membres sont répartis en quatre groupes. Le Luxembourg fait partie du groupe des États qui ont droit à

une Vice-Présidence tous les quatre ans.

L'Assemblée parlementaire a également élu un nouveau Président, le sénateur belge M. Rik Daems du groupe ADLÉ (Alliance des Démocrates et Libéraux pour l'Europe). Succédant à Mme Liliane Maury Pasquier (Suisse, Groupe des Socialistes, Démocrates et Verts), il devient le 33^e Président de l'APCE et le troisième représentant belge depuis 1949 à briguer ce poste. Les débats de l'Assemblée ont porté sur une procédure complémentaire conjointe

entre le Comité des Ministres et l'Assemblée en cas de violation grave par un État membre de ses obligations statutaires, sur le rapatriement des enfants des zones de guerre et de conflits, sur le fonctionnement des institutions démocratiques en Pologne et sur des cas signalés de prisonniers politiques en Azerbaïdjan.

Pour ce qui est de la Pologne, les députés ont décidé d'ouvrir une procédure de suivi à son encontre estimant que les récentes réformes « portaient gravement atteinte à l'indépendance du pouvoir judiciaire et

à la prééminence du droit ». Un autre point fort de la session d'hiver concernait le débat sur la traite des êtres humains et les disparitions d'enfants réfugiés.

Les membres de l'Assemblée parlementaire ont exprimé leur vive préoccupation face au nombre élevé de victimes de la traite des êtres humains en Europe et ont rappelé que les États membres devaient faire davantage pour combattre la traite des êtres humains et faire en sorte que les normes juridiques du Conseil de l'Europe soient adéquates et mises en œuvre par tous les États membres.

M. Gusty Graas a pris la parole au cours du débat pour souligner que l'évolution des nouvelles technologies offrait de nouvelles possibilités d'activités aux réseaux criminels. Le monde virtuel permettrait aux trafiquants de recruter leurs victimes plus facilement par exemple.

« Pour lutter contre le trafic des êtres humains dans le monde virtuel, il y a lieu de renforcer la coopération internationale et transfrontalière », a-t-il souligné. M. Graas a évoqué la coopération Benelux dans ce contexte comme exemple à suivre.

En effet, le Parlement Benelux avait adopté récemment une série de recommandations dans ce domaine. M. Graas a insisté sur la nécessité de mettre en place un cadre juridique

permettant aux autorités d'enquête de collaborer au-delà des frontières.

La Présidente de la Géorgie, Mme Salome Zourabichvili, le Président de la République de Moldova, M. Igor Dodon, le Ministre géorgien des Affaires étrangères et Président du Comité des Ministres, M. David Zalkaliani, ainsi que la Secrétaire générale du Conseil de l'Europe nouvellement élue, Mme Marija Pejčinović-Burić, se sont exprimés devant l'APCE et ont répondu aux questions des parlementaires.

Ceux-ci ont en outre discuté des menaces sur la liberté des médias et la sécurité des journalistes, d'un rapport sur « La démocratie piratée ? Comment réagir ? » et de la protection de la liberté de religion sur le lieu de travail.

L'Assemblée a également tenu un débat conjoint sur le tourisme pour la transplantation d'organes et le trafic de tissus et cellules d'origine humaine et a adopté un rapport sur les normes minimales pour les systèmes électoraux et un autre sur l'observation des élections au Bélarus.

La Chambre des Députés était représentée par M. Gusty Graas, Président de la délégation luxembourgeoise, M. Claude Wiseler, Vice-Président, de même que Mme Josée Lorsché, M. Claude Haagen et Mme Françoise Hetto-Gaasch, membres.



(de gauche à droite) M. Claude Haagen, Mme Josée Lorsché, M. Gusty Graas, Mme Françoise Hetto-Gaasch et M. Claude Wiseler

Le Président de la Chambre des Députés a reçu...



... S. E. Mme Melitta Schubert, Ambassadrice d'Autriche



... S. E. Mme Esther Rabasa Grau, Ambassadrice de la Principauté d'Andorre, en présence de M. Yves Cruchten



... S. E. M. Mohammed Ameer, Ambassadeur du Royaume du Maroc

Deux nouveaux députés à la Chambre



Deux nouveaux députés ont été assermentés au cours de la séance publique du 4 février 2020.

M. Pim Knaff (DP), échevin de la commune d'Esch-sur-Alzette, remplace M. Eugène Berger, qui s'est éteint à l'âge de 59 ans. L'avocat Pim Knaff siège pour la première fois au Parlement.

Mme Cécile Hemmen (LSAP) prend la place de M. Franz Fayot qui a rejoint les rangs du Gouvernement en tant que Ministre de l'Économie et Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire. Mme Hemmen, qui est également conseillère communale à Weiler-la-Tour, avait déjà siégé à la Chambre des Députés au cours de la dernière législature (2013-2018). Elle a notamment présidé la Commission de la Santé. Son assermentation porte le nombre des élus féminines à 19 sur 60.



Une visite à la Fondation Kräizbiërg à Dudelange

Le Président de la Chambre des Députés, M. Fernand Etgen, a rencontré des travailleurs handicapés et leur personnel encadrant lors d'une visite le 3 février 2020 dans les différents ateliers de la Fondation Kräizbiërg à Dudelange.

Impressionné par les différents départements et le travail qui y est effectué, M. Etgen a loué l'engagement tant des membres du conseil d'administration et de la direction que du personnel encadrant qui agit avec beaucoup de doigté et de savoir-faire.

114 travailleurs handicapés occupent actuellement un poste rémunéré dans un des quatre départements dédiés par exemple à la sérigraphie, la broderie, l'imprimerie, la poterie ou le

jardinage. Créée en 1977, la Ligue pour l'aide aux infirmes moteurs cérébraux (IMC) devint la « Fondation Kräizbiërg » en 1994.

Tout au long des années, elle a constamment développé ses structures afin de répondre au mieux aux différents besoins des personnes atteintes d'un handicap.

Un des objectifs des Ateliers Kräizbiërg est de promouvoir et de renforcer l'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation de handicap qui, en raison de leurs compétences et de leurs besoins, ne peuvent pas exercer une activité professionnelle dans les conditions habituelles de travail.



Le Président de la Chambre, M. Fernand Etgen (3^e de droite), entouré par le directeur des ateliers Kräizbiërg, M. Tom Wagner, la chargée de direction, Mme Stéphanie Monteiro, l'administrateur délégué, M. Jeannot Berg, le Président du conseil d'administration, M. Henri Grethen, et le Président, M. Aloyse Paulus (de gauche à droite).

L'innovation pédagogique au cœur d'une visite



Les députés se sont informés sur les activités du SCRIPT qui élabore l'« école de demain ».

Améliorer la qualité de l'enseignement, c'est l'objectif des 130 collaborateurs du Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT) dont les membres de la Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche de la Chambre ont rencontré quelques-uns le 29 janvier 2020 dans les locaux du campus eduPôle à Walferdange.

Trois ans après le vote d'une réforme (loi de 2017) de ce service qui est responsable de l'innovation pédagogique, les députés se sont renseignés sur place sur l'impact de la réforme et les différentes activités du SCRIPT.

Comment développe-t-on un nouveau manuel pour l'apprentissage du français ? Comment les élèves peuvent-ils s'initier au codage dès l'école fondamentale ? Quelle est l'histoire derrière l'environnement d'apprentissage personnalisé des mathématiques « mathemaTIC » ou de la plateforme d'enseignement musical mimamu.lu ? Le développement des outils modernes d'apprentissage était au cœur des inter-

rogations des députés. Ceux-ci se sont également renseignés sur les activités multiples et les partenariats des six divisions du SCRIPT qui vont de l'édition de manuels scolaires à la coordination de projets internationaux (telle l'étude PISA) en passant par l'accompagnement de projets innovateurs et l'élaboration de statistiques.

Les questions discutées entre les responsables du SCRIPT et les députés concernaient la difficulté d'implémenter l'innovation dans le quotidien des écoles ainsi que l'équilibre à trouver entre l'enseignement digital et la découverte du monde réel.

Au service des 12.500 enseignants du pays

Le SCRIPT <https://www.script.lu/fr/script/> a-propos est au service des 12.500 enseignants des 239 écoles publiques du pays avec leurs quelque 105.000 élèves. En 2020, le SCRIPT dispose d'un budget de 28 millions d'euros dont la moitié est consacrée à la diffusion gratuite des manuels scolaires (mybooks.lu).

Visite au nouveau foyer de nuit de l'Action hiver

Depuis le début de l'hiver, les personnes sans-abri sont accueillies dans les nouveaux locaux du foyer de nuit de l'Action hiver près du Findel. Le 20 janvier 2020, les députés membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration se sont rendus sur place pour se renseigner sur le fonctionnement de l'action humanitaire auprès de la Ministre de la Famille et de l'Intégration, Mme Corinne Cahen, et des gérants des lieux.

La « Wanteraktioun » propose gratuitement un lit, un repas du soir, des douches et un petit-déjeuner aux personnes sans-abri pendant la période hivernale entre décembre et fin mars.

Situé jusqu'à récemment dans une structure provisoire, le foyer de nuit dispose désormais de douze dortoirs et de 250 lits ainsi que d'un grand réfectoire. Le foyer de nuit est ouvert de 19.00 à 8.45 heures ; une navette est proposée aux personnes sans-abri depuis le centre-ville et la gare. Si l'alcool est strictement interdit à l'intérieur de la structure, les personnes sans-abri ont pour la première fois la possibilité de se loger avec leur chien.

Le Ministère de la Famille et de l'Intégration organise l'Action hiver en partenariat avec les organismes Inter-Actions, Croix-Rouge luxembourgeoise et Caritas.



Les membres de la Commission de la Famille et de l'Intégration se sont renseignés sur place sur l'action humanitaire destinée aux personnes sans-abri.

Réunion des Présidents de délégation de la COSAC à Zagreb

Les priorités de la présidence croate du Conseil de l'UE



M. Yves Cruchten, Président de la délégation luxembourgeoise

Les priorités de la présidence croate du Conseil de l'Union européenne et le rôle des parlements nationaux dans le nouveau cycle institutionnel figuraient à l'ordre du jour de la réunion des Présidents de délégation de la COSAC (Conférence des organes spécialisés dans les affaires communautaires) les 19 et 20 janvier 2020 à Zagreb.

Une croissance durable et inclusive, supposant l'approfondissement du marché unique, le développement de la numérisation des entreprises et les investissements dans l'innovation et la recherche, est une des quatre priorités présentées par le Premier Ministre croate, M. Andrej Plenković.

Croissance durable et inclusive au sein de l'Union européenne

Sous les mots d'ordre « Une Europe qui connecte », « Une Europe qui protège » et « Une Europe influente » s'y ajoutent des objectifs tels que le développement des infrastructures et des interconnexions dans l'Union européenne, la mise en place d'un marché intégré de l'énergie, le renforcement de la sécurité intérieure ou encore le développement

du rôle d'acteur mondial de l'Union européenne.

Au cours du débat, M. Yves Cruchten, député luxembourgeois, a interpellé le Premier Ministre croate sur les violences constatées envers les migrants aux frontières croates.

Violences envers migrants aux frontières croates

Au fait, de graves accusations ont été exprimées envers les autorités croates pour violence contre des migrants essayant d'entrer sur le territoire croate. Insistant sur la volonté de gérer seul la protection des frontières extérieures contre l'immigration illégale, le Premier Ministre a répondu qu'une instruction est en cours contre la Police croate et que des sanctions sont prévues dans ces cas.

305.000 agents de police seraient déployés le long de la frontière extérieure croate.

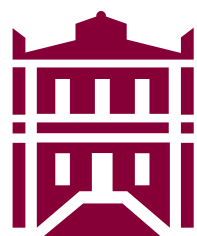
Notamment la frontière nord-ouest figurerait parmi les routes choisies par les trafiquants des êtres humains.

Selon le Premier Ministre, la Croatie n'accepte pas la création de

« hotspots » informels sur son territoire.

Rôle des parlements nationaux dans le cycle institutionnel

Quant au rôle des parlements nationaux dans le nouveau cycle institutionnel, les discussions se sont focalisées sur le projet d'instaurer une conférence sur le futur de l'Europe. La Commission européenne entend lancer un vaste dialogue de citoyens dans les 27 États membres, tandis que les parlements nationaux insistent pour se voir attribuer une place dans le cadre institutionnel de la Conférence. En tant que Président de la délégation luxembourgeoise auprès de la COSAC, M. Yves Cruchten a cosigné une lettre adressée à la Commission européenne, au Parlement européen ainsi qu'au Président du Conseil affaires générales réclamant une plus importante implication des parlements nationaux dans le processus de la Conférence sur l'avenir de l'Europe. D'autres sujets d'actualité auxquels la présidence croate sera confrontée sont le Brexit et les futures relations avec la Grande-Bretagne, le cadre financier pluriannuel et la politique d'élargissement de l'Union européenne.



NOUVELLES LOIS

COMPTE RENDU N° 6 • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Logement locatif : dispositions légales

7258A - Projet de loi portant modification de la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement

7258B - Projet de loi relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation

Sur avis du Conseil d'État, le projet de loi 7258 initial a été scindé en deux.

Le projet de loi n° 7258A a pour objet la modification des dispositions sur l'aide au financement d'une garantie locative, telles que fixées dans la loi modifiée du 25 février 1979.

Le projet de loi n° 7258B porte sur la refonte des dispositions légales sur les critères de location, de salubrité, d'hygiène, d'habitabilité et de sécurité, telles que prévues dans la loi modifiée du 21 septembre 2006 sur le bail à usage d'habitation et modifiant certaines dispositions du Code civil.

1) Modification des dispositions sur l'aide au financement d'une garantie locative

Le Gouvernement propose actuellement deux aides au logement inscrites dans la loi modifiée du 25 février 1979 :

- la subvention de loyer destinée à aider les ménages aux revenus les plus modestes à accéder en location à un logement décent ;

- la garantie locative ; les personnes qui désirent louer un logement, mais qui ne disposent pas des moyens nécessaires pour financer une garantie locative (garantie de solvabilité ou caution) exigée par le bailleur peuvent demander l'aide au financement de cette garantie.

Les modifications suivantes sont proposées :

- le demandeur devra uniquement faire preuve d'un revenu régulier de trois mois au lieu de six mois actuellement ;

- le taux d'effort consacré au paiement du loyer - sans les charges locatives - doit être inférieur à

40 % du revenu du ménage (au lieu d'un tiers à l'heure actuelle) ;

- la composition du ménage est dorénavant prise en considération pour déterminer la limite de revenu.

Il reste à noter que la refonte des dispositions relatives au financement d'une garantie locative n'est qu'une étape intermédiaire dans le cadre d'une refonte globale prochaine de la loi de 1979 et de ses règlements d'exécution.

2) Refonte des dispositions légales sur les critères de location, de salubrité, d'hygiène, d'habitabilité et de sécurité

Au Luxembourg, les logements et chambres - meublées ou non meublées - donnés en location ou mis à disposition aux fins d'habitation doivent répondre à des critères minimaux de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité. Les dispositions sur ces critères figureront désormais dans une loi à part.

Le texte définit avec plus de précision les critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité.

Il prévoit dorénavant également la définition d'un logement, d'une chambre, de la surface applicable, d'un occupant, d'un exploitant ainsi que d'un propriétaire.

La décision de fermer un logement ou une chambre ne répondant pas aux critères fixés par la loi appartiendra toujours au bourgmestre.

En cas de décision de fermeture, l'exploitant ou le propriétaire doit reloger les locataires. À défaut, la commune pourra procéder au reloge-

ment des locataires. Dans ce cas, les frais de ce logement seront, pendant une durée maximale de trois mois, à charge du propriétaire ou de l'exploitant. Les nouvelles dispositions pré-

voient une phase de transition de deux ans qui devrait permettre à tout propriétaire de se mettre en conformité avec les nouvelles exigences.

Dépôt par M. Marc Hansen, Ministre du Logement, le 05.04.2019

Rapporteuse : Mme Semiray Ahmedova

Travaux de la Commission du Logement
(Présidente : Mme Semiray Ahmedova) :

- | | |
|------------|--|
| 21.03.2019 | Désignation d'un rapporteur
Présentation du projet de loi
Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'État
Examen des avis des chambres professionnelles et de la Commission nationale pour la protection des données |
| 04.04.2019 | Adoption d'une série d'amendements parlementaires
Scission du projet de loi |
| 16.09.2019 | Examen de l'avis complémentaire du Conseil d'État
Continuation des travaux |
| 07.11.2019 | Désignation d'un nouveau rapporteur |
| 05.12.2019 | Examen du deuxième avis complémentaire du Conseil d'État
Présentation et adoption d'un projet de rapport |

Vote en séance publique du projet de loi 7258A : 10.12.2019

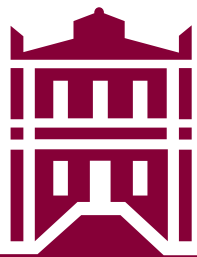
Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 880, page 1

Vote en séance publique du projet de loi 7258B : 10.12.2019

Loi du 20 décembre 2019

Mémorial A : 2019, n° 882, page 1



Sommaire

- Ouverture de la séance publique
 - M. Fernand Etgen, Président
- Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Sven Clement
 - M. Sven Clement
- Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État
 - M. Fernand Etgen, Président
 - Vote secret sur les deux candidatures
- Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale
 - M. Fernand Etgen, Président
- 7471 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle
 - Rapport de la Commission de la Justice : M. Alex Bodry
 - Discussion générale : M. Léon Gloden - Mme Simone Beissel - M. Charles Margue - M. Roy Reding - M. Marc Goergen
 - Prise de position du Gouvernement : Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
- 7218 - Projet de loi portant modification de :
 - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;
 - la loi du 1^{er} avril 2015 portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;
 en vue d'instaurer des mesures macroprudentielles portant sur les crédits immobiliers résidentiels
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
 - Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de M. le Ministre Pierre Gramegna, M. Mars Di Bartolomeo, M. Charles Margue et M. André Bauler) (dépôt de la motion 1) - M. Franz Fayot - M. François Benoy - M. Gast Gibéryen (intervention de M. le Ministre Pierre Gramegna) - M. David Wagner (dépôt de la motion 2) - M. Sven Clement

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Roy Reding)
 - M. Gast Gibéryen et M. Gilles Roth (parole après ministre) - M. le Ministre Pierre Gramegna
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - Motion 1 : M. Gilles Baum
 - Vote sur la motion 1 (rejetée)
 - Motion 2 : M. Gilles Baum - M. David Wagner - M. Alex Bodry - M. Sven Clement - M. Gilles Roth - M. Gast Gibéryen - Mme Josée Lorsché - M. Gast Gibéryen - M. David Wagner (intervention de M. Alex Bodry) - renvoi de la motion 2 à la Commission du Logement et à la Commission des Finances et du Budget - M. Gilles Roth - M. Gilles Baum
- 7408 - Projet de loi relatif à l'Office du Ducroire Luxembourg
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
 - Discussion générale : M. Laurent Mosar - M. Alex Bodry - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. David Wagner - M. Sven Clement
 - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - 7446 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. Guy Arendt
 - Discussion générale : M. Laurent Mosar - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding - M. Sven Clement
 - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel
 - 7463 - Projet de loi relatif à l'acquisition du complexe B de la Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck
 - Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler
 - Discussion générale : M. Gilles Roth (interventions de M. Guy Arendt et M. Claude Haagen) - M. Yves Cruchten - Mme Josée Lorsché - M. Jeff Engelen - M. Sven Clement
 - Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances
 - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Pierre Gramegna et Mme Sam Tanson, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.01 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.**- Neen, Här President.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools.

2. Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Sven Clement

Den honorabelen Här Sven Clement huet d'Wuert gefrot gehat, fir eng Proposition de règlement ze deposéieren. Här Clement, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, de Regierungssaccord gesäit vir, datt d'Regierung am Beräich Transparenz méi Transparenz wéilt maachen. Ech hunn du geduecht, datt d'est héicht Haus och e kleng Schotz méi Transparenz kéint verdroen, nämlech am Beräich vun eisen Entrevuen an eiser Kommissiounsaarbecht mat externen Interessevertreider. Dofir deposéieren ech haut eng Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés, fir e Lobbyregëster am Kader vun der Kommissiounsaarbecht anzeféieren.

Ech soen lech Merci.

7499 - Proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés visant à insérer dans le Règlement de la Chambre des Députés un registre des lobbies

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools.

(M. le Président donne acte du dépôt de la proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés qui sera renvoyée à la Conférence des Présidents.)

3. Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État

Esou wéi d'Gesetz vum 12. Juli 1996 iwwert d'Reform vum Staatsrot an d'Artikelen 119 bis 130 vum Chambersreglement et virgesinn, designéiere mer haut e Kandidat fir e Poste vu Conseiller beim Staatsrot.

No den Dispositiounen vun den Artikelen 122 an 123 vun eisem Reglement huet d'Présidentekonferenz an hirer Reunion vum 14. November eng Kandidateléscht mat zwou Persounen arrétéiert. Dat sinn, an alphabetescher Reiefolleg, den Här Jean-Marc Cloos, Dokter, an d'Madamm Deidre Du Bois, Affekot.

D'Chambersreglement gesäit vir, datt d'Ofstëmmung geheim a perséinlech ass. Et däerf also net par procuratioun ofgestëmmt ginn. Nëmme d'Votten iwwert déi offiziell deponeiert Kandidature si valabel. D'Wal vum Kandidat erfollegt duerch eng absolut Majoritéit, woubäi déi blank an ongültig Walziedelen net betruecht ginn.

Wa beim éischten Tour kee vun de Kandidaten déi absolut Majoritéit krut, kënn et zu engem Ballottage. Bei Stëmmegläichheet am Ballottage kënn et zu engem Spezialtour. Wann dann nach ëmmer Stëmmegläichheet ass, entscheet d'Lous.

Vote secret sur les deux candidatures

Mir fänke mam Walgang un. Ech wëll d'Chamber drop opmierksam maachen, datt héchstens eng Kandidatur däerf ugekräizt ginn, soss ass de Stëmmziedel ongültig. Ech géif bidden, d'Stëmmziedelen auszedeele.

Ech maachen den Appel nominal, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen. Adehm Diane, Ahmedova Semiray, ...

(Brouhaha)

A, okay, fir se anzesammelen. Ech war esou schnell.

(Brouhaha général et coups de cloche de la présidence)

Sou, elo kann ech den Appel nominal maachen, fir d'Stëmmziedelen anzesammelen.

Appel nominal

D'Sitzung ass dann ee Moment ënnerbrach.

(La séance publique est suspendue à 14.10 heures.)

(La séance publique est reprise à 14.16 heures.)

D'Sitzung geet erëm weider.

D'Stëmmziedele si follgendermoossen opgedeelt: Total vun de Stëmmziedelen: 55, blank Stëmmziedelen: 1, gültig Stëmmziedelen: 54. D'absolut Majoritéit ass 28.

D'Stëmm si follgendermoosse verdeelt: Den Här Jean-Marc Cloos huet 5 Stëmmen kritt an d'Madamm Deidre Du Bois 49 Stëmmen.

Deemo huet d'Chamber mat enger absoluter Majoritéit decidéiert, datt d'Madamm Deidre Du Bois als Kandidat fir de Poste vum Conseiller beim Staatsrot designéiert ass.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Mir wënschen der Madamm Deidre Du Bois vill Satisfaktioun an hirer neier Funktioun.

4. Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale

Wat d'Zesummesetzung vun den internationalen Delegatiounen ugeet, gëtt proposéiert, datt den Här Laurent Mosar, als Member vum Bureau, an d'Délégation auprès de l'Union interparlementaire, d'UIP, genannt gëtt.

Ass d'Chamber mat dëser Ännerung averstanen?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

5. 7471 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle

Als nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg hu mer de Projet de loi 7471, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'Cour constitutionnelle. D'Riedezäit ass nom Basis-

modell festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Gloden, d'Madamm Beissel, den Här Margue, den Här Reding an den Här Marc Goergen. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Alex Bodry.

Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission de la Justice

► **M. Alex Bodry (LSAP), rapporteur.**- Merci, Här President. Kolleginnen a Kollegeen, zënter dem Joer 1997, also zënter méi wéi 20 Joer, huet eist Verfassungsgericht a ronn 150 Urteiler zur Stärkung vum Rechtsstaat an zum Schutz vun de Rechter a Fräiheete vun de Bierger e wichtige Bäitrag geleescht.

D'Afféierung vun enger Kontroll vun der Verfassungsméissegkeet vun de Gesetzer iwwert de Wee vun enger Question préjudicielle an dat Ganzt virun enger spezieller Gerichtsinstanz war net oncontestéiert. Et sinn deemools Stëmmen ginn, déi gewarnt hu virun engem Gouvernement des juges an Anlechem. Déi Leit hunn net Recht behalen. Et muss ee soen, dass eist Verfassungsgericht sech affirméiert huet an deene méi wéi zwee Joerzénge vu sengem Bestoen. An de Lëtzebuurger System vun der Verfassungskontroll huet sécherlech seng Feierprouf bestanen.

D'Optioun, déi mer geholl hunn, fir eist Verfassungsgericht net - wéi déi meescht Verfassungsgerichter am Ausland - politesch ze besetzen an och keng politesch Nominatiounsprozedur anzeféieren, mee dass een op besteeënd professionell Riichter, héich Riichter zréckgräift, huet sech als appropriéiert gewisen. Dat erspuert eis dee ganz schwierigen a penibele Wee heiansdo vun de politeschen Nominatiounen fir en ieweschter Gericht.

Dëse Réckgrëff op Riichter, professionell Riichter, déi déi doten Tâche niewent hiren aneren Tâche maachen, besonnesch also och op Riichter aus dem Kassatiounshaff, kann awer och zu organisationelle Problemer féieren. Aus Respekt virum Prinzip vun der Impartialitéit kënnen nämlech an eisem Verfassungsgericht keng

Riichter sëtzen, déi virdrun an iergendenger Form an der Gerichtsprozedur mat implizéiert waren. Dat seet d'Gesetz, mee dat seet och den Europäesche Gerichtshaff vun de Mënscherechter. Et ass en allgemenge Prinzip vun de Gerichtsprozeduren. Dobäi kënnt, dass och nach aner Ursaache kënnen bestoen, firwat e Riichter an enger preziser Affär net däréif sëtzen. Dat kann theoreetesch - a mir hunn dat och elo virun e puer Méint gesinn: och praktesch - dozou féieren, dass et zu engem Blocage vum Fonctionnement vum Verfassungsgericht kënnt, zemoos wann et de Kassationshaff selwer war, deen dat Verfassungsgericht mat enger Fro beoptraagt huet.

Aus deem Grond hu mer viru Kuerzem, et war den 10. Oktober, an engem zweete Vott den Artikel 95ter vun eiser Verfassung emgéännert. Nieft den néng effektive Membere begräift eis Cour constitutionnelle an Zukunft och siwe Conseillers suppléants, also Ersatzriichter.

De Gesetzesprojet reegelt eng Rei vun Detailfroen. D'Conseillers suppléants, déi gi genau no där selwechter Prozedur genannt wéi och déi effektiv Membere vun der Cour constitutionnelle. Dat heescht, si gi genannt vum Grand-Duc op gemeinsamen Avis vun der Cour supérieure de justice a vun der Cour administrative. D'Gesetz preziséiert och, dass déi zwee Conseillere vun der Cour de cassation, déi nieft dem President d'office Membere vum Verfassungsgericht sinn, déi zwee Conseillere mat deem eelste Rang sinn. D'Conseillers suppléants kënnen och als Conseillers-rapporteurs bestëmmt ginn.

Membere vum Parquet kënnen net Membere vum Verfassungsgericht sinn. De Ministère public ass awer bei Verhandlungen dobäi, an deenen en och schonn an dem Prozess virdrun als Partei implizéiert war. E kann also och intervenéieren an deem Fall, wann d'Affär virun der Cour constitutionnelle zur Verhandlung kënnt.

Fir d'Schafe vun engem eegestännege Parquet bei der Cour constitutionnelle, wéi d'Regierung dat proposéiert hat, huet sech bei eis an der Kommissioun keng Majoritéit fonnt, scho wéi mer iwwert d'Reform vum Artikel 95ter vun der Verfassung diskutéiert hunn. Mir waren der Meenung, dass enner anerem den aktuelle legale Statut vum Parquet, wou de Procureur général an engem Subordinatiounsverhältnis zum Justizminister steet - an der Theorie; mir wësen, dass et an der Praxis e bëssen anescht ass -, dass dat fir de Moment esou eng Kreatioun vun engem Parquet, engem stännege Parquet bei der Cour constitutionnelle ganz schwierig mécht.

Nieft der Aféierung vun de Conseillers suppléants ass awer och d'Méiglechkeet geschaf ginn, dass eist Verfassungsgericht an Zukunft a voller Formatioun, dat heescht mat néng Membere, taagt, an dat ass immens wichteg par rapport och zu der éischter Annerung, déi mer gemaach hunn.

Et huet sech nämlech erausgestallt, dass et ka virkommen, dass jee nodeem, wéi d'Formatioun sinn, a wann et net zu eestëmmege Beschléss an der Cour constitutionnelle kënnt, sech zu eenzelne Froe verschidde Jurisprudenze kéinten entwéckelen. Aus deem Grond ass och vun der Cour constitutionnelle selwer proposéiert ginn, fir déi Méiglechkeet anzeféieren, dass d'Cour net an der normaler Kompositioun vu fénnef Membere, mee dass d'Cour constitutionnelle an enger Formatioun vun néng Membere zsummekënnt, wou et selbstverständlech och ka virkommen, dass do och Membres suppléants an där Formatioun mat sëtzen.

Et bleift een Detail ze klären, dat hu mer net am Gesetz gemaach: Et wär net schlecht, wann am Règlement d'ordre intérieur, dee jo den Artikel 28 vum Gesetz iwwert d'Cour constitutionnelle ausdrécklech virgesäit, géif preziséiert ginn, wéi et zu där Decisioun ka kommen, dass eigentlech déi Plénière vun néng Riichter an enger Affär vu besonnescher Wichtigkeet sätzt. Dat ass d'Konditioun, déi och d'Verfassung seet: Et muss eng „importance particulière“ virleien, fir dass déi dote speziell Formatioun dann zsummekënnt.

Mir sinn der Meenung, dass d'Initiativ ka komme sécherlech vum President vun der Cour constitutionnelle, ka komme vun där Chamber, déi saiséiert ass, et kann à la rigueur och de Conseiller-rapporteur sinn, deen déi dote Fro opwërrt. Mee mir deelen do d'Aschätzung vum Conseil d'État, dass et awer déi Formation plénière selwer muss sinn, déi decidéiert, dass se an enger Affär och a voller Kompositioun zsummekënnt. Dat kann net eng Persoun sinn, déi dat eleng géif decidéieren.

Dat si Froen, wéi gesot, wou den Text elo eng gewisse Flexibilität léisst - dat ass vläicht och gutt, well et eng Neuerung ass -, mee wou et net vu Muttwëll wär, wann de Règlement d'ordre intérieur, dee bis elo nach ni ofgeännert ginn ass an deene méi wéi 20 Joer, wou e geholl ginn ass, déi dote Prezisiounen géif virgesinn.

Déi weider Ännerunge vum Gesetz vum 27. Juli 1997, déi betreffen éischter Detailfroen. Et geet em déi indirekt Kloerstellung, dass d'Sozialgerichter selbstverständlech och d'Cour constitutionnelle mat enger Fro kënnen befaassen an engem konkrete Prozess. Doniewent ass et och esou, dass elo kloergestallt gëtt, dass e Riichter net bei enger Affär an der Cour constitutionnelle ka sëtzen, wann och säi Conjoint oder säi Partner en direkten Interêt an där Affär huet.

A schliisslech ginn och d'Froen vun der Remuneration vun de Conseillere gereegelt. Während déi effektiv Membere bis elo eng monatlech Indemnitéit kréie vu 40 Punkten, ass et esou, dass d'Conseillers suppléants eng Indemnitéit de vacation kréie pro Affär vun 20 Punkten. Bei der Zesummesetzung vun der Cour constitutionnelle gëtt vum President opgepasst, dass dem Rang Rechnung gedroe gëtt vun den eenzelne Conseillere, awer och de Rotatiounsprinzip zur Geltung kënnt.

Bei eisen Aarbechte konnte mer selbstverständlech zrëckgräifen op de foulléierten Avis vum Staatsrot, deen eis och geleet huet an eisen Aarbechten, déi och zu enger Rei vun Amendementen gefouert hunn, déi mer par rapport zum Regierungsprojet agereecht hunn. Mir hunn, méi spéit allerdéngs, nodeems mer de Rapport ugeholl haten an eiser Sitzung, och offiziell d'Avis vum de Justizautoritéiten zougestallt kritt, wou och besonnesch den Avis vum Parquet général ganz foulléiert war an och bei der Virbereedung hei vun eiser Debatt sécherlech vun Notze war.

Mir sinn der Meenung, dass mer hei eng wichtige Reform leeschten, wou mer elo duerch dat Gesetz déi néidege Ausféierungbestimmungen hei festleeën, wat d'Ofännerung vum Artikel 95ter vun eiser Verfassung ueget.

Ech war frou, och kënnen feststellen, dass mer eng Eestëmmegekeet bei eis an der Kommissioun haten, wat d'Zoustëmmung zu deem Projet de loi ueget. An ech géif dann och hei wënschen, dass mer déi Eestëmmegekeet an eisen Debatten hei kënnen oprechterhalen, an ech brénge gläichzäitig och den Accord vu menger Fraktioun eran.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bodry. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Léon Gloden agedroen. Här Gloden, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Léon Gloden (CSV).** - Merci, Här President. E moderne Rechtsstaat brauch e Verfassungsgericht, e Verfassungsgericht als ieweschst Organ, fir d'Rechtsstaatlechkeet ze garantéieren.

Ech soen dem Kolleeg Alex Bodry Merci fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport. E konnt sech op d'Virarbecht vum Corapporteur vun deem Deel iwwert d'Verfassung bezéien. Et ass schued, an dat ass net dem Rapportier seng Schold, dass déi Rapporten, déi Avisen, déi mer vum Parquet a vum Tribunal kruten, net méi do mentionéiert konnte ginn.

Ech weess net, wourun et läit, Madamm Minister, mee déi eng Rapporten waren awer scho vum 10. Oktober datéiert, ob se esou spéit bei lech érakomm sinn oder ob se net fréi genuch aus Ärem Ministère hei an d'Chamber komm sinn. Et ass schued bei esou engem wichtige Organ, dass jo awer och wichteg Avisen vun de Justizorganer net am Rapport final vum Rapportier ernimmt kënnen ginn.

Dëst Gesetz huet misse kommen, well eng Verfassungsännerung virausgaangen ass. De Rapportier huet et gesot. Den éischte Vott war den 10. Juli dëst Joer an den zweete Vott den 10. Oktober. An dat waren zwee Punkten: eebe fir d'Suppléantë virzugesinn, an och fir d'Méiglechkeet virzugesinn, dass eist Verfassungsgericht an enger Chambre plénière ka sëtze fir déi ganz wichteg Affären.

Jo, e Verfassungsgericht ass e Guide, kann och Créateur de droit sinn, well et eeben d'Kompetenz huet, par rapport zu der Verfassung ze decidéieren, ob e Gesetz legal ass oder net.

Ech ginn elo net op all déi Detailer hei an, déi de Rapportier gutt hei virgedroen huet. Ech wëll op ee Punkt nach agoen, dat ass déi Fro: Firwat kee Parquet bei der Cour constitutionnelle?

Och dat war e gréissere Sujet, och op dee Punkt ass de Parquet agaangen a sengem Avis.

D'Volontéit war aus dem Milieu judiciaire, fir e Parquet do ze kréieren. Mir an der Kommissioun sinn der Meenung, dass ee kee Parquet bei der Cour constitutionnelle soll asetzen. Et gi sécherlech eng Rei Argumenter derfir, déi kënnt Der och am Avis vum Parquet noliesen.

Mir waren der Meenung, dass een hei kee soll instituéieren bei der Cour constitutionnelle. Oft gëtt de Verglach gemaach mam Avocat général bei der Cour de justice, souzesoen den „Amicus curiae“, wéi dat op Neilëtzebuergesch heescht. Mee hei hu mer de Parquet op där enger Säit schonn zum Deel a Penalfälleren.

An dat Argument, dass de Parquet, wann e géif bei enger Cour constitutionnelle sëtzen, net ënner der Autoritéit vum Ministère de la Justice wier, do wëlle mer och net ..., dat Argument heesche mir net gutt. Ech mengen, et ass net gutt an engem Land wéi Lëtzebuerg, wa mer Berufsstänn oder Institutionen oder Organer splitten, well op där enger Säit se dann eng Fonction als stoend Riichter géifen erfëllen, an dann op där anerer Säit, wa se bei der Cour constitutionnelle géife siegieren, da géife se komplett aus deem Kokon vun der Organisation judiciaire erausfallen.

Mir als CSV mengen, an ech mengen, dat war och d'Meenung vun de Kollegeinnen a Kollegen an der Chamberskommissioun, d'Unitéit soll bäibehale ginn. Schlussendlech war och de Staatsrot der Meenung, dass een dat net soll maachen. Et kann ee vill an der Doktrinn iwwert deen interessante Sujet noliesen. An et war och elo nach kierzlech e ganz interessanten Artikel vum Professor Heuschling iwwert d'Cour constitutionnelle an hir Méiglechkeet, Recht ze kréieren oder net.

Dëst gesot, ginn ech den Accord vu menger Fraktioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Gloden. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Simone Beissel. Madamm Beissel, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Simone Beissel (DP).** - Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, virop och vu mir en häerzleche Merci un de Rapportier Alex Bodry fir säin exzellente schrëftlechen a mündleche Rapport. Wéi mer 1996 e Verfassungsgericht hei zu Lëtzebuerg kritt hunn duerch d'Verfassungsrevisioun vum 3. Juli 1996 an duerno 1997 d'Organisationsgesetz, fir dass et konnt fonctionéieren, hate mer e grouse Schrëtt gemaach um Wee, fir de Rechtsstaat hei zu Lëtzebuerg ze verbesseren.

Mir hunn elo am Juli dëst Joer, den 10. Juli 2019, erëm eng Verfassungsrevisioun gemaach, well eebe bewise war, dass an de leschte Méint e Knackpunkt war, well mer nëmme professionell Magistraten an deem Verfassungsgericht hunn. An do war e personelle Problem an dofir hu mer elo déi siwe Suppléanten niewent deenen néng Magistraten agesat, fir dass eis Cour erëm ka beschtméiglech fonctionéieren.

Elo geet et drëm, dës Verfassungsrevisioun vum Juli, wou den zweete Vott och den 10. Oktober war - dat heescht, do ass d'Prozedur perfekt -, fir do den Transfert ze maachen an d'Organisationsgesetz vum 1997 fir d'Regularisation, wéi gesot, vun den Organisationsproblematiken.

Ech ginn net méi op d'Detailer an. Ech hunn lech gesot: siwe Suppléanten. Wat och ganz wichteg ass, dat ass, wann d'Cour et decidéiert an et sinn extrem wichteg Affären, da kann d'Cour decidéieren, fir als Plénière ze sëtzen, dat heescht als néng professionell Magistraten zesummen an net zwou Chamberen mat fénnef, wou jo ëmmer de fénneften de Libero spillt, hin an hier.

Här President, firwat ass et esou wichteg, dass mer hei zu Lëtzebuerg e performant, gutt organiséiert Verfassungsgericht hunn?

Et ass scho vill rieds gaange virdu vu munge Virriedner vum Rechtsstaat. Mir wëssen, dass de Rechtsstaat verlaangt, dass all d'Pouvoiren, d'Legislativ vir an duerno d'Exekutiv an de judiciaire, dem Gesetz ennerworf sinn. Mee niewent dem Rechtsstaat ass och d'Rechtssécherheet, d'Sécurité juridique, a wann déi soll fonctionéieren, da muss et och eng Kontrollméiglechkeet ginn, an net nëmme vis-à-vis vun der Exekutiv, wat scho säit dem 19. Joerhonert besteet, wou all normal Geriichter an administrativ Geriichter d'ganz Matière réglementaire konnte kontrolléieren, mee och vun der Legislativ. Dat heescht, eis Chambersaarbecht muss och kënnen kontrolléiert ginn.

De Rapportier Alex Bodry huet et scho gesot: Am Ufank ware grouse Diskussiounen hei, am Ufank vun den 90er Joren, well déi deemoleg Legislativ, an haaptsächlech d'Chamber, extrem skeptesch war an eigentlech gesot huet, wann ech elo e bëssen d'Volleksmondsprooch huelen: „Uns kann keiner“. Mir verdroen et net als éischte Pouvoir, dee voll Fräiheet muss

hunn, dass do iergendeng Instanz kënnt, egal wéi se placéiert ass, an eis ka kontrolléieren.

An dunn ass et hin- an hiergaangen an do waren en plus fénnef Schnitzer an der Prozedur geschitt, wou fénnefmol d'Constitution massiv violéiert ginn ass hei an der Chamber. An op eemol hate mer esou eng schlecht Reputatioun dobaussen, dunn ass gesot ginn: „Elo gëtt et awer héich Zäit!“ An du koume glécklecherweis 1996 déi Verfassungsrevisioun an 1997 dat Gesetz.

Well Dir musst wëssen, dass mir a Westeuropa eent vun deenen allerleschte Länner waren, déi e Verfassungsgericht kritt hunn. Dir gesitt oft d'Bundesverfassungsgericht, well déi jo oft op der Televisioun sinn, vu Karlsruhe. Dir hutt d'Cour constitutionnelle vu Roum, de Conseil constitutionnel vu Paräis. Dir hutt d'Cour d'arbitrage, déi elo Cour constitutionnelle ginn ass, vun der Belsch. Just mir hunn - hinke, hinke - hannendrughegangen. A wann een elo och am Moment déi ganz Jurisprudenz vun der Cour constitutionnelle kuckt, déi wierklech opgeraumt huet a ganz vill Saachen erëm richtgebéit huet, dann ass et héich Zäit ginn, dass dee Moment e Kontrollorgan komm ass, dat wierklech gekuckt huet, dass eis Gesetz nach méi soignéiert gi sinn an dass d'Leit am Kader vun enger Affär duerch d'Question préjudicielle wierklech d'Netkonformitéit mat der Verfassung konnten uprangeren, fir eeben d'Rechtssécherheet ze augmentéieren.

Dofir sinn ech ganz frou, dass mer haut dat Gesetz hei huelen. Elo ass d'Organisation vun dem Verfassungsgericht erëm optimal garantéiert. An ech mengen, och mir als DP-Fraktioun freeën eis do drop. An dofir ginn ech natierlech mat Freed den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Beissel. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Charles Margue. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Charles Margue (déi gréng).** - Ma ech wollt emol fir d'éischt als President vun der Justizkommissioun dem Rapportier Merci soen, dass en déi Charge iwwerholl huet. Ech mengen, en huet dat gutt an och gär gemaach.

Ech ginn och fir déi gréng Fraktioun den Accord zu deem Gesetz, mat deem mer elo endlech aus der leideger Situatioun erauskomm sinn, dass d'Verfassungsgericht blockéiert war a sengem Fonctionnement. An et gouf héich Zäit, dass dat esou geschitt ass.

Ech ginn domadder den Accord an ech soen nach eng Keier dem Här Bodry Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Margue. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Roy Reding. Här Reding, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Roy Reding (ADR).** - Merci, Här President. Déi Reform vun 1996 war eng vun deene wichtigste vun deene leschte Joerzëngen. Et war e Bausteen, dee wierklech gefeelt huet an eiser Rechtsuednung.

Ech hat deemools d'Freed, an engem Aarbechtsgrupp matzeschaffen, deen d'Detailer dovunner ausgeschafft huet. An ee vun de Punkte war d'Verféentlechung vun den Arrêten vun där Cour constitutionnelle. A wann een haut muss eppes bedauern, dann ass et, dass trotz där Verféentlechung vun deenen Arrêten am Memorial de Gesetzgeber net séier genuch reagiert a verfassungsfeindlech Gesetzer, Gesetzer, déi géint d'Verfassung verstoussen, net méi zäitno zrëckgezu ginn oder geännert ginn, fir se verfassungskonform ze maachen.

Eppes huet d'Cour constitutionnelle gewisen, an dat ass, wat hir Praxis beweist an hir Jurisprudenz beweist: dass mer leider Gottes eng Heedewull Gesetzer hunn, déi d'Verfassung violéieren.

Wat mer elo nach froen - deemools gouf gesot: „Mir wëlle kee Contrôle a priori, mir wëlle just ee Contrôle ex post an nëmme op Demande vun de Jurisdictionen.“ An et goufe Leit, déi gesot hunn: „Ma nee, kommt, mir féieren och e Contrôle a priori an!“, dat heescht, dass eng Zuel vun Deputéierten oder eventuell souguer Bierger, bannent enger gewëssener Hürd vu Seriositéit vun hirem Recours, kënnen dat Verfassungsgericht befaassen, eier et zu engem konkrete Fall gëtt.

Haut kann nëmme e Gericht, an nëmme an engem konkrete Fall, d'Verfassungsgericht befaassen. Vu datt mer gesinn hunn, wéi vill Gesetzer als net verfassungskonform genannt goufen trotz der Kontroll duerch de Staatsrot an trotz der Kontroll, déi mir maachen an de Kommissiounen, denke mir als ADR, dass dat deen nächste Schrëtt wier, dee wichteg wier: d'Méiglechkeet vun der Saisine vun där Cour constitutionnelle ze héijen.



Wat déi technesch Detailler vun dësem Text ugeet, si mer selbstverständlech mat vollem Häerz d'accord. Ech mengen, hei geet et ëm Moyenen, déi en place gesat ginn. Déi Cour constitutionnelle ass extrem wichteg a muss eis erhale bleiwen.

Ech soen Iech Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Reding. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Marc Goergen. Här Goergen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Merci, Här President. Fir d'éischt emol Merci dem Alex Bodry fir säin exzellente Rapport. Haut stëmme mer iwwer e méi moderne Rechtsstaat of an deementspreechend wärten d'Piraten och do hir Zoustëmmung ginn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Goergen. D'Regierung huet d'Wuert, d'Justizministesch, d'Madamm Tanson.

Prise de position du Gouvernement

► **Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice.** - Jo, Merci, Här President. Fir d'éischt emol e ganz grouse Merci un d'Kommissioun, dass Der hei esou séier an effikass matgehollt hutt, fir dass fir d'éischt emol d'Constitutionnellen geännert ginn an elo den Text vum Gesetz ka geännert ginn, fir dass d'Cour constitutionnelle an alle Konditiounen erëm ka gutt schaffen an och de Prinzip generell sech e bëssen nei Moyene ginn huet, wat ech nëmme ka begréis- sen. E spezielle Merci un den Alex Bodry, deen a senger gewinnter Fachkenntnis hei de Projet duergeluecht huet.

Just nach eng Prezisioun, well elo monéiert ginn ass, d'Avise wieren ze spéit ukomm, wat ech natierlech och bedauern. Ech hunn dat awer elo nach nogefrot. An de Stempel vun der Entrée an der Justice ass vum 4. November a mir hu se de 7. weiderginn. A si sinn dann duerno de 14. weidergaangen un d'Kommissioun. Voilà! Dat heescht, ech mengen, mir kéinten eis eng Kéier Gedanke maachen dor- iwwer, wéi laang déi Weeër insgesamt dauere fir déi Avisen an eisem digitalen Zäitalter.

Merci villmools.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Tanson. D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7471. Den Text steet am Document parlementaire 7471⁴.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7471 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmen fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

Dëse Projet gouf mat 60 Jo-Stëmmen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Octavie Modert) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Gusty Graas) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo (par M. Georges Engel), Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empan, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

6. 7218 - Projet de loi portant modification de :

1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;

2° la loi du 1^{er} avril 2015 portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;

en vue d'instaurer des mesures macroprudentielles portant sur les crédits immobiliers résidentiels

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 7218 iwwert d'Habilitatioun vun der Commission de surveillance du secteur financier. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Franz Fayot, den Här François Benoy, den Här Gast Gibéryen, den Här David Wagner, den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Wee zum éischten Eegenheim ass laang a verleeft och net ëmmer oui Schwierigkeiten. Dacks wann ee bis mengt, et hätt een dat richteg fonnt - wuel gemierkt, ech schwätze vum Eegenheim -, zum Beispill en Haus oder en Appartement, dat engem gefält, well et gutt läit a virun allem sech präislech och nach a sengem Budget beweegt, da muss ee sech fir d'éischt emol e Rendez-vous op der Bank huelen, fir ze froen, ob d'Finanzleit dat och esou gesinn.

Well jo, eng Immobilie kafen, dat kascht net nëmme vill Nerven a Gedold, mee eeben och vill Suen. An zu Lëtzebuerg nach méi wéi an anere Länner oder Regiounen.

Ech maache mer hei d'Pult e bësse méi héich.

(Exclamations)

Sou, ech hunn de Knäppche fonnt, pardon!

D'Präisser klammen heiheem rasant. An engem Zenario vun zolitte Präissteigerung klëmmt an der Reegel och d'Verscheldung vun de Stéit zesumme mam Risiko, dat et zu enger Immobilielos kéint kommen, wann d'Banken ze liicht-fankeg Kreditter géife verginn. Deem soll mat dësem Gesetzesprojet entgéintgewierkt ginn.

Dat geschitt, andeems mir d'Iwwerwaachungs- kommissioun vum Finanzsektor, also d'CSSF, ermächtigen, fir sougenannt „macroprudentiel“ Moosnamen ze huelen am Fall vun Entwécklungen op eisem Wunnengsmaart, déi e Risiko fir d'Stabilitéit vun eisem nationale Finanzsystem duerstelle kéinten. D'Erfahrungen, déi viru gutt zéng Joer no der amerikanescher Subprime-Kris gemaach goufen, hunn d'Finanzwelt jo opgefuerdert, méi virsiichteg ze sinn, wa Kreditter vergi ginn.

De Gesetzesprojet gesäit zudeem en Zougangsrecht fir d'Zentralbank zu gruppéierten Informatiounen vir, déi bei de staatleche Verwaltungen, den Établissements publics, déi net ënner d'Iwwerwaachung vun de Gemenge falen, oder anere staatleche kompetenten Autoritéite gesammelt kënnen ginn, virausgesat, dat dës Informatiounen fir Fuerschungs- an Analysaktivitéiten noutwendeg sinn, dat a Verbindung mat der Aarbecht vum Komitee vum systeemesche Risiko.

Léif Kollegeginnen a Kollegen, eent sief vu vir- era kloergestallt: Dëse Gesetzesprojet gesäit Moosname vir, déi nëmme dann agesat kënnen ginn, wann et zu enger Gefor fir d'Stabilitéit vum Lëtzebuergesche Finanzsystem kéim, dat well, fir et richteg eraus ze soen, d'Präis- entwécklung um nationalen Immobiliemaart bedenklech Ausmoosse kréich an d'Stéit be- zéiungsweis d'Privatpersounen géife riskéieren, d'Schold, déi se sech opgelueden hunn, net méi zréckbezuelen ze kënnen. Et kann een a priori ni d'Entwécklung vun enger Immobilielos ausschléissen an et geet hei drëm, dësen

Zenario ze anticipéieren oder, anescht gesot, dësem preventiv ze begéinen.

Den neien Artikel 59-14bis vum modifizéierte Gesetz vum 5. Abrëll 1993 iwwert de Finanz- sektor, also dem LSF-Gesetz, gëtt der CSSF d'Pouvoiren, fir Konditiounen festzesetzen, no deenen d'Bankhaier Kreditter fir Immobilie verginn, déi fir residentiel Zwecker genotzt ginn an déi um Lëtzebuergesche Territorium instal- léiert sinn.

Nieft de Finanzinstituter falen och d'Assu- rancégesellschaften an all déi Professionell, déi Prête verginn, drënner.

Am Kader vun hire Missiounen kann d'CSSF ver- schidden Exigenze formuléieren. Ech ziele se kuerz op:

1. Si kann eng maximal Grenz fixéiere fir de Rapport tëschent engersäits der Zomm vun alle Prêten oder Tranché vu Prêten, déi ee be- stëmmte Bien immobilier de Moment vum Montage vun engem Prêt betreffen, an aner- säits dem Wäert vun dësem Bien zu deem selwechte Moment. Wann d'CSSF eng maximal Grenz fir dese Rapport definéiert, dann hält se eng Forschett fest, déi tëschent 75 % an 100 % läit.

2. D'CSSF kann eng maximal Grenz definéiere fir de Rapport tëschent der Zomm vun alle Prêten oder Tranché vu Prêten, déi ee be- stëmmte Bien immobilier de Moment vum Montage vun engem Prêt betreffen, an aner- säits dem järeleche Gesamtvernu, deen deem, dee Sue léine wëllt, zu deem Moment zur Ver- fügung steet. Wann d'CSSF eng maximal Limitt fir dese Rapport, dese Ratio definéiert, dann hält se eng Forschett fest, déi tëschent 400 % an 1.200 % läit.

3. D'Iwwerwaachungskommissioun vum Fi- nanzsektor kann och eng maximal Grenz defi- néiere fir de Rapport tëschent der Gesamtver- scheldung vun deem, dee Sue geléint kritt, um Moment vum Montage vum Prêt, an deem sengem gesamte Joresvernu, deen him zur Verfügung steet. Wann d'CSSF eng maximal Li- mitt fir dese Rapport definéiert, dann hält se eng Forschett fest, déi tëschent 400 % an 1.200 % läit.

4. D'CSSF definéiert eng maximal Limitt fir de Rapport tëschent de järeleche Gesamtchergen, déi mam Emprunt zesummenhänken, an dem gesamte Joresvernu, deen deem, dee Sue ge- léint kritt, zur Verfügung steet. Wann d'CSSF eng maximal Limitt fir dese Rapport definéiert, dann hält se eng Forschett fest, déi tëschent 35 % a 75 % läit.

5. A leschtens, e fënneft Instrument vun der CSSF betrëfft déi maximal Limitt fir d'Dauer vum Emprunt. Hei hält d'Iwwerwaachungs- kommissioun vum Finanzsektor en Intervall fest, deen tëschent 20 a 35 Joer fixéiert ass.

Et sief drun erënnert, dat all dës Moosnamen entweeder eleng oder zu puer mateneen appli- zéiert kënnen ginn. Si kënnen entweeder all d'Kreditter oder nëmme en Deel vum Mont- tant vun den neie Kreditter viséieren.

Wichtig ass ze soen, dat dës Mesurë sech awer net op besteeënd Kreditvertrëg appli- zéiere kënnen. Vu dat den Impakt vun dese Moosnamen net ze ënnerschätzen ass, souwuel um wirtschaftleche wéi och um sozia- len nationale Plang, gesäit dese Projet vir, dat d'Pouvoiren, déi der CSSF accordéiert ginn, an engem strengen Entscheidungskader geholl ginn.

Engersäits kann d'CSSF dës Moosnamen nëm- men huelen, wa keng aner Mesur op Base vum Gesetz iwwert de Finanzsektor a vum Re- glement 575/2013 vun der Europäescher Unioun kapabel wier, fir d'Risiko fir eisen natio- nale Finanzsystem ofzeschätzen.

Anerersäits kann d'CSSF nëmme dann agéie- ren, wa si sech op eng Recommandatioun ba- séiere kann, déi de Komitee vum Risque sys- témique ugeholl huet. Wann deem esou ass, dann entscheet d'CSSF iwwert d'Emsetzung vun dese Moosnamen, nodeems si sech mat der Zentralbank konzertéiert, also ofgeschwat huet. Doriwwer eraus muss d'CSSF och mam Kommissariat vun den Assurancé geschwat hunn, wann de Versécherungssektor sollt be- traff sinn.

De macroprudentiellen Dispositif gëtt do- riwwer eraus duerch den neien Artikel 59-14ter ergänzt, deen explizitt d'Méiglechkeet fir d'CSSF virgesäit, fir déi national Autoritéiten an anere Memberstaaten ze froen, eventuell Be- dingungen unzëerkennen, déi fixéiert ginn am Kader vum Octroi vu Kreditter, déi mat Immo- bilien ze dinn hunn, déi hei zu Lëtzebuerg si- tuéiert sinn. Dat géllt natierlech och ëmgedréit.

Des Weidere kritt d'Zentralbank en Zoug- gangsrecht op wichteg Informatiounen, déi ge- bündelt sinn an déi et erlaben, fir Risiken, déi am Finanzsektor optauche kënnen, esou séier wéi méiglech ze identifizéieren. Dat kënnen

souwuel sektoriell wéi och méi breet gestreete Risiko sinn.

Här President, ech kommen zu den Avisen. Fir d'éischt wëll ech den Avis vum Staatsrot eraus- gräifen. Déi héich Kierperschaft hat verlaangt, dat d'Interventioun vun der CSSF duerch Ge- setz soll encadréiert, ëmrummt ginn. Si huet och gefrot, dat d'Auteurs vum Gesetzesprojet mat Prezisioun den normative Kader, an deem d'CSSF agéiere kann, beschreiw solle, fir esou den Handlungsspillraum vun der Iwwer- waachungsinstitutioun vum Finanzsektor ze definéieren. A sengem zousätzlechen Avis vum 8. Oktober 2019 war de Staatsrot mam Regie- rungsamendement averstanen, soudatt déi for- mell Oppositioun konnt opgehewe ginn.

Während d'Salariatskummer dem Projet éischer favorabel geséint ass, huet d'Handelskummer dogéint gemengt, et sollt een d'Risiken net iwwerdreiwen an all Iwwerreglementéierung versichen ze vermeiden. D'Handelskummer ass dann och der Meenung, et sollt ee sech priori- tär mat de strukturelle Problemer um Wun- nengsmaart beschäftegen, déi jo zum Ongläichgewicht tëschent Offer an Nofro ge- fouert hätten.

D'Zentralbank begréisst hirersäits de Projet, ze- mools well dës et erlaabt, mat der néideger Flexibilitéit a Gewichtung op d'Risiken, déi de Finanzsektor am spezielle betreffen, ze rea- géieren.

D'Handwierkerkummer approuvéiert de Projet och, ass awer der Meenung, dat eng méi res- triktiv Approche bei der Verdeelung vu Kredite- r d'Haushalter direkt bestrooft an hir De- mande zréckstutzt, wat sech natierlech negativ op de Bankesektor auswierke kéint. Grad wéi d'Handelskummer ass och si der Iwwerzeu- gung, dat een de Problem nëmme iwwer eng méi staark Offer vu Logementer léise kann, also net nëmme mat sougenannte macropru- dentielle Moosnamen.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Ech wëll dann och zum Schluss net verheemlechen, dat mir als Finanzkommissioun de Ministère gebieden haten, eis e puer Fallbeispiller ze ën- nereden, fir eis ze verdäitlechen, wat fir Montanten ënner bestëmmten Hypothese kënnen geléint ginn. Dat ass och geschitt. Mir hunn awer festgestallt, dat d'Revenuen, déi an der Simulatioun als Referenz geholl goufen, duerchschnëttlech Joresrevenue sinn, souge- nannt „revenus annuels moyens“. Eenzel Mem- bren hunn dat als net realistesch agestuift a gemengt, déi Revenue wieren ze héich. Anerer hu sech gefrot, wat eigentlech genee ënner deser Notioun ze verstoen ass.

Ech denken, dat den Här Finanzminister eis herno erkläre wäert, firwat de Ministère vu sou- genannten duerchschnëttleche Joresgehälter an de Simulatiounen ausgaangen ass.

Fir all weideren Detail verweisen ech op mäi schrëftleche Bericht. Dat gesot, léif Kollee- ginnen a Kollegen, soen ech Iech häerzlech Merci fir d'Nolauschten a ginn dann och hei- mat den Accord vu menger Fraktioun.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här Pre- sident. Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem honorabelen André Bauler Merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Bericht. Hien huet dat och an deem Toun virgedroen, wéi wann et sech hei éischer géif ëm en harm- lose Projet handelen. Mee wann een den Detail awer kuckt, mengen ech, dann huet dee Projet et trotzdem a sech.

Sënn an Zweck vun dësem Gesetzesprojet ass et eigentlech, der Bankenopsicht, der CSSF, Pouvoiren ze ginn, also Befugnisse, fir dass si kann d'Konditiounen festleeën, wéi an Zukunft d'Privatleit nach kënnen Immobiliiekreditter bei Banke kréien. An dëst soll am Sënn vun enger verbesserter Stabilitéit vun dem Lëtzebuergesche Finanz- a Bankesystem geschéien, fir déi län- gerfristeg ze garantéieren.

Den zweete Punkt vun dësem Gesetzesprojet, dat ass deen, fir eiser Zentralbank Zougang ze ginn ënner anonymiséierter oder pseudonymi- séierter Form zu Daten, déi entweeder de Staat, Verwaltungen, Servicer oder souger Ge- mengungen hunn, fir hirer Analysen- a Recherchen- aufgab, déi d'Zentralbank gesetzlech huet als onofhängeg Institutioun, kënnen nozogen.

Le saviez-VOUS ?

AMENDEMENT

Un amendement est une proposition qui émane soit du Gouvernement soit d'un député et qui vise à modifier un projet de loi ou une proposition de loi lors de son examen en commission ou en séance plénière.

Wann een dem Rapporteur nolauschtert, da wier dee Projet hei eng gutt Saach. Eng gutt Saach ass sécher, Dir Dammen an Dir Hären, dass een der Zentralbank erweidert Pouvoire gëtt. D'Zentralbank huet eng enorm Kompetenz am Land. An ech mengen, mir wiere gutt beroden, dass een ëmmer hire Statut als onofhängeg Institution géif respektéieren, mee dass mer, souwuel d'Regierung wéi och d'Chamber, se verdéift géifen zu Rot zéien, fir d'Evolution an och d'Appreciatioun vun Finanz- a Budgets- respektiv Wirtschaftspolitik kënne besser anzeschätzen.

Woumat mer als CSV also kee Problem hunn, dat ass, der Zentralbank erweidert Pouvoiren ze ginn. Mee wou mer awer méi eng nuancéiert Positioun hunn als CSV, an ech wëll dat och kloer an däitlech soen, dat ass, fir der CSSF, der Bankenopsicht, erweidert Befugnisse ze ginn, déi dora bestoe sollen, fir Krittere kënne festzeleeën, wéi an ënner wat fir enger Form an Zukunft Privatstéit nach kënne Immobilienkreditte bei Banke kréien.

Firwat? Wann een den Detail vun dem Gesetzesprojet kuckt, da gesäit een, dass deen et a sech huet, an zweetens, wann ee virun allem déi Informatiounen respektiv déi Explikatiounen oder Netexplikatiounen matkritt, déi an der Finanzkommissioun geliiwert goufen.

Wéi dréckt sech de Pouvoir vun der CSSF aus? Ma den André Bauler huet et gesot, effektiv ka si e Verhältnis festleeën tëschent dem Montant vun engem Prêt, deen e Privatstot nach ka kréien, an dem Wäert vun der Immobilie. An dee soll tëschent 75 % an 100 % leien.

En zweete Kritter ass deen: d'Verhältnis tëschent dem Revenu disponible - ech kommen do nach drop zrëck - vun engem Stot oder enger Privatpersoun par rapport zum Montant vun dem Prêt. Revenu disponible, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass net de Bruttoloun, dat ass net ...

► **Une voix.** - An och net den Nettoloun.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - An et ass och net den Nettoloun. Well de Revenu disponible, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass de Bruttoloun, wou een ofzitt d'Cotisations sociales, wou een ofzitt d'Charges sociales, dat heescht d'Steieren an all aner Taxen a rekurrent Ausgaben, déi een als Stot oder Privatpersoun huet. Ech zielen emol eng op: zum Beispill d'Alimentepensioun. A wann zwee vun drai Mariagen an d'Bréck ginn, jo, déi Alimentepensioun muss bezuelt ginn, déi gëtt och nach vun dem Revenu ofgezunn, bis dass een op de Revenu disponible kënnt, well et jo eng rekurrent a gesetzlech respektiv gerichtlech festgeluecht Charge ass.

Huele mer dann zum Beispill e Stot mat 50.000 Euro - 50.000 Euro! - Revenu disponible pro Joer. Mee dee léint nach hei tëschent 4- an 12-mol déi 50.000 Euro, dat heescht, dee kritt nach e Kredit op 20 oder 30 Joer vu genau 200.000 Euro bis maximal 600.000 Euro, mat engem Revenu disponible - disponible! - vu 50.000 Euro pro Joer.

Dann ass e weidere Kritter d'Verhältnis tëschent deem Deel, deen een als Mensualitéit, dat heescht als Remboursementszëns plus -kapital, muss de Mount bezuelen op seng Schold, par rapport zu dem Revenu disponible. Da kënnt Der lech et ausrechnen, mee ech kommen herno nach dorobber.

An en drëtten Kritter ass dee vun der Dauer vun dem Prêt, déi d'CSSF ka festleeën tëschent 20 a 35 Joer.

Dir Dammen an Dir Hären, wat dat konkret heescht - ech hat elo en Usaz -, dat krute mer an der Finanzkommissioun op Nofro erkläert. A mir kruten och Informatiounsmaterial, woufir ech dem President ausdrécklech Merci soen.

Mee wéi mer dat Informatiounsmaterial e Freideg virun acht Deeg kruten a mir dat de leschte Méindeg virun acht Deeg an der Finanzkommissioun gekuckt hunn, do muss ech soen, du sinn eis awer d'Aen opgaange wéi Gënzscheeken, an net nëmmen eis vun der CSV, mee ech mengen och enger ganzer Rësch aneren Deputéierte vun anere Fraktiounen.

An dat, wat fir eis e bëssen och symptomatesch war, dat ass Follgendes: Wéi de Gesetzesprojet plus d'Amendement presentéiert goufen, du war d'Regierung mat dem Minister - deem mer ausdrécklech Merci soen - a mat net manner - nun haalt lech gutt un! - wéi eelef Beamten an der Finanzkommissioun opgetrueden. Mir hatten an deene gréisser Säll bal keng Plaz méi als Deputéiert. Abee, wéi den André Bauler eis dat Zuelematerial hei dann ausgehändegt huett, du war an der Finanzkommissioun kee

Beamte méi, kee Beamte méi! A mir hätte jo awer eng sëllege Froe gehat. Ma da muss mer se eeben haut stellen. An ech mengen, d'Éierlechkeet vun André Bauler hat eigentlech och sai Schlag, nämlech wat huet e gesot: „Jo, ech hat gefrot, et sollt ee kommen, mee et ass haut keen do.“

Jo, Dir Dammen an Dir Hären, an da kucke mer emol, wat alles do ausgedeele gouf, an déi Hypotheesen, wou de Ministère, wou déi zoustänneg Instanzen dann hir Berechnunge maachen. Kuckt emol e Prêt, 30 Joer, 10 % Eegebededelegung a maximal Charge de remboursement de Mount vu 40 %. Ech nennen lech elo emol d'Zuelen, da kënne d'Leit dobaussen, déi dat hei kucken, an den Altersheimer an doriwuer eraus, sech emol e Bild maachen, wat dat konkret heescht.

(**Interruption**)

Jo, jo. Eng Persoun eleng, schaffend an der Administration publique oder an dem Enseignement, do geet een aus - nun haalt lech gutt un! - vun engem Loun, netto Revenu disponible - also wat nach manner ass wéi den Nettoloun - bei enger Persoun vu 4.693 Euro de Mount. Déi Persoun, déi ka maximal bezuelen 1.877 Euro Mensualitéit. Si kritt geléint: 507.000 Euro, virausgesat dass se, wa se de Prêt mécht, nach 50.000 Euro schonns direkt - also zwou Milliounen där aler Lëtzebuenger Frang - als Fonds propres huet.

► **M. Guy Arendt (DP).** - Deelt et aus!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Dat war eng Persoun. Elo komme mer emol bei de Stot. Do ass eis och gesot ginn, awer fälschlecherweis, jo, do wiere jo dann zwee Revenuen. Nee, an dem Tablo do steet, dat wier « simulation de crédit pour un couple imposé collectivement, sans enfants ». « Imposé collectivement, sans enfants », Dir Dammen an Dir Hären, dat heescht net, dass zwee Léin do sinn, mee dat heescht dem Artikel 3 iwwert d'Steieren no, dass ee steierlech zesumme veranlaagt gëtt, dat heescht, dat ass, wann ee bestuet ass oder wann ee gepacst ass, ob dat een oder zwee Léin sinn.

An da kucke mer d'Situatioun emol do, déi, wéi gesot, hei op offiziellem Pabeier schwaarz op wäiss zur Veranschaulichung virgeluecht gouf, zu wat dass hei d'Chamber opgeruff ass, hir Zoustëmmung ze ginn. Simulatioun: Enseignement, 9.543 Euro netto Revenu disponible de Mount. Mensualité maximal d'emprunt: 3.817 Euro. Maximalen Emprunt, deen Der kënnt huelen: 1.032.000 Euro, virausgesat, Dir hutt dës Kéier als Stot, bestuet oder gepacst, 103.000 Euro Fonds propres, wann Der de Prêt maacht. Well et ass nämlech dat, wat d'Bank kuckt. Ech mengen, déi meescht heibannen hunn eng Kéier en Immobilienkreditte gemaach, an da wësse se, dass d'Bank net kuckt, wat Der iergendwann eng Kéier an enger Karriär verdingt, mee dass se kuckt, wat Der dee Moment hutt, wou Dir Àre Prêt maacht.

Dir Dammen an Dir Hären, fir lech d'Situatioun vun enger gepacster Koppel mat 9.543 Euro netto ... Et sinn net zwee Enseignanten, wa se de Prêt maachen, déi deen dote Montant netto hunn, well deem zweete sai Bruttorevenu, mat Sécurité sociale a Charges fiscales, kënnt Der fir netto zur Hallschent huelen.

Mee fir lech emol eng Kéier ze soen, vu wat fir enge Posten dass een hei ausget: 9.543 Euro netto. Fir alleguerten déi, déi esou e groussen Usproch hunn, eng Kéier Staatssekretär ze ginn: E Staatssekretär an der Steuerklasse 2, dee kënnt ouni Representatiounsindemnitéit net op de Montant vun 9.543 Euro netto. Dat kënnt Der lech alleguerten norechnen. Dat heescht, an et ass jo do, wou d'Kromm an der Heck bei deemem Gesetzesprojet läit, hei sinn déi Krittere, déi virlouchen, wéi dese Gesetzesprojet ausgeschafft ginn ass.

Elo wëll ech lech dann emol soen, par rapport zu wat dass een dat jo da muss a Verglach setzen, nämlech der Uschafung vun enger Immobilie. An ech hu mech dann ameséiert oder mer erlaabt, fir op engem grouse Site vun Immobilienannoncen - ech nennen da keen Numm heivunner, mee dee fannt Der, et ass, wéi wann Der „doheem“ op Englesch schreift, an da setzt Der nach „lu“ hannendrun -, ...

(**Hilarité**)

Jo, do hunn ech dann emol gekuckt ...

(**Interruption**)

Jo, do hunn ech dann emol gekuckt, wat an enger Gemeng, déi ech awer mengen, e bësse gutt ze kennen, well ech d'Chance hunn, do Buergermeeschter ze sinn, wat dann do esou en Appartement kascht. An et gi Plazen am Land, wou et méi bëlle ass, mee et ginn awer och nach vill Plazen am Land, wou et méi deier ass. Abee, en Appartement, Dir Dammen an Dir Hären, vu 66 Meterkaree an där Gemeng, dat steet op dem Site - Dir kënnt dat nokucken - veruschlaagt mat 642.000 Euro!

► **Plusieurs voix.** - O!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Dat ass awer en deiert Appartement! Da misst Der awer vill ...

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo, jo. En Appartement vu 95 Meterkaree, dat ass keng Gewan, veruschlaagt mat 830.000 Euro. Jo, jo! An da steet ... Dir kënnt dat elo an d'Lächerlecht zéien ...

(**Interruptions**)

Mee da lauschtert emol no! Dat ass de Präis, deen an der Immobilienannonce steet, well do steet net dran ... Do steet dran, dass et mat 3 % TVA veruschlaagt ass, wat eigentlech falsch ass a wou misst vun der Regierung legiferéiert ginn, dass esou Annoncen net dierften op e Site kommen, well nämlech déi 3 % TVA, déi spille bis zu engem Bau vun 357.000 Euro, an doriwuer eraus bezuelt Der net 3 % TVA, mee Dir bezuelt 17 % TVA!

► **Une voix.** - Firwat eigentlech?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Jo, 17 % TVA!

An Dir wësst alleguerten, Dir Dammen an Dir Hären heibannen: Fir 357.000 Euro Bau kritt Der net ganz vill, an dat vun der Wemperhaart iwwert d'Stad bis donidden op Mondorf!

Well bei déi Chifferen, déi ech lech elo hei genannt hunn a wéi se an den Annoncé stinn, do muss Der nach derbäiziele, éischstens emol de Präis vun enger Kichen, déi ass nämlech an deene meeschte Fäll net dran, de Präis vun dem Akt, d'Fraise vun Nottär plus d'Enregistrementskäschten. Dir misst derbäiziele d'TVA op deem Ganzen, an da komme locker bei déi 830.000 Euro, déi ech lech gesot hunn, schonn eleng 50.000 Euro TVA dobäi, wann net méi, plus sämtlech Supplementen.

An Dir misst jo awer net mengen, wann Der en Appartement kaaft, dass Der net nach iergendwou emol eng Steckdous geschweig Geliits misst derbäimaachen, niewent allen anere Supplementen, fir dass Der ... Dir kënnt jo net op dem Buedem schlofen, also derneiwent muss Der dat Appartement och nach emol ariichten, alles mat 17 % TVA!

Wann een déi zwou Saache beieneeleet, jo, zu wat komme mer dann zum Schluss? Ech hunn lech virdu gesot: Eng Persoun, déi kritt mat engem Nettoloun vu 4.693 Euro - Nettoloun! -, pourvu dass se nach 50.000 Euro derbäi huet als Fonds propres, kaum fir en Appartement vu 66 Meterkaree geléint. An eng Koppel respektiv de Staatssekretär - an de Rapportier war jo Staatssekretär -, dee ka sech mat deenen heite Krittere nach knapps en Appartement vu 95 Meterkaree leeschten!

Dir Dammen an Dir Hären, mir kënne dat do alles an d'Lächerlecht zéien. Mee wa mer och nach zwee Enseignanten huelen, déi herno och nach vläicht Kanner kréien, da sëtzen déi an engem Appartement vu 95 Meterkaree, wat se kënne beléien. Do sinn zwee Zëmmeren dran. Abee, wann d'Kanner d'Hausaufgabe maachen, da maache se déi zu zwee an hirem Zëmmer, an déi zwee Enseignanten, déi verbesseren d'Prüfungen an der Kichen oder op dem Livingdësch!

An dat, Dir Dammen an Dir Hären, wann een dat esou widdereesetzt, dann ass dat eng Failliteerklärung vun der Lëtzebuenger Logementspolitik. An dat droe mir als CSV sécherlech net mat!

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Et kann ee bei all Gesetz Virsicht walte loosser. Et kann ee sai Gewëssen an och vläicht anere Leit hiert Gewëssen administrativ berouegen. Mee et muss een awer och de Realitéit vun dem Terrain Rechnung droen! Mir maachen net Gesetze fir Finanzsystemer, mir maache Gesetze fir d'Leit.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).** - An et kann net sinn, dass herno d'Leit dobaussen déi Leidtragend sinn! Et ass dach awer e bësse kokass, dass virun de Walen fraktiounsiwwergräifend jiddweree seet: „Mir mussen de Mëttestandsbockel offlaachen“, wat d'Leit och ëmmer drënner verstinn.

Et ass richtig, dass fir de Mëttestand d'Steiere sollen erofgoen, mee grad an der Logementspolitik, Dir Dammen an Dir Hären, muss mer awer net de Mëttestand, d'Mëttesticht vun de Leit derzou forcieren, dass se virun de Banken de Bockel mussen maachen, Bücklinge maachen, fir dass se iwwerhaupt e Kredit kënne opgeholl kréien!

A mir wëllen als CSV, dass och d'Mëttesticht, Dir Dammen an Dir Hären, grad beim Wunnensbau net am Ree stoe gelooss gëtt!

Mir hätte gären duerfir keng Alibigarantië vun Staat, mee mir hätte gären Alltagsgarantië fir d'Leit. Well wa mer dat net maachen, da ris-

kéiere mer zu Lëtzebuerg, wou mer de Moment eng Cohésion sociale hunn, dass déi Mëttesticht sech op eemol eng Kéier verbreedert an esou staark verbreedert, dass déi och eng Kéier wéi op anere Plazen op d'Strooss geet, an dann hu mer eppes, wat jiddwereen heibannen an enger Staatsverantwortung sech sécherlech net wënscht!

Dir Dammen an Dir Hären, et ass fir eis als CSV duerfir total onverständlech, dass dee Gesetzesprojet hei reegelrecht iwwert de Knéi gebrach ginn ass. No deenen Diskussiounen, déi mer Enn September an der Finanzkommissioun hatten, a vu dass kee Besoin urgent do ass, hätte mir eis gewënscht, an dat war och d'Fuerderung vun deenen eenzelen Fraktiounen, dass een dee Projet hei mat all senge Konsequenzen am Detail analyséiert hätt an der zoustänneger Kommissioun. An et hätt ee virun allem analyséiert dat, wat d'Handelskummer, also d'Chambre de Commerce, dat, wat d'Handwerkskummer, also d'Chambre des Métiers, déi awer Weesentlech dobausse representéieren, wat déi an hiren Aweise stoen haten!

A wat hate se do stoen? Här Gramegna, Dir hutt elo dee Pech, mee Dir waart grad fréier den Direkter vun der Chambre de Commerce.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dat ass kee Pech!

(**Interruption**)

► **M. Gilles Roth (CSV).** - D'Chambre de Commerce, also Àre fréiere Patron, wat huet déi gesot? Ma déi huet gesot: „Et muss een d'Verhältnisméissegkeet vun deene Moosnamen iwwerpräiwen.“ D'Chambre de Commerce grad ewéi d'Chambre des Métiers hu gesot: „Et dierf een d'Risiken net iwwerdreien. An et muss een d'Realitéit“, an dat ass dat, wat wichteg ass, „et muss een d'Realitéit vun dem Lëtzebuenger Immobiliemarké am Sënn vun de Bierger“, fir déi mer gewielt sinn a fir deenen hir Interesse mer hei sollten astoen, „kucken!“

A wat ass d'Realitéit? Mee d'Realitéit, Dir Dammen an Dir Hären, dat ass déi, dass zu Lëtzebuerg - a Gott sei Dank! - eis Bankewelt a virun allem déi systeemesch Lëtzebuenger Banken, fir se dann emol eng Kéier op der Chamberstribün ze nennen: d'Spuerkees, d'Banque Générale, d'Dexia, also déi jéizeg BIL, d'Raiffeisenbank, dass déi e ganz héijen Undeel, Gott sei Dank, vun Eegekapital hunn.

Déi gesamt Lëtzebuenger Banken, déi hunn e Ratio „Tier 1“. Fir dat vereinfacht duerstellen: Dat ass d'Verhältnis tëschent den Eegemëttele vun enger Bank an de Risiken, dat heescht den Expositiounen, déi se huet. Dat läit zu Lëtzebuerg bei 25 %, an der Europäescher Unioun bei 16 %.

Dann ass et souguer den FMI, dee jo oft beméit gëtt, deen a sengen Aweise mat Recht seet: Mir hunn héich Immobilienpräisser, mee déi Lëtzebuenger Bankewelt, déi ass esou opgestallt, dass och souguer bei engem Choc immobilier an engem Credit Default, dat heescht, wann d'Leit net méi hir Präten, Immobilienpréite këinten zrëckbezuelen, respektiv wann eng Chute, dat heescht, wann e Fall vun den Immobilienpräisser géif kommen an doduerch vläicht d'Garantien oder d'Hypothéiken net méi géife goen, dass dann déi Banken esou engem Immobilienschock ouni Problem kënne widdereestoen.

Zweetens, zënter 2000 bis 2017 ass et richtig, dass sech d'Verschëldung vun de Stéit ëm 3,8-mol an d'Luucht geschrauft huet. Mee an der Géigepartie hunn och d'Aktiva, dat heescht déi finanziell Mëttele vun de Stéit, sech ëm 3,6-mol vergréissert. Firwat? Dat sinn d'Lourentwécklungen, dat sinn d'Indextranchen, dat sinn all aner Ressourcen, déi déi nämmelech Stéit hunn.

An eng drëtt Realitéit an deem Kontext ass déi: Contrairement zum Ufank vun den 2000er Joren, wou d'Zënsen bei 4 %-5 % louchen - fir deemools war dat nach relativ gemäassegt -, sinn d'Zënsen haut vill méi niddreg. An deemools gouf et Taux-variabelen. Déi mannschte Leit hu sengerzäit - wéi an Däitschland - Taux-fixé gemaach, mee déi hunn en Taux variable geholl. An hautdesdaags ginn déi Leit, déi zënter deene leschte véier, fënnef Joer Präten ofschléissen, méirendeels op den Taux fixe. An deen Taux, deen ass oft ënner 2 %, dat heescht, dee läit wäit ënnert deenen Tauxe vun Immobilienkreditte, wéi se waren an de Joren 2000 bis 2010. Dat heescht, de Risiko fir déi eenzel Persoun, deen ass och an deem Sënn vermindert, well e genau weess, dass e wärend zéng, foizéng Joer a vläicht heiansdo souguer weider, weess, dass seng Mensualitéit, déi en de Mount zrëckbezuelen huet, net an d'Luucht geet. An e ka sech awer erwaarden, dass bei gläichbleiwender Aarbechtssituatioun sai Loun dach an d'Luucht geet.

An da gëtt oft dat Wuert geholl vun der sougenannter „bulle immobilière“, also der Immobili-



lieblos. Mee och do gëtt et eng Äntwert. An d'Chambre de Commerce mentionéiert dat! D'Chambre de Commerce seet zu Recht: „Mir hunn héich Immobilienpräisser, mee net bedéngt duerch eng Immobilienblous, mee virun allem duerch e strukturelle Problem.“

An dee strukturelle Problem, ob mer dee wëllen oder net, heiansdo wëlle mer och, dass mer en hunn, well soss kéint eis Wirtschaft - an de Finanzminister néckt - a géif eis Wirtschaft iwwerhaapt net op deem Niveau dréien an et géifen och net déi Steierrecetten an aner Recetté generéiert ginn! Mir hunn all Joers tëschent 12.000, 13.000, alt 14.000 nei Leit, déi op Lëtzebuerg wunne kommen. Mee et ass jo kloer: Wa mir 14.000 Leit hunn, déi op Lëtzebuerg wunne kommen, a mir hunn net eng Offer vu Logementer, déi deem ugepasst ass, jo, dann ass et ganz kloer, dass nom Gesetz vun Angebot und Nachfrage d'Präisser an d'Luucht ginn. Dat heescht, déi héich Immobilienpräisser sinn zu engem groussen Deel do duerch bedéngt, dass et e strukturelle Problem gëtt, nämlech, dass d'Offer u Logementer net der Nofro no Logementer nokéint.

Véierte Punkt: Ech hu gesot, et ass keng Urgence, fir onbedéngt ze handelen. Et ass net eng europäesch Direktiv, déi mir hei ëmsetzen. Nee, et si Krittären, déi et de Moment an 10 vun 28 europäesche Länner gëtt, ënnert där enger oder anerer Form, a virun allem an nordesche Länner, nordesche skandinavesche Länner. Et gëtt keng europäesch Verflechtung, fir dat hei zu dësem Moment ze maachen.

A fénneftens, wat ëfters vergiess gëtt: Et gi besteeënd Instrumenter. An ech mengen, dass déi scho ganz richteg hei Risiken um Immobiliemarkt respektiv bei de Prête vun de Privatstéit andämmen. Mir hunn hei als Chamber den 23. Juli 2015 e Gesetz gestëmmt, wat d'CSSF derzou opfuert, fir bei de Banken ze kontrolléieren, dass se genuch Coussin hunn, dat heescht, genuch Loft hunn, fir mat eegene Mëttele kënnen Risiken ofzedeecken. Mir hunn 2016 eng Direktiv ëmgesat, zwar mat Verspéidung, mee si ass ëmgesat. Dat ass d'besteeënd Gesetz, nämlech, dass d'Banke verflucht sinn, ier se Immobilienkreditter ginn, d'Solvabilitéit, also d'Kreditwürdigkeet vun hire Clienten ze iwwerpräieren.

An dat, wat mer am meeschte vermessen, Dir Dammen an Dir Hären, als CSV, dat ass, dass hei iwwert de Knéi gebrach, am Hauruckverfahren e Gesetz soll zur Ofstëmmung kommen, unni dass eng Impaktstudie gemaach gouf, wat dat do fir d'Bankewelt, fir den Immobiliemarkt, fir d'Leit a virun allem och fir Handel an Handwerk bedeit.

An an deem Sënn erlaben ech mer, Här President, fir lech eng Motioun ze iwwerreechen.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci.

Motion 1

La Chambre des Députés,

- *considérant que le projet de loi n° 7218 vise à compléter les outils à disposition des autorités luxembourgeoises en cas de menace pour la stabilité financière du système financier national émanant d'évolutions dans le secteur immobilier luxembourgeois,*

- *constatant que le marché immobilier luxembourgeois souffre avant tout de problèmes structurels, i. e. d'une pénurie de logements face à une demande devenant continuellement plus pressante,*

- *constatant que le projet de loi risque d'aller au-delà de l'objectif affiché et pêche d'un défaut d'évaluation des mesures pouvant être décrétées,*

- *notant qu'il existe à l'heure actuelle déjà divers instruments de régulation macroprudentielle, dont notamment :*

* *le pouvoir accordé à la CSSF via la loi du 23 juillet 2015 transposant la directive CRD IV d'imposer à l'ensemble des banques, ou à une partie d'entre elles, des coussins de fonds propres contracycliques et des coussins de sécurité pour le risque systémique,*

* *des mesures nationales spécifiques au secteur immobilier, telles que la définition d'un taux de pondération plancher ou d'un taux de pondération augmenté à 75 % lorsque le ratio « loan to value » excède 80 % en fonction des méthodes appliquées par les banques en question ;*

- *déplorant que le champ d'application du projet de loi est circonscrit aux particuliers et aux promoteurs à titre privé,*

- *déplorant qu'il s'ensuit que les promoteurs professionnels risquent de passer à travers les mailles de la réglementation,*

- *considérant que les mesures pouvant être décrétées en application du projet de loi risquent de durcir les conditions d'accès au financement des particuliers,*

- *considérant que les mesures en question risquent encore d'accentuer l'effet d'éviction du marché immobilier luxembourgeois,*

- *considérant que les décisions que la CSSF sera amenée à adopter s'imposent uniquement à des instituts financiers luxembourgeois, à l'exclusion des établissements financiers établis au-delà de nos frontières,*

- *considérant que pourtant les établissements de crédit luxembourgeois comptent parmi les mieux capitalisés en Europe,*

invite le Gouvernement

- *à procéder à une évaluation de l'impact des corridors de financement actuellement déjà appliqués par les établissements financiers luxembourgeois en matière de crédits immobiliers résidentiels,*

- *à évaluer l'impact du nouveau dispositif sur les conditions d'accès au financement pour les particuliers, en y incluant le fait que les promoteurs professionnels en sont exclus,*

- *à intégrer dans cette évaluation l'effet d'éviction des particuliers du marché immobilier autochtone et à proposer des mesures pouvant atténuer ces effets non désirés,*

- *à évaluer l'impact du nouveau dispositif luxembourgeois sur les établissements financiers luxembourgeois.*

(s.) Gilles Roth, Diane Adehm, Léon Gloden, Martine Hansen, Laurent Mosar.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Dir Dammen an Dir Hären, et ass fir eis onverständlech, dass et parallel zu dësem Gesetzesprojet keng parallel Moosname gouf vu staatlecher Säit, zum Beispill fir d'Garantie-banquairen, déi de Staat mat ofgëtt, d'Garanties d'État och deementsprechend unzepassen. Wa mir bei engem Staatssekretär 100.000 Euro Eegemëttele verlaangen, wa mer bei engem Jonggesell iwwer 60.000 Euro Eegemëttele verlaangen, fir dass en iwwerhaapt emol kann e Kredit maachen - well dee mécht dee jo fir iwwer 30 Joer net eréischt mat 40, 45 Joer, mee dee kuckt, sech mat 30, 35 Joer eng eegen Immobilie unzeschaffen -, jo, da muss mer och déi staatlech Garantien an d'Luucht setzen. An net méi spéit wéi de leschte Freideg huet d'Madamm Hansen, eis Fraktiounspräsidentin, zesumme mat dem Här Lies dat och als CSV-Fuerderung kloer an däitlech de Leit gesot.

Zweetens: Dat sinn d'Steierkreditter op der TVA. Ech hunn dat virdru gesot, et gëtt ëmmer dobause fälschlech duergestallt, wéi wann den Immobilietaux 3 % wier bei enger Eegewinnung. Dat ass net richteg! Den Immobilietaux fir 3 %, dee spillt bei engem Bau bis zu 357.000 Euro. Doriwwer bezuelt Der allegueren, allegueren, ob dat d'Kichen ass, ob Der eng Zierleescht macht oder Parquet leet, dat kascht lech 17 % TVA. Jiddwereen, dee gebaut huet oder amgaangen ass ze bauen, dee kann dat novollzéien.

Fir eis als CSV ass et duerfir net normal, dass de Steierkredit nach ëmmer bei 50.000 Euro fir d'TVA belooss gëtt an dass een deen net, wéi och vun eiselem Logementspolitische Sprécher, dem Här Lies, des Èftere gefuerdert - wou mer souguer eng Proposition de loi eragereecht hatten -, an d'Luucht setzt, zum Beispill op 100.000 Euro. Well, Dir Dammen an Dir Hären, et kann dach net sinn, dass mer engersäits kucken, elo de Kredit fir d'Leit anzestammen, an dass zousätzlech de Staat bei héijen Immobilienpräisser nach matverdängt, andeem en TVA dropsetzt, andeem en de Leit Enregistrementskäschten opbrummt, well de bëllegen Akt mat 20.000 Euro, deen ass séier erschöpft. An duerfir hu mer och als CSV gefuerdert, an ech soen dat nach eng Kéier hei op der Chambertribün, dass den Immobilienkredit beim bëllegen Akt vun 20.000 op 50.000 Euro soll an d'Luucht goen.

Et kann net sinn, dass bei souwisou schon deieren Immobilienpräisser de Staat domadder nach kräfteg matverdängt. Dat fanne mir alles onsozial! An déi Leidtragend, dat sinn d'schaffend Leit dobaussen.

(Interruption)

A virun allem ass dat déi berüümt Mëttschicht, déi dann all fénnef Joer eng Kéier virun de Wale chatouilléiert gëtt, an duerno gëtt op Käschte vun der Mëttschicht Politik gemaach.

Dir Dammen an Dir Hären, dat, wat hei erauskéint, dat ass u sech eng Failliteerklärung vun der rout-blo-grénger Logementspolitik.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Well wat bleibt de gudde Leit dobaussen nach iwwreg? Déi hu mat deem hei nach genau e Choix, jo, e Choix! Mir si „fir de Choix“, jo!

De Premier hat a senger Deklaratioun zu der Lag vun der Natioun ee Saz iwwreg fir de Logementsproblem. Hien huet en net zur Chef-

saach gemaach, dat huet en aneren iwwerlooss, e wäert wuel wësse firwat. Mee de Premier hat eppes gesot, wéi en ugetrueden ass, am Numm vun dëser ganzer Regierung: „Mir wëllen d'Präisspiral um Immobiliemarkt brieche.“

Dir Dammen an Dir Hären, d'Konsequenz: 11,4 % pro Joer ginn d'Immobilienpräisser an d'Luucht! A wat bleibt de Leit iwwreg? Si hunn den éischte Choix: Si kafen näischt méi, mee se gi lounen. A wa se lounen ginn, da fale se oft rücksichtslos Immobilienpekulanten an d'Hänn, an d'Gebrauchsanweisung dovunner, déi war an engem gudden Reportage am „Tageblatt“ virun zwee Deeg, nämlech de leschte Méindeg, nozeliesen.

Well wat ass et? Et si ganz Immobilienfongen, oft net emol Lëtzebuurger, mee auslännescher, 1.500 sinn et der am Ganzen un der Zuel. A wat net gutt ass, also wat net geet, dat ass, dass auslännesch Immobilienfongen op Lëtzebuerg kommen an dass déi an der Stad an an de peripheree Gemenge ronderëm net nëmme Residenzen opkafen, mee dass déi ganz Stroossen a souguer ganz Lotissementer opkafen!

Dir Dammen an Dir Hären, et gëtt oft gesot: „Mir maachen Anticumul, well d'Leit hu keng Zäit méi fir an der Stad ... Mee als Buergermeeschter hutt Der trotzdem den Avantage, dass Der emol heiansdo wësst, wat op dem Terrain lass ass. Ech kann lech soen, an engem Gemeng, wou ech d'Chance hunn, Buergermeeschter ze sinn, do ass bei deene mannste Lotissementer - an dat geet net! -, bei deene mannste Lotissementer deejéinegen, deen d'Baugeneemegung ufreet, och deen, deen herno déi eenzel Wunnenge verkeeft. Véier-, fénnefmol gëtt de selwechte Projet als ganze Projet verkaaft. Firwat? Majo, bei steigenden Immobilienpräisser, do braucht Der näischt méi ze schaffen! Dir haalt en e Joer an da kuckt Der, dass Der de Buttek verkaaft. A wann Der en an engem Fonds d'investissement spécialisé hutt, da bezuelt Der och nach keng Steieren drop.

Dat heescht, d'Mëttschicht, déi schaffend Leit, déi gi schaffen, fir deier Loyerer ze bezuelen, an déi aner Leit, déi kasséieren déi Suen an a si bezuelen dem Staat kee Su Steieren. An och wann dee Gesetzesprojet 2006 ënner enger schwaarz-rouder Regierung ofdeposeiert gouf, ech mengen, et si gewëssen Derivé geschitt a mir géifen eis eigentlech erwaarden, dass och ënner enger LSAP esou e Gesetzesprojet, fir esou Abusen ze verhënneren, géif ofgeännert ginn.

Zweet Optioun, déi d'Leit hunn: Wat ass déi zweet Optioun?

(Interruption)

Jo?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Här Roth, erlaabt Der, datt den Här Margue lech eng Fro stellt?

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Hie kann eng Fro stellen, mee wann ech fäerdeg sinn.

Déi zweet Optioun, déi d'Leit hunn, dat ass déi, wat der scho vill maachen: Si ginn an d'Ausland wunnen, mat alle Risiken, déi dat bedeit. D'Leit kafe vläicht do méi bëlleg eng Wunneng. Mee sot lech, dass, wann en Härzinfarkt ass - ech hoffen, dass keen dat kritt -, mee wann een do dout ëmfällt an d'Successioun ass net gereegelt, da sinn d'Leit herno oft derzou verflucht a mussen, well se net nokomme mat lerschaftssteieren ze bezuelen, déi am Ausland an direkter Linn weesentlech méi héich si wéi zu Lëtzebuerg, hir Immobilie verkafen, fir kënnen déi Scholden ze decken. Do spillt nämlech net déi Lëtzebuurger lerschaftssteuer, mee do spillt eng auslännesch lerschaftssteuer.

An déi drëtt Saach, Dir Dammen an Dir Hären, jo, wat bleibt dann nach iwwreg? Wa mer zu Lëtzebuerg keen Zougang méi zum Immobilienkredit ginn, jo, da gi mer an d'Ausland. An do huet den Här Bauler dat elo richteg erkläert: D'CSSF, déi ka Recommendationen maachen, fir dass och am Ausland d'Banke sech un déi Krittären halen. An Eieren dat, wat Der gesot hutt, Här Bauler, et steet effektiv an dem Text.

► **Une voix.** - Déi falen ëm!

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Mee d'Realitéit um Terrain ass awer eng aner. D'Lëtzebuurger Gesetzter, déi mir an eiser Chamber maachen, vun deene mir mengen, si wieren esou richteg gutt, déi halen zu Stengefort op! Zu Sterpenich ass d'Grenz an zu Arel spille se net méi. Awer rücksichtslos Kreditthändler zu Arel oder iergendwou anescht an der Belsch, an Däitschland, a Frankräich oder ech weess net Gott wou, ...

(Interruption)

... wann déi dat maachen, mee deenen ...

(Interruption)

Déi kennen déi heite Recommendationen emol net. Da kënnen déi soen: „Ma d'Lëtzebuurger

hunn déi Recommendationen gemaach, mee bei eis an der Belsch“, a Frankräich, an Däitschland, „spillen eis Gesetzter, a mir halen eis un déi.“

Zum Ofschloss, Dir Dammen an Dir Hären: Hei ass kräfteg iwwert d'Zil erausgeschoss ginn. Ech mengen, et war ee sech net bewosst, wat dat hei fir déi eenzel Bierger dobaussen an der Praxis heescht. Ech mengen, dass hei d'Regierung mat dësem Gesetzesprojet net nëmme d'Mëttschicht, mee virun allem d'Mëttschicht verpasst huet. Mir hätte gären, dass och d'Mëttschicht hei zu Lëtzebuerg sech kann erëm Haiser a Wunnenge leeschten an dass d'Gesellschaft net ausermeebrécht. Dat hei ass u sech eng staatlech zertifizéiert - ënner anerem mat deenen heiten Dokumenter - Faillite vun dëser Logementspolitik. An esou eppes, Dir Dammen an Dir Hären, dréit d'CSV net mat!

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

An elo kënt Der eng Fro stellen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Den Här Margue wëllt lech eng Fro stellen.

► **M. Charles Margue (déi gréng).** - Ech wollt lech eng Fro stellen: ob Dir Informatiounen hutt, wiwill spekulativ hei zu Lëtzebuerg investéiert gëtt an de Wunnengsmaart. Ech gräifen zréck op de „Background“ vun leschte Samschdeg, wou gesot ginn ass, dass dat oft - an och vun deenen dräi Parteien, déi do waren, gedeelt ginn ass -, dass dat ëmmer erëm gesot gëtt, dass mer awer ganz wéineg konkret - wann iwwerhaapt - Unhaltspunkten hunn, wat dat da mëttlerweil ausmécht.

Ech hunn och ëmmer geduecht, dat wär e grouse Phenomeen, tendenziell eng Gefor fir Lëtzebuerg. Mee wësst Dir méi, wou mer fir de Moment do dru sinn?

Ech soen lech Merci.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ech mengen, dat ass eng Fro, déi sech éischter vläicht un d'Verwaltung oder de Minister riicht. Mee ech versichen, lech eng Äntwert ze ginn. Ech soen lech riichter aus a mengem Numm, an ech mengen, och am Numm vun der CSV-Fraktioun, dass ee verschidden Dispositiounen aus dem Gesetz vun 2002, vum 30. Juli 2002, „mesures fiscales visant à encourager le marché immobilier“ oder „l'accession au logement“, muss iwwerwueken.

Ech weess net, ob et onbedéngt glécklech ass, dass een de Marché locatif ze vill ënnerstëtz. Well Dir hutt haut, wann Der eng ekonomesch Rechnung maacht, heiansdo besser, Dir kuckt, dass Der lech eppes uschaaft, wat Der verloung, an Dir gitt bei en anere lounen. Well déi Tauxen, dass ee fénnef oder méi Prozent Rendement op sengem Immeuble huet, dat ass laang erlaanscht. Déi leie bei 3 %, och heiansdo ënner 3 %.

Do, wou een e Geschäft mécht, wann ee sech eppes uschaaft, fir et ze verlounen, dat ass op dem Amortissement. 6 %, dat ass enorm, an Dir setzt Är gesamt Scholdzënsen of. Par contre deen, dee sech en Eegenheim wëllt uschaffen, dee ka weeder Amortissement ofsetzen nach kann e seng integral Scholdelaascht ofsetzen, well déi plafonéiert ass, quitte dass d'Regierung an der leschter Steierreform dee Plaffong an d'Luucht gesat huet.

Ech ginn lech Recht, dass ee muss der Spekulation virgräifen. Ech mengen och, dass een dat Gesetz iwwert d'FISen, dat heescht d'Fonds d'investissement spécialisés - wou ech nach eng Kéier soen, dass dat ënner engem CSV-geféierte Finanzministère agefouert ginn ass, mee deemools ënner anere Realitéiten - muss iwwerdenken, och am Hibleck op d'Spekulation.

An da mengen ech, Här Margue, mat allem Respekt fir Natur, Protektioun vun dem Patrimoine culturel, wuel wëssend, dass een déi Krittären do muss respektéieren, mee et kënt een net derlaanscht, fir d'Perimeteren ze erweideren, fir méi Bauland ze erschléissen an och virun allem an d'Héicht ze bauen. Well wann ee mengt, dass alles dat, wat an de Perimeteren als Bauland ass, nach fräi bleibt, ass dat eng Mär. Well et ass net jiddwereen, dee Bauland an engem Perimeter huet, wat erschoss ass, deen dat och wëllt verkafen. An dat kënt Der dee Moment net als fräi Flächen ugesinn.

Ech soen lech Merci an ech si gespaant op d'Diskussion.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Roth. Den Här Bauler huet d'Wuert gefrot gehat.



► **M. André Bauler (DP), rapporteur.-** Jo, Merci, Här President. Ech wollt just soen, den Här Roth hat déi Remark gemaach, dass ech an der Kommissioun gesot hunn, ech hätt nogefrot am Finanzministère, ob e Beamte kéim. An ech wollt just soen, dass ech geäntwert kritt hunn. Mir hunn all d'Donnéien ënnerbreet kritt, déi sinn och genee am Pabeier erkläert ginn, a mir ass gesot ginn, mir sollte selwer jugéieren unhand vun deene Fallbeispiller, wéi mer dat appreciieren.

Wuelgemierkt hu mer eng Diskussioun geféiert iwwert déi Revenus moyens annuels. An do sinn d'Meenungen auserneegaangen. Ech wëll lech just soen: Duerfir si mer jo haut hei am Plenum, fir dat ze diskutieren.

Dat war just en Ajout, deen ech wollt maachen. Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.-** Merci fir déi Kloerstellung. An da géif ech d'Wuert un den nächsten ageschriwwene Riedner, den honorablen Här Franz Fayot, ginn. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).-** Merci, Här President. Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dësem Gesetz gi mer der CSSF als zoustänneger Autoritéit d'Recht, d'Méiglechkeet, verschidde Reegele festzeleeën, wann déi national finanziell Stabilitéit bedrot ass a Relatioun mat eisem Immobiliemaart.

De Rapporteur André Bauler huet dat gutt erkläert. Hien huet déi technesch Mesuren an dësem Gesetz erkläert an ech soen him Merci fir säi Rapport. Dat erméiglecht et mir, mech just op e puer Punkten an dëser Diskussioun ze konzentréieren.

Eng Angscht, déi ëmgeet an déi elo just en zentrale Punkt war vun der Interventioun vum CSV-Riedner Gilles Roth, ass, dass hei Leit, Normal- bis Mëttelverdénger, „Mëttelschichten“, wéi hien dat genannt huet, duerch dëst Gesetz net méi géifen u genuch Kredit kommen, fir sech eng korrekt Wunneng ze leeschten um Lëtzebuerger Immobiliemaart.

Mir haten dës Diskussioun an der Finanzkommissioun. A wéi gesot, d'Ried vu mengem Virriedner geet genee an déi Richtung. D'Argument ass: Scho mat enger gudder Pai kann ee sech um normale Wunnengsmaart bal näischt méi leeschten. An et gétt sech hei beruff op déi Nott vum Finanzministère, déi mer jo kruten a wou de Gilles Roth extensiv Gebrauch dovunner gemaach huet a senge Rechebeispiller hei an der Chamber.

Et kann een awer hei esou vill Rechnunge maachen, wéi ee wëllt. Dëse Phenomeen ass a Realitéit e Symptom, mee et ass keen Ausléiser, an dass den Accès à la propriété fir déi meescht Mënschen an eisem Land ëmmer méi schwéier gëtt, huet näischt mat Kreditvergab ze dinn, mee eenzeg an eleng mat engem iwwerhëtzen Immobiliemaart.

► **Plusieurs voix.-** Très bien !

► **M. Franz Fayot (LSAP).-** Mir wäerten de Logementsproblem net léisen, andeem mer d'Konditiounen vun der Kreditvergab, wat d'Akomes vum Leit, wat d'Gesamtverscheldung, wat de Rapport téscht dem Wäert vun der Immobilie an dem Prêt ugeet, wat all déi Saachen ugeet, därmoosse lackeren, dass jiddwereen un e Prêt kéint.

Wéi dat ausgeet, dat konnt ee virun zéng Joer observéieren. Den Ausléiser vun der globaler Finanz- a Wirtschaftskris war eng extreem Opweechung vun der Krittere fir d'Kreditvergab, och oft souguer u Leit, déi komplett ouni Revenu waren. Wéi dunn d'Präisser vun den Haiser agebrach sinn an de Ratio „loan to value“ net méi agehale gouf, sinn all déi Prête fällg ginn an de ganze Marché ass zesummegebrach. A just géint esou Phenomeener soll dëst Gesetz eis schützen.

Wann ee weess, dass den europäesche Comité du risque systémique a senger Alerte vum November 2016 justement op de Risiko vun Iwwerverscheldung vun de Stéit als eng Komponent vum Risiko fir d'Stabilitéit vun eisem Finanzsystem hiweist, dann ass et, Här Roth, dach awer e bëssen onverantwortlech, heimat op eng zimmlech populistesch Aart a Weis Oppositionspolitik ze maachen.

(M. Mars Di Bartolomeo prend la présidence.)

(Brouhaha)

► **Une voix.-** Très bien !

► **M. Franz Fayot (LSAP).-** An et ass ëmsou méi néideg, esou en Dispositif anzeféieren, an dat ëmsou méi, wann ee weess, dass den Aar-

mutrisiko hei zu Lëtzebuerg ganz enk mat den Ausgabe fir e Prêt, och fir e Loyer fir d'Wunnen, zesummenhängt. Dat soen eis a reegelméissegen Ofstänn de Statec, d'Chambre des Salariés, d'Caritas an nach anerer. An da kann ee soen: „Jo, kommt, mir maachen d'Kreditvalve op, kommt, mir maachen d'Kreditmaachen op, esou wäit et geet! Kommt, mir gi jiddwereengem e Kredit, onlimitéiert, fir dass e sech ka seng 150 Meterkaree zu Mamer kafe mat engem Revenu vu cumuléiert 100.000 Euro d'Joer!“ Dat kann ee soen, mee dat ass an eisen Ae komplett onverantwortlech.

► **Une voix.-** Très bien !

► **M. Franz Fayot (LSAP).-** Här President, et ass net esou, an dat ass mäin zweete Punkt, wéi wa mer mat dësem Gesetz automatesch eng Verschäerfung vun de Konditiounen fir d'Kreditvergab géifen hei kréien, contrairement zu deem, wat hei vun der Opposition, vun der grousser Oppositionspartei, gleewe gedoe gëtt. Villméi sinn dës u verschidde streng Bedéngunge gekoppelt an dëst insbesonnesch no den Adaptatiounen, déi zum Gesetz gemaach goufen nom Avis vum Staatsrot, dee jo en ze vill laxe Cadrage normatif hei monéiert hat bei dësem Projet de loi.

Éischtens muss eng Recommandatioun vum Comité de risque systémique virleien, wou d'Zentralbank, an déi d'CSV jo esou e grousst Vertrauen huet, eng féierend Roll spillt, fir dass d'CSSF een oder méi vun deene Rationen hei ka fixéieren. Dëst ass en zimmlech restriktiven Dispositif, à tel point, dass déi Europäesch Zentralbank an hirem zweeten Avis vum September 2019 dëse Mécanisme d'activation par ordre de priorité als e méigleche Facteur d'inefficacité ugesäit. Si soen, dat wier e Facteur d'inertie, duerch deen dëst Gesetz méiglecherweis net komplett zum Spille kéint.

Et ass also net esou, wéi wann dëst Gesetz hei eng ganz liicht Méiglechkeet fir d'CSSF géif schafen, fir zousätzlech Mesuren ze fixéieren, déi et de Leit méi schwéier maachen, u Kreditter ze kommen. Et muss och eng Ofsproch virleie mat der Zentralbank a gegebenefalls mam Commissariat aux assurances, wann d'Mesure sech op den Assurancésektor bezitt.

Et muss drëtzens eng Mesure en dernier recours sinn, dat heescht, nëmme, wa keng aner Mesure prudentielle am Kader vum Gesetz vun 1993 iwwert de Bankesektor hei de selwechten Zweck géif erfëllen.

Et ass also hei beileiwen net, wéi wann d'CSSF kéint op Gutdünken zousätzlech Rationen innerhalb vun deene Korridore festsetzen, déi an dësem Gesetz hei festgeluecht ginn, an dass domat den Accès zum Kredit quasi onméiglech géif gemaach ginn.

Här President, et ass ni komplett den Objet vun esou engem Gesetz, mee natierlech huet esou e Gesetz och ëmmer mat eisem Immobiliemaart ze dinn. Dat gétt an der Debatt hei haut de Mëtteg ganz kloer. Ech hat d'Okkasioun, dat schonn ze soen am Kader vun engem anere Gesetz, wat mer am Dezember 2016 hei adoptéiert hunn. Dat war de Projet de loi 7025, mat deem mer eng europäesch Direktiv ëmgesat hunn, och am Beräich vum Schutz vun de Consommateuren am Fall vu Kreditter fir Immobiliene, wou mer e bësse méi Transparenz agefouert hunn, wou mer och e Schutz agefouert hunn am Fall vu Résiliation anticipée vu Kreditter.

Ech hat deemools gesot am Kader vun deem Gesetz - et soll ee sech jo ni selwer zitieren, mee dat maachen ech awer elo trotzdeem -, dass et haut schonn esou ass, an dorun ännert dëst Gesetz näischt, dass e Prêt hei zu Lëtzebuerg elo scho bal e Luxusgutt ass.

Mir schwätzen haut emol net vun deene Leit, déi CDDen hunn, déi a prekäre Situatiounen sinn, fir déi en Accès au crédit, en Accès à la propriété komplett exclu ass. Mir schwätzen hei vun enger ganz limitéierter Bevëlkerung, déi iwwerhaupt nach Accès huet zu engem Crédit bancaire.

An ech mengen, wa mer wierklech wëllen eppes maachen, fir dass d'Leit hei am Land erëm kënnen Proprietär ginn, muss mer ganz enzwousch anescht usetze wéi bei der Kreditvergab. Mir mussen usetze bei eisem Logementsmarkt.

Fir eis ass et kloer, dass d'Wunnungskris net ausgeléist gouf an och net weidergedriwwen gëtt duerch de Refus vun de Banken, fir weider Kreditter ze verginn. Neen, d'Wunnungskris gëtt duerch d'Spekulatioun mat dem Bauland an dem Wunnraum ausgeléist, déi et primär ze bekämpfe géllt, fir erëm Wunnraum ze schafen, bei deem mir eis net 30 bis 40 Joer iwwerverschelde mussen.

Mir mussen och eppes fir d'Demande maachen, mee fir déi reell Demanden, net déi spekulativ Demanden. Déi reell Demanden vu Mënschen, déi eng éischt Wunneng hei zu Lëtze-

buerg sichen, deene muss mer zu enger Wunneng verhëlfen. Déi artificiel Demanden, vun där Dir och geschwat hutt, an domat mengen ech déi spekulativ Demanden, muss mer au contraire bremsen an net weider ukuerbelen. An déi selwecht Richtung huet den Direkter vun der SNHBM sech ufangs des Mounts an engem RTL-Interview geäussert, wou hien och sot, dass mir eppes géint déi artificiel finanziell Demanden muss maachen.

A wa mer effektiv en Taux de croissance vun 11 % hunn iwwert déi lescht zwee Joer op eisem Immobiliemaart, wann ee mat de Chereuren zum Beispill vum LISER schwätzt, dann huet dat och eppes mat deene finanziellen Investissementen an eisem Wunnengsmaart ze dinn. Dann huet dat domat ze dinn, dass mer e Steiersystem hunn - an Dir hutt e beschriwwen, den Amortissement accéléré, d'Ofsetze vun den Zënsen -, e Steiersystem, dee justement déi finanziell Investissementen an eisem Wunnengsmaart nach verschäerft an deen esou d'Präisser ukuerbelt a se zu deenen Niveaue bréngt, op deene se elo sinn.

Mir kënnen net op där enger Säit verlaangen, dass mer den Accès à la propriété, dass mer den Accès au logement wëlle weiderbréngen, an dann op där anerer Säit e Steiersystem hunn, dee genee de Contraire mécht an deen au contraire den Investissement, de spekulativen Investissement an eise Wunnraum ukuerbelt.

Dat ass eng Fro vun der Kohärenz vun eise Politiken. Mir kënnen net all Dag priedegen, mir wëilten, wéi gesot, de Leit erschwengleche Wunnraum schafen, an dann e Steiersystem hunn, dee genee de Contraire mécht.

Här President, d'LSAP begréisst dëse Projet de loi, well en eise Finanzsystem protegéiert géint Iwwerverscheldung vun de Stéit. An dofir wäerte mir dëse Projet och hei matstëmmen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **Plusieurs voix.-** Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.-** Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här François Benoy. Här Benoy, Dir hutt d'Wuert.

► **M. François Benoy (déi gréng).-** Här President, Dir Dammen an Hären, d'Logementspräisser klammen an domadder och d'Veerscheldung vun de Privathaushalter. Déi Entwécklung kënnen mir natierlech net gutt fannen, mee et ass eng Realitéit, op déi mer reagiere mussen.

Op där enger Säit féiert d'Veerscheldung vun de Privathaushalter natierlech derzou, dass d'finanziell Ofhängegkeet vun de Stéit zouhëlt. Virun allem fir d'Famillje sinn déi ëmmer méi héich Scholden, fir sech eng Wunneng oder en Haus ze kafen, eng grouss Belaaschtung. An op där anerer Säit warnen eis international Institutionen, d'OCDE an de Comité européen du risque systémique, dass d'Veerscheldung vun de Privathaushalter och eng Gefor ass fir d'Stabilitéit vun de Banken an also dem Finanzsystem, zum Beispill am Fall vun engem Immobilielos.

Et ass domat och e Risk fir d'Stabilitéit vun onser Economie, wouvu mir natierlech alleguerte betraff wäeren, virun allem awer déi, déi staark verschëlt sinn an um ënneschten Enn vun der Lounskala stinn, well si méi staark vun enger Kris betraff wäeren.

Et ass d'Responsabilitéit vun der Politik, dës Warnungen net ze ignoréieren. Au contraire, mir mussen eng responsabel a réalitésno Antwort op dëse Problem ginn, déi d'Mënschen hei am Land virun dësem Risk schützt. An dëse Projet, deen de Rapporteur André Bauler gutt explizéiert huet, an ech wëll him dofir Merci soen, schafft eeben e Mechanismus, deen de Risiko fir d'Stabilitéit vun Finanzsektor reduzéiert mat kloer definéierte Moosnamen. En ass preventiv, well mer eis elo d'Moyene ginn, fir dass déi néideg Mesuren, wa se dann néideg sollte sinn, kënnen geholl ginn. E suergt och d'fir, dass d'Veerscheldung vun de Privathaushalter net an d'Onendlecht weidergeet. Duerch eng ëmmer méi héich Verscheldung sinn d'Menagé grouse finanzielle Risiken ausgesat.

Wéi gesot, dëse Mechanismus soll nëmme am Eeschtfall, zum Beispill am Fall, wou d'Immobiliepräisser vun haut op muer staark géife falen, ugewannt ginn. A fir dass et ni dozou kéint, ass et fir ons eng absolutt Prioritéit, massiv abordable Wunnraum an öffentlecher Hand ze schafen a gläichzäiteg och de Privatmarkt ze mobiliséieren, well nëmme duerch méi Offer kënnen d'Präisser sech och normaliséieren an d'Schulde vun de Stéit net weider klammen.

Wéi mir alleguerte matkruten, huet de Logementsminister dofir e Paradigmewissel an der Logementspolitik ugekënnegt, hin zu enger Politik vun der Offer, bei där et drëms geet, d'Offer an abordablem Wunnraum an öffentlecher Hand massiv ze erhéien.

Den neie Pacte Logement 2.0 wäert vill Wierkung weisen, well en d'Gemenge geziilt finanziell ënnerstëtzt, wa se och wierklech bezuelbare Wunnraum schafen. Beim ale Pacte Logement war dat nämlech net genuch de Fall.

An da gétt jo och d'Grondsteier reforméiert, ënner anerem mam Zil, fir bebaubar Terrainen ze mobiliséieren an domat d'Offer ze erhéien. Mir sinn iwwerzeugt, dass dës Politik vun der Offer de richtege Wee ass, fir d'Präisser nees an de Grëff ze kréien. Domadder ginn och d'Risiken erof, déi den Immobiliemaart aktuell fir eise Finanzsektor a fir ons Economie duerstellt.

Mat dëser Logementspolitik a mat preventive Mesur wéi dem Gesetz, wat mir grad diskutieren, kënnen mir eis Economie an domat ons all viru Riske schützen.

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.-** Merci och. An nächsten ageschriwwene Riedner ass den Här Gast Gibéryen. Här Gibéryen, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).-** Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, ech wëll och dem Kolleg André Bauler Merci soe fir säi Rapport, wat sécherlech net en einfache Rapport war. Mee hien huet dat ganz sachlech eriwuerbruecht.

Dëse Projet de loi ass am Fong kee grousst Gesetz, wat den Text ubelaangt. E geet op eng Säit. Mee et ass awer en Text, dee grouss Konsequenzen fir d'Wunnen hei zu Lëtzebuerg wäert mat sech bréngen.

Dëst Gesetz, dat d'Regierung hei deponéiert huet, geet am Fong op e Bréif zréck, dee mer vun der Europäescher Zentralbank, dat heescht, deen d'Regierung vun der Europäescher Zentralbank kritt huet - dat ass am Fong nach net hei gesot ginn -, déi der Lëtzebuerger Regierung gesot huet, dass de Risiko géif bestoen, dass fir Lëtzebuerg respektiv d'Finanzplatz mittelfristig kéint eng Immobilielos entstoen. Mittelfristig, dorënner gëtt verstanen tëschen dräi a fënnf Joer. Mee de Risiko, dee mer hei hunn, dass d'Immobiliepräisser (veuillez lire: d'Emprunten) esou an d'Luucht gaange sinn, dat ass duerch dat staarkt Wuesse vun den Immobiliepräisser, an doduerch, konsequenterweis, wann d'Präisser an d'Luucht ginn, ginn och d'Emprunten an d'Luucht, fir eeben déi Immobilien ze bezuelen.

Wat dee Bréif ubelaangt vun der Europäescher Zentralbank, dee mir jo net gesinn hunn, mee iwwert deen de Finanzminister eis awer virun engem gudden Joer an der Finanzkommissioun informéiert huet, wësse mir net, wat d'Regierung dorobber geäntwert huet!

Wat huet se geäntwert, wéi d'Zentralbank gesot huet, Lëtzebuerg hätt de Risiko, fir mittelfristig an eng Immobilielos ze falen? Deelt d'Regierung déi Analys, déi se kritt huet?

Mir wësse jo net, wat se geäntwert huet! Mir wëssen elo just, dass e Projet de loi hei deponéiert gëtt, deen haut hei zur Diskussioun an zur Ofstëmmung kéint, an dorauer kéint een dann d'Konsequenz zéien, dass d'Regierung déi Suergen, dass esou eng Immobilielos kéint mittelfristig entstoen, deelt, well soss hätt se jo net esou e Projet de loi opgrond vun deem Bréif gemaach.

An der Finanzkommissioun ass eis awer och gesot ginn, an ech mengen, et war vun der CSSF, dass am Fong de Finanzsektor keng Problemer hätt, wat de Remboursement vun de Prëten, den Immobilieprête géif ubelaangen, an dass dat am Fong ënner 1 % géif leien, wat am Fong e ganz minimalen Taux ass, an am Fong kee Problem besteet, wat d'Remboursement vun den Immobilieprëten ugeet.

Dëst Gesetz ass awer och eng Konsequenz vun der Logementspolitik vun dëser Regierung. An et ass awer och esou: D'Logementspolitik ass eng Konsequenz vun der Wuesstumspolitik.

Dee stramme Wuesstum, dee mer hunn, dee gétt hei net diskutéiert. Et ass net d'Spekulatioun, wéi den Här Fayot elo gesot huet, déi déi Präisser a priori esou an d'Luucht drängt, mee et ass un éischter Stell dee Rekordwuesstum, dee mer hei zu Lëtzebuerg maachen, deen eeben deen Drock op den Immobiliemaart mécht. Well wa mer 13.000, 14.000 Leit d'Joer hei am Land bäikréien, da bedeit dat, dass mer mussen 6.000, 7.000 Wunnengen fir déi schafen an dass dann d'Offer an d'Demande eeben zur Konsequenz hunn, dass d'Präisser esou klammen. A soulaang wéi mir de Problem vun där Rekordwuesstumspolitik, déi dës Regierung jo mordicus verdeedegt, ... Ech wëll drun erënnere, dass den Här Finanzminister, wéi e säi Budget virun engem Mount oder zwee Méint hei an der Chamber op dëser Plaz virgestallt huet, gesot huet: „An d'nächst Joer schafe mer erëm 15.000 zousätzlech Aarbechtsplazen.“

► **Une voix.-** Richtig!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).-** Richtig! Dat heescht also, d'Regierung setzt richtig weider



op stramme Wuesstum an d'Konsequenze dovun sinn, datt den Drock op de Logement nach méi grouss an deenen nächste Joré wäert ginn an datt all déi aner Problemer, wéi d'Mobilitéit, an deenen nächste Joren nach méi grouss wäerte ginn. Also ass net deen éischte Problem d'Spekulatioun, mee deen éischte Problem, dee mer hu vum dëser Politik, dat ass de Wuesstum. An ech si frou, datt den Här Finanzminister dat elo nach eng Kéier hei konnt ennersträchen.

D'Konsequenzen, wéi gesot, vun den Immobiliepräisser, dat sinn déi Rekordhausse, déi mer eeben hei am Land hunn. Dat bedeit, datt vill Leit sech elo schonn net méi hei am Land eng Wunneng kënnen leeschten, wat virun 30, 40 Joer eng Normalitéit hei am Land war. Viru 40 Joer konnt nach all Aarbechter sech en Haus baue mat Gréngs ronderëm. Haut kréien zwee Universitäré nach vläicht eng Bauplaz mat dräi Ar an da muss se sech op 30 Joer zu zwee hiert Liewe laang verschëlden, fir iwverhaapt eng Wunneng ze kréien.

Mir sinn also net méi räich ginn, mee mir si méi aarm ginn hei am Land. A wou ass d'Liewensqualitéit higaangen? An trotzdem setzt dës Regierung weiderhin op e Rekordwuesstum an haut mussen ëmmer méi Leit an d'Grenzregioun goen, fir iwverhaapt nach eng Wunneng ze kréien.

Dëse Projet ass de Beweis, jo, eng Failliteerklärung vun der Rekordwuesstumspolitik vun dëser Regierung.

Dëst Gesetz setzt de Banken e Kader, Konditiounen, ënnert deene se nach Immobilienemprunten dierfen accordéieren. Et gëtt zwou wichteg Bestëmmungen. Si sinn elo schonn e puermol genannt ginn. Ech soe se nach eng Kéier kuerz resuméiert: d'Gebedelegung, dat heescht, am Gesetz steet, d'Banken dierfen nëmmen tëscht 75 % an 100 % (veuillez lire: nëmme bis 75 %) léinen. Oder ëmgedréint: Et mussen tëscht 0 % a 25 % (veuillez lire: Et mussen mindestens 25 %) Gebedelegung do derbäi sinn. Dat Zweet ass, datt d'Préten nëmmen dierfen tëscht 400 % an 1.200 % sou héich sinn, wéi de Revenu disponible am Joer ass.

Wat de Revenu disponible ass, huet de Kolleg Gilles Roth jo och hei diskutéiert an erklärt. De Kolleg Gilles Roth huet eng Rei vu Beispiller ginn, opgrond vun deem Tablo, dee mer vum Finanzminister ausgestallt kritt hunn, déi do alleguer drastinn. Hien huet der geholl vun der Fonction publique, vum Enseignement.

Ech wëll dann och nach ee méi Klengen huelen, zum Beispill eng Persoun, déi e Revenu disponible vun 2.000 Euro huet. Dat ass fir vill Leit scho vill. Well dat si Leit, déi mussen schon 3.000, 3.500 Euro de Mount netto verdéngen, wann nach alles ofgeet, fir nach 2.000 Euro Revenu disponible Rescht ze behalen.

Also mat där Berechnung 400 % an 1.200 % komme se dann op: 24.000 Euro d'Joer, 12 mol 2 si 24.000 Euro d'Joer - mol 12 Méint -, dat si 24.000 Euro d'Joer, mol 400 %, dat si 96.000 Euro. Oder si kënnen dat mol 12 bei 120 % (veuillez lire: mol 12 bei 1.200 %) maachen. Da sinn dat 288.000 Euro. Also eng Persoun, déi 3.000 Euro netto verdéngt an nach 2.000 Euro disponibel huet, déi kritt nach e Prêt tëscht 96.000 an 288.000 Euro.

► **Une voix.** - Dont acte.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - An da muss se nach eng Participatioun selwer bréngen vun ongeféier 10 %. Dat wieren dann nach eng Kéier 28.000 Euro.

Dir Dammen, Dir Hären, eng Gebedelegung, dat muss ee sech och emol eng Kéier iwverleeden: Wéi kréien d'Leit eng Gebedelegung zustanen? Wa mer eng Hausse hu vun 10 % d'Joer an et géif ee sech, wéi an dësem Fall, och nach gäre fir 288.000, oder soe mer fir 300.000 Euro en Appartement kafen, wann een iwverhaapt nach eent kritt hei am Land, an et misst een eng Gebedelegung vun 10 % maachen: Dat sinn 30.000 Euro! Mee d'Wunnengspräisser ginn 10 % d'Joer méi deier! Dat heescht, dat, wat e muss als Gebedelegung maachen, dat ass an engem Joer scho méi deier. A bis en déi zesammenhuet, déi 30.000 Euro, mat engem Revenu vun 2.000 Euro, ass dat schon x-mol méi deier gi wéi dat, wat en iwverhaapt ka jeemools als Gebedelegung zesammekréien, fir d'Konditiounen ze erfëllen, fir iwverhaapt kënnen e Prêt ze kréien.

An duerfir muss een dat wëssen. An och eng Persoun, wéi se hei genannt ginn ass, oder eng Koppel vun der Administration publique, déi e Revenu netto huet, disponibel, vun 8.673 Euro, déi ka bis 938.000 Euro geléint kréien. Mee elo schwätze mer awer vum Revenu disponible. Hei ass den Nettoloun, hei ass den Nettoloun, net de Revenu disponible. Déi kann dann eeben 938.000 Euro geléint kréien, wa se 10 % huet. Da muss déi Persoun 93.000 Euro Gebedelegung bréngen!

An dat Appartement oder dat Haus, dat ass an engem Joer schon erëm 10 % méi deier ginn. Dat heescht, dat, wat se als Gebedelegung huet, bréngt et emol net fäerdeg, fir d'Hausse opzefänken, déi vu Joer zu Joer do ass, wat se hei am Fong misst als Gebedelegung erabréngen.

Wat ass de Revenu disponible? Wéi gëtt deen iwverhaapt gekläert? Ma bei engem Staatsbeamten oder engem, deen op enger Bank schafft oder engem ..., kann een dat kucken, mee mir hunn och Fräiberuffer, wou Schwankungen an de Léin sinn. Mir hunn och Baueren, wou Schwankungen an de Léin sinn. Wou ass do de Revenu disponible, wa mer dee rechnen? Dat heescht, hei ass eppes, wat an der Praxis net dierft fonctionéieren.

A wéini trëtt dat Gesetz a Kraaft? Mir stëmmen am Fong dat Gesetz ..., mat Ausnam vun deene Bestëmmungen, déi fir d'Banque centrale sinn, déi a Kraaft kënnen treden, mee déi Applikatiounen hei, wat déi Kaderen ubelaangt fir d'Banken, do gëtt gesot: „Ma dat trëtt am Fong eréischt a Kraaft, wann eeben d'CSSF hi-geet a si huet den Avis vum Comité du risque systématique kritt an dee leet dat fest, dann trëtt dat a Kraaft.“ Esoulaang wéi d'CSSF also net agéiert, treden déi Bestëmmunge vun dësem Gesetz net - theoreetesch - a Kraaft.

Den Här Finanzminister huet eis awer gesot an der Finanzkommission, datt hien dovun ausgeet, datt d'Banke gutt berode wieren an och warscheinlech, ouni datt d'CSSF eng Decisioun hëlt, sech schonn un d'Bestëmmunge vun dësem Gesetz wäerten halen.

An, Här President, ech kann lech soen - de Kolleg Roth huet virdrun déi véier grouss Lëtzebuerger Banken, déi haaptsächlech am Immobiliensektor aktiv sinn, genannt -, eng vun deene Banken applizéiert dat elo schonn, d'Gesetz ass emol nach net gestëmmt!

Et sinn elo scho Refusen op Emprunten ausgeschwat ginn, zumindest bei enger grousser Lëtzebuerger Bank, déi seet: „Opgrond vun deem neie Gesetz, wat elo kënn, kënnen mir lech kee Prêt méi ginn.“ Dat ass elo schonn eng Realitéit, d'Gesetz ass emol nach net gestëmmt.

Dat hei wäert zur Konsequenz hunn, datt ganz vill Leit keng Prête méi hei am Land kréien. A wat ass d'Konsequenz?

Den Här Fayot huet virdru gesot, datt et schonn e Luxus wier, fir hei zu Lëtzebuerg e Prêt ze kréien. Dat aus dem Mond vun engem Sozialist ze héieren, aus enger Partei, déi elo bal Joerzéngte jo bal ëmmer als zweet Partei an der Regierung ass, an hien ass och nach President vun där Partei, datt dee seet: „Et ass e Luxus, fir zu Lëtzebuerg iwverhaapt nach e Prêt ze kréien.“ Dat heescht, fir en Normalstierflechen, fir de Lëtzebuerger Aarbechter ass vun der Lëtzebuerger Aarbechterpartei net méi drun ze denken, datt do iwverhaapt nach een e Prêt kritt. An hie verdeedegt dann dat heite Gesetz hei mordicus a seet: „Dat schützt d'Leit, datt se net Prête kréien, déi se herno net méi kënnen rembourséieren.“

Dat heescht, hei si virun allem déi kleng Leit, déi hei am Land keng Prête méi wäerte kréien. D'Mittelschicht wäert sech keng méi leeschten. Et ass wierklech herno nach e Luxus, deen nach just déi Räich hei aus dem Land sech kënnen leeschten, respektiv Räicher, déi hei op Lëtzebuerg wëllen investéieren kommen.

Wat huet dat zur Konsequenz? Ma et ginn nach méi Leit an d'Grenzregioun wunnen! An et wäert och zur Konsequenz hunn, datt d'Leit elo net nëmme méi an d'Grenzregioun wunne ginn, mee wa se hei zu Lëtzebuerg bei de Banke keng Prête méi kréien, ma da gi se an d'Ausland fir d'Préten!

An an der Belsch gëtt et, keng iergendwéi vag, mee seriö Banken, déi elo scho Campagnë maachen an Offerte maache fir Immobilien hei zu Lëtzebuerg, mat bessere Konditiounen nach, wéi mir se hei zu Lëtzebuerg vun de Banke kréien, déi dann eeben d'Préten u Lëtzebuerger maachen, fir kënnen ... Warscheinlech dann net méi hei a Lëtzebuerg, well déi gi jo schonn an d'Ausland wunnen, da maache se och nach d'Préten am Ausland. Dat ass eng vun deenen ...

An da schreiw mir am Gesetz, datt d'« CSSF peut demander », un auslännesch Banken, datt si sech och un d'Lëtzebuerger Gesetzgebung sollen halen. Ech war iwverhaapt verwonnert, datt mer esou eppes an e Gesetz schreiw, datt mer soen: „Hei, mir kënnen déi auslännesch Banke froen, si kéinte sech awer och, wannneggelift, un d'Lëtzebuerger Gesetzzer halen.“

Also da kann een och - mir sinn net méi wäit vun Niklosdag ewech - erëm un de Kleesche gleewen, wann ee mengt, eng Belsch, eng däitsch, eng franséisch Bank géif soen: „A jo, wann d'Lëtzebuerger CSSF seet, mir sollen eis un hir Gesetzzer halen, da maache mir dat. Mir

si jo fei Leit.“ Also ech mengen, dat läit net an den Intentiounen vun deenen. Dat ass e Saz, ech hätt en net an e Gesetz geschriwwen, well e kléngt méi lächerlech wéi seriö.

Mir wäerten also mat dësem Gesetz nach d'Leit zousätzlech forcéieren, an d'Grenzregiounen wunnen ze goen a warscheinlech dann och an Zukunft am Ausland Préten ophuelen ze goen.

Et ass, wéi gesot, e Gesetz, wat virun allem deene Klengen an der Mëttelschicht méi Schwierigkeete bréngt. Nach just finanziell staark Leit, wéi gesot, kënnen sech dat heite leeschten. A wann d'Leit sech hei am Land keng eege Wunneng méi kënnen leeschten - den Här Fayot ass elo net méi heibannen -, wat maachen d'Leit dann? Da gi se entweder an d'Ausland wunnen oder si ginn hei am Land lounen. A wat maache se dann? Si bezuele Loyer, a si bezuelen deiere Loyer!

A wat gëtt mat deene Loyere gemaach? Ech wollt dem Här Fayot dat soen. Si bezuelen déi dann deene räiche Leit, déi Appartementen an Haiser kënnen bauen a vun der Famill an de Generatiounen hunn. Si bezuelen am Fong dann deene Räichen hei am Land hir Immobilien. A si selwer kréie keng Immobilien a si hunn näischt fir herno hire Kanner ze verwerfen, mee et sinn nach just déi gutt Betuuchten hei am Land, déi sech eng Immobilie kënnen leeschten. An esou, wa se eng an déi aner, an der zwou an dräi a fënnel an zéng hunn, hu se och kee Problem, fir Emprunten ze kréien, fir sech nach eng eeleft derbäizekafen. An da kréie se mat deene Loyere vun deene kleng Leit a vun den Aarbechter hir zwieleft an dräizéngt Immobilie bezuelt.

► **Une voix.** - Genau!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Et ass also e Gesetz, wat radikal deem entgéintsteet, wat een als Staat misst maachen. An eng éischt Aufgab vun engem Land, engem Staat misst sinn, datt e géif kucken, datt erëm all Mënsch hei am Land eng Wunneng kritt, an zwar zu akzeptabele Präisser. An dës Regierung kënn net derlaanscht, datt se sech eng Kéier mat der Wuesstumsdebat ausernanersetzt, well ëmmer méi Leit am Land kommen an der Zwëschenzäit zu där Konklusioun. A soulaang wéi Der net de Courage hutt, fir un der Problematik erunzegoen, wäert Der déi aner Problemer net léisen.

An alles dat, wat hei gezielt gëtt vu Grondsteuer, déi muss gehéicht ginn, vun dem Pacte Logement 2, dat kënn Der lech alles un den Hutt spéngelen! Dat léist de Problem net. An och d'Grondsteuer, éischtens ass et emol erëm eng Steiererhéijung. A wann d'Wunnpräisser 100.000 Euro den Ar haut kaschten, an d'Leit bezuelen 20, 30 Euro Grondsteuer fir den Ar an der Gemeng, an Dir gitt och nach hin, Dir verdeiert déi op 1.000 Euro, wat eng enorm Steigerung ass, da mécht dat deene Leit nach guer näischt aus, well de Präis, dee geet vun engem Joer vun 100.000 op 110.000 an d'Luucht, dann hunn déi och nach kee Problem, fir 1.000 Euro weider ze bezuelen, well se nach ëmmer eng grouss Plus-value gemaach hunn.

Also mat all deene Rezipier wäert Der vläicht méi Suen an d'Keese kréien, awer de Problem wäert Der net léisen! De Problem gëtt nëmme geléist, wa mer eis mat der Wuesstumsproblematik ausernesetzen. An dës Regierung refuséiert dat a setzt weider op stramme Wuesstum. A mir deet et nëmme leed, datt Partei wéi d'Sozialisten an déi gréng dat matmaachen. Datt eng DP dat mécht, verstinn ech, well déi huet eng aner Kategorie vu Leit zefriddestellen. Dat sinn eeben déi, déi d'Geschäfte domadder maachen. An datt awer déi aner heihinnerkommen an dat och nach ënnerstëtzen, dat geet net méi a mäi Versteesdemech eran.

Här President, IDEA, dat ass eng Stéftung vun der Chambre de Commerce. Den Här Gramegna war jo Direkter oder President ...

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Direkter!

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - ... Direkter dovunner. An et ass also eng Stéftung vun där Federatioun, der Chambre de Commerce, wou den Här Gramegna Direkter war, déi huet elo en neit Dokument erausginn an den Titel heescht: „Luxemburg erajagt seine eigenen Einwohner jetzt ganz offiziell“. „Ärmere sollen ins Ausland wohnen gehen“, steet hei. Si schwätzen do vun „atypischen Grenzgängern“. Et ass atypesch, well et sinn am Fong Leit, déi hei wunnen, déi an d'Ausland mussen wunne goen, an da muss se erëm heihinner schaffe kommen. A si kommen zur Konklusioun zum Schluss: „Das ist ein Hohn und die Bankrotterklärung der Luxemburger Wohnungsbaupolitik.“ IDEA, Stéftung vun der Chambre de Commerce! Den Här Gramegna war, wéi en dat selwer hei ënnerstrach huet, gären Direkter do.

Här President, deen heiten Text vun der IDEA ass geschriwwen ginn, du war dat heite Gesetz

nach net an der Diskussioun! Dat war nach virun dësem Gesetz, wat elo komm ass!

Ech si gespaant, wat se elo schreiw, wa se och nach dat heite Gesetz liesen, ...

(Hilarité)

... zu wat se dann nach als Konklusioun kommen, well si hunn dat heite schonn als Konklusioun gezunn, ier dat heite Gesetz komm ass!

An duerfir, Här President, bei allem gudden Wëllen, mee dat heite Gesetz, dat kann een net matstëmmen. An ech froe mech, wéi et méiglech ass, datt d'Regierung op deen dote Wee geet, fir domadder de wierleche Spekulant d'Diere grouss opzemaachen an der Mass vun de Leit, de kleng Leit, der Mëttelschicht et quasi onméiglech ze maachen - et ass elo scho ganz schwéier, mee an Zukunft onméiglech -, fir datt déi nach Geld geléint kréien a fir datt déi nach jeemools sollen zu engem Eegenheem kommen.

Et ass wierklech eng Failliteerklärung vun der Politik vun dëser Regierung.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Den nächste Riedner ass schonn ënnerwee. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Bon, mir sinn hei mat engem Projet de loi befaasst, deen u sech eng Seltenheet duerstellt, well d'Seltenheet besteet doranner, datt de Staat Mëttele kritt, fir an de Maart anzegräifen, a souguer Zwangsmaassnahmen ergreife kann. Et ass jo u sech eng Oplag vun der Europäescher Zentralbank, dat ass schonn oft gesot ginn, déi versicht, d'Leieren ze zéien aus der Subprime-Kris an den USA, déi duerno, virun elo iwver zéng Joer, eng weltwäit Finanzkris provozéiert huet.

Allerdéngs, mir wësse jo all, wéi déi Subprime-Kris lassgetréppelt gouf. Den Ursprung ass awer och deen, datt een an den USA, wat jo sozialpolitesch e Faillitestaat ass, do jee no Zuelen 80 Milliounen bis 100 Milliounen Armer huet - esou gutt fonctionéiert dat Land! - an datt u sech den Ursprung ass, datt d'Leit sech och nach verschëlden an datt aner Institutur vun hinne wëlle profitéieren. An en plus ass bei hinnen dee Secteur jo eendeitig méi dereguléiert wéi bei eis elo.

Et geet also drëms, en Dispositif anzusetzen, falls déi Immobiliebulle zu Lëtzebuerg droe géif ze platzen. An am Kloertext heescht dat, datt d'Kreditter eeben u méi streng Konditiounen gebonne ginn, fir ze verhënnern, datt d'Menagen hir Schold net méi un d'Bank kéinten zrëckbezuelen. Um Pabeier liest sech dat jo ganz gutt. Et muss ee sech allerdéngs eng Partie Froe stellen, an déi goufen och schonn hei gestallt.

Éischt Fro: Wäert deen Dispositif iwverhaapt gräifen? An ass en a Wierklechkeet net en Alibi-dispositif, fir der EZB e Pleséier ze maachen?

Zweet Fro: Trëfft et iwverhaapt déi richteg Leit? Gëtt do net de Bock zum Gärtner gemaach, andeems een de Menagen u sech d'Schold gëtt um Platze vun enger Immobilie-blos, datt een hinnen u sech d'Responsabilitéit zouschouert?

Zur éischerter Fro. Bon, de Comité systématique, et si jo véier Institutionen, déi matspille wäerten: de Finanzministère, d'CSSF, d'Zentralbank an de Commissariat aux assurances. An esouwäit ech elo awer och verstanen hunn - et ass net ëmmer esou evident, mee esouwäit mer verstanen hunn -, ginn déi verschidden Institutionen u sech éischerter net dovunner aus, datt eng Immobiliekris kéint do sinn. A si hu vläicht souguer Recht, ech weiss et net. Well d'Situatioun zu Lëtzebuerg spezifesch ass - op eng ganz ongesond Aart a Weis, mee si ass spezifesch. Ech géif awer och net meng Hand dofir an d'Feier leeën, ech kann dat net richtig agesinn.

Mee ganz dovunner ofgesinn, wéi déi verschidden Institutionen dee Risiko aschätzen, huet dee Projet de loi zwar dee Meritt, richteg Froen opzwerfen, allerdéngs gëtt en an eisen Aen net déi richteg Äntwerten.

Wéi eng Risike ginn iwverhaapt vum iwverhëtzen Immobiliemarché aus a wat geschitt dann, wann et wierklech eng Kéier rabbelt? An dat kéint awer eng Kéier de Fall sinn. An dat ass onofhängeg vu Lëtzebuerg. An ass et dann net souwisou ze spéit, wann deen Dispositif dann tatsächlech géif emgesat ginn?

Zur zweeter Fro, ob et déi richteg trëfft. Dee Projet de loi behandelt u sech nëmmen ee vun

de Risike vum Immobiliemarché: de Risiko, dee fir d'Banke vun den normale Menagen ausgoe géif. An et muss een et ganz kloer soen: Déi normal Menagé sinn net schold drun, datt den Immobiliemarché total aus de Fuge geroden ass, verreckt spillt an iwverhëtzt ass.

Schold dru sinn déi total irresponsabel Regierungen, déi nogekuckt hunn an - an et muss een et och kloer soen! - hire Copainen aus der Immobiliebranche net wollten ze no trieden. A bis elo hunn ech net den Androck, datt sech mat dëser Regierung eppes géif änneren.

Här President, firwat mussen d'Leit sech iwverhaapt iwverschëlden, fir an de Genoss ze komme vun engem elementare Recht wéi der Wunneng? Dat räicht Lëtzebuerg, dat Triple-A-Lëtzebuerg huet et fäerdegbruecht, datt d'Leit, d'normal Leit, d'normal schaffend Leit sech hei net méi eng Wunneng kënnen leeschten. Dat hu mer hei fäerdegbruecht! An dat seet viles aus iwwert d'Kompetenze vun eise politeschen an ekonomeschen Elitten hei am Land.

D'Leit muss sech iwverschëlden. Firwat? Ma éischstens, well keen Instrument do ass, fir den Immobiliemarché ze reguléieren. Eng Regierung, déi dat net mécht, ass eng gescheitert Regierung.

Zweetens, et gëtt keen Instrument, fir d'Spekulation anzegrenzen an ze bekämpfen. Eng Regierung, déi dat net mécht, ass eng gescheitert Regierung!

An drëttens, et gëtt keen Instrument, fir d'Promoteuren ze disziplinéieren. Eng Regierung, déi dat net mécht, ass eng gescheitert Regierung! Ech mengen, déi aktuell Regierung ass an deem Fall eng gescheitert Regierung.

Här President, wéi entsteet dann iwverhaapt eng Immobiliebloß? Ma duerch d'Spekulation! Sinn et d'Stéit, déi spekuléieren? Neen. Et sinn déi Räich, d'Promoteuren, d'Sociétéiten an d'Immobiliefongen. Alles, wat zu Lëtzebuerg esou helleg gehale gëtt, dréit d'Schold u sech un deem ganze Wunnengsmisär, dee mer hei zu Lëtzebuerg hunn, dem Wunnengsmisär vun Zéngtausende vu Leit. Dee Marché, dee klëmmt jo, dat ass scho gesot ginn, ëm 11 % d'Joer.

Interesséiert sech d'Regierung dofir? Dat ass jo net normal! Op jidde Fall hat ech net den Androck, datt dat de Premierminister a senger historesch eideler Ried iwverhaapt géif bekëmmern. En huet sech jo nëmmen ëm onwichtig Saache bekëmmert. Sou léisst sech vill méi einfach regéieren!

A mat deenen astronomeschen 11 %, déi an d'Luucht klammen, ma do komme se natierlech aus der ganzer Welt, fir e Stéck vum Kuch ze kréien. A wa kee Kuch méi do ass, da gi se erëm. A wat geschitt dann, wann op eemol d'Renditen net méi interessant sinn? Dann zitt d'Kapital sech massiv zréck an da platz d'Blos an déi kleng Leit, déi hanken.

An da solle grad déi domadder bestrooft ginn, datt se kee Kredit méi kréien. A wat bleift deene Leit nach als Géigevalleur iwverhaapt duerno? Ma guer nâischt!

Här President, déi zweet Oplag vun dëser Regierung ass schonn zwee Joer am Amt, am ganze siwe Joer, a vum Finanzministère, deen Hiewelen huet, fir géint d'Wunnungskris ze agéieren, ass guer nâischt komm, oder bal nâischt!

An de Problem ass, siwe Joer, dat ass vill, an dat Eenzegt, wat elo kënn, ass u sech eng Mesure, déi derfir wäert suergen, datt grad déi, déi net fir d'Wunnengsnout responsabel sinn, u sech d'Schold dovunner wäerte kréien.

Dofir menge mir, Här President, datt et un der Zäit ass, seriö ze handeln a wierklech eppes ze maache géint eng méiglech Immobiliebloß.

Här President, den Här Charles Margue huet virdrun eng exzellent Interventioun gemaach, well mir hunn an eiser Fraktioun, an eiser Sensibilität haut de Moien eis awer och déi selwecht Froe gestallt. O, scho méi oft! Ech mengen, vill Leit stelle sech déi Froen an den Här Fayot huet sech déi Fro och gestallt, fir iwverhaapt ze wëssen: Mee wat ass de Rôle - fir dat ze chiffréieren -, wat ass de Rôle vun den Investmentfongen hei zu Lëtzebuerg, déi och zu där Blos an zu där Iwwerhëtzung bäidroen?

Et ass wierklech schwéier erauszefannen. Am Prinzip misst eng Regierung sech domadder beschäftegen. An dofir duechte mer och, datt mer an deem Fall ..., well mir hunn eis d'Fro gestallt, an dunn hu mer geduecht: „Okay, ma da schreiw mer eng Motioun, ...

Wannechgelift!

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*. - Merci!

► **M. David Wagner** (*déi Lénk*). - ... déi d'Regierung opriff eeben, fir an déi Richtung ze goen, fir justement de Rôle vun den Investmentfongen ze analyséieren, e Rapport ze maachen, an datt mer eng Kéier richtig driwwer diskutéieren.“

Motion 2

La Chambre des Députés,

- *considérant la situation particulièrement tendue sur le marché immobilier avec des hausses de prix de l'immobilier très inquiétantes ;*

- *considérant les conséquences particulièrement graves auxquelles serait confronté le pays suite à l'éclatement d'une bulle immobilière ;*

- *considérant que des fonds immobiliers nationaux et internationaux, ainsi que des sociétés privées nationales ou internationales, interviennent de manière importante sur le marché immobilier national et que ces activités sont susceptibles d'avoir un impact considérable sur la formation des prix immobiliers et potentiellement sur la formation d'une bulle immobilière ;*

- *considérant que peu d'informations ou d'analyses sont actuellement disponibles sur les caractéristiques et l'ampleur des activités des fonds immobiliers nationaux et internationaux, ainsi que des sociétés privées nationales ou internationales, en relation avec le marché immobilier national,*

invite le Gouvernement

à produire dans les six mois à venir un rapport détaillé sur les activités des fonds immobiliers nationaux et internationaux, ainsi que des sociétés privées nationales et internationales, en relation avec le marché immobilier national, qui analyse notamment a) l'ensemble de leurs activités en relation avec le marché immobilier national de manière qualitative et quantitative, ainsi que b) l'impact de ces activités sur le marché immobilier national et notamment sur la formation des prix immobiliers et c) les risques potentiels qui émanent desdites activités quant à la formation d'une bulle immobilière au Luxembourg.

(s.) *David Wagner, Marc Baum.*

Ech mengen, et ass e Service, also mir maachen lech e Pleséier domadder, an ech gi jo dovunner aus, datt Der déi Motioun ënnerstëtzt, vu datt mer an déi selwecht Richtung jo zéien an datt mer duerno vläicht och e bësse méi Kloerheet wäerte kréien an där ganzer Saach an och wäerte wëssen, wie wierklech d'Schold dréit hei zu Lëtzebuerg.

Wa mer an déi Richtung ginn, Här President, dann hu mer och e bëssen eppes geschafft. Et geet awer natierlech nach ëmmer net duer.

Et ginn nach aner Méiglechkeeten, Här President, déi reell derfir kéinte suergen, datt mer keng Immobiliebloß zu Lëtzebuerg kréien an datt mer en normale Logementsmaart endlech kréien. An dat ass och keng Hexerei! Et ass keng Hexerei: Massive staatleche Wunnengsbau fir d'Locatioun, well dat ass eng Alternativ zur massiver Verschëldung an et gëtt de Leit eng Sécherheet am Fall vun enger Kris an et hëlt den Drock aus der Präisevolutioun eraus - dat wär schonn emol en éischte Schrëtt.

An et muss een derfir suergen iwverhaapt, datt d'Leit, déi schaffen, net an d'Aarmut verfallen. Dofir misst een och nach iwwert de Mindestloun schwätzen, eng richtig Erhéijung, net eng falsch, wéi se bis elo gemaach ginn ass.

Well, zur Erënnerung, wéi ech am Ufank vu menger Ried gesot hunn, d'Subprime-Kris an den USA huet domadder ze dinn, datt e groussen Deel vun der Bevëlkerung, ee Véierel, wann net méi, vun der US-amerikanescher Bevëlkerung an totaler Aarmut leeft. An dat Wuert „working poor“, wat mir hei oft benotzen, staamt jo och net fir nâischt aus den USA.

De Problem ass, datt zurzäit awer de Staat massiv privat Hauskreditter an iwverdeiert Loyere subventionéiert. Dat war jo eng vun de Mesuren, déi mer an der leschter Legislaturperiod geholl hunn, mat der Subvention loyer, wou mir eis enthalten hunn, an du gouf och nach gesot: „O, wéi kënnen déi Lénk sech nëmmen do enthalten?!“

Mee ganz einfach, well mir gesot hunn: „De Problem ass deen, d'Regierung mécht strictelement nâischt - strictelement nâischt! -, fir iwverhaapt eppes géint d'Präisinflatioun um Wunnengsmarché ze ënnerhuelen.“ Do ass e Laisser-faire, de Fanger gëtt an de Mond gestach. An dofir kann duerno de Steierzueler kommen - also mir all -, dee sech selwer hëlleft duerch eng Subvention loyer a Wierklechkeet, fir datt weiderhin d'Promoteuren an déi, déi dovunner profitéieren um Wunnengsmarché, sech kënnen beräicheren, ouni wierklech richtig ze schaffen. Dat dierf een och net vergiessen ze soen.

Dofir, Här President, jiddwereen ass géint eng Immobiliebloß, mee et muss een déi richtig Causen analyséieren an et muss een och déi richtig Léisungen an déi richtig Schëlleg fannen. Ech kann lech soen, d'Situatioun elo, well dat, wat een héiert, déi Diskussioun ... Mir féiere jo vill Diskussiounen iwwert de Logementsproblem elo a leschter Zäit zu Lëtzebuerg. A mir wëssen, wéi dramatesch d'Situatioun elo ginn ass, wéi dramatesch se evolueert huet an deene leschte Joren.

Mir haten nach als Stater Sektioon vun déi Lénk virun zwou Wochen eng mini Aktioun gemaach bei der Ouvertür vun der Fnac beim Royal-Hamilius, moies um hallwer néng. Mir hu selwer net richtig ... Mir hunn e bëssen dru gezweiwelt: Solle mer et maachen? Solle mer et net maachen? Kommen iwverhaapt Leit? An esou weider. Et ass e bësse komesch. Mir hunn et trotzdem gemaach.

Dir kënn lech net virstellen, wivill Leit awer eis felicitéiert hunn oder wivill Leit sech opreegen. Well en plus, dee Royal-Hamilius, dat ass jo esou - wéi soll ech soen? - d'Symbolpolitik, d'Symbolpolitik vun enger total gescheiterter Wunnengspolitik: datt esou e Riseprojekt gemaach gëtt nëmme fir déi Superräich, obwuel mer wierklech Schwierigkeeten hunn hei am Land, fir iwverhaapt den normale Mënschen eng Wunneng ze ginn.

D'Leit gi rosen, reellement rosen! D'Logementspolitik mécht d'Leit reellement rosen. A wann eng Immobiliebloß explodéiert, da wéilt ech net gären an der Haut vun deene sinn, déi bis an deene leschte Joren d'Land regéiert hunn, well da ginn d'Leit wierklech rosen.

Dofir, et ass nach net ze spéit, fir ze handeln. Mir kënnen Saache maachen an net ufänken ze schwadronéieren: Jo, hei an do e kleng Projekt mat de Gemengen, wa se wëllen, an de Staat soll net ze vill bauen, an ech si Kommunist an esou weider. Hei nee, wierklech elo handeln amplaz ronderëm de Bräi ze schwätzen! Ech mengen, dat géif eis wierklech all zesumme weiderbréngen.

An aus all deenen Ursachen och wäerte mir dëse Projet de loi net kënnen matstëmme. Ech mengen, Dir hutt et schonn a mengen Ausféierung verstanen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**. - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo**, *Président de séance*. - Merci. Leschten ageschriwwene Riedner ass den Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement** (*Piraten*). - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, eis ass alleguete bewosst, datt d'Präisser um Wunnengsmaart säit Jore just klammen a klammen, ouni datt d'Politik deem bis elo wierklech eppes entgéintzesetzen hat.

De Constat, dee mer elo héieren hunn, war relativ unanime. E war souguer esou wäit gaange bei Verschiddenen, fir a Fro ze stellen, wéi héich d'Mënscherecht Wunnen nach unzege-sinn ass.

Ma mir Piraten mengen, datt et e Mënscherecht ass, en Daach iwwert dem Kapp ze hunn, e Mënscherecht ass, sech kënnen en Daach iwwert dem Kapp ze leeschten. Ech mengen, d'Fro sollt mer eis och bei dësem Projet ganz gutt ukucken, wat déi potenziell Konsequenze sinn.

Datt d'Demande d'Offer bei Wäitem depaséiert um Wunnengsmaart, dee Fakt wäert warscheinlech heibanne kee contestéieren. Well net genuch gemaach ginn ass, fir d'effentlech Offer u bezuelbarem Wunnraum ze erhéien, ass de lëtzebuergeschen Immobiliemarché e Seege fir grouss Promoteuren a Spekulanten. De Kolleg Wagner huet et gesot: Mir hunn déi international an national Immobiliefongen, wou een, wann een 125.000 Euro op der Säit huet a sech als „averti“ deklaréiert, dierf mat-spillen.

Ech mengen, d'„Tageblatt“ hat do an deene leschten Deeg e ganz ausféierleche Reportage gemaach, wou drastoung, wéi dës Fonge funktionéieren. Gläichzäiteg awer, während dës Fonge Renditte maachen, déi bis zum zweestellige Prozentberäich pro Joer kënnen goen, ginn eis Spuerbicher nach null Komma iergendeppes un Zësen. D'Zësen op de Spuerbicher sinn also esou gutt wéi inexistent an d'Loyere sinn esou héich, datt déi meescht souwisou nâischt méi gespuert kréien. An esou kann een dann och keen Egekapital méi matbréngen, wann ee sech dann awer nach e Prêt leeschte kéint.

Déi eng kucken um Spuerbuch de Suen no, wa se dann e puer Suen op d'Spuerbuch kënnen setzen, wéi se minimal wuessen, méi lues wéi d'Inflatioun. An déi aner um Immobiliemarché kucken net nëmmen de Maueren no beim Wuessen, mee si kucken hirem Räichtum no, wéi e wiisst, wiisst a weider wiisst. Riets a lénks

spréissen nei Bauprojeten aus dem Buedem, an dat leider net nëmme vun effentlecher Hand, mee meeschtens säitens vun deene grouse Promoteuren, déi am grouse Stil bauen a verkafen.

Wien et sech leeschte kann, profitéiert vum Marché. Wien d'Suen net huet, dee bleift zréck. An amplaz datt dës Regierung, déi jo ëmmer dovunner schwätzt, datt et - ech zitéieren - „de Leit soll gutt goen, wann et dem Land gutt geet“, un dësem Zoustand eppes géif änneren, setzt se eis e Gesetzesprojet hei virun d'Nues, deen déi aktuell Ongläichheete just nach verschäerfen, jo, et kéint ee bal soen, fir am Kontext ze bleiwen, zementéiere wäert.

Heiansdo hunn ech d'Gefill, datt an eise Land eigentlech Politik gemaach gëtt nom Motto: „Wann et dem Land gutt geet, soll et e puer Auserwielten och gutt goen.“ Wat mat all deenen aneren ass, dat interesséiert wéineg. Kuckt ee sech dëse Projet nämlech eemol méi genee un, gëtt séier kloer, wien zum Schluss d'Konsequenze vun der jorelaanger Feelpolitik am Beräich vum Logement ze spiere kréie soll: Net d'Promoteuren, net d'Spekulanten, net d'FIS-Investisseuren an och net d'Politiker, déi et jorelaang verschlof hunn, aktiv ze ginn, nee, ganz am Contraire, fir de System ze retten, sollen d'Menagen, d'Privatleit, d'Familljen, d'Koppelen an d'Élengsteend mat oder ouni Kanner an hire Méiglechkeeten, en Haus oder en Appartement ze kafen, beschnidde ginn.

All déi Leit, déi haart fir hir Sue schaffe mussen an awer um Enn vum Mount net genuch kënnen op d'Säit leeën, fir sech ouni e Prêt vun der Bank eppes leeschten ze kënnen - an dat sinn déi meescht, well déi héich Loyerer an hinnen einfach onméiglech maachen -, sinn déi, déi vun de Mesuren aus dësem Projet getraff wäerte ginn.

Et stëmmt, wa just nach déi Räich sech Haiser kafe kënnen, ginn d'Demande um Marché a logescherweis och d'Präisser erof. „Zil erreicht“, kéint ee sech also soen: Et kafe manner Leit Haiser, d'Demande geet zréck, also Problem geléist. Wat awer mat all deene Leit geschitt, déi sech nâischt leeschte kënnen, déi also hanken eroffalen, doriwwer schwätze mer net. Jo, Zelter wäeren eng Méiglechkeet, fir op de Camping wunnen ze goen.

Mir hu beim État de la nation schonn dovunner geschwat, datt et Leit ginn, och am räiche Lëtzebuerg, déi sech net emol méi e Loyer leeschte kënnen. Ma wéi sollen déi Leit dann nach iergendwann eng Kéier d'Chance hunn, och nëmmen zu engem klengen Deel vun Eegentum ze kommen?

Eng Propos, déi ech hätt, wär, si géife sech alleguerten zesummendoen, déi net genuch hunn, an e FIS grënnen an domadder dann an de Logement investéieren. Domadder géife se dann awer zu de Gewënner zielen. An dat ass hypokritesch, fir iwverhaapt och nëmmen esou mussen ze denken.

Dëse Projet presentéiert déi onmenschlechste Säite vun eise aktueller Wirtschaftssystem, andeems an déi, déi de Problem verursaachen, verschount an d'Laascht op déi Schwächste verdeele wëllt. Dat Absurdst dobai ass awer, datt ee sech doriwwer nëmmen a Moosse Suerge maache muss, well et wuel ni esou wäit komme wäert. Et schéngt nämlech, wéi wa beim Schreiw vun dësem Text vergiess gi wär, datt Lëtzebuerg net eleng op der Welt ass.

Lëtzebuerg ass keng Insel. Och wann d'CSSF, eis Finanzsecteursopsichtscommission, lëtzebuergesche Banke bestëmmte Konditiounen fir d'Ausstelle vu Kreditter virschreiw wëllt a kann, bedeit dat net, datt auslännesch Banken, an dat ass haut och schonn ugeschwat ginn, sech dorunner hale géifen. Lëtzebuerg kann zwar, esou wéi et jo och am Gesetzesentwurf steet, frëndlech froen, datt déi auslännesch Banke just op där anerer Säit vun der Grenz sech dach wannechgelift ganz léif sollten eventuell, wann et hinnen duerno wier, un d'Konditiounen vun de Lëtzebuergger Banken halen, mee absolut nâischt garantéiert, datt iergendeen där Demande och nokënn am Ausland.

Wa Lëtzebuerg sech an enger wirtschaftlech onstabiler Situatioun erëmfënt an d'CSSF déi makroprudenziell Mesuren ergräife muss, ass et sécherlech alles anescht wéi wënschenswert, datt sämtlech Clienten op eemol och nach de Sprong iwwert d'Grenz maachen an domadder d'Banken nach schwächen. Well eng vun deene wéinegen Einnahmequellen, déi d'Banken am Moment nach hunn, ass, Prëten ze verginn. Wann also op eemol an enger schlechter wirtschaftlecher Situatioun lëtzebuergesch Clienten, fir Terrainen an Immobilien zu Lëtzebuerg ze kafen, hir Prëten net méi kënnen zu Lëtzebuerg maache wéinst makroprudenzielle Reegelen a se déi dann awer zu Arel, zu Lonkech oder zu Tréier maachen, da schwäche mer domadder och nach d'Finanzplaz Lëtzebuerg.

Wann de Plang vun der Regierung also opgeet, mussen déi Leit mat de mannste Sue fir d'Fee-

ler vun deene mam meeschte Geld duerhalen. A wann et schifgeet, gëtt de souwisou scho wackelege System just nach weider geschwächt.

Esou engem Projet kann een onméiglech zoustëmmen. Dat gesot, wëll ech ganz zum Schluss nach séier umierken, datt bis elo och ëmmer nach net feststeet, ob d'Zentralbank fir d'Evaluatioun vum Risque systémique soll Zougrëff op anonymiséiert oder pseudonymiséiert Date kréien, obwuel d'national Dateschutzkommission drëm gebieden hat, datt dëst am Projet sollt preziséiert ginn.

Et gouf näischt dorunner gemaach. Dat heescht, mir stëmmen haut e Gesetz, dat och eis CNPD kritesch op engem bestëmmte Punkt gesäit. Am Kader vun all deenen Debatten ëm den Dateschutz an ëm d'Héichhale vum Dateschutz an an där Casiersdebatt, déi mer haten, mat deenen 62 Fichieren, déi eleng bei der Police ënnerwee sinn, sollte mer eis vläicht d'Fro stellen, ob een hei net hätt sollen, misse virsuergen. Et geet hei ëm Risikovermeidung. Ma beim Dateschutz geet et och ëm Risikovermeidung an hei hu mer dann erëm geschloft!

Deemetspreichend wäerten d'Piraten dese Projet net matstëmmen.

Ech soen lech villmools Merci.

► **M. Marc Goergen (Piraten).** - Ganz gutt!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Mir sinn domat um Schluss vun der allgemenger Debatt ukomm. An d'Wuert huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, fir d'éischt géif ech gär ufänken an dem André Bauler Merci soe fir säi mëndlechen a schrëftleche Rapport. A fir d'éischt setzen ech hei an de Kontext, wat den Objet vun deemem Gesetz ass: Den Objet vun deemem Gesetz ass net, de Problem vun Logement ze léisen. Dat ass net den Objet vun deemem Gesetz. Den Objet vun deemem Gesetz ass d'Stabilité financière vun eisem Land an d'Stabilité financière vun eise Banken, an ech géif soen, d'Stabilité financière vun de Menagen.

An den Deputéierte François Fayot huet dat gutt erkläert. Wou ass en, de Franz? En ass elo net do. En huet dat ganz gutt erkläert. Vu wou ass d'Kris vun 2008 hierkomm? Dass Prêt-immobiliere verpaakt gi sinn a finanzielle Produiten, déi een net méi gutt verstanen huet, wou een de Risk net méi gutt gesinn huet, an een dat de Leit vermëttelt huet. A wéi een du gemierkt huet, dass d'Valeur vun den Immobilien, déi doranner soi-disant verpaakt waren, erofgaangen ass, hate mer eng Weltfinanzkris.

Ech ka mech nach gutt erënneren, dass den Här Juncker op deser Tribün 2008 gesot huet: „Et ass alles d'Schold vun Amerika. Mir hu mat där ganzer Saach näischt ze dinn.“ An en hat Recht! En hat Recht, mir hate guer näischt domat ze dinn. Mee et hat awer Repercussioune op der ganzer Welt.

► **Une voix.** - Richtig!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - An dofir, de Sujet haut ass, virsiichteg ze sinn a virzebeugen.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Et geet also drëm ze evitéieren, dass eise finanzielle System iwwerbelaacht gëtt mat Risiken an Immobiliensektor. Et geet drëm, dass mer de Surendettement vun de Menagé verhënnere. An et geet leschten Enns - well wéi sollt et anescht sinn, wann eis Banken engem immense Risiko exposéiert wäeren an dee géif sech materialiséieren? - ëm eist Land an et geet ëm eisen Triple-A. Dorëms geet et!

Ech hunn awer wéineg doriwwer héieren, well, loosse mer soen, am Rapport vun Här Bauler dat ganz sachlech presentéiert ginn ass, mee an de Kriticken, déi komm sinn, mer komplett entschweift sinn. Fir nach op de Rapport vun Här Bauler ze kommen, deen exzellent war: En huet ganz richtegerweis ënnerstrach, dass mer jo net leegnen an och all Dag gesinn, dass et schwéier ass, den Accès un d'Propriétéit haut zu Lëtzebuerg ze maachen. Dat wësse mer alleguerten an dat verneint jo och kenne. An dass do musse Mesurë geholl ginn, an do wäert ech nach drop zrëckkommen, ass evident.

En huet richtegerweis ënnerstrach, den Deputéierte Bauler, dass de Conseil d'État eng Rëtsch Kriticke gemaach huet, deene mer Rechnung gedroen hunn. De Conseil d'État huet méi Transparenz gefrot a mir hunn déi geliwwert, andeem mer déi Korridoren, op déi ech och nach ze schwätze wäert kommen, kloer an den Text geschriwwen hunn.

D'Chambre de Commerce ass oft zitéiert ginn. Si huet awer ënner anerem eppes ganz Richteg

ges gesot: Eise gréisste Problem am Logement ass deen, dass mer eng Diskrepanz hunn zwëschen der Offer an der Demande. An dat ass net hei de Sujet.

An dann, leschtens, wéilt ech ganz kloer soen, dass d'Formulatioun, déi den Deputéierte Franz Fayot gewielt huet, déi ganz richtig ass: Mir sinn hei konfrontéiert mat engem Symptom a mat den Ausléiser. An et ass esou, wéi een d'Situatioun muss analyséieren.

An ech deelen och d'Analys vum Deputéierte Benoy iwwert d'Wichtigkeet, sech op d'Offer ze konzentréieren an do Léisungen ze fannen. An dorobber schaffe mer als Regierung an ech wäert elo net ervirhiewen, wat mer scho gemaach hunn. Mir hunn e Fonds spécial gemaach a mir wäerten och an der Steuerreform e groussen Accent op déi ganz Problematik setzen.

(Interruptions)

Nun déi, déi alleguerten hei wëllen dergéint stëmmen, an dat ass natierlech hiert gutt Recht: Dir stitt natierlech par rapport zur internationaler Welt a par rapport zu de Recommendationatiounen, déi mer vun der Europäescher Zentralbank kruten iwwert den European Systemic Risk Board, den ESRB, a Kontradiktioun, Dir sidd a Kontradiktioun mam FMI, Dir sidd a Kontradiktioun mat der OCDE, ...

► **M. Roy Reding (ADR).** - ... fir d'éischt mat eise Bierger.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, jo! ... mee déi eis jo drop opmierksam maachen, dass mer hei e Risk hunn. An et ass e Risque à moyen terme. Dat soe se jo alleguerten. Et ass e Risque à moyen terme.

Wann ech da gefrot ginn: Hu mir zu Lëtzebuerg haut eng Bulle? Et ass warscheinlech wouer ze soen, dass mer à court terme keng hunn. A mat deem heite Gesetz wäerte mer sécherstellen, dass et och esou bleift! An ech mengen, dat ass déi besch Noriicht fir eis Bierger, dass mer alles maachen, fir dass mer keng Bulle kréien. A genau dofir maache mer dëst Gesetz.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **Une voix.** - A wou ginn d'Leit da wunnen?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Den Här Wagner ...

► **Une autre voix.** - Ma an hir Bulle!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Den Här Wagner an e puer anerer ...

(Brouhaha)

... hu kritiséiert, dass mer zu Lëtzebuerg eng Mesure hu wéi déi Fonds d'investissement spécialisés. Ech kann lech soen, dass mer dat wäerten an der Steuerreform änneren. Dat steet och am Koalitiounsvertrag. Ech hunn dat net erfondt. Dës Regierung huet dat net erfondt. Do sinn elo Abusen amgaang an dat wäert geännert ginn. Dat ass eng richtig Kritik, mee déi huet näischt mat deemem Gesetzestext ze dinn.

Ech wëll just dem Här Wagner soen, dass ech dat ganz sympathesch fonnt hunn, dass e gesot huet, dass dës Regierung scho siwe Joer am Amt ass. Et sinn der nëmme sechs. An et ass scho wichtig, dass ee richtig ziele.

(Brouhaha et interruptions)

► **Une voix.** - Gefillte siwe Joer!

► **Une autre voix.** - Et ass scho vill ze laang.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Sidd net esou ongedëlleg!

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Dëst gesot, wéi gesot, mir reagéieren hei op eng Demande vun internationalen Organisation, déi dofir zoustänneg sinn. A mir hunn zwee Bréiwer vun ESRB kritt oder vun der Europäescher Zentralbank, zwee Stéck. A mir hunn zweemol drop geäntwert an déi Reponse ass och public. Si ass guer net geheim. Mir hunn och do ënnerstrach, dass mer e gewëssent Verständnis hu fir d'Analys vun der Zentralbank, ënner anerem dass à moyen terme e Risk besteet, ënner anerem well do ënnerstrach gëtt, dass mer zu Lëtzebuerg e Verscheldungsgrad hunn, dee mat deen héchsten a ganz Europa ass. Dat muss een awer zur Kenntnis huelen an dat kann een net verleegegen.

Mir hunn natierlech och ënnerstrach, dass mer e vun den Taux de défaillance hunn, deen dee kleengsten ass an Europa. Dat hu mer och ënnerstrach. Dat kënnt Der alles an eiser Antwort noliesen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Erlaabt Der, Här Finanzminister, dass den Här Gibéryen lech eng Fro stellt?

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Zum Schluss vläicht, dann hu mer eng kohärent Diskussioun.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Gutt.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Wat hu mer dann elo, an ech insistéieren do drop, wat mer hei maachen: U sech gi mir eis hei Instrumenter. Mir ginn eis hei Instrumenter. Dat hei ass eng transparent Politik, déi mer maachen, andeem mer déi verschidden Instrumenter opzielen an och déi Korridoren, op déi ech elo nach gläich ze schwätze kommen, dass mer eis déi ginn. Déi meescht Länner hunn dat schonn alleguerten. Wa mir eis déi Instrumenter ginn, dann heescht dat jo net, dass se haut oder muer onbedéngt aktivéiert musse ginn. Punkt Nummer 1.

Punkt Nummer 2: All déi Instrumenter, déi opgezielt ginn, déi mussen net all kumulativ applizéiert ginn. Déi Instrumenter, déi applizéiert ginn, déi kann ee moduléieren. Bei engem Krittär kann ee soen: „Dat do gëllt nëmme fir d'zweet Haus“, oder et kann ee soen: „Et applizéiert sech nëmme op d'Hallschent vun de Kreditter.“ Bref, hei ass nëmme eng Këscht mat Instrumenter, mat Geschier, wéi een dat kann e bësse lenken. A fir dann hei d'Impressioun ze ginn, dass doduerch (veuillez lire: dass dat schlecht wier), dass mer hei, éischtens, op internationaler Hiweiser vu respektabelen a ganz wichtege internationalen Organisation hin eis just d'Instrumenter ginn, wat déi eis och empfueh hunn, ass jo net ganz iwwerzeugend.

Wat sinn dann elo déi Ratioen? Ech bleiwen elo bei deem éischte stoen: de Ratio tëschent dem Prêt, deen ee mécht, a wivill ee selwer muss bréngen, de Ratio „prêt-valeur“, op Englesch „loan to value“. Ech ginn dovunner aus, dass déi meescht Deputéiert, déi hei am Sall sinn, selwer jo am Liewen emol geléint hunn.

Wat ass dat Éischt, wat de Banquier lech seet, wann Der op d'Bank gitt? Ma e seet lech: A wivill bréngt Der da selwer? Dat ass haut an dat ass säit Joerzénge de Fall. A wivill freet de Banquier? Normalerweise ee Véierel, een Drëtel. Dat ass dat Normalst, dat ass nach ëmmer esou gewiescht! A wat schreiw mer hei? Dass dat am Korridor zwëschen 75 % an 100 % soll sinn. Wat heescht dat, wann et 100 % wier?

(Interruption)

An haut hu mer nach iwwerhaapt keng Limit. Bei 100 %, wat jo nach am Korridor dran ass, heescht dat, wann Der bei de Banquier gitt an Dir léint gär Suen, fir en Immobilier ze kafen, fir eng Wunneng ze kafen, dass de Banquier géif soen: „Dir braucht guer näischt opzebréngen. Mir léinen lech 100 %.“ Huet schonn ee vun lech dat erlieft?

► **Une voix.** - Jo.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo? Tant mieux, tant mieux! Mee ech mengen, de gesonde Mënscheverstand seet engem, dass een ëmmer selwer eppes muss opbréngen. An dat ass elo nëmme e vun de Krittären, deen ech hei wëll illustréieren. Dee Krittär vu Prêt par rapport zu deem, wat ee selwer muss opbréngen, ass eppes, wat mer säit Joerzénge, jo, an ech wëll soen, wann net Joerhonnerten hunn. An dat gëtt dann hei kloer geschriwwen, dass dat e Korridor ass, wou ee sech kéint virstellen, dass d'Banken sech drun halen.

Ech ginn elo net op déi aner Krittären an. Ech wëll just derbäisoen, dass virun deem, dass mer déi Korridore festgesat hunn, mer en Entretien mat alle wichtege Akteure vun der Plaz, mat alle Banker vun der Plaz gefouert hunn, fir ze wëssen, wéi hir Politik ass a wéi se sech situéieren par rapport zu deene Korridoren. Eh bien, ech kann lech soen, all d'Banken sinn domat à l'aise, well si befanne sech genau an deene Korridoren. Ze maachen, wéi wann déi Korridoren immens streng wäeren an automatesch heesche géifen, dass d'Banken dann domadder Problemer hätten, ass net richtig.

(Interruptions)

Zum Ofschloss wéilt ech soen, dass mer heimadder en fait eist Land virbereeden, eist Land och en fait à égalité setze mat ville vun eisen Nopeschlänner a vun anere Länner an Europa, déi esou Instrumenter scho laang hunn. Mir hätten och kënnen de Kapp an de Sand stiechen an éischtens emol deene Recommendationatiounen, well mir kruten déi Recommendationatiounen jo aus der Europäescher Zentralbank, einfach net nolauschteren, de Kapp an de Sand stiechen.

An deen Dag, wou eng Kris wär, dat wär e batere Reveil gewiescht! Well dann hätte mer gesot: „Kënnen mer déi Instrumenter uwennen oder net? Wat fir eng Instrumenter wenne mer un oder net?“ An dann hätte mer e richtige Schock gehat an amplaz preparéiert ze sinn, hätte mer en fait missen zouginn, dass mer net virgesuert hunn, dass mer net virsiichteg waren. Hei ass eng Saach vun der Prudence. Ech kann lech soen, mir wäerten - an ech wäert do-

mat ofschléissen - am Comité du risque systémique derfir suergen, dass dat heiten op déi seriööst Aart a Weis wäert iwwert déi nächst Jore gekuckt ginn.

Mir sinn eis eens ginn am Comité du risque systémique, wou vertruete sinn: d'Lëtzebuerg Zentralbank, d'CSSF, de Commissariat aux assurances an de Ministère des Finances, mir sinn eis eens ginn, dass et am Interêt vun Land wär, eis déi Instrumenter ze ginn.

Fir déi Instrumenter ze tätegen, a wéi gesot, déi kënnen eenzel getätegt ginn, déi kënnen partiell getätegt ginn, muss een dat am Comité du risque systémique presentéieren a verteidigen. An dann eréischt kann een op deen nächste Schrëtt eriwergoen. Ech mengen, dass dat heiten eng rasonabel a virsiichteg Politik ass, déi mer hei en place setzen, wou all d'Akteure ronderëm den Dësch sëtzen a wou mer en fait eppes Guddes fir d'Finanzstabilitéit vun eisem Land, vun eise Menagen a vun eise Banke maachen.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och dem Här Finanzminister. Wéi ofgemaach hu mer zwou Demandé fir Prezisiounen oder Froen: den Här Gibéryen an dann den Här Roth.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Den Här Finanzminister huet eis gesot, wat déi zwee Bréiwer ubelaangt vun der Zentralbank a wat d'Antworten ubelaangt, déi wiere public. Ech muss lech éierlech soen, ech hunn elo net gewosst, wou déi solle public sinn. Ech mengen, mir hu se och net als Finanzkommissioun zougestallt kritt.

Ech wollt duerfir froen, ob de Minister bereet wier, der Chamber souwuel déi zwee Bréiwer vun der Zentralbank wéi d'Antwerte vun der Regierung un d'Zentralbank op déi Bréiwer zoustellen.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Jo, op jidde Fall.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Kloer Fro, kloer Antwort. Den Här Roth, wannechgelift.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Ech soen dem Finanzminister Merci fir seng Explikatiounen. Ech hu just eng Fro. En huet virdu gesot, zum groussen Erstaunen awer, mengen ech, vun net wéinege Deputéierten heibannen, dass elo schonns d'Leit missten en Deel Eegekaptal matbréngen fir Prëten. An en huet do e Chiffer genannt vu bis zu engem Drëtel.

Da géif ech hien also froen, wann een esou rechent: En duerschneetleche Prêt, vläicht 600.000 Euro, dat geet duer, fir eng Immobilie vu 500.000 Euro ze kafen, well do, wéi gesot, nach d'TVA derbäikënn, et kommen nach Aktkäschten, et gëtt nach Supplementen. Da géif dat jo bedeuten, een, dee 600.000 Euro léine geet, dass dee misst der Bank, wann e léine geet, wann e säi Prêt ufreet, 200.000 Euro Fonds propres bréngen?

Dir wësst, dass mer viru Joren e Gesetz gestëmmt hunn, dass all Depot, deen ee bei engem Bank huet, bis zu 100.000 Euro garantiert ass, driwwer net méi. Da stellen ech lech d'Fro, wivill Menagen oder Privatpersounen hei am Land dann Depoten hu vun iwwer 200.000 Euro.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Här Finanzminister.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.** - Ech maachen hei keng Rechebeispiller mat lech.

(Brouhaha)

Ech maache keng Rechebeispiller, well et ass nämlech net de Sujet. Ech ginn net op déi Saachen an, well et ass net de Sujet. Ech soen lech just, wat ech a mengem Liewen an de leschte 35 Joer erlieft hunn. Wann ech op eng Bank gaange sinn an ech hu gefrot, fir Sue geléint ze kréien, hunn ech dat dote systematesch geäntwert kritt. A wann ech a mengem Frëndeskrees ronderëm schwätzen, kréien ech ëmmer gesot, dass d'Banken ee Véierel als Eegekaptal verlaangen. Dat ass d'Realitéit vun haut.

A wann ech lech da soen, dass de Korridor erlaabt, dass ee kann tëschent 0 % a 25 % froen, da gesäit ee jo, wivill Flexibilitéit doranner ass. Dat heite Gesetz wëllen duerstellen, wéi wann dat géif de Kredit zu Lëtzebuerg vun haut op muer méi schwéier maachen, ass einfach net kredibel.

Ech soen lech Merci.



► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **Une voix.** - Dat ass net iwwerzeegend.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci och. Mir géifen dann zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7218 iwwer-
goen.

D'Ofstëmmung ...

(Brouhaha)

► **Une voix.** - Et sinn nach Motioune do.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Jo, déi kommen duerno, wéi ëmmer.

(Brouhaha)

Merci.

Also, mir stëmme fir d'éischt iwwert d'Gesetz of an, esou wéi mer et ëmmer gemaach hunn, dann iwwert d'Motioune.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7218 et dispense du second vote constitutionnel

De Vote ass lancéiert. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratioune. De Vott ass elo ofgeschloss.

31-mol Jo, 21 Abstentioune, 8-mol Nee. Domat ass de Projet de loi 7218 ugehoen.

Ont voté oui : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Georges Engel), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Ont voté non : MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Se sont abstenus : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Marco Schank) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen).

Ass d'Chamber bereet, d'Dispens vum zweete Vott ze froen?

► **Plusieurs voix.** - Neen!

(Interruption)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Voilà ! Ech hunn hei e kloer Jo no engem ...

► **M. Laurent Mosar (CSV).** - Staarken Nee!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - ... no engem staarken Nee. Also ech ginn dovun aus, dass d'Chamber d'Dispens vum zweete Vott freet.

(Assentiment)

An da géife mer zu de Motioune iwwergoen.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - ... enthält sech herno.

(Hilarité et interruption)

► **Une voix.** - Dat ass d'Grousskapital, wat ...

► **Une autre voix.** - Jo.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Jo, ech sätzen heuewen, ech därfer kee Kommentar maachen.

(Hilarité)

Motion 1

A mir géifen zu de Motioune iwwergoen. Fir d'éischt déi éischt Motioune, déi vun de Kollege vun der CSV abruecht ginn ass. Ass vun der CSV dat kloer erkläert? Wie wëllt d'Wuert dozou ergreifen?

(Interruptions)

Den Här Baum huet d'Wuert.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Merci, Här President. Mir hunn eis déi Motioune ugekuckt. Ech wëllt awer fir d'éischt eppes dorwäert soen,

dass ee vun de Riedner, déi douewe stoungen, de Rapport vun IDEA zitëiert huet. En huet dat net zitëiert, wat am Rapport IDEA steet. En huet zitëiert aus engem Artikel vun enger Boulevardzeitung, déi freides erauskënnt, an en huet net wuertgetrei dat zitëiert, ...

(Interruption)

O dach! O dach!

An ech géif mer wënschen, wa mer douewen zitëieren, da solle mer, wannechgelift, och de richtige Wuertlaut zitëieren. Soss leet mer deen déi nächste Kéier, wannechgelift, dohinner!

(Interruption)

Mat dësem Projet de loi gi mer eis en Instrument, Instrumenter, déi net mussen direkt applizéiert ginn, awer Instrumenter, déi eng Stabilitéit, eng finanziell Stabilitéit garantéieren fir d'Land, fir d'Banken, fir d'Menagen, e virsichteg Instrument, wat mer kënnen asetzen, wat aner Länner schonn hunn a wat de Surendette-ment bei eis am Land wäert limitéieren.

An dofir géif ech lech proposéieren, ... Bei där heiter Motioune proposéieren ech menger Fraktioune, se net ze stëmmen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Keng weider Wuertmeldungen?

► **M. Gilles Baum (DP).** - Ech kann net fir d'Sozialiste schwätzen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Da géif ech zur Ofstëmmung iwwert déi éischt Motioune iwwergoen.

Vote sur la motion 1

D'Ofstëmmung ass lancéiert. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Dann d'Procuratioune. D'Ofstëmmung ass ofgeschloss.

An d'Resultat ass: 31-mol Nee an 29-mol Jo. Domat ass d'Motioun 1 ofgeleent.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par Mme Octavie Modert) ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Ont voté non : MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger (par M. Gusty Graas), Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen (par M. André Bauler), Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue.

Motion 2

A mir géifen zur zweeter Motioune iwwergoen, abruecht vun de Kollege vun déi Lénk an, mengen ech, och explizéiert.

Gëtt et Wuertmeldungen dozou?

Den Här Baum nach eng Kéier.

► **M. Gilles Baum (DP).** - Merci, Här President.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Also den Här Baum vun der Majoritéitssäit.

► **M. Marc Baum (déi Lénk).** - Jo, jo! ...

► **M. Gilles Baum (DP).** - Du kanns mer jo elo äntweren.

(Hilarité)

Bon, Här President, mir hunn eis och déi ugekuckt. Mir hunn hei eng ganz Rei Froen, déi vum Marché immobilier handelen, wat am Fong net wierklech d'Theema vun deem Projet de loi ass. An Dir wësst, dass mer amgaange sinn, eng Réforme fiscale ze maachen. A grad de Logement wäert an der Steierreform e ganz groussen Impakt hunn. An dofir géif ech och menger Fraktioune proposéieren, dës Motioune net matzedroen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Keng weider Wuertmeldungen? Dach, den Här Wagner!

► **M. David Wagner (déi Lénk).** - Merci, Här President. Ech hunn elo d'Argumentatioun vum honorabelen Här Baum - Gilles Baum - net onbedéngt verstanen. Parce que l'un n'empeche pas l'autre!

Dat heiten, wann ech richteg verstanen hunn, déi Motioune, déi mir deposéiert hunn, déi entsprécht jo och enger Fuerderung vun zwee Drëtterel vun der Regierungskoalitioun. Also déi gréng hunn dat gefrot an d'LSAP huet och gesot, dat misst ee maachen.

Mir deposéieren d'Motioun dozou. Ech fannen et och e bësse befriedend, datt weeder déi gréng nach d'LSAP Stellung dozou huelen, wa se dergéint stëmmen. Wann ech dat richteg verstanen hunn. Mee si maachen, wat se wëllen. Si musse jo net Stellung huelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Ma vläicht, fir an der Logescher Suite ze bleiwen, kënnt eng Äntwert dozou? Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).** - Jo, Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, ech menge schonn, dass mer et hei mat engem Phänomeen ze dinn hunn, dee mer méi mussen analyséieren, wou ee vill Rumeuren héiert, wou ech mer selwer, muss ech lech soen, kee kloert Bild ka maachen, inwiefern am ganze Land nottamment déi international Investitionsfongen am Immobiliereberäich spillen, wéi wäit se wierklech de Marché beaflossen. Duerfir si mir schonn der Meenung, dass dat doten eng Fro ass, déi ee muss kucken, ob dat méi e marginale Phänomeen ass, ob dat tatsächlech e Phänomeen ass, dee ganz staark awierkt. Ech mengen, kee vun eis kann dat dote richteg gesinn.

Duerfir wär d'Propos, déi ech géif maachen, dass mer déi heite Motioune vläicht an d'Logementskommissioun géife verweisen, dat gehéiert jo e bëssen zu deem ganze Beraich, an dass mer déi dote Motioune géifen an der Logementskommissioun kucken.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Den Här Clement huet d'Wuert.

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Merci, Här President. Eischtens hunn ech, genausou wéi den Här Wagner, Problemer domat, dem Här Baum seng Analys heivunner ze verstoen, well wou ginn d'Leit am meeschte Prête maachen? Dat ass nun emol am Logement. Nom Logement kënnt meeschtens nach den Auto. An da komme schonn d'Crédits à la consommation.

Dat heescht, wa mer iwwer makroprudenziell Reegele schwätzen, wou et ëm Prête geet, dat geet et direkt emol ëm de Logement. Deementspriedend denken ech, datt déi Motioune hei schonn zum Thema schwätzt.

Dat Zweet, wat ee muss soen dozou, ass, datt bei där Motioune hei méi Transparenz an engem dach relativ opaqué Feld gefuerdert gëtt. Et gëtt gefuerdert, d'Donnéen ze sammelen, d'Donnéen oppenzeleeën, fir datt mer net nëmmen heibannen, mee op der Place publique kënnen e richtegen Discours, eng richteg Debatt hunn iwwert den Impakt vun dësen steieroptiméierende Strukturen, déi déi Fonds immobiliers spécialisés sinn.

An deementspriedend denken ech, datt een deem heite kann zoustëmmen. Et gëtt net opgefuerdert, datt d'Regierung se ofschaaft. Et gëtt net opgefuerdert, datt se geännert ginn. Et gëtt just opgefuerdert, datt mer Transparenz schafen, soudatt d'Biergerinnen an d'Bierger zesumme mat eis heibannen iwwert den Impakt vun dësen Strukturen kënnen diskutéieren.

An deementspriedend, mengen ech, sollt een dat et net an enger Kommissioun maachen, wou d'Biergerinnen an d'Bierger eréischt herno aus dem PV gewuer ginn, wéi diskutéiert gouf, mee dat sollt een dann och éffentlech maachen. An dat gehéiert zu engem groussen Debat derbäi.

(Interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Jo. Dann huet den Här Roth d'Wuert.

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Ech soen och Merci der Fraktioun vun déi Lénk, déi dat hei schrëftlech abréngen.

Et ass effektiv e Problem, dass besonnesch déi Fonds d'investissement spécialisés, eng Struktur, déi zu bestëmmten Zwecker sengerzäit agefouert gouf, dass déi awer denaturéiert gëtt an dass se méissbraucht gëtt, fir rücksichtslos Spekulationen zouzeloossen.

Wa mer iwwert d'Motioun wäerten ofstëmmen, da wäert d'CSV-Fraktioun sech enthalten, well mir mat eppes net d'accord sinn, dat ass, dass dosteet: „ainsi que des sociétés privées nationales et internationales“. Och eng einfach Säril oder eng SCI, dat heescht eng Société civile immobilière, wou oft Privatleit déi hunn, fir hire Patrimoine familial ze strécken, ech

mengen net, dass dat d'Chamber a priori eppes géif ugoen. D'autant plus, wou déi Gesellschaften alleguete fiscalement transparent sinn.

Nichtsdestotrotz kënnen mir awer och lieue mat deem Virschlag, deen den Alex Bodry gemaach huet, well et e seriöse Problem ass. An et soll een en net doutschweigen. Ech mengen, dat soll ee soen. Mir hunn haut vill reng iwwert de Mechanismus vun dësem Gesetzesprojet geschwat an dass et och drëms geet, fir de gesamten Immobilienproblem an onsem Land, de Logementsproblem an onsem Land ze erfaassen.

Duerfir hätte mer eigentlech déi gréisste Sympathie un enger éischer Stell, fir d'Motioun an déi zoustänneg Chamberskommissioun ze verweisen, mee dass een awer och eng Kéier déi finanziell Implikatioune mat der CSSF zesummen an der Finanzkommissioun kuckt.

A wa sollt drop gehale ginn, fir ofzestëmmen, wäert d'CSV sech enthalten aus deene Grënn, déi ech lech elo gesot hunn.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci. Den Här Gibéryen an dann d'Madamm Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Merci, Här President, ...

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Merci, Här President. Ech mengen, datt et ...

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Den Här Gibéryen an „dann“ d'Madamm Lorsché.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).** - Ech mengen, Här President, datt et eng wichteg Motioune ass, déi d'Kollege vun deene Lénken ageerecht hunn. Dat beweist d'Diskussioun, déi mer elo grad hei gefouert hunn.

Ech mengen, den Här Baum huet gesot, mir wieren en vue vun enger grousser Steierreform, an ech géif grad mengen, datt en vue vun enger grousser Steierreform esou e Rapport, detailliéierte Rapport iwwert deen heite Problem eng Viraussetzung ass, fir datt een iwwerhaupt kann eng grouss Steierreform maachen!

Also, et ass keen Argument, fir en net ze maachen. Mee et ass grad een Argument, fir esou e Rapport ze maachen, fir datt ee weess, wann eng Steierreform ass, wat effektiv d'Realitéit ass a wat een dorunner muss kënnen ofänneren. Duerfir, mengen ech, ass dat Argument net gutt.

Den Här Bodry huet proposéiert, fir se an d'Kommissioun ze iwwerweisen. Bon, ech mengen, et sinn d'Kollege vun deene Lénken, déi mussen decidéieren, ob se se zur Ofstëmmung bréngen oder an d'Kommissioun iwwerweisen. Mir hunn als ADR déi selwecht Problematik, déi den Här Roth hei ugeschnidden huet, och diskutéiert, wat déi „sociétés privées nationales et internationales“ ubelaangt, well dat éischtens eng Onmass ass, déi och net onbedéngt bekannt sinn. A wéi wier et iwwerhaupt méiglech, fir alles, wat do dran ass, an deene Sociétés, fir dat och kënnen nozevollzéien, ze definéieren, wéi d'SClen, wéi vill Leit se hunn, déi, wéi de Kollege Gilles Roth et och gesot huet, hei am Land an am Ausland SCle maachen, fir hir eegen Immobilien als Famill ze geréieren? Dat ass schonn eng Komplexitéit, a virun allem do menge mir, datt ee misst vläicht eng méi kloer Formulatioun kréien, fir genau ze wëssen, wat een do wëllt kucken.

Mir sinn net dergéint! Ech wëllt datt kloerstellen. Awer et ass just, fir d'Definitioun ze kréien, wat ee genau do an dee Rapport wëllt erakréien.

Duerfir géife mir et och begrëissen, wann et an d'Kommissioun kéint goen. Net, datt déi Motioune begruewe soll ginn, mee datt déi Motioune kéint - am Dezember hu mer dräi Sitzungen - erëm hei an d'Chamber kommen, wou d'Kommissioun vum Logement dann eng Kéier driwwer géif befannen an dann eventuell géif versichen, eng Kloerheet ze bréngen, déi „sociétés privées nationales et internationales“, datt een dat géif méi kloer ëmrisse an der Motioune. Mir wieren och duerfir frou, wa se an d'Kommissioun géif goen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.** - Merci. Dann huet d'Madamm Lorsché d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).** - Jo, Merci, Här President. Also, mir hunn ugefaange mat engem Projet de loi, deen ënner der Verantwortung vum Här Gramegna steet. Ech muss awer feststellen: De Logementsminister ass guer net hei. An dofir begrëisse mir och d'Iddi, an d'Logementskommissioun ze goen, wou a senger Präsenz driwwer diskutéiert ka ginn, well awer och e Logementsminister matdiskutéiere muss kënnen, wann et ëm déi Problematik geet. An dat hei ass e wichtige Sujet, deen eis alleguer betrëfft.

Dofir ënnerstëtze mer d'Iddi eeben, an der Logementskommissioun oder eeben an enger



Commission jointe doriwwer ze diskutéieren an elo net hei ouni d'Presenz vum Logementsminister ...

(Brouhaha)

... schonn iwwert den Text ze debattéieren.

An dofir Merci fir d'Ennerstëtzung, fir an d'Logementskommissioun domat ze goen.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Här President, ech wëllt nach eng Kéier d'Wuert huelen.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Jo, den Här Gibéryen huet nach eng Kéier d'Wuert.

► **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Merci, Här President. Den Här Bodry hat d'Logementskommissioun proposéiert. Mir hunn dat och ënnerstëtzt. Mee wa mer zwar richtig kucken, ass et eng steierpolitesch Saach, soudatt ech géif proposéieren, datt mer eng Jointe sollte maachen, d'Logementskommissioun mat der Finanzkommissioun. Well ech mengen, datt hei awer och d'Experte vun der Steierverwaltung oder vum Finanzministère missten derbäi sinn, fir déi Fro do ze klären.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Merci. Mir hunn also hei eng konkret Propos. Also mir hunn eng Motioun hei leien, wou am Ufank drop gehale ginn ass, fir driwwer ofzestëmmen. Ech géif awer d'Auteure froen, ob si mat där Proposition de compromis d'accord sinn, fir se an déi zwou Kommissiounen eranzeginn.

Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Jo, Här President. Jo, absolut. Ech mengen, et ass eng ganz gutt Proposition, well mir spiere jo och, datt den Interesse grouss ass, vu ville Säiten, hei innerhalb vun der Chamber, bause vum der Chamber och, fir eng Kéier do Kloeerheet ze schaffen, well et gëtt ëmmer driwwer geschwat, mee et ass ni richtig ze gräifen.

Datt mer och an der Motioun vläicht gewësse Saachen e bësse flou definéiert hunn, dorunner soll et jo net scheitern. Ech mengen, et ass eng gutt Saach, datt mer doriwwer diskutéieren, esou schnell wéi méiglech awer, fir datt et net an de Vergiess geréit, an datt mer vläicht och eng Jointe maache mat der Finanzkommissioun, d'autant plus, datt et en amont vun der Steuerreform jo interessant wär ze kucken, wéi den État des choses op deem Niveau ass.

Dat heescht, mir begréissen dat, datt et an d'Kommissioun Logement oder an eng Commission jointe - à voir - verwise gëtt.

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Ass eng Jointe méiglech?

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Wa mer Datume fannen, matzäit, jo.

► **Une voix.**- Wou ass dann do de Problem?

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Gutt, da wär dat esou decidéiert. Mir brauchen dann net iwwert d'Motioun ofstëmmen ze loossen an d'Chamber ass unanime der Meinung, dass mer se an d'Kommissiounen sollen iwwerweisen.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Mee net aux calendes grecques!

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- Net aux calendes grecques.

A wann ech mer därerf erlaben, e kleng Pefferkär bäizefügen, géif dat och eng Geleeënheet ginn, fir eis ze informéieren, wéi dann elo a Wierklechkeet d'Critères d'attribution vun de Prête sinn am Moment bei de Banken, an och sécherstellen, dass net „in vorausgehendem Gehorsam“ deen heiten Text géif applizéiert ginn am Secteur.

Merci gesot.

A, den Här Baum freet nach d'Wuert.

► **M. Gilles Baum (DP).**- Nach e Wuert, pardon! Et ass vum Kolleg Wagner gesot ginn, dass mer averstane wäeren, fir dat doten an d'Kommissiounen ze huelen „esou séier wéi et geet“.

Ech liesen awer elo an der Motioun « à produire dans les six mois à venir ». An ech mengen, wa mer deen dote Rapport wëllen opstellen, mat deene Problemer, déi opgewise gi si vum Här Roth a vum Här Gibéryen, och besonnesch wat d'Sociétés privées nationales ugeet, mengen ech, sollte mer awer wierklech eis dann och déi Zäit gi vun deene sechs Méint, fir dat heiten hei ze produzéieren.

(Brouhaha et interruptions)

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- D'Kommissioun befaasst sech mam Sujet, net mam Wuertlaut vun der Motioun. Dofir mengen ech, ...

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Mars Di Bartolomeo, Président de séance.**- ... wär déi Suerg berücksichtig. Merci gesot! Domat wäere mer um Enn vun den Diskussiounen iwwert dese Projet.

7. 7408 - Projet de loi relatif à l'Office du Ducroire Luxembourg

Mir kéinten zum nächste Projet iwwergoen, Här President. Dir Dammen an Hären, léif Kolleegeen, beim Projet de loi 7408, deen eis elo befaasst, geet et ëm den Office du Ducroire hei vu Lëtzebuerg.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Dir Dammen an Hären, léif Kolleegeen, beim Projet de loi 7408, deen eis elo befaasst, geet et ëm den Office du Ducroire hei vu Lëtzebuerg.

D'Zil vum Gesetzestext ass et engersäits, fir d'Mandat vum Office du Ducroire ze erweidern, an anerersäits, fir seng Struktur a säin internt Funktionement ze moderniséieren. Dës Ofännerunge sollen ënnert dem Stréch dozou bäidroen, datt d'Aarbechte vum Office an Zukunft nach méi effikass ginn an d'Servicer do-duerch besser op déi eenzel Besoine vun den Entreprisë kënnen agoen.

Éier ech méi op den Detail vun dem Projet de loi aginn, erlaabt mer, e puer Wuert iwwert den Office du Ducroire selwer ze soen.

Den Office du Ducroire, oder kuerz „ODL“, ass 1961 als Établissement public an d'Liewe geruff ginn. Zënterhier ass seng Missioun, fir déi ekonomesch a finanziell Relatiounen an engem internationalen Kontext ze féieren, haaptsächlech duerch d'Couverture vu Risiken am Bereich vun den Exportatiounen an den Importatiounen souwéi den Investissementen.

Duerch eng Konventioun tëschent dem ODL an dem Staat, déi dee sougenannte „Comité pour la promotion des exportations luxembourgeoises“, kuerz COPE, gegrënnt huet, ënnerstëtzt den ODL zënter 2002 och zousätzlech lëtzebuergesch Exporter iwwert de Wee vun enger Participatioun un de Promotiounsfrais, den Exportfrais oder der Formatioun. Den ODL hëlleft de Betriber also, sech iwwert d'Grenzen eraus ze entwéckelen, Handelspartner ze fannen an esou am Ausland Fouss ze faassen. An anere Wieder: Hien dréit zu der Kompetitivitéit vu Lëtzebuerg a vun de Lëtzebuurger Entreprisë bäi.

Wat d'Envergure vun deem Ganzen ugeet, esou ass eis an der Kommissioun preziséiert ginn, datt den ODL op den 31. Dezember 2018 mëttel- a langfristeg Engagementer vu ronn 600 Milliounen hat. Dat ass jo schonn eng beachtlech Zomm.

Dir gesitt also, léif Kolleegeen a Kolleegeen, och wann den Office du Ducroire ville Leit vläicht onbekannt ass, esou erfëllt hien dach eng ganz wichteg Missioun fir de Lëtzebuurger Handel, dat besonnesch am Kontext vun der Globalisatioun, där hiren Impakt op d'Entreprises an de leschten zwee Jorzéngten an d'Luucht gaangen ass.

Den ODL, par contre, huet sech iwwert d'Zäit kaum verännert. Seng Struktur a säin internt Funktionement sinn nach ëmmer bal déi nämmelech, wéi se am Grënnungsjoer woren. Dat ass scho bal 60 Joer hier.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, genau aus deem Grond gëtt d'Gesetz iwwert den ODL mat deem Projet de loi iwwerschaaft. D'Zil ass et, mat deem Projet de loi déi beschte Viraussetzungen ze schafen, fir datt den ODL den Entreprises déi beschte Expertise, Berodung an Ennerstëtzung mat op de Wee ka ginn. Dat betrëfft, wéi gesot, besonnesch zwee Punkten: Engersäits gëtt d'Mandat vum ODL erweidert an anerersäits gëtt u senger Struktur gefréckelt.

Fänke mer mat der Erweiderung vum Mandat un: Den Auteure vum Gesetz no géif dës Erweiderung dem ODL an Zukunft besser erméiglechen, op déi ënnerschiedlech Demandé vun de Lëtzebuurger Entreprisën anzegoen. Effektiv hunn d'Erwaardunge vun de Betriber an der leschter Zäit net nëmme zougeholl, mee sech och verännert. Et misst ee sech dem internationale Kader upassen, fir ze verhënnern, datt et zu engem Nodeel vun de Lëtzebuurger Betriber kënn.

Dat treëft besonnesch op alles zou, wat mat der Ennerstëtzung duerch d'effentlech Hand ze dinn huet. Beispielsweis kënn dofir d'Aktivitéit vum sougenannte „soutien public“, dee jo zënter 2002 iwwer eng Konventioun mam Staat geregelt ass, mat deem Gesetz als „mission à part“ an d'Gesetz stoen. Dës finanziell Hëllef kënnen a Form vu Remboursementen oder a Form vun Avancen un d'Entreprisë fléissen.

Här President, léif Kolleegeen a Kolleegeen, ech kommen zum zweete Volet vun deemem Projet de loi. Dee betrëfft d'Struktur, d'Organisatioun an dat internt Funktionement vum ODL. Am Moment ass et nach esou, datt d'Sekretariat weeder den ODL ka representéieren nach eng Ennerschrëft huet. D'Sekretariat ass a sengem Wierken deemno relativ ageschränkt. Seng Mataarbechter kënnen net eegestänneg Entscheedungen huelen, obwuel si iwwert déi lescht Joren ouni Zweiweil deen néidege Savoir-faire dofir opgebaut hunn.

Mat deemem Projet de loi gëtt den organisatoresche Kader vum Office du Ducroire deenen aneren effentlechen Etablissementen ugepasst. Den ODL kritt ënner anere dem Conseil d'administration, deen aus mindestens aacht Membere besteet, an och eng Direktioun, déi sech aus engem Direkter a sengem Adjoint zesummesetzt. D'Direktioun këmmert sech an Zukunft ëm d'Dagesgeschäft vum ODL.

De Projet de loi bitt zudeem d'Méiglechkeet, fir sougenannt Comité-techniquen an d'Liewen ze ruffen. Dës Kommitteë kënnen op Decisioun vum Conseil d'administration hin dem ODL a bestëmmten, méi technesch ugehachten Dossierer oder Thematiken zur Säit stoen an hie beroden. Dat wäert och zu der Qualitéit vu sengen Aktivitéite bäidroen.

Här President, fir de Rescht Einzelheeten an Detailer géif ech gären op mäi schrëftleche Rapport verweisen.

Zum Schluss nach e puer Wuert zu den Avisen. Nieft den zwee Avisen vum Staatsrot krute mir och en Avis vun der Handelskummer, der Kummer vun de Staatsbeamten an Employéen an der Chambre des Métiers.

(M. Fernand Etgen reprend la présidence.)

Déi dräi Kummere ware bis op e puer kleng Nuancen averstane mat dem Objet vum Projet de loi.

Ech wëll awer nach ervirsträchen, datt d'Co-fibu den 19. November e Brëif un de Conseil d'État geschriwwen huet, well am Eifer des Gefechts sech eng Erreur matérielle bei der Numerotatioun vun den Artikelen ageschlocht hat. Mir haten en Artikel 1 an en Artikel 1A an de President huet un de Conseil d'État geschriwwen, fir eeben déi Erreur matérielle evirzehiewen an ze soen, den Text géif awer an enger normaler Numerotatioun lech hei presentéiert ginn.

Dës gesot, soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren a ginn dann och heimat den Accord vun der DP-Fraktioun zu deemem Projet de loi.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Arendt. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Mir hu virdru vill iwwer Immobilierische geschwat. Déi Kéier geet et hei iwwer eng aner Zort vu Risiken, déi vum Import an Export, déi ganz wichteg si fir déi lëtzebuergesch Entreprises. Den Här Rapporteur Guy Arendt, deem ech Merci soe fir säin exzellente schrëftlechen a mëndleche Rapport, huet dat op eng roueg, detailéiert a kloer Aart a Weis duergeluecht, soudatt mir soss näischt aneres nach bleift, wéi den Accord ze ginn an nach eng Kéier dem Här Arendt Merci ze soen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Mosar. An da wier et um honorabelen Här Alex Bodry. Här Bodry, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Alex Bodry (LSAP).**- Jo, Här President, no deenen e bësse méi heftegen Diskussiounen, déi mer um viregte Punkt haten, fanne mer erëm bei deem techneschen Dossier hei, denken ech, Unanimitéit hei an der Chamber. Ech géif och an eise Numm dem Rapporteur Merci soe fir seng ausféierlech Duerstellungen an och den Accord da vun der LSAP-Fraktioun abréngen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bodry. An da wier et un der honorabelen Madamm Lorsché. Madamm Lorsché, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Merci, Här President. Ech wëll mech dann och uschléissen an dem Här Guy Arendt Merci soe fir de Rapport an och d'Zoustëmmung gi vun der grénger Fraktioun, mat just nach enger klenger Remark.

Den ODL kritt jo hei net nëmme just en neit Mandat, mee och en neie Fonctionnement respektiv eng nei Struktur, déi moderniséiert gëtt a konform gëtt zu allen aneren Etablissementen publics. An deem Kontext wëllt ech dem Här Gramegna e kleng Message mat op de Wee ginn. D'Regierung huet sech schonn 2018 derzou verflücht, wa Memberen an e Conseil d'admini-

nistratioun genannt ginn, dat ass jo hei all dräi Joer de Fall, dass da 40 % Frae sollen do vertruede sinn. Mir hu festgestallt, dass déi Verrieder vum Staat Häre sinn. Ech stellen domat hir Kompetenz net a Fro, mee ech mengen, wa mer eis engagéieren, eis Conseil d'administratioun e bësse méi divers opstellen, da wär et vläicht an nächster Zäit och emol souwäit, dass dann eng Fra d'Chance hätt, do matzeschaffen, am Sënn vun der Diversitéit a vum gudden Fonctionnement an eiser Gesellschaft, awer och als Zeechen, dass mer méi villfältig an déi Richtung wäerte schaffen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. Och ech wëll dem Kolleg Guy Arendt häerzlech Merci soe fir säi ganz exzellente Rapport an d'Zoustëmmung vun der ADR bréngen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Reding. An da wier et um honorabelen Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Jo, Merci, Här President. Ech muss lech awer enttäuschen: Et wäerte weinstens zwee Deputéierter net derfir stëmmen.

► **Plusieurs voix.**- O!

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Et wier vill ze vill einfach soss. Ech ginn awer dovun aus, datt et trotzdeem duerchkënn. Mir hunn e kleng Problem, éischens schonn emol, wat de Statut privé ueget vun deene Leit, déi dora schaffen. Mir sinn der Meinung, datt et Fonctionnaire misste sinn. An ech muss lech scho bal aus dem Avis vun der Chambre des Fonctionnaires kuerz zitieren, well besser hätt ech et net gesot. An ech mengen net, datt mir Memberen do hunn. Ech mengen net.

Also: « Le monde politique se laisse trop facilement séduire par des lobbyistes qui réussissent à acclimater les engagements anglo-saxons et les modes ultralibérales pour gérer les administrations publiques dans un esprit de rentabilité capitaliste et pour privatiser les services publics de plus en plus nombreux, et cela en dépit des résultats désastreux de cette politique qui est pratiquée partout en Europe. » Besser kéint ech et wierklech net soen.

Et gëtt awer nach aner Ursachen. Et muss ee sech prinzipiell Froe stellen, inwiefern d'Kollektivitéit awer och d'Risiko vun der Industrie systematesch esou muss iwwerhuelen. D'Société civile, ONGen hu sech awer och oft mam Office du Ducroire auserneegesat, well do Krittären, wat d'Menscherechter ueget an esou weider, net ëmmer respektéiert ginn an dem Soutien vun den Aktivitéite vun eisen Entreprises dobaussen. Bon!

An och de Conseil d'administration, datt de Ministère direkt explicitement seet, datt en dräi Leit aus dem Privatsecteur do nomméiert; et wier méi einfach ze soen: „Hei d'Chamberen nomméieren deen direkt an d'UEL och.“ Da sinn déi och beschäftegt. Da géif dat méi einfach goen.

Aus deenen Ursache wäerte mer net derfir stëmmen. Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wagner. An dee leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här President. Léif Kolleegeen a Kolleegeen, säit der Kreatioun vum Office du Ducroire am Joer 1961 huet sech an der wirtschaftlecher Landschaft zu Lëtzebuerg, mee och international vill verännert. An et ass wichteg, dass ee sech un dës Changementer upasst, fir den Entreprisë weiderhin eng qualitativ héichwärtig Ennerstëtzung bidden ze kënnen.

Dat gesot, ass et, mengen ech, och wichteg, datt mer eis Établissement-publicke generell reegelméisseg op de Leescht huelen, se evaluéieren a falls néideg moderniséieren. Dat ass och de Grond, firwat d'Piraten, trotz e bësse Bauchwéi, dese Projet wäerte matdroen.

Loosst mech awer kuerz eise Bauchwéi erklären!

► **Une voix.**- Et gëtt Medikamenter dogéint.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Medikamenter dogéint, jo, d'Regierung hat et an der Hand, fir d'Medikamenter dogéint quasi an den Text ze géissen. Ech erspueren lech och elo nach eng Kéier en Zitat aus dem Avis ...

(Interruption)

... vun der Chambre des Fonctionnaires et Employés publics, den David Wagner huet dee scho wuertgetrei hei zitéiert.

Och wann et sech bei der Restrukturatioun vum Office net wierklech ëm eng Schaffung vun engem neien Établissement public handelt, gëtt awer d'sämtlecht Personal mat neie Kontrakter age stellt. Ech mengen, dee Punkt ass definitiv kritisierbar, well d'Chambre des Fonctionnaires et Employés publics weist an hirem Avis drop hin, mat Verweis op den Accord salarial, datt dës Personal funktionariséiert misst ginn. An dat ass an eisen Aen novollzéibar.

Et gëtt net kloer duergeluecht, firwat d'Personnel vum Office du Ducroire ënnert dem Statut vum Privatrecht bleiwe soll. An esou gouf och net op d'Bedenke vun der Chambre des Fonctionnaires agaan. Dat widersprécht eise Vuen, eiser Virstellung vun engem Staat, deen op d'Avise vu senge Chambre-professionellen ageet.

Nichtsdestotrotz, wéi ech et gesot hunn, ass et wichteg, d'Établissements publics reegelméisseg ze evaluéieren an à jour ze setzen, do, wou et néideg ass. Hei war et néideg. An dofir droe mer, trotz deem liichte Bauchwéi, dese Projet mat.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Merci, Här President. Ech fänken un, andeem ech dem Deputéierte Guy Arendt Merci soe fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport, deen och ganz prezis war an en fait d'Modernisatioun vum Ducroire gutt erkläert huet, mat den neie Strukturen, déi enger moderner Gouvernance entsprechen. D'Mandat gëtt och e bësse méi breet gemaach.

Ech muss och soen, dass den Office du Ducroire eng super Aarbecht iwwer Joerzëngte geleescht huet a weider leescht an e wichteg Instrument ass, fir d'Exportpolitik vun eisen Entrepreneuren ze sécheren. Et gëtt änlech Institutionen am Ausland. Et ass gutt fir Lëtzebuerg, dass mer hei elo dem Ducroire eng nei Gesetzesbasis ginn, déi méi modern ass an déi da wäert hëllefen, dass mer eis weider am Ausland méi breetmaachen an dass mer eis Economie weider diversifizéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Gramegna. D'Diskussioun ass ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7408. Wéi de Rapporteur schonns drop opmierksam gemaach huet, ass d'Numerotatioun vun den Artikelen am Rapport vun der Kommissioun verrutscht. Déi Erreur matérielle ass dem Staatsrot matgedeelt ginn a mir stëmmen iwwert déi nei Versioun vum Text of, déi am Document parlementaire 7408¹⁰ steet.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7408 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmmung fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass ofgeschloss.

Dese Projet ass mat 56 Jo-Stëmmen bei 2 Nee-Stëmmen an 0 Abstentiounen approvouert.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7408 est adopté par 58 voix pour et 2 voix contre.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter (par M. Gilles Roth) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Ont voté non : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

8. 7446 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres

Eisen nächste Punkt ass de Projet de loi 7446, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert d'TVA. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonns ageschriwwen: den Här Laurent Mosar, den Här Franz Fayot, d'Madam Josée Lorsché, den Här Roy Reding an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deemem Projet de loi, den honorabelen Här Guy Arendt.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. Guy Arendt (DP), rapporteur.**- Merci, Här President. Léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Gesetzesprojet 7446 setze mer eng weider europäesch Direktiv am Beräich vun der indirekter Besteuerung an nationaalt Recht ëm. Konkreet handelt et sech heibäi ëm Mesuren, fir den TVA-System op grenziwwerscheidenden Echangingen innerhalb vun der EU ze harmoniséieren an ze vereinfachen.

Vun Ufank un, wéi de Système commun vun der TVA 1967 op europäischem Niveau agefouert gouf, war d'Zil, fir enges Daags en eenheetlechen TVA-System ze hunn, deen um Niveau vun der EU d'selwecht géif funktionéieren wéi an engem eenzelne Land. An anere Wieder war schonns deemools de Gedanken, fir iergendwann net nëmmen déi physisch Grenzen ofzeschaffen, mee och déi steuerlech Grenzen, an deemem Fall besonnesch am Bezug op d'TVA.

Vu dass 1992 weeder déi politesch nach déi technesch Ernstänn gi waren, fir schonns en definitive System ze schaffen, ass dunn e provisoresch System agefouert ginn. 2006 ass d'TVA-Direktiv gestëmmt ginn, déi virgesäit, dese provisoresch System duerch en endgültigen ze ersetzen.

Et huet allerdéngs duerno nach zéng Joer gedauert, bis dass d'Kommissioun en Aktiounsplan virgeluecht huet mat Proposen, fir esou en definitive System am Beräich vun de grenziwwerscheidenden Echangingen innerhalb vun enger Firma ze etabléieren. Eleng dat weist, dass d'Schafe vun engem eenzigen europawäiten TVA-System méi wéi komplex ass an deemno net vun haut op muer geschéie kann. Well och an der noer Zukunft net mat engem definitive System ze rechnen ass an déi komplett Ëmsetzung nach eng weider Rei Jore brauche wäert, huet den Europäesche Rot 2016 d'Kommissioun opgefuerdert, a verschidene Beräicher kuerzfristeg Léisungen ze proposéieren, déi déi aktuell Situatioun séier verbessere sollen.

Dorëms geet et bei deser Direktiv a vun do kënnst och den Numm „quick fixes“, dat heescht „séier Léisungen“. Konkreet sinn Adaptatiounen an dräi spezifesche Situatiounen virgesinn, fir den aktuelle System méi einfach ze maachen. Et sinn an deem Sënn effektiv Mesuren zur Simplification administrative, eppes wat Lëtzebuerg natierlech och nëmme begrësse kann.

Konkreet handelt et sech bei deenen dräi viséierte Situatiounen eischtens ëm de „régime des stocks sous contrat de dépôt“, zweetens d'„opérations en chaîne“ an drëtens ëm méi kloer Reegelen, fir dass intracommunautaire Liwwerungen tëschent Entreprisén vun der TVA exonéiert kënnen ginn.

Vu dass dës eng ganz technesch Matière ass, wéilt ech lech, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mam Detail verschounen a géif mer erlaben, op mäi schrëftleche Rapport an do besonnesch op de Commentaire des articles ze verweisen.

Nieft der Transpositioun vun der genannter Direktiv gëtt mat deemem Gesetzesprojet awer och nach eng weider Upassung am Beräich vun der TVA virgeholl. An der Lescht ass an eisen Nopeschlänner - a warscheinlech an deenen, déi ëmmer mam Fanger op eis weisen - des Éftere versicht ginn, iwwer eng Fraude „carrousel“ u Steiergelder ze kommen. Doweinst profitéiert Lëtzebuerg vun deser Geleeënheet, fir dorobber ze reagéieren an de Mechanismus vun der Autoliquidatioun, wéi en aktuell schonns am Beräich vun den CO₂-Zertifikater am Emissiounshandel applizéiert gëtt, op de Kaf vu Gas- an Elektreschzertifikater auszedeeenen. Dat bedeit, dass de Keefer vun desen Zertifikater, déi d'Originum vum Stroum oder vum Gas uginn, dem Staat d'TVA muss iwwerweisen, an net de Verkeefer.

Schliisslech ginn nach eenzel Artikelen vum TVA-Gesetz punktuell ugepasst. Dat virun allem, fir verschidene Urteeler vum Europäesche Gerichtshaff Rechnung ze droen. Et handelt sech heibäi virun allem ëm Upassungen, déi méi technesch Natur sinn.

De Staatsrot hat a sengem Avis vum 22. Oktober keng weider Remarque formuléiert. An, Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, domadder bleift mer nach just, lech Merci ze soe fir d'Nolauschteren an den Accord vun der DP-Fraktioun fir de Projet ze ginn.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Arendt. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Laurent Mosar agedroen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo. Merci och hei nach eng Kéier dem Här Rapporteur Arendt, deen dat och op eng ganz detailléiert Manéier gemaach huet, soudatt ech och net vill bäizefügen hunn, ausser den Accord vu menger Fraktioun ze ginn.

Ech géif awer wëlle vun der Geleeënheet profitéieren, Här President, well et hei jo och e bëssen drëm geet, fir déi TVA-Karussells-Infraktiounen ze bekämpfen, fir nach eng Kéier en Appell un den Här Finanzminister ze maachen, wat déi Cum-Ex-Affär ubelaangt, wou am Moment an Däitschland e Prozess leeft, dee fir vill Welle suert a wou och ëmmer erëm Lëtzebuerg zitéiert gëtt, well och do Lëtzebuergesch Gesellschaften mat dran implizéiert sinn.

A mir hate virun enger Rei vu Woche jo och eng Kéier iwwert dee Sujet an der Finanzkommissioun geschwat. Mir waren awer do net ganz zefridden, Här Finanzminister, well mer der Meinung sinn, datt souwuel de Finanzministère wéi awer och d'Steierverwaltung hei net op eng méi effizient Manéier (veuillez lire : hei net op eng effizient genuch Manéier) versichen, géint déi Infraktioun och hei zu Lëtzebuerg virzegoen.

Et ass eis gesot ginn, datt do eng eelef Milliounen Euro och hei der Lëtzebuergescher Steierverwaltung verluer gaange wieren. A mir sinn der Meinung, do misst wierklech alles versicht ginn, Här Finanzminister, och vun eiser Steierverwaltung, fir déi eelef Milliounen do ze recuperéieren. Duerfir nach eng Kéier hei vun deser Plaz aus den Appell, fir op e bësse méi eng effizient an engagéiert Manéier géint déi dote Geschichten och bei eis am Land virzegoen!

Ech soen lech am Virus Merci, Här Finanzminister.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Mosar. Nächsten ageschriwwene Riedner ass déi honorabel Madamm Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Jo. Ech wollt just Merci soe fir dee gudden Rapport an den Accord gi vun der grénger Fraktioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- An da wier et um honorabelen Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här President. Och vun eiser Säit Felicitatiounen un de Kolleeg Guy Arendt fir dee ganz komplette Rapport. Ech mengen, jiddwereen huet dat dote verstanen, och een, deen net all Dag mat TVA ze dinn huet.

Erliichterung vu grenziwwerscheidendem Handel ass ëmmer eng gutt Saach. An dofir fënnst och desen Text d'Zoustëmmung vun der ADR.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Reding. An da wier et um honorabelen Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Transpositioun vun deser europäescher Direktiv soll, an esou gouf et och am exzellente Rapport duergeluecht, dozou bäidroen, déi international Reegelen am System vun der TVA ze harmoniséieren an och ze vereinfachen. En attendant, datt en definitive gemeinsamen europäesche System ausgeschafft gëtt, ginn esou schonns eng Rei Problemer am Virus behandelt duerch Dispositiounen, déi een och - erlaabt mer kuerz, zwee englesch Wieder ze benotzen - als „quick fixes“ kéint bezeichnen.

Dat ass eng Approche, vun där mir Piraten denken, datt se och an der nationaler Politik méi heefeg kéint zum Asaz kommen. Amplaz punktuell Verännerungen auszebremse mat der Excuse, datt en engem grouse Projet geschafft gëtt, sollt een a groussen Dossieren och kuerzfristeg a léisungsorientéiert Verännerungen viséieren.

Ech denken do zum Beispill un déi ongerecht Besteuerung vun den Elengerzéierenden a Wittleit, un där sech säit Joren a Joren näischt ännert mam Argument: „Mir schaffen un enger grousser Steuerreform.“ Ma bref, hei gëtt och nach ëmmer weider un enger grousser TVA-Reform geschafft, datt ännert awer näischt drun, datt hei punktuell Ännerungen gemaach ginn.

Jo, grouss Reforme kënnen vill veränneren, mee kleng Upassungen och Groussen beweegen. D'Piraten ënnerstëtzen duerfir des spezifesche Dispositiounen, fir d'Reegele vun der TVA op internationalem Niveau tëschenzäitlech punktuell ze harmoniséieren an domadder och bei deene Karusseller a Cum-Ex-, Cum-Cum-Prozeduren - a wéi se all heeschen - weider no vir ze kommen an déi an Zukunft progressiv ze verhéieren.

Ech denken, dat ass déi richteg Pist, dat sollt mer maachen, an duerfir ënnerstëtze mir dese Projet.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Merci, Här President. Ech freeë mech,

Le saviez-VOUS ?**COMPTE RENDU**

Le compte rendu est une publication de la Chambre des Députés qui reproduit dans leur intégralité toutes les interventions faites lors des séances plénières de la Chambre des Députés. Il contient par ailleurs un résumé des textes législatifs adoptés, les questions posées aux membres du Gouvernement et les réponses reçues ainsi qu'un aperçu général des activités de la Chambre des Députés. Le compte rendu est distribué gratuitement en tant que supplément des quatre principaux quotidiens à tous les ménages. Il peut être consulté en ligne sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Séances publiques - Comptes rendus des séances.

RÈGLEMENT DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Le Règlement de la Chambre des Députés est adopté par celle-ci et publié au Journal officiel. Il détermine l'organisation de la Chambre et son fonctionnement et en définit les procédures.



dass mer hei Unanimitéit hunn. Merci fir d'éischt un de Guy Arendt fir de schrëftlechen a mëndleche Rapport.

Ech ginn elo net op déi technesch Detailler an, mee ech mengen, de Point commun vun de verschiddene Mesuren, déi hei geholl ginn, ass follgenden: Et ass deen, bei komplizéierten Operatiounen, déi triangulaire sinn, déi iwwer méi Länner ginn, dass do méi Clartéit geschaaft gëtt an dofir och gesécher gëtt, dass d'TVA bezuelt gëtt. An doriwwer kënnen mer eis nëmme freeën.

Wat elo d'Zertifikater vum Gas a vum Elektreschen ubelaangt, do geet et drëms, an fait Frauden ze verhënneren. An dat geschitt heimmadder, dass een eng Autoliquidatioun virgesäit, wat eng Exceptioun ass.

Erlaabt mer da vläicht, just e Wuert ze soen effektiv, dass dat heiten eng punktuell Revisioun vun den TVA-Bestëmmungen ass. D'TVA ass jo par essence eng europäesch indirekt Besteuerung, wou d'Reegelen allegueren déi selwecht an alle Länner sinn. An et gëtt de Moment vun der Kommissioun un enger gréisserer Reform geschafft. An an där sinn eng Rëtsch wichteg Elementer, déi an d'Diskussioun komme wäerten, déi natierlech vill méi grouss Changementer mat sech bréngen wéi déi heite punktuell Reform.

Ech freeë mech awer, dass mer dat heite konnten elo relativ séier ëmsetzen an doduerch natierlech méi TVA erakréien an d'Frauden domadder reduzéieren.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Finanzminister.

D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7446. Den Text steet am Document parlementaire 7446⁵.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7446 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi ass mat 60 Jo-Stëmmen eestëmmeg ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Françoise Hetto-Gaasch), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz, Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Diane Adehm) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. Max Hahn) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot (par M. Yves Cruchten), Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Josée Lorsché), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

9. 7463 - Projet de loi relatif à l'acquisition du complexe B de la Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck

Eise leschte Punkt vun eisem Ordre du jour ass de Projet de loi 7463 iwwert de Kaf vun Gebai Cité policière Grand-Duc Henri, Kalchesbréck, Komplex B. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schon ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Yves Cruchten, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Jeff Engelen an den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun deemem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, den effentlechen Déngscht wiest. Am Staatsbudget

fir d'Joer 2020 sinn net manner wéi 1.830 nei Posten an der Fonction publique virgesinn, ouni déi ze vergiessen, déi net besat konnte ginn. Dat ass schon impressionnant.

E groussen Deel vun deene Poste komme prioritär am Enseignement, an de Centres pénitentiaires a bei der Police bäi. Mir wëssen, wann de Staat säin Effectif an d'Luucht schrauft, da wiest och gläichzäiteg d'Bedürfnis u Gebaier a Büroflächen. A genau em déi Bürofläche geet et bei deemem Gesetzesprojet.

Léif Kolleeginnen a Kolleegen, de Gesetzesprojet 7463 ass net dee gréisste Projet a verlaangt sécherlech net deen detailléiertste mëndleche Rapport, mee fir eis Police ass dese Projet alles, mee sécherlech net grad deen onwichtigsten. Nodeems de Staat schon 2015 de Komplex A vun der Cité policière Grand-Duc Henri op der Kalchesbréck kaaft huet, soll d'Regierung nämlech mat deemem Text d'Erlabnis kréien, fir elo och kënnen d'Gebai niewendrun, also de Komplex B, ze kafen, an dat zum Präis vun 108 Milliounen Euro.

Erlaabt mer e puer Wuert zu där Acquisitioun. De Staat huet schon d'lescht Joer, fir genee ze sinn den 12. Oktober 2018, e Contrat de bail ofgeschloss, fir de Komplex B ab enn dëses Joers ze lounen. An deem nämlechte Kontrakt huet de Staat dann och eng Kafoptioun ausgehandelt. Eng Kafoptioun, déi d'Regierung mat deemem Projet de loi wëllt zéien.

De Komplex B ass e Gebai mat enger Bürofläche vun e bësse méi wéi 1.400 Meterkaree. Derbäi kommen dann nach Archiven an Annexe vu ronn 4.000 Meterkaree. D'Gebai huet 467 Parkplazen, dovunner ronn 400 am Gebai selwer an de Rescht baussent dem sougenannte Komplex B.

Här President, an der Kommissioun krute mer vun de Verrieder vum Finanzministère gesot, dass et ëmmer manner evident géif ginn, an der Stad a ronderëm d'Stad nach Bürofläche fir d'effentlech Hand oder aner administrativ Servicer ze fannen, scho guer net zu engem räsonabele Präis. D'Grënn sinn déi nämlechte wéi déi, déi mer d'ënescht beschwat hunn, also wéi um Wunnensmaart. Et géif ee sech duerfir iwwerleeën, fir an Zukunft, wa méiglech, méi ze dezentraliséieren, sief dat a Richtung Süden, also Richtung Esch zum Beispill, oder eeben an den Norden, haaptsächlech an d'Nordstad.

Déi Iddi, erlaabt mer dat ze soen, ass mir natierlech als Deputéierten aus dem Beziirk Norde besonnesch sympathesch. Och an der Finanz- a Budgetkommissioun hu meng Kolleeginnen a Kolleegen, ob Majoritéit oder Oppositioun, ausser ech géif mech elo fundamental ieren, positiv dorobber gelaut.

Dëst gesot, verweisen ech fir d'Detailler zu deemem Projet de loi gären op mäi schrëftleche Rapport a ginn dann och heimmadder den Accord vu menger Fraktioun. Ech soen lech, Dir Dammen an Dir Hären, villmools Merci fir d'Nolauschteren a wënschen der Police elo scho vill Spaass beim Plënnereen.

(Hilarité)

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth ageschriwwen.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci, Här President. D'CSV wäert dese Gesetzesprojet matstëmmen, well et eng Symbios ass zwëschent engem besteende Gebai, dat d'Police schon occupéiert a wou se dat hei eigentlech als complémentaire kann ugesinn.

Ech wëll awer drun erënneren, dass mer hei iwwer 108 Milliounen Euro ofstëmmen. Also 108 Milliounen Euro - mir hunn de Mëtten iwwer Immobilie geschwat -, dat entsprécht dem Géigewäert vun iwwer 100 Eefamiljenhaiser. Iwwer 100 Eefamiljenhaiser!

► **M. Guy Arendt (DP).**- Zu Mamer.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Net zu Mamer. Och op anere Plaze vun dem Land, wann Der de Gesamtpräis mataberechent, Här Arendt. Ech mengen, och bei lech an der Gemeng.

Mir sinn awer fundamental ...

► **M. Guy Arendt (DP).**- Et muss ee jo awer nach e bësse Spaass verdroen, Här Roth.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Mir si fundamental ...

► **M. Claude Haagen (LSAP).**- Awer net, wa Mamer am Spill ass.

(Hilarité)

(Coups de cloche de la présidence)

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Mir sinn awer fundamental der Meinung, Här President, dass een onofhängeg vun deem Kaf hei muss en In-

ventaire emol eng Kéier maachen, vläicht och zesumme mat der Finanzkommissioun vun dem Parlament, iwwert dee gesamten Immobilienpark, deen de Staat an aner Établissements publiques vum Staat an hirem Besëtz hunn.

An doriwwer eraus si mir och der Meinung, dass de Staat sollt eigentlech fir d'Zukunft op Plazen dezentral am Land, awer och an der Péripherie vun der Stad nei Bürosgebaier opriichten. Et huet emol eng Kéier e Mann, deen haut leider verstuerwen ass, deem ech awer vill politesch ze verdanken hunn, gesot: „Als Gemeng baus de ni ze kleng.“ An dat, wat fir d'Gemeng stëmmt, mengen ech, stëmmt och fir de Staat. Wa mer e Staat sinn, wou all Joers 12.000 bis 13.000 nei Leit an d'Land wunne kommen, jo, da brauchen och d'Verwaltungsmei Effectiffer - wa mer se da fannen. A virun allem brauchen déi Effectiffer och appropriéiert Raimlechkeiten.

Dat gesot, ginn ech d'Zoustëmmung vun der CSV-Fraktioun zu deemem Gesetzesprojet.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Yves Cruchten.

► **M. Yves Cruchten (LSAP).**- Merci, Här President. Ech maachen et ganz kuerz. Ech soen dem Rapporteur, dem Här Bauler, villmools Merci an ech ginn d'Zoustëmmung vu menger Fraktioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Cruchten. An da wier et un der honorabelen Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Merci, Här President. Mir ginn natierlech dem Här Gilles Roth Recht, wann e seet, 108 Milliounen wäeren e stolze Präis. Dat ass et effektiv. Et ass en deiere Präis, dee mer bezuelen. Mee mir si ganz kloer der Meinung, dass dat do eng ganz gutt Investitioun ass. A mir sinn och prinzipiell iwwerhaapt iwwerzeegt dovun, dass grouss effentlech Gebaier an d'effentlech Hand solle geroden, wann et méiglech ass. Émsou méi wa se sennvoll genotzt kënnen ginn, wéi an deemem Fall, a wa se awer och da virun der Spekulation kënnen geschützt ginn, doduerch dass de Staat Proprietär dovou bleift.

An deemem Fall ass dat eng sennvoll Notzung. Mir wëssen, dass de Policecorps wäert wuesen. Dat ass jo och de Wëlle vun der Regierung, fir méi Sécherheet am Land ze garantéieren a méi Police um Terrain ze hunn.

Mir mengen awer och, wann de Staat Proprietär vun deemem Gebai ass, dass dann d'Planungssécherheet fir déi zukünfteg Notzung wäert garantiéiert ginn an dass et awer och méiglech wäert ginn, dat Gebai energieetesch ze sanéieren, ze renovéieren, esou wéi d'Krittäre vun haut et verlaangen.

An deemem Sënn ënnerstëtze mer des Decisiounen voll a ganz. An ech wëllt dann awer och nach dem Här Bauler Merci soe fir säi gudden, explizite Rapport, deen en eis haut nach eng Kéier geliwwert huet.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Lorsché. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den honorabelen Här Jeff Engelen.

► **M. Jeff Engelen (ADR).**- Merci, Här President. Dir Dammen, Dir Hären, ech mengen, wann een de Komplex A hëlt, muss een och de Komplex B kafen. Dat läit iergendwéi op der Hand, trotz deenen 108 Milliounen, déi engem wéidinn, an trotz deem, dass et erm alles zentraliséiert gëtt. Wann Der an den Norde komm wiert, ech mengen, de Claude Haagen gëtt mer Recht, do wier et weesentlech méi bëlle ginn an et wier och manner Mobilitéit an der Stad ginn.

Sou, mee domadder ginn ech den Accord vun eiser Fraktioun.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Engelen. Leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen ...

(Exclamations)

Gutt. Elo ass jiddwereen nach eng Kéier waakreg ginn zu fortgeschrittener Stonn. Wien A seet, muss och B soen. Deementspriedend ass dat heiten d'logesch Konsequenz vun der Acquisitioun vum Komplex A deemools.

Mir begrëssen et, dass d'Police duerch des Acquisitioun déi néideg Raim kritt, fir hire Besoine gerecht ze ginn, fir hir Missioun kënnen ze exekutéieren. An deementspriedend gi mir och eisen Accord zu deemem Projet.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement. D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramagna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramagna, Ministre des Finances.**- Merci, Här President. Ech soen dem honorabelen Deputéierten André Bauler Merci fir de Rapport. An ech freeë mech, dass mer hei Unanimitéit kënnen hu fir de Kaf vun deemem Gebai, deen der Police zeguttkënt.

Ech kann lech och soen, et ass e qualitativ héichwärtet Gebai. Et ass och e Gebai, wat de Besoine vun der Police entsprécht. A mir wëssen, wéi wäertvoll eis Police eis ass. A mir wëssen och, dass mer d'Police wëllen an deenen nächste Jore verstärken, souwuel an der Zuel vu Leit, mee och an der Qualitéit vun de Prestatiounen, déi se kënnen bidden. An dat wäerte mer mat deemem Gebai kënnen maachen.

Effektiv ass déi Ziffer eng héich. Mee dat heiten ass en Investissement, dat hei si keng Depensen a lafend Käschten. An doduerch, dass mer et kafen, an ech mengen, als Finanzminister ass et mäi Rôle, fir dat ze ënnersträchen, gëtt dat eis méi bëlle, wéi wa mer et géife lounen.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Finanzminister.

D'Diskussioun ass ofgeschloss a mir kommen zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7463. Den Text steet am Document parlementaire 7463³.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7463 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmmen. Duerno de Vote par procuration. De Vott ass heimat ofgeschloss.

De Projet de loi 7463 ass mat 58 Jo-Stëmmen bei kenger Nee-Stëmm a kenger Abstentioun ugeholl.

Résultat définitif après redressement : le projet de loi 7463 est adopté à l'unanimité des 60 votants.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp (par M. Laurent Mosar), MM. Emile Eicher (par Mme Diane Adehm), Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert (par M. Serge Wilmes), M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par M. Marco Schank), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par M. Aly Kaes) et Michel Wolter (par Mme Martine Hansen) ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer (par M. André Bauler) ;

MM. Marc Angel, Dan Biancalana, Alex Bodry, Mme Tess Burton, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy (par Mme Stéphanie Empain), Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen, Fernand Kartheiser et Roy Reding (par M. Jeff Engelen) ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen ;

MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

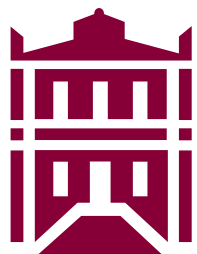
Domat si mer um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 3., 4. a 5. Dezember virgesinn. D'Sitzung vun haut ass opgehuewen.

(La séance publique est levée à 17.40 heures.)

Le saviez-VOUS ?

RAPPORTEUR

Le rapporteur est le membre d'une commission de la Chambre des Députés chargé de présenter devant celle-ci en séance publique le rapport de la commission sur un texte.



Présidence : M. Fernand Etgen, Président

Sommaire

1. Ouverture de la séance publique

- M. Fernand Etgen, Président

2. Communications

- M. Fernand Etgen, Président

3. Ordre du jour

- Mme Martine Hansen - M. Fernand Etgen, Président

4. Hommage à M. Marc Angels

- M. Fernand Etgen, Président

5. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

- M. Fernand Etgen, Président - Mme Francine Cloeser

6. Changements de composition d'un organe de la Chambre des Députés

- M. Fernand Etgen, Président

7. Changements de composition de commissions parlementaires

- M. Fernand Etgen, Président

8. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales

- M. Fernand Etgen, Président

9. Heure de questions au Gouvernement

Question n° 79 du 3 décembre 2019 de Mme Martine Hansen relative à l'étude PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- Mme Martine Hansen - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 80 du 3 décembre 2019 de M. André Bauler relative aux maîtres de stage dans la formation des futurs médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé

- M. André Bauler - M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé

Question n° 81 du 3 décembre 2019 de M. Sven Clement relative à la publication en ligne du « Reider » communal, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

- M. Sven Clement (interventions de M. Eugène Berger et M. Fernand Kartheiser) - Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur

Question n° 82 du 3 décembre 2019 de M. Dan Biancalana relative au rapport de l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies, adressée à M. le Ministre de la Santé

- M. Dan Biancalana - M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé

Question n° 83 du 3 décembre 2019 de M. David Wagner relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

Question n° 84 du 3 décembre 2019 de M. Georges Mischo relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

et

Question écrite n° 1558 du 3 décembre 2019 de Mme Djuna Bernard et de Mme Josée Lorsché relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

- M. David Wagner - M. Georges Mischo - Mme Djuna Bernard - M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (intervention de M. le Ministre Étienne Schneider)

Question n° 85 du 3 décembre 2019 de Mme Stéphanie Empain relative aux récentes prises de position de divers syndicats, adressée à M. le Ministre délégué à la Défense et

Question n° 86 du 3 décembre 2019 de M. Gilles Roth relative au respect de la convention OIT sur les relations de travail dans la fonction publique de 1978, adressée à M. le Ministre délégué à la Défense

- Mme Stéphanie Empain - M. Gilles Roth - M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense (interventions de M. Gilles Roth)

Question n° 87 du 3 décembre 2019 de M. Laurent Mosar relative à l'intégration du numérique dans le domaine de la santé et à la protection des données des patients, adressée à M. le Ministre de la Santé

- M. Laurent Mosar - M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé (intervention de M. Laurent Mosar)

Question n° 88 du 3 décembre 2019 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la mise en œuvre de la stratégie « Rifkin », adressée à M. le Ministre de l'Économie

- M. Mars Di Bartolomeo - M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie

Question n° 89 du 3 décembre 2019 de M. Charles Margue relative aux « Principes for Responsible Banking » de l'UNEP Finance Initiative, adressée à M. le Ministre des Finances

- M. Charles Margue - M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances

10. Question élargie n° 20 de Mme Martine Hansen relative à l'implantation d'un centre de données par Google à Bissen

- Mme Martine Hansen - M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - Mme Martine Hansen - M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie - M. François Benoy - Mme Martine Hansen

11. 7372 - Projet de loi portant modification :

1° en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP) de

a) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;

b) la loi modifiée du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle ;

c) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

2° de la loi du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance

- Rapport de la Commission des Finances et du Budget : M. André Bauler

- Discussion générale : M. Gilles Roth (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. Franz Fayot - Mme Josée Lorsché - M. Roy Reding (intervention de M. Mars Di Bartolomeo) - M. David Wagner - M. Sven Clement - M. André Bauler

- Prise de position du Gouvernement : M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances (intervention de M. Mars Di Bartolomeo)

- Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

12. Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques

- M. Fernand Etgen, Président

- Vote

Au banc du Gouvernement se trouvent : M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre ; M. Romain Schneider, M. Pierre Gramegna, M. Claude Meisch, M. Marc Hansen, M. Claude Turmes, Mme Taina Bofferding et M. Henri Kox, Ministres.

(La séance publique est ouverte à 14.31 heures.)

1. Ouverture de la séance publique

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech maachen d'Sitzung op. Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

► **M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre.**- Dat ass net de Fall, Här President.

2. Communications

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech hu follgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

Éischtens, d'Lëscht vun den neie parlamentareschen Ufroen a vun den Äntwerten ass um Büro deponéiert.

Zweetens, d'Lëscht mat de Petitiounen, déi säit der leschter Sitzung deponéiert goufen, ass och verdeelt ginn.

Communications du Président - séance publique du 3 décembre 2019

1) La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2) Les demandes de pétition publique suivantes ont été déposées :

1438 - Demande de pétition publique : No der Arméi bei d'Police!

Dépôt : Tamara Gorges, le 19.11.2019

1439 - Demande de pétition publique : Venir en aide à l'Église pour la catéchèse, rémunération des catéchètes, donner le choix aux enfants dans les écoles de suivre un cours de religion

Dépôt : Anna Lolaico, le 20.11.2019

1440 - Demande de pétition publique : Pour une baisse de prix de l'immobilier au Luxembourg

Dépôt : Liam Ferreira Da Silva, le 21.11.2019

1441 - Demande de pétition publique : Repousser de 60 à 70 ans l'examen médical obligatoire pour obtenir la prolongation de son permis de conduire

Dépôt : Patrice Pellet, le 24.11.2019

1442 - Demande de pétition publique : Pour que les transports en commun (Bus, Tram) soient limités à 40 km/h dans le centre-ville de Luxembourg et les grandes agglomérations

Dépôt : Benjamin Wozniak, le 26.11.2019

1443 - Demande de pétition publique : Privilégier l'insertion des jeunes résidents dans le monde du travail par rapport aux reconversions professionnelles et aux frontaliers

Dépôt : Robert Contignon, le 28.11.2019

1444 - Demande de pétition publique : Inventus !

Dépôt : David Da Costa, le 28.11.2019

1445 - Demande de pétition publique : Blutspenden och fir LGBT (Lesben, Gays, Bisexuell an Transgender)

Dépôt : Liridon Haxha, le 28.11.2019

1446 - Demande de pétition publique : Pétition pour un soutien financier immédiat des commerces de proximité et des indépendants du quartier Gare de la Ville de Luxembourg

Dépôt : Maddalena Oliva, le 29.11.2019

1447 - Demande de pétition publique : Instauration d'un péage urbain

Dépôt : Alexandre Krawczykowski, le 01.12.2019

1448 - Demande de pétition publique : Grundsätzliche Kostenübernahme einer Vollnarkose für umfangreiche Zahnbehandlungen bei unkooperativen Kindern unter acht Jahren durch die CNS/Prise en charge de base des coûts d'une anesthésie générale pour soins dentaires étendus chez des enfants non coopératifs en dessous de huit ans par la CNS

Dépôt : Tanja Stielke, le 01.12.2019

3. Ordre du jour

Den ofgeännerten Ordre du jour, esou wéi d'Presidentekonferenz e virschléit, ass lech zougestallt ginn. Ass d'Chamber mat dësem Ordre du jour averstanen?

D'Madamm Hansen freet d'Wuert.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President. Ech wëll lech hei just nach eng Kéier eis Onzefriddenheet matdeelen, wéi den Ordre du jour festgehal gëtt. Dës Woch hu mer just een Dag. Mir hätten also gutt Zäit! An dofir kënne mer net verstoen, datt déi ganz Klimadiskussioun iwwert de Klima- an Energieplang an eis Interpellatioun alles an déi lescht Woch vum Budget gedrätscht gëtt. D'Klima ass e wichtege Punkt, an do sollte mer eis Zäit huelen.

A virun allem huet mech awer u sech Är Äntwert, Här President, rose gemaach, wéi ech d'Interpellatioun gefrot hunn. An ech hu mer dat och opgeschriwwen, wat Der gesot hutt. Dir hutt gesot: „Dir frot d'Interpellatioun elo. D'Regierung wëllt net, datt mer d'Interpellatioun festhalen, dat heescht, si fënnt während de Budgetsdebatte statt.“

Här President, ech hunn ëmmer gemengt, d'Chamber wär d'Haus vun der Demokratie an d'Haus vun de Gewielten an net d'Haus vun der Regierung. An ech erwaarde mer definitiv, datt mer an Zukunft en aneren Émgang mat den Deputéierten an deem Sënn hunn.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Madamm Hansen. Ech wëll kloer a prezis soen, datt d'Presidentekonferenz den Ordre du jour festgehal huet an eeben och den Ordre du jour, esou wéi en elo der Chamber virgeluecht ginn ass, decidéiert huet.

► **Mme Martine Hansen (CSV)**.- Ech wëll just nach eng Kéier soen, dass Dir dat doten an der Presidentenkonferenz gesot hutt.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Ech huelen Akt vun Ärer Deklaratioun.

4. Hommage à M. Marc Angel

Léif Kollegeinnen a Kollegen, Dir Dammen an Dir Hären, elo gläich gëtt eng nei Deputéiert vereedeegt, well virun een Deputéierten dëst Haus fräiwëlleg verlooss huet, fir aner Erausforderungen unzuhuelen. Wéi Dir wësst, gëtt de Marc Angel Europadeputéierten. Als iwwerzeegten Europäer passt d'Europaparlament ganz gutt bei hien.

De Marc Angel mécht scho laang Politik. Hien ass zanter 1984 Member vun der LSAP, zanter 1994 Member am Stater Gemengerot an zanter 2004 Deputéierten an der Chamber. Hien ass, wéi hie selwer mol gesot huet, souzesoen an d'Politik eragebuert ginn. Sāi Papp, den Dokter Robert Angel, war zéng Joer laang Deputéierten an iwwer 20 Joer Member am Stater Gemengerot.

D'Decisioun, fir an d'Politik ze goen, huet de geléierten Diplomiwwersetzter no senge Studien zu Wien geholl. De Marc Angel huet an der Gemengepolitik ugefaang, déi him nach ëmmer um Häerz louch, an ass dunn 2004 Member vun der Chamber ginn.

An deene leschte 15 Joer huet de Marc Angel eng exzellente Aarbecht an der Chamber geleescht. D'Aussen- an d'Europapolitik zitt sech wéi e roude Fuedem duerch seng Karriär am Parlament. Esou war hie vun Ufank u Member vun der aussepolitischen Kommissioun an zanter 2013 President vun dëser. An all där Zäit huet hie sech virun allem fir europäesch Dossiere staark gemaach an et kann een hien ouni Zweifel als Expert op dësem Gebitt bezeichnen.

Dernieft war hien an dëser Legislatur a villen internationale Gremien aktiv an zum Beispill och President vun der Lëtzebuurger Delegatioun an och Tresorier bei der parlamentarescher Assemblée vun der NATO, President vun der Lëtzebuurger Delegatioun bei der interparlamentarescher Assemblée vum Benelux a President vun der Delegatioun bei der COSAC. An dësen internationalen Assembléeën huet hie sech iwwer d'Joren en Numm gemaach. Hie war bekannt a beléift bei deenen aneren Delegatiounen.

De Marc Angel war op alle Gebidder, déi eis Strategie vun den dräi D - Diplomatie, Developpement, Defense - an der Aussepolitik ausmaachen, immens aktiv.

Hei am Haus war de Marc Angel awer och nach Member an de parlamentaresche Kommissiounen vun der Famill, Affaires intérieures a Chancëgläichheet, Mëtzelstand an Tourismus, Économie, Institutiounen, Gesondheet a Sport, bannenzeg Sécherheet an Defense. Et ass eng laang Lëscht vu Kommissiounen, an deenen hien an all deene Jore matgeschafft huet.

De Marc Angel schreift Kompromëss mat engem grouse K an d'Häerz ass op der richteger Plaz.

Marc, däi Wëssen an der Aussen- an Europapolitik, däin Engagement an däi Fläiss, deng Disponibilitéit, awer och däin angeneemt, jo, souguer häerzlecht Wiese wäerten eis feelen. Mee mir si sécher, dass déi elo op enger anerer wichteger Plaz an den Asaz kommen. Mir wënschen Dir vun hei aus ganz vill Satisfaktioun an Erfolleg bei denger neier Tâche als Europadeputéierten.

Merci Marc.

(**Applaudissements**)

5. Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés

A sengem Bréif vum 28. November 2019 huet den Här Marc Angel matgedeelt, dass hie vum 2. Dezember dëses Joers un op säin Deputéiertmandat verzicht.

Esou wéi den Artikel 167 vum Walgesetz et virgesäit, muss e Suppleant op der Lëscht vun der LSAP aus dem Walbezierk Zentrum dozou opgeruff ginn, fir dat Mandat, dat fräi gouf, weiderzeféieren.

D'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren huet eng Reiefolleg vun de Suppleantë festgeluecht, déi den 30. Oktober 2018 vun der Chamber ugeholl ginn ass.

Dëser Reiefolleg no ass den éischte Suppleant d'Madamm Francine Closener.

Esou wéi den Artikel 6 (3) vum Chambersreglement et virgesäit, ass et d'Chamber, déi d'Gültgkeet vun de Pouvoiren vum Suppleant

kontrolléiert, am Fall wou keng Zweifel a keng Contestatiounen, wat d'Wielbarkeet vum Suppleant oder wat d'Inkompatibilitäten duerch Verwandtschaft oder Bestietnes ugeet, bestinn.

Den zweeten Alinea vum Artikel 6 (3) preziséiert och nach, dass d'Kommissioun fir d'Iwwerprüfung vun de Pouvoiren nëmme da muss zesummekommen, wann et esou Zweifel oder Contestatiounen géife ginn.

D'Artikele 6 (2) an 3 (1) vun eise Reglement sinn agehale ginn, andeems d'Madamm Francine Closener virum 29. November 2019 um 18.00 Auer, also véier Deeg virun dëser Sitzung, folgend Piëcen ofginn huet:

- eng Kopie vun hirer Carte d'identité, fir ze beweisen, dass si Lëtzebuurgerin ass an 18 Joer huet;

- e Certificat de résidence, fir ze beweisen, dass si am Grand-Duché leeft, souwéi

- eng Deklaratioun op d'Éier, dass keng Inkompatibilitäten duerch Verwandtschaft oder Bestietnes bestinn. Mat dëser Deklaratioun erkläert si, dass si net Famill am éischte Grad oder am zweete Grad mat engem Deputéierten ass, net mat engem aneren Deputéierten bestuet ass an net iwwer d'Bestietnes mat engem aneren Deputéierten am éischten oder am zweete Grad Famill ass.

Mat der Awëllegung vun der Madamm Francine Closener huet de Parquet général der Chamber d'Conclusiounen iwwert déi fënnf Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, matgedeelt.

De Parquet général huet ënnersicht, dass d'Madamm Francine Closener hir zivill a politesch Rechte besëtzt, zu kenger krimineller Straf verurteilt gouf, net strofgerichtlich duerch eng Verurteilung hiert Walrecht verluer huet, net duerch eng Verurteilung hir Wielbarkeet verluer huet an net ënner Momperschaft steet.

Et ergëtt sech aus de genaue Kontrollen op de gesamte Piëcen, dass:

a) d'Madamm Francine Closener d'Konditiounen, wat d'Wielbarkeet ugeet, erfëllt, esou wéi se an den Artikelen 52 an 53 vun der Verfassung an an den Artikelen 127 an 128 vum Walgesetz virgesi sinn;

b) d'Madamm Francine Closener vu kenger Inkompatibilitéit duerch Verwandtschaft oder Bestietnes betraff ass, esou wéi et am Artikel 131 vum Walgesetz steet.

D'Pouvoiren vun der Madamm Francine Closener sinn deemno gültig.

Ass d'Chamber mat dëser Conclusioun averstanen?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

Ech géif lech bieden, d'Madamm Closener eranzueruffen.

Madamm Closener, ech bieden lech, den Eed ze leeschten, esou wéi en am Artikel 57 vun eiser Verfassung virgesinn ass, an dee folgende Wuertlaut huet: « Je jure fidélité au Grand-Duc, obéissance à la Constitution et aux lois de l'État. »

Hieft wannechgelift déi riets Hand, fir den Eed ofzeleeën, a sot no mir: « Je le jure. »

► **Mme Francine Closener (LSAP)**.- Je le jure.

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Ech ginn Akt vum Eed vun der Madamm Francine Closener.

Madamm Closener, Dir sidd elo zum Member vun der Chamber proklaméiert. Meng Felicitatiounen!

(**Hilarité**)

An ech ginn lech direkt d'Wuert.

► **Mme Francine Closener (LSAP)**.- Här President, léif Kollegeinnen a Kollegen, virun net grad 25 Joer souz ech eng éischte Kéier do uewen op der Tribün als frësch gebake Journalistin an hu mer gesot: Hei gëtt also Politik gemaach. Hei ginn déi grouss an déi manner grouss Decisiounen fir eist Land geholl. Hei ginn d'Gesetze diskutéiert a gestëmmt. Zanterhier huet d'Politik mech net méi lassgelooss.

Ech hu se observéiert a kommentéiert. Viru sechs Joer hunn ech du selwer de Schrëtt an d'Politik gewot, dee mech an d'Regierung gefouert huet. An haut sinn ech frou an houfreg, fir Member vum Parlament ze ginn, d'Successioun vum Marc Angel ze iwwerhuelen, deen de Garant ass vun enger kompetenter a sozialer Politik am Europaparlament. Marc, ech weess, dass émmer op dech Verlooss ass.

Ech hu mer dee Schratt, fir dëst Mandat unzuhuelen, ganz gutt iwwerluecht. Déi Aarbecht, déi ech an de leschte Méint nämlech gemaach hunn, läit mer staark um Häerz, fir Lëtzebuerg

an der Welt besser a richtig duerzustellen. Wa mer eis nämlech net selwer ëm eisen eegenen Image, ëm eis eege Reputatioun no bausse këmmere, da maachen anerer dat fir eis, an déi hu bestëmmt net ëmmer d'Interessie vun de Leit vu Lëtzebuerg am Sënn.

Déi Aarbecht fir eng koordinéiert a gläwiedeg Promotioun vu Lëtzebuerg a sengem Image de marque muss weidergoen. Mee ech sinn nu mol e politesch Mënsch. A wéi de Willy Brandt et richtig sot: „Dee beschte Wee, fir d'Zukunft virauszesoen, ass deen, déi Zukunft selwer ze gestalten.“ Ech kréien elo hei d'Geleeënheet, fir matzegestalten, an dat virun allem a Beräicher, déi mir perséinlech ganz wichteg sinn.

Éischtens an der Educatioun. Wat kann et méi Wichtige ginn? D'Investitiounen an d'Bildung vun eise Kanner sinn Investitiounen an eis a virun allem an hir Zukunft. Sécher, et si vill gutt Reformen an de leschte Joren an der Schoul gemaach ginn, mee als Mamm vun zwee Kanner weess ech och, dass um Terrain nach net ëmmer alles ganz optimal leeft. An och déi nei mëttelméisseg PISA-Resultater kënnen eis net kalloossen.

Et ass d'Aufgab vun der Politik, derfir ze suergen, dass d'Leierpersonal déi Moyene kriit, déi néideg sinn, fir gär an domadder och gutt Schoul ze halen. An ech schwätzen do vun essenzielle Kaderbedéngungen, net vu Privileegien.

Meng zweet Prioritéit ass d'Wirtschaft, ee vun den dräi Piliere vun enger nohalteger Entwécklung. Wéi erhalte mer eise Wuelstand a ginn an engems anescht, besser mat eise Ressourcen ëm, mat eiser Ëmwelt? Wéi begleede mer d'Digitaliséierung mat hirem enormen Impakt op d'Berufswelt, op d'Gesellschaft? A wéi erhalte mer eise soziale Fridden? Schwiereg Froen, op déi et keng einfach Äntwerte gëtt.

Drëtt Thema: d'Gläichstellung vu Fraen a Männer. Nee, se ass net erreecht. Jo, de gliesene Plaffong, dee gëtt et nach. An d'Gewalt doheem, déi zu iwwer 90 % Fraen trëfft, dat ass keng Privatsaach an dat dierf net mat Fatalismus hïgeholl ginn. De Kampf dergéint muss a mengen Aen eng Prioritéit sinn, och fir dëst Haus.

Kollegeinnen a Kollegen, mir liewen a schwieereg Zäiten. Déi grouss Katastrophen aus dem 20. Joerhonnert an hir Ursache schéng vergiess. Op ville Plazen an der Welt an och hei am Land gëtt nees dat haart gesot, wat 75 Joer laang tabu war. Nei Feindbiller ginn erugezillt, einfach Léisungen op schwiereg Problemer versprach. Dat ass ee ganz geféierlecht Spill, op dat mer eis net dierfen alooosen.

► **Une voix**.- Très bien !

► **Mme Francine Closener (LSAP)**.- Här President, mir liewen an enger räicher Gesellschaft, an dach feelt et villen un deem Allernéidegsten. Mënschewierdegt Wunnen a Liewen, soziale Fridden, Bildung, eng gesond Ëmwelt a villes méi si keng Privileegie vun Einzelnen, mee müssen en Acquis si fir jiddwereen.

Dat ass de roude Fuedem, dee sech duerch meng politesch Aarbecht hei am Haus wäert zéien.

Ech soen lech Merci.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

(**Applaudissements**)

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmools, Madamm Closener.

6. Changements de composition d'un organe de la Chambre des Députés

Dir Dammen an Dir Hären, andeems den Här Marc Angel demissionéiert huet, ass e Posten als Member vum Bureau fräi ginn. Et gëtt proposéiert, dass, éischtens, den Här Georges Engel Member vum Bureau soll ginn, an zweetens, dass d'Madamm Lydia Mutsch Membre suppléant gëtt.

Gëtt et soss nach eng Propos, wat de Poste vum Member vum Bureau an dee vum Membre suppléant vum Bureau ugeet?

(**Négation**)

Ech gesinn, dass dat net de Fall ass.

Fir de Poste vum Member vum Bureau gëtt et also esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

Den Här Georges Engel ass domat zum Member vum Bureau proklaméiert. Esou wéi den Ar-

tikel 10 vum Chambersreglement et virgesäit, gëtt de Grand-Duc iwwert dës Zesummesetzung a Kenntnis gesat.

Fir de Poste vum Suppleant vum Bureau gëtt et also och esou vill Kandidaten, wéi et Poste gëtt. Et brauch deemno och hei net ofgestëmmt ze ginn, wann d'Chamber domadder averstanen ass.

Ass d'Chamber domadder averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

(**Assentiment**)

Et ass also esou decidéiert.

D'Madamm Lydia Mutsch ass domat zum Suppleant vum Bureau proklaméiert.

7. Changements de composition de commissions parlementaires

Wat d'Zesummesetzung vun de parlamentaresche Kommissiounen ubelaangt, hunn ech folgend Ofännerunge matgedeelt kritt:

An der Commission des Affaires étrangères et européennes, de la Coopération, de l'Immigration et de l'Asile ersetzt den Här Yves Cruchten den Här Marc Angel an d'Madamm Lydia Mutsch ersetzt d'Madamm Tess Burton fir de Volet „Coopération“.

An der Commission de Vérification des pouvoirs ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel.

An der Commission des Affaires intérieures et de l'Égalité entre les femmes et les hommes ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel fir de Volet „Égalité entre les femmes et les hommes“.

An der Commission de l'Économie, de la Protection des consommateurs et de l'Espace ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel fir de Volet „Protection des consommateurs“.

An der Commission de la Santé et des Sports ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel.

An der Commission des Classes moyennes et du Tourisme ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel.

An der Commission de l'Éducation nationale, de l'Enfance, de la Jeunesse, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ersetzt d'Madamm Francine Closener d'Madamm Tess Burton.

An der Commission de la Sécurité intérieure et de la Défense ersetzt d'Madamm Lydia Mutsch den Här Marc Angel fir de Volet „Défense“.

An der Commission de la Famille et de l'Intégration ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel.

A schliisslech an der Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstanen?

(**Assentiment**)

Dann ass et esou decidéiert.

8. Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales

D'LSAP-Fraktioun proposéiert folgend Ännerungen, wat d'Zesummesetzung vun den Delegatiounen ugeet:

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe ersetzt den Här Claude Haagen d'Madamm Lydia Mutsch.

An der Délégation auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN ersetzt d'Madamm Lydia Mutsch den Här Marc Angel.

An der Délégation auprès de la COSAC ersetzt den Här Yves Cruchten den Här Marc Angel.

An der Délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée interparlementaire Benelux ersetzt d'Madamm Francine Closener den Här Marc Angel.

An der Délégation auprès de la Conférence interparlementaire pour la PESC et la PSDC ersetzt d'Madamm Lydia Mutsch den Här Marc Angel.

A schliisslech gëtt proposéiert, dass den Här Georges Engel als neie Member vum Bureau an

d'Délégation auprès de l'Union interparlementaire, der UIP, genannt gëtt.

Ass d'Chamber mat dësen Ännerungen averstane?

(Assentiment)

Dann ass et esou decidéiert.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

9. Heure de questions au Gouvernement

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Haut de Mëtteg huet d'Chamber eng Froestonn un d'Regierung. Laut Artikel 86 vum Chambersreglement huet den Deputéierten zwou Minuten Zäit, fir seng Fro virzedroen, an d'Regierung huet véier Minuten Zäit, fir drop ze äntweren.

Als Éischt hu mer d'Fro Nummer 79 vun der Madamm Martine Hansen un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'PISA-Etüd. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 79 du 3 décembre 2019 de Mme Martine Hansen relative à l'étude PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Merci, Här President. D'PISA-Etüd ass de Moie virgestallt ginn. An der Pressekonferenz stoung virun allem am Mëttelpunkt erëm eng Kéier d'Rechtfertigungen u sech, firwat dat mer esou schlecht sinn.

Et ass kloer, dat mer, éischtens, net direkt vergläichbar si mat deene meeschte Länner, eebe well vill Kanner mat Migratiounshannergrond hei zu Lëtzebuerg an de Schoule sinn, wéinst eise Multilinguisme an awer och well d'Tester net an eiser Mammesprooch gemaach ginn. Eis Resultater sinn also ënnert dem Duerchschnëtt vun der OECD. Mir wäerten et och schwéier kréien, un d'Spëtzerresultater hei erunzokommen.

Wat awer och kloer ass: Mir kënnen eis Resultater awer vergläiche mat eis selwer. Mee hei huet Lëtzebuerg ganz schlecht ofgeschneiden an deenen dräi Kompetenzen, déi gepréift gi sinn. Am Lieseverständnis hu mer eefel Punkte verluer. D'Lieseverständnis ass wichteg, well een och am digitalen Zäitalter zumindest nach dat muss verstoen, wat ee liest. Mathé: minus zwee Punkten. Science: minus sechs Punkten. Mir sinn iwwerall also méi schlecht gi wéi bei de leschten Tester.

De Minister huet annoncéiert, hie wëllt elo nëmmen nach all zweete Kéier beim Test matmaachen. Dat ass u sech e bëssen e Fortlaffe virun enger Epreuve, virun allem, wann et net duerch eppes aneres ersat gëtt.

Meng éischt Fro also: Wéi soll an Zukunft eise Schoulsystem evaluéiert ginn am internationale Verglach? De Minister hat d'lescht Joer annoncéiert, mat anere vergläichbare Länner oder Stied zesummenzeschaffen. Ass hei schonns eng Kollaboratioun un Lafen? Ginn hei och Vergläichstester gemaach?

Am Mëttelpunkt vun den Diskussiounen misst awer stoen: Wéi kréie mer eise Schoulsystem verbessert?

Wat ënnerhëlt de Minister, fir dat d'Kompetenze vun de Schüler sech net weider verschlechteren? Ginn d'Resultater am Detail analyséiert? Gëtt en Aktiounsplang mat Mesurë festgehalen, fir eeben d'Resultater ze verbesseren? An anere Länner gëtt dat gemaach. Hei zu Lëtzebuerg ass dat u sech esou nach ni gemaach ginn. Fir eis wär et eebe wichteg, den Challenge unzegoen an net de Kapp an de Sand ze stiechen.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hansen. De Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend, den Här Claude Meisch, huet d'Wuert.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.** - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, Merci och der Madamm Hansen, dat se mer d'Geleehheit gëtt, hei kuerz iwwert d'Resultater vun der PISA-Etüd kënnen ze schwätzen. Mir hunn och gefrot, fir an der nächster Woch mat der Chamberskommissioun eng Kéier do an den Detail kënnen ze goen.

Effektiv, fir direkt op déi Froen ze äntweren, déi ech do eraushéieren hunn: Mir sinn der Meenung, dat den internationale Verglach un

PISA-Niveau all zweete Kéier duergeet, well och dës Kéier erëm bei PISA 2018 sech dat confirméiert huet, wat bei allen Etüden am dräijährige Rhythmus virdrun erauskomm ass: dat mer knapp ënnert der OCDE-Moyenne leien, dat mer eng grouss sozial Ongerechtheet hunn. Dat heescht, dat de sozialen Hannergrond, de sozioekonomeschen Hannergrond vun de Familien dach ganz staark duerchschrëit op d'schoulesch Resultater an dat mer, wat d'Migratioun ubelaangt, dee selwechte Phenomeen do feststellen.

Duerfir si mer der Meenung, dat een net all dräi Joer dat selwecht muss préiwen, mee dat mer méi an de Fong mussen goen. An duerfir hu mer eis jo Strukture ginn, wéi de LUCET zum Beispill, wéi den Observatoire de la qualité scolaire, déi mer chargéiert hunn, fir eeben d'Ursachen dovunner erauszefannen. An ech kann lech soen, dat mer den Observatoire och chargéiert hunn, fir bei Phenomeener, déi à la base och vun deene schlechte Resultater do sinn, wéi zum Beispill den heefege Redoublement, wéi awer och déi Schéier, déi scho ganz fréi an der Schoulcarrière vun de Schüler opgeet, wat mer opgrond vun den Analyse vum LUCET wëssen, nämlech schon am Cycle 2 vun der Grondschoul, erauszefannen, op wat dat baséiert, an dann och deemspriechend Mesuren do kënnen an Zukunft ze huelen.

Ech wëll vläicht och nach soen, dat mer, wat déi regional Vergläicher ubelaangt, effektiv an Diskussiounen si mat einzelne Regiounen, déi comparabel si mat eis, dat heescht, déi och eng grouss Unzéiungskraaft hunn op Kanner, déi mat anere Sproochen an d'Schoule kommen, an och e Ballungszentrum duerstellen an och vum Multilinguisme gepräagt sinn. Do si mer awer nach net ganz zum Ofschluss komm, fir eis do kënnen wierklech systematesch ze vergläichen.

Vläicht kuerz zu de Resultater allgemeng: Et ass jo esou, dat mer, wa mer e bëssen an den Detail ginn, feststellen, dat mer wuel an der Moyenne ënnert der OCDE-Moyenne leien, mee dat mer awer bei deenen 10 % beschte Schüler besser si wéi déi 10 % bescht an der OCDE. Dat heescht: Déi Schüler, déi gutt sinn, déi performéieren absolutt gutt. Mee do, wou mer e grouss Problem hunn, dat ass bei deenen 20 % schlechtesten, soudatt mer eis dann och ganz besonnesch deene mussen unhuelen an analyséieren, wéi dat méiglech ass a wat mer do kënnen maachen.

Duerfir wäerte mer och nach eng Kéier kucken, wéi mer besser mat de Primo-arrivantéi kënnen ëmgoen, wéi mer se besser orientéiert kréien, awer och nach eng Kéier d'Analys maache vun der Voie préparatoire, wéi déi sech muss änneren, fir de Schüler wierklech nach méi staark, wéi dat haut de Fall ass, d'Méiglechkeet ze ginn, an den Enseignement secondaire général kënnen nach eropzekommen an eng aner Karriär kënnen ze maachen.

Dir kennt eis Äntwerten och, déi mer op déi viregt PISA-Etüd ginn hunn, wou mer derfir plädéieren, fir déi Politik weiderzeféieren, nämlech fir de sozialen Ongläichheeten do entgéintzewierken, d'Kanner méi fréi ze féerden, se ganz geziilt och an der Kommunikatioun ze féerden, sproochlech ze féerden, méisproochlech ze féerden.

Dir wësst och, dat mer der Heterogenitéit vun eiser Schoulpopulatioun méi entgéintkomme wëllen duerch eng Diversifizéierung vun eiser schoulescher Offer. An do kann ee sécherlech d'Resultater vun der PISA-Etüd 2018 net huelen, fir déi dote Politik ze moossen, déi an deene leschte fënnel Joer ëmgesat ginn ass. Ech wëll just drun erënneren: 2018 si Schüler getest ginn, déi 15 Joer haten. Déi sinn 2006 an eise Schoulsystem komm, waren 2006 fir d'éischte Kéier also am Precoce. An duerfir, fir déi heite Politik vun haut kënnen ze moossen, wäerte mer warscheinlech op d'PISA-Resultater 2030 mussen waarden.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Meisch. Mir kommen elo zur Fro Nummer 80 vum Här André Bauler un de Gesundheitsminister iwwert d'Maitres de stage an der zukünftiger Formatioun fir Medezinner. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 80 du 3 décembre 2019 de M. André Bauler relative aux maîtres de stage dans la formation des futurs médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé

► **M. André Bauler (DP).** - Merci, Här President. Virausgeschéckt wollt ech soen, dass mer viru Kuerzeng gewuer gi sinn, dass mer an zéng Joer wierklech Enkpäss wäerte kréien, wat d'Zuel vun de Medezinner hei am Land ugeet. An deem Kontext wollt ech eng Fro stellen iwwert d'Ausbildung, d'Formatioun vun de Maitres de stage, déi an der Medezinnerausbildung intervenéieren, iwwert d'Entwécklung

vun hirer Zuel, hire Rekrutement, hir Ausbildung a Weiterbildung an iwwer hir Bezuelung.

Et ass mer nämlech zu Ouere komm, dat et net genuch där Maitres de stage gëtt an dat dowéinst eng Rei Medezinnstudenten an der sougenannter Warteschleife mussen bleiwen. Et wieren och nëmme knapps 20 vu 70 Kandidaten am Kader vun engem Examen-concours fir de Stage ...

(Interruption)

... zougelooos ginn.

Dofir meng Froen: Kann den Här Minister mer Detailler iwwert dës Maitres de stage ginn? Stëmmt et, dat et ëmmer méi schwéier gëtt, där Maitres de stage ze fannen? A wéi kann een hir Aarbechts- a Bezuelbedéngunge méi interessant gestalten?

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bauler. De Gesundheitsminister, den Här Étienne Schneider, huet d'Wuert.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé.** - Merci, Här President. Als Antwort op d'Fro vun honorabelen Här Bauler wëll ech lech fir d'éischt matdeelen, dass d'Maitre-de-stage gereegelt sinn iwwer e Règlement grand-ducal, deen zrëckgeet op de 26. Mee 2004. An deem Règlement grand-ducal stinn eng Rei Konditiounen dran, wéi een zu engem Maitre de stage ka ginn. Ënner anerem natierlech muss een emol fir d'alleréisch autoriséiert sinn, fir iwwerhaupt Medezinner zu Lëtzebuerg dierfen ze sinn.

Et muss een och eng Preuve virleeën, dass ee reegelméisseg Formations continues mécht, well wann ee Maitre de stage soll sinn, da muss een och wëssen, wat de leschte Stand vun der Medezinn ass.

Et muss ee reegelméisseg och Consultatiounen, Visite-médicallé maachen, fir dass de Stagiaire och eppes dovunner huet, vum Maitre de stage. An natierlech dierf een och keng Sanktioun gehat hu vum Collège médical. Dat emol ganz graff, fir ze soen, wat fir Prekonditiounen stinn, fir Maitre de stage kënnen ze ginn.

Et ass esou, dass aktuell 107 Dokter eng Autorisatioun hunn, fir Maitre de stage ze sinn. Wéi d'Evolutioun vun deem Chiffer ass, kann ech lech, leider, net soen, vu dass ech elo keng Zäit hat, dat nozekucken, well déi Chiffer si bei der Uni Lëtzebuerg. Mee dat kënnen mer eng Kéier norechen.

Et ass esou, dass et awer och nach zousätzlech 31 Doktere gëtt, déi als Médecin de stage optriede fir Spezialisatiounen am Spidol, also bei Stagiairen, déi am Spidol hire Maitre de stage brauchen, fir do Spezialist ze ginn.

Et ass och esou, dass de Moment et net schrecklech attraktiv ass fir en Dokter, fir e Maitre de stage ze ginn. Den Dokter kritt laut der aktueller Reglementatioun ronn 200 Euro de Mount pro Stagiaire, deen en huet, wat, mengen ech, net wierklech en Incentive ass, fir déi schwéier Aarbecht awer do ze maachen a virun allem déi wichteg Aarbecht do ze maachen. Dat erkläert warscheinlech och, firwat mer net därmoosse vill där Maitre-de-stagen hunn, déi dat fräiwëlleg maachen.

Et ass awer esou, dass ech zesumme mat mengem Kolleg Claude Meisch deemnächst wäert en Avant-projet de loi iwwert d'Spezialisatioun vun der Medezinn presentéieren. Do gi jo zu Lëtzebuerg elo dräi Spezialisatiounen komplett uegebueden hei op der Uni. Dat ass d'Médecine générale, d'Onkologie an d'Neurologie. An an dem Kontext vun deem Gesetz wäerte mer och de ganze System vum Maitre de stage reforméieren.

Mir wäerten dann och derfir suergen, dass d'Indemnitéite fir d'Maitre-de-stagen adaptéiert ginn, mee och d'Indemnitéite fir d'Stagiairé selwer, also fir d'Dokteren, déi jo awer an engem gewëssene Sënn scho schaffen. An och wäerte mer do an deem Kontext schwätzen iwwert d'Indemnitéite fir d'Spideeler, an deenen esou jonk Dokteren hir Ausbildung da wäerte maachen.

Dat heescht als Äntwert op Är Fro: Mir wëssen, dass et de Moment net ideal ass, mee de Claude Meisch an ech schaffen en engem Projet, deen deemnächst presentéiert wäert ginn, wou mer och deen dote Problem wäerten ugoen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Schneider. An den Här Sven Clement steet scho prett fir d'Fro Nummer 81 un d'Inneministesch iwwert den Onlinereider vun de Gemengen. Här Clement, Dir hutt direkt d'Wuert.

- Question n° 81 du 3 décembre 2019 de M. Sven Clement relative à la publication en ligne du « Reider » communal, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Jo, Merci, Här President. Ech schwätzen dann och iwwer eppes, wat net mat Proklaméieren, mee mat Programméieren ze dinn huet. Dir Dammen an Hären, léif Kollegen, wann eng Biergerin oder e Bierger sech iwwert d'Aarbecht a senger Gemeng informéieren wëllt, da benotzt en dofir an der Reegel de Reider. De Reider ass net, wéi ee mengt kéint, ee Mann oder eng Fra op engem Päerd, deen duerch eis Uertschafte reit, fir d'Leit iwwert d'Geschéien an hirer Gemeng ze informéieren. Nee, d'Wuert Reider, domat ass u sech de Grillage virun enger Tafel gemengt, dee fréier verhënnert huet, dat d'Leit d'Blieder, déi am Reider hounge, bekrozelt oder zerappt hunn.

Haut seet een u sech: „Ech ginn an de Reider kucken“, dat heescht: „Ech kucken duerch dee Grillage op meng Paperassen.“

► **Une voix.** - Très bien !

► **M. Sven Clement (Piraten).** - Wat dann do publizéiert ass, dat kenne mer heibannen alles. Dat sinn d'Mariagen, d'Convocatiounen fir de Gemengerot oder e Gemengesyndikat an aner Detailler, déi fir de Bierger oder d'Biergerin interessant kéinte sinn.

Elo kéint ee jo soen, domat wier et gedoen. D'Gemeng huet fir Transparenz gesuergt an ass hirer Aufgab, d'Biergerinnen an d'Bierger adequat ze informéieren, gerecht ginn. Ma ech mengen, mir sinn de Biergerinnen a Bierger haut e bësse méi schëlleg. D'Gemengegesetz ass aus dem Joer 1988 an zënterdem huet sech an der Welt vun der Digitaliséierung dach e bëssen eppes gemaach.

D'Biergerinnen an d'Bierger schaffen haut an der Moyenne hir 40 Stonnen d'Woch, verbréngen nach e puer Stonne pro Dag am Auto oder am Bus am Stau oder mat aneren Transportméiglechkeeten, fir hin- an hierzefueren. Dofir gëtt de Reider oft seele consultéiert.

Dofir wëll ech d'Madamm Ministesch froen, ob am neie Gemengegesetz eng Obligatioun fir d'Gemenge virgesinn ass, fir de Contenu vun Reider och „mussen“ an net nëmme „sollen“ op dem Internetsite vun der jeeweileger Gemeng ze verëffentlechen, soudatt d'Zäite vu Grillagen, Reideren a Päerd definitiv eriwuer sinn.

Ech soe Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Clement. D'Inneministesch, d'Madamm Taina Bofferding, huet d'Wuert.

(Interruption)

► **M. Eugène Berger (DP).** - Här President, just wann Der erlaabt: Ass dat do net eng Fro zu engem Projet de loi, deen en cours ass an dee mer an der Kommissioun an Diskussioun hunn?

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.** - Neen, nach net.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Ech hu geduecht, an dëser Prozedur vun de Questions au Gouvernement wär et just d'Regierung, déi d'Wuert hätt an net ...

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Madamm Bofferding, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur.** - Ech begréissen, dass den Deputéierte Clement erëm eng Kéier d'Gemengegesetz zitéiert an dorobber hiweist, dass et ganz wichteg ass, dass mer eeben déi Refonte vum Gemengegesetz maachen. Dir hutt och schon eent vun den Ziler genannt, eeben d'Moderniséieren an och d'Digitaliséierung.

Déi Diskussiounen, déi féiere mer. Dir hutt richteg drop higewisen, dass et verschidde Modeler ginn, wéi eeben elo publizéiert gëtt. U sech hu mer jo dräi Mechanismen. Dat Eent ass eeben déi traditionell, wéi Der sot, mam Erausprinten an Ophänken. Dat Zweet ass déi elektronesch Versioun. An da gëtt et natierlech och nach eng Rëtsch Gemengen, déi online iwwer hir Internetsäite publizéieren.

Am Ament ass et esou, dass mer u sech keng eenheetlech Reegelung hei hunn, wat déi Publikatiounen betrëfft. Am Gemengegesetz geet bei verschidde Prozeduren also nach ganz kloer ervir, dass se mussen affichéiert sinn, anerer, wéi zum Beispill den Depot vum PAG, déi kënnen souwuel online wéi eeben och am Reider ausgehaange ginn.

An ech mengen, wichteg ass, wa mer elo eeben déi Refonte vum Gemengegesetz maachen, dass mer eis och deen dote Punkt ganz genau ukucken eebe fir d'Gemengen. Ech mengen, do si jo eng Rëtsch Buergermeeschteren heibannen, déi dat sécherlech wäert freeën, wa mer probéieren, eng eenheetlech Reegelung do ze kréien an et méi einfach ze maachen, well dat hu mer och gemierkt eebe bei deenen Atelierien, déi mer haten elo fir d'Gemengegesetz, dass mer do och vum Gemengepersonal a vun de Gemengenautoritéiten

ten ëmmer erëm d'Fro gestallt kritt hunn, fir wat eeben nach déi Prozeduren esou am Gesetz virgesi sinn, an dass et hinnen och an deem Sënn d'Aarbecht erschwéiert, dass mer sollen do probéieren, eeben eng Moderniséierung, méi en einfache Prozess eranzekréien.

An deem Kontext erlaabt mer, wannechgelift, Här President, ech hu jo nach eng hallef Minutt, mengen ech, hei iwwreg, well eeben elo schonn erëm eng Kéier vum Gemengegesetz geschwat ginn ass, an och dat passt hei eran: Mir sinn am Moment amgaange vum Ministère déi grouss Onlineconsultatioun ze maachen, wou mer eeben och d'Biergerinnen an d'Bierger zu Wuert komme loosson. An ënner anerem froe mer se eeben och, wéi si an Zukunft iwwert d'Publikatiounen an d'Informatiounen vun de Gemengen informéiert wëlle ginn.

Ënner anerem ass och do nach de Reider virgesinn. An ech mengen, och dat ass interessant, fir ze héieren, wat d'Leit dann dobaussen erwaarden, wéi d'Gemenge sech sollten do opstellen.

An ech si sécher, Här Clement, dass mer eis do wäerte bei deem Punkt fannen. An, wéi gesot, d'Prozedur, d'Consultatioun leeft. An ech invitéieren dann och jiddereen a jiddereent heibanne matzemaachen, fir dass mer dann, zesumme mat de Gemengen, herno eng Reform kréien, déi hire Besoinen eebe Rechnung dréit.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Bofferding. Mir kommen elo zur Fro Nummer 82 vum Här Dan Biancalana un de Gesondheitsminister iwwert de Rapport vum Observatoire européen des drogues et des toxicomanies. Här Biancalana, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 82 du 3 décembre 2019 de M. Dan Biancalana relative au rapport de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, adressée à M. le Ministre de la Santé**

► **M. Dan Biancalana (LSAP).**- Merci, Här President. D'lescht Woch huet den Observatoire européen des drogues et des toxicomanies mat Sëtz zu Lissabon säin alljäreche Rapport erausbruecht, deen d'Tendenzen an d'Évolutioun vum Drogenkonsum an Europa analyséiert.

An deem Rapport kann een erausliesen, dass d'Bandbreit vum Drogenkonsum an Europa sech ëmmer méi diversifizéiert, d'Polyconsumatioun mécht sech ëmmer méi breet an den individuelle Konsum variéiert am Fong vun der einfacher Experimentatioun bis zur staarker Ofhängegkeet.

An deem Rapport kann een awer och erausliesen, wéi d'Prevalenz an d'Inzidenz am Konsum an de verschiddenen europäesche Länner ageschat gëtt. Lëtzebuerg läit do generell ënner der europäescher Moyenne, wat positiv ass, spillt also éischter an deem Sënn eng méi kleng Roll.

D'Situatioun an deenen aneren zwee Benelux-Länner, der Belsch an Holland, ass do anescht. An awer gëtt dese Rapport Opschloss iwwert d'Konsumverhalten zu Lëtzebuerg am Beräich vu Cannabis, Kokain, Ecstasy an Amphetaminen, fir se net ze nennen.

De Rapport sträicht awer och eraus, dass bei de Jonken de Risiko am Fong am gréissten ass, dass si eng Population cible sinn, wou et gëllt, staatelech Dispositiven ze entwéckelen, notamment um Niveau vun der Preventioun, sief et um Niveau vun der Prévention primaire, secondaire an tertiaire. Et bleift also nawell en Enjeu an eng Erausfuorderung um Niveau vun der Santé publique. An et ass jo och esou, dass eemol am Joer de Gesondheitsministère den nationalen Drogenbericht, de RELIS-Rapport, publizéiert, dee méi spezifesch op d'Situatioun hei zu Lëtzebuerg ageet an och erausträicht, wéi eng Strategien a Mesuren noutwendeg sinn.

An deem Sënn wëllt ech dem Gesondheitsminister folgend dräi Froe stellen. Déi éischt: Wéi eng Conclusiounen zitt Der aus deem europäesche Bericht? Eng zweet Fro: A wéi enger Mesure fléissen des Analysen an den nationale Rapport eran? An eng drëtt: A wéi engem Beräich gesitt Der Handlungsbedarf?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Biancalana. De Gesondheitsminister, den Här Étienne Schneider, huet d'Wuert.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé.**- Merci, Här President. Op dem honorabelen Här Biancalana seng Fro géif ech fir d'éischt wëllen äntweren, dass mer eppes feststellen an deem Rapport - net nëmmen an deem Rapport, mee och op Basis vun de Saisien, déi mir oder déi d'Police zu Lëtzebuerg mécht -, dat ass, dass Kokain ëmmer méi pre-

sent um Lëtzebuurger Marché gëtt. E gëtt allerdéngs och méi propper.

Vläicht huet den Émstand, dass de Kokain méi propper gëtt an dass en och par ailleurs méi bëlleg gëtt, och domat ze dinn, dass en ëmmer méi present um Lëtzebuurger Marché ass. Wann ech d'Saisië kucken, déi gemaach gi sinn 2018 par rapport zu 2017, dann ass d'Quantitéit vu Kokain, déi saiséiert ginn ass, zéngmol méi héich wéi dat Joer virdrun.

D'lescht Joer hu mer 33 Kilo Kokain saiséiert an dëst Joer waren et 347 Kilo Kokain, déi saiséiert gi sinn. Dat huet natierlech och domat ze dinn, dass ech als fréiere Minister, dee fir d'Police zoustänneg war, do ordonéiert hunn, dass méi Saisië sollte gemaach ginn. Mee generell mierkt een awer, dass d'Consumatioun vu Kokain, mee och d'Consumatioun vun Ecstasy hei zu Lëtzebuerg an d'Luucht ginn, dass mer fir déi zwou Drogen, Ecstasy a Kokain, iwwert dem europäesche Medianwäert leien.

Fir aner synthetesch Drogen ass et éischter net esou. Dat heescht, do hu mer keng gréisser Evolutiounen. Dat huet net de grouss Succès, wann ech dat esou dierf nennen, hei zu Lëtzebuerg.

Et ass awer esou, dass déi Conclusiounen, fir op Är Fro ze äntweren, natierlech am nationalen Drogenbericht wäerten hire Réckschlag fannen an natierlech och an der Drogenstrategie respektiv am Drogenaktionsplang, dee mer 2020 wäerte presentéieren fir dann déi nächst véier Joer.

Ech wëll hei awer och drop opmierksam maachen, dass mer jo och amgaange sinn, un enger Ännerung vun eiser Approche vis-à-vis vun den Drogen ze schaffen, an dat elo emol maache wäerten, esou wéi et am Regierungsaccord steet par rapport zum Cannabis. Mir hunn de Moment, an dat geet och aus deem Rapport ervir, eng Situatioun, wou de Cannabis en ëmmer méi héijen THC-Gehalt virweist. Mir hunn haut Prouwen, déi saiséiert ginn, déi bis zu 70 % THC beinhalten, wat natierlech fatal Konsequenzen op d'Gesondheet huet, speziell op d'Gesondheet vu jonke Leit, déi de Cannabis konsuméieren.

En plus wësse mer, dass déi meescht jonk Leit, wa se mat Drogen ufänken, meeschtens mat Cannabis ufänken. An natierlech den Émstand, dass se deen da permanent um Schwarzmarkt musse kafe goen, well se e jo soss de Moment net anescht kréien, féiert dozou, dass se ganz oft iwwert de Cannabis un aner Drogen erukommen, well natierlech den Drogendealer vill méi Interêt huet, engem Kokain ze verkafen oder Amphetaminen ze verkafen, wou d'Margé vill méi héich sinn, wéi elo just den einfache Cannabis.

Dofir si mer jo amgaange, als Regierung un enger Strategie ze schaffen, fir de Cannabis kontrolléiert kënnen ofzeginn, fir dass Leit den Accès dozou kréien, mee dass mer awer de Contrôle iwwert d'Produktioun hunn, dass mer och de Contrôle hunn iwwert d'Qualitéit vun deem Cannabis. Ech mengen, dat ass eng nei Approche, déi mer wëlle wielen, nodeem mer elo awer gemierkt hunn, dass déi lescht 40, 50 Joer eis Drogenpolitik eigentlech kee Succès war, well mir hunn net manner Drogenofhänger, et ass éischter de Contraire, mat där Politik, déi mer déi lescht Joerzénge gemaach hunn.

Natierlech, an dat verschweigen ech hei och net, ass dat doten, also déi Reglementatioun, déi mer wëlle maachen, wat de Cannabis ugeet, keen einfachen Dossier, well en immens vill Implikatiounen huet op ganz vill Sujeten. En huet och Implikatiounen op d'Relatiounen mat eisen Nopeschlänner. Och dorobber musse mer oppassen. An en huet natierlech Implikatiounen op d'internationaalt Recht, mat deem mer net onbedéngt am Aklang sinn, wa mer op dee Wee wëlle goen, dee mer eis virgeholl hunn. Dofir, et ass e ganz sensibelen Dossier, iwwert dee mer nach wäerte vill Diskussiounen féieren.

Et ass virgesinn, dass d'Madamm Justizministerin an ech selwer an nächster Zäit eng Kéier mat engem Konzept an de Regierungsrot ginn, dass mer deen do diskutéieren an dass mer en dann natierlech och ganz gären hei am Parlament diskutéieren. An da musse mer kucken, wéi wäit mer kommen a wat mer da finalement dovunner ëmgesat kréien.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Gesondheitsminister.

Mir kéimen dann zur Fro Nummer 83 vum Här David Wagner, zur Fro Nummer 84 vum Här Georges Mischo souwéi zur schréfftlecher Fro Nummer 1558 vum der Madamm Djuna Bernard an der Madamm Josée Lorsché un de Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend iwwert d'Organisatioun vun engem Concours fir Schüler am Kader vun der Weltausstellung 2020. Här Wagner, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 83 du 3 décembre 2019 de M. David Wagner relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

- **Question n° 84 du 3 décembre 2019 de M. Georges Mischo relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

- **Question écrite n° 1558 du 3 décembre 2019 de Mme Djuna Bernard et de Mme Josée Lorsché relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse**

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här President. Jo, wéi viru Kuerzem bekannt ginn ass, organiséiert de Bildungsministère e Konschtconcours mat Schüler vun den Troisième. Déi honnert bescht sollen dann eng Rees gewannen, eng Rees, déi dozou bäidroen soll, hir Weltoffenheet ze féieren. A wou soll déi Rees hiféieren? Ma déi soll an d'Veereenegt Arabesch Emirater féieren, an d'Haaptstad Dubai, do wou Lëtzebuerg och mat engem Pavillon un der Weltausstellung deelhuele soll.

D'Emirater si Meeschter an aggressive „public relations“. Si verstinn et ganz gutt, hir eklatant Versteiss géint d'Menscherechter ze vertuschen. Mee dat klappt besonnesch gutt, well dat de Länner, déi mat de Vereenegten Arabesch Emirater Business maachen, souwiso Wurscht ass.

An enger Zäit, wou Jonker uechter d'Welt, och hei zu Lëtzebuerg, op d'Strooss ginn, fir sech géint de Klimawandel ze engagéieren, fält eise Bildungsministère näischt Besseres an, wéi honnert Schüler an e Land ze schécken, wat an allen Hisiichten, ënner anerem an der Émweltfro, katastrophen handelt, e Land, wou et keng Meenungsfreiheet gëtt, e Land, wou auslännesch Aarbechter keng Rechter hunn a souguer torturéiert kënnen ginn, dat am Pétrol an am Räichtum schwëmmt an deem säin ökologesche Foussofdruck enorm ass, net ze vergiessen e Land, wat un dem bluddege Feldzuch am Jemen deelhält, wou Zéngtausenden Zivilisten, Fraen a Kanner masakréiert ginn.

Dofir ass et och kee Wonner, datt Enseignanten an esou weider sech doriwwer schockéiert weise wéi och de Mouvement écologique. D'„woxx“ huet och doriwwer bericht.

Dofir wollt ech e puer Froe stellen, Här President.

Éischtens: Ass den Här Minister wierklech der Meenung, datt et Sënn mécht, Schüler an e Land reesen ze loosson, wat esou katastrophen handelt?

Zweetens: Wéi ass dee Projet iwwerhaapt zustane komm?

Drëtzens: Ass et mam Klimaplang vun der Regierung kompatibel, honnert Schüler mam Flioger op Dubai ze fléien?

A véiertens: Wier et net méi sënnavoll, esou e Concours aneschter ze belounen, zum Beispill mat honnert Interrail-Billjee gekoppelt mat engem Kulturprogramm op verschidde Plazen an Europa oder vläicht souguer doriwwer eraus?

An ech freeë mech och, datt nach aner Deputéierter sech déi Froe gestallt hunn.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wagner. An ech ginn d'Wuert direkt weider un den Här Georges Mischo.

► **M. Georges Mischo (CSV).**- Voilà. Merci, Här President. An deem selwechte Kontext, ech kommen elo net nach eng Kéier op d'Detailer zréck, och Froen dann eebe vun der CSV-Fraktioun. Ëm wat geet et iwwerhaapt an deem Concours? Wat sinn d'Fraisien vun deser Rees? Wien iwwerhëlt d'Fraisien?

An dann natierlech och fir d'Excursioun selwer: Wéi laang dauert déi Rees an Excursioun? Wéi vill Enseignanté ginn iwwerhaapt mat? A wat fir eng Enseignanté gi mat, wann ee weess, datt honnert Schüler aus dem ganze Land mat un där Rees do deelhuele? Déi musse jo uerdentlech encadréiert sinn. Et wäert jo wuel kaum fir all eenzelne Student och en Enseignant matgoen.

An dann op der Plaz selwer: Wéi gesäit de Programm op der Plaz aus? An niëft dem kulturellen Deel, ass et och virgesinn, de Schüler iergendwéi de gesellschaftlechen oder politesche System vun Dubai ze erklären?

An dann déi lescht Fro: Ginn och esou Concours eventuell op nationalem Niveau virgesinn, zum Beispill am Kader vun Esch 2022?

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Mischo. An dann iwwerhëlt d'Madamm Djuna Bernard de Relais.

► **Mme Djuna Bernard (déi gréng).**- Merci, Här President. Jo, meng Virriedner si jo schonn am Detail op d'Frostellung agaan. Loosst mech vläicht virewech soen, dass mer en Ureiz an eng Belounung fir e kreatiiv Engagement u sech begréissen. Allerdéngs e Laangstreckevol an Zäite vu Klimakris an Dausende Schüler op de Stroossen, ob dat de richtegen Incentive ass, ass awer eng Fro, déi ee sech an desen Zäite ka stellen.

D'EU-Kommissioun huet jo scho ganz flott Alternative wéi den Interrail duerch d'EU proposéiert. An esou Präisser sinn e reelle Gewinn an der kultureller Bildung vun engem Jonken.

Et ass eis awer och bewosst, dass am Koalitionsaccord vu Studéierenden op der Weltausstellung rieds ass. Allerdéngs wier do d'Fro un den Här Minister, ob dat fir hien dann och elo bezüglech vun deenen Troisièmeeschüler, wat awer 16-, 17-Järeger sinn, géif gëllen. An dann an deem Kontext, ob Dubai an d'politesch, menscherechtlech a fraerechtlech Konditiounen da bei deene Jonken an natierlech besonnesch bei deene Gewënnner ugeschwat, thematiséiert an och pedagogesch opgeschafft géife ginn.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Bernard. Den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend huet d'Wuert, den Här Claude Meisch.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. A Merci fir déi Fro, da kann ech och hei preziséieren: D'Regierung ënnerstëtz effektiv d'Weltausstellung zu Dubai. Dat ass net nei. Dat heescht, en Deel vun deene Froe kéint ee sécherlech och an deem Kontext diskutéieren. D'Regierung huet och an hirem Programm vun 2018, an d'Madamm Bernard ass schonn drop agaan, festgehalten: « Des étudiants luxembourgeois auront la possibilité de visiter l'exposition universelle. »

Visitéieren op der Plaz heescht, et soll een da schonn och dohinnerkommen, well mer wëssen, datt eng Weltausstellung, jo, geschafft ginn ass viru laange Joren, net nëmmen elo fir Dubai, mee all déi aner virdrun, am Sënn vun der Vëlkerverstännegung, fir en Echange ze maachen, fir d'Welt no vir ze bréngen, fir ze weisen, wien, wat fir e Land wéi eng Léisung fir déi grouss Mënschheiterausfuorderungen huet. An ech denken, datt et net falsch ass, esou wéi de Regierungsprogramm et virgesäit, do déi jonk Leit ze associéieren.

Duerfir huet mäi Kolleg, den Étienne Schneider, mech och gebieden, à plusieurs reprises d'ailleurs, ze kucken, datt mer méiglechst vill Jonker och kéinte mobiliséieren. A mir hunn eis, zesumme mat de Lycéedirektiounen, ...

(**Exclamations**)

... eebe genau deen doten ...

► **M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre.**- Also ech si scho vun der Chamber gefrot ginn, ob d'Deputéiert och invitéiert sinn. Vläicht wëlle se jo net. Da kënnen mer méi Jonker mathuelen.

► **M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse.**- A mir hu gekuckt, wéi mer dann eng Selektioun kéinte maache vun deene Schülerinnen a Schüler, déi kéinte matgoen. A mir hunn eeben dann e kënschtereche Concours konzipéiert, fir herno eng ronn honnert Schülerinnen a Schüler ze selektionéieren.

An deem Concours soll iwwer ënnerschiddlech Sujete geschwat ginn, virun allem déi Sujeten, déi och am Lëtzebuurger Pavillon traitéiert ginn, nämlech ënner anerem eng nohalteg Notzung vu Ressourcen an nei Ressourcë kënnen ze notzen. An natierlech wëlle mer och do d'Mënschrechtssituatioun thematiséieren. Dat heescht, all Schüler, deen do matmécht, dee kann déi dote Sujeten a wäert déi dote Sujeten thematiséieren, wäert doriwwer reflektéieren a wäert eng Aarbecht och ofliwweren. An déi honnert, déi dann herno d'Chance hunn, ze gewannen, kënnen, wa se da wëllen, och op d'Weltausstellung op Dubai goen.

Mir ënnerstëtzen also och heimat eng kritesche Auseenansetzung mat där Weltausstellung. An

ech denken, datt mer eis op d'mannst dann an deem dote Punkt eens sinn. Vëlkerverständigung geet eeben nëmmen och, wann ee bei aner Leit geet a wann ee mat deenen en Austausch huet, sech kritesch mat hinnen ausenarnersetz, awer och akzeptéiert, datt déi aner sech kritesch mat engem selwer ausenarnersetzten. An dat geet net zu Fouss, dat geet net mam Schlauchboot. Da musse mer och heiansdo kënnen de Fliger huelen, sou wéi mer dat och an der Vergaangenheet gemaach hunn.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Meisch. Mir kommen elo zur Fro Nummer 85 vun der Madamm Stéphanie Empain an zur Fro Nummer 86 vum Här Gilles Roth un den delegéierte Minister fir Verdeedegung iwwert d'OIT-Konventioun. Madamm Empain, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 85 du 3 décembre 2019 de Mme Stéphanie Empain relative aux récentes prises de position de divers syndicats, adressée à M. le Ministre délégué à la Défense**

- **Question n° 86 du 3 décembre 2019 de M. Gilles Roth relative au respect de la convention OIT sur les relations de travail dans la fonction publique de 1978, adressée à M. le Ministre délégué à la Défense**

► **Mme Stéphanie Empain (déi gréng).**- Villmools Merci, Här President. Léif Kolleginnen a Kollegeen, gëschter hunn am Kader vun engem gemeinsame Point presse d'CGFP an de Syndicat professionnel de la force publique sech nach emol zu supposéierte Verletzung vum der Gewerkschaftsfreiheet geäussert. An et geet jo hei em e konkreete Fall vun enger Versetzung, déi laut dëser Analys just dowéinst stattfonnt hätt, fir en onbequeeme Gewerkschaftspräsident ze schwächen. Domadder steet eng grav Uschëllegung am Raum, nämlech dass gewerkschaftlech Fräiheeten an der Arméi net géife respektéiert ginn.

Dofir wollt ech folgend Froen un d'Regierung stellen: Stëmme dës Uschëllegungen? A wéi steet d'Regierung allgemeng zu de gewerkschaftleche Fräiheeten an der Arméi? Wat ass genau zënter dem Summer am Zesammenhang mat der ugekënnegter Versetzung vum besote Gewerkschaftspräsident geschitt? An zulescht och wollt ech froen, ob d'Aussoe stëmme, déi am besote gemeinsame Communiqué ze liese sinn.

Villmools Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Empain. An elo huet den Här Gilles Roth d'Wuert.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, effektiv schreift d'CGFP als representativ Gewerkschaft vun der Fonctioun publique gëschter an engem Communiqué: „Finger weg vun der Gewerkschaftsfreiheet!“ A si beriff sech dorobber, dass a Betruecht géif gezu ginn, fir de President vun der Arméigewerkschaft, den Här Christian Schleck, mat fadenscheinegen Argumenter berufflech ze versetzen. An da kënnst se zum Schluss an hirem Communiqué, wa keen Alenke vun der Politik an där Causa Schleck géif kommen, da géif d'CGFP bis nächste Méindeg net virdrun zrückschrecken, fir gewerkschaftlech Moosnamen ze ergräifen. An niewendru géif se och nach an Erwägung zéien, fir eng Klo bei dem Internationalen Aarbeitsrecht IAA zu Genf ze maachen.

Et ass effektiv esou, datt ass vläicht manner bekannt, dass et eng Konventioun aus dem Joer 1978 gëtt iwwert d'Relations du travail an der Fonctioun publique. An déi Konventioun, déi mir 2001 ratifizéiert hunn, déi gesäit effektiv kloer vir, dass et net geet, dass en Agent public, also e Staatsbeamten, kéint Nodeeler dovunner hunn, wann e sech gewerkschaftlech géif engagieren.

Aus deem Grund wollt ech folgend Froen un den delegéierten Arméiminister stellen: Kann den Här Minister d'Accusatioun vum der Gewerkschaft, déi hei virbruecht goufen, formell confirméieren oder dementéieren? Wat fir eng Konsequenzen zitt den Här Minister doraus? Kann de President vun der Arméigewerkschaft op sengem aktuelle Poste bleiwen? Mir hätte gärden do e kloer Jo oder e kloer Nee.

Wéi hält d'Regierung et grondsätzlech mat de gewerkschaftleche Fräiheeten? Gëtt hei tatsächlech probéiert, iwwert d'Hannerdier vun der Geheimhaltung déi gewerkschaftlech Fräiheeten ze ëmgoen? A misst d'Regierung sech

net vill méi hannert d'Gewerkschaftler stellen, amplaz ze versichen, onbequem Leit syndikalisten oder politesch kalzestellen?

Wéi ass et hei mat den oppene Fënsteren, Här Bodry? Oder zielen déi net fir d'Gewerkschaftler aus der Arméi? A sechstens: Wéi wëllt de Minister erëm d'Vetrauen an och d'Moral an der Trupp héichhale bei dësen öffentlechen Accusatiounen?

An ech soen lech Merci a freeë mech op d'Antwort vum Här delegéierten Arméiminister.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Roth. Den Här delegéierte Minister fir d'Verdeedegung, den Här Henri Kox, huet d'Wuert.

► **M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Här President, Dir Dammen an Hären, Merci fir déi pertinent Froen, déi ech elo gestallt krut. Éischtens wëll ech ganz kloer am Numm vun der Regierung hei kunddoen, dass all gewerkschaftlech Fräiheet an och déi Konventiounen, déi virdu genant gi sinn, natierlech agehale ginn. An et géif mer am Dram net afalen, dat a Fro ze stellen. Esou wäit zu där Konventioun.

Zweetens, erlaabt mer, méi speziell dann op de Fait vu gëschter anzegoen. An ech hunn och hei e Bréif vum Colonel vun der Arméi, deen ech dann och hei wéilt deposéieren, fir dass ganz transparent do gespillt gëtt, fir genau op de Fait dann anzegoen. Ech iwwerreechen lech deen. Da kënnst Der deen och liesen.

(**M. le Ministre Henri Kox dépose une documentation.**)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci.

► **M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- An ech ginn awer dann op déi eenzel Faite vläicht an, fir dat och direkt kloerzestellen.

De Prinzip, dass an der Arméi eng Rotatioun besteet ...

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Ass et duerch e Colonel ...?

► **M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Pardon! De Generol! De Generol! Pardon! Entschëllegt! Entschëllegt!

(**Interruptions**)

► **Une autre voix.**- Elo ass dee schonn degradéiert!

► **M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- Nee, nee, esou séier géif ech mer dat net erlaben. Selbstverständlech, den Här Generol huet eis dat zur Verfügung gestallt, fir ganz kloer ze sinn: Et muss ee ganz prezis si bei de Generalee, well mer awer och e ganz gutt Verhältnis hunn an och d'Funktionement innerhalb vun der Arméi (veuillez lire: fleegen).

Ech kommen awer elo op déi Faiten zrëck. Also, wéi gesot, innerhalb vun der Arméi gëtt et e Prinzip vun der Rotatioun. An deen ass och elo esou festgehalten. Déi éischt Kontakter mat dem Här Schleck waren am Mee, wou och gekuckt ginn ass, fir dann e Gespräch mam Chef hiérarchique virzuehuelen, fir eeben iwwert dee Prinzip dann nozedenken. Dat ass natierlech och an der Reform vun der Fonctioun publique festgehalten, dass dat op e „cadre de gestion par objectif“ geet, dat heescht, wéi eng Objektive gi verfollegt vun deem. Den Inhalt vun där Evaluatioun ass: Wou wëllt Der higoen?, d'Descriptioun vun den Tächen an esou weider. Do gëtt et e preformuléierte Formulaire, dee vun der Fonctioun publique zur Verfügung gestallt gëtt. An dat gëtt durchgezunn.

Um Datum vum 15. Mee gouf et en éischt Treffte mat dem Här Schleck, deen de Bureau d'information vun der Arméi féiert, iwwert deen e Chef ass, wou en éischt Gespräch gefouert ginn ass. Dat Gespräch war ganz konstruktiv. An no deem Gespräch - dat, wéi gesot, steet alles am Bréif vum Här Generol - gouf et e Pabeier, dee ganz kloer festhält, dass en eventuell Changeement vu senger Tache virgesinn ass.

Doropshin ass déi Diskussioun och weidergefuert ginn. An den 3. Juni 2019 gouf dee Formulaire, nodeems en dann ausdiskutiert gouf duerch déi ënnerschiddlech Parteien, och signéiert an e gouf och vum Virgesetzte vum Här Schleck an och vum Här Schleck ënnerschriwwen, just vum Minister nach net validéiert, well an all deene Prozedure muss dat am ganzen Organigramm vun der Arméi da virgesi ginn.

De Posten, deen en awer fir d'éischt ugebuede krut, war deen, fir op Dikrech versat ze ginn. Awer ass ënnerschiddleche Grënn wollt en dat net unhuelen, nämlech och aus gewerkschaftleche Grënn hätt en do missen esou vill Deeg Congé huelen an hätt seng Fonctioun souwuel vläicht am État-major, vläicht souguer och an dem syndikalisteschen Engagement net genau kënnen vollzéien.

Dofir ass no enger Alternativ gesicht ginn. A se hunn och eng Alternativ fonnt fir den Här Schleck. An dat ass déi: Am État-major sollt en hei an der Stad rekrutéiert ginn, fir kënnen dann déi Tache auszeüben. Dat ass och alles esou geschitt. Et ass och alles richteg. Et ass och alles souwäit prett. Dofir, mir wäerte gewerkschaftlech Engagementer net a Fro stellen, mee d'Richtigkeet vun Aussoen dierf awer interpretéiert ginn.

An dofir ass dee Bréif hei méi wéi wichteg. Well de Virgesetzten, wou en elo hikënnst, oder deen neie Posten, deen den Här Schleck kéint iwwerhuelen, dat ass de Büro vun der Arméi hei an der Stad, an dat erlaabt nämlech, an der Gewerkschaft aktiv ze bleiwen. An de Virgänger war nämlech selwer aktiv an der Gewerkschaft. Dofir stellt sech déi Fro absolut net hei an dësem Fall. An Dir kritt jo elo d'Antwort vum Generol, da kënnst Der lech selwer e Bild doriwwer maachen.

Mir wäerte selbstverständlech Kontakt vum Ministère mat deene jeeeweilige Parteien ophuelen a gegebenefalls, an natierlech op eng Nofro vun lech, vläicht an eng Kommissioun kommen, fir dat nach eng Kéier méi am Detail ze klären.

Merci.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Gouf en da lo versat oder net?

► **M. Henri Kox, Ministre délégué à la Défense.**- En ass jo d'accord. Dat ass e géigesäitegen Accord. Dat ass keng Versetzung. Ech mengen net, dass et eng Versetzung ass. Wann et zesummen ënnerschriwwen gëtt op engem Pabeier, dann ass et keng Versetzung.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Sidd Dir dann der Meenung, dass déi gréisste Gewerkschaft aus dem öffentlechen Dëngscht ...

(**Interruption par M. Claude Haagen**)

... eng Versetzung kritiséiert, obschonn de Mann d'accord wier? Dont acte!

(**Interruption par M. Claude Haagen et hilarité**)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Kox. Mir kommen elo zur Fro Nummer 87 vum Här Laurent Mosar nach eng Kéier un de Gesondheetsminister iwwert d'Integratioun vum Digitalen am Beräich vun der Gesondheet a vun de Patientendonnéen. Här Mosar, Dir hutt d'Wuert.

- **Question n° 87 du 3 décembre 2019 de M. Laurent Mosar relative à l'intégration du numérique dans le domaine de la santé et à la protection des données des patients, adressée à M. le Ministre de la Santé**

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Jo, Merci, Här President. Ech sinn emol fir d'alleréischst frou, de Gesondheetsminister hei ze begrëissen, deen trotz senge villen Auslandsdeplacementer emol erëm eng Kéier de Wee bei eis an d'Chamber fonnt huet.

► **Plusieurs voix.**- A!

(**Interruption**)

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- An de leschten Deeg a Wochen ass de Sujet Dateschutz bei der Justiz a bei der Police vu grousser Aktualitéit gewiescht. An dat Thema Dateschutz ass och extrèmement wichteg am Domän vun der Santé. An net méi spéit wéi de 26. Juli vun dësem Joer sinn eng Rei Amendementer erakomm vun der Regierung, déi de Règlement grand-ducal solle prezisieren iwwert den Dossier vun de sougenannte Soins-partagéen, wou et awer och, an ech mengen, dat ass e ganz weesentleche Punkt, em déi sougenannte „plateforme électronique“ do geet.

Dozou ass en Avis gemaach gi vun der CNPD, dee méi wéi kritesch ass an deen eng ganz Rei Froe stellt iwwert den Accès, iwwert d'Durée de conservation vun deenen Daten an deen iwwerhaupt d'Fro opwërf, ob déi Plateforme électronique do konform wier mam Dateschutzgesetz vun 2018.

Dorausser ergi sech folgend Froen, déi ech un de Santéminister wollt stellen: Éischtens, ass de Minister hei net der Meenung, datt misst, sou wéi dat och an der Justiz an an der Police de Fall ass, e Spezialgesetz kommen, wat déi dote Punkten all reegelt? Zweetens, wéi ass et mat deem Règlement grand-ducal, ass deen entre-temps geholl ginn? Wann nee, wat sinn d'Ursachen, firwat datt dat net de Fall ass? Wann e geholl ginn ass, ass do alleguerten deene Reserve vun der CNPD Rechnung gedroe ginn? Fënneftens, wéi ass et effektiv mat där Plateforme électronique, entsprécht déi elo all deene Konditiounen, sou wéi se virgeluecht gi sinn?

A lescht Fro, envisagéiert net de Santéminister sou wéi seng Kollegee vun der Justiz a wéi och vun der Police, fir dee selwechten Exercice ze

maachen, deen eigentlech ganz gutt fonctionéiert, nämlech déi ganz Thematik do an d'Chamber eranzehuelen an an enger Commission jointe eventuell och ze kucken, wat fir eng konkret Schrëtt een do sollt huelen?

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Mosar. An dann huet nach eng Kéier den Här Gesondheetsminister Étienne Schneider d'Wuert.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'alleréischst wëll ech dem Här Mosar repetéieren, wat ech him op Basis vu sengem Interview gesot hunn, wou en u sech reklaméiert, dass ech net genuch hei wär, dass ech fir den Här Mosar och samschdes a sonndes disponibel sinn.

(**Exclamations**)

Ech sinn awer net opgefuerdert gi vum Här Mosar, fir hie samschdes oder sonndes dann ze beglécke mat menger Präsenz.

(**Exclamations**)

Also huelen ech dann un, dass et awer net esou wichteg war.

► **Une voix.**- Mir wëlle keng Detailler hei.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé.**- Op alle Fall, fir op d'Fro ze äntwere vun honorabelen Deputéierten: Et ass esou, dass ech am September dëst Joer nach an de „Congo“ gaange sinn, ...

(**Interruption**)

... also an de Conseil de Gouvernement, pardon, gaange sinn, fir méi Moyenen ze kréie fir d'Agence eSanté, fir virun allem emol méi schnell virunzuekommen an enger Rei Dossieren, ënner anerem deem vun der Generalisatioun vum DSP, vum Dossier de soins partagés, fir dass mer deen innerhalb vun deenen nächsten zwee Joer dann och komplett implementéiert kréien, awer och fir den Dossier ePrescriptioun an eFacturatioun, dat heescht, dass een a Zukunft net méi e schréfflecht Rezept kritt, wann ee bei den Dokter geet, fir dann domadder an d'Apdikt ze goen, mee dass dat alles elektronesch geet an, andeem ee sech an der Apdikt ausweist, den Apdikter direkt d'Ordonnance gesäit um Schierm.

An dee System, dee wäert eng ganz Rei Avantagen hunn. Ofgesinn dovun, dass mer Pabeier spueren an Opwand spueren, ass et awer och esou, dass den Apdikter op Basis vun där ePrescriptioun gesäit, wat dee Patient eventuell soss nach vu Medikamenter schonn anhëlt, déi sech vläicht net verdree mat deene Medikamenter, déi e grad verschriwwen krut.

Ganz oft vergiessen d'Leit den Dokteren ze soen, wat se schonn alles esou huelen. A ganz oft ginn et Reaktiounen, wann een dat eent Medikament mat deem aneren hëlt. An der Apdikt gesäit den Apdikter dat an Zukunft a kann dann och de Patient doriwwer opklären. Och dat, mengen ech, ass wichteg.

D'eFacturatioun ass e wichtige Sujet. An dann natierlech och den Deployment vum Service vun der Pseudonymisatioun vun den Dossieren.

Dir hutt ganz Recht, wann Der sot, dass d'Sécherheet vun den Donnéeën a speziell eeben och vun de medezinneschen Dossieren eng ganz wichteg Viraussetzung ass, fir dass d'Patienten och Confiance hunn an deen dote System. Dat, wat mer maachen, muss also ganz kloer konform sinn zum GDPR. Et muss eng ganz staark Authentifikatioun virgesi sinn. Et muss e ganz limitéierten Accès ginn zu deene verschiddene medezinneschen Dossieren. An natierlech soll de Service de pseudonymisation mat Hëllef vun der Agence eSanté oder eeben engem nationale System dann och ausgeschafft ginn.

Ech wëll lech och soen, dass ech am September mat de Spideeler geschwat hunn, well ech der Meenung war, dass d'Spideeler sech selwer, déi jo och ganz vill medezinnesch Donnéeën hunn iwwer hir Patienten, vill méi staark opstelle mussen, och wat de Beräich Cybersecritéit ugeet. A mir hunn am Kader vum INCERT eng Plattform Cybersecritéit bei de Klinikken agesat, fir eeben ze kucken: Wéi kréie mer all déi Donnéeën nach besser protegéiert, fir dass net ee vu baussen un Donnéeën kënnst, déi en näischt uginnt?

Dir hutt op de Rapport vun der CNPD verwisen, dee kritesch ass. Mir wäerten natierlech deene Kriticke Rechnung droen. An ech sinn natierlech och gär bereet, zu all Zäit - samschdes an och sonndes - bei lech an d'Kommissioun ze kommen.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Schneider.

► **M. Laurent Mosar (CSV).**- Merci, Här Minister. Dir hutt mer zwar net op all Froe geän-

twert. Ech hätt och léiwer gehat, Dir hätt mech mat Äntwerte begléckt, wéi datt Der mech de Weekend wéilt beglécken. Mee dat kënne mer jo dann déi nächste Kéier maachen.

(Hilarité)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Mir kommen dann zur Fro Nummer 88 vum Här Mars Di Bartolomeo un de Wirtschaftsminister iwwert d'Rifkin-Strategie. Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 88 du 3 décembre 2019 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la mise en œuvre de la stratégie « Rifkin », adressée à M. le Ministre de l'Économie

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kann dem Ekonomiesminister versécheren, dass ech och zu senger Verfügung stinn, fir him samschdes a sonndes ...

(Hilarité et exclamations)

... Froen ze stellen.

(Hilarité)

Viru bal genee zwee Joer hu mer hei am Haus e breedene Debat iwwert déi sougenannt Rifkin-Strategie, déi drétt industriell Revolution, gefouert, nodeems intensiv mat de Forces vives an enger Rei vun Aarbechtsgruppen an thematesche Plattformen geschafft gi war.

Aus dëser Diskussioun eraus koumen eng Panoplie vu Moosnamen, Empfehlungen a Projete fir eng méi nohaltege sozioekonomesch Entwécklung hei zu Lëtzebuerg. Well de Suivi vun deenen Aarbechten enorm wichteg ass, gouf e Comité de suivi agesat.

An dofir wollt ech vum Minister wëssen, wéi dee Prozess sech säit eisem Debat weiderentwéckelt huet, wéi e gesteiert gëtt an ob et an der Tëschenzäit en detailléierte Bilan gëtt.

Ech mengen, ech si gutt an der Zäit.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Di Bartolomeo. An nom Här Gesondheitsminister huet elo den Här Wirtschaftsminister Étienne Schneider d'Wuert.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Voilà, Här President, dann nach eng Kéier villmools Merci och dem honorabelen Deputéierten Di Bartolomeo. Wéi richtig gesot ginn ass, hu mer 2015 d'Rifkin-Etüd annoncéiert, lancéiert, wann ech esou dierf soen. Mir hunn am November 2016 méi wéi 300 Leit aus alle Secteure vum öffentleche Liewe motivéiert gehat, fir an deene verschiddene Beräicher vun der Rifkin-Etüd matzeschaffen.

Mir hunn dat gemaach an néng themateschen Aarbechtsgruppen, déi sech opgedeelt hunn an Energie, Mobilitéit, Konstruktioon, Alimentatioun, Industrie a Finanzen an nach eng Rei transversal Achsen, déi mer diskutéiert hunn, nämlech Smart Economy, Circular Economy, Prosumer a Sozialmodell. Alles dat, well mer gesinn, dass d'Digitalisierung, d'Robotisierung, d'kënschtlech Intelligenz eist Liewen an deenen nächste Joren, Joerzénge fundamental wäerten änneren, mee well mer awer och gesinn hunn, dass déi digital Welt, déi op eis duerkënnt, eis hëllefe kann, vill vun eise Problemer ze léisen, déi mer haut ganz vill diskutéieren. Wann ech iwwer Klimaproblemer schwätzen, wann ech iwwer Ressourcenproblemer schwätzen, wann ech iwwer Umweltproblemer schwätzen, da läit bei villem vun deem, wat do ugepaakt muss ginn, d'Léisung am digitale Beräich.

An eis Iddi, eis Basisiddi vun deem ganze Rifkin-Prozess war eeben déi, déi nei Technologien derfir ze notzen, fir eis Économie, fir eist Liewe komplett nohaltege kënnen ëmzebauen an opzebauen. An dat hu mer festgehalten, déi Strategie, an engem Dokument vu 475 Säiten, dat ënner tirlux.lu erfelueden ass. Allerdéngs och als Résumé fir déi, déi samschdes a sonndes keng Zäit hunn, fir ze liesen.

Mee d'Iddi ass wierklech, fir do eng national ... Also d'Iddi, dat ass eng national Strategie, déi mer zesammen opgebaut hunn a wou et elo allerdéngs esou ass, dass no där éischter Phas, wou mer dat doten alles opgestallt hunn, de Wirtschaftsminister de Lead hat. Mee elo ass et natierlech esou, dass all Ressortminister fir seng Kapitelen zoustänneg ass.

Et ass esou, dass mer awer eng ganz Rei konkreet Projeten och entre-temps ugaange sinn. Ech mengen, et ass ëmmer eng Saach, ze soen: Wat ass eis Strategie? Mee op där anerer Säit, an dofir ass dem Här Di Bartolomeo seng Fro och wichteg, muss ee jo och weisen: Mee wat geschitt da konkreet?

An ech wëll lech hei just e puer Beispiller ginn, well ech jo net allze vill Zäit hunn. Mee deen High Performance Computing, fir dee mer eis zu Bréssel agesat hunn, fir dee Supercomputer op Lëtzebuerg ze kréien, deen ass eng vun de

Maassgaben, fir herno an der digitaler Welt kënne Bestand ze hunn, fir kënnen iwwert dee Supercomputer, dee mer de Betriber an de Fuerschungsinstituter zur Verfügung stellen, fir deenen ze hëllefen, an déi digital Welt eranzekommen.

Mir hunn et och fäerdegruecht vis-à-vis vun der Europäescher Kommissioun, fir den europäesche Siège vun deem High Performance Computing System op Lëtzebuerg ze kréien, well de Kommissär Oettinger, deen déizäit zoustänneg war, gesinn huet, dass Lëtzebuerg awer dat Land war, wat an deem Beräich am meeschte Gas ginn huet, fir virunzkommen. Mir hunn also d'Vetraue vun Europa, fir dat doten ze maachen.

En anere Sujet ass d'Elektromobilitéit. Mir hunn ënner anerem decidéiert, dass mer 800 Bornen iwwert d'ganz Land géifen opriichten, fir d'Autoe mat Strom kënnen ze betanken. Mee mir hunn awer och virun net allze Laangem op Propositioun vum Logementsministère eng Mesure ëmgesat, déi heescht, dass an all neiem Wunngesai 25 % vun de Parkplaze mussen preekipéiert sinn, fir herno eng Elektroluedestatioun do kënnen opzehänken. Well, wa mer gär hätten, dass d'Leit op Elektroautoen ëmklammen, da mussen se och iergendwou deen Auto kënne lueden, an net vläicht just op der Aarbecht, well dat net fir jiddereen méiglech ass. Dat hu mer also virgesinn. Dat ass zënter e puer Méint esou, dass all Gebai, wat gebaut gëtt, dat Preekipement muss hunn, fir dat kënnen ze maachen.

D'Autoconsummatioun vu grénge Energie hu mer ëmgesat. Dat heescht, dass d'Leit hire Strom, dee se um Daach produzéieren, net an d'Netz mussen aspeisen, mee dass se e selwer kënnen benotzen.

Den Automotive Campus, dee mer zu Biisse bauen, deen hu mer komplett no de Prinzipie vun der Circular Economy gebaut. Dat heescht, do ginn net méi ronderëm all Entreprise Hektare makadamiséiert fir Parkplaze fir hir Aarbechter, mee mir bauen op esou vill Etagen ee Parkhaus. Mir mussen also net méi alles zoubetonéieren. Déi Parkhauser an all d'Gebaier gesi vir, dass d'Elektrescht iwwer Fotovoltaikanlage produzéiert gëtt. Et wäert autonom elektresch Busser ginn, déi d'Leit vum Parkhaus an hir Betriber féieren. Dat Gebai selwer, d'Parkhaus, kann een zréckbauen, opbauen oder ëmbauen fir eng aner Destinatioun. Alles dat an nach vill aner Iddien am Kader vun der Économie circulaire.

De Finanzminister, dee jo och haut hei ass, ass ee vun deenen Eischtchen, déi et fäerdegruecht hunn, Green Bonds net nëmmen anzeféieren, mee och derfir ze suergen, dass d'Lëtzebuerger Bourse entre-temps Virreider, weltwäit, ass an dem Beräich vun de Green Bonds.

Fir d'Mobilitéit hu mer als Éischt mat Däitschland a mat Frankräich zesammen en Transfrontalierprojet iwwer Driverless Driving kombinéiert mat Elektromobilitéit agefouert. E Projet, deen déi Problemer soll léisen, déi et de Moment nach gëtt, mam Driverless Driving, well déi Autoe jo all konnektéiert mussen sinn. A mir wëssen alleguete vun eise Smartphone, wa mer iwwert d'Grenz fueren, ass eis Konnektivitéit eng Zäitche fort. Wann Der dat mat Ärem Auto maacht an dee weess net méi wouhin, well keen him et méi seet, dann hu mer e gréisser Problem. Also mussen déi Problemer geléist ginn.

Lëtzebuerg, Frankräich, Däitschland sinn déi Éischt an Europa, déi en transfrontaliere Fuerschungsprojet lancéiert hunn, fir deen dote Problem an de Grëff ze kréien.

Haut de Mëttag, nee, haut de Moien hat ech eng Pressekonferenz zum Thema Circularity Dataset Initiative. Dat seet lech net ganz vill. Wann Der et vläicht dann am Detail e bësse liest, fannt Der méi eraus. Mee do geet et drëm, dass mer eis net méi just limitéieren op de Recyclage an dass muer de Recyclage sech fir d'Leit net méi just dorobber limitéiert, dass se hiert Glas sammelen an hire Plastik sammelen an nach hire Gréngschnëtt an de Pabeier sammelen, mee dass ...

(Interruption par la présidence)

... an Zukunft bei all Projet, all Produit, dee produzéiert gëtt, komplett nozevollzéien ass, aus wat e besteet, wéi en erëm ka reutiliséiert ginn.

Wann Der eng stole Putter an engem Gebai verbaut hutt an Dir rappt dat Gebai of, da gëtt se haut erëm ageschmolt. Dann ass se recycéléiert. Et kascht Energie, fir aus där stole Putter erëm eng nei stole Putter ze maachen. An Zukunft wëlle mer se einfach esou, wéi se ass, erëm kënnen reutiliséieren. Dat ass ee ganze System, dee mer opgebaut hunn, wou Lëtzebuerg elo un der Wéi steet vun engem neien internationalen Standard, dee mer entwéckelt hunn an dee mer elo och europa- an och weltwäit wëlle bekannt maachen.

Dann d'Data-Driven Innovation Strategy, wou mer probéieren eeben, d'Digitalisierung an eis Firmen eranzekréien. Wann ech lech soen, e Betriber wéi Goodyear, deen elo an der Zon Beetebuerg/Diddeleng eng nei Pneufabrik baut, ...

(Interruption par la présidence)

... déi mat engem Véierel, engem Fënneftel vun de Leit auskënnt, well d'ganz Aarbechten, alles digitaliséiert ass. Alles dat si Strategien, déi mer zu Lëtzebuerg schonn ëmgesat hunn am Kader vu Rifkin.

An da vläicht, last but not least, fir all déi, déi awer och um europäesche Plang ënnerwee sinn, ech mengen, wa mer vu Klima schwätzen, wa mer vun Ëmweltschutz schwätzen, da mussen mer och um europäeschen Niveau déi onsäglech Praktike vun der Obsolescence programmée andämmen. Et kann net sinn, dass mer iwwer Klima schwätzen, dass mer iwwer Ressourcen schwätzen an akzeptéieren, dass Firmen eis ...

(Interruption par la présidence)

... Haushaltsgeräte, eis Téléeeën ...

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Här Schneider, Dir musst esou lues zum Schluss kommen.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Ech kommen direkt zum Schluss. Ech maachen dee Saz fäerde, dann halen ech op.

Mee et kann dach net sinn, dass mer als Europäesch Unioun dat weider akzeptéieren, weider akzeptéieren, dass esou Produiten net méi kënnen gefléckt ginn, mee einfach nëmmen ewechgehäit ginn. Do mussen mer dergéint virgoen. Do mussen mer eeben och um europäeschen Niveau eppes maachen, an dat am Interêt vu Rifkin, am Interêt vum Klimaschutz an am Interêt vum Ëmweltschutz. An ech kéint lech elo nach gäre vill Saachen zielen, mee ech hu schonn e bëssen iwwerzunn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Schneider. Mir kommen dann zur Fro Nummer 89 vum Här Charles Margue un de Finanzminister iwwert d'Principles for Responsible Banking vun der UNEP Finance Initiative. Här Margue, Dir hutt d'Wuert.

- Question n° 89 du 3 décembre 2019 de M. Charles Margue relative aux « Principles for Responsible Banking » de l'UNEP Finance Initiative, adressée à M. le Ministre des Finances

► **M. Charles Margue (déi gréng).**- Merci, Här President. Léif Kollegeen, Här Minister, de leschten Donneschdeg, Freideg wor zu Lëtzebuerg eng regional Konferenz vun der UNEP Finance Initiative zum Thema Responsible Banking, an dat zesumme mat Luxembourg for Finance.

Dir, Här Minister, hutt selwer do geschwat an och eis Ëmweltministesch, d'Carole Dieschbourg. Ech wëll och ënnersträchen, dass d'Direktioun vun der ABBL a vun der Spuerkeess och d'Wuert do ergraff hunn.

Den Nicolas Mackel, den Direkter vun LFF, Luxembourg for Finance, huet ënnerstrach, dass d'Finanzindustrie eng wichteg, fir net ze soen eng weesentlech Roll spillt an der Transition a Richtung vun enger nohalteger Wirtschaft, also net der Finanzindustrie, mee der normaler Realwirtschaft. Nieft dese Lëtzebuerger Vertrieeder waren och d'EU-Kommissioun, d'Europäesch Bankenautoritéit an d'Europäesch Federatioun vun de Banken do. Dat heescht, d'Stakeholder aus alle Richtunge waren do, déi betraff sinn, net een, deen deem anerem eppes ze soen huet. De President vun der Europäescher Investitiounsbank huet och eng bemierkenswäert Interventioun gemaach.

Esou wéi ech et héieren hunn, gouf et tëschen all deenen Akteuren an zimmlech grouse Konsens. Wouranner läit, kuerz resuméiert, dee Konsens, deen ech absolutt begrëissen? D'Banken hunn eng direkt Verantwortung, fir hir Clientèle, notament d'Betriber, ze begleeden, dass déi Betriber d'Transition zu engem méi ëmwelt-, klimafreundlechen a sozial gerechte Geschäftsmodell esou schnell a gutt wéi nëmme méiglech packen.

Zimmlech eestëmmeg war och ze héieren, dass een, fir ze handelen, net soll drop waarden, bis déi Taxonomie komplett ausgeschafft ass, well dat nach zwee, dräi Joer dauere kann, also ze laang ass, bis een ufänkt ze handelen.

Dass dat esou daitlech als Eegeverantwortung vun de Vertrieeder vun de Banke selwer gesot gëtt, huet mech, wéi gesot, positiv iwwerrascht. Et ass kloer och eng Top-down-Anproche am Sënn vun den Nohaltegekeetsziler nom Motto: „Wa mir Banker eis Responsabilitéit net huelen, da geet et schif aus fir eis all.“

Meng Fro un lech, Här Minister: Wat gedenkt d'Regierung ze ënnerhuelen, fir d'Banken zu

Lëtzebuerg am Allgemengen a besonnesch déi, wou de Staat Aktionär ass, ze ënnerstëtzen, ze motivéieren, fir dass si hir Clientèle vu Betriber begleeden an der Transition zu méi ëmwelt-, klimafreundlechen a sozial gerechte Geschäftsmodeller?

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Margue. An dann huet de Finanzminister, den Här Pierre Gramegna, d'Wuert.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, léif Kollegeen aus der Regierung, Merci, Här Margue, honorabelen Deputéierten, fir dës Fro.

Dir hutt, richtegerweis, ënnerstrach, dass mer déi regional Konferenz vun der UNEP FI, dat heescht „Plan national des Nations Unies“ fir d'Finanzen, hei zu Lëtzebuerg haten, an dat war e grouse Succès. Dir hutt och vill Prominenter ënnerstrach, déi do waren, ob dat elo de Chef vun der BEL ass, den Här Hoyer, ob dat de Vizepräsident vun der Kommissioun, den Här Dombrowskis ass a vill anerer.

Ech muss lech soen, mir kennen d'UNEP FI gutt, well mer mat der UNEP FI d'Initiativ fir eng soutenabel Finanz zu Lëtzebuerg zesammen ausgeschafft hunn. A mer wäerten eis och grad elo mat der UNEP FI organiséieren, fir eis an Zukunft nach méi strateegesch a méi konkreet an deem Domän ze beschäftegen.

Et ass esou, dass Lëtzebuerg an deem Domän scho laang ganz aktiv ass. An ech muss soen, ech ka mech nëmme freeën iwwert déi Kooperatioun, déi ech do mat der Madamm Minister Carole Dieschbourg hunn, well mir schaffen am Domän vun der Finance soutenabel elo säit sechs Joer zesammen.

Mir hate virun enger zwou Wochen e Seminar mat der BEL iwwer „blended finance“, an do hunn ech mam Carole Dieschbourg ënner anerem d'Plattform fir de Klimachangement erneiert. Et ass eng Initiativ, déi unique ass, wou Lëtzebuerg mat der BEL iwwer eng Period vun dräi Joer Honnerte Milliounen investéiert an Drëttlänner, fir klimafreundlech Finanzementer ze tätigen, déi ouni dës Zesummenaarbecht mat der BEL iwwerhaupt net machbar wär. Dat ass, wéi gesot, unique op der Welt. A mat där Ennerschrëft hu mer och d'Initiativ opgemaach, fir dass aner Länner dat kënne matmaachen.

Dat zweet, wat ech dozou wëll soen, ass, dass mir zu Lëtzebuerg haut scho bal een Drëttel vun alleguerten de Fongen hunn, Investissementsfongen, déi de Kritäre vun Environment, Sozialem a Gouvernance gerecht ginn. Dat heescht, mir sinn do scho Leader an Europa.

En drëtten Punkt, an de Vizepremierminister, den Étienne Schneider, huet eng Allusioun dorop gemaach: Mir hunn zu Lëtzebuerg de Luxembourg Green Exchange, dat ass also eng Institutioun, déi vun der Lëtzebuerger Bourse geschafte ginn ass, fir exklusiv soutenabel Obligatiounen ze cotéieren. Bref, mir sinn zu Lëtzebuerg scho gutt opgestallt, souwuel wat d'Initiative vun Public ubelaangt wéi och d'Initiative vun den Entreprises.

Nun ass och bei der Geleeënheet vun dëser Konferenz zum Virschäi komm, dass et eng Initiative vun der UNO gëtt fir soutenabel Finanzen a Saache Banken. Dat ass am September lassgaangen a mir hunn déi gutt Noriicht, dass mer en fait zu Lëtzebuerg zwou Banken hunn, déi déi elo soucrivéiert hunn. Zum éischten d'Spuerkeess, do war et, tëschen Guillemeten, vläicht am Einfachsten, well do ass de Staat Aktionär. An déi hu sech do voll drageknéit. Elo virun e puer Deeg huet d'Raiffeisen-Bank annoncéiert, dass si sech och deene Prinzipien do verschreiwen. An ech géif gären der Association des banques et banquiers zu Lëtzebuerg, d'ABBL, felicitéieren, déi dat och am Laf vun dësem Joer annoncéiert hunn a sech deem verschreiwen.

Dat bréngt mech dann op Europa ze schwätzen. Europa ass amgang ze definéieren: Wat ass Finance soutenabel? Wat ass „sustainable finance“ a Saachen, wéi een d'Kommunikatioun driwwer mécht, op Englesch de „reporting“? Wat sinn d'Standarden, déi ee muss anhalen? An haaptsächlech: Wat ass d'Taxonomie? An anere Wieder: Wat ass wierklech soutenabel a wat ass et net? Dese leschte Punkt ass amgang, verhandelt ze ginn, och mam Europaparlament, an et wäert hoffentlech an deenen nächste Wochen a Méint zu enger definitiver Definitioun an Entscheidung kommen.

Ech kann lech soen, dass dës Regierung allen Akteuren hei zu Lëtzebuerg permanent seet, si

solle sech do schlu maachen an anticipéieren. Esou wéi mer 1985 déi Éischt waren, déi gréng, deemools net gréng Fongen, mee deemools nei Fonds communs de placement gegrënnt hunn, ier d'Direktiv iwwerhaupt en vigueur komm ass. Op déi selwecht Aart a Weis encouragéieren ech d'Akteuren, dat muer, an den nächste Wochen oder Méint, ëmzesetzen, soubal déi Taxonomie fäerdeg ass an akzeptéiert ass um Niveau vun den europäeschen Institutionen.

D'Roll vum Staat ass natierlech net, selwer an der Privatindustrie tätég ze ginn. Eise Rôle ass et, de Kader ze schafen. A wann ech mer dat Bild kann erlaben: Mir mussen den Aquarium schafen, fir dass dann alleguerten d'Akteure wéi e Fësch am Waasser sinn.

Ech soen Iech Merci.

10. Question élargie n° 20 de Mme Martine Hansen relative à l'implantation d'un centre de données par Google à Bissen

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Finanzminister. Mir kéimen dann elo zur erweiterter Fro Nummer 20 vun der Madamm Martine Hansen iwwert den Datacenter vu Google zu Bissen. Madamm Hansen, Dir hutt d'Wuert.

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ier ech zu Google kommen, wéll ech soen, dass et frou sinn, dass direkt zwee Ministeren hei sinn, fir op d'Froen ze äntweren. Dat hat vun Ufank un net grad esou ausgesinn, well u sech hate mer d'Fro an d'Madamm Dieschbourg adresséiert, an dunn hat ech an der Conférence des Présidents gesot kritt, déi gréng kéinten oder wéilten net äntwere weinst der Kommodosprozedur. An dat kann u sech net sinn, well Google huet et fäerdegbruecht, an engem Owend an der Biergerversammlung méi Informatiounen ze liwwere wéi d'Regierung an deene leschte Joren. An dobäi kann ee soen, dass Google och nach relativ vag war.

Ech kommen dann zu meng Froen. Éischtens: Wat steet genau am Accord dran, deen d'Regierung mat Google ënnerschriwwen huet? Zu wéi engem Präis kann d'Regierung d'Flächen zréckkafen, wann de Projet Google näischt géif ginn?

Dann den Energieverbrauch. Den Här Turmes hat eis am État de la nation e bëssen iwwert d'Killung vun de Schampesfläschen erzielt. Dat war relativ ënnerhalend, mee et war net ganz informativ. Hien huet och nach gesot, wa Google kéim, da bräichte mer eeben e bësse méi Erneierbarer. Mee dat si fir eis zimmlech Wischiwaschi-Antwerten.

An duerfir nach eng Kéier: Wat heescht dat, e bësse méi Erneierbarer? Google huet an hirer Informatiounsversammlung gesot, dass si an enger éischer Phas géife 7% vum gesamte Stromverbrauch brauchen an enger zweeter Phas 12%. Wa mer dat géifen zum Beispill mat Wandkraaft hierstellen, da bräichte mer zirka 2,5- respektiv an enger zweeter Phas 4-mol méi Wandmille wéi elo. Also déi drëtt Fro: Stëmme des Zuele vum Energieverbrauch?

Véiertens: Kënne mer mat deem Wuesstum, dee mer hunn, mat deem zousätzleche Verbrauch nach eis am Energieeffizienzplang gesaten Ziler errechen?

Fënneftens: Mussen, wa Google kënnt, zousätzlech Infrastrukture fir d'Stroumzouliwwerung gebaut ginn?

Da kommen ech bei de Ressourcëverbrauch, de Waasserverbrauch. Och heizou hu mer schon eng Partie Froe gestallt - déi ganz Opposition, mir net nëmmen eleng -, natierlech och erëm eng Kéier ouni Antwerten ze kréien. No der Biergerversammlung zu Biisse wesse mer awer, dass d'Regierung, dass d'Ëmweltministesch des Zuele schonns méi laang huet, an dëst am Géigesaz zu deem, wat si am Prinzip ëmmer hei an der Chamber gesot huet. Dat ass definitiv richteg de Geck mat eis gemaach. Dat ass Ontransparenz héich honnert. Dat ass net ze akzeptéieren.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **Mme Martine Hansen (CSV).**- Well Google huet der Waasserverwaltung verschiden Etüde ginn an d'Waasserverwaltung ass zur Conclusioun komm, dass et machbar wier, d'Waasser ënner anerem aus der Uelzecht ze huelen, well vun do soll d'Killwaasser kommen. A wann am Summer net genuch Waasser do wier, da kéint et vun der SEBES geholl ginn.

Google sot, de Verbrauch wär nëmme „quelques décilitres d'eau". Den Impakt op den Debit vun der Uelzecht wär manner wéi 1%. Ma dunn hu mer gerechent. Do ginn et nämlech Zuelen, déi ee fënn. A mir hu mat engem Debit net vun 1% gerechent, mee mat 0,7%. Dann hätte mer e Verbrauch pro Sekonn vun 63 Liter. Do kann ee vläicht nach vu „quelques décilitres" schwätzen. Wann een dat awer op den Dag héichrechent, da mécht dat 5.443 m³, 5,4 Milliounen Liter Waasser pro Dag, fir ze killen. 5,4 Milliounen Liter Waasser! Stellt Iech emol vir, Dir misst dat drénken.

Sechstens: Kann de Minister dësen héije Waasserverbrauch bestätegen?

Siwents: Gëtt am Summer, wann d'Uelzecht net genuch Waasser huet, awer gutt Dréinkwaasser vun der SEBES geholl?

Aachtens: Laut der Madamm Dieschbourg wäerten trotz Ausbau vun der SEBES eis Dréinkwaassercapacitéite mat eisem Wuesstum, dee mer hunn, Mëtt den 2030er Joren un hir Limite kommen. Ass et an den Ae vun der Regierung ënner esou Ëmstänn tragbar, engem Betrib Dréinkwaasser fir d'Killung zouzege-
stoen?

D'Gläichbehandlung vun de Betriber, en aner Stéchwuert a meng néngt Fro: Firwat gëtt fir déi puer Geméis- an Uebstbetriber net genau sou séier eng pragmatesch Léisung fonnt? Hire Bedarf ass vill méi kleng.

Dann zum Bedarf vun Aarbechtskräften: Laut Google wäerten an enger éischer Phas 100 bis 150 Plazen, an enger zweeter Phas 300 bis 350 Plaze geschaaft ginn. Dat solle virun allem Leit si fir d'Maintenance a fir de Gardiennage. Meng zéngt Fro also: Sinn des Leit bei eis um Aarbechtsmarché ze fannen?

Eng eleeft Fro: Ass virgesinn, eng spezialiséiert Ausbildung an engem vun eise Lycéeën, wat d'Maintenance ugeet, opzebauen?

D'Notze vun der Ofwäermt: Mir haben d'Propos gemaach, fir mat Betriber zesummeneschaffen zum Beispill am Geméisbau. Dat hat den Här Schneider dunn an der Aktualitéitsstonn e bëssen an d'Lächerlecht gezunn. Den Här Turmes huet awer gesot, Dir géift kucken, wat ee mat der Ofwäermt kéint maachen. Mee ech mengen, elo hat Der relativ laang Zäit, fir ze kucken. Duerfir meng zwieleft Fro: Wat hutt Der gekuckt a wat ass bei Ärem Kucken a puncto Ofwäermt erauskomm?

Här President, keen huet eppes géint Google, well mir googlen am Prinzip alleguer all Dag. Mir wünschene eis vun dëser Regierung am Prinzip just dat, wat mer eis och alleguer vu Google erwaarden, nämlech Transparenz an Informatiounen, op déi ee sech verlose kann. An dat ass zu gudder Lescht eeben och eng Fro vu Vertrauen. An och dat sot de Google-Matbegrenner Larry Page eemol: „Wa keen eis vertraut, hu mer kee Business!" An dat zielt och fir d'Politik. An ech géif mengen, nach méi fir d'Politik.

Ech si gespaant op d'Antwerten.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Hansen. D'Regierung huet d'Wuert.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Här President.

(**Interruptions**)

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Fir d'éischt den Här Wirtschaftsminister, den Här Étienne Schneider.

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- Här President, ech soen Iech Merci.

„An de 70er an den 80er Jore vum leschte Joerhonnert, wéi mer eis zu Lëtzebuerg mat der Stolkris erëmgeklappt hunn a wéi mer iwwerzeegt waren, [...] Lëtzebuerg hätt seng beschte Zäiten hannert sech, do hu jonk Leit ouni Suen, mee mat Iddien, an de Kelleren an an de Garagé vum den amerikanesche Virstied d'Informatiounsrevolutionen agelaunt. Microsoft, [...] AOL, eBay an aner sinn entstanden.

Déi waren iwwerhaupt net fir eis geduecht. Mee si sinn elo hei. Well mir si se siche gaangen, wéi si sech no enger Ankerplaz an Europa ëmgekuckt hunn. An et war net einfach, [...] fir se ze kréien. Et kascht grouss Efforten, fir dass mer der nach méi heihinnerkréien. Mee déi, déi mer kënne kréien, déi sinn ënnerwee.

Vu dass mer kënnen, wa mer wëllen, kënnen mer se och kréien. Mir wëllen an der Technoparad an der éischer Rei matdansen."

Ech hunn dat ofgelies, well et net vu mir staamt. Mee et staamt aus dem État de la nation vun 2006 vum Jean-Claude Juncker.

► **Une voix.**- A!

► **M. Étienne Schneider, Ministre de l'Économie.**- An ech wëll dat just hei zitieren, well et weist, dass et ëmmer erëm Pionéier brauch an der Politik, déi nei Saache siche ginn, déi sech trauen, nei Saachen ze maachen. Ech hätt och hei kéinten d'SES mam Här Pierre Werner zitieren, deen och hei am Haus deemools vill kritiséiert ginn ass, well keen agesinn huet, firwat dass mer dat bräichten a firwat dass mer Satellitte bräichten, fir d'Télee ze iwwerdroen.

Ech soen Iech, Dir Dammen an Dir Hären, Lëtzebuerg huet sech an déi heite Regierung huet sech eng Strategie ginn, eng Strategie digitale fir Lëtzebuerg. „Digital Lëtzebuerg" misst entre-temps jiddwerengem e Begrëff sinn. An do an deem Kader ass et natierlech och fir eis wichtig, dass mer déi néideg Datenzentren hunn, fir déi digital Strategie kënnen ëmzesetzen. D'Datenzentren, Dir Dammen an Dir Hären, sinn d'Lagerhale vun der Internetökonomie, an déi wëlle mer och op Lëtzebuerg.

Dir wësst, dass mer schon eng ganz Rëtsch där Datenzentren hei zu Lëtzebuerg hunn, natierlech keen esou grouss wéi Google. Mee mir sinn europawäit a weltwäit bekannt dofir. Mir hunn eng ganz Rei ekonomesch Aktivitéite just do d'uerch heih kritt - ënner anerem och am Finanzberäich -, dass mer Tier-4, also héchstméiglech securiséiert Datenzentren op Lëtzebuerg kritt hunn. Dofir si mir als Regierung och iwwerzeegt dervun, dass e Projet wéi Google eiser Strategie, eiser digitaler Strategie, gutt-deet an dass e wichteg ass.

An ech hu viru Kuerzem hei am Kader vun der Rifkin-Etüd erkläert, firwat a wéi déi digital Ökonomie eis kann hëllefen, eis Ökonomie vill méi nohalteg opzebauen. D'Digitalisatioun, d'Robotisierung an d'kënschtlech Intelligenz, fir alles dat hinze kréien, Dir Dammen an Dir Hären, brauch ech Datenzentren.

Elo kënnt Der natierlech net zefridde sinn, well dat heiten esou e grouse Projet ass. Ech soen Iech, et ass awer och e Projet phare, fir Lëtzebuerg am Ausland ze verkafen als e fortschrëttlech Land, dat an der digitaler Ökonomie Virreider ass.

Natierlech ginn et eng ganz Rei Froen, an d'Madamm Hansen huet der eng ganz Rei elo hei de Mëtt opgeworf. Firwat Lëtzebuerg? Firwat ass Lëtzebuerg interessant fir Google? Ech mengen, et brauch een net laang sichen ze goen. Op där enger Säit natierlech weinst der Diversifizierung vun hire Standuerter. Si probéieren, a verschidde Länner esou Datenzentren ze hunn. Mee awer och well zu Lëtzebuerg d'Datenzentren traitéiert ginn an der Energiepräisgebung wéi d'Schwéierindustrie an domadder den Energietarif zu Lëtzebuerg natierlech interessant fir Google ass. Doraus brauch ee keen Heel ze maachen, dat hunn ech och ëmmer gesot.

Et ass awer net esou, dass mir hinnen hu misse finanziell Hëllefen oder steierlech Avantagen zougestoen, déi anescht wäre wéi déi fir all anere Betrib hei zu Lëtzebuerg. Et kënnt derbäi, dass, wa mer vu Biisse schwätzen, do eeben d'Héichspannungscapacitéiten do sinn, d'Killwaasser och do ass. Mee ech mengen, den Här Turmes geet op déi dote Froen nach weider an.

Et ass och esou, Madamm Hansen, dass et effektiv d'Méiglechkeet gëtt fir de Staat, fir den Terrain ofzekafe vu Google, wann de Projet näischt géif ginn. Allerdéngs ass et awer och esou festgehale, dass de Präis muss dee sinn, dee si och bezuelt hunn an net dorop nach dierf Spekulation gemaach ginn.

Mir sinn eis och eens an der Regierung, falls dat doten net de Fall wier a mer deen Terrain missten zréckkafen, da géif deen Terrain natierlech kënne benotzt ginn fir eng Aktivitéitszon, wéi mer der elo am Plan sectoriel eng ganz Rei virgesinn hunn. Dat heescht, den Terrain zu deem Präis, wou mer e kafen, dat ass haut och plus ou moins de Präis, dee mer bezuelen, wa mir Zone-d'activités-Terrainen opkafen. Dat wär also fir de Staat elo keng Katastroph, also zumindest emol vum Finanzielle keng Katastroph, wa mer déi Terrainen da missten zréckkafen, woubäi ech awer ganz kloer soen, dass ech absolut fir dee Projet Google sinn an och hoffen, dass dee sech wäert hei realisieren.

Wat d'Aarbechtsplazen ugeet, hutt Der gesot, ech mengen, 100, 150 Leit an enger éischer Phas, 300 bis 350 an enger zweeter Phas. An natierlech si mir beméit wéi bei all Betrib, deen op Lëtzebuerg kënnt, fir derfir ze surgen an der Ufankphas, wou de Betrib gebaut gëtt, déi Entreprises a Kontakt ze bréngen mat der ADEM, fir ze kucken, wéi eng Leit aus der ADEM da géifen op déi doten Jobbe passen, oder fir zumindest Formatiounen während där Zäit vum Bau ze organisieren, fir dass déi Leit, déi kéinten drop passen, déi néideg Formatioun kréien, fir dass natierlech den Emploi zu Lëtzebuerg bleift an net muss assuréiert ginn, oder esou mann ewéi méiglech muss assuréiert

ginn iwwer Frontalieren. Woubäi mer jo näischt géint Frontalieren hunn, mee de Problem vun der Mobilitéit net wëllen zousätzlech verschärfen. Also, soubal de Projet leeft, gëtt dat do mat Sécherheet wéi bei all anerer Implantation gemaach, dass déi Kooperatioun mat der ADEM besteet.

Ech géif och hei wëlle soen, dass den definitive Projet - ech mengen, Dir hutt eng Rei Froe gestallt, déi sech méi elo un den Här Turmes wenden - eréischt wäert a senger Endphas oder a senger definitiver Phas bekannt sinn, wann den Dossier deposéiert ass fir d'ÉIE a fir de Kommodo, wann dee virläit. Well an deem heite Beräich, wat en héich sensibelen, technologesch sensibelen Beräich ass, ännert natierlech d'Technologie relativ schnell, an zemol, wann een esou laang brauch, wéi mir an deem heiten Dossier brauchen, fir e virunzebréngen. Voilà! Dat gesot, géif ech d'Wuert zréck ginn un de President.

Merci.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wirtschaftsminister. An ech ginn d'Wuert weider un den Energieminister, den Här Claude Turmes.

(**Brouhaha et hilarité**)

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.**- Här President, léif Deputéiert, ...

(**Interruptions**)

... et gëtt keng Digitalekonomie ouni Datenzentren. An d'Digitalekonomie ass eng Realitéit an der Wirtschaft an et ass och eng Realitéit am Alldag. A wann ech d'Statistike richteg gelies hunn, gëtt et kee Land, wou et esou vill Handy pro Avunner gëtt, esou vill iPaden an och esou vill Kontrakter mat Netflix. Dat heescht, mir sinn e Land, wou mer net nëmme wirtschaftlech, mee, ech denken, och de Gros vun de Leit, déi hei zu Lëtzebuerg liewen, méttlerweil an der Digitalekonomie ukomm sinn. An all Digitalekonomie huet natierlech och en Ëmweltafloss.

Et gëtt eng rezent Etüd vum Fraunhofer Institut, wat en däitsche bekannten Institut ass, déi hunn emol gerechent fir Europa, wat den Impakt vun der Digitalekonomie op d'Klimaemissiounen vun Europa ass. A si sinn zu engem Schluss komm, dee seet: Deemno wéi d'Datenzentren gebaut ginn, wann et schlecht Datenzentren sinn, da kann dat de Klimateffekt oder d'Klimabilanz vun Europa ëm 8% bis 10% verschlechteren. Wann d'Datenzentren awer an Zukunft oder ab sofort energieeffizient gebaut ginn, da kann d'Digitalekonomie, do d'uerch dass se ... An ech mengen, dat mécht Goodyear elo hei am Land. Wann s du Industrie 4.0 hues mat engem Industrieprozess, dee bis an d'Lescht mat Sensoren an esou weider gesteuert ass, da brauch de vill manner Ressourcen an du brauch och vill manner Energie.

Mir hunn och eng Strategie, fir an alle grouse Gebaier hei zu Lëtzebuerg elo vill méi och op Automatisierung ze setzen, fir eeben déi ganz Stromconsumatioun ze optiméieren. Alles dat bréngt d'Digitalekonomie fäerdeg an ass dann e positive Bäitrag. Dat heescht, d'Kruv vun deem Ganze läit do: Wéi gëtt deen Datenzenter herno an der Realitéit gebaut?

Vläicht éier ech dozou kommen, vun Flächeverbrauch: Fir 35 Hektar, déi Google kaaft huet zu Bissen, si parallell dozou aus dem Plan sectoriel «Zones d'activités économiques» och 35 Hektar erausgeholl ginn, fir dass mer dat géifen equilibréieren, a si mussen och kompensieren.

D'Versuergungsécherheet. De fréieren Energieminister huet scho richteg gesot: Um Rouscht ass déi beschte Plaz, well mer do vun den Transformateuren an och vun de Leitungen hier beschtens opgestallt sinn. A mir packen dat. Bei den erneierbaren Energien ass et esou, dass Google weltwäit eng Politik huet, fir 100% erneierbar Energie bei alle Projeten ze maachen. A si sinn och bereet, hei zu Lëtzebuerg um Site selwer Fotovoltaik ze maachen.

Si sinn och bereet, wa mer gutt Sitte fannen, eng Rei Wandmille ze maachen. Mee et muss ee sech och der Gréisstenuerdung bewosst sinn, wa mer dat maachen. Kommt, mir soen, mir kéinten zu Biisse 5 Megawatt Solar maachen an och nach fënnf, sechs Wandmille mat 25 Megawatt! Mee et ass awer 100 Megawatt Uschlosslech, wann een Datenzenter gebaut gëtt, an 200 Megawatt, wann der zwee gebaut ginn. Dat heescht, Google wäert, esou wéi haut schonn, warscheinlech erneierbar Energien, Wandenergie aus der Nordsee iwwer Kontrakter kafen, an da kënnt quasi iwwert d'Stroumnetz den Elektron op Lëtzebuerg, a si hunn e kommerzielle Kontrakt mat erneierbaren Energien.

Also an deem Beräich leeft dat. A mir mussen natierlech dann och nach kucken, an eiser na-

tionaler Bilanz müsse mer natierlech och do nach dann e bëssen zoukafen, fir dat méiglech ze maachen och an eiser Bilanz.

Zum Waasserverbrauch. De Waasserverbrauch ass jo net fir d'Leit, déi um Site sinn, an - wat weess ech? - de Sanitär dovunner. De Waasserverbrauch, deen am Raum steet, hänkt domadder zesummen, wéi effizient deen Datenzenter gebaut gëtt.

An Dir wërft eis ëmmer vir, mir wieren intransparent. De Moment vun der Transparenz, dee kënnt elo eréischt, an dee kënnt an der Ëmweltimpaktetüd. Bis dohinner huet Google héchstens e puer Hypothese getest, wou se soen: Wann en esou an esou ass, géif et dann zu Lëtzebuerg op där Plaz Waasser ginn, wat eis dann déi doten Aart a Weis vun der Killung géif erlaaben?

Mee bis haut wësse mir dat net als Regierung, an dat ass och normal, well een dat net weess bei all Projet, bis d'Ëmweltimpaktetüd gemaach ass! Bei der Ëmweltimpaktetüd, dat ass deen éischte Moment, wou ee Betrib muss am Detail weisen, wat en dann elo plangt.

A bei den Datenzentren, do gëtt et da Kärfroen ze beäntweren. Déi éischt ass: Mat wéi enger Temperatur gëtt den Datenzenter bedriwwen? Mir hunn an deenen éischten Datenzentren, déi mir hei zu Lëtzebuerg gebaut hunn, 20 Grad.

Wat heescht dat? Majo, dat heescht, da muss ech ganz oft killen, well et jo och hei zu Lëtzebuerg oft iwwer 20 Grad ass. Mee du kanns awer haut och Datenzenter schonn operéieren mat 30 bis 35 Grad. Wann dat de Fall ass, da brauchts de nach just e puer Deeg am Joer ze killen.

An dann do hannendrun ... Dat heescht, dat ass déi éischt Decisioun, an déi ass menges Wëssens an eises Wëssens net gefall. Google huet eis op alle Fall nach net gesot, mat wéi enger Temperatur deen Datenzenter bedriwwen gëtt. An en fonction dovunner: Mat wéi enger Technik kann ech dann herno ëmgoen?

A fir mech dann haut nach eng Kéier virzebeereeden, hunn ech dann och nach eng Kéier „gegogelt“.

(Hilarité)

Et ass an de leschten Deeg zu Helsinki ee vun den meisten Datenzentren an Europa opgaangen, 24 Megawatt, also ee Véierel vun 100. Deen Datenzenter hëtz 20.000 Haiser zu Helsinki!

Dat heescht, déi Technik, dat ass elo ee vun de leschten Datenzentren, déi gebaut gi sinn. Virun zwee, dräi Joer war déi Technik nach net do. An déi Fro, déi mir och an den nächste Méint elo mussen eebe kucken mat Google, ass: Wat genee hu si geplangt fir den Datenzenter? An da komme mer gären och nach eng Kéier erëm heihinner zréck, firlech nach méi prezis Äntwerten ze ginn.

Villmools Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Turmes. D'Madamm Hansen huet d'Wuert, fir eng Zousazfro ze stellen.

Ech wëll dem Här Kartheiser soen, datt mer hei net an enger Prozedur vun enger Diskussioun dra sinn. Fir d'éischt, fir d'Zousazfro, d'Madamm Hansen.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech wëll u sech e puer déi selwecht Froe stellen, well ech déi meescht Froen net beäntwert kritt hunn. Ech wëll awer och hei soen, wat den Här vu Google zu Biisse gesot huet: « On a surtout travaillé avec la Gestion de l'eau sur cette étude. On a également fourni l'ensemble des données. » Un d'Waasserwirtschaftsamt. Also huet d'Waasserwirtschaftsamt Zuele vum Waasserverbrauch an d'Waasserwirtschaftsamt huet opgrond vun deenen Zuele gekuckt, datt et géif iwwer d'Uelzucht méiglech sinn an datt een och misst am Summer dann am Noutfall op d'SEBES zréckgräifen.

An op all déi Froen, déi ech hei konkreet gestallt hunn, hunn ech leider keng Äntwerte kritt. Dat heescht: Wivill Waasser gëtt gebraucht? Muss am Summer Drénkwaasser geholl ginn? Ass dat ze akzeptéieren?

Ech weess och, datt iergendwéi eng Tëschelëiung soll ugeschwat ginn iwwer d'SIDERO-Kläranlag. Mee d'SIDERO-Kläranlag, dat ass am Prinzip indirekt d'Uelzucht. Well wann et vun der SIDERO-Kläranlag direkt geholl gëtt, da leeft et eeben net méi an d'Uelzucht. Dat heescht, och dat huet een Afloss op den Debit. Dat heescht, ech hunn do keng vu menge Froe beäntwert kritt.

Zousätzlech Infrastrukturen, den Här Turmes sot: „Mir packen dat!“ Stroum? Da weess ech nach net, wat dat ass: „Mir packen dat.“ E

bësse méi Erneierbarer, och dat krut ech net beäntwert. Energieeffizienzplang, kënne mer dat erreechen? Och dat krut ech net beäntwert. Also, ech fannen et definitiv schued. Souguer bei der Ofwäermt, wou Der gesot hutt, Dir géift kucken, hutt Der mer elo gesot: „Zu Helsinki maache se dat doten.“

Dir hutt awer schonn Daten. Deen dote Projet soll geschwéi kommen. Dann hoffen ech jo awer wierklech, datt d'Regierung sech scho Gedanke gemaach huet.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Madamm Hansen. Wëllt d'Regierung nach eng Kéier dorop reagéieren? Den Energieminister Claude Turmes huet d'Wuert.

► **M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie.** - Nach eng Kéier, Madamm Hansen - ech mengen, Dir misst et jo eigentlech och selwer wëssen -: De Moment de vérité kënnt bei der Ëmweltimpaktetüd. Dann eréischt wësse mer genee: Mat wéi enger Temperatur soll deen Datenzenter bedriwwen ginn? Wéi eng Technik gëtt do agesat? An da gëtt et méi kloer, ob a wéi vill Waasser do gebraucht gëtt. An da gëtt och eréischt kloer, ob ee kann Ofwäermt do notzen oder net.

An ech denken, iergendwann d'nächst Joer wäert déi Etüd op den Dësch kommen. An da gi mer alleguerete méi schlau.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Energieminister. Ech wëllt dann nach dem Här François Benoy d'Wuert gi fir eng Richtegstellung zu engem Commentaire vun der Madamm Hansen.

► **M. François Benoy (déi gréng).** - Merci, Här President. Jo, ech wollt just awer kuerz eppes dozou soen, well d'Madamm Hansen mech als Vertrieeder vun der grénger Fraktioun an der Conférence des Présidents an d'Spill bruecht huet.

(Interruption)

Jo, ech war awer de Vertrieeder vun der grénger Fraktioun. Da sinn ech domadder gemengt.

Also mir verwieren eis natierlech kenger Debat, an dat huet, mengen ech, och elo grad d'Saach gewisen. Et ass just, dass do, wou mer elo dru sinn, nämlech engersäits bei de Modifikatiounen vum PAG an anersäits dem PAP, deen dann elo kënnt, mir eeben net an der Kompetenz vun der Ëmweltministesch sinn an dass si doduerjer och net déi richteg Persoun hei wär. An dat ass dat, wat ech eeben hei gesot hunn. Dat kënnt eréischt an deene Phase vun den Autorisatiounen respektiv dem Dossier vun der Ëmweltimpaktstudie, wéi et jo elo nach eng Kéier confirméiert ginn ass.

Merci.

► **Mme Martine Hansen (CSV).** - Ech wollt just nach eng Kéier soen, datt d'Madamm Ëmweltministesch Daten huet an datt Google dat zu Biissen och esou gesot huet. A wann d'Madamm Ëmweltministesch Daten huet, da fannen ech, misste mir als Chamber dat och gewuer ginn.

Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci, Här Benoy, fir des Kloerstellung. Dese Punkt ass domat ofgeschloss.

11. 7372 - Projet de loi portant modification :

1° en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP) de

a) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;

b) la loi modifiée du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle ;

c) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;

2° de la loi du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance

Eisen nächste Punkt vun eisem Ordre du jour vun haut de Mëtteg ass de Projet de loi 7372, d'Ëmsetze vun enger Direktiv iwwer d'Institutionen de retraite professionnelle. D'Riedezäit ass

nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech schonn ageschriwwen: den Här Gilles Roth, den Här Franz Fayot, d'Madamm Josée Lorsché, den Här Roy Reding, den Här David Wagner, den Här Sven Clement. D'Wuert huet elo de Rapporteur vun dem Projet de loi, den honorabelen Här André Bauler. Här Bauler, Dir hutt d'Wuert.

Rapport de la Commission des Finances et du Budget

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.** - Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, mat dem Gesetzprojet setze mer eng weider Direktiv am Beräich vun der Finanzwirtschaft an nationaalt Recht ëm. Konkreet befaasst sech d'Direktiv 2016/2341 mat den Institutionen de retraite professionnelle, kuerz IRP. Op Däitsch géife mer soen: „Institutionen der betrieblichen Altersvorsorge“. Dat legaalt Fundament, also den éischten Text, mat deem op europäeschem Niveau Reegelen agefouert gi sinn, fir d'Aktivitéite vun deenen Institutionen ze encadréieren an ze iwwerwaachen, geet op d'Joer 2003 zréck.

Un dëser Direktiv gouf am Laf vun de Joren alerdéngs léns a riets ëmmer nees gepléischert, soudatt den Text vun 2016 déi ursprénglech Direktiv elo komplett ersetzt. D'Reegelwierk, sou wéi et iwwerschafft an iwwerholl ginn ass, huet verschidden Ziler. Zum enge geet et drëms, den europäesche Banne maart mat Bezuch op des Servicer ze verdeiwen. Dofir ginn d'Dispositiounen par rapport zu de grenziwwerschreidenden Aktivitéite prezisiéiert a vereinfacht.

Et gëtt och eng nei Prozedur agefouert, wann d'Portefeuillen an en anert Land transferéiert ginn, bei där déi spezifesche Roll vun den zoustännegen Iwwerwaachungsautoritéiten an den zwee betraffene Länner prezisiéiert gëtt.

Doriwwer eraus gëtt d'Protektioun vun de Clienten, d'Protection des consommateurs, haaptsächlech op zwou Manéiere gestärkt. Éischtens mussen d'IRPen an Zukunft hire potenzielle Clienten en Dokument zur Verfügung stelle mat all de relevanten Informatiounen iwwer hir Produiten, iwwer déi eventuell Risiken, déi domadder verbonne sinn, iwwer d'Performance vum Produit an der Vergaangenheet an esou weider an esou fort.

Op des Manéier sollen d'Clienten d'Chance kréien, fir kënnen eng kloer Entschcheidung en âme et conscience, wéi een esou schéi seet, ze huelen. Dëst Dokument gläicht deemno dem KID, Dir ernannt lech, dem Key Information Document am Kader vun den Investmentfongen. Doriwwer eraus kréien d'Clienten reegelméisseg e Relevé vun den IRPen, an deem enner anerem déi accumuléiert Pensionsrechter stinn.

Zweetens gëtt d'Gouvernance vun den IRPen ugepasst, fir eng besser Gestiou vun de Risiken ze garantéieren. Méi genee bedeit dat, datt d'IRPe reegelméisseg op hire Risiko iwwerpréift ginn. Weider soll kontrolléiert ginn, a wat fir engem Mooss si hire Verpflichtunge vis-à-vis vun hire Clienten kënnen nokommen.

Hei zu Lëtzebuerg ginn haaptsächlech d'Pensionsfonge vum zweete Piliere vun der Altersversuerg vun deenen neien Dispositiounen betraff, also déi Fongen, déi complémentaire Pensionsregimier verwalten, déi e Patron fir seng Salariéieren en place setzt.

Zum Schluss sief nach bemierkt, datt de Gesetzprojet d'Iwwerwaachungsautoritéiten - d'CSSF, de Kommissariat vun den Assurancen an d'IGSS also - mat den néidege Pouvoiren an Instrumenter dotéiert, fir datt si hir Iwwerwaachungs- a Kontrollaarbecht méi effikass a besser koordinéiert bewältege kënnen.

Wat d'Avisen ugeet, verweisen ech bei dem dach séier techneschen an och voluminöse Projet op mäi schrëftleche Rapport. Ech wëll just den Avis vun der Chambre de Commerce erausgräife plus dee vun der Salariatskummer an dee vum Staatsrot, an deem zwou Opposition-formellé stoungen.

Op där enger Säit war de Staatsrot, also déi héich Kierperschaft, der Meinung, datt beim Artikel 256-69 de Renvoi op d'Formel „Lois, règlements et dispositions administratives luxembourgeoises“ ze vag an onprezis wier, wat zu enger juristescher Onsécherheet oder Onkloerheet féiere kéint. Do huet also missen nogebesert ginn.

Um Niveau vum Artikel 92 huet de Staatsrot notéiert, datt de Renvoi op den Intitulé vun engem Acte, deen op engem méi niddregen Niveau an der Hierarchie vun den Norme situéiert ass, de Prinzip vun eeben dëser Hierarchie net respektéiert. De Staatsrot hat dofir gefrot, datt de Passage onbedéngt nei formuléiert misst ginn.

A sengem Avis complémentaire vum 12. November dëses Joers huet de Staatsrot säin Accord zu den Amendementer ginn, déi d'Finanz-

an d'Budgetkommissioun virdrun adoptéiert hat, an huet déi formell Oppositionen opgehewen.

Dann e puer Wuert zum Avis vun der Handelskummer vum 11. März dëses Joers, déi et derwärt sinn ze ernimmen, well den Avis eng Ureegung fir déi weider Diversifizierung vun eiser Finanzplaz ass. D'Handelskummer bemierkt sou zum Beispill, ech zitieren: « Au Grand-Duché, les actifs sous gestion de plans privés de pension des deuxième pilier », dat sinn d'Régimes complémentaires an der Entreprise, « et troisième pilier », dat sinn d'Régimes personnels de pension, « sont en effet très nettement en retrait de la situation observée dans la quasi-totalité des autres économies développées [...] »

Effektiv, wann een déi sougenannten Actifs sous gestion de plans de pension privés am Joer 2016 a Prozent vum PIB kuckt, da stellt ee fest, datt Lëtzebuerg an der OECD-Zon um Wupp rangéiert - fir dat op gutt Lëtzebuergesch ze soen - viru Griicheland an hanner Ungarn an der Tierkei. Am Peloton rangéieren Dänemark, Niederlande oder Holland, wéi mir Lëtzebuerg soen, Kanada, Island oder d'Schwäiz. „Esou eng Situatioun interpelléiert eis“, schreift d'Handelskummer, „zemol wann een d'Lëtzebuerg Finanzplaz kuckt.“ Irland, e staarke Konkurrent vun eiser Plaz an deem Beräich, virun allem an den Investmentfongen, wier do vill méi aktiv wéi Lëtzebuerg.

An d'Chambre de Commerce bemierkt weider, ech zitieren: « La position peu reluisante du Luxembourg s'explique en partie par l'effet d'éviction exercé par le premier pilier (pensions versées par les administrations publiques) qui se caractérise par des pensions (maximales) élevées en comparaison internationale et des taux de remplacement particulièrement généreux. » Esou eng staark Focalisatioun op den éischte Piliere wier net ouni Risiko fir de Liewensstandard vun de kommende Pensionnairen, also der haiteger Jugend.

Dës Focalisatioun géif virun allem d'Entwécklung vu Finanzaktivitéite mat Zukunftspotenzial an deem Beräich vermeiden, sou nach d'Chambre de Commerce. Dofir ennersträcht si och, wéi wichteg eng flexibel a proportionéiert Applikatioun vun den Dispositiounen vun dem Projet ass.

D'Salariatschamber huet hiren Avis den 10. Dezember 2018 eragin. D'Chambre des Salariés huet d'Efforte begréisst, fir de reglementaire Kader op dem Gebitt ze verstärken, fir datt d'Vespriechen a puncto Zousazpensiounen vis-à-vis vun de Clienten garantéiert bleiwen.

D'Chambre des Salariés verweist op den éischte Piliere, also den allgemenge Pensionsregimier, deen de Pensionnairen en dezente Liewensniveau an eng ekonomesch Onafhängegkeet géif garantéieren.

Här President, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Pensiounen sinn a bleiwen hei zu Lëtzebuerg e Sujet, deen eis och vläicht grad an Zukunft weider wäert beschäftegen, ob Jonk oder Al. Mat dem Projet soll besonnesch och den zweete Piliere entwéckelt ginn a virun allem d'Clienten, besonnesch d'Salariéieren, geschützt ginn.

Dat gesot, soen ech lech Merci fir d'No-lauschteren a ginn och den Accord vun der Fraktioun vun der Demokratescher Partei zu dem Projet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.** - Merci villmools, Här Bauler. Als éischte Riedner ass den honorabelen Här Gilles Roth agedroen. Här Roth, Dir hutt d'Wuert.

Discussion générale

► **M. Gilles Roth (CSV).** - Merci, Här President. Merci och dem André Bauler fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport. De Rapporteur huet richteg ennerstrach: Dat hei ass en net onweesentleche Gesetzprojet. Et sinn zwar nëmme fënnf Minutte Riedezäit, mee dee ganze Secteur gëtt nei organiséiert, wat déi Tätigkeet, awer och d'Surveillance vun de Pensionsfongen ass.

A fir de Verglach e bëssen ze maachen: Mir hunn an Europa an deem Secteur hei also betrëblech Zousazrente leie vun 2.500 Milliarden Euro - 2.500 Milliarden Euro - an et profitéieren ronn 75 Millioune Leit, dat heescht Beneficiairen, dovunner. Setze mer dat awer entgéint zu deem, wat mer an eisen normale Fongen zu Lëtzebuerg leien hunn, dann ass dat u sech just d'Hallschent. Well do si leschten Informatiounen no 4.500 Milliarden eleng an den Investmentfongen zu Lëtzebuerg, déi geréiert ginn.

An deem Kontext, Här Minister, hätt ech eigentlech dräi Froen. De Rapporteur huet mat Recht gesot, dass e bësse bedauert gëtt, dass Lëtzebuerg mat Ungarn eigentlech zum Schlusslicht vun de Pensiounsfongen, zweete Piliere, also deene betriebléche Pensiounsfongen, gehéiert, well e Manktum un Attraktivitéit an deem Secteur zu Lëtzebuerg ass.

Duerfir wollt mer eigentlech de Minister froen: Wat fir eng Moosname gedenkt en ze huelen, fir dass dee Secteur do dach e bësse méi Opwand ka kréien?

An déi konkret Fro ass déi: Gedenkt de Minister, deene Pensiounsfongen, zweete Piliere, et ze erlaben, fir individuell Zousazversécherunge fir d'Leit kënnen ze garantéieren?

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Dir mengt, well deen éischte Piliere esou gutt ass.

► **M. Gilles Roth (CSV).**- Eng zweet Fro, och eng konkret - Här Di Bartolomeo, Dir kennt dem Minister da vlächit hëllef -, dat ass déi: Mir hunn eng Konventioun, en Duebelbesteuerungsofkomme mat Frankräich. An et ass virgesinn, dat gëtt et schonns zënter bal 20 Joer - jo, 1998 -, dass bei Betrag, déi abezuelt gi vum Patron fir déi Zousazpensiounen, zweete Piliere, en Impôt forfaitaire vun 20 % zu Lëtzebuerg bezuelt gëtt.

Et ass awer esou, dass dat Duebelbesteuerungsofkomme mat Frankräich e sougenannte „système d'imputation“ virgesäit. Dat heescht, dass dat, wat zu Lëtzebuerg bezuelt gëtt, ugerechent gëtt a Frankräich vu Steieren an dass dat da vun där Steuerlaascht, déi a Frankräich ufält, ofgezu gëtt. An déi Fro ass déi, ob et séchergestallt ass, dass et hei bei deem Impôt forfaitaire libérateur zu Lëtzebuerg bleift, well dat interesséiert besonnesch d'franséisch Frontalieren.

An déi drëtt a lescht Fro ass déi, ob de Minister respektiv d'Lëtzebuerg Regierung virgesäit, opgrond och vun deenen Emännerungen, déi gemaach goufe fir déi Staatsbeamten a Beamten aus dem öffentliche Dénsgsch, déi no 1999 agestallt goufen, wou also net méi dee sougenannten „ale Pensiounsregimm“ zielt, wou eigentlech dat lescht Gehalt gerechent gëtt, fir d'Pensioun ze berechnen, abee, gesäit d'Regierung vir, fir um Niveau vun de Pensiounen am öffentliche Secteur och betriebléche Zousazpensioune virzeséieren?

Ech soen lech Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Roth. Nächsten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Franz Fayot. Här Fayot, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Franz Fayot (LSAP).**- Jo, Merci, Här Präsident. Och Merci dem Rapporteur André Bauler fir säi gudden a komplette Rapport.

Bon, et gëtt an deemem Projet de loi jo u sech zwee Voleten an zwee Aspekter. Deen een Aspekt ass den Aspekt, géif ech soen, „Produit vun der Finanzplaz“. Et ass gewosst, dass déi Sepcaven, déi mer virun enger Partie Joren agefouert hunn, ech mengen, 2005 war et, am Fong ni e ganz grouse Succès waren à l'international. Dat war eng Zort neie Fong, dee mer wollte maachen, a wou mer geduecht hunn, dass dat eng interessant Nisch ka si fir d'Finanzplaz, fir och där Pensiounsfongen, deuxième pilier, à l'international ze maachen.

Dat huet awer net fonctionéiert, eebe wéinst där Differenz tëschent de Reegelen an den États membres de destination, wou et eeben extra Reegele gi sinn iwwert d'Sozialsystemer, iwwert d'Pensiounen. An doduerch huet dat net geklappt. Elo kennt déi Direktiv, déi dat jo u sech harmoniséiert a wou, mengen ech, awer och eebe justement eppes iwwert déi Activité transfrontalière drasteet, soudass ee kann hoffen, dass dat dann des Kéier effektiv besser fonctionéiert énnert deem Point de vue.

Deen zweete Volet vun deemem Projet ass dee vun dem zweete Piliere an eise Pensiounswiesen. Ech géif do gar soen, dass mer, éischters, begrëssen, dass mer elo en neien Dispositif hunn, dee méi komplett ass, deen eng besser Gouvernance virgesäit, deen och eng besser Reglementéierung virgesäit an e bessere Schutz och fir d'Konsumenten, dat heescht fir déi Leit, déi affiliéiert sinn énnere engem zweete Piliere.

Ech géif awer och gar soen - an ech setze jo säit haut nief dem fréiere Minister an dem Beräich vun de Pensiounen, deen och eng Reform gemaach huet 2012, déi ganz wichtig ass -, dass mir als LSAP natierlech haaptsächlech attachéiert sinn un den éischte Piliere an dass de beschte Garant fir Salariéen, fir schaffend Leit émmere nach e ganz staarken éischte Piliere ass an dass mer natierlech näischt géint

deem zweete Piliere hunn, mee dass eis, wéi gesot, haaptsächlech dru geleeën ass, dass mer deen éischte Piliere renforcéieren an durabel gestalten.

Dat gesot, géif ech gären den Accord gi vun der LSAP-Fraktioun zu deemem Projet.

► **Une voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Fayot. An da wier et un där honorabeler Madamm Josée Lorsché.

► **Mme Josée Lorsché (déi gréng).**- Merci, Här Präsident. Och mir als Gréng begrëssen natierlech des Direktiv respektiv de Projet de loi, deen doraus entsteet. En huet jo net just als Zil, dat eis Zousazpensiounen esou investéiert ginn, dat de Marché reglementéiert a konsequent och genotzt gëtt, dat d'Investitiounen diversifizéiert ginn an dat déi grenziwwerscheidend Aktivitéiten eebe kloer vereinfacht a prezisiéiert ginn - wat eis besonnesch gefält, ass d'Evaluatioun.

Dat ass dee Beräich, deen eis wierklech um Häerz läit, d'Evaluatioun vun den interne Risiken a virun allem d'Evaluatioun vun de Risiken, déi duerch de Klimawandel entstinn. Och dat ass e Volet, dee muss ervirgestrach ginn. Dorun hänkt jo och d'Deklaratioun, déi alle sozialen an émweltpoliteschen Aspekter soll Rechnung droen, woumat och gemengt ass, dat heiderch eng kloer Protektioun vum Konsument wäert am Vierdergrond stoen.

Ech wéilt mech awer och dem Franz Fayot uschléissen, deen op den éischte Piliere agaan ass, an do e Clin d'œil op de Regierungsaccord maachen, wou mer eis dozou engagéiert hunn, dat de staatleche Pensiounsfong méi nohalteg ausgeriicht wäert ginn. Dat ass eng laangjäreg Fuerderung, net nème vun deene Gréngen, mee ech mengen nach vun anere politesche Parteien heibannen. De Regierungsaccord gesäit vir, dat dee ganze Pensiounsfong op de Leescht geholl wäert ginn an dat en eeben a Richtung gréng Finanzen an nohalteg Investissementer wäert ausgeriicht ginn.

An deem Sënn wënsche mer eis, dat dee Prozess elo méi séier vustattegeet wéi an der Vergaangenheet an dat mer dohikommen, wuer mer scho laang wëlle kommen, fir eeben ze verhënnere, dat déi fossill Energien nach émmere am Vierdergrond stinn, dann awer nach ganz aner Geschäfte domat verbonne ginn, déi mer an der Zäit émmere kritiséiert hunn.

Dat gesot, wéilt ech dem Änder Bauler nach eng Kéier Merci soe fir säi ganz pädagogesch opgestallte Rapport - wéi émmere - an dann och den Accord gi vun der grénger Fraktioun.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Madamm Lorsché. An da ginn ech d'Wuert weider un den honorabelen Här Roy Reding.

► **M. Roy Reding (ADR).**- Merci, Här Präsident. Ech mengen, wien dem André Bauler säi Rapport héieren huet, souguer wann e virdrun näischt iwwert dëst Gesetz gelies huet, weess elo, wourëm et geet. An ech mengen, wat fir méi ee schéint Kompliment kann een engem Rapporteur maachen?

Hei ass en Text, dee fir eis Investmentfongplaz wichtig ass, deen awer och fir eis Rente wichtig ass, fir d'Ofsicherung vun deene Leit, déi do abezuelen. An duerfir fént e selbstverständlech wéi all Text, dee gutt ass fir d'Bankplaz respektiv fir d'Renten, den Accord vun der ADR.

An ech soen dem Franz Fayot Merci. En huet do wierklech e ganz gudder Punkt gemaach, wann en den éischte Piliere ervirsträicht, net onbedéngt, wéi déi Suen investéiert ginn, mee virun allem, dat den éischte Piliere awer nach émmere deen ass, op deem eise Rentensystem berout. An Dir wësst, wat fir eng Bedéitung meng Partei deem Piliere zoumoost.

Ech soe Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Reding. An ech ginn d'Wuert weider un den honorabelen Här David Wagner.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci, Här Präsident.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Déi jëtzig oder déi viert?

► **M. Roy Reding (ADR).**- Regierung?

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).**- Nee, Partei.

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Ech loosse nach de Vizepräsident ausschwatzen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Ech hunn d'Wuert weiderginn un den honorabelen Här David Wagner. Här Wagner, loosst lech net stéieren!

► **M. David Wagner (déi Lénk).**- Merci! Merci, Här Präsident. Mir wäerten eis enthalen

an ech wollt dat awer och nach kuerz begrënnen.

Quitte dat eng Partie Verbesserungen an deem Projet de loi, an där Émsetzung souwisou indéniablement an theoretesch och dra sinn, quitte dat awer och e puer Saache vereinfacht ginn, fir dat d'Fongen och international kënnen aktiv ginn, mat Garde-fouen, déi mer awer global als Verbesserungen ugesinn, hu mir trotzdem prinzipiell e Problem mam Prinzip iwwerhaapt, an dat ass och schonn hei ugeklongen, vum zweete Piliere. An an deem Sënn si mer och an där selwechter Logik wéi eis Vertrieder vun der Lénk Fraktioun am Europaparlament, déi déi Direktiv och net matgedroen hunn.

Et fret mech, also et war schonn ... Et konnt een dovunner ausgoen, dat déi Diskussioun, vu dat et e Modèle de base ass, e bësse schnell iwwert d'Bün geet. Do muss ech awer och soen, dat dem Här Bauler säi Bericht ganz interessant war. Ech gehéieren net zu deenen, déi et systematesch all Kéiere soen. Dat heescht, wann ech et soen, da mengen ech et wierklech och. Dem Här Bauler säi Bericht war wierklech och interessant. En huet jo och aus de Chamberen zitéiert. Mir kënnen eis natierlech deem ralléieren, wat d'Chambre des Salariés gesot huet an deem Sënn, wann et e Piliere gëtt, deen ee muss énnerstetzen, dann ass et den éischte Piliere.

Et kann een natierlech och liesen, wat d'Chambre de Commerce seet. Dat ass hire Business natierlech. Si bedauern natierlech, dat mer vlächit hannendra sinn, wat den zweete Piliere uegt, dat heescht, déi Zousazpensioun an den Entreprises, an deen drëtten, dee fir Privatpersounen.

Mir sinn net esou traureg, dat mer vlächit hannendra sinn. A mir mengen och net, dat déi Länner, déi zitéiert goufe virdrun, déi esou ganz wäit doranner sinn, Island, Holland an esou weider, dat dat Beispill sinn d'ailleurs. A mir sinn och der Meenung, dat mer weiderhin op den éischte Piliere mussen setzen.

Mir freeën eis awer och, dat wéinstens zwee Koalitionspartner vun deeser Regierung sech ganz kloer zum éischte Piliere bekannt hunn. Ech hat awer e puer Schwierigkeiten, erauszehéieren, wat den drëtten Koalitionspartner, deen och de Rapportekrittär hat, wierklech och, a wat fir eng Richtung ..., ob en dat Bedauere vun der Handelskummer gedeelt huet oder net. A wann ech vlächit och der CSV, dem Riedner vun der CSV nolauschteren, da sinn ech och net méi schlau doraus ginn, a wat fir eng Richtung mer hei sollte goen.

Ech mengen, mir sinn eis awer zu villen hei an deeser Chamber eens, dat deen eenzege Piliere den éischte Piliere, also deen öffentliche Piliere ass, deen ee muss énnerstetzen an ausbauen, well en ass ausbaufäeg, souwisou. En ass souwisou gesund, e funktionéiert gutt, en ass ausbaufäeg, dat mer nënnen op dee setze mussen an dat mer, entgéint deem, wat d'Chambre de Commerce seet, déi aner Piliere awer mussen zrëckstutzen! Well mir si grad der Meenung, wann een den zweeten oder den drëtten Piliere ausbaut, da geet dat op Laaschte vum éischte Piliere!

A wann d'Chambre de Commerce seet, eis sozial Systemer géife permanent énnere Drock stoen: Jo, énnere wat fir engem Drock sti se? Si stinn énnere deem Drock, dee Fongen ausüben oder deen Assurancëgesellschaften ausüben, justement fir deen éischte Piliere lues a lues ofzebauen - dorobber muss ee ganz gutt oppassen -, fir duerno deen zweeten auszebauen an deen drëtten auszebauen a fir domadder Casino ze spillen. Well mir wësse jo aus der Erfahrung vun alle Länner, dat déi aner Piliere u sech de Leit näischt wäerte bréngen a mat ville Risike verbonne sinn. Och - och! - wa mer Direktiven a Gesetzgebungen ausschaffen, déi Garde-fouen implizéieren, sinn déi Risiken net einfach esou aus dem Wee geraumt.

Dat heescht, mir sinn der Meenung, dat mer mam Prinzip souwisou net kënnen averstane sinn. Dofir wäerte mer eis och bei deemem Projet de loi enthalen.

Ech soen lech Merci.

► **Une voix.**- Tiptopp!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Wagner. A leschten ageschriwwene Riedner ass den honorabelen Här Sven Clement.

► **M. Sven Clement (Piraten).**- Merci, Här Präsident. Et gouf scho vill zu deemem Text gesot. Ech mengen, den honorabelen Här André Bauler huet jo och scho relativ exhaustiv erkläert, em wat et geet. Fir eis Piraten ass et ganz wichtig, dat mer hei an engem Land, wat vun enger oppener Economie leeft, och et den IRPe méiglech maachen, an där oppener Economie ze fonctionéieren, dat heescht, déi Transfers transfrontaliers, déi heimadder nei

gereegelt ginn, sinn, mengen ech, eent vun deene wichtigsten Elementer.

Wann een och en zweete Piliere heiansdo ka kritiséieren, esou ass et indéniablement hautdesdaags ee vun de Piliere awer vun eise soziale Sécherheetsnetz ginn. Et erlaabt Patronen, fir eppes méi fir hir Employéen an eng Pensioun anzebezuelen. Et erlaabt also dem Patron, och nach eng Kéier eng zousätzlech sozial Responsabilitéit vis-à-vis vu sengen Employéen ze huelen.

A wann d'Regierung esou gäre seet: „Wann et dem Land gutt geet, soll et de Leit gutt goen“, esou, mengen ech, denken eng ganz Rétsch Patronen och: „Wann et der Entreprise gutt geet, soll et och den Employéee gutt goen.“ An dat hei ass esou en Outil, deen hinnen erlaabt, dat émmere setzen. Dofir begrësse mer absolutt, dat dat esou kënnt.

Dann deen zweete Volet, deen eis émmere wichtig ass, ass d'Transparenz. Ech mengen, dat et ganz gutt ass, dat mer hei de Beneficiaire vun deenen Zousazpensiounen en neien Outil ginn, fir méi transparent a besser ze gesinn, wat se un Droiten hunn a wéi et mat där Progressioun och ka weidergoen. Ech mengen, dat war eppes, wat an der Lescht heefeg vu Konsumenteschutzorganisatioune kritiséiert gouf, dat am zweete Piliere heiansdo et e bësse flou ginn ass. An dat gëtt heimadder hoffentlech besser.

Deementspriechend wäerte mir dese Projet matdroen, mat deem enge Bemoll natierlech, dat mir och léiwere den éischte Piliere stärke wéi den zweeten. Netdestotz ass den zweete Piliere net onwichtig.

Ech soen lech Merci.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci villmools, Här Clement.

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- Här Präsident!

► **M. Fernand Etgen, Président.**- D'Regierung huet d'Wuert, den Här Finanzminister Pierre Gramegna.

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- Här Präsident, ech wollt nach eppes soen.

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Den Här Bauler wollt nach eppes soen.

► **M. André Bauler (DP), rapporteur.**- Jo, wann Der erlaabt, Här Präsident. Merci. Ech wollt awer ganz kuerz zwou Saache prezisiieren.

Als Member vun deeser Fraktioun vun der Demokratescher Partei an als Member vun der Cofibu wollt ech just soen, dass mir eis natierlech ganz kloer zum éischte Piliere bekennen, dat ganz onmëssverständlech gesot.

Zweetens wéilt ech awer och prezisiieren, dass ech a menger Roll als Rapporteur natierlech muss kucken, op gutt Lëtzebuergesch gesot, méi Klacke lauden ze loosse. An dofir hunn ech deen ee Standpunkt an deen anere Standpunkt erausgeschéit. Dat war meng Missioun als Rapporteur, dat an enger gewëssener Neutralitéit ze maachen, esou wéi dat vu mir an där Roll verlaangt gëtt.

Merci.

► **Plusieurs voix.**- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président.**- Merci, Här Bauler. An elo ass et awer um Finanzminister, dem Här Pierre Gramegna.

Prise de position du Gouvernement

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances.**- Merci, Här Präsident. Dir Dammen an Dir Hären Deputéiert, ech freeë mech iwwert dee kuerzen Debat, dee mer hei hunn iwwer e Sujet, deen u sech e ganz wichtigen ass, an zwar dee vun de Pensiounen a vun den Zousazpensiounen, déi den Objet hei sinn, well mer et hei mat enger Direktiv ze dinn hunn, fir déi am zweete Piliere, also d'Zousazpensiounen, déi de Patron sengen Employéee kann ubidden, méi - tëschent Guillemeten - „interessant“ ze maachen.

Ech géif gären dem honorabelen Här André Bauler Merci soe fir säi Rapport, deen effektiv ganz equilibréiert war a vill Saachen an de Vierdergrond gestallt huet. Ech freeë mech och, dass mer konnten déi Remarken an Opposition-formell vum Conseil d'Etat behiewen, aus Grënn, déi novollzéibar sinn. Dat ass mäin éischte Punkt.

Den zweeten ass, fir ze soen, dass den honorabelen Deputéierte Fayot ganz Recht huet, wann en énnere sträicht, dass mer heimat dem Aspect transfrontalier vun de Pension-complémentaire vum zweete Piliere méi Sécherheet ginn. Dat ass jo fir Lëtzebuerg fundamentall! 200.000 Frontalieren! Eis ass et am allerwichtigste vlächit a ganz Europa, dass dat richtig gereegelt gëtt a besser gereegelt gëtt, wéi et de Fall war.

Drëtten Punkt: D'honorabel Deputéiert Lorsché huet och Recht ze énnere sträichen, dass soll der-



Chambre des Députés

Compte rendu officiel

Supplément commun aux quotidiens :

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuenger Journal, Zeitung vum Lëtzebuenger Vollek

Contenu rédactionnel :

Service du compte rendu de la Chambre des Députés
Service des relations publiques de la Chambre des Députés
Tél. 466 966-1

Saisie de texte :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Conception et mise en page :

Espace Médias SA, Esch-sur-Alzette

Concept et coordination générale :

BRAIN & MORE, agence en communication, Luxembourg

Imprimeries :

Saint-Paul Luxembourg SA 2, rue Christophe Plantin L-2988 Luxembourg
Editpress SA 44, rue du Canal L-4050 Esch-sur-Alzette

fir gesuergt ginn, an dat ass hei de Fall, dass d'Risiken, déi an deene Produite sinn, esou minimal solle si wéi méiglech.

Da kommen ech zu der Thematik vun der Wichtigkeet vun de verschiddene Piliere, déi hei accessoirement an d'Diskussioun erabruucht ginn ass, net nëmme vun der Chambre de Commerce an hirem Avis, mee och vun aneren. Den „effet d'éviction“, huet d'Chambre de Commerce dat genannt.

Dat mag sinn, dass doduerch, dass mer e ganz gudden éischte Piliere hunn, dat heescht, dass déi normal Pensiounen, déi vun eiser Gesetzgebung garantéiert sinn, esou gutt sinn, an dat bezweifelt keen, do si mer am internationale Verglach bal onschlagbar, natierlech den Drock op den Employeur, fir eppes derbäisesetzen oder dropzesetzen, vill méi kleng ass wéi a Länner, wou d'Pensiounen méi schwach sinn.

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- A wou d'Employeuren net cotiséieren am éischte Piliere! Bei eis cotisiéiere se jo zu engem Dréttel.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**.- A wou dann de Staat selwer och nach am éischte Piliere cotisiéiert!

► **M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)**.- Jo: en Dréttel. En Dréttel.

► **M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances**.- An dofir hu mir en éischte Piliere, dee ganz generéis ass.

Ech wéilt awer gären, dass mer eis e puer Gedanken doriwwer maachen. Mir sinn do dann op där Lëscht vun der OCDE relativ ënnen, well dat hei zu Lëtzebuerg ganz wéineg ugebuede gëtt vun den Entrepreneuren. Déi éischt Erklärung ass also déi, dass déi gesetzlech garantéiert Pensiounen ganz héich sinn.

Et gëtt awer en zweete Grond. Dat ass, dass esou Systemer normalerweis a plutôt grouse Gesellschaften ugebuede ginn. Firwat? Fir esou eppes en place ze setzen, muss ee schon eng gewëssen Zuel vun Employeuren hunn, eng gewëssen Infrastruktur. An där Firmen hu mir zu Lëtzebuerg nun awer och net esou vill. Dofir, ech mengen, dat ass eng zweet Erklärung, firwat mer an deem zweete Piliere net esou vill Akteuren hu wéi an anere Länner.

Solle mer dat da wierklech regrettéieren? Ech mengen, op Basis vun der Diskussioun, déi mer hei haten, net onbedéngt. Mee ech mengen, et ass fundamental, dass ee weess, dass et déi Méiglechkeet gëtt, dass dat elo international transportabel ass. An ech mengen, dat ass dat Allerwichtigst.

Ech wéll awer och dann e Wuert iwwert den drëtte Piliere soen, iwwert deen, mengen ech, elo nach net vill geschwat ginn ass, well do och eppes an der Maach ass, an zwar an de leschte Wochen a Méint um europäeschen Niveau de „produit paneuropéen d'épargne retraite individuelle“, op Englesch PEPP genannt, mat zwee p, adoptéiert ginn ass. An ech mengen, do hu mer och fir Lëtzebuerg méi Méiglechkeeten,

well dat ass deen, wou den Employé selwer sech kann eng Retraite opbauen a wou och hei den „aspect transfrontalier“ nei gereegelt gëtt. Do hu mer zwee Joer, fir dat ëmzesetzen.

An doduerch gesäit een, dass mer dann zu Lëtzebuerg mat deem Gesetz, wat wäert komme fir déi Ëmsetzung vun där Direktiv, déi elo haut hei nach net zur Debatt steet, a mat där, déi mer haut hei ëmsetzen an der Chamber, eng ganz Panoplie kréien, wou mer eis Retraité kënnen nei oder méi effikass gestalten.

E leschte Punkt och op d'Fro vum Här Roth hin. Et ass esou, dass d'Ëmsetzung hei just e Kader schaaft an alles dat, wat all Land eenzel huet, total fräi bleift. Ech mengen, dat heiten huet keen Impakt op egal wat fir ee Regime, deen zu Lëtzebuerg existéiert, ob dat elo Fonctionnaire sinn oder anerer, Employé-privéen. An dofir, ech mengen, et soll een d'Portée elo awer och net iwwerdreiwen. Mir sinn hei amgang, eppes ëmzesetzen, wat eis haaptsächlech am Contexte transfrontalier wäert hëllef.

Ech soen all deene Merci, déi dann och dës Ëmsetzung vun där Direktiv ënnerstëtzen.

Merci, Här President.

► **Plusieurs voix**.- Très bien !

► **M. Fernand Etgen, Président**.- Merci villmoos, Här Finanzminister.

D'Diskussioun ass elo ofgeschloss. Mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi 7372. Den Text steet am Document parlementaire 7372.

Vote sur l'ensemble du projet de loi 7372 et dispense du second vote constitutionnel

D'Ofstëmme fänkt un. Fir d'éischt déi perséinlech Stëmme. Duerno de Vote par procuration.

De Vott ass heimat ofgeschloss. De Projet de loi 7372 ass mat 58 Jo-Stëmme an 2 Abstentiuonen ugeholl.

Ont voté oui : Mmes Diane Adehm, Nancy Arendt épouse Kemp, MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Paul Galles, Léon Gloden, Jean-Marie Halsdorf, Mmes Martine Hansen, Françoise Hetto-Gaasch, MM. Aly Kaes, Marc Lies, Georges Mischo, Mme Octavie Modert, M. Laurent Mosar, Mme Viviane Reding (par M. Paul Galles), MM. Gilles Roth, Marco Schank, Marc Spautz (par Mme Diane Adehm), Serge Wilmes, Claude Wiseler (par Mme Martine Hansen) et Michel Wolter ;

MM. Guy Arendt, André Bauler, Gilles Baum, Mme Simone Beissel, MM. Eugène Berger, Frank Colabianchi, Mme Joëlle Elvinger, MM. Fernand Etgen, Gusty Graas, Max Hahn, Mmes Carole Hartmann et Lydie Polfer ;

MM. Dan Biancalana, Alex Bodry, Mmes Tess Burton, Francine Closener, MM. Yves Cruchten, Mars Di Bartolomeo, Georges Engel, Franz Fayot, Claude Haagen et Mme Lydia Mutsch ;

Mme Semiray Ahmedova, MM. Carlo Back, François Benoy, Mmes Djuna Bernard, Stéphanie Empain, Chantal Gary, M. Marc Hansen, Mme Josée Lorsché et M. Charles Margue ;

MM. Jeff Engelen, Gast Gibéryen (par M. Fernand Kartheiser), Fernand Kartheiser et Roy Reding ;

MM. Sven Clement et Marc Goergen.

Se sont abstenus : MM. Marc Baum et David Wagner.

Freet d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

12. Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques

Mir decidéieren haut de Mëtten ee Member fir de Conseil national des finances publiques. Laut Artikel 160 vum Chambersreglement ginn d'Membere vun der Chamber op Propos vun der Conférence des Présidents hin designéiert. D'Présidentekonferenz proposéiert d'Madamm Simone Delcourt als Kandidat. Well mer ee Kandidat fir ee Posten hunn, kann den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement applizéiert ginn. De Paragraf 5 vum Artikel 7 gesäit vir, datt, wann et esou vill Kandidate gëtt wéi Posten ze vergi sinn, d'Chamber op eng Ofstëmmung verzichte kann. Deemno géif d'Kandidatin zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert ginn.

Ass d'Chamber domat averstanen, den Artikel 7 (5) vum Chambersreglement ze applizéieren?

Vote

Ech géif déi bieden, déi domadder averstane sinn, d'Hand an d'Luucht ze hiewen.

Wien ass dergéint?

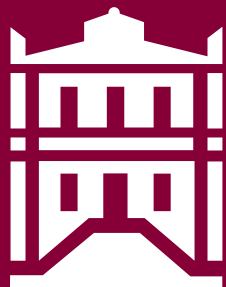
Wien enthält sech?

D'Madamm Delcourt ass domat eestëmmeg zum Member vum Conseil national des finances publiques proklaméiert.

Domat si mer um Enn vun eiser Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung si fir den 10., 11. an 12. Dezember virgesinn.

D'Sitzung ass opgehewen.

(La séance publique est levée à 16.56 heures.)



CHAMBRE
DES DÉPUTÉS

d'Chamber live op
Chamber TV

och an der Rediffusioun
all Sëtzungsdag
vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op
www.chd.lu

- L'actualité parlementaire sur www.chd.lu
- Retrouvez vos députés, tous les textes législatifs et documents parlementaires, les pétitions, les émissions « Chamber aktuell » et les vidéos des séances publiques sur www.chd.lu.
- La Chambre et les jeunes : si tu as entre 12 et 25 ans, consulte nos pages 'Junior' sur www.chd.lu, avec quiz, information et vidéo.
- L'actualité parlementaire vous intéresse ? Consultez le site de la Chambre www.chd.lu.
- Comment est créée la loi ? Toutes les explications en texte et en images sur www.chd.lu.
- De la première assemblée parlementaire de 1841 à la Chambre des Députés d'aujourd'hui : retrouvez l'histoire parlementaire sur les pages « organisation et fonctionnement » de la Chambre des Députés.



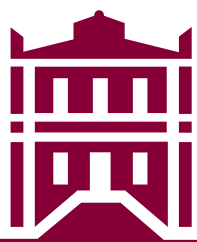
Sommaire des séances publiques n^{os} 9 et 10

9^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 123
Dépôt d'une proposition de modification du Règlement de la Chambre des Députés par M. Sven Clement	p. 123
Désignation d'un candidat pour un poste de conseiller d'État	p. 123
Changement de composition d'une délégation parlementaire luxembourgeoise auprès d'une assemblée parlementaire internationale	p. 123
7471 - Projet de loi portant modification de la loi du 27 juillet 1997 portant organisation de la Cour constitutionnelle	p. 123-125
7218 - Projet de loi portant modification de :	
1° la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier ;	
2° la loi du 1 ^{er} avril 2015 portant création d'un comité du risque systémique et modifiant la loi modifiée du 23 décembre 1998 relative au statut monétaire et à la Banque centrale du Luxembourg ;	
en vue d'instaurer des mesures macroprudentielles portant sur les crédits immobiliers résidentiels	p. 125-133
7408 - Projet de loi relatif à l'Office du Ducroire Luxembourg	p. 133-134
7446 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée en vue de la transposition de la directive (UE) 2018/1910 du Conseil du 4 décembre 2018 modifiant la directive 2006/112/CE en ce qui concerne l'harmonisation et la simplification de certaines règles dans le système de taxe sur la valeur ajoutée pour la taxation des échanges entre les États membres	p. 134-135
7463 - Projet de loi relatif à l'acquisition du complexe B de la Cité policière Grand-Duc Henri - Kalchesbréck	p. 135

10^e séance

Ouverture de la séance publique	p. 136
Communications	p. 136
Ordre du jour	p. 136-137
Hommage à M. Marc Angel	p. 137
Vérification des pouvoirs et assermentation d'un nouveau membre de la Chambre des Députés	p. 137
Changements de composition d'un organe de la Chambre des Députés	p. 137
Changements de composition de commissions parlementaires	p. 137
Changements de composition de délégations parlementaires luxembourgeoises auprès d'assemblées parlementaires internationales	p. 137-138
Heure de questions au Gouvernement	
- Question n° 79 du 3 décembre 2019 de Mme Martine Hansen relative à l'étude PISA, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 138
- Question n° 80 du 3 décembre 2019 de M. André Bauler relative aux maîtres de stage dans la formation des futurs médecins, adressée à M. le Ministre de la Santé	p. 138
- Question n° 81 du 3 décembre 2019 de M. Sven Clement relative à la publication en ligne du « Reider » communal, adressée à Mme la Ministre de l'Intérieur	p. 138-139
- Question n° 82 du 3 décembre 2019 de M. Dan Biancalana relative au rapport de l'Observatoire européen des drogues et toxicomanies, adressée à M. le Ministre de la Santé	p. 139
- Question n° 83 du 3 décembre 2019 de M. David Wagner relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	
- Question n° 84 du 3 décembre 2019 de M. Georges Mischo relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	
et	
- Question écrite n° 1558 du 3 décembre 2019 de Mme Djuna Bernard et de Mme Josée Lorsché relative au concours artistique scolaire dans le cadre de l'Exposition universelle 2020 aux Émirats arabes unis, adressée à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse	p. 139-140
- Question n° 85 du 3 décembre 2019 de Mme Stéphanie Empain relative aux récentes prises de position de divers syndicats, adressée à M. le Ministre délégué à la Défense	
et	
- Question n° 86 du 3 décembre 2019 de M. Gilles Roth relative au respect de la convention OIT sur les relations de travail dans la fonction publique de 1978, adressée à M. le Ministre délégué à la Défense	p. 140
- Question n° 87 du 3 décembre 2019 de M. Laurent Mosar relative à l'intégration du numérique dans le domaine de la santé et à la protection des données des patients, adressée à M. le Ministre de la Santé	p. 140-141
- Question n° 88 du 3 décembre 2019 de M. Mars Di Bartolomeo relative à la mise en œuvre de la stratégie « Rifkin », adressée à M. le Ministre de l'Économie	p. 141
- Question n° 89 du 3 décembre 2019 de M. Charles Margue relative aux « Principles for Responsible Banking » de l'UNEP Finance Initiative, adressée à M. le Ministre des Finances	p. 141-142
- Question élargie n° 20 de Mme Martine Hansen relative à l'implantation d'un centre de données par Google à Bissen	p. 142-143
7372 - Projet de loi portant modification :	
1° en vue de la transposition de la directive (UE) 2016/2341 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2016 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle (IRP) de	
a) la loi modifiée du 13 juillet 2005 relative aux institutions de retraite professionnelle sous forme de sepcav et assep ;	
b) la loi modifiée du 13 juillet 2005 concernant les activités et la surveillance des institutions de retraite professionnelle ;	
c) la loi modifiée du 7 décembre 2015 sur le secteur des assurances ;	
2° de la loi du 17 avril 2018 relative aux documents d'informations clés relatifs aux produits d'investissement packagés de détail et fondés sur l'assurance	p. 143-144
Désignation d'un membre du Conseil national des finances publiques	p. 144



QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 6 • SESSION ORDINAIRE 2019-2020

Sommaire des questions parlementaires

Question n°	Auteur	Objet
1286	Marc Goergen	Formation pour élus communaux
1318	Martine Hansen	Convocation des commissions d'examens
1330	Martine Hansen	Nomination des stagiaires-professeurs
1335	Fernand Kartheiser	Site archéologique « Tételbiérg »
1337	David Wagner, Marc Baum	Visite d'État du roi et de la reine des Belges au Luxembourg
1344	Jeff Engelen	Factures CGDIS
1347 cf. 1348, 1349	Jeff Engelen	Frais de transport en ambulance
1348 cf. 1347, 1349	Jeff Engelen	Planification des itinéraires dans le cadre d'un transport en ambulance à l'étranger
1349 cf. 1347, 1348	Jeff Engelen	Autorisation préalable dans le cadre d'un transport en ambulance à l'étranger en cas d'urgence
1357	Martine Hansen	Prise en charge des frais de taxi pour le transport au Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation
1378	Jeff Engelen	Installations de biométhanisation
1379	Martine Hansen	Classes iPad
1381	André Bauler, Gusty Graas	Système de compensation dans le cadre de la protection de la nature
1382	Marc Angel	Langage neutre au niveau du genre
1383	Sven Clement	Efficacité énergétique des bâtiments publics
1384	Marc Goergen	Demandes d'accès au fichier central de la police
1385	Josée Lorsché, Marc Hansen	Cytomégalovirus
1386	Josée Lorsché, Marc Hansen	Dépistage néonatal
1387	Nancy Arendt épouse Kemp	Dépressions
1389	Mars Di Bartolomeo	Financement en matière de politique migratoire
1391	Sven Clement	Dossier de soins partagé
1393	Marc Spautz	CIPA Rumelange
1395	Laurent Mosar	Secteur des équipementiers automobiles
1396	Diane Adehm	Avertissements taxés des agents municipaux
1397	Jeff Engelen	Élimination des déchets
1398	Fernand Kartheiser	Inondation dans un dépôt des archives nationales
1399	Marc Goergen	Santé sexuelle de l'homme
1400	Marc Hansen	Résidus pharmaceutiques dans les cours d'eau
1401	Marc Goergen	Réparations de produits
1402	Marc Goergen	Colonies de moutons
1403	Marc Goergen	Viande de gibier
1404	Mars Di Bartolomeo	Chiffres clés de l'emploi dans la fonction publique
1405	Nancy Arendt épouse Kemp	Médicaments antidouleur
1406	Fernand Kartheiser	Aide au développement au Burkina Faso
1407	Laurent Mosar, Gilles Roth	Avocats inscrits au Barreau de Luxembourg
1409	André Bauler	Excès de vitesse sur la route nationale entre Fohren et Bettel
1410	Jeff Engelen	Fourniture d'énergie électrique
1412	Nancy Arendt épouse Kemp	Harcèlement sexuel au travail
1413	François Benoy	Liste rouge des oiseaux nicheurs du Luxembourg
1415	Eugène Berger	Système d'alerte « Silver Alert »
1416	Fernand Kartheiser	Information des propriétaires concernés dans le cadre d'une modification du Plan d'aménagement général
1417	Fernand Kartheiser	Transport scolaire
1418	Fernand Kartheiser	Criminalité liée à la drogue
1420	Fernand Kartheiser	Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement
1421	Marc Goergen	Dispersion des cendres funéraires
1422	Djuna Bernard	Flexibilité des contrats d'accueil des services d'éducation et d'accueil
1423	Marc Spautz	Contrats de location entre l'État et les communes
1424	Diane Adehm	Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement
1425	Martine Hansen	Construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture
1426	Sven Clement	Protection des données dans le cadre de la mise à disposition de la plateforme Office365
1428	Martine Hansen	Validation des acquis de l'expérience (VAE)
1429	Sven Clement	Livres scolaires
1430	David Wagner	Fermeture du foyer Ediff à Mondercange
1432	David Wagner, Marc Baum	Situation des bénéficiaires de protection internationale en quête d'un logement au Luxembourg
1433	Laurent Mosar, Gilles Roth	Peines incompressibles
1434	Fernand Kartheiser	Candidats sursitaires dans la carrière de professeur
1435	Fernand Kartheiser	Organisation UNAIDS
1436	Fernand Kartheiser	Recrutement auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM)
1437	Dan Biancalana	Carrières dans la fonction publique
1438	Roy Reding	Aménagement d'un dépôt par la société LuxTram SA
1439	Dan Biancalana	Étude sur la perception et la notoriété de la science et de la recherche au Luxembourg
1440	Diane Adehm	Plateforme de covoiturage « CoPilote »
1441	Fernand Kartheiser	Suppression d'emplois chez une entreprise spécialisée dans le domaine de l'équipement automobile
1443	Nancy Arendt épouse Kemp, Léon Gloden	Vol de voitures au Luxembourg
1444	Stéphanie Empain, Charles Margue	Traite des êtres humains dans le monde du travail
1445	Fernand Kartheiser	Annulation d'une table-ronde au Musée national de la résistance à Esch-sur-Alzette
1446	Fernand Kartheiser, Roy Reding	Ancien Centre de logopédie à Strassen
1447	Martine Hansen	Publication des règlements grand-ducaux
1448	Paul Galles	Réduction du délai de traitement des demandes en matière d'immigration
1449	Diane Adehm	Plateforme communautaire « Airbnb »
1450	Fernand Kartheiser	Activités commerciales des membres du Gouvernement
1451	André Bauler	Développement de la Nordstad
1452	François Benoy	Location de presbytères
1453	Max Hahn	Système d'alerte « chaleur » dans les voitures
1454	Françoise Hetto-Gaasch	Journée internationale de solidarité intersexuelle
1455	Françoise Hetto-Gaasch	Rapport de la Commission consultative des droits de l'homme en matière de traite des êtres humains
1456	Jeff Engelen	Résidence des élus communaux
1457	Stéphanie Empain, Charles Margue	Principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales
1458	Jean-Marie Halsdorf, Laurent Mosar	Déclarations du Président de la République française relatives à l'OTAN
1459	Martine Hansen	Subsides en faveur des communes pour la réalisation des infrastructures scolaires
1460	Sven Clement	Intervention de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration auprès de l'UCVL et LuxTram SA
1462	Marc Spautz	Conventions culturelles avec les communes
1464	Sven Clement	Airbnb
1465	Max Hahn	Ligne de bus 215
1466	Marc Baum	Dispositif concernant la lutte contre le chômage de longue durée introduit en 2017
1467	Fernand Kartheiser	Profil « Facebook » de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration
1468	Yves Cruchten	Nuit du droit
1469	Jeff Engelen	Exportation de viande de porc
1470	Fernand Kartheiser	Votes du Luxembourg auprès des organisations internationales
1471	Marc Goergen	Situation de la communauté LGBTIQ en Turquie
1472	Carole Hartmann	Prescription d'applications de santé mobiles et remboursement par la caisse de maladie
1473	Chantal Gary	Candidature de la vallée de la Moselle au patrimoine mondial de l'Unesco
1474	Carole Hartmann	Réorganisation du réseau RGTR
1475	Martine Hansen, Gilles Roth	Suspension de publication du Livre des impôts luxembourgeois
1476	Laurent Mosar	Rapatriement forcé de djihadistes de l'EI
1477	Gusty Graas, Gilles Baum	Lutte contre le diabète
1478	André Bauler	Ancienne maison de retraite de Vianden
1483	Laurent Mosar	Visite du Premier Ministre de la République tchèque
1484	Marc Goergen	Avertissements taxés
1485	David Wagner	Autorisations de séjour pour investisseurs et placement de personnes au Centre de rétention
1486	Mars Di Bartolomeo	Régression de la téléphonie fixe
1488	Mars Di Bartolomeo	Vols de voitures
1490	André Bauler	Nouvelles stations de contrôle technique de la SNCT
1493	Carlo Back	Prolongation de la durée de vie des réacteurs nucléaires français
1494	Laurent Mosar, Léon Gloden, Serge Wilmes	Mesures effectives pour lutter contre les infractions à l'ordre public
1495	André Bauler	Service hivernal au nord du pays
1496	Marc Goergen	Wanteraktioun
1497	Martine Hansen, Emile Eicher, Aly Kaes, Marco Schank	Contournement d'Ettelbruck/Niederfeulen

1500	Laurent Mosar, Gilles Roth	Système de comptage en matière de gaz et d'électricité
1503	Claude Wiseler, Laurent Mosar	Émeutes en Iran
1507	Guy Arendt, Gusty Graas	Réunions d'information concernant les assemblées générales des nouveaux lots de chasse
1510	Jean-Marie Halsdorf, Martine Hansen	Lits en néonatalogie
1522	Martine Hansen, Emile Eicher	Réunions d'information concernant les assemblées générales des nouveaux lots de chasse
1523	Jeff Engelen	Boues d'épuration
1524	Mars Di Bartolomeo	Évolution en matière de maladies professionnelles
1529	Josée Lorsché	Registre national du cancer
1545	Jeff Engelen	Terrains constructibles
1547	Charles Margue	Instruments de lutte contre les phénomènes racistes et xénophobes
1548	Gusty Graas	Plan cancer
1779 urgente	Marc Spautz, Jean-Marie Halsdorf	Propagation du coronavirus en relation avec les liaisons de fret aérien Luxembourg-Zhengzhou
1807 urgente	Mars Di Bartolomeo, Francine Closener, Claude Haagen	Mesures contre le coronavirus
1817 urgente	Paul Galles	Implication du Taiwan dans la lutte internationale contre le coronavirus

Question 1286 (03.10.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **formation pour élus communaux** :

Am Grand-Duché goufen an de leschte Gemengewahl 600 Gemengeconseillere gewielt, déi an den 102 Gemengen uechtert d'Land d'Geschécker an der Lokalpolitik leeden. Dës Gemengeconseillere kommen aus ganz verschiddene soziale Milieuen, woubäi déi eng méi an déi aner manner Kenntnisser a Politik a Recht besëtzen.

Et ass evident, dass ee Gemengeconseiller, dee berufflech an engem juristesche Kontext schafft, et vill méi einfach huet, fir sech an d'lokalpolitesch Dossierer eranzeschaffen, wéi een, deen als Ugestallten an engem net liéierten Domän schafft.

Ee Mandat an engem Gemengerot oder och an e puer Schäfferéit ass net ëmmer eng Vollzäit-tâche an erfuerdert vu ville Mandatsdréier, dass si sech nieft hirem Beruff a verschidden Dossierer eraschaffen. Dës Aufgab ass net ëmmer einfach, well et sech heiansdo ëm héich technesch Dossierer handelt, an deenen et dorëm geet, Decisiounen ze huelen, déi dem Wuel vun den Awunner vun de jeeweilege Gemengen dengen.

A villen Dossieren, wéi zum Beispill dem Stroossebau, der kommunaler Steierpolitik oder der Energieversuergung, kënnen juristesche Technizismen optauchen. Et ass net dovun auszegoen, dass all Gemengeconseiller an esou Dossieren ëmmer déi néideg Virkenntnesser besëtzt. Dorënner kéint d'Qualitéit vun der politescher Aarbecht um Gemengenniveau leiden. Dat selwecht kéint och fir Schäfferéit a Buergermeeschteren de Fall sinn.

Et wär an deem Kontext wichteg, dass déi Verantwortlech aus der Gemengepolitik dat néideg Wëssen an déi néideg Instrumenter géife mat op de Wee kréien, fir korrekt politesch Entschéidunge kënnen ze fällen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Interieur dës Froe stellen:

1. Wéi eng Formatioun ginn aktuell fir Gemengeconseillere ugebueden? Wat ass den Émfang vun de jeeweilege Formatiounen?

2. Wéi eng Formatioun ginn aktuell fir Schäfferen a Buergermeeschteren ugebueden? Wat ass den Émfang vun de jeeweilege Formatiounen?

3. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass d'Offer u Formatiounen fir Gemengeconseillere a Schäfferéit aktuell ausräichend ass?

4. Ass d'Madamm Inneministesch der Meenung, dass den Inneministère oder de Syvicol méi Formatiounen fir Gemengeconseillere a Schäfferéit misst ubidden?

Réponse (11.11.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Den Deputéierte stellt eng Rei Froe betreffend d'Formatioun fir d'LokalpolitikerInnen.

Dës Formatioun ass iwwerregens zougängeg fir all d'Membere vun Schäfferen- a Gemengerot, an dat sinn der am ganzen 1.125, also bal due-

bel esou vill wéi déi 600, vun deenen an der parlamentarescher Fro rieds ass.

Am Moment gëtt e „Cycle de formation pour élus locaux“ ugebueden, wou d'Membere aus dem Gemengerot d'Grondlage vun der Lokalpolitik virgestallt kréien. Dës Formatioun ass a verschiddé Modullen ënnerdeelt:

- Législation communale,
- Personnel, protection des données et défense des intérêts communaux,
- Finances communales,
- Aménagement et logement 1,
- Aménagement et logement 2,
- Aspects sociaux et médiateur,
- Éducation formelle et non formelle, sécurité dans la fonction publique,
- Eau et environnement.

All eenzele Module huet eng Dauer vun 3,5 Stonnen an ass flexibel strukturéiert, esou dass et den interesséierte Leit erméiglecht, ouni vill Émstänn un der Formatioun deelzehuelen.

Dem Rapport vun INAP no hu während der Sessioun 2017/2018 2.077 Leit un der Formatioun deelgeholl, dorënner 691 Fraen a Männer Gemengeréit, 167 Schäfferen an 52 Buergermeeschteren.

87 % vun de Leit waren der Meenung, dass si duerch dës Formatioun déi noutwendeg Kenntnisser konnte kréien, déi fir den Exercice vun hirem Mandat wichteg sinn.

Niewent der Formatioun ginn och punktuell verschidden thematesch Konferenzen ugebueden, déi sech un d'LokalpolitikerInnen adreséieren.

Schlussendlech dierf och net vergiess ginn, dass d'Leit sech och zu all Moment un d'Servicer vun Inneministère kënnen wenden, wa si spezifesche Froen hunn (z. B. zum Gemengegesetz).

Question 1318 (11.10.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **convocation des commissions d'examens** :

Selon nos informations, les commissions d'examens n'ont pas été convoquées à la suite de l'organisation de la deuxième session des examens de fin d'études secondaires.

Or, selon l'article 18 du règlement grand-ducal modifié du 31 juillet 2006 portant organisation de l'examen de fin d'études secondaires classiques « les épreuves écrites, orales et pratiques terminées, chaque commission se réunit pour décider quels candidats sont admis, refusés ou doivent passer des épreuves complémentaires ».

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information ?

- Dans l'affirmative, quelles en sont les raisons ?

Réponse (30.10.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

C'est par un courrier qui m'a été adressé de la part d'un lycée que j'ai été rendu attentif au

fait que les commissions d'examens visées par la question de l'honorable Députée n'avaient en effet pas encore été réunies pour procéder formellement aux prises de décisions relatives aux épreuves d'ajournement de l'examen de fin d'études.

Sur mon instruction, et en application des dispositions des règlements grand-ducaux modifiés du 31 juillet 2006 portant organisation respectivement de l'examen de fin d'études secondaires générales et de l'examen de fin d'études secondaires classiques, les commissions se sont réunies dans la période du 23 au 25 octobre 2019 pour prendre les décisions d'admission ou de refus à l'égard des candidats concernés.

Ces délibérations n'ont par ailleurs pas donné lieu à des modifications des résultats communiqués aux candidats après correction par trois correcteurs des épreuves d'ajournement.

J'ai chargé mes services de mettre à l'étude une simplification du processus de prise de décision, notamment par l'utilisation des nouveaux moyens de communication.

Question 1330 (14.10.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **nomination des stagiaires-professeurs** :

Selon nos informations, les stagiaires-professeurs ont été nommés à la fonction de professeur tout en restant affectés au même établissement d'enseignement public. Ainsi il s'avère que l'ancienneté n'a pas été respectée lors de la nomination des stagiaires-professeurs.

Or selon l'article 33 du règlement grand-ducal du 23 avril 1981 concernant la formation scientifique et pédagogique et les conditions de nomination des professeurs de l'enseignement secondaire « Les stagiaires reçus à l'examen pratique peuvent être nommés aux fonctions de professeur, selon les besoins du service et dans l'ordre de leur ancienneté de service respective, à compter de la session où ils ont été reçus à l'examen pratique. En cas d'ancienneté égale et pour autant que de besoin, les stagiaires d'une même spécialité sont classés par le Ministre de l'Éducation nationale conformément aux dispositions qui suivent. Ils sont nommés dans l'ordre de ce classement. »

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information ?

- Dans l'affirmative, quelles sont les raisons du non-respect du règlement grand-ducal ?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de remédier à cette situation ?

- Dans l'affirmative, de quelle manière ?

Réponse (15.11.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Le stage des enseignants visés par la question de l'honorable Députée a été réduit de trois à deux ans par la loi du 1^{er} août 2019 portant modification 1^o de la loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale ; 2^o de la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement secondaire ; 3^o de la loi modifiée du 6 février 2009 concernant le personnel de l'enseignement fondamental ; 4^o de la loi modifiée du 26 février 2016 portant création d'une école internationale publique à Differdange ; 5^o de la loi modifiée du 23 juillet 2016 portant création d'une réserve nationale des employés enseignants des lycées.

Or, ce n'est qu'à l'entrée en vigueur de cette loi au 20 août 2019 (Mém. A. - 563) que la réduction de stage est devenue effective pour les enseignants stagiaires qui avaient préalablement réussi, selon les critères alors en vigueur, aux épreuves de la deuxième année de stage.

Il va sans dire qu'à ce moment, alors que les opérations relatives aux mutations et aux affectations des enseignants de l'enseignement secondaire se trouvaient clôturées et l'organisation scolaire des lycées achevée, le lancement d'une nouvelle procédure d'affectation s'avérait impossible. Voilà pourquoi les professeurs nouvellement nommés en application des dispositions de la loi du 1^{er} août 2019 sont restés affectés à leurs établissements respectifs. Leur nouvelle affectation interviendra à l'occasion de la procédure de mutation et d'affectation de l'année 2020.

Il découle de ce qui précède que la procédure d'affectation visée a bien été menée dans le respect du règlement grand-ducal mentionné par l'honorable Députée.

Question 1335 (15.10.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **site archéologique « Tételberg »** :

An deene leschte Jore sinn ëmmer nees interessant archeologesch Entdeckungen hei am Land gemaach ginn. Verschiddener dovun hunn eng Bedeutung, déi wäit iwwer eis aktuell Grenzen erausgeet. Leider huet een heiansdo den Androck, et wär um Niveau vun der Regierung net ëmmer ganz einfach, fir déi néideg Ressourcen ze mobiliséieren, fir esou nei Entdeckunge séier ofzesécheren.

Besonnench och den archeologesche Site vum Tételberg ass ee vun de wichtegsten a gréissten, déi am mëtteluropäesche Raum aus der Keltenzäit erhalen sinn. Leider ass en awer touristesch kaum valoriséiert an och wëssenschaftlech schéngt seng Erfuerschung keng grouss Prioritéit ze hunn.

Dowéinst wüllt ech der Madamm Kulturminister an dem Här Minister fir Tourismus gär folgend Froe stellen:

1. Huet d'Regierung e Konzept a Form vun engem konkreete Plang fir d'Ofsicherung, d'Erfuerschung an d'Valorisierung vun engem nei entdeckten archeologesche Site? Wa jo, wéi gesäit deen aus? Wéi eng personell, rechtlech, materiell a finanziell Méiglechkeete bestinn oder kënnen kuerzfristeg mobiliséiert ginn, fir op eng séier an effikass Manéier ze intervenéieren, fir en nei entdeckten archeologesche Site ze schützen an ze erschléissen?

2. Am Ausland gesäit een dacks, datt op interessanten archeologesche Sitten eng adequat Infrastruktur opgeriicht gouf, fir datt interesséiert Visiteuren, an och méi grouss Touristengruppen, op eng bequemen an instruktiv Manéier de Site kënnen besichen. Esou Infrastrukturen hunn dacks eng kleng Restauratioun an och e Geschäft mat pertinenter Dokumentatioun a Souvenirien. Zu Lëtzebuerg ass esou eng Infrastruktur éischter seelen. Gëtt et e Konzept vun der Regierung, fir archeologesch Sitten interesséierte Leit besser ze erschléissen? Wa jo, wéi gesäit dës Konzept aus?

3. Wéi ass d'Situatioun speziell um Tételberg? Kann do e Besuchszentrum ageriicht ginn? Ass dru geduecht, Schëlter an e puer Sproochen opzestellen an och eng méisproocheg Dokumentatioun op der Plaz zur Verfügung ze stellen? Kann e Circuit iwwer den Areal mat méisproochegen Erklärungen opgeriicht ginn? Kéint een och eventuell e klengt Geschäft ariichten, wou ee kéint Publikatiounen iwwer den Tételberg oder Souveniren mat Bezuch op d'Keltenzäit kafen?

4. Op verschiddenen archeologesche Sitten am Ausland gëtt mat Hëllef vu partielle Rekonstruktiounen dem Visiteur gewisen, wéi et fréier do (warscheinlech) ausgesinn huet. Dëst natierlech nëmme op Plazen, wou genuch fundéiert wëssenschaftlech Wësse virläit. Ass en esou Initiativen och zu Lëtzebuerg geduecht? Do wou et probéiert gouf, wéi zum Beispill bei der Réimervilla um lechternacher Séi, stellt sech d'Fro, wéi den Ënnerhalt vun esou Sitten gesäit, fir datt si fir d'Visiteuren attraktiv, interessant, propper an zougänglech bleiwen? Wat ass speziell fir d'Reimervilla zu lechternach geplangt?

5. Wéi vill budgetär Mëttele sti pro Joer fir archeologesch Ausgruewungen zur Verfügung? Wéi vill Mëttele gi pro Joer an den archeologeschen besonnench wichtege Site vum Tételberg investéiert? Ass dru geduecht, d'Ausgruewungen op dem Site ze intensivéieren?

Réponse commune (18.11.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture*, et de **M. Lex Delles**, *Ministre du Tourisme* :

Wat d'Ofsicherung vun nei entdeckten archeologesche Sitten ugeet, esou gesäit d'Denkmalchutzgesetz vun 1983 vir, datt de Kulturminister iwwer all archeologesch Decouverte informéiert gëtt, fir der Regierung et ze erlaben, déi néideg Schutzmesuren ze ergräifen. De Centre national de recherche archéologique (CNRA) huet d'Missioun an och d'Méiglechkeet, fir séier an en urgence kënnen ze reagéieren an d'Decouvertes ze securiséieren. Fir dës Fall steet dem CNRA am Staatsbudget 2019 e „crédit non limitatif et sans distinction d'exercice“ vu 600.000 EUR zur Verfügung. Dernieft sief nach ze vermierken, datt de Budgetsposte vum CNRA fir archeologesch Recherchen an Aarbechten (y compris d'Mise en valeur vun archeologesche Sitten) am Budget 2019 op 2.480.000 EUR erhéicht ginn ass, par rapport zu 1.500.000 EUR am Joer virdrun.

Mam Gesetzesprojet iwwer de kulturelle Patrimoine (parlamentarescht Dokument Nr. 7473) proposéiert d'Regierung, d'Prozeduren ze vereinfachen an ze moderniséieren. Parallel dozou soll mat Mesur wéi enger „zone d'observation



archéologique“ an der Aféierung vum Prinzip vun der preventiver Archeologie fir méi Rechts-sécherheet a Previsibilitéit gesuergert ginn.

Dernieft sinn d'Servicer vum Kulturministère amgaang, an Zesummenaarbecht mat dem CNRA an dem Service des sites et monuments nationaux, un engem Konzept fir eng national Valorisation vun historiches Sitten (dorënner och den Tételberg) ze schaffen, dëst souwuel um Niveau vun der Recherche wéi och um Niveau vun der kultureller an touristescher Erschléissung.

Iwwert den touristesche Fënnefjoresplang kann de Ministère de l'Économie Subventionen accordéiere fir den touristesche Volet vu Projeten, déi d'„mise en valeur touristique du patrimoine culturel, naturel et historique“ virgesinn.

Aktuell si schonns verschidden touristesch Infrastrukturen um Tételberg, dorënner e Circuit autopédestre, e Sentier national de randonnée an touristesch Informationstafelen. Den CNRA huet en Dépliant an eng Broschür editéiert, déi de Site an déi archeologesch Decouverte presentéieren.

Et ginn och Guidagé vum der Associatioun „Fond-de-Gras, parc industriel et ferroviaire“ a vum Office régional du tourisme du Sud um Tételberg offréiert, fir dës sensibil Zon, déi als „Natura 2000“ an och als eng „zone à risque d'éboulement minier“ klasséiert ass, touristesch erlieferbar ze maachen. Deemno gëtt den Tételberg elo schonn als touristesch Offer genotzt a vermaart.

De Site vun der Réimervilla zu lechternach ënnersteet dem Musée national d'histoire et d'art a gëtt mat Visiten an Ateliere fir Erwuessener a Schouklasse valoriséiert. 2018 goufen et 23 Visites guidées, 42 Visiten an Ateliere fir Schouklasse an eng Journée découverte. Esou konnten 11.236 Visiteure gezielt ginn.

An de leschten zéng Joer goufen tëschent 70.000 EUR an 110.000 EUR pro Joer an d'Ausgruuevungen a Recherchen um Tételberg investéiert. Am Sënn vun der Konservatioun vun den archeologesche Reserve fir zukünfteg Chereuren, ass net dru geduecht, d'Ausgruuevungen op dem Site ze verschärfen, mee villméi op eng qualitativ héichwäerteg an nohalteg Recherche ze setzen.

Question 1337 (15.10.2019) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** (déi Lénk) concernant la **visite d'État du roi et de la reine des Belges au Luxembourg** :

En date du 15 octobre 2019, la visite d'État du roi et de la reine des Belges a causé certaines perturbations en gare de Luxembourg et semble-t-il divers retards et incidents sur le réseau ferroviaire luxembourgeois. En effet, le couple royal s'est déplacé au Luxembourg en train.

Selon divers témoignages d'usagers quotidiens des transports en commun, différentes voies de circulation des voyageurs étaient bloquées par des barrières en gare centrale de Luxembourg.

Les voyageurs ont été dirigés en groupe par des officiers de police et des agents de sécurité d'une société privée vers la voie de sortie se situant au niveau de la passerelle de Bonnevoie. Le parvis de la gare, qui en est l'entrée principale, était également encerclé de barrières, créant un couloir de libre passage pour le couple royal et sa suite. Afin de gérer le flux de circulation des taxis et autobus, les agents de police, de sécurité ainsi que de la Ville de Luxembourg étaient présents en grand nombre sur le parvis de la gare. Les bus circulant vers le centre-ville, normalement stationnés sur les quais en face de la gare, étaient décalés vers le quai numéro un, quai désormais abandonné pour cause de travaux en chantier. Selon des témoignages directs, un attroupement très dense de voyageurs s'est créé sur ce quai qui accueille à lui seul toutes les lignes allant vers le centre et l'aéroport. Ce quai, qui est lui-même en chantier, ne dispose plus d'abri contre la pluie, ni d'un trottoir suffisamment large pour accueillir une telle quantité de personnes. De plus, la fermeture du hall de passage couvert et des voies d'accès à l'extérieur depuis la gare routière vers l'entrée principale de la gare, obligeait les voyageurs de marcher sur la route pour accéder au quai numéro un. Concernant les retards et incidents sur certaines lignes de train dont nous avons été informés, surtout les trains en provenance de Belgique ont fait l'objet de retards majeurs. S'il peut s'agir là d'une simple coïncidence, les retards et incidents étant fréquents sur l'ensemble du réseau ferroviaire luxembourgeois et transfrontalier, néanmoins l'absence d'informations pertinentes quant à ces retards imposant de longs arrêts en pleine voie ou à quai, soulève toutefois certaines interrogations.

Pour cette raison et par rapport aux mesures de sécurité prises en faveur du roi et de la reine de Belgique, nous voudrions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'État et à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

1) Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis que les mesures de sécurité prises en faveur du couple royal ont en retour impliqué des mesures d'insécurité à l'encontre des usagers des transports en commun et des voyageurs en gare, pour les raisons de limitation des voies d'accès et de sorties à la gare de Luxembourg susmentionnées, ainsi qu'en ce qui concerne les attroupements sur un espace restreint pour l'attente des bus du centre-ville ?

2) Étant donné que la préparation d'une visite d'État se déroule sur une période plus ou moins longue, Messieurs les Ministres ne pensent-ils pas que la mobilité et le droit à la libre circulation des citoyen(ne)s devraient être pris en considération en amont des préparatifs d'une telle visite ?

3) Messieurs les Ministres pensent-ils que de telles mesures limitant l'accès et la libre circulation des usagers à la gare et au parvis de la gare ainsi que les inconvénients infligés aux usagers des transports publics sont favorables à une augmentation de l'attractivité des moyens de transports publics, elle-même indispensable pour le passage souhaité du transport motorisé individuel vers le transport collectif ?

Réponse commune (18.11.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

Le périmètre de sécurité pour la visite officielle de LL. MM. le roi et la reine des Belges a été défini de commun accord avec les autorités officielles suite à multiples échanges, tout en tenant compte du maintien maximum de la sécurité ainsi que de la qualité de service pour les clients des CFL.

À cette fin, plusieurs démarches ont été entreprises afin de minimiser les limitations aux accès et sorties et de réduire au strict minimum la durée de ces restrictions.

Ainsi, ont été provisoirement indisponibles la voie 3 AB et la verrière de la gare de Luxembourg ainsi que les quais de la gare routière 9, 12, 23 et 24.

Enfin, en ce qui concerne la période de temps au cours de laquelle l'accès a été partiellement limité, les autorités officielles et les CFL ont fait leur mieux afin de réduire celle-ci entre 10.30 et 11.40 heures afin de minimiser ainsi les désagréments causés. Cette période se situe par ailleurs hors des heures de pointe.

Nous rappelons, en outre, que des informations préalables avaient été communiquées aux clients à partir du 11 octobre 2019 suivant des plans d'accès et que les CFL avaient augmenté considérablement le nombre des agents CFL et des agents de sécurité d'une entreprise privée sur le terrain afin de guider les clients et d'assurer leur sécurité.

Toutes les mesures prises ont été définies de commun accord avec les autorités officielles impliquées dans l'organisation des visites officielles.

Lors des préparatifs d'une visite d'État, qui se déroulent effectivement sur plusieurs mois, tous les acteurs impliqués dans l'organisation s'efforcent en permanence et de concert de prendre à cœur les considérations sécuritaires et logistiques tant pour les hôtes de marque que pour le grand public, pour que la visite soit un succès pour tout le monde et sans créer trop d'inconvénients pour le public.

La mobilité et le droit à la libre circulation des citoyens ont été pris en considération en amont des préparatifs puisque la gare ferroviaire et routière de Luxembourg est restée en service et que la circulation des trains et des bus a été maintenue. Les mesures décrites ci-dessus démontrent que la mobilité et la circulation ont été considérées.

Question 1344 (17.10.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **factures CGDIS** :

Mir ass zougedroe ginn, datt zanter der Reform vum Rettungsdéngscht am Joer 2018 nach keng eenzeg Rechnung vum CGDIS un d'Patiente weidergeleert gouf - aus deem Grund, well de CGDIS bis dato nach net weess, wéi een Undeel d'Krankekeess vum Gesamtmontant vun der jeeweileger Rechnung rembourséiert. D'Patienten, déi eng Leeschtung vum CGDIS an Usproch geholl hunn, wëssen deemno nach ëmmer net, wat finanziell op si duerkënnt.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Gesondheitsminister an un d'Madamm Innenminister:

1. Kënnen den Här an d'Madamm Minister déi uewe genannten Informatiounen confirméieren?

2. Wa jo, wat sinn d'Grënn, firwat nach ëmmer keng Rechnunge vum CGDIS un d'Patiente weidergeleert goufen a wéi gedenken d'Ministernen op dës Mëssstänn ze reagéieren? A wéi engem zäitliche Kader ka mat enger Léisung vum uewe genannte Problem gerechent ginn?

Réponse commune (18.11.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

D'Froe vum honorabelen Deputéierte goufe schonn an der parlamentarescher Fro N° 1294 beäntwert.

Question 1347 (17.10.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les **frais de transport en ambulance** :

Et ginn zu Lëtzebuerg eng sëllegen Ambulanzendéngschter, déi Patienten - wann dat néideg ass - och an d'Ausland féieren. Als Patient kritt ee 70 % vun deenen 1,25 Euro rembourséiert, déi d'CNS pro Kilometer rechent. An der Realitéit ass et awer esou, datt d'Ambulanzendéngschter substanzieel méi ewéi just 1,25 Euro berechnen mussen, esou datt de Patient ëmmer op engem Deel vun de Käschte sëtze bleift. Dëst ass ëmsou méi bedenklech, well dacks grad déi eeler an/oder schwach Leit an eiser Gesellschaft proportional méi dacks op dësen Déngscht ugewise sinn.

Et ginn deemno besonnesch vill Fäll, wou eeler Leit, wou d'Pensioun net emol duergeet, fir d'Käschte vum Altersheem ze decken an déi op all Su uecht gi mussen, an existenziell schwieereg Situatiounen geroden an Hëllef siche bei sozialen Opfangstrukturen, ewéi zum Beispill dem Office social. Als Gesellschaft ass et eis Pflicht, grad deene méi schwache Leit géint iwwer eng besonnesch Verantwortung ze weisen.

An dësem Kontext géif ech dem Här Gesondheitsminister gären dës Fro stellen:

- Gedenkt den Här Minister, déi finanziell Dispositionen beim Krankentransport duerch eng Ambulanz ze iwwerdenken, esou datt grad déi méi schwach Matbierger net méi Gefor lafen, an eng finanziell prekär Situatioun ze falen?

Question 1348 (17.10.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la **planification des itinéraires dans le cadre d'un transport en ambulance à l'étranger** :

Wa Patient mat enger Ambulanz an d'Ausland gefuer musse ginn, rechent d'CNS 1,25 Euro pro Kilometer, déi de Patient zu 70 % rembourséiert kritt. Et ass allerdéngs esou, datt, falls um Wee och e Peage ufält, d'Krankekeess dësen net iwwerhëlt. Wuel wëssend, datt den öffentliche Transport an och elo den Adapto fir de Benotzer gratis gëtt, wär et sécherlech derwäert, ze iwwerleeën, ob een net och deene Kranken, déi op den Ambulanzendéngscht ugewise sinn, entgéintkomme soll.

An de Statute vun der CNS ass ausserdeem nozeliessen, datt et verflüchtend virgeschriwwen ass, datt een de kierzeste Wee huele muss, fir an déi jeeweileg Klinik ze kommen. Dëst ass sécherlech net ëmmer sënnavoll, well all privaten Autofuerer, wann e vun A op B komme wëllt an dofir en Navigatiounssystem notzt, meeschtens de schnellste Wee aschleift, deen dacks net de kierzeste Wee ass. Et muss een och bedenken, datt de kierzeste Wee dacks iwwer méi ländlechen Terrain féiert, mat méi Kéieren a méi engem raue Buedemlag, wat fir de kranke Mënsch eng méi grouss Belaaschtung - och wat d'Dauer vum Transport ugeet - duerstelt.

Et ass an deem Kontext och inakzeptabel, datt d'CNS nach mat Kadasterkaarten operéiert, déi aus dem Joer 1969 (!) stamen.

De Präis vun 1,25 Euro pro Kilometer ass och net indexgebonnen an net realistesch, wann ee bedenkt, datt en normalen Taxi well méi oder manner 1,50 Euro op de Kilometer kascht an dëst mat nëmmen engem Chauffeur. Eng Ambulanz - mat zwee Ambulancierinnen - soll awer nëmmen 1,25 Euro pro Kilometer froen; net ze vergiessen, datt d'Uschafe vun enger Ambulanz ronn duebel esou deier ass ewéi en Taxi.

An de Statute vun der CNS steet och, datt eng Ambulanz mat zwee Ambulancierinnen just daerf 30 Cent pro Minutt Attente verrechnen (dëst entsprécht 18 Euro pro Stonn fir zwee Ambulancierinnen, datt heescht 9 Euro pro Stonn pro Persoun, wat mol net dem Bruttomindestloun entsprécht).

D'Tariffer vun der CNS gesinn och net vir, datt d'Ambulanz- an Taxidéngschter zousätzlech remuneréiert ginn, wa si sonndes oder op engem Feiertag fir d'Patienten am Asaz sinn.

An dësem Kontext géif ech dem Här Gesondheitsminister gären dës Fro stellen:

1. Gedenkt den Här Minister, déi finanziell Dispositionen vum Krankentransport an déi Richtung ze iwwerdenken, datt an Zukunft d'ENGES och de Peage iwwerhëlt? Wa jo, a wéi engem zäitliche Kader kann ee mat enger Annerung vun där Disposition rechnen?

2. Gedenkt den Här Minister, d'Routeplanung vum Krankentransport an déi Richtung ze iwwerdenken, datt d'Ambulanz net méi verpflichtet ass, de kierzeste Wee anzuschloen a soumat dem Patient zousätzlech Belaaschtungen erspuert? Wa jo, a wéi engem zäitliche Kader kann ee mat enger Annerung vun Är Disposition rechnen?

3. Wéini gedenkt den Här Minister, d'Kadasterkaarten, mat deenen d'CNS bis dato operéiert, endlech ze aktualiséieren?

4. Wann ee bedenkt, wat fir eng wichteg an noutwenneg Aarbecht d'Personal bei den Ambulanz- an Taxidéngschter fir déi betraffe Patientee leescht, wär et dann an den Ae vum Här Minister net sënnavoll, dës Servicer eng zousätzlech Remuneration auszebezuelen, am Fall wou si sonndes oder op engem Feiertag schafffen?

Question 1349 (17.10.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'**autorisation préalable dans le cadre d'un transport en ambulance à l'étranger en cas d'urgence** :

Mir ass zougedroe ginn, datt, wann e Patient onerwaart a plötzlech op en Ambulanztransport an d'Ausland ugewisen ass, den zoustännegen Dokter nach den Dag selwer eng sougenannten Demande d'autorisation préalable d'un transfert à l'étranger ufroe muss. Ass dat net de Fall, bleift de Patient integral op de Käschte vum Transfert sëtzen. Hei kënnen och emol séier draistelleg Zommen ufalen, jee no deem, a wéi eng auslännesch Klinik de Patient muss transferéiert ginn. Dëst ass a mengen Aen eng ongerecht an absurd Virgab, well et jo duerchaus virkomme kann, datt den zoustännegen Dokter selwer eng Urgence huet a schwéier (bis hin zu onméiglech) Zäit fanne kann, sech den Dag selwer nach ëm déi administrativ Dispositionen ze këmmen.

An dësem Kontext géif ech dem Här Gesondheitsminister gären dës Fro stellen:

1. Ass den Här Minister bereet, déi uewe genannten onsënnege zäitliche Dispositionen ze iwwerdenken? Wa jo, a wéi engem zäitliche Kader ka mat der Ermänerung vun dëser Disposition gerechent ginn? Wann nee, wat sinn d'Grënn firwat de Minister weiderhin un dëser Disposition festhält?

2. Ass den Här Minister net der Meenung, datt d'Statute vun der CNS net emol allgemeng missten op de Leescht geholl ginn?

Réponse commune (18.11.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

D'Ambulanzendéngschter wou keng Urgence ass gi vu private Leit, déi dëst berufflech maachen, vu Societäten, vun Etablissements fir d'öffentlech Nützlichkeet oder vun Associatiounen ouni lukrativen Zweck organiséiert.

Betreffend d'statutaresch Dispositionen vun der Gesondtheitskeess ass et esou, datt déi sech nëmmen op besteeënd Gesetzer a Reglementer kënnen baséieren. D'Qualitéitsnorme fir d'Transporter sinn awer nach net gesetzlech verankert. Allerdéngs ass de Gesondheitsministère amgaang, an Zesummenaarbecht mam Innenministère, e Gesetz iwwert d'Norme vun den Ambulanzen auszeschaffen.

D'Statute vun der Gesondtheitskeess gesinn aktuell vir, datt de Patient 70 % erëmtritt vum Betrag, dee fir den Transport virgesinn ass.

Den Artikel 136, 3. Paragraf, Alinea 3 vun de Statute gesäit vir:

« Les transports en ambulance simples visés à l'article 132, paragraphe 4, sous b) et c) sont pris en charge à raison de soixante-dix pour cent (70 %) des factures établies soit sur la base d'un minimum de trente-huit euros (38,00 euros) par déplacement, soit sur la base d'un montant d'un euro et vingt-cinq cents (1,25 euros) par kilomètre, à l'exclusion de tous autres éléments pouvant être légalement mis en compte par le transporteur, à moins que

la prise en charge de ces éléments ne résulte de dispositions statutaires expresses. »

De forfait vun 38 Euro ass unzegesinn als e minimale Forfait fir d'Deplacement fir kuerz Strecken. D'Finalitéit vun dem Forfait ass et, de Patienten an dëser Situatioun en Transport an enger Ambulanz ze garantéieren.

Den aktuelle Betrag ass applicabel zënter dem 1. Januar 2017. Do virdrun huet d'Krankeversicherung e minimale Forfait vu 34 Euro bezuelt, respektiv 1,12 Euro pro Kilometer.

D'Gesondheitskeess huet awer keng Handhabung op d'Betrag, déi vun den Transportfirmen dierfen a Rechnung gestallt ginn. Eng Erhéijung vum Remboursement vun der Gesondheitskeess bedeit also net, datt d'Käschte vun Patient erofginn. Dëst ka sech awer änneren, wann de legale Kader mat den Normen bis steet.

Wat de Krankentransport mat enger Ambulanz an d'Ausland ueegt, ass et esou, datt den Artikel 136, 3. Paragraf, 6. Alinea vun de Statute vun der Gesondheitskeess virgesäit, datt d'Krankeversicherung just kann de kierzste Wee iwwerhuelen.

Dësen Artikel gesäit vir:

« Pour le calcul du trajet il est pris en compte la distance la plus courte résultant du parcours entre le lieu de stationnement normal de l'ambulance, le lieu d'embarquement de la personne protégée, le lieu où elle obtient les soins, le lieu où retourne la personne protégée le cas échéant après l'obtention des soins et le lieu de stationnement normal de l'ambulance. »

Wat d'Kadasterkaarten ubelaangt, schafft d'Gesondheitskeess mat deenen Donnéeën, déi se vun der Verwaltung vum Kadaster an der Topografie zur Verfügung gestallt kritt. D'Gesondheitskeess ass do awer amgaang, hir informatesch Applikatiounen ze iwwerschaffen.

D'Distanze gi gerechent a Funktioun vun der Basis vun den topographeschen Donnéeën vum ganze Lëtzebuurger Territoire (BD-L-TC 2013) a vun der Lëscht vun de Lokalitéiten, déi um Site data.public.lu publizéiert ass. Déi Versioun vum Lëtzebuurger Stroossenetz, déi an d'Applikatiounen vun der Gesondheitskeess integréiert ass, gëtt reegelméisseg ugepasst.

Fir den Ambulanztransport an d'Ausland, esou wéi fir de stationären Traitement am Ausland, muss eng Autorisatioun vum behandelnden Dokter bei der Gesondheitskeess ugefrot ginn. D'Gesondheitskeess hëlt hir Decisioun op Basis vun engem motivéierten Avis vun Kontrolldoktor vun der sozialer Sécherheet.

Wann awer eng Urgence virläit fir den Transport an d'Ausland, muss, am Géigendeel zu deem wat den honorabelen Deputéierten a senger Fro behaupt, keng Autorisatioun am Virfeld ugefrot ginn. D'Käschte ginn also bei engem Noutfall vun der Gesondheitskeess iwwerholl.

D'Gesondheitskeess ass awer amgaang, déi ganz Dispositiounen iwwer de Krankentransport ze analyséieren. Déi ginn och ugepasst, esoubal den normative Kader ugepasst gouf.

Question 1357 (18.10.2019) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant la prise en charge des frais de taxi pour le transport au Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation :

Mengen Informatiounen no gëtt den Transport mam Taxi an de Rehazenter oder eng Rehastatioun fir Geriatrie oder Kardiologie vun engem Spidol héchstens fir 20 Behandlungsdeeg vun der Gesondheitskeess (CNS) iwwerholl.

An dësem Kontext géif ech gäre folgend Froen un den Här Minister fir sozial Sécherheet stellen:

- Kann de Minister dës Informatiounen bestätegen?

- Wa jo, wat sinn d'Grënn fir dës Limitatioun?

- Deelt de Minister d'Meenung, datt et sënnevoll wier, den Transport esoulaang ze iwwerhuelen, wéi et medezinesch noutwendeg ass?

Réponse (18.11.2019) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

Et ass effektiv esou, datt den Transport mam Taxi an de Rehazenter fir 20 Behandlungsdeeg iwwerholl gëtt vun der Gesondheitskeess.

Den Artikel 133, Punkt 5, leschten Alinea vun de Statute vun der Gesondheitskeess gesäit vir:

« Les transports en série en ambulance ou en taxi prévus à l'article 132, paragraphe 6, point b) sous 1° ne sont pris en charge que pour un maximum de vingt (20) journées de traitement par cas de pathologie traitée. »

D'Käschte fir den Transport mam Taxi ginn iwwerholl esoulaang eng Persoun keen öffentliche Transport kann huelen. Fir déi ambulatoire Traitement am Rehazenter oder an enger Rehastatioun fir Geriatrie misst no deenen éischten 20 Behandlungsdeeg den Zustand vun Patient sech esou wäit verbessert hunn, datt dëst nees éischter méiglech war oder de Patient bei e Kiné ka goen.

Den Artikel 132, Punkt 5, 1. Alinea gesäit vir:

« 5. Les transports en série en ambulance ou en taxi au Luxembourg et à l'étranger sont pris en charge à condition qu'une ordonnance médicale préalable, établie par le médecin en charge du traitement sur un formulaire spécial et acceptée préalablement par le Contrôle médical de la sécurité sociale, spécifie séparément pour l'aller et pour le retour les raisons médicales pour lesquelles :

a) en cas de transport en ambulance, une position allongée ou immobilisée est indispensable ;

b) en cas de transport en taxi, le déplacement par un moyen de transport public en commun n'est pas approprié. »

D'Statute gi vum Verwaltungsrot vun der Gesondheitskeess etabliert a kënnen zu all Moment adaptéiert ginn. Am Verwaltungsrot setzen och Vertrieeder vum Salarat, vum Patronat a vun de Fräiberufler.

Question 1378 (22.10.2019) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant les installations de biométhanisation :

De Biogas ass laut mengen Informatiounen zu Lëtzebuerg réckleefeg. Zousätzlech dozou sinn déi bestehend Anlagen op hirem Maximum ukomm. De Biogas kéint awer beim Ausbau vun der erneuerbarer Energie a beim Klimabilan eng wichteg Roll spillen, wann dëse géif gefërdert ginn. Am Regierungsprogramm ass heizou näischt matgedeelt ginn. Speziell duerch d'Abbréngung vun der Gülle kéint och zugläich de Klimabilan verbessert ginn. Niewent der Sonnen- a Wandenergie si Biogasanlage méi zouverlässeg.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Energieminister:

1. Wéi ass d'ASTellung vun der Regierung am Hibleck op d'Zukunft vum Biogas?

2. Si Fërderungen hei virgesinn an, wa jo, wéi gesinn déi aus?

Réponse (19.11.2019) de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie :

Als Äntwert op d'Fro vum honorabelen Deputéierten Jeff Engelen erlaben ech mer fir d'éischt, zwou Plazen aus dem Koalitiounsaccord ze zitieren: « La géothermie, la biomasse durable et le biogaz seront aussi développés. [...] Le domaine du biogaz sera soumis à une analyse technico-économique de fond pour déterminer son rôle pour la réalisation des objectifs en matière d'énergies renouvelables à l'horizon 2030, visant notamment une réorganisation des subventions pour valoriser les atouts non énergétiques de ce secteur. Le biogaz à partir du lisier doit être prioritaire. », heescht et am Kapitel Energie, an am Kapitel zur Landwirtschaft ass folgendes nozeliesen: « La biométhanisation est non seulement un procédé qui s'inscrit dans une démarche d'économie circulaire permettant de produire de l'énergie (électricité, chaleur et gaz), mais elle contribue aussi et surtout à améliorer le bilan écologique de l'agriculture de manière générale (recyclage d'éléments fertilisants, bilan énergétique positif, réduction des émissions de méthane et d'ammoniac). Le domaine du biogaz sera soumis à une analyse technico-économique de fond pour déterminer son rôle pour la réalisation des objectifs en matière d'énergie renouvelable et de biodiversité. Le biogaz à partir du lisier doit être prioritaire par rapport aux cultures énergétiques. »

De Biogas ass fir dës Regierung wichteg a wäert och an Zukunft säi Rôle spillen. Vun der Energiesäit gëtt et haut zwou Fërderungen: Et gëtt e Regimm, wann ee Biogas an d'Gasnetz aspeist, an et gëtt Tariffer fir Stroumaspeisung (souwéi d'Notze vu Wäermt).

Fir an der Zukunft déi net energeetesche Virdeeler vum Biogas besser ze valoriséieren, gëtt eben déi ernimmten Etüd gemaach, fir ze kucken, ob een net och um Niveau vun der Fërderung Upassung virhuele soll. Ze ernimmen ass zum Beispill, datt d'Notzung vu Biogas enner ëmweltschützereschen Aspekter och

Deel vun der nationaler Strategie fir d'Reduzierung vum Methan ass.

Esou wéi uewen am Regierungsprogramm zitéiert, wäerten och am nationalen Energie- a Klimapläng verschidde prioritär Pisten dra-stoen. D'Notze vu Gülle (Piff a Mëscht) souwéi Biooffäll an anere Reschtstoffer gëtt ganz kloer prioriséiert a logescherweis gëtt d'Notze vun Energieplanzen op där anerer Säit dann ageschränkt.

Question 1379 (21.10.2019) de Mme Martine Hansen (CSV) concernant les classes iPad :

L'ère digitale est en plein essor. Il est de la volonté politique de généraliser l'introduction des dispositifs mobiles de type iPad dans les établissements secondaires et d'en faire un outil de production et d'apprentissage au service de la pédagogie.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale :

- À la rentrée 2015-2016 sept lycées ont décidé de créer des classes iPad et participent ainsi au projet Digital Classroom Lëtzebuerg (DCL). Monsieur le Ministre, combien de classes iPad existe-t-il à l'heure actuelle ?

- Est-ce que d'autres lycées ont montré leur volonté de participer au programme DCL ?

- Une analyse et évaluation détaillées ont-elles été faites ?

- Quels en sont les résultats ?

- Selon nos informations, les élèves qui changent d'établissement scolaire doivent rendre l'iPad et n'ont plus accès à leur dossier scolaire enregistré sur leur iPad, même pas via leur code IAM. Monsieur le Ministre peut-il nous confirmer cette information ?

- Dans l'affirmative, le ministre n'estime-t-il pas que l'élève a droit à ses dossiers scolaires ?

- De quelle manière le ministre envisage-t-il d'y remédier ?

Réponse (03.12.2019) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

À l'heure actuelle, 649 classes travaillent avec des iPads mis à leur disposition par le Centre de gestion informatique de l'éducation (CGIE) de mon ministère dans le cadre du projet « oneZone ». Ce nombre est en continue augmentation.

Le projet « Digital Classroom Luxembourg » a été lancé dans sept lycées en 2015-16, alors qu'aujourd'hui, l'ensemble des lycées publics offrent des classes iPad.

Toute nouvelle demande de dispositifs mobiles exprimée par une école doit être accompagnée d'un dossier pédagogique avec entre autres une description détaillée du projet pédagogique qui devra être soutenu par une équipe motivée d'enseignants. Initialement, les dossiers pédagogiques des premiers établissements participant au projet prévoyaient un état des lieux et une nouvelle mise en perspective en demandant les ajustements nécessaires concernant les objectifs et la mise en œuvre quant à la continuation du projet propre à l'établissement. Actuellement, ces dossiers ne sont plus de rigueur et sont remplacés par des échanges réguliers entre établissements et avec le Service de coordination de la recherche et de l'innovation pédagogiques et technologiques (SCRIPT). Une analyse et une évaluation détaillées au sens strict du terme ne sont pas d'actualité. Certains établissements ont cependant lancé des sondages en leur sein afin d'améliorer le fonctionnement du projet iPad.

En ce qui concerne les élèves qui quittent une classe iPad ou qui changent d'établissement scolaire, il y a lieu de préciser que dans ce cas particulier, le contrat « oneZone » prend fin et l'élève doit en principe remettre son appareil à la fin de l'année scolaire. Pourtant, il lui est loisible de garder son iPad en optant pour son rachat au prix de la valeur résiduelle. Si l'élève poursuit ses études dans une classe iPad dans un autre lycée, un nouveau contrat « oneZone » est établi et l'élève recevra un nouvel iPad. Sur les iPads, il n'existe pas de dossier scolaire proprement dit. En règle générale, les documents sont stockés dans le cloud Office 365, gratuitement mis à disposition de tous les acteurs de l'éducation nationale, auquel l'élève peut accéder avec son identifiant IAM à partir de n'importe quel appareil.

Pourtant, la situation est différente pour certaines applications installées localement sur la tablette. En effet, l'exploitation des iPads dépend fortement du projet pédagogique du lycée, l'utilisation des tablettes pouvant varier

d'un lycée à l'autre. Ainsi par exemple, il peut arriver qu'un lycée mette à disposition des élèves des applications spécifiques, ou utilise un environnement spécifique comme par exemple iTunes U pour une année scolaire précise. Si l'élève change d'année d'études, il se peut que l'accès à ces applications ne soit plus donné pour des raisons évidentes de souscription de licences logicielles. Mes services sont en train d'élaborer un concept d'exploitation de contenus numériques qui remédie à cette problématique d'accès.

Question 1381 (23.10.2019) de MM. André Bauler et Gusty Graas (DP) concernant le système de compensation dans le cadre de la protection de la nature :

La loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature a, entre autres, introduit un nouveau système de compensation. Dans ce contexte, le législateur a équipé plusieurs pouvoirs (l'État, les communes et les syndicats de communes) d'un droit de préemption dans le but d'acquérir des terrains situés dans des « zones protégées d'intérêt national ».

Les compensations se font désormais par l'intermédiaire de pools compensatoires. La loi distingue entre le pool compensatoire national et des pools compensatoires régionaux.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Combien de terrains ont été acquis par l'État en utilisant le droit de préemption prévu par la nouvelle loi ? Combien d'hectares représentent ces terrains ?

2) Combien de terrains ont été acquis par les communes ou les syndicats de communes en utilisant le droit de préemption prévu par la nouvelle loi ? Combien d'hectares représentent ces terrains ?

3) Comment sont repartis ces terrains sur les cinq zones de compensation écologiques ?

4) Quel est le prix moyen que l'État a payé pour acquérir des terrains agricoles ou sylvicoles afin d'alimenter le pool de compensation national ?

5) Combien de mesures compensatoires exprimées en éco-points ont été enregistrées dans le registre des mesures compensatoires depuis la mise en œuvre de la nouvelle loi sur la protection de la nature ? Comment ces mesures sont-elles réparties sur les cinq zones de compensation écologiques ?

Réponse commune (18.11.2019) de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :

ad 1) L'article 49 de la loi du 18 juillet 2018 prévoit que l'État, les communes et les syndicats de communes disposent d'un droit de préemption sur les terrains sis dans des zones protégées d'intérêt national en vue d'assurer la sauvegarde des habitats et espèces ainsi que du paysage et de la connectivité écologique. À ce stade, l'État a fait valoir ce droit de préemption trois fois et a su acquérir ainsi 1,66 hectares de terrains dans les communes de Bettendorf, Grevenmacher et Differdange.

ad 2) Le Ministère de l'Environnement, du Climat et du Développement durable ne dispose pas de ces informations.

ad 3) Les acquisitions de l'État s'appuyant sur le droit de préemption en vertu de la loi du 18 juillet 2018 sont réparties sur trois secteurs écologiques à savoir, la Vallée de la Moselle et le Gutland oriental (9,96 ares), le Gutland septentrional (45,4 ares) le Gutland méridional et la Minette (110,7 ares).

ad 4) L'État a acquis au total 445,12 hectares en vue de la constitution du pool compensatoire national. Le prix moyen par are de ces acquisitions s'élève à 288 €.

ad 5) L'Administration de la nature et des forêts et son service des compensations ont entamé la mise en œuvre de neuf projets d'envergure destinés à intégrer le pool compensatoire national. Ces projets sont à des stades différents de leur réalisation. Des mesures concrètes de restauration écologique destinées à être enregistrées au registre des mesures compensatoires ont été réalisées dans le cadre de six projets ; les projets restants étant à un stade de planification avancé ou en attente des autorisations nécessaires à leur mise en œuvre. Pour l'instant aucune des mesures réalisées n'a été enregistrée au registre, sachant que, dans le respect du principe de précaution et sur base d'une certaine rigueur scientifique, il s'impose de garantir la viabilité à long terme des me-

sures avant enregistrement. L'enregistrement des premières mesures est envisagé pour le premier semestre 2020. Nonobstant ce constat, les bilans écologiques des neuf projets prémentionnés, réalisés sur base du barème des éco-points tel que déterminé par le règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation écologique, permettent de donner un ordre de grandeur de l'envergure en éco-points des mesures en cours de réalisation. Ainsi, il est estimé que ces projets permettront de générer un total d'environ 30 millions d'éco-points répartis de manière suivante sur les cinq secteurs écologiques, repris à l'annexe 6 de la loi du 18 juillet 2018 :

Secteur écologique	Gain en éco-points
Grès du Gutland	3.218.000
Gutland méridional et la Minette	4.250.000
Gutland septentrional	5.300.000
Oesling	6.140.000
Vallée de la Moselle et Gutland oriental	11.020.000
Total	29.928.000

Question 1382 (23.10.2019) de M. Marc Angel (LSAP) concernant le langage neutre au niveau du genre :

En date du 9 mars 2012, le Conseil de Gouvernement avait annoncé sa décision de supprimer toute référence au terme « mademoiselle » dans les formulaires et documents officiels, à l'instar de la France. Par ailleurs, Madame la Ministre de l'Égalité des chances et Monsieur le Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative avaient affirmé dans leur réponse à la question parlementaire n° 1735 du 26 janvier 2016 que l'utilisation des expressions « nom marital » ou « nom de jeune fille » n'est pas prévue par les textes législatifs ou réglementaires.

Dans ce contexte, l'accord de coalition 2018-2023 prévoit la généralisation de l'usage du nom des femmes tel qu'il est inscrit au registre civil et l'abolition de la notion de jeune fille. Il vise également la suppression du titre de « mademoiselle » dans les documents officiels :

- Quel est l'état des travaux concernant ce dossier ?

Dans le même ordre d'idées, l'usage d'un langage neutre du point de vue du genre fut l'objet de discussions dans plusieurs États membres de l'Union européenne. Certaines organisations internationales et européennes, y compris les Nations Unies, l'Organisation mondiale du travail ou le Parlement européen, ont développé des lignes directrices en la matière dans le but d'éviter toute discrimination liée au genre et d'éradiquer les préjugés de genre :

- Madame la Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes envisage-t-elle la possibilité de promouvoir l'usage d'un langage neutre du point de vue du genre au Luxembourg ?

- Quelles seraient les étapes d'une telle démarche ?

- Existe-t-il des bonnes pratiques à cet effet ?

Réponse (22.11.2019) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Égalité entre les femmes et les hommes :

L'une des priorités politiques en matière d'égalité entre les femmes et les hommes est la lutte contre les stéréotypes de genre qui sont l'un des principaux obstacles à une société moderne où femmes et hommes, égaux en devoirs et droits devant la loi, se retrouvent sur un pied d'égalité réelle dans la vie quotidienne.

Beaucoup d'acteurs, dont ONU-Femmes, reconnaissent l'importance du langage dans la lutte contre les stéréotypes et favorisent l'utilisation d'un langage neutre dans tous les contextes. La rédaction inclusive fait référence à un langage qui donne la même visibilité aux femmes et aux hommes sans véhiculer de stéréotypes sexistes ni discrimination indirecte.

Au Luxembourg, le programme gouvernemental de 2018 prévoit que :

« L'usage du nom des femmes, tel qu'il est inscrit au registre civil sera généralisé en abolissant la notion de nom de jeune fille. La mention du nom de l'épouse ou de l'époux ne figurera que sur demande expresse sur les documents officiels.

Ainsi, le titre de "mademoiselle" ne figurera plus sur les documents officiels. »

1) L'abolition des termes de « mademoiselle » et « nom de jeune fille »

Par l'utilisation des deux termes en question, les institutions publiques opèrent une discrimination indirecte à l'égard des femmes en faisant une distinction en fonction du statut matrimonial des femmes, distinction qui n'est pas d'usage pour les hommes.

Le recours aux termes de « épouse de », quant à lui, risque de suggérer une infériorité des femmes par rapport aux hommes si la même donnée n'est pas indiquée pour les hommes.

En tant que ministre du ressort, il m'importe de pousser l'évolution des mentalités vers une société dans laquelle tous les gens peuvent se rencontrer au niveau, indépendamment de leur sexe.

C'est pourquoi mes services ont commencé en avril 2019 à dresser un état des lieux des procédures et pratiques en place.

Dans l'attente des conclusions définitives, je peux d'ores et déjà confirmer que le terme de « mademoiselle » n'est en principe plus utilisé dans la communication publique.

En ce qui concerne les termes de « nom de jeune fille », la tendance générale constatée va dans le sens du remplacement de cette notion par celle de « nom de naissance », ceci dans la logique que les citoyennes et citoyens luxembourgeois ne sont pas en droit de changer leur nom patronymique, sauf autorisation expresse par le/la ministre ayant la Justice dans ses compétences.

Étant donné que la situation se pose différemment pour les résidentes et résidents non luxembourgeois et les travailleuses et travailleurs frontaliers, la recherche d'une pratique uniforme s'avère autrement plus compliquée.

Consciente aussi bien de la sensibilité que de la complexité du dossier, il m'importe cependant de faire tout mon possible pour mettre sur un pied d'égalité les hommes et les femmes vivant et/ou travaillant au Luxembourg en ce qui concerne le traitement de leurs données officielles et/ou administratives.

2) La promotion de l'usage d'un langage neutre en termes de genre

La langue est le miroir de notre société : le vocabulaire et les formes utilisées évoluent avec le temps et reflètent nos valeurs et nos mœurs.

De nos jours, la langue française applique encore la règle que le masculin englobe le féminin et que les accords soient toujours faits avec le masculin. Il s'ensuit que les femmes, formant la majorité de la population et égales en droits et devoirs aux hommes, restent écartées et invisibles pour des raisons provenant du 17^e siècle.

En effet, la règle « le masculin l'emporte sur le féminin » a été mise au point pour des raisons qui ne doivent pas grand-chose à la linguistique : à cette époque, la supériorité masculine allait tout simplement de soi. « Lorsque les deux genres se rencontrent, il faut que le plus noble l'emporte », affirme Bouhours en 1675. « Le genre masculin est réputé plus noble que le féminin à cause de la supériorité du mâle sur la femelle », complète élégamment, en 1767, le grammairien Nicolas Beauzée.

Cependant, cette règle peine à s'imposer en pratique. Ce n'est qu'à la fin du 19^e siècle, avec la généralisation de l'école primaire obligatoire en France, qu'elle est d'application générale.

De nos jours, des initiatives tendant à féminiser ou plutôt à démasculiniser la langue française se manifestent dans bon nombre de pays francophones. C'est dans ce sens que je vais saisir prochainement le Conseil de Gouvernement d'une note traçant plusieurs pistes pour rééquilibrer le poids des deux genres dans l'usage des langues.

Ces propositions seront à la fois pragmatiques et pratiques et éviteront de devoir changer les règles de grammaire, de rendre les textes illisibles et de ridiculiser le débat.

Elles concerneront notamment les volets suivants :

1) favoriser l'utilisation de termes génériques/unisexes et de singuliers collectifs (comme par exemple les êtres humains, les bénéficiaires, les membres, le corps enseignant, la direction, le personnel, ...);

2) promouvoir la féminisation des noms de métiers, professions, titres et fonctions (comme par exemple la maçonnerie, la juge, la directrice, la conseillère, ...);

3) adopter l'ordre de présentation féminin puis masculin en cas de double désignation : le féminin est cité en premier lieu mais l'accord reste au masculin (dire « deux femmes et un homme ont été décorés » au lieu de « un homme et deux femmes ont été décorés »);

4) utiliser le trait d'union pour le cas où les points 1 à 3 ne donnent pas satisfaction tout en veillant à l'objectif de maintenir les textes clairs et lisibles (comme par exemple les commerçant-e-s au lieu de les commerçants et commerçantes).

Les pistes de réflexion se basent sur une analyse combinée de bonnes pratiques élaborées et mises en œuvre au Canada, en Belgique et en Suisse.

Question 1383 (23.10.2019) de M. Sven Clement (Piraten) concernant l'efficacité énergétique des bâtiments publics :

Am Kader vum Kampf géint de Klimawandel an och en vue vun engem generelle Spuere vu Stroum a Ressourcë gi Privatleite ugehalen, fir ëmmer méi ekologesch ze bauen, an dofir ginn de Leit och eng ganz Rei Servicer offéiert.

De Staat selwer ass awer och Locataire a Propriétaire vu ville Gebaier an Infrastrukturen a muss sech esou och selwer d'Fro stellen, wat fir Mesuren an den eegene Büroen dem Klima an der Ressourcëschonung zeguttkomme kënten.

An deem Zusammenhang wéilt ech dem Ministère fir Mobilitéit an éffentlech Aarbechten dës Fro stellen:

1. Opgeschlësst no Energie- a Wärmeeffizienzklass vun hirem Energiepass, wéi vill Gebaier besetzen de Staat, seng Verwaltungen an d'Établissements publics an absoluten Termen an a Quadratmeter ausgedréckt?

2. Wéi vill Prozent vun de Gebaier, déi de Staat besetzt, hu solarthermesch Installatiounen?

3. Wéi vill Prozent vun de Gebaier, déi de Staat besetzt, hunn eng Fotovoltaikanlag um Daach?

4. Op wei vill Quadratmeter Surface kënn Fotovoltaik op staatleche Gebaier zum Asaz a wéi vill Energie (a kWh) gouf esou pro Joer säit 2009 generéiert?

5. Wéi vill Potenzial besteet nach, fir Fotovoltaikanlagen op staatleche Gebaier ze installéieren? Wéi vill Quadratmeter Surface kommen a Fro a wéi vill Energie kéint zousätzlech produzéiert ginn?

6. Wéi vill Energie (a kWh) verbrauchen d'Gebaier, déi am Besëtzt vum Staat sinn, pro Joer?

Réponse commune (26.11.2019) de M. François Bausch, Ministère de la Mobilité et des Travaux publics, et de M. Claude Turmes, Ministère de l'Énergie :

Den honorabelen Deputéierte Sven Clement wéllt jären a senger parlamentarescher Ufro, ënner anerem, wëssen, wat de Staat konkret bei de staatleche Gebaier ënnerhëlt, fir Stroum ze spueren.

Aleedend ass ze ënnersträichen, datt de Staat seng Stroumproduktioun duerch Fotovoltaikanlagen zënter 2013 bis haut quasi verdreifacht huet a bis d'Joer 2022 zirka zwielefmol méi Stroum wäert produzéieren wéi nach 2013. An anere Wierder wäert de Staat 2022 pro Joer esou vill Energie produzéieren, wéi 3.300 Haushälter pro Joer zu Lëtzebuerg verbrauchen, wat der Gréisst vun enger Gemeng wéi Sandweiler entsprécht.

ad 1. De Bestand an de Besëtzt vum Staat, déi ënner der Gestuon vun der Administration des bâtiments publics an dem Fonds Belval stinn, beläfe sech op 1.581 Gebaier, mat enger Surface brute vun insgesamt ongeféier 3.900.000 Meterkaree.

Energiepass fir funktionell Gebaier, wou d'Energie- an d'Wärmeeffizienzklass ugi sinn, existéieren am Prinzip just fir nei Gebaier, wou d'Baugeneemegung nom Januar 2011 erstallt ginn ass, oder fir Gebaier, déi verlourt ginn. Eng Opschlësselung no Energie- a Wärmeeffizienzklass ass also bei ville Gebaier net méiglech.

Fir Wunngebaier existéiert den Energiepass zënter 2007; hei huet de Staat fir d'Majoritéit vun de Wunnengen e Pass.

Bei folgenden 312 Gebaier ass d'Energie- a Wärmeeffizienzklass bekannt:

- Energieklass A: 20 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 237.895 m²
- Energieklass B: 9 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 76.384 m²
- Energieklass C: 6 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 16.426 m²
- Energieklass D: 1 Gebai mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 476 m²
- Energieklass E: 4 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 6.733 m²
- Energieklass F: 21 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 10.216 m²
- Energieklass G: 50 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 8.313 m²

- Energieklass H: 97 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 17.038 m²
- Energieklass I: 104 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 16.457 m²

Wann dës Gebaier net no der Energieklass, mee no Wärmeeffizienzklass sortéiert ginn, da gesäit d'Opschlësselung esou aus:

- Wärmeeffizienzklass A: 1 Gebai mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 29.197 m²
- Wärmeeffizienzklass B: 4 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 16.412 m²
- Wärmeeffizienzklass C: 19 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 142.807 m²
- Wärmeeffizienzklass D: 11 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 141.778 m²
- Wärmeeffizienzklass E: 5 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 7.078 m²
- Wärmeeffizienzklass F: 19 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 8.989 m²
- Wärmeeffizienzklass G: 33 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 7.427 m²
- Wärmeeffizienzklass H: 46 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 6.887 m²
- Wärmeeffizienzklass I: 174 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 29.364 m²

Niewent de gerechenten Energiepass besetzt de Staat awer och nach eng Rei Gebaier mat engem Verbrauchspass. Um Verbrauchspass sinn awer keng Klassen uginn, mee nëmmen e Verglach mat engem Referenzgebai. Dës Gebaier kënnen zum Beispill nom Verbrauchsindex vun der Wäermt opschlëselt ginn:

- Verbrauchsindex Wäermt ënner 70 %: 75 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 385.204 m²
- Verbrauchsindex Wäermt tëschent 70 % an 100 %: 101 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 394.927 m²
- Verbrauchsindex Wäermt tëschent 100 % an 140 %: 107 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 369.115 m²
- Verbrauchsindex Wäermt iwwer 140 %: 54 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 215.292 m²

Wann net de Wärmebedarf, mee no Stroumverbrauch sortéiert gëtt, da gesäit d'Opschlësselung esou aus:

- Verbrauchsindex Stroum ënner 70 %: 65 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 220.615 m²
- Verbrauchsindex Stroum tëschent 70 % an 100 %: 107 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 436.303 m²
- Verbrauchsindex Stroum tëschent 100 % an 140 %: 100 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vu 404.332 m²
- Verbrauchsindex Stroum iwwer 140 %: 66 Gebaier mat enger Gesamtenergiebezugsfläche vun 303.512 m²

Aus dësen Zuele kënnen awer nëmme bedéngt Schlussfolgerunge gezu ginn, well d'Potenzial vun de Gebaier ganz verschidden ass, an all Gebai muss analyséiert ginn. Vill Gebaier am Bestand sinn zum Beispill denkmalgeschützt, oder se hunn eng historesch Architektur, déi net all Moosnamen zouloossen, fir Energie ze spueren.

Bei engem Staatsgebai gëtt opgepasst, datt dëst Gebai esou mann wéi méiglech Energie verbraucht, ouni dobäi Technik anzusetzen, déi ze komplex a wartungsintensiv ass. Zudeem gëtt bei all Neibau d'Méiglechkeet vun enger Fotovoltaikanlag oder anerer erneierbarer Energie analyséiert. An de leschte Jore sinn zum Beispill dräi Plus-Energie-Gebaier (dovunner eent am Bestand) realiséiert ginn, déi iwwer d'Joer gesi méi Energie produzéieren, wéi se verbrauchen (souguer wann d'Groenergie vum Gebai mat aberechent gëtt).

Zousätzlech bleift ze erwänen, datt an de leschte fënnf Joer jee weils en moyenne 8,6 Millionen Euro an energetesch Sanierungen investéiert ginn ass, wouduerch ronn 900 t CO₂/Joer konnten agespuert ginn. Esou gëtt bei Sanierungen vu Gebaier grouse Wäert op Energieeffizienz geluecht, och wann et hei méi komplizéiert ass, fir den Energieverbrauch staark ze reduzéieren. Dowéinst gëtt och an Zukunft dës Programm weider suivéiert an am Fall vun Transformationsaarbechten, déi vun den Utilisateuren ugefrot ginn, gläichzäitig Analyse fir energetesch Verbesserung gemäss der „Stratégie d'assainissement du patrimoine de l'État“ lancéiert.

ad 2. Eng solarthermesch Installatioun ass op zwielef Staatsgebai installéiert. Well den Ertragsprofil vun Solarthermie meeschtens

Le saviez-vous ?

QUORUM

Le quorum est le nombre minimum de membres qui doivent être présents pour que la Chambre des Députés puisse voter valablement. Partant la Chambre ne peut prendre de décision que pour autant que la majorité de ses membres se trouve réunie.

schlecht mam Notzungsprofil iwwereneestëmmt (am Summer bréngt d'Solarthermie de meeschten Ertrag, d'Lycéeë sinn dann awer zou an d'Piscinnen oft fir Wartungsarbeiten eidel), setzt de Staat prioritär op Fotovoltaik an aner erneierbar Energien.

ad 3. Aktuell sinn 28 Fotovoltaikanlagen a Bëtrib, mat enger Gesamtspëtzeleeschtung vu 4.368 kW_p, an engem Joresertrag vun zirka 3,9 GWh.

38 weider Anlage mat enger Gesamtleeschtung vun zirka 13.000 kW_p, sinn am Bau respektiv a Planung.

Mir bestelle lafend weider Etüden, fir géeegeent Diecher ze bestëmmen a mat Fotovoltaikanlagen ze equipéieren.

ad 4. Déi gefroten Donnéeë sinn net all bekannt a kënnen dowéinst deelweis nëmmen ofgeschat ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Déi viraussichtlech Produktioun vun 13,2 GWh am Joer 2022 géif dem Verbrauch vun ongeféier 3.300 Stéit entsprechen.

ad 5. Op dës Fro ass et net méiglech, pauschal ze äntwerten, ouni eng detailléiert Analys vun all Gebai ze maachen. Folgend Punkte mussen bei all Gebai analyséiert ginn, fir eng Äntwert op d'Fro kënnen ze ginn:

- Erlaabt d'Statik vum Gebai en zousätzlech Gewicht vun enger Fotovoltaikanlag?
- Ass d'Etanchéitéit vum Daach an engem gud-den Zoustand?
- Ass d'Isolatioun vum Daach gutt, oder soll se an engem éischte Schrëtt erneiert ginn?
- Ass d'Gebai denkmalgeschützt?
- Wéi ass et mat der Verschattung um Daach?
- Wéi ass den Daach orientéiert?
- Ass nach genuch Plaz um Daach, oder ass déi ganz Plaz scho besat vun Techniquequippement a vun den Daachfenstere?
- Wéi kënn et mat de Kabele bis zum Hauptstromzähler?
- Verdréit dat elektrescht Netz déi zousätzlech Leeschtung?
- Kënnen Noperen oder Fligere vun de Panneue geblent ginn?

No an no ginn Etüde gemaach, fir dës Punkten ze klären (vgl. Fro 3). Ouni dës Etüden ass et net méiglech, de reelle Potenzial ze chiffrieren.

Bei allen neie Projeten huet d'Planungsequipe d'Obligatioun, Konzepter op Basis vun erneierbaren Energien auszeschaffen; dës limitéiere sech awer net eleng op Fotovoltaikanlagen.

ad 6. De genauen Energieverbrauch vun alle Staatsgebäier ass net bekannt, well déi meescht Staatssewicer hir Energiekäschte selwer droen an et deemno keng zentral Statistik gëtt.

Unhand vun den Energiepäss vu Staatsgebäier, wou de gemoossene Verbrauch agedroe gëtt, kann een awer eng Héichrechnung op d'Gesamtheit vun de Gebäier am Staatsbesëtz maachen.

Esou kënn een op en Endenergieverbrauch vun insgesamt zirka 493 GWh pro Joer fir d'Hëtzen, an zirka 240 GWh pro Joer fir de Strom.

De Staat probéiert, dësen Energieverbrauch esou vill wéi méiglech mat erneierbaren Ener-

gien ze decken. Niewent de solarthermeschen a Fotovoltaikanlagen, déi an de Froen 2 bis 4 beschriwwen sinn, sinn nach weider Projeten ëmgesat ginn:

- 12 Anlagen, wou mat Holz gehëtzt gëtt.
- Bei 6 Projete si Gebäier u Fernwärmenetzer ugeschloss, déi mat erneierbaren Energie bedriwwen ginn.
- Bei 26 Projete gëtt fräi Energie aus der Ëmwelt benotzt (Loft, Waasser, Buedem).
- Fir den Akaf vum Strom ginn Ausschreiwunge gemaach, wou grénge Strom gefuerdert gëtt.
- Ofschléissend bleift ze betounen, datt de Staat och weiderhi keng Moyene wäert scheien, fir an effizient erneierbar Energieanlagen ze investéieren, fir weiderhi proaktiv géint de Klimawandel unzegoen.

Question 1384 (23.10.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les **demandes d'accès au fichier central de la police** :

Säit e puer Méint froe Bierger hei am Land no den Donnéeën, déi d'Police grand-ducale am Police-Fichier iwwer si gespäichert huet. Wéi eis zougedroe gouf, dauert et aktuell laang, bis d'Bierger eng Äntwert op hiert Schreiwe kréien. Esou krute verschide Leit am Accusé de réception vun der Police geschriwwen, dass hir Donnéeën hinne bannent sechs Méint zougestallt wäerte ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

1. Wéi vill Persounen hunn dëst Joer en Extrait aus dem Police-Fichier ugefrot?
2. Wéi vill Persounen kruten hiren Extrait aus hirem Police-Fichier schonn zougestallt? Wéi vill Leit mussen nach waarden?
3. Bei wéi villen Demanden huet den Traitement méi wéi ee Mount gedauert?

Réponse (05.11.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. + 2. Virun der Debatt ëm de Fichier central hat dëst Joer eng Persoun eng Demande d'accès bei der Police gestallt. Dës Persoun krut innerhalb vun engem Mount hir Äntwert. Dës Persoun hat ee konkreete Verdacht, dee sech allerdéngs net als richteg erweisen huet.

Eng Äntwert op ee konkreete Verdacht respektiv eng Äntwert, déi just de Fichier central betrëfft, hëlt natierlech manner Zäit an Usproch, wéi wa generell Accès op sämtlech Datebanke gefrot gëtt.

Ab der Debatt ëm de Fichier central hu bis elo ronn 400 Leit den Accès gefrot.

Vun deene ronn 400 Demandé sinn der awer ronn 50 net komplett. Dat heescht, dass d'Leit der Opfuorderung vun der Police net nokomm sinn, eng Copie vun hirem Carte d'identité oder vun hirem Pass bei hir Demande derbäizeleëen.

Onkomplett Demandé kënnen aus Dateschutzgrënn natierlech net traitéiert ginn, wann d'Persoun, déi d'Ufro mécht, net zweifelsfräi identifizéiert ka ginn.

Bis elo krute ronn 80 Leit hir Äntwert zougestallt, soudass ronn 270 Leit nach keng Äntwert kruten.

ad 3. Den Traitement huet nëmme bei enger Minoritéit vun Demandé manner wéi ee Mount gedauert. Dëst war bei de ronn zéng éischten Demanden, déi am Juni erakoumen, de Fall.

Am Ufank huet d'Police een Délai de réponse vun zwee Méint uginn, deen awer relativ séier op dräi Méint eropgesat gouf.

Schlussendlech gouf den Delai op sechs Méint erhéicht, well déi méi kuerz Delaie gréisstendeels net konnte respektéiert ginn.

Question 1385 (23.10.2019) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** (*déi gréng*) concernant le **cytomégalovirus** :

Le cytomégalovirus (CMV) est un virus responsable d'infections passant le plus souvent inaperçues. Son caractère pathogène survient surtout chez des patients dont les défenses immunitaires ont été affaiblies. Une infection à cytomégalovirus chez la femme enceinte peut provoquer des lésions sévères chez le fœtus. Il s'agit de l'infection fœtale congénitale la plus fréquente dans les pays industrialisés.

En l'absence d'un vaccin, le consensus scientifique actuel sur la question de l'opportunité d'un dépistage systématique du CMV lors de la grossesse est que les tests sont peu fiables et que les preuves de l'innocuité des thérapies prénatales sont insuffisantes. En revanche, plu-

sieurs études ont montré l'effet positif de l'information et la sensibilisation des parents au risque d'une infection par le CMV.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

- 1) Le Ministère de la Santé dispose-t-il d'une stratégie nationale d'information et de sensibilisation par rapport au CMV ?
- 2) Dans l'affirmative, quels sont les professionnels de la santé et les autres intervenants autour de la grossesse qui sont ciblés par la stratégie ? À quels moments de la grossesse est-elle prévue ?
- 3) Dans la négative, Monsieur le Ministre prévoit-il l'élaboration et l'implémentation d'une vaste stratégie d'information s'adressant tant aux futurs parents qu'aux professionnels du domaine concerné ?

Réponse (08.11.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Il n'existe pas de stratégie nationale organisée par le Ministère de la Santé ni de recommandation spécifique du Conseil scientifique dans le domaine de la santé concernant le cytomégalovirus (CMV), en particulier chez la femme enceinte. Les gynécologues et sages-femmes informent en principe les futurs parents lors du suivi de la grossesse. Les soignants qui suivent les futurs parents avant et pendant la grossesse sont formés à cette problématique, de même que les pédiatres qui suivent les nouveau-nés et surveillent leur développement. Le dépistage universel de la surdité chez les nouveau-nés permet de détecter précocement des troubles auditifs dont l'infection congénitale à CMV est une des causes fréquentes et un parcours harmonisé de prise en charge après dépistage est en cours d'élaboration dans le cadre du plan national maladies rares.

Néanmoins, pour les femmes exposées au travail comme par exemple les éducatrices en crèche, la législation luxembourgeoise prévoit une possibilité d'écartement du poste de travail dès le début de la grossesse si le poste de travail ne peut être adapté par suppression des contacts avec les enfants ou par mutation à l'encadrement de jeunes enfants. Dans ces cas, c'est la médecine du travail qui intervient!

En effet, le Code du travail prévoit que toutes les salariées enceintes doivent passer une visite chez le médecin du travail, afin que celui-ci s'exprime si le poste de travail est compatible avec l'état de grossesse. En cas d'expositions au CMV, le médecin du travail prévoit soit une adaptation du poste de travail, soit un autre poste de travail, voire une dispense de travail. Afin d'harmoniser l'approche de la médecine du travail dans le secteur des crèches, le Service de santé au travail multisectoriel (STM) a développé une brochure spécifique².

ad 3) Il n'y a pas de vaste campagne d'information prévue.

Le dépistage de l'infection à CMV pendant la grossesse est un sujet controversé dans la mesure où l'infection de la mère est difficile à détecter, elle n'est pas nécessairement transmise au fœtus et pas toujours facile à mettre en évidence chez celui-ci avec des séquelles qui sont parfois difficiles à évaluer et d'expression tardive après la naissance (surdité, retard psychomoteur). En outre, il n'existe pas de traitement efficace et recommandé à ce jour ni pendant la grossesse pour limiter la transmission au fœtus ni après la naissance. En cas d'infection sévère du fœtus avec des répercussions multi organiques probables, l'interruption médicale de grossesse peut être proposée. Des études ont évalué l'utilisation d'anticorps spécifiques contre le CMV administrés pendant la grossesse, cela pourrait aider à réduire le taux de transmission dans certaines situations bien que les résultats des études ne soient pas unanimement favorables.

De simples mesures de prévention de l'infection durant la grossesse sont par contre efficaces pour réduire les risques. Le CMV se transmet de manière importante par contact avec les sécrétions des jeunes enfants infectés. Le lavage des mains est donc une mesure de prévention fondamentale et efficace. Cette mesure d'hygiène est régulièrement rappelée dans le cadre des campagnes du Ministère de la Santé, encore actuellement dans le cadre de la prévention de la transmission du virus de la grippe.

Dans les cas où les contacts sont très intenses comme dans les crèches, l'éloignement de la personne des jeunes enfants est une mesure efficace.

Question 1386 (23.10.2019) de **Mme Josée Lorsché** et **M. Marc Hansen** (*déi gréng*) concernant le **dépistage néonatal** :

Au Luxembourg, le programme de dépistage néonatal cible actuellement cinq maladies rares : la phénylcétonurie (1/13.500 nouveau-nés), l'hypothyroïdie congénitale (1/3.500), l'hyperplasie congénitale des surrénales (1/14.000), la déficience en MCAD (1/10.000) et la mucoviscidose (1/3.500).

La brochure d'information du Ministère de la Santé relative au programme de dépistage néonatal informe en l'occurrence qu'il est important que ces maladies soient prises en charge rapidement puisqu'elles peuvent avoir des conséquences sérieuses et retarder le développement physique et psychique de l'enfant.

Dans cette optique, la Wallonie a récemment complété le screening néonatal par le dépistage de l'amyotrophie spinale, une maladie dégénérative sévère qui survient lors d'une naissance sur 6.000 à 10.000. Généralement, les bébés atteints décèdent avant l'âge de deux ans faute de traitement disponible.

Depuis 2017, un médicament orphelin (Spinraza®) permettant de traiter les patients atteints d'amyotrophie spinale est enregistré auprès de l'Agence européenne des médicaments. En 2018 la Belgique et les Pays-Bas ont conclu, via l'initiative BeneluxA, une coalition qui a pour objectif de rendre accessible aux patients des pays participants l'innovation pharmaceutique d'une façon durable et à un coût abordable. Une convention avec le producteur prévoit un remboursement intégral temporaire du Spinraza® jusqu'à la fin décembre 2020.

Pendant la durée de ce remboursement accordé aux patients, la firme collectera des données sur l'innocuité, l'efficacité et l'utilisation du médicament dans la pratique clinique et mènera également des recherches supplémentaires sur les différences d'effets dans les quatre sous-types de la maladie.

À cet égard, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

- 1) Combien de cas d'amyotrophie spinale et combien de décès y liés sont connus pour le Luxembourg au cours des dernières dix années ?
- 2) Le Luxembourg profite-t-il des avantages de la convention négociée par la Belgique et les Pays-Bas avec le producteur du Spinraza® ? Combien de personnes sont actuellement traitées le cas échéant ? Dans la négative, quelles sont les raisons de la non-participation du Luxembourg à cette convention ?
- 3) Monsieur le Ministre envisage-t-il d'élargir le programme de dépistage néonatal à l'amyotrophie spinale ?

Réponse (02.12.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Il n'y a pas de registre des patients atteints d'amyotrophie spinale, cependant, à partir des études en Europe, on sait que cette maladie touche en moyenne 1 pour 6.000 à 10.000 nouveau-nés. Cela correspond à environ un nouveau-né par an à Luxembourg. Il y a plus ou moins 80 % de formes sévères qui sans traitement sont mortelles le plus souvent avant l'âge de deux ans.

ad 2) Chez les patients atteints d'une amyotrophie spinale proximale infantile sévère, c'est-à-dire se manifestant cliniquement avant l'âge de six mois, l'administration de nusinersen (Spinraza®) semble réduire la mortalité à court terme, sans effet important sur le handicap. On ne sait pas ce qu'il en est à plus long terme et les inconnues concernant les effets indésirables sont encore nombreuses.

Néanmoins, la Belgique et les Pays-Bas ont décidé de prendre en charge ce traitement dans le cadre de l'association BeneluxA et plus particulièrement par la conclusion d'un contrat avec le producteur pour assurer la surveillance des effets à plus long terme.

Depuis le 1^{er} septembre 2018, les patients belges atteints d'amyotrophie spinale (5q-SMA), une maladie rare, peuvent se faire rembourser le nusinersen (Spinraza®), un médicament orphelin utilisé dans le traitement de cette affection, sur décision de la Ministre fédérale belge des affaires sociales et de la santé publique. Ce remboursement est le résultat d'une négociation commune menée avec les Pays-Bas dans le cadre de l'initiative BeneluxA.

Le Luxembourg en tant que pays signataire de la convention BeneluxA mais aussi dans le cadre de sa collaboration avec la Belgique peut ainsi en principe profiter des tarifs négociés pour ce médicament.

¹ https://www.stm.lu/wp-content/files/brochure_complete_creche_FR_02-2015.pdf

² https://www.stm.lu/wp-content/files/brochure_complete_creche_FR_02-2015.pdf



Ce médicament n'est pas encore répertorié sur la liste positive des médicaments de la CNS, et aucune demande de prise en charge n'a été adressée à ce jour aux autorités sanitaires.

En conclusion, et en raison de l'incidence estimée très faible au Luxembourg (un cas par an) et de l'absence de demande de prise en charge, on peut raisonnablement en conclure qu'à ce jour il n'y a pas de patients traités par ce médicament au Luxembourg.

ad 3) Dans le cadre du Plan national maladies rares, un groupe de travail composé des acteurs dans le domaine (pédiatres, gynécologues, généticiens, biologistes, santé publique, patients, sages-femmes, etc.) évalue l'opportunité d'augmenter le nombre de dépistages néonataux réalisés au Luxembourg. Le groupe analyse ce qui est possible, ce qui est réalisé à l'étranger et la pertinence pour le Luxembourg. Il s'assure que le dépistage pourra être réalisé dans l'intérêt de l'enfant et de sa famille, en garantissant le respect de la vie privée, et qu'un suivi diagnostique et thérapeutique bien défini et de qualité pour les nouveau-nés qui sont identifiés par un dépistage existe ou peut être rapidement mis en place.

Question 1387 (24.10.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant les **dépansions** :

Depressioun gehéieren zu deenen am heefegsten ennerschaten Erkrankungen an eiser Gesellschaft.

An Däitschland sinn 11,3 % vun de Fraen a 5,1 % vun de Männer vun Depressiounen be-
traff. Sou leide Fraen duebel esou oft un Depressiounen wéi Männer. Vill leiden hiert Liewe laang dorunner, am schlëmmste Fall féiert d'Krankheet och an de Suicide.

Aus deem Grond wëll ech follgend Froen un den Här Gesondheitsminister stellen:

1. Gëtt et an dësem Kontext och Statistike fir Lëtzebuerg?
2. Wéi vill Fraen a Männer leiden hei zu Lëtzebuerg un Depressiounen?
3. Wéi vill vun hinne sinn a Behandlung?
4. Wéi vill Leit huele sech d'Liewen opgrond vun Depressiounen?
5. Hu mir genuch Personal, wat op d'Behandlung vu Leit mat Depressiounen spezialiséiert ass?
6. Wéi laang sinn d'Waardezäiten an der Moyenne, fir eng Therapieplaz ze kréien?

Réponse (26.11.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1. Zu Lëtzebuerg gëtt et verschidden Enquêtes, déi autodeklarativ Donnéeën zu dësem Sujet erhiewen.

De Gesondheitsministère huet 2014 mat der Enquête „European Health Interview Survey“ (EHIS)³ verschidden Informatiounen zum Thema Depressioun erhiewen.

ad 2. Laut EHIS haten zum Zäitpunkt vun der Enquête 8,3 % vun de befroete Persounen eegenen Aussoen no depressiv Symptomer. Männer (7,5 %) ginn un, manner depressiv Symptomer ze hu wéi Fraen (9,1 %).

Op e méi laangen Zäitraum gekuckt (12 Méint) hunn 9,5 % vun de befroete Leit uginn, chro-
nesch depressiv (mindestens während sechs Méint) ze sinn. Méi Fraen (10,7 %) wéi Männer (8,2 %) ginn un, chro-
nesch depressiv ze sinn.

ad 3. D'Statistiken iwwert d'Unzuel vu Mën-
schen, déi an ambulanter Behandlung si fir eng Depressioun, ginn net systematesch erhiewen.

D'Donnéeë vun der Inspection générale de la sécurité sociale (IGSS) weisen eis d'Unzuel vun de stationäre Behandlungen, déi an den dräi Akutspideeler recenséiert ginn am Kader vun der Carte sanitaire⁴.

Sou wësse mir, datt 2017 insgesamt 1.000 stationär Behandlungen gezielt gi si fir en „épi-
sode depressif“ (F32 vum ICD-10) an 250 stationär Behandlungen fir en „trouble dépressif récurrent“ (F33 vum ICD-10) stattfont hunn.

2015 kouw et an der Rehaklinik vum CHNP zu 76 stationäre Behandlungen fir en „épisode de-
pressif“ an 20 Hospitalisatiounen fir en „trouble dépressif récurrent“, mat insgesamt 4.731 Hos-
pitalisatiounsdeeg. Émgerechent handelt et sech heibäi ëm 13 Better, déi an der Moyenne iwwert d'ganzt Joer opgrond vun enger Depressioun beluecht woren.

³ <http://sante.public.lu/fr/publications/e/ehis-fact-sheet-etat-de-sante-et-bien-etre/ehis-fact-sheet-etat-de-sante-et-bien-etre-fr.pdf>

⁴ <http://ec.europa.eu/eurostat/web/health/data/database>
<http://sante.public.lu/fr/publications/c/carte-sanitaire-2017-fascicule2/index.html>

ad 4. D'Statistiken iwwert d'Suicidë souwéi on-
bestëmmt Verletzungen ginn no Method, no Altersgrupp a Geschlecht erhiewen, mee net no psycheschen Ursachen.⁵

ad 5. Déi dräi gängegst Behandlungsmethoden sinn: d'medezinnesch Be-
handlung mat Medikatioun, d'psychologesche oder psychotherapeutesch Behandlung an d'sozial Interventioun.

Am Allgemenge gëtt eng Depressioun mat Me-
dikamenter wéi Antidepressiva a Psychothera-
pie behandelt. Dobäi sinn d'Antidepressiva oft
de Grondstee vun der Behandlung opgrond
vun hirer Effikasitéit, de Käschten an der Dis-
ponibilitéit.

D'medezinnesch Behandlung ëmfaasst nient
der Verschriewung vu Medikamenter och eng
Rei vu weidere Behandlungsméiglechkeeten,
déi an de meeschte Fäll awer nëmmen an de
Spideeler ugewannt ginn. Bei lichte Forme vun
enger Depressioun kann eng Psychotherapie
alleng indizéiert sinn. Eng Kombinatioun vu
Psychotherapie a Medikamenter ass éischer fir
mëttelgradeg a schwéier Depressiounen ze re-
commandéieren. Dobäi sinn d'Interventions-
méiglechkeeten op sozialem Niveau immens
wichtig.

Niewent de Psychiateren ass net gewosst, wéi-
vill weider Medezinner sech an der Behandlung
vun der Depressioun spezialiséiert hunn.

ad 6. D'Waardezäit fir e Rendez-vous bei
engem Psychiater ass an der Moyenne zwee bis
véier Méint, saisonal a regional ofhängeg. Well
net gewosst ass, wéivill weider Medezinner
spezialiséiert sinn, ass et schwéier, genau
d'Moyenne ze chiffréieren.

Question 1389 (24.10.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (LSAP) concernant le **financement en matière de politique migratoire** :

Le budget de l'Union européenne prévoit des crédits substantiels pour soutenir les États membres dans leurs efforts en matière de politique migratoire, notamment pour la période de 2014 à 2020.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Finances, si le Grand-Duché de Luxembourg a pu bénéficier de ce soutien communautaire, dans quelle mesure et le cas échéant de quelle façon le financement européen a été utilisé.

Réponse (18.11.2019) de **M. Pierre Gramigna**, *Ministre des Finances* :

Le Fonds « asile, migration et intégration » (AMIF) (établi par le Règlement (UE) n° 516/2014 du Parlement européen et du Conseil portant création du Fonds « asile, migration et intégration », modifiant la décision 2008/381/CE du Conseil et abrogeant les décisions n° 573/2007/CE du Parlement européen et du Conseil et la décision 2007/435/CE du Conseil) a été créé pour la période 2014-2020, pour un montant total de 3,137 milliards d'euros sur sept ans.

Le fonds a pour objectif général de contribuer à la gestion efficace des flux migratoires ainsi qu'à la mise en œuvre, au renforcement et au développement de la politique commune en matière d'asile, de protection subsidiaire et de protection temporaire et de la politique commune en matière d'immigration, dans le plein respect des droits et principes consacrés dans la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne.

Le fonds contribue à la réalisation des objectifs spécifiques communs suivants :

- asile : renforcer et développer tous les aspects du régime d'asile commun, y compris sa dimension extérieure ;
- intégration/migration : soutenir la migration légale vers les États membres en fonction de leurs besoins économiques et sociaux, comme les besoins du marché du travail, tout en préservant l'intégrité des régimes d'immigration des États membres, et promouvoir l'intégration effective des ressortissants de pays tiers ;
- retour : promouvoir dans les États membres des stratégies de retour équitables et efficaces, qui contribuent à lutter contre l'immigration clandestine, en accordant une attention particulière à la pérennité du retour et à la réadmission effective dans les pays d'origine et de transit ;
- solidarité : accroître la solidarité et le partage des responsabilités entre les États membres, en particulier à l'égard des États les plus touchés par les flux de migrants et de demandeurs d'asile, y compris une coopération pratique.

⁵ <http://sante.public.lu/fr/publications/s/statistiques-causes-deces-2016/statistiques-des-causes-de-deces-2016.pdf>

Au Luxembourg, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration est l'autorité responsable de la mise en œuvre de l'AMIF et est chargé des actions ayant trait à l'accueil et à l'encadrement des demandeurs et des bénéficiaires de protection internationale, ainsi qu'à l'intégration des ressortissants des pays tiers.

La Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes est l'autorité déléguée et met en œuvre les actions ayant trait au volet procédural des demandes de protection internationale, à la migration légale et au retour.

La dotation européenne pour le Luxembourg pour la période 2014-2020 s'élève à 15.765.578 euros répartis en différentes catégories (cf. tableau en annexe). Le cofinancement européen est d'un maximum de 75 % du coût total d'un projet.

Le détail du programme opérationnel de l'AMIF peut être téléchargé sur le site de l'OLAI : <http://www.olai.public.lu/en/actualites/2015/04/publication-du-programme-national-du-luxembourg/index.html>

Les autorités de l'AMIF procèdent régulièrement à des appels à projets, mais ils se réservent la possibilité de procéder en mode exécutif ou à une attribution directe d'un projet.

La liste avec les différents projets cofinancés dans le cadre de l'AMIF peut être consultée sur le site internet suivant : <http://www.olai.public.lu/fr/fonds-programmes/amif/projets-cofinances/index.html>

(Annexe à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1391 (24.10.2019) de **M. Sven Clement** (Piraten) concernant le **dossier de soins partagé** :

No enger Testphas vu véier Joer wäert Enn 2019 den Dossier de soins partagé (DSP) d'Agence eSanté généraliséiert ginn.

D'Ëmstellung vum Dossier geschitt iwwert de sougenannten Opt-in. Dat heescht, dass an enger éischer Phas automatesch all déi Persounen, déi bei der CNS versécherst sinn, an den neie System agegliddert ginn. Déi Leit, déi keen DSP wëllen, mussen selwer d'Demarchen ënnerhuelen, fir dësen zouzemaachen.

Fir de Patienten de Choix ze loosser, ob fir si en DSP sollt ugeluecht ginn oder net, revendiquéiere verschidden Organisatiounen aktuell, dass eng Opt-out-Prozedur virzezieie wier. Da géifen nämlech just déi Persounen en DSP kréien, déi explizit een ufroen, während sech fir all déi aner Leit näischt ännere géif.

An deem Zesammenhang wëllt ech de Ministere fir Sozialversécherung a Gesondheet dës Froe stellen:

1. Wäert d'Regierung en ageschriwwene Bréif un all d'Patienten erauszeschécken, fir hinnen d'Prozedur vum Opt-in ze erklären?
- Falls net: Wéi wäerten d'Ministere sécherstellen, dass déi Concernéiert iwwert d'Erstellung vun hirem DSP Bescheed wëssen?
2. Wäerten déi zoustänneg Ministere mat der Aféierung vum generaliséierten DSP waarden, bis all déi Concernéiert d'Informatioun, dass hiren DSP erstallt gouf, kritt hunn?
3. Wéi wäert d'Procédure de recours ausgesinn, fir d'Persounen, déi hiren DSP zouzemaache wëllen?

Réponse commune (22.11.2019) de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

Am Géigengdeel zu deem, wat den honorablen Deputéierten a senger Fro behaupt, mussen d'Leit beim Opt-in hiren Accord ginn, fir den Dossier de soins partagé (DSP) ze aktivéieren, a beim Opt-in gëtt den DSP bei jidderengem automatesch aktivéiert.

D'Reglement iwwert den DSP befënnt sech am Moment nach an der Prozedur. Et misst awer nach kënne virun Enn vun dësem Joer publi-
zéiert ginn.

De Choix vum Opt-out gouf geholl, well den DSP en Hëllefsmëttel ass dat et erméiglecht, d'Qualitéit, d'Sécurité, den Austausch vun Informatiounen an d'Koordinatioun vun der Fleeg ze verbesseren. De Staatsrot an d'Datenschutzkommissioun hunn dës Choix an hire jeeeweilegen Avisen oguttgehescht.

Am Reglement ass virgesinn, dass en DSP automatesch kreéiert gëtt fir all Assuré, deen an der Krankeversécherung affiliéiert ass. Esoubaul en DSP kreéiert gëtt, kritt den Assuré e Bréif geschéckt vun der Agence eSanté. An dem Bréif steet alles dran, wat den Assuré wësse muss zu sengem DSP. An dësem Bréif kritt den Assuré

och matgedeelt, datt e sech kann opposéieren zu der Aktivatioun vun sengem Dossier. An deem Fall gëtt dem Assuré säin DSP guer net aktivéiert a suppriméiert. Den Assuré huet 30 Deeg, fir seng Oppositioun zu der Aktivéierung vum DSP der Agence eSanté matzedeelen. Duerno gëtt den DSP automatesch aktivéiert.

Mee och am Fall, wou den Assuré säi Konto aktivéiert hätt, kéint hien dësen nach ëmmer erëm zouzemaachen. Dës kann hien entweeder iwwer säi Konto maachen oder e schreift e Bréif un d'Agence eSanté, an deem e freet, fir säin Dossier zouzemaachen.

Question 1393 (25.10.2019) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant le **CIPA Rumlange** :

De CIPA zu Rémeleng entsprécht net méi den haitege Besoinen. Dofir huet de Gestionnaire Servior virun enger Rei Joren e Projet presentéiert, fir d'Gebäilechkeeten ëmzebauen.

Aktuell läit de Projet awer nach ëmmer op Äis.

An der Aktualitéitsstonn vum 23. Oktober, déi d'CSV zum drëtten Alter ugefrot hat, sot d'Madamm Ministesch, datt Servior vum Ministère den offiziellen Optrag kritt huet, dësen Dossier ze kucken, fir dass dësen elo definitiv „desengorgéiert“ gëtt, fir datt Rémeleng endlech ka gebaut ginn.

Aus deem Grond wëll ech follgend Froen un d'Madamm Familljeministesch an un den Här Minister fir öffentlech Bauten stellen:

1. Wat fir eng Zäitschinn ass virgesinn, fir déi „Baublockad“ ze léisen?
2. Wat ass de Käschtepunkt, fir aus dem Litige mat dem Architektbüro erauszekommen? Wien dréit dës Käschten?
3. Besteet schonns en APS vum fréieren ugeduechte Projet an kann dësen APS eent zu eent iwwerholl ginn, fir den neie Projet ze realiséieren?
4. Wann neen, wéi vill Méikäschte wäerten entstoen?
5. Wéi eng Zäitschinn ass virgesinn fir d'Opstelle vum APS, APD, Kommodo an d'Ofstëmme vum Gesetz an der Chamber?
6. Wéini soll den neie Projet de politesche Responsabelen an de Leit vu Rémeleng presentéiert ginn?

Réponse commune (27.11.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

An der Äntwert op déi parlamentaresch Ufro N° 3618 vum 9. Februar 2018 vun den Hären Deputéierte Laurent Mosar a Gilles Roth hate mir informéiert, datt et am Dossier vun engem Neibau vum Rémelenger CIPA zu engem Litige mam Architekt komm ass, deen 2003 mam Projet chargéiert gouf. Dee Litige ass och haut nach net gekläert, an dat trotz den Interventiounen vun de verschiddene concernéierte Servicer.

Als Ministesch fir Famill an Integratioun hunn ech effektiv Servior den Optrag ginn, déi néideg Demarchen ze ënnerhuelen, fir eng méiglechste séier Léisung fir de CIPA Rémeleng a seng Bewunner ze fannen. Meng Servicer bleiwen am enke Kontakt mat Servior.

Doriwwer eraus sief preziséiert, datt d'Verwaltung fir öffentlech Bauten net méi responsabel ass fir de Projet vum CIPA zu Rémeleng. Am Januar 2006 huet déi deemoleg Regierung decidéiert, de Finanzement vum Projet vum CIPA Rémeleng vum „Fonds d'investissements publics sanitaires et sociaux“ un de „Fonds spécial pour le financement des infrastructures sociofamiliales“ ze transferéieren. Doduerch ass den Dossier vum CIPA zu Rémeleng och vu Servior als Bauhär iwwerholl ginn.

Question 1395 (25.10.2019) de **M. Laurent Mosar** (CSV) concernant le **secteur des équipementiers automobiles** :

L'équipementier automobile allemand Mahle-Behr vient d'annoncer la fermeture de son usine à Foetz, spécialisée dans la recherche et le développement. 80 salariés seraient concernés.

C'est ainsi que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Économie :

- Monsieur le Ministre ne déplore-t-il pas que la fermeture d'entreprise concerne des activités à haute valeur ajoutée, i. e. des activités de recherche et de développement ?

- Comment s'est développé le secteur des équipementiers automobiles ces dernières années ? De nouvelles entreprises se sont-elles implantées au Luxembourg ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

- Monsieur le Ministre peut-il exclure que, vu la pression qui pèse actuellement sur l'industrie automobile, le secteur des équipementiers automobiles luxembourgeois en soit épargné ? Monsieur le Ministre dispose-t-il d'informations au sujet de l'arrêt d'activités d'autres entreprises du secteur ?

- Quel est l'impact de l'annonce de fermeture susmentionnée sur le développement du Luxembourg Automobile Campus à Bissen ? À part les acteurs « classiques », i. e. Goodyear et IEE, d'autres entreprises se sont-elles entre-temps installées sur ledit site ?

Réponse (14.11.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

Il est à déplorer que l'intégration des activités de Mahle Luxembourg dans une division plus large basée à Stuttgart entraîne la fermeture de l'entité luxembourgeoise de Mahle. Le secteur des équipementiers automobiles a connu des développements et changements multiples ces dernières années, que ce soit au Luxembourg ou bien au niveau mondial.

Concernant les changements dans le secteur des équipementiers automobiles au Luxembourg, il est utile de mentionner la reprise par Carlex, un groupe d'origine japonaise, des activités de Guardian Automotive à Grevenmacher en 2014. Des investissements significatifs ont résulté de ce changement d'actionariat, notamment en faveur d'un processus de production d'une efficacité énergétique bien meilleure grâce à une nouvelle ligne de production consommant 27 % d'énergie en moins. L'extension de l'usine de Grevenmacher qui représente un investissement à hauteur de 25 millions de la part de l'entreprise a été inaugurée en avril 2018.

Je souhaite également mettre en avant l'implantation par Goodyear à Dudelange d'une usine de pneus automatisée fonctionnant selon les principes de l'industrie 4.0 et qui aura un débit annuel de 600.000 pneus à haute valeur ajoutée. La construction du hall industriel est achevée et Goodyear est actuellement en train d'y installer la ligne de production complètement automatisée.

En outre, le projet de campus automobile « Automobility Campus » à Bissen s'est concrétisé puisqu'IEE y a d'ores et déjà implanté son centre de recherche. L'Automobility Campus verra également la création d'une unité d'innovation par Goodyear dans le domaine du pneu intelligent avec création de services pour une clientèle gestionnaire de flottes automobiles. Ainsi, la fermeture de Mahle n'a aucun impact sur le développement du campus automobile puisque les investissements de IEE et Goodyear sont confirmés, voire finalisés. Le Ministère de l'Économie complètera les infrastructures du campus avec un parking central et un incubateur pour start-up proposant des halls d'assemblage et des salles de réunion, tout comme une cantine et d'autres infrastructures mutualisées. L'Université du Luxembourg, par l'intermédiaire du centre interdisciplinaire SnT, a également démarré les premiers tests de conduite autonome sur le site du campus et les discussions avec de nouveaux investisseurs potentiels continuent à un rythme soutenu.

Outre le développement des acteurs existants, le secteur automobile au Luxembourg a également pu attirer de nouvelles sociétés, notamment Ujet qui conçoit et assemble depuis 2016 des scooters électriques haut de gamme à Foetz. Le groupe sino-coréen Estra, issu de la fusion entre SDAAC et ERAE Automotive en 2017 et anciennement implanté au Luxembourg sous le nom SDAAC, poursuit son développement à Bascharage en tant que centre technologique spécialisé dans le domaine de la thermie des véhicules, c'est-à-dire dans les solutions de chauffage, de refroidissement et de climatisation.

Les incertitudes et pressions sur le marché automobile poussent certainement les équipementiers installés au Luxembourg à se restructurer, à s'adapter et à se réinventer. Le départ des activités Mahle est une restructuration qui s'est faite en défaveur du site luxembourgeois.

Le groupe Delphi a également fait le choix de restructurer son activité sur le site de Bascharage. Le Ministère de l'Économie mène depuis plusieurs mois avec la direction du groupe Delphi des discussions relatives à l'avenir du site de Bascharage et au positionnement de celui-ci au sein du groupe Delphi. Il est à déplorer que la volonté de Delphi de réorganiser le groupe en vue d'une spécialisation plus poussée des différents sites et de donner ainsi une nouvelle orientation à ses activités ait des répercussions négatives sur l'implantation du groupe au Luxembourg et impacte l'emploi sur le site de Bascharage.

La restructuration des activités de Delphi et Mahle au Luxembourg est à considérer dans le contexte plus large d'un marché de l'automobile incertain, notamment en raison des interrogations relatives aux modes de propulsion et aux technologies à privilégier à l'avenir. Dans ce contexte, le Ministère de l'Économie continue à adopter une politique industrielle résolument orientée vers l'avenir et misant sur des technologies durables et innovantes.

Le projet de l'Automobility Campus à Bissen et les efforts menés pour mettre en place le site expérimental transfrontalier pour la conduite autonome et connectée vont en ce sens et permettent au Luxembourg de rester en phase avec le développement d'un nouveau type d'industrie automobile, misant sur la digitalisation, la recherche ainsi que sur la mobilité électrique, connectée et intelligente.

Question 1396 (25.10.2019) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant les **avertissements taxés des agents municipaux** :

Les communes peuvent recourir depuis de nombreuses années au support de la police pour les avertissements taxés établis par les agents municipaux via l'application « Polittess » de la société Schweers. Or, il se trouve qu'une circulaire du SIGI (Syndicat intercommunal de gestion informatique) informe les collègues des bourgmestres et échevins que la Police grand-ducale décline désormais les demandes de communes pour un nouveau déploiement de ce système. D'après la même circulaire, le SIGI pourrait élaborer une solution nationale et, en attendant, il suggère aux autorités communales de retarder leur décision sur un engagement contractuel éventuel pour une solution commerciale proposée sur le marché.

C'est à ce sujet que j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'expliquer les raisons de cette décision prise par la Police grand-ducale ?

2) Madame et Monsieur les Ministres n'estiment-ils pas que toutes les communes devraient pouvoir profiter de ce service, en attendant qu'une solution nationale soit trouvée ?

3) Madame et Monsieur les Ministres ne sont-ils pas d'avis que le refus de déploiement de cette solution engendre une surcharge de travail supplémentaire et pour les agents municipaux et pour les agents de la Police grand-ducale ?

Réponse commune (28.11.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1) La décision à laquelle se réfère Madame la Députée dans sa question parlementaire a été prise dans le contexte des discussions entre la Police grand-ducale et le Syndicat intercommunal de gestion informatique (SIGI) sur l'opportunité de la mise à disposition aux agents municipaux d'une application d'enregistrement des avertissements taxés.

Le nombre de communes ayant recours à des agents municipaux pour donner des avertissements taxés est en croissance rapide. Vu cette dynamique et la grande variété de systèmes déjà en place, le SIGI a exprimé lors d'une première réunion le 20 mai 2019 son intention de développer un système uniforme et unifié d'enregistrement des avertissements taxés, adapté aux besoins des communes et des administrations étatiques impliquées dans leur établissement et l'encaissement. La Police grand-ducale se félicite de l'initiative du SIGI et exprime son soutien à ces développements.

L'interconnexion de tout nouveau système d'enregistrement requiert un effort d'envergure pour les services informatiques de la Police grand-ducale. En effet, pour toute nouvelle interconnexion les services de la Police grand-ducale consacrent plusieurs jours auprès de chaque administration communale afin de mettre en place les interfaces de transmission

des données avec le Centre des technologies de l'information de l'État (CTIE) et de configurer tous les appareils utilisés par les agents municipaux. À cela s'ajoutent de nombreuses heures de maintenance et d'assistance des communes pour que les systèmes restent synchrones et fonctionnent de façon irréprochable.

À l'issue d'une deuxième réunion en début d'octobre 2019 qui visait à discuter de l'avancement du projet, la circulaire du 22 octobre 2019 a été émise et la décision de décliner toute nouvelle demande de déploiement d'un système d'enregistrement d'avertissements taxés a été prise.

Comme plusieurs communes ont été tenues en suspens, en attendant le sort de la réunion d'octobre, la Police grand-ducale a néanmoins décidé d'incorporer toutes les demandes d'interconnexion pendantes et entrées jusqu'à cette date.

ad 2) Au vu des explications ci-dessus et en considérant que les services informatiques de la Police grand-ducale doivent gérer et maintenir les systèmes informatiques nationaux et internationaux hautement critiques de la Police grand-ducale, il devient apparent que la Police grand-ducale n'est pas en mesure de gérer ce service pour toutes les communes qui désirent avoir recours à un système automatisé d'enregistrement des avertissements taxés. C'est la raison principale pour laquelle le SIGI a proposé de développer un système uniforme.

ad 3) C'est précisément dans le but d'éviter une surcharge de travail supplémentaire au sein des services informatiques de la Police grand-ducale et de répondre néanmoins aux besoins des agents municipaux qu'il a été décidé d'aborder ce sujet avec le SIGI.

Question 1397 (25.10.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'**élimination des déchets** :

No engem rezente Groussbrand vum enger Mülldeponie a Polen huet sech erausgestallt, datt e Groussdeel vun deem Müll illegal aus Däitschland a Polen exportéiert gouf - e Fait, deen och medial an Däitschland fir vill Gespréichsstoff gesuergt huet. Och zu Lëtzebuerg gëtt e groussen Deel vun eisem Müll - och nodeems dësen ewell getrennt gouf - an d'Ausland exportéiert. D'Fro no enger transparenter Offallentsuergung stellt sech also och zu Lëtzebuerg.

An dësem Kontext géif ech gäre follgend Froen un d'Madamm Minister fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung stellen:

1. A wéi eng Länner exportéiert Lëtzebuerg säi Müll? Kann d'Madamm Minister eng Opschlësselung ginn, wéi eng Zort Müll a wéi eng Länner exportéiert gëtt?

2. Wéi ka séchergestallt ginn, datt deen an déi jeeweileg Länner exportéierte Müll op der Plaz och fachgerecht recycléiert gëtt, soudatt keng Schied fir d'Ëmwelt entstinn?

3. Gëtt et en Normen- an/oder Reegelkatalog, dee virschreift, wéi déi verschidden Zorten Offall ze recycléiere sinn?

4. Wa jo, wéi gëtt kontrolléiert, datt dës Normen an/oder Reegelen och agehale ginn - souwuel am Ausland wéi och hei am Land?

5. Ass zu all Moment séchergestallt, datt den Export vun eisem Müll vun der Poubelle bis zu der Endentsuergung op eng transparent an novollzéibar Aart a Weis ofleeft?

6. Wéi eng Kontrollmechanisme gëtt et, fir déi uewe genannten Transparenz an Novollzéibarkeet sécherzustellen?

Réponse (28.11.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1. Bauschutt representéiert déi gréisst Fraktioun vun onsem exportéierten Offall. Dësen Offall gëtt ausschlieslech an ons Nopeschlänner exportéiert.

2017 goufe follgend Quantitéite vu Bauschutt exportéiert:

- 779.000 t a Frankräich,
- 320.000 t an Däitschland,
- 13.000 t an d'Belsch,
- 3.000 t an Holland.

Vun de reschtlichen exportéierten Offallfraktiounen goufen 2017 an Däitschland (422.000 t), Frankräich (321.000 t), Belsch (123.000 t), Holland (23.000 t), Italien (2.000 t), Schwäiz (500 t), Eisträich (200 t), England (62 t) a Spuenien (15 t) exportéiert.

Heibäi handelt et sech, zu 92 %, ëm follgend Offallfraktiounen:

- Metall (203.000 t),
- Schlaken a Verbrennungsoffäll (184.000 t),
- Glas (111.000 t),
- Pabeier a Kartong (87.000 t),
- Sortéierreschter (74.000 t),
- Holzoffäll (48.000 t),
- cheemesch Offäll (32.000 t),
- Plastikoffäll (25.000 t),
- Bestanddeeler aus gebrauchten Apparater (18.000 t),
- Industriell Schlämm (19.000 t),
- Textilien (19.000 t).

Hei gëllt et awer ervirzehiewen, dass et sech zu engem groussen Deel ëm industriell Offäll handelt.

Déi signifikant Zuele fënnt een och am Joresrapport vun der Ëmweltverwaltung.

Verschidde méi kleng Quantitéite vun Textil- a Plastikoffäll sinn och emol bis an osteuropäesch Länner (Polen, Litauen, Tschechien, Estland), oder esouguer ausserhalb vun Europa (nëmme Textilien) exportéiert ginn.

Verpackungsoffäll, déi bei de Bierger separat agesammelt ginn, ginn och haaptsächlech a verschiddenen EU-Länner entsuergt (hei fir 2017):

- Metall: Belsch, Frankräich,
- Glas: Frankräich,
- Plastik: Däitschland, Frankräich,
- Gedréckskartongen: Däitschland.

Den Elektroschrott geet fir eng Verwärtung an d'Belsch, Däitschland, Eisträich, Frankräich, Holland an d'Tschechesch Republik. D'Batterie ginn an Däitschland an a Frankräich. Al-Autoe ginn an Däitschland an an der Belsch entsuergt.

ad 2. Fir déi Offäll, déi ënnert d'Produzentverantwortung falen an duerch en Organisme agréé gehandhaabt ginn, muss all Prestataire vun deem Organisme am Viraus a sengem Agreementdossier ernimmt gi laut Punkt 4) vum Artikel 19 vum Offallgesetz. Wann den Organisme agréé nach aner Prestataire wëllt benotzen nodeems e säin Agreement kritt huet, muss e fir d'ëischt der Ëmweltverwaltung hiren Avis froen.

Fir sécher an dauerhaft Filière fir Offäll ze garantéieren, muss fir d'ëischt eng Sammlung gemaach ginn, déi d'Offäll no hirer Qualitéit trennt. Duerch d'separat Asammele respektiv den Tri (Trennung) vun héichwäerteger Materialie kënnen dës bei Recyclingsbetriber am noen Ausland gefouert ginn, déi déi getrennte Materialien dann nees verwärten.

Fir eng héichwäerteg Trennung vun den Offäll aus Elektrogeräte an elektronischen Apparater gëtt hei zu Lëtzebuerg een eenzegaartege Prozess duerchgefouert: déi Apparater gi manuell auserneegehol, fir dass déi eenzel Fraktiounen, déi doraus entstinn, fachgerecht verwäert oder entsuergt kënnen ginn. Duerch dës Praxis ginn eventuell Problemer mat de Batterie vermeit, an déi verschidde separat Komponente gewonnen doduerch u Wäert.

Fir déi Offäll, déi vun der SuperDrecksKëscht (SDK) agesammelt an entsuergt ginn, ginn déi Responsabel vun der SDK selwer eng Visitt vun den auslänneschen Anlage maachen, fir sécherstellen, dass déi Anlagen d'Krittäre fir eng fachgerecht Verwärtung oder Entsuergung erfüllen.

Donieft gesäit de Règlement (CE) No 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets eng Notifikationsprozedur vir fir eng ganz Rei vun Offäll, dorënner all déi geféierlech Offäll, déi an, innerhalb vun, an aus der Europäescher Union eraus transportéiert ginn. Am Kader vun där Notifikationsprozedur muss den Offallproduzent respektiv den Notifiant e kompletten Dossier zesummestelle mat enner anerem Informatiounen betreffend den Offall, den Itinéraire vun Produzent bis an d'Verwärtungsanlag, d'Anlag, de Prozess, d'Unzuel vun den Trajeten, den Transporteur, awer och enger Kopie vum Kontrakt, eng Sécherheitsleeschtung etc.

Den Transporteur muss a Besëtz vun enger Sammel- an Transportgeneemegung sinn, fir Offäll zu Lëtzebuerg anzesammelen an ze transportéieren.

Wann den Notifiant net den initialen Offallproduzent ass, muss deen a Besëtz vun enger Handlungsgeneemegung sinn, fir déi Notifikatioun iwwerhaapt kënnen unzefroen.

Ausserdeem kréien déi zoustänneg auslännesch Autoritéiten (Transit an Import) och een Dossier. Déi Notifikatiounen müssen am Virfeld vun alle betreffenen Autoritéite geneemegt ginn an all Transport muss och dräi Schaffdeeg virum geplangten Datum ugemellt ginn. Op déi Manéier léisst sech deen exportéierten Offall ganz gutt bis zu senger Verwärtung oder Entsuergung verfollegen.

Zousätzlech muss all Offallbehandlungsanlag an all Offallsammel- oder -handelsbetrib fir den

31. März vun all Joer ee Joresbericht vu senger Offallgestioun vum vergaangene Joer bei der Ëmweltverwaltung areechen. Dese Joresbericht erlaabt e Suivi vun den Offäll.

ad 3. En Normen- oder Reegelkatalog fir déi verschidden Offäll gëtt et net, mee all Offallbehandlungsbetrieb kritt individuell Oplagen a senger Kommodo- an/oder Offallgeneemung, opgrond vu senger Aktivitéit an den Offalltypen, déi e behandelt.

D'Offallbetreiber am Ausland hunn änlech Oplagen a gi vun där jeeweileg zoustänneger Verwaltung iwwerwaacht.

Déi modifizéiert Direktive 2008/98/CE du Parlement européen et du Conseil du 19 novembre 2008 relative aux déchets et abrogeant certaines directives hält an hirem Artikel 11 Punkt 1), zweete Paragraf, fest: « Les États membres prennent des mesures pour promouvoir un recyclage de qualité élevée et, à cet effet, sous réserve de l'article 10, paragraphes 2 et 3, mettent en place une collecte séparée des déchets. » An den Artikel 10 Paragraf 2) prezisiert: « Lorsque cela est nécessaire au respect du paragraphe 1 et pour faciliter ou améliorer la préparation en vue du réemploi, recyclage et d'autres opérations de valorisation, les déchets font l'objet d'une collecte séparée et ne sont pas mélangés à d'autres déchets ou matériaux aux propriétés différentes. », während de Paragraf 3) bestëmmten Derogatiounen virgesäit.

Am Gesetz iwwert d'Batterien (loi modifiée du 19 décembre 2008 relative aux piles et accumulateurs ainsi qu'aux déchets de piles et accumulateurs) bestëmmen den Artikel 10 an d'Annex III (Détail des obligations de traitement et de recyclage), ënner wéi enge Konditiounen d'Batterië mussen entsuergt ginn. Am Reglement vum 30. Juli 2013 iwwert den Offall aus elektreschen an elektronische Geräter bestëmmt den Artikel 7, mat den Annex VII (traitement sélectif des matériaux et composants des DEEE visé à l'article 7, paragraphe (2)) an VIII (exigences techniques visées à l'article 7, paragraphe (3)), ënner wéi enge Konditiounen déi Offäll mussen entsuergt ginn.

Fir den Offall aus elektreschen an elektronische Geräter, deen iwwert den Organisme agréé Ecotrel entsuergt gëtt, mussen d'Betriber zousätzlech konform sinnen entweder zu de Standarden, déi vum Cenelec (European Committee for Electrotechnical Standardization) ausgeschafft ginn, oder zu de Weeelabex-Standarden respektiv zu dem däitschen RAL GZ 728-Standard fir Killgeräter. Dës Filière ass an där Hिसicht zimlech virbildlech, well um europäeschen Niveau aktiv geschafft ginn ass, fir gemeinsam Standarde fir d'Entsuerung ze definéieren.

ad 4. Wéi schon ernimmt, mussen déi betraffe Betriber järelech Rapporten erarechen, Regëster féieren a bestëmmt Prozedure respektéieren, wann et ëm Offalltransferen a -behandlung geet.

Hei kënn dann och nees d'Notifikationsprozedur an d'Spill déi zu engem groussen Deel op enger gudder Zesummenaarbecht tëscht deene verschiddene Memberstaate baséiert. Sou kontrolléiert an iwwerwaacht déi zoustänneg Verwaltung am Destinatiounsland vum Offall d'Offallbehandlungsanlagen an informéiert souwuel den Offallproduzent/Notifiant wéi och déi aner kompetent Verwaltungen, wann et Problemer mat enger Anlag gëtt.

Am järeleche Rapport vun all Hiersteller vun engem Produkt, dat ënnert en REP-System (Responsabilité Élargie du Producteur) fält, muss fir all Entsuerungsfilière den effektive Recyclingstaax ugi ginn.

ad 5. Laut Artikel 16.1) a) vum Offallgesetz dierfen déi gemëschte Siidlungsoffäll net exportéiert ginn, mee mussen zu Lëtzebuerg selwer valoriséiert oder entsuergt ginn, ausser et besteet en Noutfall. Hei ass d'Transparenz also ganz einfach garantéiert.

Den Artikel 34 vum Offallgesetz schreift, wéi schon ënnert dem zweete Punkt ernimmt, en Offallregëster vir fir déi Betriber, déi Offall asammelen an transportéieren, mat Offäll handelen, Offall behandelen, an och fir d'Offallproduzenten. An deem Regëster mussen all relevant Informatiounen betreffend d'Offäll agedroe ginn (Quantitéiten, Typ vun Offäll, wou se hierkommen, wou se higinn, wéi se behandelt ginn etc.).

Déi selwecht Betriber hunn och nach d'Obligatioun, fir all Joer e Rapport annuel vun viregte Joer eranzeginn, deen d'Haaptinformatiounen aus dem Regëster iwwerhëlt. Op deem Wee kann den Offall vum Produzent bis bei den Endentsuerger verfollegt ginn.

De grenziwwerscheidenden an deels och den nationalen Offalltransport ënnerleien zousätzlech der europäescher Legislatioun, déi eng Notifikationsprozedur virgesäit. Am Kader vun der Prozedur muss d'Behandlungs-/Verwäer-

tungsanlag d'Receptioun vum Offall um Transportdokument bescheinegen, vun deem och déi zoustänneg bedeelegt Autoritéiten eng Kopie kréien.

ad 6. Ausser deenen uewe genannten éischer méi administrative Prozedure gesäit d'europäescht Reglement (1013/2006) och vir, dass reegelméisseg Kontrollen an de Betriber an op der Strooss duerchgefouert ginn (Artikel 50 Paragraf 2) op Basis vum engem Inspektiounsplan, dee vum Artikel 50 Paragraf 2bis) fir all d'Memberstaate virgeschriwwen gëtt.

Donieft schaffen d'Autoritéiten aus deene verschiddene Memberstaaten zesummen an organiséieren och gemeinsam Stroossekontrollen.

Am Betrib selwer muss de Regëster mat allen Informatiounen betreffend de behandelten oder transportéierten Offall virleien an am Fall vun enger Kontroll den zoustänneg Verwaltungen zur Verfügung gestallt ginn.

Op dem 14. Treffe vun de Parteien, dat am Kader vun der Baseler Konventioun iwwert d'Kontroll vum grenziwwerscheidenden Offalltransferen stattfënn, hunn déi deelhelend Parteien am Mee 2019 mat der Decisioun BC-14/12 Modifikatiounen vu verschiddenen Annexen vun där Konventioun adoptéiert. Déi Modifikatiounen betreffen ausschliesslech Plastik an Offäll, déi Plastik enthalten, a solle bewierken, dass den Export vu Plastik besser kontrolléiert gëtt an dass weltwäit ëmweltfrëndleche Recyclage vu Plastik ka stattfannen, ouni d'Ëmwelt ze belaauchten. Sou falen dann och elo verschiddene Typen vu Plastik ab Januar 2021 ënner d'Notifikationspflicht, wat eng besser Iwwerwaachung vun deenen Offallstréim wäert erméiglechen.

Question 1398 (28.10.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'inondation dans un dépôt des archives nationales :

Enn Juli 2019 ass et zu enger Iwwerschwemmung an engem vun den Depote vum Nationalarchiv komm. Elo, e puer Méint méi spéit, kann ee sécher scho méi iwwert de Schued, deen dobäi entstanen ass, gewuer ginn.

Dowéinst wéilt ech der Madamm Kulturminister gär folgend Froe stellen:

1. Wat woren d'Ursachen, déi zu deem Tëscheffall gefouert hunn? Ass d'Responsabilitéit hei gekläert?

2. Wéi séier ass de Schued bemierkt ginn a wéi séier konnt agegraff ginn? Wat gouf ënnerholl, fir d'Dokumenter a Sécherheet ze bréngen?

3. Wéi eng Reparaturmoossname goufe geholl, a gëtt dee betraffenen Depot weider vun den Archive benotzt?

4. Wéi vill Schued huet dës Iwwerschwemmung un de Bestänn vum Nationalarchiv verursaacht?

5. Kënnen eventuell betraffen Dokumenter nach restauréiert ginn?

6. Hunn Dokumenter missen ewechgehëlt ginn? Wa jo, wéi vill a wéi eng?

7. Wéi eng Léier zitt d'Regierung aus deem Tëscheffall, besonnesch wat d'Sécherheet vun den Archiven ugeet?

8. Wéini kritt d'Chamber e Gesetzesprojekt iwwert de Bau vun engem neie Gebai fir den Nationalarchiv virgeluecht?

Réponse (28.11.2019) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Culture :

D'Ursach vun der Iwwerschwemmung am Depot Saint Esprit vun den Nationalarchiv vum 25. Juli 2019 ass op eng technesch Pann zrëckzeféieren. D'Cogeneratiounszentral vun der Cité judiciaire gëtt vun engem Sous-traitant vun der Stad Lëtzebuerg, déi Locataire ass, exploitéiert. Während der Héizperiode, de 25. Juli 2019, huet den Exploitant vun deser Cogeneratiounszentral Spëtze gefuer, fir zousätzlech Energie ze produzéieren. D'Killwaasser, dat heifir gebraucht gouf, ronn 80 m³, gouf ofgelooss. Duerch en Defekt vum Ventil vum Ölabscheider konnt et net, wéi virgesinn, evaküiert ginn. Well den Depot vum Nationalarchiv just provisorisch am Parkhaus ass, sinn och d'Kanalleitung matenee verbonnen, soudatt d'Killwaasser iwwert dese Wee an den Depot vum Nationalarchiv eropgedréckt huet.

De Magazinier vum Nationalarchiv huet de Schued um 12.10 Auer bemierkt an direkt sengem Responsabelen ugeruff, deen um 12.15 Auer op der Plaz war. Dee Moment sinn déi éischt Mesurë lancéiert ginn, déi et schlussendlech och erlaabt hunn, de Schued ze limitéieren.

Opgrond vun deem Tëscheffall goufen all d'Leitunge kontrolléiert a fräigemaach. Och den defekte Flotteur vum Ventil fir op den

Ölabscheider gouf reparéiert. Am Depot Saint Esprit si ronn zéng lafend Kilometer Dokumenter stockéiert, déi net kënne kuerzfristeg ëmgeleiert ginn. En attendant sinn déi néideg Mesurë geholl ginn, fir esou Tëscheffäll an Zukunft ze evitéieren. Dës Weidere sinn déi Responsabel vum Nationalarchiv amgang, den Depot ëmzeorganiséieren, soudatt déi ënnescht Tablette méi héich iwwert dem Bueden instaléiert ginn.

Insgesamt si ronn 750 lafend Meter vun deem Incident betraff, woubäi ënnertrach gi muss, datt net all d'Dokumenter d'nämmlech betraff waren. Déi séier an organiséiert Interventioun vun de Mataarbechter aus dem Nationalarchiv, ënnerstëtzt duerch de CGDIS an d'Equipp vum MNHA, huet dozou bägedroen, datt de Schued net méi héich ausgefall ass.

Déi betraffen Dokumenter goufen, wéi et am Fall vun esou enger Noutsituatioun virgesinn ass, bei minus -23 °C déifgefruer. Dës Mesure ass erfuenderlech, fir eng Schimmelbildung ze evitéieren. Déi déifgefrueren Dokumenter kënne gefrieretrocknet (lyophilisation) ginn, duerno mussen déi betraffen Dokumenter, ofhängeg vum Grad vun der Verschmutzung, gebotzt an nei agepaakt ginn. Nom Ofschloss vun desen zäit- a käschtenintensiven Aarbechte kënnen d'Dokumenter erëm ganz normal an d'Consultatioun goen. Aktuell sinn d'Mataarbechter vum Nationalarchiv amgang, déi Restauréierungsarbeiten ze plangen, an hunn och scho Kontakt mat spezialiséierte Firmen aus dem Ausland opgeholl.

Trotz desen Efforten hunn 140 ml Zeitungen, an 190 ml aus den Archive vun der Police grand-ducale mussen zerstiéiert ginn. Bei den zerstiéierten Zeitungen huet et sech ëm Exemplaire gehandelt, déi och nach an der BNL konservéiert ginn, respektiv mëttlerweil am Kader vum Projet eluxemburgensia numeriséiert goufen. Duerch dës Mesure konnt och evitéiert ginn, dass et zu enger Kontaminatioun vum ganzen Depot komm ass. Bei den Dokumenter vun der Police huet et sech ëm eng net accessibel Backup-Kopie gehandelt. Aus deem Grund, a well de finanziellen Opwand, fir dës Liasen ze restauréieren, onverhältnisméisseg gewiescht wier, gouf zesumme mat de Responsabelen d'Decisioun geholl, dës Liasen ze schredderen.

Desen Tëscheffall verdäitlecht d'Noutwendegkeet vun engem neie Gebai fir d'Nationalarchiv, wat den haitegen Normen a Besoinen entsprécht. En deemspriechende Gesetzesprojet ass amgang, finaliséiert ze ginn.

Question 1399 (28.10.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant la santé sexuelle de l'homme :

Op der Internetsäit vun der Weltgesundheitsorganisatioun (OMS) gëtt déi sexuell Gesondheet wéi follegt definéiert:

« La santé sexuelle fait partie intégrante de la santé, du bien-être et de la qualité de vie dans leur ensemble. C'est un état de bien-être physique, émotionnel, mental et social en relation avec la sexualité, et non pas simplement l'absence de maladies, de dysfonctionnements ou d'infirmités. La santé sexuelle requiert une approche positive et respectueuse de la sexualité et des relations sexuelles, ainsi que la possibilité d'avoir des expériences sexuelles agréables et sûres, sans contrainte, discrimination et violence. Pour atteindre et maintenir un bon état de santé sexuelle, les droits sexuels de tous les individus doivent être respectés et protégés. »

International unerkannt Studien no ass all zweete Mann am Laf vun sengem Liewen eng Kéier vun Erektiounsstéierung betraff. De Pourcentage u Männer, déi reegelméisseg vum Problem concernéiert sinn, läit - ënner anerem ofhängeg vum Alter - tëscht 5 a 15 %. D'Grënn fir dës erektil Stéierung sinn diverser Natur. Handfest Erkrankungen, wéi zum Beispill kardiovaskulär Problemer, Diabetes oder Depressiounen kënnen zu der genannter Pathologie féieren. Och Patienten, déi staark Medikamenter anhuelen, oder Mënschen, déi ënner Stress leiden oder staark psychesche Belaauchungen ausgesat sinn, kënne vun Erektiounsstéierung betraff sinn.

D'„erektil Dysfunktioon“ ass en Tabutheema. Leider bréngt se eng ganz Partie Leit an eng schwéier Situatioun. Fir vill Mënschen, déi gesondheetlech Problemer hunn, ass eng Erektiounsstéierung net nëmmen e weidert Symptom, et ass villméi een Accelerateur, deen déi bestoend Problemer nach zousätzlech verstärkt. Oft fülle sech déi Betraffe mat hirem Problem elengelloos a se schumme sech driwwer ze schwätzen, sief et mat hirem Liewenspartner oder mat engem Dokter.

Aktuell gi Medikamenter zur Behandlung vun enger erektiler Dysfunktioon vun der Krankeess net rembourséiert. En Titre de prise en charge ass eenzeg iwwer eng motivéiert Ordonnance vum Dokter an engem uschlëssende Contrôle médical duerch en Dokter vun der Krankeess méiglech.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Gesondheet a Sozialversécherung dës Froe stellen:

1. Huet den Här Minister Schneider virgesinn, Patienten a Patientinne mat de genannte Problemer verstärkt ze ënnerstëtzen an d'Theema Erektiounsstéierung méi ze thematiséieren, voire ze enttabuiséieren?

2. Firwat, Här Minister, ginn aktuell d'Medikamenter zur Behandlung vun enger erektiler Dysfunktioon net vun de Krankeesse rembourséiert? Ass virgesinn, d'Liste positive des médicaments unzepassen? Wann neen, firwat net? Wa jo, wéi en Taux de remboursement ass do virgesinn?

3. Ginn et Donnéeë säitens dem Ministère, déi konkret Zuele liwwere kéinten, wéi vill Biergerinnen a Bierger zu Lëtzebuerg vum Problem betraff sinn?

Réponse commune (02.12.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé, et de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

ad 1. De Gesondheitsministère huet am Moment kee Programm, dee sech speziell un d'Patienten mat enger Erektiounsstéierung richt.

Allerdéngs existéiert en nationalen Aktiounsplan fir d'Promotioun vun der affektiver a sexueller Gesondheet (Plan d'action national « Promotion de la santé affective et sexuelle »), deen d'Definitioun vun der Weltgesundheitsorganisatioun iwwerhëlt an d'Sexualitéit als en elementare Bestanddeel vun der Gesondheet an dem allgemenge Wuelbefanne gesäit.

Desen Aktiounsplan gesäit vir, dass all Deeler vun der Bevëlkerung Accés kréien op eng Informatioun, Sensibilisatioun an Educatioun iwwer all Beräicher vun der mënschlecher Sexualitéit. Op dës Manéier ginn also déi verschidden Aspekter vun der Sexualitéit thematiséiert an enttabuiséiert.

Ausserdeem kann all Patient mat enger Erektiounsstéierung eng individuell Berodung an Hëllef bei sengem Dokter ufroen.

ad 2. Den Artikel 22 Paragraf 1 Alinea 4 vum Code vun der sozialer Sécherheet (CSS) gesäit vir, datt déi Medikamenter, déi vun der Krankenversécherung rembourséiert ginn, op eng positiv Lëscht vun de Medikamenter gesat ginn. Fir iwwerhaupt op dës Lëscht ze kommen, muss se eng „autorisation de mise sur le marché“ vum Gesondheitsministère hunn. Dës Lëscht gëtt och am Journal officiel vum Grand-Duché publizéiert.

D'Lëscht vun de Medikamenter gëtt duerch d'Statute vun der Gesondheitskeess erstellt, d'Direktioun vun der Santé, d'Divisioun vun den Apdikten a Medikamenter an de Kontroll-dokter vun der sozialer Sécherheet ëm hiren Avis gefrot. Déi final Decisioun, ob e Medikament op déi positiv Lëscht vun de Medikamenter gesat gëtt, gëtt vum President vun der Gesondheitskeess geholl op Basis vun engem Avis vun Kontrolldoktor vun der sozialer Sécherheet, dee sech him imposéiert. Dës Decisioun gëtt ëmmer geholl am Kader vun de Krittere vun den Article 17 an 23^e vum CSS.

Den Artikel 98 vun de Statute vun der Gesondheitskeess definéiert déi Kategorië vu Medikamenter, déi net rembourséiert gi vun der Krankenversécherung, also net op déi positiv Lëscht vun de Medikamenter geschriwwen ginn. Dës Medikamenter sinn opgeléicht an der Annex D, Lëscht 1 vun de Statute vun der Gesondheitskeess.

D'Medikamenter zu der Behandlung vun enger Erektiounsstéierung stinn op deser Lëscht ënner dem Punkt G.02.01. Dese Punkt gesäit vir, datt dës Medikamenter net rembourséiert ginn, well de Risiko ze héich ass, datt et immens vill Prescriptiounen herno ginn, déi net an den therapeutischen Notzen vun der „autorisation de mise sur le marché“ falen. D'Käschte vun der

⁶ Art. 23, 1 alinéa CSS : Les prestations à charge de l'assurance maladie accordées à la suite des prescriptions et ordonnances médicales doivent correspondre au mieux à l'état de santé des assurés. Elles ne peuvent dépasser l'utile et le nécessaire et doivent être faites dans la plus stricte économie compatible avec l'efficacité du traitement et être conformes aux données acquises par la science et à la déontologie médicale.

Kontroll vun den Instanzen zu der Konformitéit zu de Prescriptionne wäeren immens héich.

ad 3. Dem Gesondheitsministère leie keng konkret national Zuelen iwwer Prevalenz vun Erektiounsstéierung vir.

An der Nomenclature vun den Doktere ginn et zwee Akten, déi kéinte mat enger Erektiounsstéierung a Verbindung bruecht ginn. Dat wär den Akt 5A68 „chirurgie de l'impuissance sexuelle avec ou sans prothèse - APCM“ an eng Kéier den Akt 5A69 „plastie unilatérale pour stérilité sur l'épididyme et/ou le déférent - APCM“.

Fir d'Joer 2017 gouf keng Demande bei der Gesondheitskeess eragerecht, fir d'Käschte fir ee vun deenen zwee Akten ze iwwerhuelen.

Question 1400 (28.10.2019) de M. Marc Hansen (déi gréng) concernant les résidus pharmaceutiques dans les cours d'eau :

Aujourd'hui, plus de 3.000 substances pharmaceutiques sont autorisées en Union européenne. Bon nombre de ces substances ne se décomposent pas entièrement dans le corps et peuvent être introduites dans les sources d'eau par les eaux usées contenant les excréments de personnes les ayant absorbées, par l'élimination sauvage de produits pharmaceutiques (par exemple médicaments jetés dans les toilettes) et par les eaux de ruissellement d'origine agricole contenant des déjections animales. Ces produits constituent une préoccupation pour la santé publique car ils peuvent se retrouver dans l'eau potable.

Les stations d'épuration les plus performantes ne sont actuellement pas capables d'éliminer efficacement ces résidus. Au Luxembourg, la Sûre et l'Alzette seraient fortement contaminées, en particulier par les principes actifs comme le diclofénac (anti-inflammatoire), l'estrone (hormone) et plusieurs antibiotiques.

On ignore encore comment ces produits chimiques affectent l'écosystème en détail, mais il semblerait qu'ils ont une influence sur l'augmentation des taux de mortalité, le déclin des espèces, l'altération de l'ADN, le déséquilibre hormonal chez certains organismes, voire même la féminisation des organismes mâles.

À cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé, à Monsieur le Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural et à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) L'apport en résidus pharmaceutiques dans nos cours d'eau peut-il être quantifié quant à son origine ? Quelle est dès lors la proportion de résidus en provenance des hôpitaux et maisons de soins/CIPA, des élevages animaliers, des ménages privés et d'autres sources ? Quels sont les produits pharmaceutiques respectivement les métabolites les plus répandus dans les eaux luxembourgeoises ?

2) Quelles mesures mises en œuvre ou planifiées au cours des 20 dernières années avaient pour objectif la réduction de l'apport en résidus pharmaceutiques à la source respectivement le traitement local des eaux usées (milieu hospitalier, agricole, etc.) ? Quels sont les procédés qui ont été ou qui sont étudiés en la matière ? Est-il possible de présenter d'ores et déjà des conclusions et des résultats intermédiaires des différents projets ?

3) Existe-t-il une réglementation pour la construction de nouveaux hôpitaux, maisons de soins/CIPA en ce qui concerne la réduction de l'apport en médicaments ou autres micropolluants à la source respectivement le traitement local des eaux usées ? Qu'en est-il des eaux usées respectivement des eaux de ruissellement des exploitations agricoles ?

4) Ces mesures sont-elles prévues pour les projets en construction ou en cours de planification ? De quels projets s'agit-il ? Quelles sont les mesures prévues ?

Réponse commune (02.12.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé, de M. Romain Schneider, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural, et de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

ad 1) Il faut relativiser le constat d'une forte contamination de la Sûre et de l'Alzette, en particulier par les principes actifs comme le diclofénac (anti-inflammatoire), l'estrone (hor-

mone) et plusieurs antibiotiques. Pour les substances mentionnées il n'existe à ce stade pas de normes de qualité environnementales réglementées. Les résultats du monitoring de la liste de vigilance soumise à surveillance à l'échelle de l'Union européenne dans le domaine de la politique de l'eau, conformément à la décision de la Commission européenne (décisions 2015/495 et 2018/840), montrent la présence de certaines de ces substances dans les cours d'eau mentionnés ci-dessus. Pourtant, une évaluation des concentrations ainsi qu'une quantification quant aux différentes origines des résidus pharmaceutiques n'est pas possible à ce stade vu les données restreintes disponibles. Par contre, on peut détecter un impact plus important sur l'Alzette que sur la Sûre, vu l'urbanisation plus importante dans le bassin versant de l'Alzette. Notons que les eaux usées issues des stations d'épuration sont la source principale pour l'émission des résidus pharmaceutiques utilisés dans la médecine humaine. Bien que les établissements de santé tels que les hôpitaux, maisons de soins et centres intégrés pour personnes âgées (CIPA) peuvent être caractérisés comme des « points chauds » pour l'apport de résidus pharmaceutiques dans les eaux usées, l'impact des ménages reste primordial. Les ménages contribuent d'une part à cette charge par l'utilisation et l'excrétion des substances et d'autre part par une élimination non conforme des surplus via éviers et toilettes.

ad 2) Le Plan national antibiotiques (PNA) 2018-2022, élaboré conjointement par les Ministères de l'Agriculture et de la Santé, définit les mesures en vue d'une utilisation raisonnée des antibiotiques d'un point de vue qualitatif et quantitatif et ceci au niveau des soins prodigués en médecine humaine et en médecine vétérinaire suivant le principe « One Health ».

Même si le but principal de ces mesures pour suit une réduction des antibiorésistances pour l'homme et l'animal, elles entraînent également une réduction des résidus d'antibiotiques à éliminer.

Le Luxembourg a déjà coopéré avec le Luxembourg Institute of Science and Technologies (LIST) dans le cadre des projets européens Interreg Pills et NoPills, qui ont notamment examiné le traitement séparé des eaux usées chargées de résidus pharmaceutiques des établissements de santé et de soins sur le site du CHEM à Esch-sur-Alzette. Les rapports des deux projets sont consultables en ligne :

http://www.pills-project.eu/PILLS_summary_english.pdf

http://www.nopills.eu/conference/BS_NoPills_Final%20Report_long_EN.pdf

ad 3) Il n'existe pas de réglementation pour la construction des établissements de santé ni pour les exploitations agricoles concernant la réduction de l'apport de médicaments à la source. Dans le cadre du traitement des demandes d'autorisation selon la loi modifiée du 19 décembre 2008 relative à l'eau, les modalités sont fixées de façon à garantir une protection de l'eau. Ceci poursuit notamment le but d'éviter le lessivage des déjections animales vers les eaux de surface pour les constructions d'exploitations agricoles et pour garantir un futur traitement des eaux usées originaires des établissements de santé et de soins.

ad 4) Sur l'initiative du Ministère du Développement durable et des Infrastructures en 2016, des réflexions communes avec le Ministère de la Santé ont été menées sur la problématique liée au rejet d'effluents hospitaliers contenant des résidus pharmaceutiques et sur les approches techniques envisageables pour limiter leurs apports dans le cycle urbain d'eau.

Compte tenu des enjeux à la fois environnementaux, sanitaires et économiques et dans l'ambition affichée des deux ministères de réduire l'empreinte écologique des hôpitaux, les nouvelles constructions hospitalières seront équipées avec un double réseau d'eaux usées. Ceci permettra dans un temps futur d'acheminer séparément ces eaux usées très chargées vers un traitement ciblé des résidus pharmaceutiques. Dans le futur, des technologies spécifiques visant à traiter et à gérer les rejets médicamenteux dans les effluents hospitaliers di-

rectement à la sortie des établissements pourraient être implémentées.

En prévision d'un système spécifique avancé de dépollution des eaux usées in situ, chaque projet de nouvelle construction hospitalière réservera une surface adéquate sur le terrain à bâtir permettant de raccorder et de traiter les eaux collectées en amont.

Question 1401 (28.10.2019) de M. Marc Goergen (Piraten) concernant les réparations de produits :

A m'engager parlementairement Fro N° 0411 vom 25. Februar 2019 wollt ech vun den Dammen an Häre Minister wëssen, wat hir Aschätzung betreffend Reparaturen vu Produiten ass. Ech hunn enner anerem drop higewisen, dass am noen Ausland (Bulgarien, Schweden, etc.) konkret Mesuren ergraff goufen, déi d'Reparieren aktiv promovieren. Sief d'ëscht duerch eng Baisse vun der TVA op den Aarbechten, duerch eng Verlängerung vun der legale Garantie beim Kaf vun engem Objet oder duerch d'Legiferiere géint d'geplangten Obsoleszenz.

Als Äntwert op meng Fro vom 22. März 2019, zitéiert de Finanzminister Pierre Gramegna ee Paragraf aus dem Koalitionsaccord, ouni weider Explikationen ze ginn.

Effektiv gesäit de Koalitionsaccord eng ganz Rei Mesuren en faveur vun enger Reparatourkultur an der Économie circulaire vir. Meng Fro vom 25. Februar sollt awer méi wäit gräifen, an ech wollt konkret vun der Regierung wëssen, wéini déi entspreichend Mesurë genee ëmgesat ginn.

An deem Zesammenhang wéilt ech de Ministere fir Finanzen, Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, Konsumenteschutz an Energie dës Froe stellen:

1. Dir Dammen an Häre Minister, wéini ginn déi Mesuren, déi Dir am Koalitionsaccord ugekënnegt hutt, ëmgesat?

2. Wéi stinn déi Dammen an Häre Minister zu folgende Mesuren:

- legiferiere géint d'geplangten Obsoleszenz,
- Verlängerung vun der legaler Garantie op Produiten,
- enger Baisse vun der TVA op Reparaturen,
- d'Promovieren vu Reparaturen duerch steierlech Erliichterungen?

3. Ass d'Regierung sech der „First-Mover-Position“ vun aneren europäesche Länner op dësem Gebitt bewosst? Wa jo, firwat leeft Lëtzebuerg an dëser Fro dem noen Ausland weiderhin hannendrun, wëssend, dass mir um Gebitt vun der Nohaltegkeet séier mussen agieren?

Réponse commune (03.12.2019) de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances, de Mme Carole Dieschbourg, Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable, de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Protection des consommateurs, et de M. Claude Turmes, Ministre de l'Énergie :

ad 1) Den honorabelen Deputéierte beriff sech op de Koalitionsaccord, an deem d'Regierung sech d'Mission gëtt, e superreduzierten TVA-Taux vun 3 % op Reparaturarבעchten anzeféieren. Am Regierungsprogramm gëtt och de Stellwäert, deen der Économie circulaire bäigemooss gëtt, ennerstrach.

Deen ugeschwate Steiersaz ass en Deel vun enger méi allgemenger Approche, genausou wéi de Prinzipium vum „Prosumer“, wou de Konsument gläichzäitig och Produzent ass. D'Économie circulaire ass also e multidisziplinären Exercice, deen ministereiwiergräifend ass an des Weideren en Effort vu jidderengem, also der gesamter Gesellschaft erfuerdert.

D'geplangte Steierreform wäert d'Geleeënheet bidden, fir déi steierlech Aspekter dovunner ze belichten. An engem anere Kader wäerten déi aner vun honorabelen Deputéierten ugeschwate Froen diskutéiert ginn. Dat Ganz muss een als e kontinuéierleche Prozess gesinn, wou sech een Element zu deem anere bäifüügt.

D'Directive (UE) 2019/771 du 20 mai 2019 relative à certains aspects concernant les contrats de vente de biens gesäit vir, dass d'Dauer vun der Konformitéitsgarantie weider zwee Joer bedréit. Des Weideren trëtt d'Beweislaascht vum Konsument net méi no sechs Méint an, mee réischt no engem Joer. D'ëscht bedeit, dass de Konsument am Laf vum éischte Joer net muss noweisen, dass de Konformitéitsfeeler scho beim Kaf bestanen huet an also net vun him verursaacht ginn ass. D'ëscht Direktiv muss bis den 1. Juli 2021 ëmgesat ginn an trëtt den 1. Januar 2022 a Kraaft.

ad 2) Fir d'Reparatioun dauerhaft ze féerden, kënnen theoretesch verschidde Mesuren ergraff ginn. Eng Benelux-Studie vu Juni 2018, un där den Ëmweltministère sech och bedeelegt huet, ënnersicht déi Krittären, déi wichteg sinn, fir dass Géigestänn a Geräter méi reparatiounsfäeg solle sinn an och tatsächlech kënnen gefléckt ginn. Si kuckt d'Avantagen, mee och d'Nodeeler vun deene Krittären. Op dës Punkte muss opgepasst ginn, ier national Mesurë getraff ginn. Zum Beispill weist déi Studie drop hin, dass d'Verlängerung vun enger legaler Garantie bis Afloss kann hunn op de Präis vum Géigestand. Déi geplangten Obsoleszenz ass wëssenschaftlech nach net genuch dokumentéiert; d'Europäesch Kommissioun huet e Projet am Kader vun der Horizon 2020 iwwert dass Thema gestart: „PRemature Obsolescence Multi-Stakeholder Product Testing Program“. D'ëscht Projet huet am Mee 2019 ugefaangen a leeft bis Enn Abrëll 2023. Am Kader vun der Ausschaffung vu Promotiounsmesurë fir d'Reparatioun, wäert de Ministère d'Resultater vun deenen Aarbechte verfolgegen.

Et soll och ernimmt ginn, dass haut schon am Règlement grand-ducal iwwert den Elektroschrott vom 30. Juli 2013 eng Informatiounsverpflichtung fir d'Hersteller drasteet. Si mussen technesch Informatiounen fir d'Reparatioun an d'Weiterbenetzung vun hirem Apparat uginn an zur Verfügung stellen.

ad 3) Mir sinn eis bewosst, dass Frankräich eng spezifesch Legislatioun iwwer geplangten Obsoleszenz huet. Och aner Länner ginn op Basis vun der Legislatioun iwwer onlauter Geschäftspraktike géint déi Praktike vir. Et muss ee sech trotzdeem och bewosst sinn, dass déi quasi Totalitéit vun de Produiten, déi zu Lëtzebuerg verkaf ginn - an dat géllt ganz besonnesch fir déi elektresch Apparater -, importéiert gëtt. Dofir mécht et Sënn, dass, wat d'Legiferieren am Kontext vun der geplangter Obsoleszenz ugeet, d'ëscht an engem europäesche Kontext geschitt.

Onofhängeg dovun lafen zu Lëtzebuerg um prakteschen Niveau am Moment schon eng ganz Rei vun interessante Projeten, déi zur Promotioun vun der Reparatour a vun der Lievensverlängerung vu Géigestänn bäidroen. D'ëscht Projeten interessieren och aner europäesche Länner, well et dat net ëmmer esou bei hinne gëtt:

- D'Service-Centeren, déi aktuell vun der Eco-trel an dräi Recyclingsparke getest ginn. Zil vun d'ëscht Service-Centeren ass et, dass d'Leit elektresch Apparater zeréckbréngen kënnen, déi eventuell nach kënnen benotzt ginn. Si ginn op enger bestëmmter Plaz ugeholl, ginn dann do ënnersicht, fir erauszefannen, ob se erëm kënnen benotzt ginn an ob se eventuell mussen virdrun nach gefléckt oder gebotzt ginn. Wa se nees gebrauchsfäeg sinn, gi se iwwer sozial Gesellschaften nees verkaf. No éischten Erfahrung stellt sech eraus, dass ronn 70 % vun den Apparater, déi esou ofgi ginn, nees kënnen weider benotzt ginn.

- De nationalen Internetsite www.flecken-aleinen.lu ass eng Plattform, wou Betriber ugewise ginn, déi entweeder Saache flecken oder se ausléien. Aktuell sinn och knapp 100 Betriber iwwert d'Land verdeelt op d'ëscht Site present.

- D'Aktioun Clever akafe vun der SuperDrecks-Këscht, déi mat Kategorië wéi „opluedbar Batterien an Accessoiren“ a „laangliedeg an energiespuerend Belichtung“ d'Leit an hirem Alldag dozou motivéiert, méi nohalteg an dauerhaft Géigestänn ze kafen.

Le saviez-VOUS ?

CONFÉRENCE DES PRÉSIDENTS

La commission dénommée « Conférence des Présidents » décide des questions relatives à l'organisation des travaux parlementaires, propose l'ordre du jour de la Chambre et donne son avis au sujet des projets de règlement grand-ducal pour lesquels son avis est requis en vertu d'une disposition légale.



Donieft sief och dorop higewisen, datt vill Lëtzebuergesch Gemenge reegelméisseg Repair-Café fir hir Awunner organiséieren.

Question 1402 (29.10.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les **colonies de mouflons** :

An engem Artikel vum „Luxemburger Wort“ vum 5. Oktober 2019 geet rieds iwver eng Muffelkolonie, déi sech an der Géigend vun lechternach ophält. Dës Déiere goufen an de 70er Joren ausgesat an hunn et fäerdegbruecht bis haut ze iwverliewen. Och an der Gemeng Parc Housen, am Norde vum Land, ginn et Muffelen, déi héchstwahrscheinlech nach aus dem alen „Wëldpark“ vum Housen kommen, dee seng Diere säit laanger Zäit zougemaach huet. Muffele sinn ongeféierlech a stelle keng Gefor fir de Mënsch duer.

Dem Artikel aus dem „Luxemburger Wort“ ass ze enthuelen, datt d’Muffelen allerdéngs fir een net onweesentleche Wëldschued an de Bëscher ronderëm lechternach solle responsabel gemaach ginn. D’Muffele sollen erschoss ginn, an dat méiglechst séier. De Buergermeeschter vun lechternach schätzt de Schued, deen duerch d’Muffelen entsteet, op ronn 100.000 Euro. Hie gesäit se als „invasiv Aart“, déi - Zitat - „fort muss“. D’Diskussioun ass mëttlerweile esou wäit opgehëtzt, datt d’Gemeng eng - Zitat - „systematische behördliche Jagd“ ugefrot huet. Wann et no der Gemeng lechternach geet, sollen d’Arméi an d’Police duerch d’Gebitt vun de Muffelen zéien a se all doutmaachen. Bis ewell feelt dofir awer eng Ennerschrëft vun der Ëmweltministeresch.

Een Artikel aus dem „Trierischer Volksfreund“ vum 24. Oktober beschreift d’Situatioun eng Grëtzt méi differenziert. Am Artikel kënn den Eifeler Kreisjagdmeister zu Wuert. Hie gesäit d’Situatioun anescht. Him ass net bekannt, datt Muffele géifen esou ee grouss Schued urriichten an hie kritiséiert an deem Kontext d’Fuerderung no engem systemateschen Ofschoss. Laut dem Kreisjagdmeister géif eng Ofschossaktioun „de Steierzueler Dausende vun Euro kaschten an héchstwahrscheinlech keen Effet hunn“.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministeresch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung dës Froe stellen:

1. Madamm Ministeresch, wéi vill Gebidder ginn et aktuell zu Lëtzebuerg, wou Muffele liewen, an wéi gedenkt Dir, dës Déieren an Zukunft virum Ausrotten ze beschützen?
2. Falls Dir effektiv géift wëlle géint dës Muffelkolonië virgoen, sinn dann och aner Kolonien, wéi zum Beispill déi am Parc Housen, betroff?
3. Madamm Ministeresch, wäert Dir d’Muffelen aus der lechternacher Géigend fir den Ofschoss fräiginn? Wa jo, kënn Dir lech sécher sinn, datt d’Argumenter dofir fondéiert sinn?
4. Madamm Ministeresch, sinn déi vum lechternacher Buergermeeschter genannte Chifferen (100.000 Euro Schued) exakt? Wéi kommen d’Gemengevertrieeder, Arer Meenung no, op dës Zuelen? Rechtfertegen dës Zuelen een Ausrotte vun enger Aart, déi keng Gefor fir de Mënsch duerstelt?
5. Kënn Dir, Madamm Ministeresch, confirméieren, wat den Här Kreisjagdmeister aus der Eifel seet? Wat géif eng systematesch Juegd op d’Muffelen duerch d’Police an d’Arméi de Steierzueler kaschten?
6. Madamm Ministeresch, fannt Dir eng Aktioun vun der Police an der Arméi an deem Kontext net e wéineg demesuréiert? Steet d’Madamm Ministeresch der Iddi vun enger „chasse administrative“ favorabel géigeniwwer?

Réponse (16.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l’Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Aktuell ginn et zu Lëtzebuerg dräi Verbreedungsgebidder vum Muffel: am Ourdall, am nördlechen Uewersauergebitt an an der Géigend vun lechternach. Ech verweisen an deem Kontext op de Bulletin technique vun der Naturverwaltung (ANF) a Saache Wëlddéieremanagement a Juegd, deen um Site www.emwelt.lu ze fannen ass a wou een déi geografesch Verbreedung vum Ofschoss an domadder och vun de Bestänn ka gesinn.

Beim Muffel handelt et sech ëm eng net eenheemesch Aart, déi europawäit zu den 100 schlëmmsten invasiven Aarte gezielt gëtt, wat den negativen ökologeschen a sozioökonomeschen Afloss betrëfft (Wolfgang Nentwig, Sven Bacher, Sabrina Kumschick, Petr Pyšek, Montserrat Vilà (2018) More than „100 worst“ alien species in Europe. *Biological Invasions* 20: 1611). Dofir besteet keng Grondlag, dës Aart hei zu Lëtzebuerg laangfristeg ze erhale respektiv ze schützen.

ad 2) Aktuell sinn op deenen anere Plazen am Land keng esou grouss Schied duerch de Muffel ze verzechnen wéi zu lechternach, sou datt den Ablack hei keng aner Mesurë geplangt sinn.

ad 3) Den Ofschoss vum Muffel ass am Kader vun der Juegd quasi dat ganzt Joer iwver erlaabt, mat Ausnam vun der genereller Bëschrue am Fréijoer.

ad 4) D’ANF huet an engem Rapport vu Januar 2018 festgestallt, dass de Schiel- a Verbësschued am Gemeengebësch vun lechternach sech op 31.814,77 Euro beleeft. Well net an d’Populatioun vun de Muffelen agegraff gouf, huet de Schued um Bësch weider zougeholl. Bis an den Hierscht 2019 ass kontinuierlech neie Schued festgestallt ginn, deen awer net chiffriert gouf.

Duerch déi massiv Schiel- a virun allem de Verbësschued gëtt d’Verjüngung vum Bësch, vun deem och d’Allgemengheet profitéiert, ënnerbrach. Zousätzlech kënnen déi natierlech Bamaarte sech net méi installéieren. Dëst huet virun allem ökologesch Impakter op déi ganz Bëschbiodiversitéit. Ze rappeléieren ass, dass d’Bëscher ëm lechternach zur Natura 2000-Zon „Herborn - Bois de Herborn / Echternach - Haard“ (LU0001016) gehéieren. D’Ziler vum Gestionsplang vun der Zon sinn ënner anere d’Erhale vum Dauerwald an d’Regeneratioun vun den Echebëscher. D’Mesure 96 vum Gestionsplang gesäit vir: „Elaboration d’une solution administrative pour l’élimination définitive des mouflons (Mompach, Haardt, Hierberbësch)“.

ad 5) Nee, ech kann d’Aussoe vum Här Kreisjagdmeister net confirméieren. Och ass et net virgesinn, d’Police oder d’Arméi ze implizéieren, mee exklusiv d’ANF. Heifir falen och keng Käschte fir de Steierzueler un, mee ginn, esou wéi d’Juegdgesetz et an deem Fall virgesäit, vum Juegdpiechter iwverholl (Art. 57 vum Juegdgesetz: « [...] Les frais occasionnés par les chasses administratives sont à charge : du locataire de la chasse lorsqu’il s’agit de fonds chassables loués [...] »).

ad 6) Vu datt de Schued duerch dës lokal Muffelpopulatioun immens héich ass an d’ökologesch Impakter och op Dauer net ze vertrieede sinn, ass d’Organisatioun vun enger administrativer Juegd laut Juegdgesetz ubruecht. Dës ass am Artikel 55 vum Juegdgesetz virgesinn: « Le ministre peut ordonner l’organisation de chasses administratives dans un intérêt général, soit à la demande écrite et motivée de tout intéressé, soit de sa propre initiative, sur tous les fonds, même sur ceux où l’exercice du droit de chasse est interdit, suspendu ou limité et ce dans les conditions suivantes : en cas de trop forte concentration de gibier causant ou risquant de causer des dommages excessifs ; [...] ».

An deem Fall kënn d’Demande scho säit Joren op, ënner anere vum der Gemeng. Leider ass awer alles, wat, och op Drock vun den Autoritéiten, vun de Jeeër selwer ënnerholl ginn ass, net duergaangen, fir d’Muffelpopulatioun ze reduzéieren. Déi héich Konzentratioun u Muffelen an de Schued, dee se an deem Gebitt un de Bëscher urriichten, berechtigen d’Organisatioun vun enger administrativer Juegd.

D’Police oder d’Arméi sinn, wéi gesot, net implizéiert.

Question 1403 (29.10.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant la **viande de gibier** :

An der Hierschtsaison bidde vill gastronomesch Betriber Wëldfleesch un, wat zu Lëtzebuerg geschoss a verschafft gouf. Dëst Fleesch däerf fir de Commerce a fir d’Produktioun vun lesswuerer benotzt ginn.

D’Juegdgesetz reegelt an dem Kontext den Émgang mat Déieren, déi geschoss goufen. Dat geschossent Déier muss virum Ofliwwen an d’Schluechthaus ausgeholl a markéiert ginn. D’Kontroll vum Fleesch gëtt am Schluechthaus duerchgefouert. Wat d’Killketten an d’Hygiënesmesurë betrëfft, do bleift d’Gesetz flou.

An eisen Nopeschlänner bemängelen Déiereschutzorganisatiounen dofir d’Consummatioun vun deem Fleesch. De Konsum wär bedenklech wéinst mangelhafter Hygiëne, Kontrollen an deelweis Belaaschtung duerch Toxinen, resistente Keimen a Schwéiermetaller.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Madamm Ministeresch fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, der Madamm Ministeresch fir Konsumenteschutz an dem Här Gesondheitsministeresch dës Froe stellen:

1. Wéi vill Zäit däerf tëscht dem Ofschoss vum Déier an deem am Gesetz virgesinne

Schluechte vergoen? Anescht gefrot, wéi laang däerf en Déier nom Ofschoss ongekillt leie bleiwen? Kann de Landwirtschaftsminister ver sécheren, dass dës Delaien ëmmer agehale ginn?

2. Wéi eng staatlech onofhängeg Instanze kontrolléieren de Commerce vum Wëldfleesch? Wie kontrolléiert d’Anhale vun der Killketten? Wéi oft sinn dës Instanze bei de Juegten an de Schluechthaiser present, fir d’hygienesch Kontrolle vum Wëld duerchzeféieren?

3. Ass de Landwirtschaftsminister der Meenung, dass de Konsum vum Wëldfleesch onbedenklech ass? Kann de Minister an deem Zesammenhang eng Belaaschtung vum Fleesch duerch Bläi, Dioxinen, resistente Bakterien a Cäsium ausschléissen?

Réponse commune (02.12.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l’Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural*, et de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l’Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) D’Hygiënekonditiounen, déi sech op d’Wëldfleesch bezéien, sinn an der europäescher Liewensmëttellegislatioun festgehalen.

Dës Legislatioun definéiert de Jeeër als en Operateur vun de Liewensmëttelketten, an hien huet als solchen d’Responsabilitéit, d’Konditiounen vun der Liewensmëttelsécherheet fir d’Wëldfleesch, wat an den Handel geet respektiv op der Juegd verdeelt gëtt, ze respektéieren.

De Jeeër muss och dofir eng speziell Formatioun maachen, déi an der Legislatioun virgesinn ass. Dës Legislatioun gesäit awer keng fix Delaie vir, wéini dass dat geschossent Wëld muss gekillt ginn.

Dëst hântk vun enger Rei vu Facteuren of, mee de Jeeër huet am Sënn vun der Liewensmëttelsécherheet all Interêt, d’Wëld, nodeems et opgebrach gouf, esou séier wéi méiglech ze killen; duerfir stinn op enger Partie Juegte Killcamione respektiv Unhänger prett, fir d’Carcasse vum Wëld ze killen.

ad 2) All d’Carcassen, déi an déi sougenannten „ateliers de traitement de gibier“ vun de Jeeër geliwwert ginn, gi vun den Inspektoren vun der Veterinärsinspektioun kontrolléiert, ier se als genusstauglich gestempelt ginn an dann an de Commerce kommen. Bei de Wëllschwäi ginn och nach Prouwe geholl, fir d’Analysen op Trichinen ze maachen.

ad 3) Wat d’Réckstänn vu cheemesche Substanzen betrëfft, ginn all Joer eng Rei vun Analysen am Kader vun engem Kontrollplang, dee vun enger europäescher Direktiv virgeschriwwen ass, gemaach. D’Zuel vun den Analysen an d’Substanzen, déi ënnersicht ginn, kann een am Rapport annuell vun der Veterinärsinspektioun noliesen.

An den Analyse vun de leschte Jore gouf keng signifikativ Konzentratioun vu Réckstänn am Wëldfleesch detektéiert.

Dës selwechte Constat betrëfft d’Analysen op Cäsium, déi vun der Radioprotektioun duerchgefouert ginn. Deemo kann ee festhalen, an dëst och nach op Basis vun anere Krittären, dass d’Wëldfleesch en natierlecht a gesond Liewensmëttel duerstelt.

An deem Zesammenhang kann een och nach eng Kéier rappeléieren, dass d’Afrikanesch Schwéngspscht kee Risiko fir d’effentlech Gesondheet, souguer wat de Konsum vun eventueller kontaminéiertem Wëldschwéngfleesch betrëfft, duerstelt.

Och sief nach eemol drun erënnert, dass Lëtzebuerg nach ëmmer fräi ass vun der Afrikanescher Schwéngspscht.

Question 1404 (29.10.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (*LSAP*) concernant les **chiffres clés de l’emploi dans la fonction publique** :

Monsieur le Ministre de la Fonction publique vient de présenter les chiffres clés de l’emploi dans la fonction publique de l’Etat pour les années 2016 à 2018.

De ces chiffres, il ressort que le nombre des employés augmente nettement plus rapidement que celui des fonctionnaires. Alors que le nombre des fonctionnaires connaît une croissance de 17.018 à 17.675 agents (plus 3,86 %), celui des employés augmente de 6.654 à 7.643 (plus 14,86 %).

- J’aimerais savoir de Monsieur le Ministre de la Fonction publique quelle en est la raison et quels sont les secteurs qui recourent le plus au statut de l’employé.

Réponse (02.12.2019) de **M. Marc Hansen**, *Ministre de la Fonction publique* :

L’effectif des employés s’est effectivement développé plus rapidement que celui des fonctionnaires entre 2016 et 2018.

Avant la réforme de l’examen-concours en 2018, des difficultés existaient à plusieurs niveaux afin de pouvoir recruter des fonctionnaires, dont la lourdeur et la durée de la procédure de recrutement pouvaient s’étaler sur six mois. Les épreuves générales des examens connaissaient par ailleurs un taux d’échec très élevé. En plus, les critères de sélection pour les métiers fortement recherchés et en pénurie, c’est-à-dire des métiers dans des domaines tels que des technologies de l’information, de l’ingénierie ou de la santé ne ciblaient pas assez spécifiquement les compétences pour les métiers recherchés.

Partant, afin d’éviter ces contraintes, les administrations ont souvent été amenées à recourir au recrutement d’employés ce qui a conduit entre autres à cette augmentation plus rapide que pour les fonctionnaires.

Suite à la réforme précitée, l’épreuve générale a été entièrement revue et se base maintenant sur des tests de compétences comportementales clé permettant un traitement équitable de tous les métiers. Par ailleurs, la durée de la procédure de recrutement elle-même a pu être réduite de manière conséquente à moins de six semaines.

Il y a lieu de noter que depuis la mise en œuvre de la réforme, une progression à nouveau plus rapide des fonctionnaires par rapport aux employés a pu être constatée.

Question 1405 (29.10.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (*CSV*) concernant les **médicaments antidouleur** :

Weltwäit huet d’Consummatioun vu Medikamenter géint d’Péng/Schmerzmittel (Opioid-Analgetika) an de leschten 20 Joer drastesch zougeholl, an eng ëmmer méi grouss Unzuel vu Leit geroden an d’Ofhängegkeet vun dese Medikamenter. Opioid-Analgetika gehéieren zu deenen am heefegst verkaafte Medikamenter, wouvunner ganz vill ouni Ordonnance an den Apdikte verkaaft ginn.

Aus deem Grond wëll ech follgend Froen un den Här Gesondheitsminister stellen:

- Ginn et an deem Kontext Statistiken fir Lëtzebuerg?
- Wei vill Fraen a Männer kréien hei zu Lëtzebuerg opioidhaltig Schmerzmittel verschriwwen?
- Gëtt et och hei zu Lëtzebuerg eng steigend Tendenz u Consummatioun respektiv Verschriewung vu Schmerzmittel?
- Wei vill Leit geroden an eng Ofhängegkeet? Sinn dovunner och scho Kanner a Jugendlecher betroff?
- Ginn et Statistiken, wat d’Unzuel vun de Stierfäll duerch dës Medikamenter ubelaangt?

Réponse commune (02.12.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

D’Ministere verweisen op hir ausféierlech Äntwert op d’Fro N° 0996 vum honorabelen Deputéierte Marc Hansen.

Question 1406 (29.10.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (*ADR*) concernant l’**aide au développement au Burkina Faso** :

Zënter 20 Joer huet Lëtzebuerg elo eng institutionaliséiert Entwécklungszesummenaarbecht mam Burkina Faso.

Leider ass et esou, datt a leschter Zäit verstärkt Chrëschten Zilscheif vun terroristeschen Attacke besonnesch am Norde vum Burkina Faso ginn. Chrëschte gi geziilt ëmbruecht, dorënner och e Paschtouer, dee grad dobäi war, eng Mass ze halen, anerer gi verdriwwen. Glafwierdeg Quelle schwätze vun aktuell bis zu 135.000 verdriwwene Chrëschten an enger laanger Serie vun Attentater géint lokal Membere vum Klerus. D’Autoritéite vum Staat schéngen un deenen Tëscheffall awer net besonnesch interesséiert ze sinn oder net capabel ze sinn, sech der islamescher Gewalt ze widdersetzen.

Hannert deene Gewaltaktiounen, déi dacks vu Membere vu lokale muslimesche Populatiounen gemaach ginn, schéngen awer international aktiv islamistesche Terrororganisatiounen ze stiechen.

An deem Kontext wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Regierung d'Situatioun vun de Chrëschten am Burkina Faso, besonnesch am Norde vun dem Land?

2. Gesäit d'Regierung e méiglechen Afloss vun islamisteschen, terroristesche Gruppierungen an där Regioun? Wa jo, wéi hu sech esou Organisatiounen a Westafrika an deene leschte Joren entwéckelt?

3. Wéi beurteelt d'Regierung d'Verhale vun der Regierung vum Burkina Faso an dës Problematik, besonnesch am Hibleck op de Schutz vun de Chrëschten?

4. Wat mécht déi lëtzebuergesch Regierung spezifesch fir de Schutz vun de Chrëschten am Burkina Faso?

5. Wéi eng lëtzebuergesch Organisatiounen (och Netregierungsorganisatiounen, NRO) sinn am Norde vum Burkina Faso present a wéi beurteelt d'Regierung hir Sécherheitssituatioun? Wat mécht déi lëtzebuergesch Regierung fir de Schutz vun de Mataarbechter vu lëtzebuergesch NROen am Burkina Faso?

6. Wéi eng Inzidenzen huet déi Gewalt géint Chrëschten am Burkina Faso op d'Entwécklungszusammenaarbecht tëschent Lëtzebuerg an dem Burkina Faso?

Réponse commune (27.11.2019) de **Mme Paulette Lenert**, *Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. Déi lëtzebuergesch Regierung betruecht d'Situatioun vun der gesamter Zivillbevölkerung am Burkina Faso mat Onrou an dozou gehéiert selbstverständlech och déi chrëschtlech Bevëlkerung. D'Zuel vun den intern Deplacéierten, vun deenen et der offiziell op d'mannst 486.000 gëtt, a vun den Doudesaffer vun alle Konfessiounen hält zou.

ad 2. D'Aktivitéit vu bewaffneten terroristesche Gruppierungen hunn um ganzen Territoire am Burkina Faso zougeholl. Den Närebedem dofir sinn d'Aarmut, d'Schwaachstelle vun der Gouvernance, d'Impunitéit, déi verschidden Traficken (Drogen- a Waffenhandel, Mënschenhandel) an d'Konsequenze vun Klimawandel op den Zougang zu Ressourcen.

ad 3. Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Regierung vum Burkina Faso, engem Partnerland vun der lëtzebuergesch Entwécklungszusammenaarbecht, am Kampf géint den Extremismus, den Terrorismus an den Haass, genee wéi an der Verdeedegung vun eise gemeinsame Wäerter vu Friden a Gerechtegkeet.

ad 4. Lëtzebuerg ënnerstëtzt déi gesamt Bevëlkerung am Burkina Faso an domat och d'Chrëschten, déi do liewen. Eng Äntwert op esou ee komplexe Problem wéi den Terrorismus ka just global a ganzheetlech sinn a mir applizéieren do eis bewäert Approche vun den „3D“, wou d'Mëttel vun der Diplomatie, vum Developpement a vun der Defense kompletar agesat ginn.

ad 5. Lëtzebuerg hëlt d'Sécherheitssituatioun vun allen ONGen um ganzen Territoire vum Burkina Faso eescht. Lëtzebuerg huet an dem Sënn den Austausch mat den ONGen iwwert d'Sécherheitslag intensivéiert an hinnen och Sensibilisatiounen iwwert dat humanitært Vëlkerrecht offréiert. 16 ONGe sinn den Ament op der Plaz aktiv:

- Action Solidarité Tiers Monde
- Association pour la promotion des Îles de Paix
- Croix-Rouge luxembourgeoise
- ECPAT Luxembourg
- Fondation Chrétiens pour le Sahel
- Fondation Dr. Elvire Engel
- Fondation Follereau Luxembourg
- Frères des Hommes
- Hand an Hand - Kanner, Elteren, Drëtt Welt
- Handicap International Luxembourg
- Le Soleil dans la main
- Lëtzebuerg Landjugend a Jongbaueren
- Pharmaciens sans Frontières
- Solidaresch Aktioun Echternach
- SOS Faim
- SOS Sahel

ad 6. Lëtzebuerg wäert weiderhin eng global an inklusiv Entwécklungszusammenaarbecht am Burkina Faso féieren, fir zur Stabiliséierung vun Land bäizedoen. Eise laangjäregen Enga-

gement am Burkina Faso weist, dass Lëtzebuerg e Partner ass, op dee Verlooss ass, och wann d'Sécherheitslag den Asaz méi schwéier mécht.

Question 1407 (29.10.2019) de **MM. Laurent Mosar** et **Gilles Roth** (CSV) concernant les **avocats inscrits au Barreau de Luxembourg** :

Le bâtonnier de l'Ordre des avocats de Luxembourg a récemment précisé dans une interview sur les ondes de RTL Radio qu'environ 3.000 avocats sont actuellement inscrits au Barreau de Luxembourg et que le nombre augmente chaque année de 300 avocats. Parmi ces nouveaux avocats la majorité est de nationalité étrangère sans une bonne connaissance de la langue luxembourgeoise voire sans aucune connaissance.

La connaissance et la maîtrise de la langue luxembourgeoise est cependant essentielle notamment en matière pénale où l'avocat doit impérativement comprendre le luxembourgeois si un témoin s'exprime dans cette langue à l'audience. Idem pour des affaires civiles compliquées où il faut un dialogue approfondi avec le client pour préparer le dossier respectivement pour toutes autres affaires qui nécessitent des procédures orales. Or, un avocat qui ne maîtrise pas la langue luxembourgeoise peut accepter un dossier même si le mandant ne sait s'exprimer clairement dans une autre langue qui est la sienne. Le client a cependant le droit de s'exprimer dans une langue qu'il comprend et qu'il maîtrise au lieu de s'exprimer mal dans une langue qui n'est pas la sienne. La question qui se pose est celle de savoir si les avocats qui plaident dans des affaires pénales et civiles ne devraient pas disposer d'une connaissance de la langue luxembourgeoise.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Quelle est la position de Madame la Ministre par rapport à la problématique susmentionnée ?

- Madame la Ministre partage-t-elle la position qu'un avocat qui plaide en matière pénale et civile devrait impérativement disposer d'une connaissance de la langue luxembourgeoise ?

- Madame la Ministre envisage-t-elle de revoir les critères linguistiques pour les avocats traitant des dossiers en matière de droit pénal et civil ?

- Quelles sont les mesures législatives et autres que Madame la Ministre envisage de prendre pour réagir par rapport à la problématique en question ?

Réponse (20.11.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

À titre liminaire, il y a lieu de rappeler le contenu des textes légaux en ce qui concerne les conditions de maîtrise des langues pour la profession d'avocat.

- L'article 6 de la loi modifiée du 10 août 1991 sur la profession d'avocat prévoit ce qui suit :

« (1) Pour être inscrit au tableau comme avocat exerçant à titre individuel, il faut :

[...]

d) (L. 13 juin 2013) maîtriser la langue de la législation et les langues administratives et judiciaires au sens de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues sans préjudice de l'article 31-1. Le niveau de compétences à atteindre pour les langues luxembourgeoise et allemande est celui du niveau B2 du cadre européen commun de référence pour la compréhension orale et du niveau B1 pour l'expression orale et pour la langue allemande le niveau B2 pour la compréhension écrite. Pour la langue française le niveau B2 du même cadre est exigé tant pour la compréhension que pour l'expression écrite et orale.

Par dérogation à l'alinéa qui précède, les avocats européens visés à l'article 10 de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise ainsi que les avocats visés par la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles telle que modifiée par la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013, au moment de leur admission à la liste I du tableau d'un Ordre des avocats doivent maîtriser la langue de la législation au sens de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues dans la mesure où ils limitent leurs activités professionnelles à celles qui ne néces-

sitent pas la maîtrise des autres langues au sens de la loi du 24 février 1984. Le niveau de connaissances du Grand-Duché de Luxembourg nécessaires pour l'exercice de leurs activités professionnelles, sans préjudice de l'article 6. (1) d).

- L'article 31-1 de cette même loi prévoit que « Les avocats inscrits à titre individuel doivent maîtriser la langue de la législation au sens de la loi du 24 février 1984 sur le régime des langues ainsi que toute autre langue nécessaire à l'exercice de leurs activités professionnelles, sans préjudice de l'article 6. (1) d).

Les avocats inscrits à la liste II doivent en outre maîtriser les langues administratives et judiciaires du Grand-Duché de Luxembourg nécessaires pour l'accomplissement de leurs obligations résultant du stage judiciaire. »

- Le règlement intérieur de l'Ordre des avocats prévoit en plus à l'article 2.4.4.1. que : « L'avocat ne doit pas se charger d'une affaire s'il sait ou devrait savoir qu'il n'a pas les compétences, y compris les connaissances linguistiques, nécessaires pour la traiter, à moins de coopérer avec un avocat ayant ces compétences. »

Les avocats inscrits à un des barreaux au Luxembourg qui ont suivi la formation professionnelle initiale au Luxembourg, ne sont admis à la liste 2 seulement après avoir produit des certificats prouvant le niveau de langues exigés par l'article 6 cité ci-dessus, y compris celui sur la maîtrise de la langue luxembourgeoise.

Les avocats inscrits à la liste 4 en vertu de la directive 98/5/CE du Parlement européen et du Conseil du 16 février 1998 visant à faciliter l'exercice permanent de la profession d'avocat dans un État membre autre que celui où la qualification a été acquise doivent maîtriser la langue de la législation lors de leur passage à la liste 1, de même que les avocats ayant reçu une reconnaissance de leurs qualifications professionnelles en vertu de la directive 2005/36/CE du Parlement européen et du Conseil du 7 septembre 2005 relative à la reconnaissance des qualifications professionnelles telle que modifiée par la directive 2013/55/UE du Parlement européen et du Conseil du 20 novembre 2013. En contrepartie, ces avocats doivent limiter leurs activités professionnelles à celles qui ne nécessitent pas la maîtrise des autres langues (article 6, paragraphe 1^{er}, point d), dernier alinéa).

L'article 31-1 de la loi sur la profession d'avocat élargit la limitation des activités professionnelles à la maîtrise des langues nécessaires pour le traitement adéquat du dossier à tous les avocats inscrits à un des barreaux au Luxembourg.

Le règlement intérieur de l'Ordre des avocats (article 2.4.4.1) réitère cette limitation et il en résulte que l'avocat, qui ne la respecte pas et accepte un dossier pour lequel il ne dispose pas des compétences linguistiques appropriées, se soumet à des poursuites disciplinaires à prononcer par le Conseil de l'Ordre.

Le cadre légal est donc clair et sans équivoque, aucun avocat n'est autorisé à accepter un dossier pour lequel il ne dispose pas des compétences linguistiques nécessaires et adéquates.

Question 1409 (30.10.2019) de **M. André Bauler** (DP) concernant l'**excès de vitesse sur la route nationale entre Fohren et Bettel** :

Des citoyens avertis ont rendu mon attention sur des excès de vitesse qu'ils constatent souvent sur la route nationale entre Fohren et Bettel (N17B) dans le canton de Vianden. En effet, certains automobilistes et motards s'y adonnent à des manœuvres très dangereuses, surtout dans les virages et les tronçons droits à l'entrée des villages concernés.

Voilà pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité, des Travaux publics et de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur le nombre d'accidents qui ont eu lieu sur ce tronçon de route depuis l'an 2014 ?

2) Est-ce que la Police grand-ducale y effectue des contrôles dans des intervalles réguliers afin d'inciter les fous du volant à respecter les vitesses prescrites ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'informer si la Police grand-ducale y a déjà installé un radar mobile ? Dans l'affirmative, combien de contraventions ont été constatées durant la ou les périodes de contrôle ?

Réponse (09.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics, Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1) Le tableau suivant reprend tous les accidents survenus sur la route nationale N17B entre Fohren et Bettel entre le 1^{er} janvier 2014

et le 31 octobre 2019 où la Police grand-ducale a dressé procès-verbal.

Durant cette période, uniquement deux accidents impliquant des motocyclistes se sont produits.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Des contrôles de circulation sporadiques sont effectués sur la N17B à l'instar des tronçons de routes similaires. Depuis le 1^{er} janvier 2019, une dizaine de contrôles ont été effectués sur la N17B.

ad 3) 82 avertissements taxés en relation avec des excès de vitesse ont été émis entre le 1^{er} janvier 2014 et le 31 octobre 2019 sur la N17B. 26 de ces contraventions ont été constatées à l'aide d'un radar mobile.

Question 1410 (30.10.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant la **fourniture d'énergie électrique** :

Zu Lëtzebuerg ginn et verschidden Ubidder vu Stroum. Laut mengen Informatiounen därefer Verschiddener vun deenen Ubidder kee Stroum zu Lëtzebuerg akafen, hei gesäit et esou aus, ewéi wann d'Enovos deen Eenzege ass, deen dat därefer. Wat de Reseau vun der Stroumverdeelung ugeet, do huet jo am Prinzip d'Creos de Monopol, wat jo, am Fall, wou déi genannten Informatiounen stëmmen, géint de System vum fräie Maart ass.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Energieminister:

1. Sinn déi uewe genannten Informatiounen korrekt?

2. Wa jo, firwat därefer verschidde Stroumbidder zu Lëtzebuerg kee Stroum hei am Land akafen? Op wéi eng gesetzlech Dispositiounen berufft sech dës Reegelung?

3. Duerch wéi eng gesetzlech Dispositiounen ass et ze rechtfärdigen, datt d'Creos de Monopol um Reseau vun der Stroumverdeelung huet?

Réponse (03.12.2019) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

ad 1. Lëtzebuerg huet keen eegene Stroummarché, mee ass als Deel vun der däitscher Marchézon domat och an den europäesche Stroummarché integréiert. Jiddweree vun deenen am Moment 22 zu Lëtzebuerg zougeloussenen Ubidder („fournisseur“) därefer säi Stroum bei engem virgelagerten Ubidder („fournisseur de gros“) oder iwwer en direkte Stroumliwwervertrag mat engem (Lëtzebuerg oder auslänneschen) Stroumproduzent oder awer op enger Stroumbourse am Ausland akafen.

ad 2. + 3. Zu Lëtzebuerg gëtt et am Ganze fënnef Stroumnetzbedreiwer um Verdeeelniveau. Dat sinn nieft der Creos och nach Ville de Diekirch, Electris par Hoffmann Frères SARL et Cie SECS, Ville d'Ettelbruck a Sudstroum SARL & Co SECS. Dës sougenannte Gestionnaires de réseau de distribution hunn alleguer e fest zougedeelte Gebidd, dat iwwer eng staatlech Konzessioun definéiert ass an op deem si de Monopol, wat d'Bedreiwe vum Stroumnetz ugeet, hunn. Dës natierlech Monopoler si streng am Stroumgesetz vum 1. August 2007 gereegelt a gi vum Institut luxembourgeois de régulation (ILR) iwwerwaacht. Hei schwätzt ee vun engem reguléierte Marché. D'Aktivitéit vun den Netzbedreiwer si kloer ze trennen vun den Aktivitéiten um fräie Marché, wou d'Ubidder (Fournisseurs) de Stroum akafen an erëm un hir Clienté weiderverkafen. All Client ka sech och säin Ubidder fräi erausuchen. D'Netzer mussen och all den Ubidder zur Verfügung stoen an op där anerer Säit därefer d'Netzbedreiwer keng Aktivitéiten, déi mat dem Handele vun Energie (um fräie Marché) ze dinn hunn, bedreiwen. Op der Internetsäit vun Regulateur ILR (<https://web.ilr.lu/FR/Professionnels/Electricite/Acteurs/Le-marche-et-les-acteurs/Acteurs/Pages/default.aspx>) sinn all dës Informatiounen gebündelt ze fannen.

De gréissten Undeel vum Stroum, deen zu Lëtzebuerg produzéiert gëtt, ass op erneierbarer Basis hiergestallt a gëtt iwwert den nationale Mécanisme de compensation laut Règlement grand-ducal vum 31. März 2010 remuneréiert zu engem garantiéierten Aspeistariff, deen iwwert de Règlement grand-ducal vum 1. August 2014 festgeluecht ass. Déi zoustänneg Netzbedreiwer („gestionnaires de réseau de distribution“) si gehalen, de Produzenten, déi an hiert Netz aspeisen, dës Vergütung auszebezeuelen. Well d'Netzbedreiwer awer net mat Stroum handelen därefer, mussen si engem

Fournisseur d'essence Stroum iwwerschreiw, deen dofir ee vum ILR festgeluechte Prix de marché de gros an de Mécanisme de compensation muss abezuelen. Fréier hunn d'Netzbedreiw am Prinzip just engem Fournisseur de Stroum iwwerschriwwen. Mëttlerweil, fir Anlagen iwwer 70 kW Umschlossleeschtung, loosse den Dräier-Kontrakter tëschent dem Produzent, dem Netzbedreiw an engem Ubidder de Produzenten awer de Choix, wéi engem Ubidder d'essence Stroum soll iwwerschriwwen ginn. Et sief heibäi awer bemierkt, dass de Stroum, deen de Fournisseur op d'essence Manéier vun engem Netzbedreiw iwwerschriwwen kritt, als „groe“ Stroum ugesi gëtt. Déi sougenannt gréng Zertifikater „Garantie d'origine“ (GO), déi aus d'essence Produktiounen stamen, kritt den ILR zur Verfügung gestallt, deen déi dann en bloc all Joer un de Fournisseur versteet, deen am meeschten dofir bitt. Hei kann och all zougelosenen Ubidder un d'essence Stee deelhuelen. De Revenu aus d'essence Stee fléisst erëm an de Mécanisme de compensation eran.

Question 1412 (30.10.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** (CSV) concernant le harcèlement sexuel au travail :

Sexuelle Belästigung, ob verbal oder physisch, ist leider ein verbreitetes Phänomen in unserer Gesellschaft. In Luxemburg gibt es zum Thema sexuelle Belästigung am Arbeitsplatz keine detaillierte Studie oder umfassenden Statistiken.

Laut Strafgesetzbuch ist der Arbeitgeber verpflichtet, alle notwendigen vorbeugenden Maßnahmen zu treffen, um den Schutz der Würde jeder Person während des Arbeitsverhältnisses zu gewährleisten.

Aufgrund dieser Informationen möchte ich folgende Fragen an die Frau Ministerin für die Gleichstellung von Frauen und Männern stellen:

1. Gedenkt das Ministerium, solche Studien und Statistiken in Auftrag zu geben, um konkretes Zahlenmaterial zu bekommen?

2. Sieht die Regierung die Notwendigkeit vor, eine Informations- und Sensibilisierungskampagne für Arbeitgeber und Arbeitnehmer durchzuführen, um ein Arbeitsklima zu schaffen und zu unterhalten, das frei von jeglicher sexueller Belästigung ist?

- Wenn ja, wann soll diese Kampagne gestartet werden? Welche konkreten Maßnahmen sind vorgesehen?

- Wenn nein, warum?

3. Gedenkt die Regierung, eine Helpline einzurichten, welche als erste Anlaufstelle für Opfer von sexueller Belästigung zur Verfügung stehen soll?

Réponse (02.12.2019) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1. Bei der Gewerbeaufsicht ITM wurden im Jahr 2018 17 Fälle von sexueller Belästigung gemeldet.

ad 2. Das Ministerium für Gleichstellung zwischen Frauen und Männern hat im September eine zweite jährliche Sensibilisierungskampagne gestartet, welche bis zum Ende der diesjährigen Orange Week dauern wird. Die Kampagne „La violence fait mal, défends-toi, il y a de l'aide.“ im Rahmen der Umsetzung der Istanbul Konvention setzt auf Sensibilisierung, Vorbeugung und Bekämpfung jeglicher Gewalt aufgrund des Geschlechts. Hierzu zählen auch die sexuelle Belästigung, sexuelle Gewalt und Vergewaltigungen. In diesem Zusammenhang wurden Flyer in luxemburgischer und französischer Sprache erstellt und Plakate an verschiedene Partner verteilt. Außerdem wurde die Internetseite www.violence.lu überarbeitet und eine entsprechende Kampagne in den Medien und den sozialen Netzwerken gestartet.

Die Plakat- und Flyerkampagne stellt mithilfe verschiedener Piktogramme von Frauen, Männern und Kindern alle auf dem Geschlecht beruhenden Formen von Gewalt dar, darunter sexuelle Gewalt, Vergewaltigungen und sexuelle Belästigung.

Auf der Internetseite der ITM finden Betroffene außerdem eine Vielzahl an Informationen zum Thema. Dies betrifft zum Beispiel die Pflichten der Arbeitgeber, Arbeitnehmer vor sexueller Belästigung zu schützen. Opfer sexuellen Missbrauchs am Arbeitsplatz werden darüber hinaus ausführlich über ihre Rechte, welche das Arbeitsgesetzbuch vorsieht, informiert.

ad 3. Das Einrichten einer Hotline ist nicht geplant.

Question 1413 (30.10.2019) de **M. François Benoy** (*déi gréng*) concernant la **liste rouge des oiseaux nicheurs du Luxembourg** :

La Centrale ornithologique de l'ASBL nature&environnement vient de publier une mise à jour de la liste rouge des oiseaux nicheurs du Luxembourg. Selon les chiffres les plus récents de l'avifaune luxembourgeoise, 13 espèces sont considérées comme éteintes régionalement et sept espèces comme fortement menacées. 24 espèces se trouvent par ailleurs sur la liste d'alerte, parmi lesquelles le moineau domestique, une espèce qui était jadis largement répandue.

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Quelles mesures ont été prises les cinq dernières années pour remédier à la dégradation de l'avifaune, et plus particulièrement pour protéger les espèces les plus menacées ?

2) Madame la Ministre pourrait-elle élaborer quelles sont les priorités et les mesures prévues pour améliorer la protection des oiseaux menacés et pour prévenir que d'autres espèces ne deviennent des espèces menacées voire éteintes à l'avenir ? Existe-t-il des mesures spécifiques ciblant le domaine de la construction ou de l'agriculture à cet égard ?

Réponse (14.01.2020) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

ad 1) Conscient de la situation catastrophique de l'état de la biodiversité, le Conseil de Gouvernement a approuvé le 13 janvier 2017 le Plan national concernant la protection de la nature 2017-2021 et sa stratégie nationale « Biodiversité ». Cet instrument stratégique détermine les objectifs et les priorités de l'implémentation de la politique de la protection de la nature ainsi que les moyens financiers y relatifs. Les mesures prioritaires visent notamment la mise en œuvre des plans d'action espèces et habitats, dont neuf espèces d'oiseaux menacées, le rétablissement des habitats et écosystèmes les plus dégradés, l'amélioration du suivi de l'état de conservation des espèces en vue de mieux adapter la gestion des espaces naturels à leurs besoins, une accélération de la désignation des zones de protection et de la mise en place de leur gestion, la protection par l'achat d'espaces naturels protégés à haute valeur écologique, ainsi que l'amélioration de l'information et de la communication sur les aspects « protection de la nature » envers tous les acteurs concernés.

La refonte de la loi concernant la protection de la nature et des ressources naturelles, datée au 18 juillet 2018 et publiée au Journal officiel, précise différents volets importants pour la protection des espèces menacées et de leurs habitats. La protection stricte des espèces d'oiseaux, ainsi que de leurs sites de reproduction et aires de repos est rendue plus visible et explicite. Ladite loi dispose également de la protection de l'habitat des espèces ayant un état de conservation non favorable et, ensemble avec le règlement grand-ducal y relatif, définit les mesures à considérer comme une réduction, dégradation ou destruction des habitats à protéger. Dans les cas exceptionnels de dérogations attribuées envers la protection des espèces ou de leurs habitats, un nouveau système de mesures d'atténuation et de compensation est institué par la nouvelle loi afin de ne pas aggraver davantage l'état de conservation des espèces menacées.

La déclaration des zones protégées d'intérêt national est reconnue en tant que mesure hautement prioritaire de l'éventail de mesures à disposition pour le maintien et la conservation des zones noyau pour la protection des espèces et de leurs habitats sensibles. Depuis 2014, une accélération des efforts investis dans la déclaration de zones protégées d'intérêt national a été assurée afin de débloquent d'un côté les dossiers de classement stagnant dans la procédure de désignation, et de l'autre côté de lancer l'élaboration de nouveaux dossiers de classement et le lancement consécutif de la procédure réglementaire. Ainsi, les dernières cinq années, la surface des zones protégées d'intérêt national déclarées a pu dépasser celle des zones protégées déclarées les 27 années précédentes. Depuis 2014, 22 nouvelles zones protégées totalisant près de 5.000 ha ont été désignées par voie de règlement grand-ducal.

Le réseau Natura 2000 joue un rôle clé dans la stratégie de conservation et de restauration de la biodiversité de manière générale. Depuis 2014, la phase d'identification des zones prioritaires pour la conservation des oiseaux a été finalisée qui totalisent dorénavant 18 sites fai-

sant partie du réseau Natura 2000. Les plans de gestion relatifs à ces zones ont été finalisés pour la majorité des cas, hormis pour un site dont le plan de gestion est au stade de finalisation. Évidemment, la finalisation de ces plans de gestion Natura 2000 n'est qu'une étape intermédiaire pour atteindre le rétablissement de l'état de conservation favorable des espèces d'oiseaux menacées, qui devra être suivie de leur implémentation conséquente. À cet effet, les échanges entre acteurs sont organisés au sein de comités de pilotage instaurés par regroupement de plans de gestion, afin de promouvoir les bonnes pratiques et d'accélérer la réalisation des mesures de conservation.

Il y a consentement dans la communauté scientifique qu'outre la destruction progressive et continue des habitats, le déclin des espèces, dont notamment des insectes, trouve son origine également dans l'emploi excessif de pesticides et d'autres substances chimiques. Comme annoncé dans l'Accord gouvernemental 2018-2023, les pouvoirs publics devront assurer le rôle de précurseur dans le domaine de la réduction de l'utilisation des pesticides qui est indispensable pour la conservation de la biodiversité, à côté de la préservation de la santé humaine et de la protection des eaux. Dans le même esprit des initiatives des communes, la procédure de l'interdiction de l'utilisation des produits phytopharmaceutiques a été entamée à travers des dispositions précises dans les baux à ferme et autres contrats de bail de terrains dont l'État est propriétaire. Notons que la majorité des espèces d'oiseaux sont insectivores et, par ce, devront profiter de cette mesure importante.

Les moyens financiers et humains attribués à la conservation de la nature, à l'instar de la fiche financière du Plan national concernant la protection de la nature, ont été augmentés continuellement. Ainsi, le budget annuel alloué aux divers projets de conservation et de restauration de la nature a été quadruplé depuis 2014. Les différents acteurs œuvrant dans le domaine de la protection de la nature, notamment les administrations de la nature et des forêts et de la gestion de l'eau, ainsi que les parcs naturels, stations biologiques et organisations non gouvernementales étaient tous à l'appel en exécutant les mesures prévues par la stratégie nationale « Biodiversité » dans le cadre de projets ambitieux et de grande envergure et qui devront porter leurs fruits dans les années à venir.

ad 2) Tel qu'indiqué dans la réponse à la première question, les mesures prioritaires à mettre en œuvre figurent dans le Plan national concernant la protection de la nature. L'ensemble des mesures y identifiées ciblent le rétablissement, voire l'amélioration de l'état de conservation des espèces et habitats qui a été évalué non favorable. Nombreux sont les mesures de conservation de la nature prises les dernières années qui devront contribuer dans les années à venir à une amélioration de situation des espèces d'oiseaux. Les efforts y afférents devront être non seulement poursuivis, mais développés de manière substantielle.

D'ores et déjà, des progressions de quelques espèces rares et emblématiques sont notables, surtout dues à des mesures ciblées. Cependant, le constat qui se dégage des inventaires réalisés : un large déclin des espèces inféodées aux milieux ouverts, notamment des bocages et des herbages maigres, ainsi que des zones humides. L'évolution des effectifs de ces espèces reflète la dégradation de leurs habitats de prédilection. Les mesures de conservation souvent trop isolées et restreintes ne suffisent pas à contrer cette évolution. Des changements systémiques dans plusieurs secteurs clé sont nécessaires.

Le secteur agricole, gestionnaire de la moitié du territoire national, détient le plus haut potentiel en matière de conservation et de restauration de la nature. Il s'agit donc d'intégrer les principes de la conservation de la nature dans les programmes de financement et de développement rural, ainsi que dans les pratiques agricoles tout en assurant la viabilité économique du secteur et des milieux ruraux.

Le déclin dramatique des insectes, qui sont à la base de la chaîne alimentaire et assurent des services écosystémiques cruciaux, est une des problématiques à adresser prioritairement pour réussir le rétablissement de la biodiversité. Pour compléter les actions définies par le Plan national concernant la protection de la nature, l'Accord gouvernemental 2018-2023 prévoit l'élaboration d'un plan d'action spécifique pour lutter contre la disparition massive des insectes. Les acteurs des différents secteurs devront unir leurs forces pour y parvenir, et en particulier par rapport au contexte présent :

- encourager et soutenir la recherche scientifique sur l'impact du déclin des insectes sur les populations animales insectivores ;

- éviter les effets néfastes de l'utilisation de pesticides sur les insectes en tant que ressource alimentaire des insectivores ;

- promouvoir des programmes d'action pour la conservation des insectes et la restauration de leurs habitats compte tenu de leur vulnérabilité, visant les principales causes connues du déclin des insectes ;

- en général, adopter une approche de précaution en ce qui concerne l'utilisation des pesticides, notamment en intensifiant les efforts pour promouvoir des pratiques agricoles biologiques.

Les actions ainsi identifiées et exécutées devront être reflétées au niveau du Plan d'action national pour réduire l'utilisation des produits phytopharmaceutiques, notamment par l'interdiction des substances nocives (dont les néonicotinoïdes) pour les pollinisateurs.

En ce qui concerne l'urbanisme, le transport et l'aménagement du territoire : le développement économique et démographique, ainsi que la consommation foncière accrue et la fragmentation des paysages ont causé d'énormes pressions sur les écosystèmes. La superficie des zones bâties s'étant pratiquement doublée en 50 ans, l'expansion des zones urbanisées et les nouvelles infrastructures de transport se font principalement au détriment des zones agricoles, et de manière subséquente des habitats des espèces inféodées aux milieux ouverts. L'intégration des principes des infrastructures vertes dans l'aménagement des espaces urbains et des infrastructures de transport contribuerait à la qualité de vie des citoyens tout en contribuant de manière substantielle à la conservation de la biodiversité. Dans ce sens, tel qu'annoncé dans l'Accord gouvernemental 2018-2023, la mise en place d'un nouvel instrument dénommé « Naturpakt », à l'instar du Pacte Climat, est en élaboration afin d'encourager les initiatives communales ayant pour objectif de rétablir la biodiversité. Les communes seront soutenues financièrement selon leur contribution à la réalisation des objectifs du Plan national concernant la protection de la nature.

Finalement, le Luxembourg devra se décider quel futur modèle économique adopter, sachant que ce choix décidera de manière égale de notre qualité de vie et de l'état de la biodiversité.

Question 1415 (31.10.2019) de **M. Eugène Berger** (DP) concernant le **système d'alerte « Silver Alert »** :

L'année dernière, une cinquantaine de disparitions de personnes âgées ont été signalées à la police. Quelques personnes sont exposées à un risque élevé, surtout celles atteintes de démence ou nécessitant des médicaments vitaux.

Afin d'accélérer la recherche des disparus, quelques pays, dont les États-Unis, ont introduit « Silver Alert ». Cette alerte informe la population d'une disparition, semblable à « Amber Alert » qui est utilisé pour des disparitions de mineurs en danger.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure et à Madame le Ministre de la Justice :

- Est-ce qu'une analyse détaillée de ce système d'alerte a été faite par vos services et, le cas échéant, quelles sont les raisons pour ne pas introduire « Silver Alert » au Luxembourg ?

Réponse commune (03.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

Chaque année des personnes âgées disparaissent sans laisser de nouvelles.

Certaines catégories de personnes âgées sont exposées à un risque élevé de décès respectivement d'atteinte à leur vie intégrité physique, comme par exemple celles atteintes de démence ou nécessitant des médicaments vitaux.

Le système d'alerte « Silver Alert » vise à faciliter les recherches en cas de disparition des personnes âgées.

Une analyse détaillée du dispositif « Silver Alert » sera réalisée par les services étatiques compétents.

Question 1416 (31.10.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'information des propriétaires concernés dans le cadre d'une modification du Plan d'aménagement général :

Dei aktuell gesetzlech Bestëmmunge schéngen net méi virzeginn, datt Proprietären, déi vun enger Annerung vun engem PAG betraff sinn, doriwwer am Viruschrëftlech vun hirer Gemeng mussen informéiert ginn. Dëst huet zur Konsequenz, datt eng Rei vu Proprietären, aus deene verschiddenste Grënn, net iwwer esou Intentionen informéiert sinn an dowéinst och net an de virgeschriwwenen Delaie reklaméieren. Besonnesch eeler Leit oder Persounen, déi am Ausland wunnen, kënnen dovu betraff sinn.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Firwat gouf déi Reegelung ofgeschaaft, déi eng a-priori-Information vu betraffene Proprietären bei der Annerung vun engem PAG duerch en ageschriwwene Brëif virgesinn huet?

2. Ass d'Regierung der Meenung, datt déi aktuell legal Dispositionen nees sollten esou emgéännert ginn, datt all Proprietär iwwert d'Akten, déi hie concernéieren, beschtméiglech informéiert ass?

Réponse (29.11.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

Den honorabelen Deputéierte freet sech enger-säits, firwat déi Reegelung ofgeschaaft gouf, déi eng a-priori-Information vu betraffene Proprietären bei der Annerung vun engem PAG duerch en ageschriwwene Brëif virgesinn huet (1), an anerersäits, ob d'Regierung der Meenung ass, datt déi aktuell legal Dispositionen nees sollte sou emgéännert ginn, dass all Proprietär iwwert d'Akten, déi hie concernéieren, beschtméiglech informéiert ass (2).

ad 1. Wat deen éischte Punkt ubelaangt, wëll ech den Deputéierten informéieren, dass keng kommunal Gesetzgebung zum Amenagement, dat heescht weeder d'Gesetz vum 12. Juni 1937 nach d'Gesetz vum Juli 2004, sou eng a-priori-Information virgesäit.

ad 2. Wat den zweete Punkt betrëfft, wëll ech dem Deputéierte matdeelen, dass d'Regierung déi Suerg deelt, dass d'Leit, déi vun enger PAG-Emännerung betraff sinn, och esou fréi wéi méiglech informéiert ginn, fir hir eventuell Awänn bei der Gemeng respektiv bei mir selwer areeche ze kënnen.

An deem Kontext lafen ewell Beméiungen, fir ze kucken, wéi een d'Enquête publique méi effizient ka gestalten, zum Beispill andeems een och an deemem Beräich eng Digitaliséierung aféiert.

D'Digitaliséierung vun der Enquête publique ass sécher eng noutwendeg Saach, mee si muss och mam entsprecheleg legale Kader equipéiert sinn, fir ze verhënnern, dass d'PAG-oder och d'PAP-Prozeduren onnéideg an d'Längt gezu ginn, well e Proprietär zum Beispill net lokalisiert ka ginn.

Géif een alleguer d'Bierger/innen am Kader vu gréissere Projeten, wéi zum Beispill enger globaler Revisioun vun engem PAG oder PAP „Quartier existant“, eenzel informéieren, géif dat en héijen administrativen Opwand mat sech bréngen a géif riskéieren, eng reegelméisseg Moderniséierung vun de Baureegelen an de Gemengen ze verhënnern.

Question 1417 (31.10.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le transport scolaire :

Op eenzelne Plazen am Land, virun allem a méi klengen Dierfer, ass et heiansdo extrem schwéier, de Schoultransport a bestëmmte Gebaier ze organiséieren. Et ass awer unzuehuelen, datt d'Regierung weeder wëllt déi Leit benodelegen, déi am ländleche Raum wunnen, nach de Kanner a Jonken an deene Gebidder et schwéier oder esouguer onméiglech maachen, fir déi Schoul ze besichen, déi hirem schoulesche Parcours am beschten entsprécht an déi hir gewielte Formation och ubitt.

Dowéinst wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi dacks gëtt d'Regierung mat Ufro konfrontéiert, déi Problemer mam Schoultransport

port uginn, besonnesch aus dem ländleche Raum?

2. Gëtt et am Schoul- oder am Transportministère e Koordinatiounsservice fir d'Organisation vum Schoultransport, un dee betraffe Leit sech kënnen adresséieren?

3. Huet d'Regierung Méiglechkeeten an de Wëllen, fir punktuell Problemsituatiounen op eng flexibel Manéier unzuzoen?

Réponse commune (28.11.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Während dem ganze Joer ass souwuel den Transportdepartement vum Mobilitéitsministère mat der Direktion öffentlechen Transport beaarbecht. Et besti reegelméisseg Kontakter zu de jeeeweilege Schouldirektiounen an zu der Kontaktperson am Schoulministère. Nieft de reegelméisseg Reunionen ginn och kuerzfristeg Terminer ausgemaach, fir akut Problemer schnell a flexibel ze léisen. Un dese Reunionen huelen des Éfteren och Lycéedirektoren deel. Souwuel de Schoulministère wéi och d'Lycée ginn deelweis direkt vu Privatpersounen kontaktéiert. All Meldung bei enger Schouldirektioun gëtt un de Mobilitéitsdepartement weidergeleet, meeschtens iwwert d'Kontaktperson am Schoulministère. All telefonesch oder elektronesch Reklamatioun am Schoulministère selwer gëtt selbstverständlech och direkt un de Mobilitéitsdepartement weidergeleet.

ad 2. Am Transportdepartement ginn all d'Demande vum der Direktion öffentlechen Transport beaarbecht. Et besti reegelméisseg Kontakter zu de jeeeweilege Schouldirektiounen an zu der Kontaktperson am Schoulministère. Nieft de reegelméisseg Reunionen ginn och kuerzfristeg Terminer ausgemaach, fir akut Problemer schnell a flexibel ze léisen. Un dese Reunionen huelen des Éfteren och Lycéedirektoren deel. Souwuel de Schoulministère wéi och d'Lycée ginn deelweis direkt vu Privatpersounen kontaktéiert. All Meldung bei enger Schouldirektioun gëtt un de Mobilitéitsdepartement weidergeleet, meeschtens iwwert d'Kontaktperson am Schoulministère. All telefonesch oder elektronesch Reklamatioun am Schoulministère selwer gëtt selbstverständlech och direkt un de Mobilitéitsdepartement weidergeleet.

ad 3. An de leschte Joren, am Moment an och an Zukunft gëtt am Schoultransport gekuckt, fir esou séier ewéi méiglech ze reagéieren, dofir gëtt de Schoultransport och an Zukunft als eegene Busreseau behandelt. Trotzdem ass net all Demande ze realiséieren. De Schoultransport ass en Deel vun der Offer am öffentlechen Transport, déi op eng spezial Demande ausgeriicht ass, mee et ass kee „service individuel“.

Question 1418 (31.10.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la criminalité liée à la drogue :

Vill Leit beschwéiere sech iwwert d'Zoustänn op verschiddene Plazen am Land, op deene sech d'Kriminalitéit besonnesch staark entwéckelt huet. Dozou gehéieren zum Beispill de Quartier vun der Gare an der Stad an Dealer vun Esch-Uelzecht. Besonnesch, mee net nëmmen, am Beräich vun der Drogokriminalitéit an deenen Delikter, déi domat zesummenhänken, schéngen déi aktuell Entwécklungen de Leit ganz vill Suergen ze maachen.

An deem Zesummenhang wollt ech dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet, der Madamm Justizministesch an dem Här Minister fir Immigration an Asyl dës Froe stellen:

1. Wéi huet sech d'Drogokriminalitéit am Land an deene leschten zéng Joer entwéckelt? Op wéi enge Plazen ass den Handel mat Droge besonnesch staark?

2. Wéi ass den Täterprofil vun den Dealer a vun deenen Organisation, déi eventuell hannert hinne stinn? Gëtt et mafiéis Strukturen an deem Beräich, zum Beispill a leschter Zäit, wéi dacks gesot gëtt, besonnesch aus Nigeria?

3. Wéi e legale Statut hunn déi auslännesch Dealer? Ass et richtig, datt bei hinne Leit oui Pabeiere sinn, respektiv mat italieneeschen oder spuenesche Pabeieren? Sinn ënnert den Dealer Leit, déi als „demandeur de protection internationale“ (DPI) an d'Europäesch Union kumen? Sinn ënnert hinne Leit, déi an engem EU-Staat, inklusiv Lëtzebuerg, de Statut als „bénéficiaire de protection internationale“ (BPI) kritt hunn?

4. Wat ënnerehëlt d'Regierung an engem Fall, wou en auslänneschen Dealer festgeholl gëtt, deen als DPI, als BPI oder an engem Duldungsstatut an der EU ass? Gëtt dat Land informéiert, dat där betreffender Persoun dee Statut ginn huet? Wat geschitt, wann déi betreffend Persoun esou e Statut zu Lëtzebuerg kritt huet?

5. Ass et richtig, datt och am Centre de rétention Problemer mat Droge bestinn? Ginn Drogekontrollen bei deene Leit gemaach, déi an de Centre de rétention agewise ginn, respektiv och beim Personal a bei anere Leit, déi do eraginn?

6. Wéi vill Leit sinn an deene leschte fënnf Joer zu Lëtzebuerg weinst Drogendelikter festgeholl ginn? Wéi vill vun deene Persounen kruten e Prozess gemaach? Wéi vill vun deenen, déi e Prozess gemaach kruten, goufen och verurteelt? Wéi héich waren d'Strofen? Wéi vill vun deene Leit sinn haut nach am Prisong? Wéi vill Leit, déi zu Lëtzebuerg schonn emol als Drogendealer interpelléiert oder verurteelt goufen, sinn duerno nees an Dealeraktivitéiten opfällg ginn?

Réponse commune (03.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

ad 1. De folgenden Tableau setzt sech zesummen aus Faiten am Kontext mat der Drogokriminalitéit, opgedeelt an dräi Kategorien: Besëtz, Handel a Konsum.

Dobäi muss een awer beuechten, dass déi Zuele ganz staark ofhängeg si vun der Envergere vun den einzelnen Policeaktivitéiten am Kader vun der Bekämpfung vun der Drogokriminalitéit.

Des Weidere gëllt fir dësen Tableau, wéi och fir deen aneren Tableau hei drënner, dass déi Zuelen net onbedéngt déi reell Drogeproblematik an hirer ganzer Komplexitéit reflektéieren.

Evolution de la criminalité en matière de stupéfiants 2009-2018

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Fir op d'Fro ze äntwerten, op wéi enge Plazen den Handel mat Droge besonnesch staark ass, huet d'Police aus hire järeliche Statistiken all Kéiers déi dräi Gemengen ervirgehuewen, déi an deenen dräi Kategorië Besëtz, Handel a Konsum am Kontext vun der Drogokriminalitéit ervirsteichen.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2. Et handelt sech der Police no gréissendeels ëm jonk Männer, originaire aus Nord- a Westafrika, déi virun allem mat Kokain handeln a kee feste Wunnsëtz zu Lëtzebuerg kënnen virweisen.

Opgrond vun objektiven Indikatiounen, déi der Police och vun eisen Nopeschlänner confirméiert goufen, kann ee bei der Drogokriminalitéit zu Lëtzebuerg net pauschal behaupten, dass si op mafiéis Strukturen opgebaut wier, och wann et sech heibäi meeschtens ëm organiséiert Kriminalitéit handelt, déi hir Muechtstrukturen am Ausland etabléiert huet.

ad 3. Aktuell stellt d'Police fest, dass e groussen Deel vun den Drogendealer, déi zu Lëtzebuerg op frëscher Dot verhaft ginn, entweeder „demandeurs d'asile“ a Frankräich sinn, oder awer iwwer eng Openthaltsgeneemegung, ausgestallt zum Deel vun de spuenesche wéi och vun den italieneeschen Autoritéiten, verfügen. Dëst erlaabt hinnen dann, sech fräi an der Europäescher Union ze beweegen am Kader vu Reegelen vum Schenge-Code, dat heescht, während dräi Méint an och ënnert der Bedingung, dass se genuch legal finanziell Mëttelen opweise kënnen.

Falls d'Police eng Persoun verhaft, déi a Frankräich eng „demandeur d'asile“ gestallt huet, mellt si dat systematesch de franséischen Autoritéiten. Dës Persounen hate bis elo net de Statut als BPI, mee haten awer heiansdo esou eng Demande gestallt. Bis elo ass der Police nach kee Fall bekannt, wou esou eng Persoun an engem Asylprozedur zu Lëtzebuerg war.

ad 4. Wéi an der Äntwert op d'Fro 3 schonns ugedeit, informéiert d'Police déi franséisch Autoritéiten, wa si eng Persoun verhaft, déi a Frankräich als Demandeur d'asile enregistreert ass. Am Fall, wou eng Persoun e gültig Openthaltsdokument aus engem aneren EU-Land virweise kann oder internationale Schutz an engem aneren EU-Land huet, mee awer d'Konditiounen vum Schenge-Code net erfëllt, da gëtt d'Persoun aus dem Land verwisen an d'Lëtzebuurger Autoritéite froe bei deem EU-Land d'Readmission un, fir datt déi Persoun zréck an dat Land bruecht ka ginn. Zousätzlech kann eng Areesspär fir Lëtzebuerg verhaange ginn.

ad 5. De Centre de rétention ass, wéi all aner geschlossenen Anstalt, mat der Drogeproblematik konfrontéiert, dëst ëmsou méi d'Zuel vun den Drogenofhängegen an der Retention zouhëlt.

Fir deem entgéintzewierken, gëtt de Prinzip vun der Tolérance zéro mat der gréisster Rigueur applizéiert, souwuel wat d'Consummation wéi och den Apport vu Substances illicites betrëfft. An deem Sënn si verschidde Messuren en place, wéi eng Fouille approfondie

vun all Retenu bei senger Arrivée, e systematesche Contrôle d'accès fir all Visiteur, eng Kontroll vun de Päck, déi deposéiert ginn, reegelméisseg Kontrolle vun de Kummere vun de Retenen a vun de Gemeinschaftsraum an och concertéiert punktuell Aktiounen, a Kooperatioun mat der Police an/oder der Douane, bei deenen all Retenu, Visiteur an Autre occupant des lieux enger Kontroll ënnerzu gëtt. Souwuel d'Bewunner vun Centre de rétention wéi och d'Personal kënnen am Zweekweelsfall engem Drogentest ënnerzu ginn. Ausserdeem gesäit d'Gesetz vum Centre de rétention och verschidde Sanktiounen vir, souwuel fir Visiteure wéi och fir d'Bewunner vun Centre am Fall vu Verstéiss géint d'Reegelen.

ad 6. D'Zuele vun de Leit, déi an deene leschte fënnf Joer zu Lëtzebuerg weinst Drogendelikter festgeholl goufen, si folgend:

2014: 188 Festnamen
2015: 217 Festnamen
2016: 234 Festnamen
2017: 183 Festnamen
2018: 237 Festnamen

D'Zuele vun de Condamnéierte si folgend:

2014: 408 Condamnéierter
2015: 391 Condamnéierter
2016: 428 Condamnéierter
2017: 329 Condamnéierter
2018: 261 Condamnéierter

D'Strofen (souwuel Prisong wéi och Geldstrofen) si folgendermoossen ausgefall:

(tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Aktuell befanne sech 87 Condamnéierter am Centre pénitentiaire, dovun 69 Persounen am CPL (Centre pénitentiaire de Luxembourg) an 18 Persounen am CPG (Centre pénitentiaire de Givenich).

D'Zuele vun de Recidiviste si folgend:

1 Persoun mat 10 Affären.
1 Persoun mat 9 Affären.
1 Persoun mat 6 Affären.
3 Persounen mat 5 Affären.
22 Persounen mat 4 Affären.
66 Persounen mat 3 Affären.
251 Persounen mat 2 Affären.
1.731 Persounen mat 1 Affär.

Question 1420 (04.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement :

An der Äntwert op meng parlamentaresch Fro N° 0756 vum 5. Juni 2019 huet d'Regierung zouginn, datt d'Madamm Minister Cahen sech an d'Effentlechekeetsaarbecht vun der Police agemëscht huet: „An engem Gespréich tëschent der Madamm Minister an engem Beamte vum Pressedéngscht vun der Police ass dëst confirméiert ginn.“

A menger parlamentarescher Fro N° 1240 vum 24. September 2019 goung et ëm publicitaire Aktivitéiten vun der Madamm Minister Cahen fir e Schongbuttek, mat deem si privat enk Verbindungen huet. An hirer Äntwert huet d'Regierung vun enger „humorvoll(er) Reaktioun“ geschwat an dowéinst géif keen Interessenkonflikt virleien.

Duerch e Communiqué vun der CSJ an diverse Presseartikelen („Wort“, RTL, guykaiser.lu) haut um 4. November 2019 ass erauskomm, datt d'Madamm Minister Cahen sech mat hirem Titel als Ministesch un de Geschäftsverband an u LuxTram adresséiert huet, dëst iwwer eng E-Mail-Adress vun der Regierung, an datt si an deem Schreiwes och nees kommerziell Interesse vun deem Schongbuttek vertrauden huet. Och ass bekannt ginn, datt d'Madamm Cahen op Facebook weiderhi kommerziell Aktivitéit fir dee Schongbuttek bedreift.

Dowéinst wëllt ech dem Här Premierminister, den Häre Vize-Premierministere an der Madamm Familljeminister gär folgend Froe stellen:

1. Wéi examinéiert a qualifizéiert d'Regierung dës zent an nei Faiten am Hibleck op den Deontologieskodex vun der Regierung?

2. Handelt et sech hei ëm en Interessenkonflikt vun der Madamm Familljeminister? Handelt et sech ëm en Amtsmessbrauch vun enger Ministesch respektiv souguer ëm e Muechtmessbrauch?

3. Wéi qualifizéiert d'Regierung déi Tatsaach, datt d'Madamm Minister weider effentlech Reklam fir de Schongbuttek mécht?

4. Wéi gesäit d'Regierung d'Auswierkungen an deser Affär, besonnesch no engem Fall vu pre-



suméiertem Amtsmëssbrauch an enger grousser Sëdgemeng, op d'Kredibilitéit vun der Politik hei am Land?

5. Miss d'Madamm Familljeminister net d'Konsequenzen zéien a vun hirer Funktioun als Minister demissionéieren?

Réponse commune (05.11.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre*, de **M. François Bausch**, *Vice-Premier Ministre*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1. D'Madamm Minister huet sech an engem perséinleche Message un de Stater Geschäftsverband adresséiert, fir op eng aktuell schwieereg Situatioun opmierksam ze maachen a konkret Léisungssätz ze proposéieren.

D'Madamm Minister huet sech virun hirem Mandat an der Regierung fir d'Stad Lëtzebuerg an de lokale Commerce engagéiert an hei en Appell un déi Responsabel gericht, deen net a Konflikt steet mam Code de déontologie fir Regierungsmemberen.

ad 2. Et gëtt keng Indikatioun, dass de Message, deen d'Madamm Minister un déi Responsabel vum Stater Geschäftsverband gemaach huet, a Konflikt wier mam Deontologiekodex fir Regierungsmemberen.

ad 3. De Message, deen d'Madamm Minister un de Stater Geschäftsverband adresséiert huet, kann net als „Reklamm“ qualifizéiert ginn.

ad 4. D'Regierung gesäit kee Lien tëscht enger vum honorabelen Deputéierten zitierter Affär vu presuméiertem Amtsmëssbrauch an engem Message vun der Madamm Minister un déi Responsabel vum Stater Geschäftsverband.

ad 5. Et gëtt keng Elementer, déi dat géife rechtfertegen.

Réponse commune (04.12.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

Den honorabelen Deputéierte renseigneiert sech iwwert d'Méiglechkeeten, déi et ginn, fir eng Urn mat de mënschlechen Iwwerreschter vum Verstuerwenen ze versuergen.

D'Ministere verweisen dofir op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 3609 vum 7. Februar 2018, an där déi deemoleg Regierung op déi Froe geäntwert hat.

Question 1422 (04.11.2019) de **Mme Djuna Bernard** (*déi gréng*) concernant la **flexibilité des contrats d'accueil des services d'éducation et d'accueil** :

La conciliation de la vie privée et de la vie professionnelle présente un grand défi pour les parents. Le Gouvernement les soutient de différentes manières.

D'une part, il a mis en place un dispositif de services d'éducation et d'accueil (SEA) de qualité ainsi qu'une participation financière à travers le système des chèques-services et la gratuité partielle de l'accueil pour les enfants de un à quatre ans. Il est en plus prévu d'appliquer cette gratuité à l'accueil des élèves du fondamental dans les SEA pendant les semaines scolaires.

D'autre part, il soutient les parents qui désirent réduire leur temps de travail pour se consacrer davantage à l'éducation de leurs enfants à travers des mesures comme l'introduction d'un congé parental flexible ou d'un droit au temps partiel pour raisons familiales, mesure annoncée dans le programme de coalition de 2018.

Or, il se trouve que les SEA ne répondent pas toujours au besoin de flexibilité des parents et proposent parfois des contrats d'accueil très rigides.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Éducation, de l'Enfance et de la Jeunesse :

1) Les structures d'accueil et d'éducation agréées, respectivement subventionnées par l'État peuvent-elles disposer librement de leur offre en termes d'heures minimales prestées par enfant ? Dans la négative, quelles contraintes existent ? Dans l'affirmative, est-il légitime qu'une structure d'accueil et d'éducation n'offre que des accueils à plein temps ?

2) Dans le cas d'une offre très rigide qui ne répond pas au besoin de flexibilité de certains parents, le risque n'est-il pas grand qu'il y ait une différence sensible entre les heures présentes de l'enfant et les heures facturées auxquelles l'État contribue financièrement ?

Réponse (10.12.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1) Étant donné que les services d'éducation et d'accueil (SEA) ne sont pas gérés par l'État, mais par des gestionnaires externes (commerciaux ou conventionnés), ils peuvent disposer librement de leur offre en termes d'heures minimales prestées par enfant. La législation actuellement en vigueur ne prévoit pas de contraintes à ce niveau. Ainsi, différents modes de facturation peuvent être observés à travers le secteur.

Contrairement aux mini-crèches et assistants parentaux, les SEA ne sont pas limités par rapport au nombre de contrats d'éducation et d'accueil. Le contrat d'éducation et d'accueil constitue une relation contractuelle entre le gestionnaire et les parents, qui indique, entre autres, les heures d'encadrement demandées.

Bien que la pratique de n'offrir que des accueils à temps plein ne soit pas souhaitable, les

parents ont la liberté de négocier les clauses du contrat avec la structure en question en fonction de leurs besoins.

ad 2) Le risque qu'il y ait une différence entre les heures présentes de l'enfant et les heures facturées auxquelles l'État contribue financièrement ne peut dès lors pas être exclu.

Comme prévu par le programme gouvernemental, la révision du dispositif du chèque-service accueil permettra d'analyser la situation actuelle et de mettre en place, le cas échéant, les modifications nécessaires.

Question 1423 (04.11.2019) de **M. Marc Spautz** (CSV) concernant les **contrats de location entre l'État et les communes** :

Vill staatlech Gebailechkeete ginn u Gemenge verlount respektiv Gemenge baue fir de Staat a loosse sech dann iwwer laangfristeg Loyerskontrakter rembourséieren.

An dësem Kontext wollt ech un den Här Finanzminister an un d'Madamm Inneminister folgend Froe stellen:

1. Wéi vill Propriétéiten am Besëtz vum Staat sinn am Moment u Gemenge verlount? Kann d'Regierung eng Lëscht vun dese Propriétéite pro Gemeng opstellen?

2. Op wéi vill Plazen hu Gemenge Suen investéiert, andeem se fir de Staat Gebailechkeete gebaut respektiv renovéiert hunn, Suen, déi iwwer laangfristeg Loyerskontrakter rembourséiert ginn?

3. Kann d'Regierung mir d'Lafdauer an d'Unzuel vu Loyerskontrakter tëschent dem Staat an de Gemenge matdeelen?

4. Wéi héich ass déi budgetär Belaaschtung vun dese Kontrakter?

5. Wéi héich wier den Investment vum Staat gewiescht, wann de Staat Projeten, déi vun de Gemenge realiséiert gi sinn, selwer hätt misse finanzéieren?

Réponse commune (17.12.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur* :

ad 1. De Staat huet 13 Terrainen iwwert de Wee vun enger Emphyteose (49-99 Joer) u Gemenge verlount, souwéi 69 Terrainen an Immobilien iwwer Contrat de bail (1-9 Joer, oder op onbestimmten Zäit).

ad 2. De Staat huet mat dräi Gemenge laangfristeg Bailen ënnerschriwwen, am Kader vu Schoulinfrastruktur fir d'Centres pour le développement intellectuel (CDI, fréier Centres d'éducation différenciée (EDIFF)). Déi Structure sinn um Campus vun der kommunaler Grundschoul zu Roodt/Syre, Esch/Uelzecht-Suessem a Réiser.

ad 3. Nieft dese laangfristeg Kontrakter huet de Staat ongeféier 100 Adresse bei verschiddene Gemenge gelount (normal Locatiionskontrakter mat enger Lafzäit vun 1-9 Joer mat automatescher Verlängerung). Dëst sinn haaptsächlech Adresse fir d'Triages forestiers vun der Naturverwaltung, d'Police-Kommissariater an de Regiondirektiounen an aner Servicer vum Unterrichtsministère.

ad 4. De Loyer vun desen 100 Kontrakte beleeft sech op ongeféier 3,6 Milliounen Euro pro Joer a gëtt iwwert de Budget vun deene jeeweilege staatlechen Departementer bezuelt.

ad 5. Haut kann een den Investissement, deen, an der Zäit fir déi Projeten, déi ënnert dem Punkt 2 opgezielt ginn, huet misse gemaach ginn, nëmme schwéier norechnen. Et kann een awer soen, dass all Projet, deen eng Gemeng oder de Staat mécht, ongeféier dat selwecht kascht, well béid effentlech Akteure sinn a sech un déi selwecht Oplage fir Ausschreibungen hale mussen. Et sief preziséiert, dass d'Verwaltung vun den effentleche Bauten all Projet analyséiert an ofgeseent hat, ier e Kontrakt ënnerschriww gouf. D'Fro, ob de Staat selwer baut oder lount, huet sech an dese prezise Fäll net gestallt, well de Staat éischtens keng Terrainen an deene Gemengen hat an zweetens e Konzept vun Inklusioun tëschent de Gemengen an dem Ministère fir Héichschoul a Fuerschung bestanen huet.

Déi Objeten, déi ënnert dem Punkt 3 opgefouert sinn, si punktuell fir ee prezise Besoin an am Prinzip op eng limitéiert Zäit vum Staat gelount ginn. Dëst sinn, mat e puer Ausnamen, méi kleng Structure vun der Gréisst vun engem bis e puer Dose Büroen oder anere Raim. Dës Objete waren net Géigestand vun Iwwerleeungen, ob de Staat selwer géif bauen oder net, well d'Ufroen dréngend an den Émfang kleng war.

Question 1424 (04.11.2019) de **Mme Diane Aderm** (CSV) concernant le **Code de déontologie applicable aux membres du Gouvernement** :

An engem Bréif un de Stater Geschäftsverband beschwéiert sech d'Madamm Familljeminister an hirer Funktioun als Ministesch iwwert d'Auswierkung vum Tramschantier op hiren eegene Familljebetrieb a werft der Union commerciale Inaktivitéit vir. Et géif keng positiv Kommunikatioun gi fir Geschäftler, déi vum Tramschantier betraff wieren. Si kéint dem Geschäftsverband awer hëllefen, wann dat da gewünscht wier.

An dësem Kontext wollt ech dem Här Staatsminister folgend Froe stellen:

1. Ass d'Verhale vun der Madamm Minister konform zum Deontologiekodex fir Regierungsmemberen?

2. Wa jo, ass den Här Staatsminister net der Meenung, dass de Code de déontologie misst op verschiddene Punkte verschäerft a méi kloer ginn?

3. Wann neen, wéi eng Konsequenzen zitt den Här Staatsminister aus desen net akzeptabele Virgänger?

4. Ass den Här Staatsminister gewéllt, de Comité d'éthique, esou wéi en am Deontologiekodex virgesinn ass, mat deser Affär ze befaassen? Wann neen, firwat net?

5. Wéi gesäit den Här Staatsminister grondsätzlech d'Antriede un Regierungsmemberen fir Privatwecker mat engem But de lucre? Wat si seng politesch Iwwerleeungen, fir esou Situatiounen an Zukunft ze verhënnern?

Réponse (05.11.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

ad 1. D'Madamm Familljeminister huet e Message geschriww mat engem Appell a Proposen, wat d'Promotioun vun der Stad Lëtzebuerg an hirem lokale Commerce betrëfft. Et gëtt keng Indikatioun, dass d'Madamm Minister domat géint de Code de déontologie fir Regierungsmemberen verstouss hätt.

ad 2. De Code de déontologie ass explizit, wat déi verschidde Froe betrëfft, déi vun der honorabelen Deputéiert ugeschwat ginn.

ad 3. D'Madamm Minister huet sech virun hirem Engagement an der Politik fir d'Stad Lëtzebuerg an de lokale Commerce agesat a mat engem perséinleche Message un de Stater Geschäftsverband hir Onzefriddenheet zum Ausdruck bruecht, wat aktuell Efforte betrëfft. Deen Engagement kann net als inakzeptabel bewäert ginn.

ad 4. Et gëtt keng Ursach, fir de Comité d'éthique ze saisieren, vu dass et keng Ambiguitéit gëtt, wéi se am Artikel 7 vum Deontologiekodex beschriwwen ass.

ad 5. Den Artikel 9 vum Code de déontologie fir Regierungsmemberen reegelt des Fro explizit.

Question 1425 (04.11.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture** :

L'accord de coalition 2018-2023 prévoit que le projet de construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) sera réalisé dans les meilleurs délais.

Selon le bilan financier des grands projets d'infrastructure dépassant dix millions d'euros d'octobre 2019, l'APS (avant-projet sommaire) serait actuellement en suspens, l'acquisition des terrains poserait des difficultés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations ?

- Quelles démarches ont été entamées afin de pouvoir acquérir les terrains pour l'implantation du nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture ?

- Quand Monsieur le Ministre estime-t-il acquérir les terrains visés ?

Le saviez-VOUS ?

DISSOLUTION DE LA CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Les députés sont élus pour cinq ans. Normalement leur mandat prend fin à l'occasion de la réunion en séance publique de la Chambre issue des élections qui a lieu de plein droit le troisième mardi suivant la date des élections. Il se peut aussi qu'il y ait une dissolution anticipée de la Chambre. Ainsi, selon la Constitution, le Grand-Duc a le pouvoir de dissoudre la Chambre.

- Quel est le calendrier prévu pour ladite construction ?

- Un site alternatif pourrait-il être envisagé ?

Réponse (22.11.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

En effet, l'accord de coalition prévoit la construction d'un nouveau laboratoire pour l'Administration des services techniques de l'agriculture (ASTA) et un site d'implantation adjacent au ZANO sur le territoire de la commune d'Erpeldange a pu être localisé pour les constructions de l'ASTA, ainsi que des ateliers pour l'Administration des ponts et chaussées et l'Administration de la gestion de l'eau ; terrains dont l'État n'est pas propriétaire.

À l'heure actuelle les différentes études relatives aux possibilités d'adduction d'eau potable et d'évacuation des eaux pluviales et usées sont sur le point d'être finalisées et par la suite le comité d'acquisition entamera une nouvelle démarche en vue de l'acquisition des terrains en question. Pour l'instant le Ministère des Finances n'a pas encore pu trouver un accord avec les propriétaires.

En cas d'un accord rapide avec les propriétaires, il faudra prévoir au moins une période d'environ deux ans pour la planification et les autorisations et de trois ans pour le chantier proprement dit.

Un site alternatif doit être envisagé si les circonstances et les contraintes liées au site actuel s'avèrent trop fastidieuses, mais pour l'instant aucun site alternatif n'est étudié. Nonobstant, le Gouvernement reste attaché à son programme gouvernemental et souhaite procéder dans les meilleurs délais à une construction d'un nouveau laboratoire pour les besoins de l'ASTA.

Question 1426 (04.11.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant la **protection des données dans le cadre de la mise à disposition de la plateforme Office365** :

Den Educatiounsmistère setzt d'Plattform Office365 (kuerz O365) vu Microsoft fir ronn 116.000 Persounen an (Stand 1. August 2019). Ënner d'Benotzer fale souwuel Schülerinnen a Schüler ewéi och Enseignanten an aner Persounen, déi a Schoule schaffen.

No eisen Informatiounen huet O365 en Annuaire, deen och genee dës Funktionalitéit zur Verfügung stellt - nämlech déi vun engem virtuellen Telefonbuch fir all Notzer vun O365. An dësem Annuaire stinn allen Notzer folgend Informatiounen zur Verfügung:

Vu Privatpersounen:

- Numm
- Virnumm
- Etablissement (Gemeng a Gebai am Fondamental)
- E-Mail-Adress
- Posten (Teacher, Pupil, Other)
- Eventuell eng Foto

Vu Gruppen:

- Numm
- Memberen

Bei Gruppen ass unzemerken, datt dëst och gëllt fir Gruppen, déi vum Benotzer als „groupe privé“ markéiert goufen. Esou sinn eisen Informatiounen no am Annuaire och Gruppe mat Nimm wéi „@Raoul's Birthday“ oder och „SF Drogenkultur“ mat enger Lëscht vun hire Memberen ze fannen.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Wien huet alles Zougrëff op d'Funktioen vun dësem Annuaire?
2. Hunn déi Betreffen hiren informéierten Accord ginn, fir an dësem Annuaire opgefouert ze ginn? Wa jo, ënner wéi enger Form? Wann nee, firwat net a wat ass d'legal Basis, op déi d'Regierung sech stäipt, fir hei keen Accord ze froen?
3. Ginn an dësem Annuaire d'Date vu Mannerjäregegen ugewise?
4. Wat ass d'legal Basis vun dësem Späicheren, Traitieren a Publizieren vu privaten Donnéeën?
5. Ass de Minister der Meenung, datt d'Gesetz vum 18. März 2013 (Loi du 18 mars 2013 relative aux traitements de données à caractère personnel concernant les élèves) dës Datebank mat Recherche-Funktioen ofdeckt?

6. Goufen d'Benotzer doriwwe informéiert, datt aner Benotzer och d'Membere vun engem „groupe privé“ kënnen consultieren?

7. Ass de Minister der Meenung, datt et am Annuaire änlech Restriktiounen misst ginn wéi am Fichier élève? Also eng Recherche-Funktioen, déi sech limitéiert op déi Persounen, mat deenen een direkt ze dinn huet?

8. Gouf d'CNPD gefrot, fir en Avis iwwert d'Funktionalitéit vum Annuaire ofzeginn? Falls jo, wat ass hir Konklusioen?

9. Kënnen eenzel Notzer en „opt-out“ aus dem Annuaire maachen? Falls nee, wéi ass dat kompatibel mam Dateschutzgesetz?

10. Kann d'Funktionalitéit vum Annuaire vum O365 desaktivéiert ginn, falls se inkompatibel mam Dateschutzgesetz sollt sinn?

11. Fënnt de Minister, dass den Notzen, dee vum Annuaire ausgeet, et rechtfäerdeg, de Benotzer en Accès op eng komplett Lëscht vun iwwer 116.000 Persounen ze erméiglechen? Kann de Minister erklären, wouran den Notze vun dësem breeden Annuaire besteet?

12. Wéi vill Persounen hunn am Annuaire eng Foto hannerluecht? Hu si dës Foto selwer eropgelueden oder ginn och Fotoen aus anere Systemer automatesch importéiert? Goufen d'Persounen beim Upload vun hiren Foto doriwwe informéiert, wien dës Foto alles wäert kënnen gesinn, zu welchem Zweck d'Foto genotzt wäert ginn a wéi dës Daten allgemeng wäerten traitéiert ginn? Wa jo, wéi?

Réponse (10.12.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

De Lëtzebuerger Educatiounsmistère huet iwwert den CGIE, an op Demande vun den Enseignanten, eng digital an zäitgeméiss Kollaboratiouns- a Léierplattform an der Form vun der Plattform Office365 agefouert mam Zil, e modernen a securiséierten Austausch vun educationellen a pedagogeschen Informatiounen an Dokumenter vun Enseignanten a Schüler ze erméiglechen. Lëtzebuerg huet sech hei un enger Rei aneren europäesche Länner inspiréiert, déi dëst Instrument hire Schüler an Enseignanten och zur Verfügung stellen.

Office365 ass deemno en Instrument fir eng digital Zesummenaarbecht a Kommunikatioun vun Enseignanten a Schüler, déi et erméiglecht, de Bildungs- an Erziehuingsoptrag vun der Schoul digital ëmzesetzen, ënner anerem en Niveau vun de Léierprozesser, vun der Verdeelung an de Verbesserunge vun den Hausaufgaben, vun der Kompetenzorientéierung, souwéi vun der Ënnerstützung vu Schüler duerch méi kleng individualiséiert Léiergruppen.

All Benotzer vun der Plattform kritt e Benotzernumm a Passwuert zur Verfügung gestallt mat enger Informatioun iwwert de Fonctionnement vun der Plattform (<http://365.education.lu/>). D'Zougrëffsrechter fir déi eenzel Benotzer ginn entweder vun de Benotzer selwer oder vum Besëtzer vun engem „Team“ gesat, an zwar esou, datt en Austausch vun Dokumenter oder awer eng Zesummenaarbecht bannent engem Grupp, zum Beispill enger Klass oder enger spezifescher Aarbechtsgrupp, méiglech sinn. An deem Kader ginn déi néideg minimal Daten (ë. a. Numm, Virnumm, Schoul, E-Mail, Enseignant/Schüler) vum Benotzer an engem Annuaire op der Plattform gespäichert. Dësen Annuaire ass en noutwendegen techneschen Deel vun der Plattform an erméiglecht et der Schoul an den Enseignanten, déi néideg Gruppen opzestellen, fir hir educationnell a pedagogesche Missiounen kënnen ze erfëllen.

Weider Detailer zu de Froe si folgend:

ad 1. All Benotzer vun der Plattform huet Zougrëff op den Annuaire. Wichteg ze bemerken ass, datt ëffentlech Sichmaschinen (Google, Bing, asw.) keen Zougrëff hunn.

ad 2., 3., 4. + 5. betreffend d'legal Basis vun dem Traitement vun Daten:

Laut Artikel 6 (1) (e) vum europäeschen Datschutzreglement (Règlement général sur la protection des données oder RGDP) ass den Traitement vu perséinlechen Date „licite“ (legal), wann den Traitement noutwendeg ass fir d'Ausféierung vun enger Missioun am ëffentlechen Interessi (mission d'intérêt public). De CGIE stellt d'Office365-Kollaboratiouns- a Léierplattform der Schoulcommunautéit als digital a gesécherd Aarbechtsinstrument am Kader vu senger legaler Missioun am ëffentlechen Interêt vun dem Enseignement zur Verfügung. Den Annuaire vun Office365 ass Deel vum techneschen Fonctionnement vun der Plattform. Deemno ass déi legal Basis am Artikel 6 (1) (e) vum RGPD ginn. D'Gesetz iwwert d'Schülerdatebank vum 18. März 2013 ass virum dem Aféiere vun der Plattform a virum der neier Reegelung vum RGPD ugeholl ginn.

ad 6. Dem Benotzer gëtt e Benotzernumm a Passwuert zur Verfügung gestallt mat enger In-

formatioun iwwert de Fonctionnement vun der Plattform als Kollaboratiouns- a Léierplattform (<http://365.education.lu/>). D'Plattform ass, wéi all aner Aarbechtsinstrument, net fir de private Gebrauch en place gesat ginn. De richteg Gebrauch vu Gruppe läit an der Responsabilitéit vun de Benotzer am professionnelle Kader, an deem d'Plattform ze gebrauchen ass.

ad 7. Den Annuaire erméiglecht et, déi néideg Gruppen am Kader vun der Kollaboratiouns- a Léierplattform opzestellen. Den CGIE wäert dës Punkt awer nach eng Kéier am Kontext vun der Datenimpaktanalys am Kader vum RGPD analysieren.

ad 8. D'Plattform Office365 gouf agefouert am Joer 2016, als Remplacement vun der Plattform „mySchool!“, déi zënter 2001 online war an e Virreider vun der Digitalisatioun vum Enseignement zu Lëtzebuerg war. D'CNPD ass iwwert d'Aféierung vun der Office365-Plattform informéiert ginn a si gëtt och nach eng Kéier am Kader vun der Datschutzimpaktanalys laut Artikel 28 vum RGPD consultéiert. Dës Datschutzimpaktanalys wäert sech un der Analys, déi scho vum hollännesche Gouvernement duerchgefouert gouf, orientieren.

ad 9. Am Kader vun der Risikoanalys ginn d'Méiglechkeet an d'Konsequenze vun engem „opt-out“ analyséiert.

ad 10. + 11. Den Annuaire ass en techneschen Deel vum Fonctionnement vun der Office365-Kollaboratiouns- a Léierplattform am Beräich vum Enseignement.

ad 12. Den CGIE hannerleet keng Fotoen am Annuaire, weeder automatiséiert nach manuell. Falls e Benotzer eng Foto sollt eroplueden, esou ass hien dofir responsabel, déi applikabel Gesetze ze respektieren.

Question 1428 (04.11.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **validation des acquis de l'expérience (VAE)** :

Am Juni gouf eng weider Reform vun der Berufsausbildung gestëmmt. Mat dësem Gesetz huet d'Validation des acquis de l'expérience (VAE) keng gesetzlech Basis méi an der Berufsausbildung. An dëst opgrond vu Feeler am Gesetz.

D'CSV hat en Amendement deposéiert, fir dës Feeler ze korrigieren. En Amendement, dee vun der Majoritéit net ugeholl ginn ass.

Obwuel den Här Minister dës Feeler och agesinn hat an ennerstrach hat, esou schnell wéi méiglech eng Gesetzespropositioun auszuschaffen, fir dës Feeler réckgängeg ze maachen, ass dëst, eisen Informatiounen no, nach net geschitt.

Opgrond vun dësen Informatiounen wéilt ech folgend Froen un den Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend stellen:

1. Sinn aktuell Kandidaten derbäi, hir VAE fir d'Berufsausbildung ze maachen?
2. Wa jo, op wéi enger gesetzlecher Basis ginn dës Dossierien traitéiert?
3. Wéini gedenkt de Minister, der Validation des acquis de l'expérience an der Berufsausbildung eng gesetzlech Basis ze ginn, respektiv de Feeler am Gesetz zur Berufsausbildung ze redressieren?
4. Sinn all d'groussherzoglech Reglementer, déi am Gesetz virgesi waren, ausgeschafft a publizéiert?
5. Wann nee, wéi eng Reglementer feelen nach a wéini ginn dës publizéiert?

Réponse (10.12.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Et sinn aktuell Kandidaten, déi hir VAE fir d'Berufsausbildung maachen. D'Dossiere gi weiderhin traitéiert an d'Persounen ginn an hiren Demarché begleet. D'Avisen zu der VAE gi geschriwwen an d'Dossiere gi virbereet fir d'Séizung vun der Autorité nationale. Dës Prozess dauert an der Reegel zwielef Méint. An deene kommende Méint soll dann d'gesetzlech Basis geschafe ginn, fir d'Certificatioun duerch d'Autorité nationale um Enn vun dësem Prozess kënnen virzehuelen.

ad 2. + 3. De Service de la formation professionnelle ass amgang, déi gesetzlech Basis ze iwwerschaffen a verschidden Elementer ze redressieren, respektiv ze prezisieren. Den entsprecheden Avant-projet de loi wäert Enn Januar op den Instanzewee geschéckt ginn.

ad 4. + 5. Déi Reglementer, déi fir de gereegelt Oflaf vum Schouljoer wichteg sinn, sinn ausgeschafft a publizéiert ginn. Dozou gehéieren zum Beispill:

- Règlement grand-ducal du 15 août 2019 portant sur l'évaluation et la promotion des élèves de la formation professionnelle;

- Règlement grand-ducal du 26 octobre 2019 fixant les référentiels d'évaluation dans le cadre de la formation professionnelle;

- Règlement grand-ducal du 1^{er} août 2019 1. fixant les modalités pour accorder et retirer le droit de former un apprenti et 2. relatif à la prorogation et à la résiliation du contrat d'apprentissage, [...].

Zu de Reglementer, déi aktuell nach ausgeschafft ginn, gehéieren:

- dat iwwert de Conseil de classe an de Contenu vum Bulletin;
- dat iwwert d'Formation en cours d'emploi;
- dat iwwert de Groupe de pilotage;
- dat iwwert den Apprentissage transfrontalier.

Dës Reglementer sinn an der Ausaarbechtung a wäerten och an deene kommende Méint op den Instanzewee geschéckt ginn.

Question 1429 (05.11.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant les **livres scolaires** :

Während den zwou leschte Schoulrentréeë waren d'Schoulbicher fir d'Schüler gratis. All Buch, dat obligatoresch um Programm steet, war käschtefräi a just déi Bicher, déi op der Lëscht vun de fakultative Bicher stoungen oder guer net offiziell virgesi sinn, hu misse bezuelt ginn. Des Weidere kruten d'Schüler fir all Buch, dat si gebraucht kaaft hunn, e Bong am Wäert vu 50 % vum gespuerte Buchpräis.

Anscheinend gouf et bei der leschter Rentrée awer e Problem mat engem Buch, dat vu villen Engleschproffen als Grondlag genotzt gëtt an trotzdeem just op der Lëscht vun de fakultative Bicher stoung.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend dës Froe stellen:

1. Ass et richtig, dass den „Headway Advanced“, e Buch fir den Engleschcours, dëst Joer ierlemlecherweis op der Lëscht vun de fakultative Bicher stoung, esou dass d'Schüler bzw. hir Eltere fir dës Buch hu misse bezuelen, obwuel et eigentlech zu den obligatoresche Bicher hätt misse gehéieren?

Falls jo: Envisagéiert de Ministère, de Betraffenen d'Käschten am Nachhinein ze remboursieren?

2. Gëtt no all Rentrée eng Evaluatioun vun de verkaafte Bicher gemaach? Ginn d'Lëschte vun de käschtefräie Bicher ugepasst, falls e fakultativ Buch e puer Joer noeneen héich Verkafszuelen opweist?

3. Gëtt et well en éischte Bilan doriwwe, wéi vill Persounen bis elo vun der Offer u Secondhandbicher Gebrauch gemaach hunn an dofir en Akafsbong kruten?

4. Ass de Minister der Meenung, dass d'Schoulen, virum Hannergrond vun enger intensivierter Ressourcësounung, selwer e Stock u Schoulbicher kéinten hunn, déi se de Schüler während dem Schouljoer gratis zur Verfügung géife stellen an déi nom Ofschluss vun enger Klass dann un déi nächst kéinte weidergereecht ginn?

Réponse (10.12.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

ad 1. Den „Headway Advanced“ ass net op der Lëscht vun de fakultative Bicher, mee vun den obligatoresche Bicher, déi awer vun der Schoul mussen ausgewéilt ginn. D'Schoulen hunn hei missen e Choix tëscht verschiddene Bicher maachen. Wann dës Buch net zu den obligatoresche Bicher gehéiert huet, da well déi betreffend Schoul dat esou entscheet huet.

ad 2. D'Entwécklung vum Gratischoulbuchprogramm gëtt am Laf vun der Rentrée an doriwwe eraus evaluéiert a statistesch analyséiert. Op Basis vun den Erkenntneser ginn d'App an de Contenu am Laf vum Schouljoer successiv un d'Bedierfnesser vun de Schüler ugepasst, fir d'Offer vun den obligatoresche Schoulbicher méiglechst optimal kënnen ze gestalten. D'Programmkommissiounen am Enseignement secondaire hunn d'Missioun, de Choix vun den obligatoresche Schoulbicher all Schouljoer nei ze definieren.

ad 3. Um Stéchdatum vum 7. November 2019 sinn am Kader vum Gratischoulbuchprogramm insgesamt 14.190 Akafsbonge mat engem Wäert vu 616.786,72 Euro erstallt ginn. Dovu goufe 6.189 Bongen an engem Gesamtwäert vun 134.995,54 Euro bei de Libraires-partenaires ageléist.

ad 4. Virum Aféiere vun der Gratuitéit gouf zesumme mam Collège des directeurs dës Mo-



dell analyséiert, gouf awer net zréckbehalen, dat wéinst dem administrativen Opwand a well net assuréiert konnt ginn, datt d'Bicher méi effizient genotzt kéinte ginn.

Question 1430 (06.11.2019) de **M. David Wagner** (*déi Lénk*) concernant la **fermeture du foyer Ediff à Mondercange** :

J'ai été mis au courant de la fermeture du foyer Ediff, sis à 153, rue d'Esch à Mondercange. Comme Madame et Monsieur les Ministres doivent sans doute le savoir, il s'agit d'une structure d'accueil et d'hébergement de demandeurs de protection internationale (DPI), gérée par l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI). En septembre 2019, une lettre adressée par le directeur de l'OLAI à l'attention des résident(e)s bénéficiaires de la protection internationale avait pour objet une mise en demeure de quitter leur logement avant le 15 décembre 2019 sous peine d'une procédure judiciaire entamée à leur rencontre.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes, respectivement à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile, en fonction de leurs compétences respectives :

- 1) Madame la Ministre de l'Intégration et Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile sont-ils au courant de la fermeture du foyer Ediff à Mondercange et ont-ils eu un échange avec le directeur de l'OLAI sur la mise en demeure de quitter les lieux des résident(e)s BPI de ce foyer ?
- 2) Madame la Ministre de l'Intégration et Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile approuvent-ils cette mise en demeure ? Dans l'affirmative, quels sont vos arguments respectifs ?
- 3) Madame la Ministre de l'Intégration et Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile peuvent-ils nous éclairer sur les raisons de la fermeture du foyer en question, ainsi que sur les précautions prises pour reloger les habitant(e)s demandeurs de protection internationale (DPI) et BPI, incité(e)s à quitter les lieux avant le 15 décembre 2019, en saison hivernale ?

4) Qu'advient-il du foyer Ediff de Mondercange après sa fermeture ?

En date du 16 octobre 2019, la Chambre des Députés a voté le projet de loi 7403 portant sur la création de l'Office national de l'accueil (ONA). Ce projet de loi a pour motif principal de répartir les missions d'accueil et d'intégration dont l'OLAI avait la charge, entre les ministères respectivement de l'Asile et de l'Intégration. Ainsi, les missions relatives à l'intégration des DPI et BPI sont désormais exercées par le Ministère de l'Intégration de la Famille.

Partant je voudrais poser la question suivante à Madame la Ministre de l'Intégration et à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

5) La mise en demeure de quitter les lieux des résident(e)s BPI du foyer Ediff signée par le directeur de l'OLAI est-elle liée, même indirectement, à cette nouvelle répartition des compétences d'accueil et d'intégration initialement réunies dans le chef de l'OLAI ?

Réponse commune (04.12.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

ad 1) Toute convention de mise à disposition et de fermeture de bâtiments au profit de l'OLAI est une décision prise d'un commun accord entre les ministères concernés, l'Administration des bâtiments publics et l'OLAI.

ad 2) Les résidents doivent quitter les lieux à cause d'un projet prévu de longue date, détaillé sous la réponse à la question numéro 4.

ad 3) Les raisons de fermeture sont détaillées sous la réponse à la question numéro 4.

Dans la mesure du possible, le relogement des personnes habitant le foyer Ediff est assuré par l'OLAI, en étroite collaboration avec son partenaire gestionnaire Caritas et l'office social communal.

Les résidents ont été informés en temps utile et des précautions ont été prises, dans la mesure des responsabilités et des compétences de chaque entité concernée.

ad 4) Il est prévu de transformer et de rénover l'ancien Centre d'éducation différenciée de Mondercange afin d'y implanter l'École fondamentale internationale pour les besoins de l'École internationale de Differdange et d'Esch-sur-Alzette (EIDE). Le programme actuel prévoit l'aménagement de douze salles de classe (pour environ 280 élèves) ainsi que des locaux pour le personnel enseignant. La mise en service est prévue pour septembre 2023.

ad 5) Non, il n'y a pas de lien avec la répartition des compétences d'accueil et d'intégration initialement réunies dans le chef de l'OLAI.

Question 1432 (06.11.2019) de **MM. David Wagner** et **Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant la **situation des bénéficiaires de protection internationale en quête d'un logement au Luxembourg** :

En septembre 2019, une lettre adressée par le directeur de l'OLAI à l'attention des résident(e)s bénéficiaires de la protection internationale du foyer Ediff à Mondercange avait pour objet une mise en demeure de quitter leur logement avant le 15 décembre 2019 sous peine d'une procédure judiciaire entamée à leur rencontre. L'expéditeur de la lettre rappelle notamment que le statut de BPI ne donne plus droit aux aides matérielles d'accueil, comprenant l'hébergement, de l'OLAI en faveur des DPI. Les destinataires de la mise en demeure sont ainsi invités à « trouver un logement sur le marché privé qui est adapté à [leurs] besoins personnels ».

Or, Madame et Monsieur les Ministres ne sont pas sans savoir que les conditions d'accès à un logement au Luxembourg ne sont actuellement faciles pour personne, encore moins pour les ménages à bas salaires et/ou vivant en dessous du seuil de pauvreté. Pour rappel, le taux de travailleurs pauvres s'élève actuellement à 13 %, le taux de pauvreté est de 18,3 % et le salaire minimum tout comme le REVIS n'atteignent pas le budget de référence récemment mis à jour par le Statec pour mener une vie décente au Luxembourg. Considérant ces problèmes d'envergure auxquels est confronté la population résidente, la situation des réfugié(e)s bénéficiaires de la protection Internationale, primo-arrivants marqués par une vulnérabilité sociale, économique et psychologique parfois extrême, ne peut guère être plus avantageuse. D'ailleurs, différentes organisations telles que le Flüchtlingsrot et la Commission consultative des droits de l'homme, mais aussi tous les interlocuteurs de la société civile œuvrant sur le terrain à l'intégration des BPI, soulignent la forte dépendance de ces derniers aux aides dispensées par les offices sociaux. De fait, la crise du logement qui touche des pans toujours plus larges de la population par la poussée exponentielle des prix des loyers sur le marché privé de l'immobilier, renvoie à la responsabilité des communes et de l'État quant à la construction et la réhabilitation de logements publics et sociaux qui font actuellement défaut. Il s'avère que les communes ont l'autorité de fixer une surface minimale pour les logements construits sur leur territoire qui peut être prescrite dans le cadre du plan d'aménagement général de la commune. Sur le marché de l'immobilier public, mais encore davantage sur le marché privé, le prix du loyer augmente avec la taille de la surface du logement. De même, la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement prévoit une surface minimum de 12 m² pour la première personne et 9 m² pour toute personne complémentaire, sachant que pour les logements subventionnés, les enfants de douze ans au moins doivent obligatoirement disposer d'une chambre à part. Compte tenu de ces critères, les possibilités d'accès à un logement correspondant aux besoins des personnes BPI en accord avec leurs revenus disponibles, semblent déjà considérablement limitées.

Partant, nous voudrions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intégration et Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Vu les critères quant à la surface minimale autorisée d'un logement locatif sur le marché public et la pénurie générale de logements publics, sociaux et à coûts modérés, Madame et Monsieur les Ministres ne pensent-ils pas que les BPI et les populations vulnérables en général courent davantage le risque d'être mal logés, c'est-à-dire dans des conditions insalubres et dans la promiscuité, en étant obligés de recourir aux offres de logements sur le marché privé ?

2) Madame et Monsieur les Ministres ne pensent-ils pas que cela constitue un obstacle à l'intégration et la cohésion sociale, selon la définition⁷ donnée par l'article 2 de la loi du 16 décembre 2008 concernant l'accueil et l'intégration des étrangers au Grand-Duché de Luxembourg ?

Selon cette définition de l'intégration susmentionnée, « l'intégration est une tâche que l'État,

⁷ « Le terme intégration désigne un processus à double sens par lequel un étranger manifeste sa volonté de participer de manière durable à la vie de la société d'accueil qui, sur le plan social, économique, politique et culturel, prend à son égard toutes les dispositions afin d'encourager et de faciliter cette démarche, [...] ».

les communes et la société civile accomplissent en commun ». L'une des cinq priorités du Plan d'action national d'intégration consiste en la « mise en place d'un suivi et d'évaluation de la politique d'intégration à long terme » et de se donner les moyens nécessaires pour suivre les objectifs et mesures d'intégration fixés par le plan d'action susmentionné, notamment en ce qui concerne ici la recherche « des solutions aux défis de logement des BPI avec les autorités locales et autres en la matière ».

Partant, nous voudrions poser la question suivante à Mesdames les Ministres de l'Intégration et de l'Intérieur ainsi qu'à Monsieur le Ministre du Logement :

3) Mesdames et Monsieur les Ministres peuvent-ils nous faire part des démarches concrètes en cours au sein de leur ministère respectif ou dans la collaboration des ministères concernés pour trouver les solutions aux défis de logement des BPI ?

Enfin, dans son dernier rapport sur les conditions d'accueil des demandeurs et bénéficiaires de protection internationale au Luxembourg, la Commission consultative des droits de l'homme soumet des recommandations quant au logement des BPI et propose notamment de faire « un recensement des logements étatiques et paraétatiques non occupés et d'engager des travaux de rénovation nécessaires pour agrandir le parc des logements sociaux et y réserver des places pour les BPI ».

4) Monsieur le Ministre du Logement et Madame la Ministre de l'Intérieur sont-ils prêts à suivre les recommandations de la CCDH, respectivement existe-t-il déjà des projets qui répondent à ces recommandations ?

La CCDH soulève également une problématique liée à des dispositifs de logement chez l'habitant et/ou en colocation, mis en place par des organisations de la société civile. En effet, les habitant(e)s des colocations sont considéré(e)s comme une communauté domestique, ce qui empêche des personnes individuelles d'avoir accès à certaines aides sociales, comme le REVIS par exemple ou encore la subvention loyer. Compte tenu de la situation particulière des BPI, la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale a été modifiée de manière à ce qu'une personne majeure, hébergée à titre gratuit dans une communauté domestique où le REVIS n'est pas dû et pour laquelle la personne crée des charges pour la communauté, peut être considérée comme personne seule pour une durée maximale de douze mois et ne perd donc pas son droit au REVIS.

5) Monsieur le Ministre du Logement peut-il nous informer si une réglementation des colocations tenant compte de la problématique susmentionnée est en cours de route ?

6) Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration peut-elle nous dire si une modification ponctuelle de la loi du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale qui tienne compte de la problématique générale d'accès au logement et à l'autonomie financière pour les BPI tout comme pour les personnes exposées au risque de pauvreté et à l'exclusion sociale est prévue ?

Réponse commune (10.12.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile*, et de **Mme Taina Bofferdix**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Henri Kox**, *Ministre du Logement* :

L'aide sociale au Luxembourg est un droit qui « assure aux personnes dans le besoin et à leur famille l'accès aux biens et aux services adaptés à leur situation particulière, afin de les aider à acquérir ou à préserver leur autonomie » (loi modifiée du 18 décembre 2009 organisant l'aide sociale, article 2). Cette aide sociale s'adresse donc à toutes les personnes dans le besoin qui résident sur le territoire du Luxembourg conformément à la législation en vigueur. Les personnes qui bénéficient du statut de réfugié au Luxembourg remplissent toutes les conditions légales pour avoir accès à l'aide sociale. Elles sont résidentes à part entière et, en conséquence, bénéficient des mêmes droits en matière sociale que les autres résidents.

À ce titre, les personnes qui sont bénéficiaires d'une protection internationale ainsi que les membres de leur famille ont un droit au revenu d'inclusion sociale (REVIS), qui leur confère des moyens d'existence de base, à noter que ces personnes ne sont pas visées par une condition de résidence de cinq ans préalable à leur demande de REVIS. Concernant l'accès au REVIS des personnes qui vivent en colocation, il y a lieu de préciser que ces personnes ont accès individuellement à la prestation, à condition que le colocataire, demandeur de la prestation, soit en possession d'un contrat de bail à son nom. Plus encore, Messieurs les Députés font référence, à juste titre, à l'article 4, paragraphe 3,

de la loi modifiée du 28 juillet 2018 relative au revenu d'inclusion sociale, qui dispose que les personnes qui sont hébergées à titre gratuit dans une famille à leur sortie d'un foyer de réfugiés géré par l'OLAI ou ses partenaires, peuvent bénéficier du REVIS en tant que communauté domestique à part, sans prise en compte des revenus du ménage qui les héberge. Cette mesure, limitée à douze mois et qui s'adresse également à d'autres catégories de personnes énumérées dans ledit paragraphe, a été prise afin de permettre aux personnes bénéficiant du statut de réfugié, d'être hébergées temporairement dans une famille, sans pour autant perdre leurs droits à la prestation.

Au vu de la portée générale de la loi modifiée du 28 juillet 2018 précitée et des dispositifs spécifiques qui s'adressent aux personnes bénéficiaires du statut de réfugié, il n'y a, pour l'instant, pas lieu d'apporter de modification ponctuelle à la loi. Conformément à la motion adoptée lors du vote de la loi, une évaluation du dispositif REVIS sera effectuée après une période de trois années et, le cas échéant, des adaptations seront proposées.

La politique en matière sociale est donc inclusive et elle ne dépend pas du statut d'une personne, mais de son degré de vulnérabilité. Nous partageons l'avis de Messieurs les Députés que les personnes qui bénéficient du statut de réfugié ont un risque accru de faire partie des populations vulnérables qui sont davantage exposées aux difficultés de trouver un logement et au mal-logement. Or, l'intégration dans la société luxembourgeoise est plus aisée lorsque la personne vit dans un logement digne et abordable.

Ainsi, lors de l'implantation dans une commune d'un foyer pour réfugiés, la question du logement et de l'intégration des personnes hébergées temporairement dans le foyer est toujours abordée et discutée avec les responsables communaux.

Par ailleurs, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a conventionné et/ou soutient financièrement un certain nombre d'initiatives qui œuvrent en faveur de l'accès au logement des personnes démunies, telles l'Agence immobilière sociale (AIS), la « Wunnengshëllef », le projet LogIS de la Fondation Caritas ou certains services d'aide au logement locaux et régionaux. Parallèlement à ces mesures, les personnes qui bénéficient du statut de réfugié, sont, entre autres, accompagnées lors de leur recherche d'un logement afin de pallier la barrière des langues et d'expliquer les procédures en matière de bail à loyer. Dans le cadre du Parcours d'intégration accompagné (PIA), qui s'adresse aux personnes dès le moment où elles ont déposé une demande de protection internationale, un module a trait à la thématique du logement au Luxembourg.

Dans leur question parlementaire, Messieurs les Députés renvoient à la loi modifiée du 25 février 1979 concernant l'aide au logement. Il convient de noter qu'à l'heure actuelle, la surface minimum au sol d'un logement mis à la disposition aux fins d'habitation ne peut pas être inférieure à 9 m² pour le premier occupant, à 18 m² en cas d'occupation par deux personnes, à 24 m² en cas d'occupation par trois personnes, et à 30 m² en cas d'occupation de quatre personnes, conformément à l'article 32 de ladite loi. Pour ce qui est des 12 m² mentionnés par Messieurs les Députés et qui renvoient à la disposition de l'article 5 du règlement grand-ducal du 25 février 1979 déterminant les critères de location, de salubrité ou d'hygiène auxquels doivent répondre les logements destinés à la location, il y a lieu de noter que cette disposition n'est pas d'application au vu du texte légal.

La loi relative aux critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation actuellement en projet (document parlementaire n° 7258) prévoit en outre une refonte des dispositions en matière des critères de salubrité, d'hygiène, de sécurité et d'habitabilité des logements et chambres donnés en location ou mis à disposition à des fins d'habitation, et notamment que la surface d'une chambre ne pourra « être inférieure à 9 m² par occupant ». De plus, dorénavant, aucune chambre à coucher d'un logement respectivement aucune chambre ne pourra être occupée par plus de deux personnes majeures.

Concernant les réponses à donner aux défis du logement des BPI, il convient d'informer Mes-

sieurs les Députés qu'à part les récents efforts réalisés par les différents promoteurs publics pour créer davantage de logements locaux abordables au Luxembourg, dont peuvent évidemment également bénéficier les personnes qui ont le statut de réfugié, l'État accorde des participations financières substantielles aux communes qui construisent non seulement des logements pour demandeurs d'asile, mais également des logements sociaux destinés aux ménages avec faible revenu, dont des BPI.

En effet, le Gouvernement luxembourgeois a élaboré en 2015 un paquet de mesures contenant entre autres des aides financières et administratives afin de faciliter, d'une part, l'accueil et l'intégration des BPI et, d'autre part, l'accès au logement de personnes éligibles à des aides au logement locatif.

Le prédit paquet de mesures est transposé moyennant une convention à signer entre les administrations communales et l'État luxembourgeois, représenté par le Ministre de l'Intérieur.

En contrepartie des aides financières et administratives accordées par l'État, les communes mettent à disposition des personnes précitées des logements dont elles sont soit propriétaire, soit locataire auprès de propriétaires-bailleurs privés. À noter que les communes signent avec les propriétaires un contrat de bail sur base de la loi modifiée du 21 septembre 2006, tandis que « la location » ou « la sous-location » de l'immeuble se fait moyennant un contrat de mise à disposition au profit du bénéficiaire qui ne tombe pas sous le champ d'application de la loi du 21 septembre 2006 précitée.

Les logements sont mis à disposition paritairement aux bénéficiaires d'une protection internationale et aux personnes éligibles à des aides au logement.

Pour les logements loués par les communes auprès de propriétaires-bailleurs privés, l'État prend en charge la différence entre le montant du loyer négocié dans le contrat de bail avec le propriétaire-bailleur privé, jusqu'à concurrence d'un plafond déterminé, et le prix de la mise à disposition fixé suivant un barème défini dans une convention-type.

Le plafond du montant du loyer, subventionné par l'État, est déterminé sur base de la moyenne des loyers payés sur le territoire de la commune pour un type de logement déterminé, en principe suivant l'indicateur des prix annoncés par l'Observatoire de l'habitat. Le montant pris en compte pour le calcul de la part subventionnée par l'État est de 100 % des prix annoncés moyens à la location en distinguant par les communes sur le territoire desquels sont situés les objets.

Le paquet de mesures prévoit encore que l'État participe à la prise en charge des frais de gestion des logements loués auprès de propriétaires-bailleurs privés à concurrence d'un forfait de 1.200 euros par an et par logement géré.

De plus, l'État supporte les communes dans les domaines scolaire et parascolaire, des cours pour adultes et de l'aide sociale pour faciliter l'accueil et l'intégration des bénéficiaires de protection internationale.

Ainsi le contingent de leçons est augmenté de deux leçons hebdomadaires par enfant de BPI qui, suite à la scolarisation dans une classe spécialisée de l'État, intègre une classe régulière de l'enseignement fondamental.

Le gestionnaire d'un service d'éducation et d'accueil bénéficie d'une contribution de l'État à concurrence de 100 euros par mois et par enfant de bénéficiaire(s) de protection internationale pris en charge.

La durée des conventions signées entre l'État luxembourgeois et les communes est fixée à trois ans, sans tacite reconduction. Il en est de même en ce qui concerne les contrats de mise à disposition conclus entre les communes et les bénéficiaires de protection internationale.

Quant aux logements étatiques non occupés, nous voudrions renvoyer Messieurs les Députés à la réponse à la question parlementaire n° 0867 du 5 juillet 2019 concernant les logements de fonction, qui informe notamment que les logements de service affectés à la Police grand-ducale et à l'Administration des douanes et accises et non occupés par ceux-ci, sont dans la plupart des cas réaffectés à l'Agence immobilière sociale (AIS).

Question 1433 (06.11.2019) de MM. Laurent Mosar et Gilles Roth (CSV) concernant les peines incompressibles :

En Belgique, l'ex-femme de l'homme qu'on appelait le « monstre de Charleroi », condamnée en 2004 à 30 ans de prison, s'est vu accorder la liberté conditionnelle en 2012. Cette décision avait fait couler beaucoup d'encre et relancé le débat autour des peines incompressibles. La demande de libération « anticipée » de son ex-mari Marc Dutroux fait aujourd'hui la une des chroniques. Ces discussions ne se limitent toutefois pas à la Belgique. Le Luxembourg a connu au moins une affaire similaire.

Il se trouve toutefois qu'en Belgique, le législateur a pris les devants. Par une loi du 21 décembre 2017, il a consacré pour des faits particulièrement odieux une période de sûreté durant laquelle aucun aménagement de la peine n'est possible. Il existe également en France des dispositions analogues.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Madame la Ministre est-elle d'avis qu'il faille suivre les exemples belge voire français ?

- Dans l'affirmative, pour quels faits de telles périodes de sûreté pourraient être envisagées ?
- Dans la négative, pour quelles raisons s'oppose-t-elle à l'introduction de périodes de sûreté en droit luxembourgeois ?

Réponse (09.12.2019) de Mme Sam Tanson, Ministre de la Justice :

Les honorables Députés profitent du dépôt, en Belgique, d'une demande de réexamen psychiatrique en vue d'une éventuelle libération conditionnelle par le criminel Marc Dutroux, pour m'interroger quant à mon intention d'introduire au Grand-Duché des peines incompressibles ou périodes de sûreté.

Le droit pénal ne s'applique pas à des « monstres » mais à des personnes dont la prévalence en matière de pédophilie est malheureusement fréquente et les comportements variés.

Le fléau de la traite de mineurs, l'ampleur prise par l'industrie pédopornographique, les statistiques confirmées tout comme les chiffres noirs craints relatifs aux abus sexuels infligés aux mineurs témoignent de l'importance de mesures à caractère tant thérapeutique que répressif, l'objectif cardinal étant la protection de la victime.

En ce qui concerne l'introduction de peines incompressibles, la jurisprudence de la Cour européenne des droits de l'homme exclut les peines à perpétuité, et exige corrélativement que les peines dites « incompressibles » soient mises en place de manière à permettre au détenu de prévoir la possibilité d'une libération conditionnelle ainsi que d'en connaître les modalités précises. En matière de crimes à caractère pédophile, ces exigences se présentent de manière identique. Il n'existe à l'heure actuelle aucun indice justifiant le renforcement des mesures pénales en la matière.

En ce qui concerne l'introduction d'un dispositif de rétention de sûreté tel qu'il existe entre autres en France, Belgique et Allemagne, j'attire l'attention des honorables Députés sur le fait que la rétention de sûreté a fait l'objet de nombreuses critiques du fait qu'il s'agit, en définitive, d'instaurer une peine après la peine qui ne permettrait pas davantage au détenu de se réhabiliter, ni de connaître les conditions d'une éventuelle libération. Il n'existe pas davantage d'indice justifiant le recours à un dispositif aussi lourdement critiqué du point de vue de la protection des droits fondamentaux.

Question 1434 (06.11.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant les candidats sursitaires dans la carrière de professeur :

Am Enseignement sinn aktuell (Stand September 2019) an der Proffekarriär (A1) 603 Kandidats sursitaires beschäftegt, also Proffen, déi no den deemolege Bestëmmungen - déi ënner anerer e verpflichtenden Travail de candidature virgeschriwwen hunn - hire Stage nach net ofgeschloss hunn. Vu datt aktuell souwuel den Travail de candidature ewechfällt, wéi och d'Stagezeit verkierzt gouf, sinn d'Kandidats sursitaires mat enger ganzer Rei un Ongerechtegkeete konfrontéiert, déi virun allem finanzieller Natur sinn, awer och am Beräich vun den Altersdechargen. D'FEDUSE huet an deem Kontext en Dokument verëffentlecht mat enger ganzer Rei u Léisungsvorschläg.

D'Chamber hat den 11. Juli 2019 eng Motioun uegheoll, an där d'Regierung opgefuerdert gouf, datt fir d'Rentree 2019/2020 sollte Moosname proposéiert ginn, fir der Diskriminatioun vun de Professeurs sursitaires en Enn ze setzen.

An deem Kontext géif ech dem Här Minister fir Educatioun, Kanner a Jugend an dem Här Minister vum ëffentlechen Dénsgsch gär des Froe stellen:

1. Sinn déi Häre Ministeren der Meenung, datt am Hibleck op déi nei Stagekonditiounen vun de Proffen och d'Kandidats sursitaires musse fair behandelt ginn?

2. A wéi engem zäitleche Kader ka mat enger Verhandlungsléisung gerechent ginn? Gëllt dës da réckwierkend op d'Rentree 2019?

Réponse commune (11.12.2019) de M. Claude Meisch, Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse, et de M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique :

Den Educatiounsministère huet an e puer Verhandlungsrone mat de Gewerkschafte vun den Enseignanten eng Proposition ausgeschafft, déi de Kandidats sursitaires nei Méiglechkeete fir den Zougang zum Statut vum Professer gëtt, an esou der Motioun Rechnung dréit, déi d'Chamber den 11. Juli 2019 adoptéiert huet. Dës Proposition ass hei ueggaangen.

Ech wäert an den nächsten Deeg déi concernéiert Kandidate perséinlech uschreiwen, fir si iwwert d'Moosnamen ze informéieren, déi an hirem Interessi zréckbehale goufen.

Version du 19 novembre 2019

L'accès des candidats sursitaires à la fonction de professeur⁸

Par une motion adoptée le 11 juillet 2019, la Chambre des Députés a invité le Gouvernement à présenter à la rentrée scolaire 2019-2020 des mesures destinées à permettre aux professeurs-candidats sursitaires l'accès à la fonction de professeur « en prenant en compte les décharges dont ils ont bénéficié pour élaborer le TC sans que celui-ci ait été terminé ».

À la date du 14 octobre 2019, 561 personnes sont recensées sous les statuts du « professeur-candidat » et du « professeur-candidat sursitaire » ; le tableau ci-dessous renseigne leur ancienneté dans la fonction de candidat.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

La situation des professeurs-candidats sursitaires

Après avoir passé avec succès l'examen de fin de stage, les professeurs-stagiaires ont accédé au statut de « candidat » ; à ce titre, ils ont bénéficié pendant 18 mois d'une décharge de 5 leçons de leur tâche d'enseignement pour la rédaction du travail de candidature (TC). À l'issue de cette période, en cas de non-remise ou de refus dudit travail, leur tâche régulière en tant que professeurs-candidats « sursitaires » a été portée à 22 leçons.

Outre les désavantages liés à leur traitement, les professeurs-candidats sursitaires ne bénéficient ni des coefficients d'allègement horaire ni des décharges pour ancienneté.

Trois voies pour accéder à la carrière de professeur

Le Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse propose trois possibilités pour l'accès à la fonction de professeur.

Ces propositions s'adressent aux seuls professeurs-candidats sursitaires à l'exclusion de toutes les autres catégories de personnel enseignant du secondaire.

La remise du travail de candidature

La voie régulière de l'accès à la fonction de professeur par la remise d'un travail de candidature reste ouverte.

Aux termes de l'article 115 de loi modifiée du 30 juillet 2015 portant création d'un Institut de formation de l'éducation nationale (« Les dispositions de la loi modifiée du 21 mai 1999 concernant la fonction de candidat dans les carrières enseignantes de l'enseignement postprimaire restent en vigueur pour une période de dix ans à partir de l'entrée en vigueur de la présente loi pour les (...) candidats de l'enseignement postprimaire qui ont (...) réussi leur stage pédagogique avant le 1^{er} octobre 2015. »), les professeurs-candidats sursitaires disposent jusqu'au 1^{er} avril 2027 pour remettre leur travail de candidature.

⁸ Pour une meilleure lisibilité du présent document, le terme de « professeur » désigne dans la suite toutes les fonctions représentées dans l'enseignement secondaire (maître de cours spéciaux, maître d'enseignement technique, formateur d'adultes, professeur).

La remise d'un travail dans l'intérêt de l'éducation nationale

Le Ministère de l'Éducation nationale investit de plus en plus de ressources dans l'élaboration de matériels didactiques spécifiquement adaptés au contexte scolaire luxembourgeois. Dans ce cadre, les professeurs-candidats auront la possibilité de collaborer au développement de matériels didactiques, de préférence des matériels numériques, et qui seront mis à disposition des acteurs de l'éducation nationale sous forme d'une licence « creative commons ». Puisqu'au sein du MENJE, le SCRIPT est responsable du développement des matériels, les personnes qui optent pour cette voie se concerteront avec les membres de la division du développement de matériels didactiques du SCRIPT en ce qui concerne le cahier des charges à respecter.

Ce processus comporte trois phases : Dans une première phase, les candidats suivront une formation de base au sujet des droits d'auteur et de l'élaboration de matériels didactiques (huit à dix heures au total) et ils définiront, ensemble avec le SCRIPT, les détails du cahier des charges (contenus du matériel, rapport avec les programmes et curricula, besoins en ressources, etc.). Dans un deuxième temps, les candidats élaborent les matériels didactiques selon le cahier des charges, en respectant les droits d'auteur, et prévoient, si possible, des mises à l'essai dans des classes. Finalement, un avis sur le matériel élaboré sera formulé par la commission des programmes concernée, les matériels seront finalisés et mis en page. La publication peut se faire dans des manuels et matériels édités par le SCRIPT et/ou sur des plateformes d'échange entre enseignants.

La prestation de leçons supplémentaires

Pendant leur période de candidature, les professeurs-candidats ont bénéficié d'un total de 270 leçons de décharge de leur tâche d'enseignement (54 semaines x 5 leçons). Par conséquent, la prestation de 270 leçons supplémentaires donnera accès à la fonction de professeur. Une modulation de ce volume est prévue en fonction de l'ancienneté des agents dans le statut de candidat :

a. pour l'agent ayant obtenu une nomination en tant que candidat entre 2013 et 2019 : 270 leçons ;

b. pour l'agent ayant obtenu une nomination en tant que candidat entre 2007 et 2012 : 230 leçons ;

c. pour l'agent ayant obtenu une nomination en tant que candidat entre 2001 et 2006 : 190 leçons.

Toutefois, comme les candidats ne bénéficient pas des coefficients d'allègement horaire, la prestation de leçons supplémentaires s'avère difficile. Or, l'application d'un coefficient moyen de 1,15 à la tâche d'un candidat conduirait à la prestation d'environ 120 leçons supplémentaires par an.

C'est pourquoi le mécanisme suivant est proposé :

- un volume de 120 leçons supplémentaires est imputé au compte épargne-temps (CET) du candidat prestant une tâche complète ;

- les leçons supplémentaires en question ne peuvent pas être rémunérées ;

- le total des leçons pouvant être affectées au CET ne peut dépasser le maximum annuel prévu par la loi sur le compte épargne-temps ;

- la nomination à la fonction de professeur intervient lorsque le CET atteint l'un des seuils fixés ci-dessus ; le solde du CET est alors diminué d'autant de leçons.

Alors que le solde de son compte épargne-temps est inférieur à 270 leçons ou à l'un des autres seuils fixés ci-dessus, le candidat sursitaire peut à tout moment remettre le travail dans l'intérêt de l'éducation nationale tel qu'il est décrit ci-dessus. C'est alors qu'intervient la nomination à la fonction de professeur ; les candidats optant pour cette possibilité gardent le bénéfice des leçons imputées au CET. Le même principe s'applique aux candidats sursitaires qui remettent leur TC avant d'avoir presté 270 leçons supplémentaires.

Pour les services à temps partiel, le volume de leçons affectées au CET est calculé proportionnellement à 120 leçons.

La comptabilisation des leçons supplémentaires se fera par le biais de l'outil informatique mis en place pour la gestion du compte épargne-temps des enseignants du secondaire.

Le classement des candidats admis à la fonction de professeur

Le classement des candidats-professeurs sursitaires qui accéderont à la fonction de professeur par l'une des voies décrites plus haut se fera suivant les modalités définies à l'article 19 de la loi modifiée du 22 juin 1963 : « Au terme



de la période de candidature, le candidat qui a présenté avec succès son travail de candidature est nommé à la fonction et au grade pour lesquels il a accompli avec succès le stage pédagogique et la réduction (...) est supprimée. » Il s'agit de la réduction de 30 points indiciaires appliquée au traitement des candidats sursitaires par rapport au traitement des professeurs.⁹

Il convient ensuite de distinguer plusieurs cas :

a. Pour l'agent dont la nomination en tant que candidat-professeur a eu lieu à partir du 1^{er} octobre 2015 et qui a obtenu une nomination définitive en tant que professeur avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions, la date de nomination en tant que candidat-professeur est considérée comme date de début de carrière pour l'application de l'avancement de deux échelons supplémentaires après trois et dix années de service.

b. Pour l'agent dont la nomination en tant que candidat-professeur a eu lieu à partir du 1^{er} octobre 2015 et qui a obtenu une nomination définitive en tant que professeur à partir de l'entrée en vigueur des présentes dispositions, la date de nomination en tant que candidat-professeur est considérée comme date de début de carrière pour l'application de l'avancement de deux échelons supplémentaires après trois et dix années de service.

c. Pour l'agent dont la nomination en tant que candidat-professeur a eu lieu avant le 1^{er} octobre 2015 et qui a obtenu une nomination définitive en tant que professeur avant l'entrée en vigueur des présentes dispositions, la date du 1^{er} octobre est considérée comme date de début de carrière pour l'application de l'avancement de deux échelons supplémentaires après trois et dix années de service.

d. Pour l'agent dont la nomination en tant que candidat-professeur a eu lieu avant le 1^{er} octobre 2015 et qui a obtenu une nomination définitive en tant que professeur à partir de l'entrée en vigueur des présentes dispositions, la date du 1^{er} octobre est considérée comme date de début de carrière pour l'application de l'avancement de deux échelons supplémentaires après trois et dix années de service.

N. B. 1 : Le 1^{er} octobre 2015 est la date de l'entrée en vigueur des nouvelles dispositions relatives au stage (suppression du travail de candidature).

N. B. 2 : Aucun candidat ne peut obtenir de nomination en tant que professeur avant l'expiration de la période de candidature de 18 mois.

À partir de leur admission à la fonction, les professeurs nouvellement nommés bénéficieront des coefficients d'allègement horaire et des décharges pour ancienneté.

L'ancienneté dans la fonction, prise en compte pour déterminer le rang des postulants à l'occasion d'une demande de mutation court à partir de la nomination en tant que professeur.

La fin du statut du candidat

Les candidats sursitaires qui, à la date du 1^{er} avril 2027, n'auront pas obtenu de nomination par l'une des voies esquissées ci-dessus, accéderont à la fonction de professeur sans autre contrepartie. Ils gardent le bénéfice des leçons imputées au CET.

Question 1435 (11.11.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant l'organisation UNAIDS :

Bei der UNO-Ennerorganisation fir de Kampf géint den Aids (UNAIDS/ONUSIDA) gouf et eng Rei vun Affären an Accusatiounen (sexuell Belästegung, Nepotismus a Clientélisme, Méssmanagement an esou weider...), déi zanter e puer Joer d'Aarbecht vun där Organisation belaaschten. Am Zenter vun där Kontrovers war och e fréieren Direkter vun der ONU-SIDA, deen haut Minister am Mali ass.

An deem Zesummenhang wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi sinn d'Relationen tëschent Lëtzebuerg an UNAIDS? Wéi vill Sue gëtt Lëtzebuerg un déi Organisation? Wéi ennerstëtz Lëtzebuerg d'Aarbecht vun UNAIDS?

2. Huet Lëtzebuerg zu iergendengem Abléck an déi Diskussioun ronderëm de schlechte Management bei UNAIDS agegraff an, wa jo, wéini an a wéi enger Form? Wann nee, firwat net?

3. Huet Lëtzebuerg een oder méi „good will Ambassador(s)“ oder en „Ambassadeur spé-

cial“ vun der UNAIDS an, wa jo, wie sinn déi Perséinlechkeeten, déi sech hei am Land an doriwwe eraus besonnesch fir UNAIDS asetze sollen?

4. Hunn déi Perséinlechkeeten zu iergendengem Abléck Stellung zu de Problemer bei UNAIDS geholl?

5. De Mali ass en Zilland vun der Lëtzebuenger Kooperatioun. Wéi vill Suen investéiert Lëtzebuerg am Mali an de Gesondheitssektor an an déi sozial Sécherheet? Wéi kontrolléiert Lëtzebuerg, datt déi Sue korrekt ausgi ginn?

Réponse commune (03.12.2019) de Mme Paulette Lenert, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire, et de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé :

ad 1. D'Schafung vum gemeinsamen Aidsprogramm ass 1994 vun de Memberstaate vun der UNO gestëmmt ginn, mam Zil, fir den Asaz géint den HIV-Virus an d'Aidsepidemie ze verstärken. Lëtzebuerg huet dofir UNAIDS zënter senger Grënnung finanziell a politesch ennerstëtz. Am Joer 2018 huet Lëtzebuerg eng Kontributioun vun 2,45 Milliounen Euro un UNAIDS gemaach an ennerstëtz niewendrun och zwee spezifesch Programmer. Deen éischten - am Wäert vun enger Millioun Euro - bezitt sech op d'Thematik vum Genre, an deem zweeten - och am Wäert vun enger Millioun Euro - ennerstëtz en Entwécklungsplang an der Prioritéitsregioun vun der Lëtzebuenger Kooperatioun, nämlech West- a Zentralafrika. Am Joer 2019 waren d'Montante bal déi selwecht, mat enger Kontributioun vun 2,5 Milliounen Euro. Déi zwee aner Projete sinn och esou weidergefoert gi mat all Keiers enger Millioun Euro.

Während d'Epidemie an den héichentwéckelte Länner konnt gebremst ginn, liewe weiderhi geschate 40 Millioun Leit weltwäit mam Virus. Déi am mannsten entwéckelt afrikanesch Länner sinn an éischer Linn vun der Epidemie betraff, dorënner och déi fënnf Partnerlänner vun der Lëtzebuenger Kooperatioun, also de Burkina Faso, Cabo Verde, Mali, Niger a Senegal. De Plan de rattrapage, dee mer via UNAIDS ennerstëtz, férdert deemno de Kampf géint HIV-Aids virun allem an Afrika.

ad 2. En externe Rapport huet 2018 effektiv schlechte Management an der Direktioun vum Sekretariat vu UNAIDS festgestallt, deen näischt mat der finanzieller Gestiouen ze dinn hat, wouropshin den deemolegen Directeur exécutif, de Michel Sidibé, am Juni vun deem Joer zréckgetrueden ass.

Nodeems d'Autoritéite vun de Problemer bei UNAIDS informéiert goufen, huet Lëtzebuerg op verschidde Skandalen am Zesummenhang mat der schlechter Personalgestiouen reagiert, besonnesch a Fäll vu sexueller Belästegung, déi verschidde Beamte vun der Organisation UNAIDS virgeworf kruten. Lëtzebuerg huet via de Conseil de coordination vum Programm, an deem eist Land vertrueden ass, verschidde Moosnamen ennerstëtz, nodeems d'Inspektionsunitéit vun der UNO mat der Oplklärung vun de Mëssstänn mandatéiert gouf.

Lëtzebuerg engagéiert sech besonnesch fir d'Fraerechter an d'Gläichheet vun de Geschlechter a vertritt dobäi déi selwecht Linn wéi zum Beispill Holland, Schweden an d'Belsch. Mir hunn ee vun Australien initiéierte Brëif un de Generalsekretär vun de Vereenten Nationen zu New York mat ennerschriwwen, an deem d'Konsequenze fir de schlechte Management gefuerdert goufen. En externen, onofhängege Comité gouf deemools och beoptraagt, en neie Kandidat fir de Poste vum Directeur exécutif ze fannen.

All dës Prozesser sinn antëscht ofgeschloss: De Rapport vun der Inspektionsunitéit vun der UNO gëtt an der nächster Sessioun vum Conseil de coordination presentéiert, aus deem sech den Aktionsplang ergëtt. Dee gesäit vir, dass UNAIDS sech zu adequatem Management verflachte muss. Zenter dem 1. November 2019 huet UNAIDS och eng nei Direktesch an der Persoun vun der Madamm Winnie Byanyima aus dem Uganda.

ad 3. Enn 2014 ass den Här Marc Angel vum fréiere Minister vun der Kooperatioun an der humanitärer Aktioun, dem Här Romain Schneider, a vun der UNAIDS, zum „UNAIDS Champion“ fir d'Initiativ 90-90-90 ernannt ginn. Vun do un huet den Här Angel sech aktiv géint déi weider Ausbreedung vun HIV-Aids op internationalem Niveau engagéiert. Déi enk Zesummenaarbecht tëschent Lëtzebuerg an UNAIDS gouf während dem Koordinatiounsrot vun UNAIDS am Dezember 2014 confirméiert.

De Marc Angel setzt sech zënter den 80er Jore géint den Aids an an huet vill Erfahrung an deem Beräich gesammelt. Hie war donieft President vun der ONG „Stop Aids Now“ an ass nach ëmmer aktiv an der Aidsberodung. Hien ass haut souwuel am Asaz um Sëtz zu Genf wéi och an de Partnerlänner vun der Ko-

operatioun fir UNAIDS-Feldmissiounen ennerwee.

ad 4. D'Problemer, em déi et hei geet, bezéie sech op déi intern Situatioun vun der Ekipp, déi schlecht géiert gouf. Während där Kris war den Här Angel a reegelméissegem Kontakt mat der Lëtzebuenger Kooperatioun an der permanenter Representatioun zu Genf zu deem Thema.

A Koordinatioun mat der Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Aktioun huet den Här Angel d'Entwécklung vun deem Dossier also intensiv matverfollegt. Dozou bleift och ze soen, dass d'Direktioun fir Entwécklungszesummenaarbecht an humanitär Aktioun an den Här Angel kee Kontakt mat de concernéierte beschëllegte Fonctionnaire vun UNAIDS haten. Den Här Angel huet sech als Champion fir d'90-90-90-Ziler vun UNAIDS fir maximal Transparenz a Verantwortlechkeet am Émgang mam schlechte Management am Sekretariat agesat an huet dofir och d'Fuerderung vun deem australesche Brëif mat ennerstëtz. Déi nei Direktesch, d'Madamm Winnie Byanyima, huet sech hirersäits derzou engagéiert, déi intern Problemer ze reegelen, fir dass se an Zukunft net méi opkommen.

ad 5. De Mali ass zënter méi wéi 20 Joer e Partnerland vun der Lëtzebuenger Kooperatioun. Lëtzebuerg huet sech an deene Jore virun allem an de Secteure vum Waasser an dem Assainissement, der Landwirtschaft, der alimentärer Sécherheet an der Berufsausbildung engagéiert. Tëscht 2008 an 2014 huet Lëtzebuerg 8,5 Milliounen Euro an ee bilaterale Projet investéiert, dee sech, am Süde vum Land (Regioun vu Ségou a Sikasso), primär un de Gesondheitssektor adresséiert huet.

Wéinst de schwierige Liewensbedingungen am Norde vum Mali (Kidal), wou d'Lëtzebuenger Kooperatioun zënter 1999 ee vun de ganz raren Entwécklungsakteuren ass, war de Secteur vun der Gesondheet ëmmer en Deel vun enger méi integréierter, multisektorier Approche. An deem Sënn huet d'Lëtzebuenger Kooperatioun bis haut 4,1 Milliounen Euro an der Regioun vu Kidal an d'Verstärkung vun de lokale Gesondheitsstrukturen a Servicer investéiert.

Am Mali assuréieren ausschliesslech d'Entwécklungsagencen d'Programmation, d'Budgetisatioun, wéi och d'Ëmsetzung vun de bilaterale Lëtzebuenger Projeten, soudass den Ausseministère zu all Ament kann de Suivi vun de Lëtzebuenger Investissementer maachen. Déi Projete sinn annuellen, respektiv bi-annuellen, finanziellen Auditen ennerleucht. De Suivi an de Monitoring vun den eenzele Projete gi vun Evaluatiounsexperten analyséiert, déi de Fortschritt vun de Projete moossen. Dëst maache si unhand vu Resultater an Indicateuren, déi zum gréissten Deel vun nationale Politicken an internationale Standarden ofgeleest goufen.

Souwuel Entwécklungs- wéi och humanitär ONGe sinn am Mali aktiv. Den Ausseministère huet an deem Kontext, tëschent 2007 an 2018, mat Kontributiounen an der Héicht vu 16,5 Milliounen Euro d'Initiative vu Lëtzebuenger ONGen am Beräich vun der Gesondheet an der sozialer Sécherheet ennerstëtz. Iwwert dee selwechten Zäitraum huet Lëtzebuerg an Zesummenaarbecht mat de spezialiséierten UNOs-Agencen 3,3 Milliounen Euro an de Gesondheitssektor am Mali investéiert.

Donieft ennerstëtz Lëtzebuerg zënter 2013 mat der EU e grouse Programm vun der Weltgesondheitsorganisation OMS am Domän vun der Couverture sanitaire universelle. Bis haut huet d'Kooperatioun iwwer 14 Milliounen an dee regionale Programm investéiert.

Question 1436 (06.11.2019) de M. Fernand Kartheiser (ADR) concernant le recrutement auprès de l'Agence pour le développement de l'emploi (ADEM) :

Wéi bei all Verwaltung kënn et vir, datt d'ADEM och fir sech selwer wëllt nei Mataarbechter rekrutéieren, esou rezent nach Ufank August, wou si eng Dose Plazen ausgeschriwwen hat. Besonnesch bei der ADEM wär et awer interessant, fir ze wëssen, ob si prioritär probéiert, an hiren eegene Fichiere Leit ze fannen, déi deene Profiller entsprechen, déi si sicht, an domat och Virbild fir aner Employeure si këint. Besonnesch och Leit iwwer 50 Joer, déi um Aarbechtsmaart schwéier ze vermëttelen sinn, obschonn si vill Erfahrung a verschidde Secteuren hunn, kéinte jo bei der ADEM eng wäertvoll Aarbecht leeschten.

Dowéinst wollt ech den Här Aarbechtsminister froen:

1. Wéi vill Leit huet d'ADEM an deene leschten dräi Joer rekrutéiert?

2. Wéi vill Leit vun deene Persounen, déi d'ADEM fir hir eege Besoinen engagéiert huet, waren als „demandeurs d'emploi“ bei hir ageschriwwen a fir wéi laang?

3. Wéi vill Leit, déi méi schwéier ze vermëttelen sinn, wéi zum Beispill Leit mat enger Behënnung oder Leit iwwer 50 Joer, huet d'ADEM fir sech selwer engagéiert?

Réponse (09.12.2019) de M. Dan Kersch, Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

ad 1. D'ADEM huet vun 2017 bis 2019 am Ganzen 237 Persounen rekrutéiert. 77 Persounen waren et am Joer 2017, 76 Persounen am Joer 2018 a 84 Persounen am Joer 2019.

ad 2. 55 % vun deene Persounen, déi d'ADEM fir hir eege Besoinen agehallt huet, waren och bei hir als „demandeurs d'emploi“ ageschriwwen, dat heescht 130 vun 237 Persounen, déi insgesamt vun 2017 bis 2019 rekrutéiert goufen.

48 % ware vun 0 bis 11 Méint bei der ADEM ageschriwwen, 20 % vun 12 bis 23 Méint an 32 % ware méi ewéi 24 Méint bei der ADEM ageschriwwen.

ad 3. 51 % vun deenen engagéierte Leit ware Persounen, déi méi schwéier ze vermëttelen sinn, dat heescht 121 Persounen ware méi al ewéi 50 Joer an/oder ware Persounen mat enger Behënnung oder am Reklassement.

Question 1437 (06.11.2019) de M. Dan Biancalana (LSAP) concernant les carrières dans la fonction publique :

Monsieur le Ministre a présenté les chiffres clés de l'emploi dans la Fonction publique de l'État pour les trois dernières années (2016, 2017 et 2018).

Il ressort de ces chiffres qu'au niveau des différentes carrières le nombre de fonctionnaires employés dans le groupe de traitement A2 (5.913) devance celui de A1 (5.190).

- Dès lors j'aimerais savoir, de manière plus détaillée, de Monsieur le Ministre de la Fonction publique quelles sont au niveau de ces deux groupes de traitement les formations les plus représentées.

- Monsieur le Ministre peut-il également fournir un relevé précisant les différents ministères et administrations dans lesquels ces deux groupes de traitement sont engagés ?

Réponse (26.11.2019) de M. Marc Hansen, Ministre de la Fonction publique :

Les statistiques du Ministère de la Fonction publique ne reprennent pas les formations demandées par groupe de traitement.

Ainsi, l'effectif total du groupe de traitement A1 est réparti de la manière suivante :

- 61,2 % dans la rubrique de l'éducation
- 21,9 % dans la rubrique de l'administration générale
- 6 % au niveau de la rubrique de la justice
- 3,7 % au niveau de la rubrique de la force publique

L'enseignement secondaire ; avec entre autres les fonctions de professeur et d'instituteur spécialisé ; constitue dès lors avec 56,18 % le premier employeur du groupe de traitement A1. L'administration judiciaire détient encore 5,23 % et le corps diplomatique 2,18 % de l'effectif total de fonctionnaires du groupe de traitement A1. Les autres entités se répartissent sur les 35 % restants de l'effectif du groupe de traitement A1.

Le groupe de traitement A2 est nettement plus orienté vers le secteur de l'éducation que le groupe de traitement A1, vu que 89,7 % de l'effectif total de celui-ci se répartit sur l'enseignement fondamental et secondaire. Ce sont donc essentiellement des fonctions d'instituteur et de professeur d'enseignement technique. Les fonctions liées à l'administration générale font encore 8,3 % de l'effectif total et les fonctions liées à la force publique 1,6 % de l'effectif total du groupe de traitement A2.

Les plus grands employeurs outre les entités de l'enseignement fondamental et secondaire se répartissent sur les entités de l'administration judiciaire avec 1,34 % et les directions de région de l'enseignement fondamental avec 1,26 % de l'effectif total du groupe de traitement A2.

⁹ Il s'agit d'une réduction se situant - selon les fonctions visées - entre 18 et 30 points indiciaires.

Question 1438 (06.11.2019) de **M. Roy Reding** (ADR) concernant l'aménagement d'un dépôt par la société LuxTram SA :

LuxTram, eng privat Entreprise, ass amgaang, fir vis-à-vis vun der Kierch zu Hollerech e groussen Depot ze amenagéieren, dat fir de Schantje vum Tram. Am Kader vun dese wicthegen Aarbechte wéilt ech folgend Froen un de Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechte stellen:

1. Huet d'Firma LuxTram eng Autorisatioun vum Propriétaire vum Terrain, op deem den Depot steet, wëssend, datt dat an deem Fall de Staat ass, représentéiert vum Här Finanzminister?

2. Huet LuxTram eng sougenannt Permission de voirie vum zoustännege Ministère?

3. Huet LuxTram eng Autorisatioun vum Ëmweltministère, fir Akerland op enger Fläch vun iwwer zéng Ar oder engem Volume vu 50 Quadratmeter ewechzehuelen, laut Ëmweltschutzgesetz vum 18. Juli 2018?

4. Huet LuxTram déi deementspriedend Erlabes vum Buergermeeschter vun der Stad Lëtzebuerg, dat am Kader vum Artikel 32 iwwert d'Reglement vun de Gebaier?

Réponse (10.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Fir d'éischt ass ze soen, datt net de Staat, mee d'Stad Lëtzebuerg de Propriétaire vum betreffen Terrain ass (78/7135 HoA). Fir de Bau vum LuxTram-Depot op deem Terrain gouf dofir eng Convention d'occupation mat der Stad Lëtzebuerg ofgeschloss. Et handelt sech heibäi ëm eng zäitlech begrenzt Notzung, an den Terrain wäert dono a säin ursprénglechen Zoustand zrëckversat ginn. Den Artikel 32 vum Baureglement, ënnert dem Titel IV „La solidité, la sécurité et la salubrité des constructions“ applizéiert sech also net op eng zäitlech begrenzt Notzung vum betreffen Terrain.

LuxTram huet eng Permission de voirie vum Minister fir Mobilitéit an öffentlech Aarbechte kritt. Dës dréit d'Nummer 4642-18-08.

Betreffend d'Gesetz vum 18. Juli 2018 iwwert de Schutz vun der Natur an den natierleche Ressourcen ass feststellen, datt den Terrain sech an enger „zone mixte urbaine“ befënnt an net an enger „zone verte“ (cf. PAG vun der Stad Lëtzebuerg). Den Artikel 9 vum Gesetz vum 18. Juli 2018 applizéiert sech also net. Aus deem Grond gouf och keng Autorisatioun beim Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung ugefrot.

Question 1439 (06.11.2019) de **M. Dan Biancalana** (LSAP) concernant l'étude sur la perception et la notoriété de la science et de la recherche au Luxembourg :

Le Fonds national de la recherche (FNR) vient de publier une étude sur la perception et la notoriété de la science et de la recherche au Luxembourg.

Un échantillon de 600 personnes a été constitué et interrogé. Il en ressort que, malgré le grand intérêt porté à la science et à la recherche, très peu de personnes (67 %) se sentent bien informées.

Depuis 2011, ce pourcentage n'a guère changé. Par contre, 70 % de l'échantillon dit vouloir être mieux informé.

- J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quels stratégies et moyens seront mis en œuvre pour contribuer à une meilleure publicité et dissémination des travaux scientifiques et de recherche effectués au Luxembourg.

Réponse (12.12.2019) de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

Le Fonds national de la recherche (FNR) est l'acteur principal pour la promotion des activités scientifiques et de recherche effectuées au Luxembourg. La loi modifiée du 31 mai 1999 portant création d'un fonds national de la recherche dans le secteur public lui confère explicitement la mission de « promouvoir la culture scientifique et la recherche aux niveaux national et international ».

Conformément à sa mission, le FNR est très actif tant dans la promotion de la culture scientifique que dans la diffusion d'informations rela-

tives à la recherche et aux sciences. Le FNR a une unité au sein de sa structure spécialement chargée de promouvoir et de faciliter l'échange entre les scientifiques et la société, dans le but d'ancrer les sciences dans la société luxembourgeoise.

Le FNR essaie de stimuler et de promouvoir cet échange :

- en organisant des événements grand public ;
- en communiquant via différents médias ;
- en offrant des formations aux chercheurs, et
- en finançant des projets de promotion des sciences.

Le succès des grandes manifestations telles que le Science Festival (en collaboration avec le MNHN, 12.000 visiteurs en quatre jours pour l'édition 2019) et les Researchers' Days (6.500 visiteurs en deux jours pour l'édition 2018) ou encore Chercheurs à l'école (101 chercheurs dans 75 classes dans 30 lycées en 2019) sont autant de preuves que les offres présentées par le FNR satisfont une demande croissante. Ces événements permettent aux chercheurs d'entrer dans un échange direct avec la société. Pour étendre les publics cibles et renforcer les liens entre les mondes de la recherche et de la politique, le FNR a en plus développé son événement Pairing Scheme, qui permet aux chercheurs et aux parlementaires du Luxembourg de s'échanger.

Pour atteindre encore davantage de personnes, le FNR engage également d'importants efforts via l'émission « Mr Science » sur RTL Télévision, RTL Radio et Eldorado ainsi que via son site fnr.lu, mais aussi via le site d'information www.science.lu. Le succès de ce site grand public (plus de 23.500 fans sur facebook, nombre croissant de visiteurs avec plus de 2,4 millions de « clics » depuis le lancement) témoigne de nouveau de l'intérêt que porte le public aux sujets de la science au Luxembourg. En plus, le FNR s'engage dans des collaborations avec les médias traditionnels (« Mr Science » sur RTL Télévision, RTL Radio, Eldorado, collaboration science.lu avec le « Journal », rtl.lu, eldorado.lu, RTL Today, etc.). Au cours des dernières années, tant le FNR que les autres institutions de la recherche publique ont multiplié les initiatives allant dans ce sens. Toutefois, afin d'atteindre un public plus large encore, le secteur de la recherche a également besoin d'une visibilité plus importante dans les médias traditionnels.

Pour assurer une communication de haute qualité et adaptée au grand public, le FNR offre une panoplie de formations aux chercheurs (How to present your research in an article, in a video, in a hands-on workshop; How to cooperate with media ...) qui affichent toujours très vite complet, preuve que la motivation parmi les chercheurs de communiquer envers le grand public est de plus en plus grande.

Et finalement, le FNR soutient aussi beaucoup d'acteurs (des individuels, des enseignants et éducateurs, des associations ou institutions) à faire eux-mêmes des projets de promotion des sciences via son programme de financement PSP Classic et PSP Flagship. Ici les liens avec l'enseignement sont forts. Et ceci constitue aussi une piste importante pour le futur, à savoir valoriser l'enseignement des sciences dans notre système d'éducation. De nombreuses initiatives ont été lancées durant les dernières années. Entre autres le SciTeach Center - un centre de ressources et de formation dans le domaine de l'éveil aux sciences pour les enseignants du fondamental - ainsi que la collaboration de science.lu avec le SCRIPT et l'IFEN, afin de promouvoir un enseignement basé sur des expériences dans les cours de l'éveil aux sciences ou encore la création du Luxembourg Science Center à Differdange, qui crée des liens forts avec l'enseignement et l'industrie au Luxembourg.

Il est en fait primordial de susciter l'intérêt des plus jeunes pour les sciences. Cette responsabilité ne peut toutefois être portée par les seuls acteurs de la recherche, mais demande une implication plus étendue d'autres acteurs de la société.

Question 1440 (06.11.2019) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant la plateforme de covoiturage « CoPilate » :

En mai 2018, le Ministère du Développement durable et des Infrastructures a lancé l'application « CoPilate » en vue de faciliter et de coordonner le covoiturage des résidents et frontaliers.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur :
 - le nombre total de téléchargements de l'application ;
 - le nombre de membres sur la plateforme ;
 - le nombre d'utilisateurs actifs et réguliers (différenciation entre utilisateurs résidents et frontaliers) ;
 - le nombre de trajets qui sont proposés chaque jour sur cette plateforme ?

- Monsieur le Ministre envisage-t-il de lancer une enquête de satisfaction auprès des utilisateurs de l'application « CoPilate » ?

Réponse (09.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Depuis janvier 2019 l'application « CoPilate » vient d'être téléchargée 682 fois dans le Play-Store d'Android et 266 fois dans iTunes pour iOS. Cependant, il est important de remarquer que toutes les fonctionnalités du portail de covoiturage sont aussi disponibles par le site web responsive www.copilote.lu. Ainsi il n'est pas nécessaire de télécharger l'application.

Le portail de covoiturage « CoPilate » compte à ce jour environ 5.405 utilisateurs inscrits. Par contre, dans les statistiques du portail une différenciation entre utilisateurs résidents et frontaliers n'est pas faite. 69 entreprises ou autres associations ont créé une communauté de covoiturage sur le portail de covoiturage « CoPilate ». En novembre 2019 en moyenne environ 1.675 trajets par semaine sont proposés par les utilisateurs inscrits.

Une enquête de satisfaction auprès des utilisateurs du portail de covoiturage n'est pour l'instant pas prévue. Comme le prestataire de service du portail de covoiturage « CoPilate » vient récemment d'être racheté par un autre prestataire d'applications de covoiturage, les utilisateurs de « CoPilate » seront prochainement contactés, afin de leur expliquer les modifications et les nouvelles fonctionnalités que cela entraîne.

Question 1441 (08.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant la suppression d'emplois chez une entreprise spécialisée dans le domaine de l'équipement automobile :

En Autozouliwwerbetrieb zu Käerjeng annoncéiert, Aarbechtsplazen ofzebauen. Dee fréiere Baumaschinenhersteller huet sech am Laf vu senger bal 50-järegger Geschicht méi wéi eng Käier nei erfondt. Datt elo bal d'Hallschent vun den Aarbechtsplazen ofgebaut soll ginn, ass en haarde Schlag fir d'Diversifikatioun vun der Wirtschaft vu Lëtzebuerg, déi jo och grouss Stécker op d'Autoszuiliwwerger gesat huet. Dës Annonce kéint eng Woch, nodeems och en aneren (däitschen) Zouliwwerger annoncéiert hat, seng Fuerschungsaktivitéiten zu Lëtzebuerg anzestellen.

A Suerg ëm d'Lëtzebuurger Wirtschaft an de wicthegen Secteur vun der Autosindustrie, mee och ëm d'Fuerschung hei am Land, wéilt ech der Regierung des Froe stellen:

1. Wéi gesäit d'Regierung d'Annonce vun Autozouliwwerger am Licht vun hirer wirtschaftlecher Diversifikationsstrategie?
2. Ass de Choix vun française Blois fir déi Zerwässer, déi vu Käerjeng fortginn, en Zeeche vu mangelnder Kompetitivitéit vum Lëtzebuurger Standuert?
3. Wat war d'Plaz vun de concernéierte Betriber an der ugewannter Fuerschung zu Lëtzebuerg? Wéi war d'Zesummenaarbecht mat anere Lëtzebuurger privaten an öffentleche Fuerschungszentren?
4. Wann déi Roll minim sollt gewiescht sinn, muss d'Regierung sech net de Virwurf gefale loossen, datt si wictheg Akteuren net genuch ënnerstëtzt hunn?
5. Wat sinn an de leschte sechs Joer d'Regierungsmoosname gewiescht, fir privat Fuerschung vun Entrepreneuren am Kader vu wirtschaftlechen Aktivitéiten ze féieren? Hu si Zougang zu de Fuerschungsprogrammer, déi vu Lëtzebuerg finanziéiert ginn?
6. Wat ass gewosst iwwert d'Zesummesetzung vun deene Leit, déi elo riskéieren, hir Plaz ze verléieren? Wéi al sinn déi Leit? Wat sinn hir Qualifikatiounen? Wéi vill vun hinne wunnen hei am Land?
7. Ass ze féieren, datt aner Lëtzebuurger Betriber aus deem Secteur, déi vläicht mat de concernéierte Betriber zesummegegraff hunn, ënner deser neier Situatioun ze leide kréien?
8. Sinn d'Schwierigkeeten am Kader vun der Restrukturierung vun der Autosindustrie op Elektromobilitéit ze gesinn? Sollt dat de Fall

sinn, wéi gesäit d'Regierung de Paradox, datt si massiv déi kontrovers E-Mobilitéit finanziéiert an datt duerch des Entwécklung Lëtzebuurger Betriber a Schwierigkeeten kommen?

9. Mat wat fir finanzielle Konsequenzen ass duerch d'Delokalisierung, déi Käerjeng trefft, ze rechnen?

10. Wat sinn d'Implikatiounen fir de Standuert Käerjeng? Huet d'Regierung schon Intressenten, déi do nei Aarbechtsplaz kéinte schaffen, a sicht si aktiv duerno?

11. Ass d'Regierung bereet, fir, ier en neie Betrieb sech eventuell wéllt do néierloossen, en Audit vun där Entreprise am Hibleck op e qualitativen an nohaltege Wuesstum ze maachen?

Réponse commune (13.12.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre, Ministre de l'Économie*, de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire*, de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Enseignement supérieur et de la Recherche* :

De Secteur vun der Automobillzouliwwerindustrie huet iwwert déi lescht Jore vill Ännerungen an Entwécklung wougerholl, sief dat zu Lëtzebuerg oder international. D'Onsécherheet an den Drock um Automobillmarkt féiere sécherlech derzou, dass och d'Autoszuiliwwerger, déi sech zu Lëtzebuerg befannen, sech restrukturéieren, sech upassen a sech nei erfannen. Et ass ze bedauern, dass d'Restrukturierung vun den zwee genannt Betriber aus dem Automobillsektor, Delphi a Mahle, sech en défaveur vum Standuert Lëtzebuerg gemaach huet an als Konsequenz huet, dass des Betriber hir Aktivitéiten zu Lëtzebuerg zrëckschrauwen.

Den Autoszuiliwwerger Delphi vu Käerjeng konzentriert sech zu Lëtzebuerg an Zukunft op Aktivitéiten an Zesummenhang mat der Elektrifikatioun vum Automobil a konzentriert anerersäits déi traditionell Verbrennungsmotor-Aktivitéiten zu Blois. De Choix, fir zu Lëtzebuerg op déi zukunftsbestëmmend Entwécklung um Niveau vum Elektromotor an der Elektronik ze setzen, ass e Bekenntnis zum Standuert an eng Unerkennung vu senger Kompetitivitéit.

Iwwert d'Zesummesetzung vun de Leit, déi am Kontext vun der Restrukturierung betraff sinn, sinn de Moment nach keng Detailler gewosst, d'Verhandlung vum Sozialpartner mussen ofgewart ginn. Och eventuell finanziell Konsequenze vun der Restrukturierung vun Delphi kënnen eréischt bewäert ginn, wann d'Sozialpartner en Accord fonnt hunn.

Fir Entrepreneuren, déi mat Mahle oder Delphi zu Lëtzebuerg zesummegegraff hunn, sinn de Moment keng Konsequenze bekannt an ze erwaarden. D'Implikatiounen op de Standuert Käerjeng kéinten zum Beispill sinn, dass de Grupp Delphi manner Fläche brauch. Delphi ass Besëtzer vun den Terrainen, op deenen de Betrieb aktuell aktiv ass an hëlt d'Decisiounen zu deem, wat mat senger Gebaier an Infrastrukture geschitt. De Wirtschaftsministère steet an enkem Kontakt mat der Direktioun vun Delphi, fir méiglech Pisten auszeschaffen.

Delphi kritt reegelméisseg Ënnerstëtzung vun der Regierung, fir seng Fuerschungs- an Entwécklungsprojete weiderzedriewen, an huet an deem Kontext scho mat Lëtzebuurger Fuerschungszentren zesummegegraff. Mahle huet, zanter dass se sech zu Lëtzebuerg ugesiedelt hunn, och Ënnerstëtzung fir seng Fuerschungs- an Entwécklungsprojete kritt. Bei engem vun dese Projeten ass et och eng Kollaboratioun mat der Uni.lu ginn. Dës Ënnerstëtzung huet op Basis vun der Bähillefelegesetzgebung fir Fuerschung, Entwécklung an Innovatioun stattfonnt, dat et erméiglecht, ënner anere Fuerschungs- an Entwécklungsprojete vu Betriber mat Bähillefelegen ze ënnerstëtzen.

Déi weltwäit Entwécklung an der Elektromobilitéit ass net opzehalen. Duerch hir Entwécklung wäerten nei Opportunitéiten entstoan an de Standuert Lëtzebuerg huet sech mat Zäite richtig opgestallt, fir vun deser Entwécklung kënnen ze profitéieren, sief et duerch d'Initiativ, den Automobile Campus zu Biissen ze grënnen, oder duerch d'Participatioun am grenzüwwerschreitenden Testfeld fir connectéiert an autonoomt Fieren. Déi dynamesch Entwécklung vun der Automobillzouliwwerindustrie zu Lëtzebuerg a vum Automobile Campus gouf schon am November an der Antwort op déi parlamentaresch Fro N° 1395 vun honorablen Deputéierte Laurent Mosar zum Secteur vun der Automobillzouliwwerindustrie duergeleucht. Dës Projete wäerten de Standuert Lëtzebuerg op a leien op enger Linn mat der Entwécklung vun enger neier, méi innovativer Automobillzouliwwerindustrie, déi op Fuerschung an Digitalisation setzt a sech Richtung elektresch, connectéiert an intelligent Mobilitéit entwéckelt.

Question 1443 (06.11.2019) de **Mme Nancy Arendt épouse Kemp** et **M. Léon Gloden** (CSV) concernant le **vol de voitures au Luxembourg** :

D'après les statistiques publiées le 4 novembre 2019 par Eurostat, le Grand-Duché figure largement en première position dans le classement relatif au vol de véhicules motorisés, soit 327 voitures sur 100.000 habitants entre 2015 et 2017.

C'est dans ce contexte que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

- Selon Monsieur le Ministre, quelles sont les raisons qui expliquent la position du Luxembourg dans le classement submentionné ?

- Monsieur le Ministre peut-il me préciser combien de voitures parmi celles volées au cours de la période mentionnée étaient immatriculées au Grand-Duché ?

- Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer le taux d'élucidation de ce type d'infraction ?

- Monsieur le Ministre est-il d'avis que la réforme de la police, entrée en vigueur l'an passé, aura un impact positif concernant ce type d'infraction ?

- Monsieur le Ministre peut-il encore me dire quels moyens pourraient être déployés afin de diminuer de manière significative le nombre de vols de voitures au Luxembourg ?

Réponse (09.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

Les statistiques telles que publiées par Eurostat relatives au nombre de véhicules volés dans les États membres de l'Union européenne et plus particulièrement au Luxembourg diffèrent des statistiques de la Police grand-ducale.

Après vérification et sur base des statistiques publiées annuellement par la police, le nombre de vols de véhicules (y compris les tentatives) calculé sur 100.000 habitants au Grand-Duché est de 64 pour 2015, 50 pour 2016, 55 pour 2017 et 50 pour 2018.

Sur cette base, le Luxembourg se classerait dans les statistiques d'Eurostat sur la période 2015-2017 avec une moyenne de 54,83 véhicules volés sur 100.000 habitants en 20^e position et non pas en 1^{re} position.

Le tableau ci-dessous reprend le nombre total de véhicules volés au Grand-Duché des années 2015 à 2018.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Le taux d'élucidation pour 2018 fut de 21,5 %.

Question 1444 (06.11.2019) de **Mme Stéphanie Empain** et **M. Charles Marqué** (*déi gréng*) concernant la **traite des êtres humains dans le monde du travail** :

Dans son rapport récent sur la traite des êtres humains au Luxembourg, la Commission consultative des droits de l'homme (CCDH) conclut que dans le monde du travail, l'Inspection du travail et des mines (ITM) ne possède pas les compétences nécessaires pour faire face au problème de la traite des êtres humains de manière efficace. Dans ce contexte, la CCDH souligne l'importance de contrôles joints avec plusieurs acteurs, dont l'ITM et la Police grand-ducale.

Le Luxembourg fait partie des pays qui ont ratifié la convention n° 29 de l'Organisation internationale du travail sur le travail forcé. Cependant, le Luxembourg n'a pas ratifié le Protocole additionnel de 2014 qui prévoit la mise en place de plusieurs mesures telles que par exemple « la protection des personnes, en particulier des travailleurs migrants, contre d'éventuelles pratiques abusives ou frauduleuses au cours du processus de recrutement et de placement » (article 2 du Protocole).

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants :

1) Quelles sont les mesures actuellement en place pour combattre la traite des êtres humains dans le monde du travail ?

2) Le Gouvernement entend-il élargir les compétences de l'ITM à la constatation des infractions de traite des êtres humains dans le monde du travail ?

3) Est-ce que le Gouvernement renforcera les contrôles joints susmentionnés, comme proposé par la CCDH ?

4) Endéans quel délai le Gouvernement entend-il ratifier le Protocole additionnel n° 29 susmentionné ? Par la suite, comment est-ce qu'il prévoit mettre en place les mesures prévues par le Protocole ?

Réponse (12.12.2019) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1) Au niveau national, le Gouvernement a multiplié au cours des dernières années les interventions législatives afin de se conformer pleinement aux instruments internationaux, adoptés en matière de lutte contre la traite des êtres humains.

La loi du 9 avril 2014 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains, les règlements grand-ducaux du 10 mars 2014 respectivement du 11 septembre 2014 concernant l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains ainsi que la loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles constituent les dernières initiatives en la matière.

La loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles a notamment modifié le Code pénal en prévoyant que toute personne qui obtient, procure, détruit, dissimule, fait disparaître, confisque, retient, modifie, reproduit ou détient un document de voyage ou d'identité d'une autre personne ou en facilite l'usage frauduleux, avec l'intention de commettre une infraction en matière d'exploitation de la prostitution et du proxénétisme, de la traite des êtres humains et en matière du trafic illicite des migrants est punie d'un emprisonnement de trois ans à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 50.000 euros.

Par ailleurs, une incrimination de la traite a été introduite dans le Code pénal, en ses articles 382-1 et suivants, par la loi du 31 mai 1999 visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, complétée par la loi du 13 mars 2009 relative à la traite des êtres humains et par la loi du 9 avril 2014 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains.

Ainsi, le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue de l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions contraires à la dignité humaine est sanctionné en tant que traite des êtres humains (article 382-1, paragraphe 1, point 2 du Code pénal).

Selon l'article 382-1, paragraphes 2 et 3, l'infraction de traite est punie d'une peine d'emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 50.000 euros alors que la tentative est punie d'une peine d'emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 5.000 à 10.000 euros.

La loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains définit l'assistance aux victimes de la traite et détermine les conditions d'exercice des activités et prestations de ces services ainsi que la collaboration avec la police en la matière.

La loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration règlemente pour sa part la période de réflexion et de rétablissement ainsi que l'octroi de titre de séjour aux victimes de la traite.

Pour ce qui est de l'identification d'une victime de la traite des êtres humains, la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose que l'identification formelle d'une victime doit et peut seulement être effectuée par la Police grand-ducale, plus précisément par le service de police judiciaire - section criminalité organisée ou cellule de protection des victimes qui est responsable de l'identification. Toute victime potentielle doit ainsi être orientée vers le service de police judiciaire. Dans ce cas, le Parquet général est également informé du dossier.

En matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier et pour le cas où l'infraction est commise par un employeur qui utilise le travail ou les services de ce ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier en sachant que cette personne est victime de la traite des êtres humains, l'article L.572-5 du Code du travail confère expressément le pouvoir à l'ITM de pouvoir déposer un procès-verbal reprenant cette circonstance aggravante en matière de travail illégal entre les mains du Procureur d'État.

Malgré le fait qu'aucune autre loi ne prévoit que l'ITM puisse agir en matière de traite des êtres humains, l'ITM fait participer l'ensemble de ses inspecteurs du travail à des formations en matière de traite des êtres humains et pour le cas où l'ITM constate lors de ses contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail des indices relatifs à la traite des êtres humains, cette dernière continue à chaque fois toutes les informations y relatives à la Police grand-ducale pour compétence.

ad 2) Le Gouvernement considère que la formation des inspecteurs du travail en matière de traite des êtres humains ainsi que le développement d'une meilleure coopération entre l'ITM et la Police grand-ducale sont essentiels afin de lutter efficacement contre les infractions de la traite des êtres humains dans le monde du travail.

Néanmoins, un élargissement des compétences de l'ITM en matière de constatation des infractions de traite risquerait d'empiéter sur les compétences de la Police grand-ducale qui dispose des moyens nécessaires afin de mener des enquêtes efficaces.

Dans un souci de ne pas empiéter sur les compétences de la Police grand-ducale, il a été retenu lors d'une réunion entre la Ministre de la Justice Sam Tanson, le Ministre du Travail Dan Kersch, les représentants du Parquet général, de la Police grand-ducale et de l'ITM qu'un groupe de travail sera constitué dans les meilleurs délais qui aura pour mission d'étudier et de proposer des modifications législatives en vue de faciliter la dénonciation des infractions de traite des êtres humains dans le monde du travail.

ad 3) Lorsque les membres de l'inspectorat du travail rencontrent des difficultés dans l'exercice de leurs pouvoirs de contrôle généraux, ces derniers peuvent requérir le concours de la Police grand-ducale, qui leur prêtera main-forte ou assistance technique.

Actuellement, l'ITM effectue des contrôles conjoints avec la Police grand-ducale principalement en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier.

Ces contrôles sont soit organisés par la Police grand-ducale soit par l'ITM.

ad 4) Le projet de loi portant approbation du Protocole P029 de l'Organisation internationale du Travail relatif à la Convention sur le travail forcé, signé à Genève, le 11 juin 2014 a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 6 décembre 2019 et sera soumis à la Chambre des Députés dans les meilleurs délais.

Question 1445 (07.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant l'**annulation d'une table-ronde au Musée national de la résistance à Esch-sur-Alzette** :

Fir de 14. November 2019 war am Escher Resistenzmuseum eng Table-ronde mam Titel „Critique d'Israël: antisémitisme?“ ugekënnegt. De 5. November 2019 gouf du bekannt, datt den Här Direkter vum Musée dat Ronndeschgespräch ofgesot huet. Um Radio huet hien dozou gemengt, hien hätt „déi Problematik ënnerschätzt“.

Aus verschiddene Quellen heescht et, de „Comité pour une paix juste au Moyen-Orient“ (CPJPO) hätt dem Organisateur am Virfeld vum der Diskussioun Parteilechkeet virgeworf an och „rose Bréiwer“ u verschidden Adressate geschéckt. Ënnert deem Drock wär d'Diskussioun dann ofgesot ginn.

D'Ofsoe vum esou enger Diskussioun kann d'Meenungsfräiheet zu Lëtzebuerg a Fro stellen. Och wann d'Thematik deem engen oder aneren net gefält, ass et awer méi wéi verwonnerlech, datt eng Diskussionsronn, déi scho fest geplangt war, duerch den Drock vum enger Sait ofgesot gëtt.

An deem Kontext wéilt ech dem Här Staatsminister an der Madamm Kulturminister dës Fro stellen:

1. Ass iergendee Member vun der Regierung oder en héije Fonctionnaire intervenéiert, besonnesch beim Direkter vum Resistenzmuseum, fir datt dëst Ronndeschgespräch entweder net oder an enger anerer Form soll stattfannen? Wa jo, wien a firwat?

2. Kann d'Regierung der Chamber matdeelen, wien als Riedner op dëst Ronndeschgespräch invitéiert war a wien, respektiv wéi eng Organisation, géint dëst Ronndeschgespräch agitéiert huet, soudatt et schlussendlech ofgesot gouf?

3. Gesäit d'Regierung hei e Verstouss géint d'Meenungsfräiheet zu Lëtzebuerg? Ass et an den Ae vun der Regierung akzeptabel, datt esou eng Diskussioun wéinst dem Drock vun Einzelnen ofgesot gëtt?

4. Denkt d'Regierung, am Interessi vun der Meenungsfräiheet zu Lëtzebuerg, datt dëst Ronndeschgespräch trotzdeem sollt ewéi geplangt stattfannen, wann et muss sinn och unni d'Participatioun vun deenen, déi offensichtlich géint eng effentlech a kontrovers Diskussioun vun der Thematik sinn?

D'Chamber huet den 10. Juli 2019 eng Motioun mam Titel „Faire sienne la définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA et à renforcer et soutenir les mesures de sensibilisation et éducatives dans le cadre de la lutte contre toute manifestation d'intolérance et de discrimination, en particulier l'antisémitisme, pouvant mener à des actes de haine et de violence“ gestëmmt. An där Motioun gëtt d'Regierung invitéiert:

„- à faire sienne la définition de travail de l'antisémitisme de l'IHRA ;

- à renforcer la lutte contre toute manifestation d'intolérance et de discrimination, en particulier l'antisémitisme, pouvant mener à des actes de haine et de violence ;

- à renforcer et soutenir les mesures de sensibilisation et éducatives dans le cadre de la lutte contre toute manifestation d'intolérance et de discrimination, en particulier l'antisémitisme, pouvant mener à des actes de haine et de violence.“

5. Wéini wéilt d'Regierung d'Definitioun vun der IHRA formell unhuelen?

6. Denkt d'Regierung, datt esou e Ronndeschgespräch wéi dat, wat elo zu Esch ofgesot gouf, hätt kënnen derzou bäidroen, d'Intoleranz an d'Diskriminatioun, besonnesch géint iwwer Judden, ofzebauen?

7. Denkt d'Regierung, datt esou e Ronndeschgespräch wéi dat, wat elo zu Esch ofgesot gouf, zur Sensibiliséierung géint den Antisemitismus hätt kënnen bäidroen?

Réponse commune (09.12.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

Als Äntwert op d'Froen 1 bis 4 verweist d'Regierung op d'Prise de position vum Resistenzmuseum vum 11. November 2019. An dëser Prise de position détailléiere souwuel de President vum Verwaltungsrout wéi den Direkter vum Musée d'Evenementer, déi zu der Ofso vum dësem Ronndeschgespräch gefouert hunn. Dës Prise de position weist ënner aneren drop hin, datt weeder Drock vu baussen nach vu bannen ausgeübt ginn ass, fir d'Gesprächsronn ze annulléieren.

Weiderhi verweist d'Regierung op d'Invitatioun vum Ronndeschgespräch, déi déi verschidden Invitéit vum dëser Table-ronde opzielt.

D'Decisioun, fir e Ronndeschgespräch ze organiséieren oder ofzesoen, läit eleng bei der Direktioun vum Musée.

Wat déi Fro 5 ubelaangt, esou referéiert sech d'Regierung op d'Deklaratioun vum Conseil vun Europäesche Rot vum 6. Dezember 2018. Dës Deklaratioun rëfft d'Memberstaaten, déi bis elo déi Definitioun vun der IHRA net ugeholl hunn, op, fir se ze adoptéieren. Dës Deklaratioun ass vun der Regierung ënnerstëtzt ginn a si ënnersträicht gläichzäiteg, dass dëst eng reng Aarbechtsdefinitioun ass. D'Lëtzebuurger Regierung ass deementspreechend am Moment an de Viraarbechte vun der Adoptioun vun dëser Definitioun.

Bei den zwou leschte Froen ass d'Regierung generell der Meenung, dass Ronndeschgespräch, déi an engem Geescht vun Dialog, Toleranz, Respekt an an der Linn vun der Meenungsfräiheet sinn, den Débat public weiderbréngen.

Question 1446 (07.11.2019) de **MM. Fernand Kartheiser** et **Roy Reding** (ADR) concernant l'**ancien Centre de logopédie à Strassen** :

An der Géigend vum ëmgebauten Logopediezentrum zu Stroossen, wou haut männlech Migranten opgeholl ginn, si vill Leit opgereegt a besuergt.

Ënnert deene Saachen, déi eis matgedeelt goufen, wéile mir déi follgend zitéieren:

- et ginn heefeg Asätz vun der Police an deem Zentrum;

- vill Fraen an der Ëmgéigend vum Zentrum traue sech net méi virun d'Dier;

- et besti schlecht hygienesch Zoustänn ronderëm den Zentrum;
- verschidde Migrante komme moies heemlech an d'Struktur zrëck, fir dann ze maachen, wéi wa si iwvert d'Nuecht do gewiescht wieren;
- d'Gärtner schneiden d'Heck net méi, well Sprëtzen an den Hecke leien;
- reegelméisseg muss d'Police do och no Droge sichen, dëst och mat Hëllef vun Hënn.

An deem Kontext wéilte mir der Regierung gärfolgend Froe stellen:

1. Wéi ass d'Sécherheets Situatioun am a ronderëm de Centre de logopédie vu Stroossen? Wéi vill Asätz hat d'Police vun 2017 bis 2019 op där Plaz? Wat waren d'Grënn fir dës Asätz?

2. Hunn Awunner aus där Ëmgéigend oder Leit, déi sech aus verschiddene Grënn do op-hale kënnen, schon emol d'Police kontaktéiert, fir op Mësstänn oder Problemer am oder ronderëm de Logopediezentrum hinze weisen?

3. Wéi dacks gouf an deene leschte Joren op där Plaz no Droge gesicht a mat wéi engem Resultat? Sinn am oder ronderëm den Zentrum Drogen an/oder Sprëtze fonnt ginn?

4. Wéi ass den hygieneschen Zoustand am a ronderëm de Logopediezentrum?

5. Wéi sinn d'Virschreften, wat d'Presenz vun de Migranten an deem Zentrum ueget a wéi ginn déi kontrolléiert?

Réponse commune (04.12.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes, Ministre de l'Immigration et de l'Asile*, de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1. D'Sécherheet vun de Residenten am a ronderëm de Centre de logopédie gëtt vun enger Sécherheetsfirma séchergestallt, déi vum OLAI finanzéiert gëtt. Et ass 24 Stonnen op 24 sozioeducatiiv Personal um Site, dat d'Leit encadréiert. Bei Tëscheffäll gëtt d'Police alarméiert, esou wéi et iwverall de Fall ass. Nout-ruffnummere sinn affichéiert.

D'Police huet am a ronderëm de Centre de logopédie vu Stroossen an de Joren 2017 bis Oktober 2019 insgesamt 115 Interventiounen gehat, wou e Protokoll erstallt ginn ass. 2017 waren et 57 Interventiounen, 2018 waren et der 35 a bis Oktober 2019 waren et der 23.

D'Grënn fir d'Asätz si ganz ënnerschiddlech a just „à titre indicatif“ am Fichier „Informations policières“ festgehale, well d'Autorités judiciaires in fine decidéieren, als wat e Fait qualifiéiert gëtt.

ad 2. Den Einsatzleitsystem (ELS) vun der Police ass den 11. Februar 2019 online gaangen. Fir Faiten, déi virun deem Datum leien, ass et der Police net méiglech, eng informatesch Recherche ze maachen zu deene gefrote Punkten.

Am Zäitraum vum 11. Februar 2019 bis den 12. November 2019 ass d'Police insgesamt 31-mol kontaktéiert ginn, fir op Mësstänn oder Problemer am oder ronderëm de Centre de logopédie hinze weisen.

ad 3. D'Police ass och scho wéinst Drogendelikt am Centre de logopédie intervenéiert. Hir ass net bekannt, dass am oder ronderëm den Zentrum Sprëtze solle fonnt gi sinn.

ad 4. Um Site si souwuel d'Awunner selwer souwéi och eng Botzfirma, déi vum OLAI finanzéiert gëtt, zoustänneg fir d'Propretéit an d'Hygiène. Den OLAI tauscht sech reegelméisseg mat der Direktioun vum Centre de logopédie aus souwéi och mat der Croix-Rouge, déi de Site geréiert, an organiséiert, wann néideg, Botzaktiounen zesumme mat enger professioneller Firma.

ad 5. D'Croix-Rouge applizéiert de Règlement d'ordre intérieur, deen den OLAI fir all Strukturen opgestallt huet. All DPI engagéiert sech, dës Reegelen ze respektéieren.

Question 1447 (07.11.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant la **publication des règlements grand-ducaux** :

La loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles prévoit un grand nombre de règlements grand-ducaux. Selon mes informations, certains de ces règlements grand-ducaux n'ont, plus d'une année après la mise en œuvre de la loi, toujours pas été publiés.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Madame la Ministre peut-elle me confirmer ces informations ?

- Dans l'affirmative, de quels règlements grand-ducaux s'agit-il ?

- Toujours dans l'affirmative, pourquoi ces règlements grand-ducaux n'ont pas encore été publiés ? Endéans quel délai lesdits règlements seront-ils publiés ?

- En tout état de cause, sur quelle base le ministère prend-il ses décisions alors que les règlements d'exécution de la loi de 2018 précitée n'ont toujours pas été pris ?

Réponse (30.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

En réponse à la question de l'honorable Députée je me permets de fournir la liste des règlements grand-ducaux déjà publiés et des règlements grand-ducaux prévus par la loi, qui se trouvent encore au stade d'un avant-projet. Ces avant-projets de règlements grand-ducaux seront soumis au Gouvernement en conseil dans le courant des premiers mois de l'année 2020.

En cas d'absence d'un règlement d'exécution, il y a lieu de vérifier si l'application directe de la loi est possible.

Dans l'affirmative, chaque dossier est analysé au cas par cas selon les principes et critères définis par la loi. Ceci est notamment le cas pour les demandes d'autorisation de construire en zone verte pour lesquelles la loi définit un cadre permettant de faire la distinction entre les types de constructions autorisables et les types de constructions non autorisables.

En ce qui concerne les avertissements taxés, le fait que le règlement grand-ducal prévu par l'article 76 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles n'est pas encore pris a comme seule conséquence que les fonctionnaires y visés n'ont pas encore le pouvoir de décerner des avertissements taxés. Les infractions prévues par l'article 75, paragraphe 2 pouvant faire l'objet de tels avertissements taxés sont néanmoins punissables, les sanctions pénales devant être prononcées par les juridictions pénales.

Liste des règlements grand-ducaux déjà publiés :

- règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018 établissant l'état de conservation des habitats d'intérêt communautaire et des espèces d'intérêt communautaire ;

- règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018 établissant les biotopes protégés, les habitats d'intérêt communautaire et les habitats des espèces d'intérêt communautaire pour lesquelles l'état de conservation a été évalué non favorable, et précisant les mesures de réduction, de destruction ou de détérioration y relatives ;

- règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018 déterminant la valeur monétaire des éco-points ;

- règlement grand-ducal du 1^{er} août 2018 instituant un système numérique d'évaluation et de compensation en éco-points ;

- règlement grand-ducal du 1^{er} mars 2019 concernant le contenu de l'évaluation sommaire et le contenu de l'évaluation des incidences prévues par la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles ;

- règlement grand-ducal du 22 juillet 2019 précisant l'organisation, la composition et le fonctionnement du Conseil supérieur pour la protection de la nature et des ressources naturelles ;

- règlement grand-ducal du 30 septembre 2019 concernant les aides pour l'amélioration de l'environnement naturel.

Liste des règlements grand-ducaux se trouvant encore au stade d'avant-projet :

- avant-projet de règlement grand-ducal concernant les nouvelles constructions en zone verte (prévu par l'article 6 de la loi du 18 juillet 2018 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles (LPN)) ;

- avant-projet de règlement grand-ducal précisant les espèces non indigènes pour lesquelles la capture ou l'enlèvement de leur station et la destruction d'espèces non indigènes dans le but de réduire leur impact sur les habitats naturels, les espèces sauvages indigènes ou la santé humaine sont autorisés (prévu par l'article 25, paragraphe 3 LPN) ;

- avant-projet de règlement grand-ducal concernant l'indemnisation de certains dégâts matériels commis par des espèces animales protégées (prévu par l'article 26 LPN) ;

- avant-projet de règlement grand-ducal relatif aux avertissements taxés (prévu par l'article 76 LPN).

Question 1448 (07.11.2019) de **M. Paul Galles** (CSV) concernant la **réduction du délai de traitement des demandes en matière d'immigration** :

Dans le chapitre portant sur l'immigration, l'accord de coalition prévoit que « les efforts pour réduire le délai de traitement des demandes en matière d'immigration seront poursuivis, à travers des mesures de simplification administrative et de digitalisation des procédures ». En même temps, une « codification de la législation » sera envisagée.

Selon le rapport annuel de 2018 du Ministère des Affaires étrangères et européennes, plus de 17.000 attestations d'enregistrement de citoyens de l'Union européenne ont été traitées, y inclus les ressortissants de pays assimilés, délivrées par les administrations communales. En outre, la Direction de l'immigration a délivré 1.586 premières cartes de séjour à des ressortissants de pays tiers, membres de famille de citoyens de l'Union, de ressortissants de pays assimilés ou de citoyens luxembourgeois. S'y ajoutent les nombreux renouvellements de cartes de séjour, les cartes permanentes et les attestations permanentes pour les citoyens de l'UE et les ressortissants de pays tiers. Un nombre si élevé de demandes présuppose un accès aux informations correctes de la population concernée.

Au vu de ce qui précède, je souhaiterais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement des travaux au niveau de la réduction des délais et de la digitalisation en ce qui concerne le traitement des demandes de séjour ?

2) Monsieur le Ministre envisage-t-il de codifier la législation sur l'immigration et dans l'affirmative dans quel laps de temps ?

3) Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer quels sont les instances et services existants en matière d'information sur les démarches concernant l'immigration ?

4) Considérant le nombre croissant de nouveaux arrivants et tenant compte des renouvellements réguliers des personnes présentes, Monsieur le Ministre peut-il me dire si des mesures spécifiques sont prévues afin de garantir un accès personnalisé aux informations et une bonne application de la loi sur l'immigration ?

5) Monsieur le Ministre peut-il affirmer que des organismes ou des associations sont subventionnés ou conventionnés pour ce genre de service et si oui, lesquels et à quelle hauteur ?

6) Monsieur le Ministre peut-il me préciser combien de demandes se font via des services spécialisés telles les firmes spécialisées d'installation ?

7) Monsieur le Ministre peut-il m'identifier les problèmes majeurs rencontrés par le service de la Direction de l'immigration dans le traitement des demandes en matière d'immigration ?

Réponse (28.11.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

ad 1) Les efforts en matière de réduction des délais se font de manière continue et comportent tant des mesures au niveau de l'organisation interne et des ressources humaines que des mesures visant à alléger les procédures. Dans ce contexte, il convient de rappeler que la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes a réduit le nombre et revu le format des pièces à l'appui à fournir par un demandeur d'une autorisation de séjour temporaire ou d'un titre de séjour, en renonçant par exemple à demander de manière systématique des copies certifiées conformes pour des documents où une copie simple s'avère suffisante.

En matière de digitalisation, la Direction de l'immigration a lancé un projet ensemble avec le Centre des technologies de l'information de l'État afin de rendre accessibles certaines démarches en matière de libre circulation des personnes et de l'immigration via les sites Internet www.guichet.lu et www.myguichet.lu. L'objectif est de permettre aux administrés d'introduire certains types de demandes par voie électronique via les sites précités, ceci en complément à l'introduction par voie postale. La mise en place du projet est prévue au cours de l'année 2020.

ad 2) Les travaux de codification de la législation en matière d'immigration sont en cours.

Au vu de la complexité de ces travaux, il n'est pas encore possible à ce stade d'avancer une date précise pour leur clôture.

ad 3) La Direction de l'immigration propose aux administrés des services d'information (guichet physique, accueil téléphonique, adresse courriel dédiée) où les personnes intéressées peuvent adresser des questions d'ordre général ou individuel sur les procédures en matière de libre circulation des personnes et l'immigration. De même, la Direction de l'immigration collabore étroitement avec le service étatique www.guichet.lu pour assurer la publication sur Internet d'informations générales sur les démarches dans le domaine de l'immigration.

Au-delà des services proposés par la Direction de l'immigration, il existe d'autres acteurs comme des bureaux d'avocats, des sociétés de réinstallation, des services sociaux ou des associations actives dans le domaine de l'immigration qui offrent du conseil sur les procédures en matière de libre circulation des personnes et d'immigration à leurs clients. Dans ces cas, le conseil sur les procédures d'immigration est souvent offert ensemble avec d'autres services spécialisés relevant du champ d'action respectif de l'acteur.

ad 4) Dans le cadre de sa mission de service au public, la Direction de l'immigration assure la mise à disposition d'informations générales et individuelles par différents moyens (voir réponse à la question précédente). Les réflexions sont en cours pour étoffer cette offre à moyen terme par un recours plus poussé aux outils informatiques, en proposant par exemple aux administrés une aide en ligne leur permettant de mieux s'orienter par rapport aux procédures en place et d'identifier la procédure applicable à leur situation.

Par ailleurs, afin d'assurer un relais des informations sur les procédures par d'autres acteurs et une bonne application de la loi sur l'immigration, la Direction de l'immigration offre des formations à l'adresse d'autres entités en contact direct avec les administrés concernés comme par exemple les acteurs du secteur social ou les agents des administrations communales.

ad 5) Tel qu'indiqué dans la réponse à la question 3, certaines associations, tout comme d'autres acteurs, offrent des services d'information et de conseil sur les procédures en matière de libre circulation des personnes et l'immigration. Ces services sont notamment proposés par des associations actives dans le domaine de la migration et se veulent souvent complémentaires aux services proposés par la Direction de l'immigration, en offrant un conseil sur un grand éventail de démarches administratives, allant au-delà des procédures en matière d'immigration ou bien en proposant un conseil plus individualisé. Consciente de la valeur ajoutée que cette offre complémentaire peut avoir, la Direction de l'immigration soutient ces associations par différents moyens comme par exemple des formations et des échanges réguliers, mais également via des subsides pour des projets spécifiques portant sur des activités d'information. Ainsi, la Direction de l'immigration a soutenu notamment le projet « guichet info-migrants » de l'association ASTI (avec au total 158.500 euros entre 2010 et 2018) et le projet « Pink Paper » de l'association Passerell pour son projet « Pink Paper » s'adressant aux demandeurs de protection internationale (avec 3.750 euros en 2018). À noter que le subside accordé au projet « guichet info-migrants » de l'ASTI est complémentaire au soutien financier accordé pour d'autres volets du même projet dans le contexte de la convention de l'ASTI avec l'Office luxembourgeois d'accueil et d'intégration.

ad 6) Il n'est pas possible de chiffrer le nombre de demandes qui se font par l'intermédiaire de services spécialisés.

ad 7) Au niveau de la Direction de l'immigration, les problèmes majeurs rencontrés lors du traitement des demandes en matière d'immigration résultent de demandes non fondées mais également de demandes imprécises ou incomplètes. S'y ajoutent des demandes complexes où une enquête administrative plus poussée s'avère nécessaire en amont d'une prise de décision.

Question 1449 (07.11.2019) de **Mme Diane Aehm** (CSV) concernant la **plateforme communautaire « Airbnb »** :

Les locations temporaires de logements à travers des plateformes comme « Airbnb » sont en plein essor et représentent une alternative aux hébergements traditionnels comme les hôtels.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances :

1) Est-ce que les revenus provenant de la location « Airbnb » sont à considérer comme revenu de location au sens de l'article 98 L.I.R. ou s'agit-il d'un bénéfice commercial au sens de l'article 14 L.I.R. ?

2) Est-ce qu'en général l'activité « Airbnb » est à considérer comme activité commerciale au sens de l'article 2 du Code de commerce ?

Réponse (22.11.2019) de **M. Pierre Gramigna, Ministre des Finances** :

Les sujets soulevés par l'honorable Députée ont déjà été traités dans le cadre de la réponse à la question parlementaire n° 0625 du 10 avril 2019.

ad 1) L'article 14, numéro 1^{er} L.I.R. se lit ainsi :

« Sont considérés comme bénéfice commercial :

1. le revenu net provenant d'une entreprise commerciale, industrielle, minière ou artisanale. Est réputée entreprise commerciale, industrielle, minière ou artisanale, toute activité indépendante à but de lucre exercée de manière permanente et constituant une participation à la vie économique générale, lorsque ladite activité ne forme ni une exploitation agricole ou forestière ni l'exercice d'une profession libérale. [...] ; »

L'article 98, alinéa 1^{er} L.I.R. se lit comme suit :

« Est considéré comme revenu provenant de la location de biens le revenu provenant :

1. de la location et de l'affermage de biens meubles ou immeubles, pour autant que ce revenu n'est pas à classer aux numéros 2 et 3 ci-après ;

2. de la concession du droit d'exploitation ou d'extraction de substances minérales ou fossiles renfermées au sein de la terre ou existant à sa surface. [...] ;

3. de redevances payées pour l'usage ou la concession de l'usage, d'un droit d'auteur sur une œuvre littéraire, artistique ou scientifique, y compris les films cinématographiques, d'un brevet, d'une marque de fabrique ou de commerce, d'un dessin ou d'un modèle, d'un plan, d'une formule ou d'un procédé secrets ou d'un autre droit analogue, [...] ;

4. le produit provenant de la cession de créances concernant la location ou l'affermage, même si la créance se rapportant à un laps de temps antérieur à la cession d'un immeuble forme un tout avec le prix de cession ;

5. la valeur locative de l'habitation occupée par le propriétaire, y compris celle des dépendances. »

L'article 98, alinéa 5 L.I.R., dispose encore que : « Lorsqu'un revenu prévu au présent article relève d'une des catégories de revenus visées à l'article 10, numéros 1 à 3, il est imposable dans la catégorie afférente de revenus. ». L'article 10, numéros 1 à 3 L.I.R. a trait aux trois catégories de revenus nets que la loi fiscale qualifie comme « bénéfiques », dont notamment la catégorie du « bénéfice commercial ».

Partant, au regard de la loi fiscale, et de manière générale, afin de déterminer si un revenu net en provenance de la location de biens est imposable comme revenu net provenant de la location de biens au sens de l'article 98 L.I.R. ou comme bénéfice commercial au sens de l'article 14 L.I.R., il est nécessaire d'apprécier, à la lumière de l'ensemble des circonstances du cas d'espèce et des critères de l'article 14, numéro 1^{er} L.I.R. (cités ci-dessus), si la location en question relève de la gestion normale du patrimoine privé du contribuable, auquel cas le revenu est à imposer comme revenu net en provenance de la location de biens, ou si elle relève d'une activité commerciale du contribuable, auquel cas il y a imposition comme bénéfice commercial.

En tout état de cause, la qualification d'un revenu comme bénéfice commercial ou comme provenant de la location de biens définit seulement la manière dont ce revenu est imposé. En vertu du principe de l'autonomie du droit fiscal, elle n'indique pas pour autant si l'activité en question relève ou non de l'article 2 du Code de commerce.

Le Ministère des Finances suit de près les développements technologiques touchant les activités économiques, notamment celles de l'économie dite de partage, ainsi que leurs implications fiscales éventuelles. Pour ce qui concerne le bail à loyer spécifiquement, des réflexions sont menées sur comment adapter le système fiscal actuel afin de garantir une situation équitable pour toute activité de location, qu'elle soit effectuée par intermédiaire d'une plateforme comme « Airbnb », ou par contrat de bail classique.

D'une manière générale, le Ministère des Finances analyse, dans le cadre des préparations de la prochaine réforme fiscale, la possibi-

lité de moderniser le droit fiscal luxembourgeois pour tenir compte au mieux des spécificités de l'économie digitale et en particulier de l'utilisation de plateformes.

ad 2) La location d'immeubles, qu'elle se fonde sur un contrat de bail classique ou se fasse au travers d'une plateforme électronique, n'est pas, en soi, une activité commerciale relevant de l'article 2 du Code de commerce. D'ailleurs, les activités de type « Airbnb » ne sont pas formellement spécifiées dans le droit d'établissement.

Question 1450 (07.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser (ADR)** concernant les **activités commerciales des membres du Gouvernement** :

Bei dëser parlamentarescher Fro geet et ëm kommerziell Aktivitéite vun der Madamm Minister Cahen. Duerch en Artikel op „rtl 5 minutes“ vum 15.01.19 gëtt ee gewuer, datt d'Madamm Minister Cahen en Appartement op der Plattform Airbnb ugebueden huet. An hirer Interessenerklärung op der Spaweckssait vun der Regierung ass dës kommerziell Aktivitéit vun der Madamm Minister Cahen net reiseignéiert.

An deem Kontext wollt ech der Regierung dës Froe stellen:

1. Wéi ass d'Position vun der Regierung zu kommerziellen Aktivitéite vun hire Membere? Ass eng Aktivitéit op Airbnb kompatibel speziell mat dem Artikel 4 vum Deontologieskodex vun der Regierung, deen iwwer „conflicts d'intérêt potentiels“ geet?

2. Wéi steet d'Regierung derzou, datt d'Madamm Minister Cahen déi kommerziell Aktivitéit net op hirer Interessenerklärung publizéiert huet?

Réponse commune (09.12.2019) de **M. Xavier Bettel, Premier Ministre, Ministre d'État**, de **M. Étienne Schneider, Vice-Premier Ministre**, de **M. François Bausch, Vice-Premier Ministre**, et de **Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration** :

De Sujet vun der Fro vum honorablen Deputéierten iwwer d'Verlounen iwwer Airbnb ass scho Géigengand gewiescht vun de Froen N° 0625 vum 10. Abrëll 2019 a gouf spezifesch behandelt vum Finanzminister a senger Äntwert op d'Fro N° 1449 vum 7. November 2019.

Question 1451 (08.11.2019) de **M. André Bauler (DP)** concernant le **développement de la Nordstad** :

Le programme gouvernemental pour la législation actuelle souligne que « les efforts de décentralisation seront poursuivis par le biais du soutien au développement de la Nordstad par des investissements publics, la mise en œuvre de zones prioritaires d'habitation du plan directeur sectoriel "logement", la mise à disposition de ressources humaines et l'implantation de services et administrations publics ».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Énergie et de l'Aménagement du territoire :

- Dans cette perspective de décentralisation, quelle stratégie précise le Gouvernement a-t-il retenu pour renforcer la Nordstad dans son rôle de troisième pôle de développement du pays ?

- Quels sont les projets du Gouvernement destinés à concrétiser cette stratégie, notamment sur le plan de la décentralisation administrative ?

- Le cas échéant, quelles sont les initiatives que Monsieur le Ministre a entamé de concert avec les ministères qui se proposent de délocaliser des services administratifs de la capitale vers la Nordstad ?

- Quelles seraient les éventuelles conclusions en la matière ?

Réponse (11.12.2019) de **M. Claude Turmes, Ministre de l'Aménagement du territoire** :

Les réflexions concernant la promotion et le renforcement socio-économique de la Nordstad en tant que pôle de développement du pays, au même titre des deux autres pôles du sud et du centre du pays, sont en cours sous la direction du Département de l'aménagement du territoire. Dans le cadre des travaux de recensement des besoins en bureaux au niveau de l'État, la Nordstad et son territoire sont, à côté de l'aire fonctionnelle d'Esch-sur-Alzette, considérés comme les deux pôles à prioriser en

tant que lieux d'implantation de services étatiques (soit par la création, soit par le redéploiement de services publics).

Dans le contexte de valorisation de la Nordstad, l'État a créé le 28 mai 2019 une société de développement (Entwicklungsgesellschaft Nordstad SARL) ayant pour objet de favoriser le développement urbain de la Nordstad par la viabilisation, l'acquisition, la vente, la location ou tous autres moyens, de terrains situés sur le territoire des communes composant la Nordstad ainsi que d'effectuer toutes études et activités préparatoires à cette valorisation, dans un sens favorable à l'intérêt général en respectant les principes du développement durable et plus précisément les prémisses de l'aménagement du territoire. D'une durée limitée de 20 ans et susceptible de prorogation, la société est dotée d'un capital social fixé à 2.000.000 € et débutera ses travaux début 2020 après la clôture de la procédure de recrutement pour le poste de directeur général. La société créée s'occupera prioritairement du développement urbanistique de l'axe central Ettelbruck-Diekirch dans le cadre de remembrements urbains.

En outre, afin de renforcer la Nordstad dans son rôle de troisième pôle de développement du pays, les grands projets suivants sont actuellement en cours d'exécution :

- le couloir multimodal entre Ettelbruck et Diekirch (phases 1-2), qui permet d'accorder la priorité à la ligne de bus entre Ettelbruck et Diekirch et à la mobilité douce (voie commune pour piétons et cyclistes) ;

- le pôle d'échange multimodal de la gare d'Ettelbruck incluant le nouveau pont Patton (accordant également la priorité aux bus et à la mobilité douce) et comprenant les phases suivantes :

1) la réorganisation du réseau routier à Ettelbruck ;
2) la nouvelle gare routière, et
3) la mise en souterrain de la route nationale N7 à la hauteur de la gare pour améliorer le trafic entre Diekirch, Warken et Schieren ;

- la direction de l'Administration de la nature et des forêts qui a déménagé depuis 2015 du centre à Diekirch ;

- dans le cadre du projet de la « Caserne Grand-Duc Jean au Herrenberg à Diekirch - réaménagement et extension », il est planifié qu'une partie du Service de l'État-Major déménagera du centre vers le Herrenberg ;

- dans le projet Ettelbruck-gare, des bureaux sont prévus pour l'Inspectorat du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse ainsi que pour la Police grand-ducale.

Question 1452 (08.11.2019) de **M. François Benoy (déli grëng)** concernant la **location de presbytères** :

Le Ministère de l'Intérieur a récemment été saisi pour avis au sujet de la décision du conseil communal d'Ettelbruck d'approuver un contrat de bail relatif à la location du presbytère au curé de la paroisse d'Ettelbruck. En effet, le conseil communal avait fixé un loyer nettement moins élevé pour le presbytère donné en location au curé (400 € pour une maison d'environ 250 m², donc 1,6 €/m²) que pour un autre logement, dont le contrat de bail avait été approuvé durant la même séance (1.200 € pour un appartement de 100 m², donc 12 €/m²). Selon le Collège de bourgmestre et échevins, le loyer du presbytère avait été fixé en analogie aux loyers applicables pour les maisons de service de la commune.

Dans son analyse de la conformité de cette décision aux dispositions légales, le Ministère de l'Intérieur constate « qu'il n'existe pas de relation de travail contractuelle entre le curé et la Ville d'Ettelbruck qui justifierait le paiement d'un loyer pour une maison de service ». Par ailleurs, concernant la conformité de la décision à l'article 10bis, paragraphe 1 de la Constitution (« Les Luxembourgeois sont égaux devant la loi »), le Ministère de l'Intérieur note qu'« en l'espèce les conditions pour une différence de traitement ne sont pas remplies, vu qu'il n'existe pas de disparités objectives » [entre les locataires].

En guise de conclusion, le ministère recommande aux « responsables communaux de fixer à l'avenir des critères objectifs pour la location de logements appartenant à la Ville d'Ettelbruck ».

Dans ce contexte, je me permets de demander les renseignements suivants à Madame la Ministre de l'Intérieur :

1) Madame la Ministre dispose-t-elle de données concernant le montant de loyers fixés pour la location de presbytères ou d'autres

logements donnés en location à des curés ? Dans l'affirmative, serait-elle en mesure de nous fournir une liste des prix du mètre carré pour la location de ces logements dans les différentes communes au Luxembourg ?

2) Madame la Ministre ne jugerait-elle pas opportun de transmettre ses conclusions concernant la nécessité de fixer des critères objectifs pour la location de logements à toutes les communes au Luxembourg, afin d'éviter des inégalités de traitement similaires au cas précité ?

Réponse (22.11.2019) de **Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur** :

Mon Ministère ne dispose pas de données précises sur le montant des loyers que stipulent les contrats de bail conclus entre les administrations communales et les curés. En effet en vertu de la loi communale modifiée du 13 décembre 1988 seuls les baux immobiliers dépassant la durée de trois ans et dont le loyer annuel dépasse la somme de 10.000 euros sont soumis à mon approbation. À défaut d'une vue d'ensemble, je ne saurais pas fournir de liste avec les prix au mètre carré pour des locations pareilles.

À l'exception du cas cité par le député, je n'ai pas connaissance de situations où, dans ce domaine, le principe d'égalité devant le service public communal n'aurait pas été respecté, de sorte qu'à l'heure actuelle il ne me paraît pas nécessaire de transmettre une circulaire aux communes.

Par la circulaire n° 3357 du 21 mars 2016, ayant eu pour objet la loi du 17 mars 2016 modifiant le décret du 30 décembre 1809 concernant les fabriques d'église, entre-temps abrogée par la loi du 13 février 2018 sur la gestion des édifices religieux et autres biens relevant du culte catholique, ainsi que sur l'interdiction du financement des cultes par les communes, mon prédécesseur avait déjà informé les communes qu'elles étaient libérées de l'obligation de fournir gratuitement au curé un logement, mais qu'elles pouvaient lui mettre à disposition un logement sur base d'un contrat de bail. Il est sous-entendu que cette mise à disposition ne peut avoir lieu à des conditions plus avantageuses par rapport à celles appliquées aux autres locataires de la commune.

Question 1453 (08.11.2019) de **M. Max Hahn (DP)** concernant le **système d'alerte « chaleur » dans les voitures** :

Un Italien ass viru Kuerzem e System agefouert ginn, dee Leit mat kleng Kanner oder Puppelcher am Auto derzou verflücht, e Warnsystem un de Kannersëtz ze installéieren, fir de Fall, dass d'Kanner am Auto vergiess ginn. Effektiv sinn an Italie scho Kanner gestuerwen, déi bei grousser Hëtzt am Auto vergiess gi sinn. Den neie System soll dat an Zukunft verhënnern, well an esou enger Situatioun e Warnsignal ausgeléist gëtt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Baute follgend Froe stellen:

- Kennt den Här Minister dëse System?

- Fënnt den Här Minister et sënnvoll, fir dëse System och zu Lëtzebuerg obligatoresch ze maachen?

- Sinn der Regierung Fäll bekannt, an deene Kanner gestuerwen oder schwéier blesséiert gi sinn, well se bei héijenen Temperaturen am Auto bliwwen sinn?

Réponse commune (09.12.2019) de **M. François Bausch, Ministre de la Mobilité et des Travaux publics**, et de **M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé** :

Den honorablen Deputéierten Max Hahn freet a senger parlamentarescher Fro ob et envisagéiert ass, och zu Lëtzebuerg, wéi an Italie, ee System obligatoresch anzeféieren, mat deenen d'Leit mat kleng Kanner oder Puppelcher sollen informéiert ginn, wa se d'Kand oder de Puppelchen am Auto vergiess hunn, fir bei waarmen Deeg ze vermeiden, dass Kanner oder Puppelcher kéinten ee Schued erliden.

Béid Ministeren hu Kenntnis vum italienschen Gesetz, op dat den honorablen Deputéierten hiweist, woubäi et am Moment net envisagéiert ass, zu Lëtzebuerg esou Systemer obligatoresch anzeféieren.

An dësem Zesammenhang ass dorop ze verweisen, dass déi Obligatioun an Italie just fir Autoe gëllt, déi tatsächlech an Italien ugemellt

sinn, a fir Chaufferen, déi ee Wunnsätz an Italien hunn an een Auto benotzen, deen net an Italien ugemellt ass. Wann een dëst allerdeings op Lëtzebuerg projezéiert, géif dat fir ee groussen Deel vun den Autoen a Chauffere bedeuten, dass keng Flicht géif bestoen, fir esou Systemer ze benotzen.

Fir eng eenheetlech Approche kéinten ze garantéieren, wier et denkbar, dass esou Systemer obligatoresch kéinte ginn, wann dës iwwert déi europäesch an international Homologationsbestimmungen agefouert géife ginn.

Question 1454 (08.11.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant la **Journée internationale de solidarité intersexue** :

Le 8 novembre est la Journée internationale de solidarité intersexue (personnes ayant des atypiques du développement sexuel). Malgré les efforts déployés ces dernières années, il reste encore beaucoup à faire tant au niveau politique que sociétal.

Dans ce contexte, l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que : « Les interventions chirurgicales ou médicales chez les mineurs incapables de discernement et chez qui le sexe biologique ne peut pas être clairement déterminé seront interdites par la loi, sauf les cas de nécessité vitale. »

Sur la base de ces informations, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Madame la Ministre de la Justice :

1) Madame la Ministre peut-elle nous faire un état des lieux concernant l'élaboration de la loi susmentionnée ?

2) Le ministre peut-il nous fournir des données ventilées sur le nombre d'enfants intersexes ayant subi des opérations chirurgicales médicalement irréversibles ?

3) Quelles mesures ont été mises en place ou seront mises en place pour fournir des conseils et une aide appropriée aux familles d'enfants intersexes ?

4) Quels moyens de réadaptation et de réparation sont prévus pour les enfants intersexes ayant subi un traitement médical ou chirurgical inutile et irréversible ?

5) Les pédiatres, les médecins et chirurgiens, les éducateurs et enseignants, sont-ils assez informés et sensibilisés autour de la thématique intersexue pour pouvoir fournir des informations et le soutien approprié aux enfants et familles concernés ?

Réponse commune (13.12.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

Sensible aux problèmes que rencontrent les personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes, le Gouvernement a articulé sa volonté de vouloir répondre aux besoins des personnes LGBTI dans l'accord gouvernemental 2018-2023. L'accent est mis sur le domaine de la justice (point 6, page 23 de l'accord), le domaine de la famille et du social (point 11, page 51), le domaine de la santé (point 13, page 95), le domaine de la sécurité sociale (point 19, page 111), ainsi que dans le domaine de la politique internationale et transfrontalière (point 33, page 211).

ad 1) Les questions en relation avec une interdiction des interventions chirurgicales ou médicales effectuées chez des mineurs intersexuels relèvent tant des compétences du Ministère de la Justice que du Ministère de la Santé. Les concertations interministérielles en la matière sont en cours.

ad 2) Le Ministère de la Santé ne dispose pas de chiffres concernant le nombre d'enfants intersexes ayant subi des opérations chirurgicales médicalement irréversibles, car il n'y a aucune obligation légale d'enregistrement de ces cas.

Avec l'introduction de la documentation hospitalière sur base de l'article 38 de la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, tout hôpital procède à l'analyse quantitative et qualitative de son activité, dont notamment les interventions, les examens médicaux et les prestations des professionnels de santé impliqués dans la prise en charge. Cette disposition légale

permet au Ministère de la Santé de recueillir des informations plus précises sur le devenir des enfants intersexes dans les années à venir.

ad 3) En octobre 2018, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a lancé une campagne de sensibilisation sur le sujet de l'intersexuation. Cette campagne comprend un site Internet (www.intersex.lu), une affiche et un dépliant à l'attention des parents d'un enfant intersexue. Les supports sont disponibles en allemand et en français. Dans ce même contexte, le service de consultation Familien-Center a été mandaté par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région de se spécialiser dans l'accueil et l'accompagnement des personnes intersexes et des familles d'enfants intersexes.

Le plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) prévoit l'élaboration d'un protocole pour annoncer l'intersexuation et d'un protocole d'information en amont de tout traitement médical demandé, tous les deux fondés sur les droits fondamentaux des enfants/personnes intersexes, ainsi que la mise en œuvre par une équipe multidisciplinaire.

ad 4) Puisque les situations médicales divergent fortement d'un individu à l'autre, d'éventuels cas concernés devraient être traités individuellement en ce qui concerne la réadaptation.

ad 5) Grâce à un partenariat entre plusieurs ministères, la campagne de sensibilisation du Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région a été diffusée fin 2018 auprès de plus de 2.000 destinataires, dont notamment les médecins généralistes, médecins du travail, gynécologues, pédiatres, sages-femmes, cliniques, maternités, les acteurs de l'enseignement formel, non formel et de l'aide à l'enfance ainsi que les administrations et associations conventionnées par le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région.

Du côté des formations, le Ministère de la Famille, de l'Intégration et à la Grande Région va organiser en collaboration avec le Familien-Center début 2020 une journée de formation sur le thème de l'intersexuation à l'attention des professionnels amenés à accompagner des personnes intersexes ou les familles d'enfants intersexes.

Le plan d'action national pour la promotion des droits des personnes lesbiennes, gays, bisexuelles, transgenres et intersexes (LGBTI) prévoit aussi des formations pour les professionnels de la santé, incluant les professions médicales et les professions de santé réglementées, sur les variations des caractéristiques sexuelles et sur les droits et les besoins de santé des personnes intersexes.

Ces formations n'ont toutefois pas encore été mises en place.

Question 1455 (08.11.2019) de **Mme Françoise Hetto-Gaasch** (CSV) concernant le **rapport de la Commission consultative des droits de l'homme en matière de traite des êtres humains** :

Je souhaiterais poser une question parlementaire à Madame le Ministre de la Justice et à Monsieur le Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire concernant le dernier rapport de la Commission consultative des droits de l'homme en matière de traite des êtres humains.

À cet égard, je me permets de citer ci-après quelques extraits du rapport susmentionné :

« Ce qui nous aura surpris est le nombre croissant de victimes dans le monde du travail. Et en parallèle le fait que les constats que nous faisons en 2017 sur les dispositifs disponibles pour mieux combattre ce phénomène, comme par exemple l'Inspection du travail et des mines (ITM), n'ont guère évolué. Pour écrire le fond de ma pensée, nous aurions pu faire un copier-coller de ce que nous écrivions dans notre rapport 2017 pour l'intégrer dans celui de 2019. Comme vous le lirez, l'ITM ne se sent pas concernée par ce sujet de la traite et ne s'en cache pas de le dire ouvertement. La direction estime qu'avant toute évolution la législation doit être changée pour donner à l'administration les instruments juridiques nécessaires à l'accomplissement de cette mission, faute de quoi aucun progrès n'est à prévoir. C'est là une attitude pour le moins surprenante que je ne partage pas car elle fait le lit de l'indifférence et de la banalisation. La CCDH ne voit pas les choses de cette façon. Nous rappelons que la loi oblige tout fonctionnaire, ainsi que tout salarié ou agent chargés d'une mission de service public, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance de

faits susceptibles de constituer un crime ou un délit, d'en informer sans délai le procureur d'État.

Le terme de traite des êtres humains ne figure pas une seule fois dans le rapport 2018 de l'ITM. Alors même que l'ITM a procédé à plus de 3.500 contrôles sur le terrain dont 51 concernaient le travail clandestin, aucune victime de traite n'a été détectée. Nous savons aussi que des victimes de la traite se sont adressées au guichet de l'ITM sans recevoir aucune aide et ils ne sont repris dans aucune statistique. Au niveau des autorités politiques qui ont en charge la politique du travail nous n'avons pas perçu cette réactivité qui nous amènerait à penser qu'il y a une volonté d'engager un combat plus efficace et conséquent contre la traite. Un protocole relatif à la convention de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur le travail forcé et qui date de 2014 n'a toujours pas été ratifié par notre Parlement : la CCDH ainsi que de nombreuses ONG ont attiré l'attention des autorités pour engager la procédure en la matière et nous ne comprenons pas pourquoi les choses traînent de cette façon. [...] »

C'est pourquoi j'aimerais poser les questions suivantes à Madame et Monsieur les Ministres :

1) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer si les dispositions applicables à l'Inspection du travail et des mines (ITM) et l'article 23 (2) du Code de procédure pénale s'excluent réciproquement, en ce sens que les agents de l'ITM ne seraient pas soumis à l'obligation de dénonciation prévue au Code de procédure pénale ?

- À considérer que les dispositions susmentionnées ne s'excluaient pas réciproquement, les agents de l'ITM qui ne dénonceraient pas les faits pénaux à leur connaissance en vertu de l'article 23 (2) du Code de procédure pénale ne s'exposent-ils pas à des poursuites pénales au titre des articles 140 et 141 du Code pénal ?

- Dans l'affirmative, le Gouvernement entend-il proposer des adaptations législatives ?

2) Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils m'informer si le Gouvernement envisage de soumettre à la Chambre des Députés un projet de loi portant approbation du protocole relatif à la convention OIT sur le travail forcé datant de 2014 et suivant quel échéancier ? Dans la négative, quelles sont les raisons amenant le Gouvernement à ne pas y procéder ?

3) Le Gouvernement envisage-t-il d'autres mesures législatives pour mieux endiguer le phénomène de la traite des êtres humains au Luxembourg ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

4) Quelles sont les autres actions programmées par le Gouvernement pour agir contre ces agissements odieux ?

Réponse commune (09.12.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1) L'article 23 (2) du Code de la procédure pénale dispose que : « Toute autorité constituée, tout officier public ou fonctionnaire, ainsi que tout salarié ou agent chargés d'une mission de service public, qu'il soit engagé ou mandaté en vertu de dispositions de droit public ou de droit privé, qui, dans l'exercice de ses fonctions, acquiert la connaissance de faits susceptibles de constituer un crime ou un délit, est tenu d'en donner avis sans délai au procureur d'État et de transmettre à ce magistrat tous les renseignements, procès-verbaux et actes qui y sont relatifs, et cela nonobstant toute règle de confidentialité ou de secret professionnel lui étant applicable le cas échéant. »

Les dispositions applicables à l'ITM et l'article 23 (2) précité du Code de procédure pénale ne s'excluent pas réciproquement.

Toutefois, il y a lieu de noter en premier lieu que l'ITM est de par sa loi cadre compétente en matière de conditions de travail, de sécurité et santé au travail et en matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier. Par ailleurs, des lois spéciales confèrent des compétences de contrôle à l'ITM en matière d'établissements classés, de maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses (établissements Seveso), de sécurité des tunnels et des mines.

En ce qui concerne la traite des êtres humains, le Gouvernement a multiplié au cours des dernières années les interventions législatives afin de se conformer pleinement aux instruments internationaux, adoptés en matière de lutte contre la traite des êtres humains.

La loi du 9 avril 2014 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains, les règlements grand-ducaux du 10 mars 2014 respectivement du 11 septembre 2014 concernant l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains ainsi que

la loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles constituent les dernières initiatives en la matière.

La loi du 28 février 2018 renforçant la lutte contre l'exploitation de la prostitution, le proxénétisme et la traite des êtres humains à des fins sexuelles a notamment modifié le Code pénal en prévoyant que toute personne qui obtient, procure, détruit, dissimule, fait disparaître, confisque, retient, modifie, reproduit ou détient un document de voyage ou d'identité d'une autre personne ou en facilite l'usage frauduleux, avec l'intention de commettre une infraction en matière d'exploitation de la prostitution et du proxénétisme, de la traite des êtres humains et en matière du trafic illicite des migrants est punie d'un emprisonnement de trois ans à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 50.000 euros.

À noter également que l'incrimination de la traite a été introduite dans le Code pénal, en ses articles 382-1 et suivants, par la loi du 31 mai 1999 visant à renforcer les mesures contre la traite des êtres humains et l'exploitation sexuelle des enfants, complétée par la loi du 13 mars 2009 relative à la traite des êtres humains et par la loi du 9 avril 2014 renforçant le droit des victimes de la traite des êtres humains.

Ainsi, le fait de recruter, de transporter, de transférer, d'héberger, d'accueillir une personne, de passer ou de transférer le contrôle sur elle, en vue de l'exploitation du travail ou des services de cette personne sous la forme de travail ou de services forcés ou obligatoires, de servitude, d'esclavage ou de pratiques analogues et en général dans des conditions contraires à la dignité humaine est sanctionné en tant que traite des êtres humains (article 382-1, paragraphe 1, point 2 du Code pénal).

Selon l'article 382-1, paragraphes 2 et 3, l'infraction de traite est punie d'une peine d'emprisonnement de trois à cinq ans et d'une amende de 10.000 à 50.000 euros alors que la tentative est punie d'une peine d'emprisonnement d'un an à trois ans et d'une amende de 5.000 à 10.000 euros.

La loi modifiée du 8 mai 2009 sur l'assistance, la protection et la sécurité des victimes de la traite des êtres humains définit l'assistance aux victimes de la traite et les services d'assistance aux victimes de la traite et détermine les conditions d'exercice des activités et prestations de ces services ainsi que la collaboration avec la police en la matière.

La loi modifiée du 29 août 2008 sur la libre circulation des personnes et l'immigration réglemente pour sa part la période de réflexion et de rétablissement ainsi que l'octroi de titre de séjour aux victimes de la traite.

Pour ce qui est de l'identification d'une victime de la traite des êtres humains, la loi modifiée du 29 août 2008 portant sur la libre circulation des personnes et l'immigration dispose que l'identification formelle d'une victime doit et peut seulement être effectuée par la Police grand-ducale, plus précisément par le service de police judiciaire - section criminalité organisée ou cellule de protection des victimes - qui est responsable de l'identification. Toute victime potentielle doit ainsi être orientée vers le service de police judiciaire. Dans ce cas, le Parquet général est également informé du dossier.

En matière d'emploi de ressortissants de pays tiers en séjour irrégulier et pour le cas où l'infraction est commise par un employeur qui utilise le travail ou les services de ce ressortissant de pays tiers en séjour irrégulier en sachant que cette personne est victime de la traite des êtres humains, l'article L.572-5 du Code du travail confère expressément le pouvoir à l'ITM de pouvoir déposer un procès-verbal reprenant cette circonstance aggravante en matière de travail illégal entre les mains du procureur d'État.

Malgré le fait qu'aucune autre loi ne prévoit que l'ITM puisse agir en matière de traite des êtres humains, l'ITM fait participer l'ensemble de ses inspecteurs du travail à des formations en matière de traite des êtres humains et pour le cas où l'ITM constate lors de ses contrôles en matière de conditions de travail et de sécurité et santé au travail des indices relatifs à la traite des êtres humains, cette dernière continue à chaque fois toutes les informations y relatives à la Police grand-ducale pour compétence.

Partant, il ne saurait pouvoir être affirmé que l'ITM est inactive en matière de traite des êtres humains.

En ce qui concerne les remarques suivantes : « Nous savons aussi que des victimes de la traite se sont adressées au guichet de l'ITM sans recevoir aucune aide et ils ne sont repris dans aucune statistique. » Nous prenons note de l'absence de statistiques sur la thématique

dans le rapport annuel de l'ITM mais nous refusons le fait que des victimes de la traite n'aient pas été prises en charge par l'ITM.

Aussi, en aucun cas, nous ne pouvons valider l'allégation que « l'ITM ne se sent pas concernée par ce sujet et ne s'en cache pas ».

ad 2) Le projet de loi portant approbation du Protocole P029 de l'Organisation internationale du travail relatif à la Convention sur le travail forcé, signé à Genève, le 11 juin 2014 a été approuvé par le Conseil de Gouvernement en date du 6 décembre 2019 et sera soumis à la Chambre des Députés dans les meilleurs délais.

ad 3) Un sous-groupe « Législation » a été constitué au sein du Comité de suivi de lutte contre la traite des êtres humains qui a pour mission d'analyser si des mesures législatives doivent être prises ou non. Pour effectuer ce travail, le groupe se base notamment sur les résultats des différentes évaluations (GRETA, TIP Report, Rapport CCDH, Commission européenne), mais également sur les expériences des praticiens et experts du terrain.

Les conclusions du pré-dit sous-groupe vont en outre faire partie du nouveau plan d'action en matière de lutte contre la traite des êtres humains, actuellement en cours d'élaboration.

Pour des problématiques nécessitant le cas échéant une réponse légale plus immédiate, le sous-groupe envisage de soumettre des recommandations au Gouvernement.

ad 4) Faisant suite à l'accord de coalition du Gouvernement 2018-2023, le « Comité de suivi de lutte contre la traite des êtres humains », présidé par le Ministère de la Justice, s'engage contre la traite des êtres humains sous toutes ses formes (prostitution, travail forcé...) et compte renforcer les efforts nationaux et internationaux afin de combattre ce fléau.

Quant aux mesures prises au niveau du pré-dit comité, on peut citer les mesures de sensibilisation et d'information suivantes :

a) Campagne EUCPN

Ensemble avec 23 autres pays européens, le Luxembourg a décidé de se joindre à l'initiative de l'EUCPN (European Crime Prevention Network) pour lancer une campagne de prévention contre la traite des êtres humains qui a pour objectif d'informer les victimes ou victimes potentielles sur leurs droits au niveau européen, où trouver de l'aide, de la protection et de l'information.

La campagne cible les victimes et victimes potentielles. À travers une campagne d'affichage et sur les réseaux sociaux, le message est diffusé en plusieurs langues et à des endroits très précis (gares, arrêts de bus, services d'assistance et d'accueil, etc.) afin d'atteindre directement les populations vulnérables.

La campagne de prévention, financée par le Fonds de sécurité intérieure de l'Union européenne, a été lancée le 17 octobre 2019, afin d'informer les victimes qu'elles possèdent des droits qu'elles peuvent réclamer dans tous les pays membres de l'Union européenne : assistance et protection, droits de l'homme, droits du travail, droit de se voir accorder un délai de réflexion et un titre de séjour.

À toutes fins utiles il y a lieu de mentionner que la diffusion se fait aussi via les sites Facebook et Web « stoptraite.lu », créés il y a quelques années dans le contexte de la première campagne de sensibilisation à destination du grand public. De telle manière cette campagne est également reconduite.

b) Brochure

Une brochure à destination des victimes potentielles est sur le point d'être finalisée. Elle contiendra les informations en plusieurs langues (dont l'arabe, le chinois, l'albanais, etc.) et sous forme de pictogrammes et sera distribuée largement.

c) Coffret pédagogique

En collaboration avec Caritas, un coffret pédagogique sur le travail décent, à destination des lycéens, est en voie d'élaboration et sera mis à disposition au courant de 2020.

c) Formations

Concernant les formations, depuis 2016, l'Institut de l'administration publique (INAP) propose une formation de base en matière de traite des êtres humains qui est accessible à tout agent de l'État et agent communal. La formation s'adresse à tout agent intéressé et concerné par la matière ainsi qu'aux acteurs sociaux des ONG. L'objectif principal de ladite formation de base consiste à informer et sensibiliser le public cible quant au phénomène de la traite et la possibilité de détecter des victimes de la traite. Les cours sont dispensés par un représentant du Ministère de la Justice, un représentant du Ministère de l'Égalité des

chances, un représentant de la police judiciaire et des représentants des deux services d'assistance aux victimes.

Des formations continuent à être tenues régulièrement à l'INAP en 2018 (2) et 2019 (2) et des formations « sur mesure » sont également proposées.

À titre d'exemple, en 2019, une formation a eu lieu à destination des médecins-légistes travaillant entre autres à l'Unité médico-légale de documentation des violences alors qu'ils peuvent également être confrontés à des victimes de la traite.

Les participants à la formation de base dispensée à l'INAP viennent des services d'administration divers, des ONG du secteur conventionné, des communes, des ministères et du secteur de la santé. Les services d'administration représentés comprenaient la Direction de l'immigration, le Centre de rétention, l'Office luxembourgeois de l'accueil et de l'intégration (OLAI), les douanes, l'Inspection du travail et des mines, la police et autres services.

Par ailleurs les associations ayant signé un accord de collaboration avec l'OLAI, notamment la Croix-Rouge et Caritas, ont l'obligation de former leurs équipes chargées de l'encadrement et du suivi socio-éducatif des demandeurs de protection internationale (DPI) en matière de traite.

Des formations de base ont été tenues au mois de novembre 2019 et sont prévues pour janvier 2020, dans le cadre desquelles environ 80 personnes recevront les outils nécessaires à la détection des victimes potentielles.

Depuis 2017, deux à trois formations approfondies « Approche et accompagnement des victimes de traite, posture du travailleur et compréhension du phénomène » sont organisées et financées annuellement par le Ministère de l'Égalité entre les femmes et les hommes.

Les participants à ces formations représentaient les ONG du secteur conventionné, des ministères, la Direction de l'immigration et la police.

L'INAP a intégré ces formations depuis 2018 dans le cadre de son programme de formation pour les agents de l'État et les agents communaux.

En outre, plusieurs formations en matière de traite pour les officiers de police judiciaire ont été organisées.

Le Luxembourg n'ayant pas d'institut de formation judiciaire des magistrats, des conventions ont été signées par le Ministère de la Justice avec l'École nationale de la magistrature française (ENM) et l'Institut de formation judiciaire belge. Pratiquement tous les magistrats spécialisés concernés, y compris ceux du siège, ont suivi une formation spécifique à l'ENM à Paris depuis 2014.

Les travailleurs des ONG conventionnées avec le Ministère de l'Égalité des chances suivent des formations régulières à l'étranger.

d) Travaux au niveau du Benelux

La thématique de « lutte contre l'exploitation des enfants » a été approfondie en 2017 avec notamment l'organisation d'un séminaire sur ce sujet le 17 novembre 2017 au niveau Benelux, et ceci dans le cadre de la semaine de la sécurité. Ce séminaire s'inscrivait parfaitement dans les activités menées en matière de lutte contre la traite des êtres humains.

En 2018, sous présidence belge du Comité des Ministres Benelux, une attention particulière a été accordée aux implications du secteur médical. En effet, il peut arriver que des professionnels du secteur médical soient confrontés à des situations liées à la traite des êtres humains.

Dans ce cadre, une journée d'information et d'échange a été organisée au Secrétariat général, le 29 novembre 2018, avec le soutien de la présidence belge du Benelux. L'objectif de cette manifestation était donc avant tout d'informer et de sensibiliser les acteurs du secteur médical, qui ne sont pas des experts en la matière, à la thématique de la traite des êtres humains.

Pour 2019, le Parlement Benelux a aussi retenu le thème de la traite des êtres humains comme une priorité de son programme de travail annuel. De ce fait, un débat thématique portant sur « La traite des êtres humains et les technologies innovantes pour lutter contre les trafiquants d'êtres humains », a été organisé lors de la séance plénière du 14 juin 2019. Il est vrai que d'importants progrès peuvent encore être réalisés par le recours à la technologie pour rechercher les cas de traite d'êtres humains et y mettre un terme. Hormis l'utilité d'un débat politique et l'échange d'expériences pratiques au niveau d'instances de recherche recourant à des technologies nouvelles et à l'échange de données, l'objectif du Parlement est d'adresser des recommandations

Le saviez-VOUS ?

DÉPÔT

Le dépôt est l'acte par lequel la Chambre des Députés est officiellement saisie d'un projet de loi ou d'une proposition de loi.

au Comité de Ministres Benelux en vue du renforcement de la lutte transfrontalière contre la traite des êtres humains.

Concernant les activités en 2019 du Comité des Ministres Benelux, il ressort des priorités de la présidence luxembourgeoise qu'« un objectif [...] sera poursuivi à travers la mise en œuvre de la déclaration d'intention contenant des actions et mesures envisagées en vue de renforcer la coopération en matière de traite des êtres humains qui fut signée le 2 décembre 2016 ».

En vue de la réalisation des priorités de la présidence luxembourgeoise en 2019, deux manifestations sont à l'ordre du jour.

Une journée d'échange entre experts de la traite et de l'immigration s'est tenue à Bruxelles le 1^{er} octobre 2019, mettant l'accent sur la détection, l'identification et la prise en charge des victimes de la traite parmi les DPI. Le but de cette journée était d'avoir un échange entre professionnels du domaine de la traite et du domaine de l'immigration et de recueillir leurs témoignages qui devraient permettre d'aboutir à des conclusions concrètes pouvant servir de base pour les discussions lors d'une conférence qui se tiendra le 10 décembre et dans le cadre de laquelle les ministres de la Justice des trois pays signeront une déclaration politique.

Question 1456 (08.11.2019) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant la résidence des élus communaux :

Am Gemengegesetz steet follgende Passus: „avoir sa résidence habituelle dans la commune, c'est-à-dire y habiter d'ordinaire“. Dat bréngt mat sech, wann een d'Konditione vun der Wielbarkeet net méi erfëllt, datt et dann och automatesch zu enger Demission am Gemengerot komme misst. A leschter Zäit gëtt et uechtert d'Land ënnerschiddlech Interpretatiounen zum Passus 193bis.

An dësem Kontext hätt ech follgend Froen un d'Madamm Inneminister:

1. Wéi ass de Passus „y habiter d'ordinaire“ genee auszeleeën?

2. Wéi gëtt dëse Passus an der Praxis kontrolléiert an u wéi ass et, fir deen ze iwwerpréieren?

Réponse (29.11.2019) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur :

Den honorabelen Deputéierte renschéiert sech iwwert d'Interpretatioun vun den Artikelen 10, 192 an 193bis vun ofgeännerte Walgesetz vum 18. Februar 2003.

Laut den Artikelen 10 an 192 ass eng Persoun fir de Gemengerot eligibel, déi hir „résidence habituelle“ um Territoire vun der Gemeng huet. Domat mengt de Gesetzgeber déi Plaz, op där eng Persoun ordinär wunn. Méi prezis sinn déi Notiounen net définiert an ennerleien der Appreciatioun vun der Inneministesche an de Gemengenautoritéiten, jee nodeem, wie Kenntnis vun der Situatioun huet.

Dat ofgeännert Gesetz iwwert d'Identifikatioun vun de physische Persoune ka bei der Interpretatioun hëllefen, well d'Notioun vun der „résidence habituelle“ do wuel net identesch, awer ganz änlech définiert ass an am Artikel 22 eng Indikatioun gëtt vun Elementer, déi zréckbehalen kënnen ginn, fir de Beweis ze bréngen, wou eng Persoun sech ophält. Dat sinn d'Plazen, wou een no der Aarbecht higeet, wou d'Kanner an d'Schoul ginn, wou Energie a Waasser verbraucht ginn a wou een Telefongesprächer vum Festnetz féiert. Ausserdeem kann ee Contrat de bail zu deem Zweck déngen.

E Gemengerotsmember, deen d'Konditione vun der Residenz um Territoire vun der Gemeng net méi erfëllt, verléiert automatesch säi Mandat.

Wann de Schäfferot oder d'Inneministesche Kenntnis vun esou enger Situatioun hunn, informéiere si de Gemengerot an déi concernéiert Persoun. De Verfall vum Mandat gëtt bis spéitstens 30 Deeg nom Erhale vun der Informatioun vum Gemengerot constatéiert. D'Decisioun deelt de Schäfferot oder d'Inneministesche der concernéierter Persoun mat. Vun deem Moment un huet si en Delai vun aacht Deeg, fir géint d'Decisioun e Recours vimum Verwaltungsgericht ze maachen. Dat nämmelecht Recht (Recours) hunn och de Schäfferot an d'Inneministesche.

Question 1457 (08.11.2019) de Mme Stéphanie Empain et M. Charles Margue (déi gréng) concernant les principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales :

Dans le cadre de la « Déclaration sur l'investissement international et les entreprises multinationales », les États adhérents de l'OCDE ont défini les « principes directeurs pour les entreprises multinationales ». Il s'agit de recommandations axées sur une conduite raisonnable des entreprises dans des domaines comme les relations professionnelles, les droits de l'homme, l'environnement, la fiscalité, la transparence et la lutte contre la corruption.

Dans le cadre de ces principes directeurs ont été créés des points de contact nationaux (PCN) dans chaque État adhérent chargés de promouvoir les principes directeurs, de les diffuser et de répondre aux saisines pour non-respect de ces principes. Le PCN luxembourgeois est coordonné par le secrétariat du Comité de conjoncture sous la tutelle du Ministère de l'Économie.

Toute personne, organisation non gouvernementale ou entreprise peut saisir le PCN. Si la demande est jugée recevable, le PCN organise entre les parties impliquées un règlement consensuel dans l'affaire en question. Dans le cas où cette procédure mène à un accord entre les deux parties, le PCN s'exprimera à nouveau après douze mois afin d'évaluer si l'accord trouvé entre les deux parties a effectivement été respecté. Si les parties ne parviennent pas à trouver un accord, le PCN émet un communiqué avec des recommandations pour l'entreprise et donne son avis sur le respect des principes directeurs par l'entreprise en question.

Notons par ailleurs qu'avec son accord de coalition, le Gouvernement actuel prévoit d'étudier la possibilité de légiférer sur le devoir de diligence pour les entreprises domiciliées au Luxembourg afin de garantir le respect des droits humains et de l'environnement tout au long de la chaîne de valeur.

Dans ce contexte, nous voudrions avoir les renseignements suivants de la part de Monsieur le Ministre de l'Économie :

1) Depuis sa création, quel est le nombre de demandes reçues par le PCN luxembourgeois ? Combien de ces demandes ont été jugées recevables et combien ne l'ont pas été ?

2) Parmi les demandes jugées recevables, combien ont mené à un accord entre les deux parties et combien n'ont pas mené à un accord ?

3) Dans combien de cas est-ce que le PCN s'est exprimé à nouveau après douze mois afin d'évaluer si l'accord trouvé entre les deux parties a effectivement été respecté ? Quel est, le cas échéant, le bilan de ces évaluations quant au respect des accords par les entreprises en question ?

4) Sachant qu'actuellement ce dispositif est peu connu du grand public, comment le Ministère de l'Économie et le PCN luxembourgeois font-ils en sorte que le PCN soit visible auprès du grand public ?

5) Le PCN est susceptible d'être sollicité surtout par des organisations non gouvernementales et des personnes privées qui veulent attirer l'attention sur un éventuel non-respect des Principes directeurs de l'OCDE par une entreprise. Par quels efforts la visibilité du PCN sera-t-elle augmentée précisément auprès de ces acteurs ?

6) Sachant que les principes directeurs de l'OCDE ne sont pas contraignants pour les entreprises, quels sont les moyens que le PCN luxembourgeois a à sa disposition afin de faire en sorte que ses recommandations soient respectées par l'entreprise en question au-delà des douze mois ?



Réponse (14.11.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

Les questions des honorables Députés visent les principes directeurs de l'OCDE pour les entreprises multinationales, et le Point de contact national (PCN) luxembourgeois, chargé de leur mise en œuvre.

ad 1) Depuis sa création, le PCN luxembourgeois a reçu six plaintes, dont deux sont encore en cours de traitement. L'accroissement récent du nombre des plaintes s'explique sans doute par l'extension du champ d'activité des principes directeurs en 2011 aux droits de l'homme ainsi que par une plus grande visibilité de cet instrument. Deux plaintes ont à ce jour été rejetées.

ad 2) Parmi ces plaintes, une a été rejetée pour reposer sur des faits allégués très anciens et éteints, sans que les bons offices du PCN n'aient d'ailleurs même été sollicités ; une autre plainte vient d'être rejetée pour ne pas concerner une société multinationale active au Luxembourg ou opérant à partir du Luxembourg.

Une plainte a été suspendue à la demande des plaignants alors que l'intervention du PCN avait rapidement permis de lancer des négociations entre parties ; une autre plainte avait été immédiatement transférée, à sa demande, au PCN britannique.

Les deux autres plaintes ont été acceptées et ont donné lieu aux bons offices du PCN, qui, dans un cas, ont abouti à un accord et des mesures concrètes, et dans l'autre, n'ont pas abouti, ce qui a par la suite entraîné une médiatisation de l'affaire à l'initiative des plaignants insatisfaits, ainsi qu'une plainte en justice en France.

ad 3) Dans deux cas il a été procédé à un suivi concernant l'accord qui avait été trouvé, respectivement aux recommandations effectuées. Le PCN ne peut que constater l'état de la situation ex post, et le cas échéant diffuser un communiqué subséquent. Les plaignants communiquent en général au sujet de la plainte lorsque celle-ci n'a pas abouti, à l'instar de la plainte assez médiatisée dans le secteur de l'huile de palme au Cameroun traitée par la France (la direction stratégique étant celle d'un groupe français) et à laquelle étaient associés la Belgique et le Luxembourg.

ad 4) Le Ministère de l'Économie s'emploie à faire connaître les principes directeurs et son PCN auprès du secteur de tutelle, mais aussi auprès de toutes les parties prenantes, en participant à tous les événements en rapport avec la conduite responsable des entreprises, et en organisant lui-même des manifestations.

Ainsi, le point de contact luxembourgeois a été actif ces dernières années, il a développé son site Internet ainsi qu'un logo, mis en place des règles de procédures pour le traitement des plaintes, traité de manière efficace plusieurs instances spécifiques seul ou en coordination avec d'autres PCN, participé activement à l'élaboration du plan d'action national du Luxembourg, adopté fin 2018 par le Gouvernement, et entrepris des initiatives de promotion, dont la plus récente s'est déroulée à la Chambre de Commerce de Luxembourg le 22 octobre dernier.

Cette conférence intitulée « Entreprises et droits de l'homme » et annoncée par voie de communiqué de presse comportait notamment une table ronde réunissant entre autres les responsables de plusieurs multinationales luxembourgeoises, l'Ambassadeur luxembourgeois itinérant pour les droits de l'homme, le responsable de la Division responsabilité d'entreprise et société civile de la Banque européenne d'investissement, ainsi que les responsables du PCN luxembourgeois et du Ministère de l'Économie.

Enfin, le PCN luxembourgeois s'est engagé à se soumettre à une revue par les pairs en 2022 au plus tard. Les revues par les pairs des PCN impliquent tous les services gouvernementaux liés à la promotion de la conduite responsable des entreprises, ainsi que les entreprises, les syndicats et la société civile. Elles permettent donc d'augmenter la stature et la visibilité du PCN au sein du Gouvernement, et de le faire mieux connaître par les parties prenantes.

ad 5) Les ONG connaissent pour la plupart, semble-t-il, les principes directeurs et le PCN. Quant aux ONG luxembourgeoises, plus particulièrement, elles ont participé activement à l'élaboration du plan d'action national en ce qu'elles étaient présentes, comme le PCN, au

sein du groupe de travail mis en place dans ce contexte ainsi que pour son suivi et sa mise à jour, et que les rencontres sont fréquentes à l'occasion des débats, de conférences et de colloques dédiés à la question de la conduite responsable des entreprises.

S'agissant des particuliers, ils devraient en principe trouver facilement le site Internet du PCN (www.ncp-lux.lu) et les principes directeurs en utilisant ou en associant les mots clefs en rapport avec les droits de l'homme, la conduite responsable des entreprises, la responsabilité sociale des entreprises, la gouvernance responsable, l'OCDE, les Nations Unies, etc. ou en contactant l'ILO, l'OCDE, l'UE ou l'ONU, les ministères de tutelle ainsi que les organisations patronales ou syndicales.

ad 6) Les principes directeurs de l'OCDE ne sont effectivement pas contraignants pour les entreprises, ce que reflète l'instrument chargé de les mettre en œuvre, les PCN, dont la nature est extrajudiciaire et dont la mission consiste à rechercher à concilier les parties. Toutefois, l'expérience tend à montrer que le dommage potentiel à l'image et à la réputation des entreprises multinationales concernées exerce un effet de levier réel lorsque les PCN s'emparent de la plainte et incitent l'entreprise à dialoguer en vue de parvenir à un accord.

Dans cette perspective, les PCN préservent la confidentialité des discussions et d'une partie de leur action - ce qui ne favorise donc pas leur visibilité - précisément afin d'inciter les entreprises concernées à rechercher une solution négociée. Et a fortiori, pour cette raison, les PCN n'émettent des recommandations que lorsque ce processus n'a pas donné satisfaction ou que les entreprises n'ont pas fait preuve de bonne volonté, puisque ces recommandations auront valeur de critiques et seront ensuite largement relayées par les ONG ainsi que les médias.

Dans le cas du PCN luxembourgeois, comme il est rattaché au Ministère de l'Économie qui est l'autorité publique de tutelle du secteur, le PCN ne saurait apparaître comme naturellement et a priori hostile aux entreprises. Dans ces conditions, sa démarche auprès des entreprises concernées par une plainte a tendance à être d'emblée perçue comme neutre et impartiale, ce qui favorise non seulement la confiance nécessaire à l'établissement de bons offices, mais lui procure le poids nécessaire pour inciter celles-ci à améliorer leurs pratiques si cela s'avère nécessaire. La démarche non contraignante du PCN peut donc réellement aboutir assez rapidement à des mesures concrètes que même une procédure judiciaire, où la partie accusée se retranche en position défensive, ne saurait bien souvent apporter.

Enfin, si les standards de conduite responsable des entreprises défendus par les PCN ainsi que leur intervention s'adressent d'abord aux entreprises multinationales, ces dernières sont amenées à les répercuter tout au long de la chaîne de valeur et auprès de leurs partenaires et sous-traitants, souvent des PME, voire des microentreprises locales, sans que cet effet bien réel soit perçu comme tel et mis à l'actif du PCN qui en a été sinon à l'origine, du moins y a contribué ou l'a favorisé.

Question 1458 (08.11.2019) de **MM. Jean-Marie Halsdorf** et **Laurent Mosar** (CSV) concernant les **déclarations du Président de la République française relatives à l'OTAN** :

En effet, le Président de la République française Emmanuel Macron juge l'OTAN en état de « mort cérébrale » : « Ce qu'on est en train de vivre, c'est la mort cérébrale de l'OTAN », a déclaré le Président de la République dans une interview à l'hebdomadaire « The Economist » de ce vendredi. Et d'ajouter à un mois du sommet de Londres pour les 70 ans de l'Alliance : « Vous n'avez aucune coordination de la décision stratégique des États-Unis avec les partenaires de l'OTAN et nous assistons à une agression menée par un autre partenaire de l'OTAN, la Turquie, dans une zone où nos intérêts sont en jeu, sans coordination. [...] Ce qui s'est passé est un énorme problème pour l'OTAN. Il faut clarifier maintenant quelles sont les finalités stratégiques de l'OTAN [et...] muscler l'Europe de la défense. »

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes ainsi qu'à Monsieur le Ministre de la Défense :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous dire s'ils pensent également que l'OTAN se trouve actuellement dans un état de « mort cérébrale » ? Partagent-ils l'analyse du Président français qu'il n'y a « aucune coordination de la

décision stratégique des États-Unis avec les partenaires de l'OTAN » ?

2) Dans l'affirmative, Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer comment ils entendent réagir au niveau de l'OTAN en général et lors du prochain sommet de Londres en particulier ?

3) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous renseigner de surcroît sur la stratégie du Luxembourg et, le cas échéant, de l'UE pour améliorer la coordination avec nos alliés américain et turc ?

Réponse commune (03.12.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Défense* :

ad 1) L'OTAN reste indispensable pour assurer notre sécurité collective. Toutefois, les événements récents au nord-est de la Syrie ont montré qu'il y a lieu de s'interroger sur le manque de coordination au sein de l'Alliance atlantique. Il est notamment impératif de se coordonner si un Allié prend la décision d'intervenir militairement dans un autre pays. Nous nous devons la plus grande franchise lorsque nous examinons les conséquences de l'action ou de l'inaction d'un Allié qui touchent directement aux valeurs, aux principes et aux intérêts de sécurité de notre Alliance. La critique est donc justifiée quand l'OTAN ne fonctionne pas comme elle le devrait, notamment en tant qu'Alliance politique. Enfin, n'oublions pas que les différences entre Alliés sont aussi vieilles que l'Alliance elle-même, mais qu'une de ses forces a toujours été sa capacité de réaction et d'adaptation.

ad 2) La question de l'avenir de l'Alliance a été discutée lors de la dernière réunion des Ministres des Affaires étrangères de l'OTAN, le 20 novembre 2019, à Bruxelles. D'une façon générale, la proposition de l'Allemagne de réunir un groupe de réflexion, appelé à procéder à une revue stratégique de l'Alliance et à présenter des recommandations, a reçu un soutien général. La France a présenté une idée similaire, visant à mener une réflexion sous la conduite d'un groupe restreint de personnalités éminentes. Le Luxembourg a soutenu l'esprit de ces deux initiatives. Le Luxembourg est en faveur d'une réflexion sur les questions-clés de notre temps, avec pour objectif de renforcer la coordination politique de l'Alliance. Il est prévu que la réunion des dirigeants de l'OTAN, qui se tient à Londres les 3 et 4 décembre 2019, donne une orientation en ce sens.

ad 3) L'Union européenne a réagi, à plusieurs niveaux, aux événements au nord-est de la Syrie. Le Luxembourg soutient une coopération plus approfondie entre l'UE et l'OTAN. À court terme, le Luxembourg suivra de près la concrétisation des propositions faites par l'Allemagne et par la France, telles que décrites dans la réponse à la question n° 2. Enfin, il faut rappeler que l'Ambassadrice de la Turquie au Luxembourg a été convoquée au Ministère des Affaires étrangères et européennes, le 11 octobre 2019, pour un entretien au cours duquel l'opposition du Luxembourg à l'action militaire unilatérale de la Turquie dans le nord-est de la Syrie a été rappelée. Dans ce cadre, il a été également souligné que le Luxembourg attache une grande importance aux efforts de coordination entre Alliés.

Question 1459 (08.11.2019) de **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les **subsidés en faveur des communes pour la réalisation des infrastructures scolaires** :

Selon la loi modifiée du 6 février de 2009 portant sur l'organisation de l'enseignement fondamental, les frais de construction et d'équipement des infrastructures communales et régionales sont à charge des communes, alors que l'État y contribue dans une mesure qui est définie annuellement par la loi du budget. En plus, un règlement grand-ducal devrait, selon la loi modifiée, déterminer les bases de répartition entre les communes des subsidés. Selon mes informations, un tel règlement grand-ducal n'est jamais entré en vigueur. En ce qui concerne les maisons relais, les subsidés pour le premier équipement n'auraient, toujours selon mes informations, jamais été adaptés. Dans le même temps, les prix du marché ont connu de larges croissances.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Intérieur et à Monsieur le Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse :

- Madame et Monsieur les Ministres peuvent-ils confirmer mes informations ?

- Dans l'affirmative, quand a eu lieu la dernière adaptation des taux des différentes aides ?

- Un règlement déterminant les bases de répartition entre les communes des subsidés en faveur de l'enseignement est-il en guise de préparation ?

- Depuis la dernière adaptation, comment les prix sur le marché de la construction et de l'équipement ont-ils évolué ? Pourquoi les aides n'ont jamais été adaptées par rapport à ces évolutions ?

- Madame et Monsieur les Ministres envisagent-ils, à moyen terme, de prendre des mesures pour réagir à ces augmentations de prix et afin de mieux soutenir les communes ?

Réponse commune (20.12.2019) de **Mme Taina Bofferding**, *Ministre de l'Intérieur*, et de **M. Claude Meisch**, *Ministre de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse* :

Par sa question, l'honorable Députée demande des renseignements concernant la participation de l'État aux frais de construction et d'équipement des infrastructures scolaires communales et régionales de l'enseignement fondamental, prévue à l'article 75 de la loi modifiée du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental.

La prétexte loi modifiée prévoit également à son article 58 qu'un règlement grand-ducal détermine les normes en matière de constructions scolaires.

En effet, les services du Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse (MENJE), du Ministère de l'Intérieur, du Ministère de la Fonction publique et du Ministère des Sports, sont en train d'élaborer un projet de règlement grand-ducal en matière d'infrastructures scolaires et d'infrastructures communes par les services d'éducation et d'accueil pour enfants et par l'enseignement fondamental, ceci en concertation avec le Syndicat des villes et communes luxembourgeoises.

La contribution de l'État aux frais de construction des infrastructures de l'enseignement fondamental relève de la compétence du Ministère de l'Intérieur. L'adaptation des taux des différentes aides est effectuée annuellement en fonction de la situation financière des communes.

En ce qui concerne les maisons relais, le MENJE prend en charge le financement des nouvelles constructions, ainsi que du premier équipement par le biais du Fonds spécial pour le financement des infrastructures d'enseignement privé et des infrastructures socio-familiales (dépendant du MENJE) créé en vertu de la loi du 29 avril 2014 concernant le budget des recettes et des dépenses de l'État pour l'exercice 2014. Subordonné au respect des conditions spécifiées par les dispositions légales applicables, dont la loi modifiée du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'État et les organismes œuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, ce soutien financier peut prendre la forme d'un subsidé ou d'une participation financière, et ce pour différents cas de figure.

Notamment, dans le cadre des aides financières de l'État, une aide d'un montant maximal de 10.000 € toutes taxes comprises (TTC) par place d'encadrement peut être accordée en cas d'une nouvelle construction, rénovation ou aménagement, premier équipement compris.

Depuis début 2018, le MENJE accorde des subsidés complémentaires d'un montant de 2.500 € TTC par place d'encadrement, mais uniquement en faveur de nouvelles constructions à utilisation commune (projets intégrés) dans le cadre de concepts pédagogiques et socio-éducatifs. Ce type de subsidé ne peut être sollicité que pour le premier équipement spécifique, à savoir l'aménagement de salles d'activités ou de salles de séjour.

Concernant les infrastructures existantes, les gestionnaires peuvent par ailleurs faire une demande en vue de l'obtention de subsidés pour tout le volet premier équipement abimé ou complémentaire (matériel informatique, machines à laver, mobilier, etc.). Le montant desdits subsidés est plafonné, le dernier ajustement de la liste des prix (participation montant maximum) pour le remplacement du premier équipement a été opéré il y a deux ans.

Depuis la dernière adaptation des taux des différentes aides relevant du Ministère de l'Intérieur, l'indice des prix à la construction a évolué de 786,23 points en avril 2018 à 811,88 points en avril 2019, selon les indications du Statec, à savoir de 3,2 %.

Dans le cadre de l'élaboration du projet de règlement grand-ducal, des mesures pour réagir aux augmentations des coûts de construction afin de mieux soutenir les communes dans leurs efforts sont également discutées.



Question 1460 (08.11.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant l'intervention de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration auprès de l'UCVL et Lux-Tram SA :

An der E-Mail, déi d'Madamm Ministesch Cahen op hirer offizieller Facebook-Page publizéiert huet, schreift si un d'UCVL, datt si de selwechte Mail a Kopie un den Direkter vu Lux-Tram geschéckt huet an och mat dësem telefonéiert hätt, fir hir Bedenken a Suergen auszedrécken.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Minister fir Mobilitéit an effentlech Aarbechten dës Froe stellen:

1. A wéi enger Funktioun huet d'Madamm Ministesch den Direkter vu LuxTram ugeruff? Gouf dësen Uruff mat engem Telefon duerchgefouert, deen der Madamm Ministesch opgrond vun hirem Posten zur Verfügung steet?

2. D'Madamm Ministesch huet an hirem Mail uginn, LuxTram a Kopie gesat ze hunn. Kann de Minister confirméieren, datt den Direkter vu LuxTram dëse Mail krut?

3. Wéi eng Konsequenzen hat den Uruff an/oder d'E-Mail vun der Madamm Ministesch? Am Besonnesche wéisst ech gären, ob Lux-Tram:

- Kontakt mat der UCVL wéinst der ugeschwarter Konventioun opgeholl huet?

- Chantiersvisitten offréiert, esou wéi d'Madamm Cahen dëst proposéiert huet?

4. Wéini gouf déi vun der Ministesch ugeschwate Konventioun ënnerschriwwen?

5. Op wéi e Montant beleeft sech d'Konventioun tëscht LuxTram an der UCVL? Wéi eng Aktioun sinn eligibel, fir am Kader vun der Konventioun kënnen couvréiert ze ginn?

6. Goufen tëschenzäitlech déi Aktivitéiten, déi d'Madamm Cahen an hirem Mail ugeschwat huet, vu LuxTram oder vun der UCVL duerchgefouert? Goufen dës Aktivitéiten innerhalb oder ausserhalb vum Kader vun der Konventioun vu LuxTram mat der UCVL duerchgefouert? Wéi vill vun der Budgetsenveloppe gouf dofir agesat?

Réponse (09.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Déi eischt Fro musst Dir un d'Madamm Cahen riichten.

D'Madamm Ministesch huet den 11. Abrëll 2019 e Mail un d'UCVL geschéckt, mat Kopie un den Direkter vu LuxTram.

Fir de Bau vun der neier Tramslinn zu Lëtzebuerg huet LuxTram, säit 2015, eng spezifesch Kommunikatioun, fir d'Aarbechten ze begleeden, opgebaut, déi och de Volet vun der Kommunikatioun mat de Geschäftsleit integréiert.

De 25. November 2015, am Virfeld vun den Aarbechten um Kierchbierg, huet LuxTram eng „convention de coopération“ zesumme mat der UCVL (Union des commerçants de la Ville de Luxembourg) an der clc (Confédération luxembourgeoise du commerce) ënnerschriwwen. Zil ass, en optimale Verlaf vun den Aarbechten ze garantéieren fir all d'Akteure ronderëm de Chantier. Duerch dës Konventioun ass LuxTram säit November 2015 a während dem ganze Verlaf vun den Aarbechten um Kierchbierg, Lampertsbierg, Stadzentrum a Gare am direkte Kontakt mat der UCVL fir e regelméisseg Echange vun Informatiounen betreffend d'Aarbechten.

An dësem Kader ginn och regelméisseg Informatiounsversammlungen fir d'Awunner an d'Geschäftsleit zesumme mat der UCVL an dem Ministère vun der Mobilitéit an der Stad Lëtzebuerg organiséiert, wou de genauen Oflaf vun deene verschidde Etappen presentéiert gëtt.

Et ass och zum Beispill am Kader vun dëser Konventioun, wou de 25. November 2015 eng Konferenz fir déi Lëtzebuurger Geschäftsleit organiséiert ginn ass, op där d'Geschäftsunioun vu Saragosse, déi 2011 eng nei Tramslinn a Betrieb geholl huet, hir Experienz an Organisatioun hei zu Lëtzebuerg presentéiert huet.

Fir d'Organisatioun vun den Aarbechten vum Tronçon B - tëscht der Stäreplaz an der Gare - huet LuxTram seng Kommunikatioun renforcéiert an zwee „médiateurs de chantier“ am Juli 2018 agestallt, déi am alldiegleche Kontakt mat den Awunner an de Geschäftsleit stinn. LuxTram huet och eng „Infobox“ op dem Boulevard Roosevelt installéiert, wou d'Mediateure Permanenten ofhalen.

Den Uruff an de Mail vun der Madamm Ministesch hu keng spezifesch Aktiounen vusaite Lux-Tram mat sech bruecht. Et si keng Visite vum Chantier organiséiert ginn an och keng vun

deenen aneren Aktivitéiten, déi an dësem Mail ugeschwat ginn.

De 25. November 2015 huet LuxTram, zesumme mat der UCVL an der clc, eng „convention de coopération“ ënnerschriwwen.

Dës Konventioun gesäit kee Montant vir.

Deen Deel vun der Avenue de la Liberté, wou déi meeschte Geschäfte sinn, ass tëscht der Place de Paris an der Gare centrale. Hei hunn d'Aarbechten, fir déi ënnerierdesch Leitungen ze ersetzen, Métt Mee 2019 ugefaangen.

Fir dës komplex Phas ze begleeden, sinn 2019 zousätzlech finanziell Mëttele fir d'Kommunikatioun virgesinn. D'UCVL huet heizou, am Kader vun der „convention de coopération“ UCVL-clc-LuxTram, e Programm proposéiert, deen an engem gemeinsamen Dokument vu LuxTram an der UCVL festgehale gouf. Mat deene verschidde Aktiounen fir de Quartier Gare, an hirem Ëmsetzung, ass eng finanziell Enveloppe vun 128.700 Euro HTVA an deem Zäitplang virgesinn.

Déi Aktivitéiten, déi am Kader vum Chantier ëmgesat ginn, bezéien sech op d'Konventioun mat der UCVL an der clc. Zum Beispill fir de Stroossemarkt, d'Summersolden, de Molconcours „Dessine le tram dans le quartier Gare“, ...

Fir d'Braderie 2019 sinn d'Aarbechte vum Tram fir een Dag op der Gare gestoppt ginn. Hei huet LuxTram mat den Ekippen vum Chantier fir déi beschte Accessibilitéit gesuergt a parallel och d'UCVL an der Kommunikatioun ënnerstëtzt. Op der Gare huet d'UCVL, mam Averstännis vun der Stad Lëtzebuerg, och en Espace zur Verfügung fir d'Kommunikatioun vun de spezifesch Aktiounen. Dës Aktivitéiten hu kee Lien mat den Aktivitéiten, déi d'Madamm Cahen an hirem Mail ugeschwat huet.

Question 1462 (11.11.2019) de **M. Marc Spautz** (*CSV*) concernant les conventions culturelles avec les communes :

Selon nos informations, un certain nombre de communes attendent depuis un bon moment voire certaines années l'attribution définitive de leur convention avec le Ministère de la Culture. Les communes sont actuellement sur le point d'établir leur budget communal de 2020, mais faute de convention elles ne peuvent pas inclure la convention dans leurs comptes.

Les communes concernées risquent de manquer du financement nécessaire pour la mise en exécution de leur projet culturel.

Dans ce contexte, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Culture :

- Madame la Ministre peut-elle nous confirmer ces informations ?

- Combien de communes sont concernées ?

- De quelle manière la ministre veut-elle remédier à cet état de fait afin d'éviter le risque d'une impasse financière des communes dans la mise en œuvre de leur projet culturel ?

Réponse (10.12.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

En ce qui concerne la planification budgétaire des communes, il y a lieu d'attirer l'attention de l'honorable Député sur l'absence d'une base légale ou réglementaire qui mettrait le Ministère de la Culture dans une obligation quelconque de financer des activités culturelles organisées par les communes, voire de conclure des conventions avec des communes ou des services communaux en ce sens.

Nonobstant, afin de favoriser le développement culturel en région, le Ministère de la Culture entretient actuellement des conventions de subvention avec neuf centres culturels régionaux, dont huit associations sans but lucratif et un service communal. En 2019, deux communes supplémentaires ont sollicité une convention avec le Ministère de la Culture pour les activités de leurs centres culturels respectifs.

Dans le cadre de la mise en œuvre de l'accord de coalition et du plan de développement culturel, le Ministère de la Culture est en train d'effectuer une série d'études sectorielles, dont une évaluation des centres culturels qui a pour objectif d'établir un état des lieux précis devant permettre de prendre, en toute objectivité, les mesures nécessaires pour l'amélioration du soutien étatique des acteurs communaux. Parallèlement, et conformément aux réponses ministérielles aux deux demandes susmentionnées, ces dernières seront prises en compte par les services du ministère dans le cadre des réflexions au sujet des conventions entre le Ministère de la Culture et les acteurs culturels.

En dernier lieu, il y a lieu de remarquer que dans son projet de budget pour l'exercice

2020, le Ministère de la Culture propose une augmentation substantielle de l'article budgétaire 43.000 (43.22) 08.20 Participation de l'État aux frais de fonctionnement des infrastructures régionales gérées par des communes (Crédit sans distinction d'exercice), en le faisant passer de 319.500 euros en 2019 à 496.450 euros en 2020.

Question 1464 (11.11.2019) de **M. Sven Clement** (*Piraten*) concernant Airbnb :

An der Äntwert op d'parlamentaresch Fro Nummer 0625, déi ech am Abrëll 2019 gestallt hat, hunn d'Ministere Folgendes geschriwwen:

„D'Notze vu Plattformen wéi Airbnb ass een Trend, dee sech kontinuierlech entwéckelt. Lëtzebuerg brauch dofir kloer a verständlech Krittären, un deene ka festgehale ginn, ob a wéini eng Locatioun als professionell Aktivitéit ka bezeechent ginn oder net. De Minister fir Mëtzelstand wäert an den nächste Méint analyséieren, ob Handlungsbedarf um legislative Plang besteet.“

Betreffend d'Studie iwwert den Impakt vu Plattformen, esou sinn dës Aarbechten an der leschter Phas kuerz virum Ofschluss. Den Energieminister an de Wirtschaftsminister wäerten an den nächste Méint déi betreffen Akteuren op e breeden Austausch-Workshop alueden, fir d'Konklusiounen virzestellen an och ze diskutéieren.“

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Här Minister fir Energie, dem Här Minister fir Mëtzelstand an dem Här Wirtschaftsminister dës Froe stellen:

1. Ass den Här Minister fir Mëtzelstand virum Hannergrond vun den aktuellen Diskussiounen iwwert der Madamm Ministesch Cahen hir Annonce op Airbnb der Meenung, dass et elo „Handlungsbedarf um legislative Plang“ gëtt?

Falls jo: Wéi eng Mesurë sinn ze erwaarden?

Falls neen: wisou net?

2. Wie waren déi „betreffen Akteuren“ a wéi eng Konklusiounen hu si aus dem „breeden Austausch-Workshop“ gezunn?

Réponse commune (10.12.2019) de **M. Lex Delles**, *Ministre des Classes moyennes*, de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de l'Économie* :

ad 1. Mir erlaben eis, den honorabelen Deputéierten Här Clement nach emol op d'Äntwert op d'parlamentaresch Fro N° 0625 vum 10. Abrëll 2019 hinzeweisen, déi hie jo selwer och a senger Fro zitéiert huet, an där Folgendes drasteet: „Lëtzebuerg brauch dofir kloer a verständlech Krittären, un deene ka festgehale ginn, ob a wéini eng Locatioun als professionell Aktivitéit ka bezeechent ginn oder net.“

An deem Kontext ass de Wirtschaftsministère onofhängeg vun engem Eenzelfall den Ament amgaangen, méi spezifesch am Beräich vum Airbnb, kloer Krittären ze definéieren. Soubal dës Viraarbechten ofgeschloss sinn, wäert de Ministère d'Resultater heivunner virstellen.

ad 2. Vu dass sech erausgestallt huet, dass am Kontext vun der „économie du partage“ virun allem Plattformen, déi de Secteur Horeca betreffen, e juristische Kader brauchen, wäert deen Aspekt prioritär behandelt ginn.

Doriwwer eraus ass en neit EU-Reglement ugeholl ginn iwwert déi numereesch Plattformen. Et ass dëst d'Reglement „Règlement (UE) 2019/1150 du Parlement européen et du Conseil du 20 juin 2019 promouvant l'équité et la transparence pour les entreprises utilisatrices de services d'intermédiation en ligne“, wat vum Conseil an dem Parlament ugeholl ginn ass an ab dem 12. Juli 2019 applikabel ass. D'Regierung wäert Ufank 2020 e Projet de loi unhuelen, fir verschidde Elementer ëmzesetzen, déi an der nationaler Gesetzgebung mussen ugepasst ginn. Dëst EU-Reglement abordéiert um europäesche Plang eng Rei Problemer, déi och an der Etüd iwwert d'„économie du partage“ genannt sinn.

Well sech elo prioritär op déi benannten Theemfelder konzentréiert ginn ass, si keng weider Initiative geholl ginn am Kader vun der „économie du partage“.

Question 1465 (11.11.2019) de **M. Max Hahn** (*DP*) concernant la ligne de bus 215 :

Wéinst der ablécklech schwiereger Verkéierssituatioun an de Spëttestonnen op der N5 - zesumme zu Käerjeng an zu Dippech - steet och d'Buslinn 215 dacks am Stau, wouduerch déi Linn natierlech manner interessant fir d'Leit gëtt.

An deem Kader wollt ech dem Här Minister fir Mobilitéit an effentlech Baute follgend Froe stellen:

- Huet den Här Minister Statistiken iwwert d'Retarde vun dëser Buslinn, besonnesch moies an owes an de Stousszäiten?

- Wéi vill Busser vun der Linn 215 falen am Duerchschnitt d'Woch aus?

- Wéi vill sougenannte Verstärkerfahrten (Zou-sazbusser) mussen dowéinst agesat ginn?

- Wat wéllt den Här Minister ënnerhuelen, fir de Bus méi interessant ze maachen, bis d'Ëmgeungstroosse vu Käerjeng a vun Dippech fäerdeg sinn?

- Sinn zousätzlech Busspueren op der N5 vu Käerjeng bis an d'Stad méiglech?

- Wier et denkbar, fir an de Spëttestonne Busser anzusetzen, déi direkt géife vun Dippech erfort an d'Stad fueren? Wa jo, vu wéini u wier dat méiglech?

Réponse (09.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Am Kader vun dem Telematikprojet hu mir eng live Iwwersiicht iwwert d'Horairë vun den RGTR-Bussen. Op der Linn 215 Käerjeng-Lëtzebuerg gouf den Horaire an der Spëttestonn och schonn e puermol ugepasst. Mäi Service kann iwwer Retarden och Statistiken erhiewen. Am Mount Oktober 2019 hat d'Linn 215 Käerjeng-Lëtzebuerg an der Moyenne e Retard vu 16'21" an Direktioun Stäreplaz an 12'06" an Direktioun Käerjeng. Elo, wou de Chantier zu Lénger eriwuer ass, huet sech d'Situatioun liicht verbessert.

Am Oktober 2019 sinn an der Moyenne 2,85 Faarte (vun 132) pro Dag ausgefall. Et ass allerdéngs meeschtens esou, datt si am Stau net duerchkommen, soudatt et zu enger Pulkbildung kënn a se deementspreechend am Cortège am Stau stinn. Duerch dee Phenomeen kënn et dann op der Linn nieft der Verspéidung och zu iwwerfällte Busser.

Esou mécht et kee Sënn, fir weider Busser op d'Linn ze schécken, wa se duerch de Stau ausfallen.

Fir dëser Situatioun entgéintzewierken an d'Linn 215 erëm méi interessant ze maachen, gouf decidéiert, fir zousätzlech Busse ab dem Arrêt „Schuller, Kastill“ fueren ze loossen. Duerch kann een den Takt an d'Capacitéit vun do aus verbesseren an an engem komplett Ausfall verhënnere. Déi Moosnam gëtt an der Spëttestonn agefuert a wäert de 25. November 2019 ulafen. Dëst beäntwert an engem och de leschte Punkt vun der parlamentarescher Fro.

Am Moment gëtt am Kader vun der Reorganisatioun RGTR fir Käerjeng no Alternative gekuckt. Do misst eventuell dann dat momentaant Angebot staark verännert ginn. Doriwwer eraus gëtt allgemeng um ganze Reseau gekuckt, wou weider Infrastrukture respektiv Prioriséierung mussen realiséiert ginn.

Question 1466 (11.11.2019) de **M. Marc Baum** (*déi Lénk*) concernant le dispositif concernant la lutte contre le chômage de longue durée introduit en 2017 :

En date du 1^{er} août 2017 est entré en vigueur un nouveau dispositif législatif visant à lutter contre le chômage de longue durée. En effet, selon les chiffres les plus récents disponibles¹⁰ 6.695 des 14.692 personnes au chômage (46 %) en septembre 2019 seraient inscrites à l'ADEM depuis plus de 12 mois.

Le dispositif introduit en 2017 visait à faire baisser ce nombre et d'offrir aux demandeurs d'emploi des emplois stables dans les secteurs public, parapublic et social au lieu de leur proposer des activités rémunérées temporaires n'offrant souvent pas de réelles perspectives de carrière professionnelle aux personnes concernées.

Le financement de ces nouveaux emplois prévu par le dispositif en question est en large partie assumé - au moins dans un premier temps - par le Fonds pour l'emploi. En effet l'employeur qui crée un tel emploi bénéficie d'une aide de la part du Fonds pour l'emploi à concurrence de 100 % des frais salariaux, plafonnée à 150 % du SSM pour la première année, de

¹⁰ <https://adem.public.lu/fr/publications/adem/2019/Chiffres-cles-2019-09.html>



80 % pour la deuxième année et de 60 % pour la troisième année.

Pour la première année, suite à l'entrée en vigueur du nouveau dispositif le nombre de contrats à durée indéterminée pour lesquels cette nouvelle aide pouvait être accordée était limité à 150 afin d'assurer une bonne prise en charge du dispositif et une évaluation de la nouvelle mission pour le Fonds pour l'emploi. Pour les années budgétaires 2018 et 2019, ce nombre est passé à 400 nouveaux contrats et le projet de budget pour 2020 prévoit une reconduction du dispositif pour 400 nouveaux contrats supplémentaires.

Partant, je voudrais poser les questions suivantes au Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire :

1) Combien d'emplois à durée indéterminée bénéficiant de l'aide prévue par la loi du 20 juillet 2017 ont été créés pendant les années 2017, 2018 et 2019 ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me fournir pour ces deux années une répartition des emplois créés selon les différents secteurs (État, communes ou syndicats communaux, SIS, ASBL, fondations) pouvant bénéficier de l'aide susmentionnée ?

3) Monsieur le Ministre peut-il également me fournir une liste des communes et des syndicats communaux ayant créé de tels emplois en indiquant pour chaque commune et syndicat communal le nombre d'emplois créés en 2017, en 2018 respectivement en 2019 ?

Dans l'exposé des motifs de la loi du 20 juillet 2017, votre prédécesseur a expliqué qu'il s'agirait de transformer des mesures temporaires telles que les occupations temporaires indemnisées en vrais emplois.

4) Monsieur le Ministre peut-il me fournir le nombre d'OTI auprès de l'État et des communes transformées en emplois à durée indéterminée suite à l'introduction du nouveau dispositif ? Depuis, le nombre d'OTI dont bénéficient l'État et les communes a-t-il baissé ?

5) De nouvelles OTI à contrat déterminée ont-elles été créées ? Si oui, quel en est le nombre exact ?

6) Le nouveau dispositif a-t-il fait l'objet d'une évaluation depuis son introduction, respectivement les personnes ayant bénéficié du dispositif dès l'année de son introduction sont-ils toujours en emploi stable ?

7) Quel a été l'impact de ce dispositif sur l'évolution du chômage de longue durée ? A-t-il pu réduire l'extension des années sans emploi ? Monsieur le Ministre peut-il me faire part d'une analyse chiffrée de cet impact ?

Réponse (26.11.2019) de **M. Dan Kersch**, *Ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Économie sociale et solidaire* :

ad 1) Au 15 novembre 2019, l'introduction du dispositif de lutte contre le chômage de longue durée a permis l'embauche de 69 demandeurs d'emploi en 2017, 223 en 2018 et 177 en 2019, ce qui fait un total de 469 emplois créés.

Il reste à noter que pour l'année 2019, 87 dossiers sont actuellement en cours d'instruction et que le recrutement est en cours.

ad 2) Ci-dessous le tableau reprenant la répartition des emplois d'insertion créés :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

En ce qui concerne le nombre des emplois à durée indéterminée créés, ce sont les associations sans but lucratif qui ont le plus souvent eu recours à cette aide, suivies par les communes et les syndicats communaux. En ce qui concerne les administrations publiques, il s'est avéré que le statut du fonctionnaire et la procédure de recrutement spécifique de la fonction publique (commission d'économies et de rationalisation) ont mis un frein à l'utilisation de ce moyen de recrutement par les administrations étatiques. Les chiffres figurant dans la rubrique « État » se rapportent essentiellement à des employeurs ayant le statut d'établissement public.

ad 3) Ci-dessous le listing des communes ayant créé des emplois d'insertion :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Ci-dessous le listing des syndicats communaux ayant créé des emplois d'insertion :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 4) Depuis l'introduction du dispositif, 68 demandeurs d'emploi ont pu bénéficier d'un emploi d'insertion à l'issue d'une occupation temporaire indemnisée (OTI). Parmi eux, 36 ont été embauchés auprès d'une commune, 18 auprès d'une ASBL, 6 auprès d'un syndicat de commune, 3 auprès d'une administration publique, 3 auprès d'un établissement public et 2 auprès d'une société d'impact sociétal (SIS).

Au 31 juillet 2017, juste avant l'entrée en vigueur de la législation sur l'occupation temporaire indemnisée (OTI) et les emplois d'insertion pour chômeur de longue durée (EMI), 143 demandeurs d'emploi ont bénéficié d'une OTI auprès de l'État et 105 auprès d'une commune. Depuis lors, ces chiffres n'ont fait que baisser. Au 31 octobre 2019, l'ADEM recense 49 bénéficiaires d'une OTI auprès de l'État et 39 auprès d'une commune.

(Graphique à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

ad 5) Entre le 1^{er} août 2017 et le 31 octobre 2019, 131 demandeurs d'emploi ont commencé une OTI auprès de l'État, 184 auprès d'une commune et 164 auprès d'une autre structure. Cela donne des moyennes de 4,9 OTI par mois auprès de l'État, 6,8 auprès des communes et 6,1 auprès des autres structures. Pour la période du 1^{er} janvier 2016 au 31 juillet 2017, ces moyennes étaient de 10,6 (État), 19,1 (communes) et 17,1 (autres).

ad 6) Les embauches dans le cadre des emplois d'insertion se font obligatoirement sous forme de contrat à durée indéterminée (article L.541-5 du Code du travail). Par ailleurs, sur les 469 personnes ainsi embauchées, 445 sont encore en poste en date d'aujourd'hui. Sur les 24 personnes qui ont arrêté l'emploi d'insertion, 12 sont actuellement inscrites à l'ADEM.

Finalement, il convient de signaler que le dispositif fait l'objet d'un monitoring permanent de la part de l'ADEM.

ad 7) L'impact du dispositif est difficile à quantifier, comme il est impossible de savoir ce que seraient devenus les bénéficiaires des emplois d'insertion en l'absence du dispositif et à législation inchangée. Néanmoins, le chômage de longue durée a diminué fortement depuis l'entrée en vigueur du dispositif. S'il est difficile d'imputer la baisse du chômage de longue durée à ce dispositif, il y a sans doute contribué.

Le nombre de demandeurs d'emploi résidents disponibles avec une durée d'inactivité supérieure à 12 mois a diminué de 776 personnes, soit 13,8 % entre juillet 2017 et juillet 2019. A titre de comparaison, sur cette même période, le nombre total de demandeurs n'a diminué que de 3,3 %. La proportion des demandeurs d'emploi inactifs depuis plus de 12 mois est ainsi passée de 35 % en juillet 2017 à 31 % en juillet 2019.

La durée d'inactivité est la durée pendant laquelle un demandeur d'emploi n'était ni en emploi ni affecté à une mesure pour l'emploi et ni en congé de maladie ou de maternité.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question).

Un autre objectif du dispositif était de mettre fin au risque de précarité induit par l'OTI (voir exposé des motifs de la loi du 20 juillet 2017). Les chiffres présentés ci-dessus, en réponse aux questions 4) et 5), montrent très bien que le recours aux OTI a fortement baissé depuis l'introduction du dispositif, sans pour autant laisser les demandeurs d'emploi concernés sur le carreau, en introduisant les emplois d'insertion pour les chômeurs de longue durée. En même temps, le dispositif des emplois d'insertion propose une solution aux institutions qui jusqu'ici ont employé des demandeurs d'emploi sous le statut d'une OTI.

Question 1467 (11.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant le **profil « Facebook » de Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration** :

D'Madamm Minister Cahen huet e Facebook-Profill, an deem enner hirem Numm „Gouvernement du Luxembourg“ steet. Et d'äerf een also wuel unhuelen, datt et sech em eng Säit mat offiziellem Charakter handelt. Op der Titelsäit steet d'Madamm Minister bei enger Eieregard vun der Armée. Doniewent huet si och nach e private Profil.

Wann een d'esen offizielle Profill besicht, fëent een als referenziert Spaweckssäiten zwou Adresse vun engem Schonggeschäft. Am „Journal“ vun dem Profill fanne sech eng Rei weider Hiweiser op dat selwecht Schonggeschäft, zum Beispill op Bättrag mat Datum vum 3. März an 31. August. De Bättrag vum 31. August bezitt sech op d'Braderie an der Stad an huet en evident kommerzielle Charakter.

Dowéinst wollt ech dem Här Premier- a Staatsminister, den Häre Vize-Premierministeren an der Madamm Familljen- an Integrationsminister d'ese stellen :

1. Wéi stellt sech d'Regierung zu dem Facebook-Optritt „Gouvernement du Luxembourg“ vun der Madamm Minister Cahen, besonnesch am Hibleck op d'Referenzen op e bestëmmt Schonggeschäft ?

2. Ass d'ese, an den Ae vun der Regierung, mam Deontologiekodex vun der Regierung kompatibel ?

Réponse commune (22.11.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, de **M. Étienne Schneider**, *Vice-Premier Ministre*, et de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1. D'Madamm Minister huet zanter 2007 eng privat Facebook-Säit, déi si och privat benotzt an op där déi meescht Bättråg nëmme fir hir Facebook-Frënn accessibel sinn.

Et ass op Facebook virgesinn an üblech, dass ee seng aktuell an och seng fréier Beschäftigung respektiv Aarbechtsplaz kann aginn.

Do dernieft huet d'Madamm Minister eng offiziell Säit (Page) op Facebook, déi si kreiert huet, wéi si politesch aktiv gouf an e Mandat ugeholl huet. D'ese Säit ass effentlech.

Esouwuel déi privat Säit wéi och déi effentlech an allgemeng zougänglech Säit ginn integral vun der Madamm Minister selwer geréiert.

ad 2. Et gëtt keng Inkompatibilitéit mam Deontologiekodex vun der Regierung feststellen.

Question 1468 (12.11.2019) de **M. Yves Cruchten** (LSAP) concernant la « nuit du droit » :

En 2017, Laurent Fabius, président du Conseil constitutionnel français, a lancé la « nuit du droit » qui se déroule chaque année le 4 octobre en France. Cette initiative a pour objet de familiariser les citoyens avec les méandres de la justice, suite à l'ouverture des tribunaux en ce jour déterminé.

Les colloques, conférences pédagogiques permettent au public de s'informer sur les compétences complexes des institutions judiciaires, ce qui n'est pas une affaire de pacotille, loin s'en faut ! Cette initiative donne également, à tout un chacun, la possibilité de s'enquérir des procédures parfois longues, du rôle du procureur et des autres métiers de la justice.

Je pense que la législation luxembourgeoise en matière judiciaire, étant calquée bien souvent sur celle de la France, présente la même opacité pour le grand public.

S'agissant de notre pays, le sondage Eurobaromètre (2016) a révélé que les citoyens ont de manière générale confiance dans la justice (61 %), or la récente controverse entre le parlement et la justice sur la séparation des pouvoirs, ou encore l'omineux procès du « Bommeleer », laissent trop souvent le citoyen complètement désarmé et perplexe et démontrent la nécessité de bien expliquer au grand public le fonctionnement de notre justice et de de ses institutions.

Je suis conscient du fait que la Journée portes ouvertes des institutions offre la possibilité aux citoyens de visiter les tribunaux. Je donne cependant à considérer que cette approche me semble trop sommaire et qu'il échet de pousser plus loin le souci d'un rapprochement des habitants avec les instances judiciaires.

Ceci m'amène à poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Justice :

- Est-ce que vous voyez l'utilité d'organiser, à l'adresse du grand public, une journée annuelle, spécifiquement affectée à l'ouverture des tribunaux au grand public ?

- Le Ministère de la Justice et le Parquet seraient-ils enclins à dresser à cet effet un programme, sinon pédagogique, du moins d'intelligence conceptuelle, pour répondre aux questions des habitants ?

- Si la mise en œuvre d'un tel programme n'est pas projetée, quelles autres mesures le Ministère de la Justice pourrait-il envisager pour vulgariser les fonctions de nos tribunaux et pour les rendre plus accessibles aux citoyens ?

Réponse (09.12.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

L'idée lancée en France par le Conseil constitutionnel de la « nuit du droit » semble une initiative intéressante surtout pour un grand pays dans lequel la distance avec le justiciable n'est pas la même que dans notre pays.

Au Luxembourg, les citoyens peuvent se familiariser avec les instances et procédures judiciaires ainsi que les métiers du droit lors de diverses manifestations ayant lieu régulièrement.

Il en est ainsi lors de la « Journée de la porte ouverte des institutions » donc également des juridictions nationales et surtout de la Cité judiciaire à Luxembourg, qui connaît chaque année un grand succès auprès du public.

Afin d'accroître l'information et les connaissances de notre système judiciaire auprès des citoyens, les autorités judiciaires ont signé un contrat de collaboration avec le « Zenter fir politesch Bildung », pour améliorer la visibilité du fonctionnement de la justice et pour créer avec le centre des supports de vulgarisation destinés au grand public.

À côté de cette collaboration avec le « Zenter fir politesch Bildung », le Service presse de la justice accueille à la Cité judiciaire chaque année en moyenne 45 à 50 classes d'élèves lors de visites instructives et informatives, où de multiples explications sur le système et les procédures judiciaires leur sont offertes par les spécialistes ; les étudiants ont également la possibilité de participer à une audience pénale avec à la fin un debriefing explicatif. Ce type de visite dure entre deux et trois heures d'intenses informations et participations. De cette façon à peu près un millier d'étudiants par année obtiennent un aperçu constructif du fonctionnement de la justice. En complément, il est encore envisagé de créer, ensemble avec le « Zenter fir politesch Bildung », du matériel didactique d'intelligence conceptuelle.

Par ailleurs le Service presse de la justice, par ces nombreuses communications et communiqués explicatifs participe dans une large mesure à une meilleure information voire même prise de conscience du public face aux procès et procédures judiciaires importantes.

La « Foire de l'étudiant » est à son tour un événement annuel où le Ministère de la Justice ensemble avec des représentants des autorités judiciaires, des barreaux, des notaires et huissiers de justice font connaître les métiers du droit aux jeunes citoyens. Des brochures et du matériel informatif leur sont distribués et des professionnels des métiers du droit sont disponibles pour répondre aux nombreuses questions des jeunes et de leurs parents.

Au vu de tous ces événements informatifs et du matériel explicatif fourni d'ores et déjà aux citoyens dans notre pays, une « nuit du droit » sur le modèle français ou une journée spécifiquement consacrée à l'ouverture des tribunaux au grand public n'est pour l'heure pas prévue, mais rien n'empêche une réflexion future à ce sujet.

Question 1469 (12.11.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant l'**exportation de viande de porc** :

Beim Export vu Schwéngfleesch an Drëttlänner ewéi zum Beispill a Korea, China, Hong-Kong, Südafrika an esou weider gëtt et Schwierigkeiten, well Lëtzebuerg mat dese Länner keen internationaalt Ofkommen huet a puncto „Certificat vétérinaire“. D'ese bréngt mat sech, datt Schluechthaiser am direkten Ausland ewéi der Belsch oder Däitschland kee Schwéngfleesch méi vu Lëtzebuerg unhuelen oder de Präis gëtt reduzéiert, well si an dese sougenannt Drëttlänner keng Produkter d'äerfe liwwere vu Lëtzebuerg Schwäim. D'ese bréngt ee finanzielle Verloscht mat sech fir eis Baueren, deenen hiert Akommen staark no ënne weist. Eis direkt Nopeschlänner hunn esou een Ofkommen mat deene sougenannten Drëttlänner.

An diesem Kontext hätt ech füllend Froen un den Här Aussen- an Europaminister an den Här Minister fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung :

1. Firwat huet Lëtzebuerg nach keen esou een Ofkommen mat deene sougenannten Drëttlänner ?

2. Mat wéi enge Länner huet Lëtzebuerg esou een Ofkommen ?

3. Ass eis Regierung bereet, esou een Ofkommen mat de sougenannten Drëttlänner auszuhandelen ? Wa jo, a wéi engem Zäitraum ka mat der Ëmsetzung vun deem Ofkommen gerechnet ginn ?

Réponse commune (03.12.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural* :

ad 1. + 2. Fir d'éischt muss ee bemierken, dass am Kontext vun der Handelspolitik Lëtzebuerg en engem europäesche Kader evolueiert. Dofir muss een ennerscheeden tëschent Drëttlänner, wou d'EU schonn en Handelsafkommen huet, an deenen, wou dat nach net de Fall ass.

Wann d'EU en Handelsafkommen mat engem Drëttland ofgeschloss huet, brauch Lëtzebuerg keen zousätzlecht Veterinär- a Phytosanitäreafkommen, mee kann normalerweis exportéieren op Basis vun engem bilateral verhandelten Zertifikat. Dat ass de Fall fir Drëttlänner wei Südkorea, Japan oder Kanada. Sait 2017 ass zum Beispill op déi Weis den Export vu Mëllechprodukter no Japan autoriséiert.

Am Fall, wou et keen EU-Handelsafkommen gëtt, sinn d'Ufuerderunge vun den Drëttlänner variabel, verschidder Froen effektiv e bilaterale Veterinäreafkommen, anerer Froe just e Sanitärzertifikat. Esou kënnen zum Beispill d'Lëtzebuerg Produzente Mëllechprodukter no China exportéieren, ouni dass e formell Ofkommen tëschent deenen zwee Länner besteet.

Bis elo huet Lëtzebuerg nach keen esou en Ofkommen mat engem vun deenen opgezielten Drëttlänner an och mat soss kengem aneren Drëttland, well keng Demande dofir do war. D'Lëtzebuerg Produzenten haten effektiv keng Problemer, eist Schwéngfleesch national oder am noen Ausland ze vermaarten. Dobäi muss een och nach berücksichtegen, dass d'Verhandlung an d'Emsetzung vu Veterinär- a Phytosanitäreafkommisse mat Drëttlänner e groussen administrativen Opwand duerstellen, fir d'Betriber wéi och fir d'Verwaltungen, a mir normalerweis net grouss genuch Quantitéiten hei zu Lëtzebuerg produzéieren, déi esou en Opwand géife rechtfertegen.

ad 3. D'Lëtzebuerg Regierung ass bereet, esou Verträge ofzeschléissen. Et muss een awer dorop hiweisen, dass mat der Presenz vun der afrikanescher Schwéngspesch am belsche Grenzgebitt elo net de génschtgsten Ament ass, fir mat Drëttlänner iwwert den Export vu Schwéngfleesch ze verhandelen. Wat den Deel fir esou en Ofkommen ubelaangt, ass et schwéier, eng Zäit ze soen, mee et sinn d'oft schwéierfällge Prozeduren, déi eng gewëssen Zäit an Usproch huelen.

Question 1470 (14.11.2019) de **M. Fernand Kartheiser** (ADR) concernant les **votes du Luxembourg auprès des organisations internationales** :

Mir gëtt och vu Leit aus der jiddescher Communautéit zougedroen, dass Lëtzebuerg soll zu deene westleche Länner gehéieren, déi besonnesch och am Kader vun der UNO ganz be-
trouet israelkritesch optrieden. Am Kader vun der Generalversammlung, mee och am ECOSOC an an aneren UNO-Ennerorganisa-
tionen oder -Gremien soll Lëtzebuerg ëmmer nees oppen israelkritesch oder esouguer anti-
israelesch Resolutiounen ënnerstëtzen.

D'UNO féiert Statistiken iwwert d'Stëmmver-
hale vun de Staaten, déi de staatleche Vertrie-
der zougängelech sinn. An deem Kontext wéilt
ech der Regierung dës Froen stellen:

1. Wéi dacks huet Lëtzebuerg am Kader vun der UNO (am wäite Sënn) an de Joren 2013 bis haut bei Resolutiounen, déi besonnesch Israel beträff hunn, mat Israel gestëmmt a wéi dacks géint Israel?
2. Wéi dacks huet sech Lëtzebuerg bei Resolutiounen, déi besonnesch de Staat Israel beträff hunn, enthalen?
3. Awéiwäit stëmmt Lëtzebuerg a Froen, déi Israel beträffen, mat eisem wichtegsten Alliéierten, den USA?
4. Wéi eng Initiativen huet Lëtzebuerg a senger Zäit am UNO-Sécherheitsrot geholl oder ënnerstëtzt, déi besonnesch Israel beträff hunn?
5. Ass d'Regierung der Meenung, dass de Staat Israel am Kader vun der UNO fair behandelt gëtt? Fënnt d'Regierung déi Zuel vu Resolutiounen a politeschen Aktivitéiten, déi sech spezifesch mat dem israelesch-palästinensesche Konflikt befaassen, der reeller Wichtigkeet vun dem Konflikt am Noen a Mëttleren Osten ugepasst?
6. Gëtt et eng prelabel Ofstëmmung am Regierungsrot iwwert d'Stëmmverhale vu Lëtzebuerg an den UNO-Gremien, besonnesch, wat de Staat Israel ugeet, oder läit d'Verantwortung heifir eleng beim Ausseminister?

Réponse commune (16.12.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. - 3. D'Lëtzebuerg Aussepolitik artiku-
léiert sech net fir oder géint eenzel Staaten.
Wat besonnesch Israel ubelaangt, huet Lëtze-
buerg ëmmer d'Existenzrecht an d'Souveräni-
téit vun deem Staat bannent sengen interna-
tional unerkannte Grenzen ënnerstëtzt. Lëtze-
buerg setzt sech a fir d'Zweestaateléierung fir
den israelesch-palästinensesche Konflikt, well
et och déi eenzeg Léisung ass, déi en dauer-
hafte Fridde a Sécherheet fir béid Säite ka
bréngen. Op deser Basis koordinéiert Lëtze-
buerg säi Stëmmverhalen an der UNO mat den
aneren EU-Memberstaaten, am Kader vun der
gemeinsamer EU-Aussen- a Sécherheitspolitik.
Allerdéngs ass Lëtzebuerg net an all den UNO-
Gremie permanent vertrueden a kann dowéinst
och net un all den Ofstëmmungen deelhue-
len.

ad 4. Den 30. Dezember 2014 huet Lëtzebuerg
am UNO-Sécherheitsrot e Resolutionsprojet
ënnerstëtzt, deen e Kalenner an d'Parametere
fixéiert hätt, fir eng Léisung vun israelesch-
palästinensesche Konflikt op der Basis vun der
Zweestaateléierung erbäizeféieren. Dee Resolu-
tionsprojet (UNO-Dokument S/2014/916)
krut awer nëmmen acht positiv Stëmmen,
also net genuch, fir ugeholl ze ginn.

ad 5. Am Kontext vun der UNO beschäftegen
d'Länner sech ënner anerem mam Anhale vun
internationale Recht. Heibäi geet et net drëm,
ob eenzel Länner sech fair behandelt fillen,
mee ob se dat internationalt Recht respektéie-
ren. De Friddeprozess am Noen Osten ass
effektiv zanter méi wéi 70 Joer eng vun den
zentrale Froen an deem Beräich.

ad 6. D'Verantwortung fir d'Stëmmverhalen an
den UNO-Gremie läit beim Ausseminister, deen
d'Positioun vun der Regierung am Aklang mam
Koalitionsaccord an där vum Regierungsrot
festgeluechter aussepolitescher Linn no bausse
vertrëtt.

Question 1471 (12.11.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant la **situation de la communauté LGBTIQ en Turquie** :

Den 9. November 2019 huet d'ASBL Rosa Lëtze-
buerg ee Bréif un den Ausseminister adres-
séiert, an deem si op d'Ennerdréckung vun der
LGBTIQ+-Communautéit an der Tierkei op-
mierksam maachen. An deem Bréif mécht
d'ASBL drop opmierksam, dass d'tierkesch
Force publique den 10. Mee 2019 gewaltsam
géint d'Organisateuren an d'Participanten vun
engem LGTBQ+-Pride-Event virgaange sinn.
Studenten an en Akademiker goufe strof-
rechtlech verfollegt an zum Deel festgeholl. Eng
Gerichtsverhandlung ass fir haut virgesinn.

Sait dem Ausruff vun Ausnamezustand an der
Tierkei si Manifestatiounen vun der LGTBQ+-
Zeen am Viséier vun der Regierung zu Ankara.
International Mënscherechtsorganisatiounen
hunn dësen Tëscheffall an déi systematesch
Ennerdréckung vun der LGTBQ+-Zeen verurteilt.

Lëtzebuerg huet international eng Virbildfunk-
tion an der Verdeedegung vun de Rechter vun
der LGTBQ+-Communautéit ageholl, dëst
ënner anerem duerch dem Premierminister seng
faméis Ried am Februar 2019 virun der Arabes-
cher Liga, wou hie sech fir d'Rechter vun
LGBTQ+-Rechter staarkgemaach huet.

An deem Zesammenhang wéilt ech dem Aus-
sen- an Europaminister dës Froen stellen:

1. Wéi schätzt den Ausseminister déi aktuell
Lag vun der LGTBQ+-Communautéit an der
Tierkei an?
2. Ass de Minister der Meenung, dass d'Ver-
sammlungsrecht vun der LGTBQ+-Communi-
tutéit nach respektéiert gëtt?
3. Wäert d'Regierung sech bei der tierkescher
Ambassade fir d'LGTBQ+-Communautéit an
der Tierkei staarkmaachen? Falls jo, wéi eng
Positioun vertritt d'Regierung?
4. Wéi eng Efforte wäert Lëtzebuerg ënnerhue-
len, fir d'Rechter vun der LGTBQ+-Communi-
tutéit an der Tierkei, mee awer och am Rescht
vun der Welt, ze stäerken?

Réponse (06.12.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1. Lëtzebuerg deelt déi eescht Suergen, déi
d'Europäesch Kommissioun an hirem Länner-
rapport 2019 iwwert d'Tierkei zum Ausdrock
bruecht huet, wat d'Protektioun vun de Grund-
rechter vun der LGTBQ+-Communautéit
ugeet. Et gëtt eng ganz Rei vu Violatiounen
vun de Rechter vun deene Persounen, esou wéi
eng sëlliche spezifesch Diskriminéierungen,
wéi zum Beispill och déi genannten Ennerdréckung
vun der LGTBQ+-Pride op der Middle East

Technical University zu Ankara den 10. Mee
dëst Joer.

ad 2. Den Ament kann d'LGTBQ+-Communi-
tutéit hiert Versammlungsrecht net onage-
schränkt an der Tierkei ausüben, an dat ob-
schon e Gericht zu Ankara schonn am Fe-
bruar 2019 decidéiert hat, dass de Verbuet vun
LGTBQ+-Evenementer an der Haaptstad net
rechtméisseg wär an dofir misst opgehewe
ginn an dass d'Autoritéiten d'Flicht hunn, fir
friddlech Versammlungen ze schützen.

ad 3. Déi Lëtzebuerg Diplomatie erënnert
reegelméisseg hir tierkesch Contrepartien un
d'Wichtigkeet vun Respekt vun de Mënsche-
rechter, virun allem och vun deene Rechter, déi
an dem Internationalen Ofkommen iwwer zivill
a politesch Rechter festgehale ginn. D'Tierkei
huet dëst Ofkommen 2003 ratifizéiert. Mir
wäerten dës Positioun bei deenen nächste Ge-
leeënheeten nees confirméieren a speziell op
d'Situatioun vun vulnereble Gruppen a Per-
sounen - dorënner och d'LGTBQ+-Communi-
tutéit - verweisen.

ad 4. Lëtzebuerg wäert beim nächste Periodes-
chen Universalen Exame vun der Tierkei virum
Mënscherechtsrot vun der UNO intervenéieren,
an och d'Rechter vun der LGTBQ+-Communi-
tutéit ervirsträchen.

Lëtzebuerg ënnerstëtzt d'Mandat vun onof-
hängegen Expert vun Mënscherechtsrot vun
der UNO iwwert de Schutz géint d'Gewalt an
d'Diskriminatioun, déi op sexueller Orientéie-
rung oder Gender-Identitéit berouen (SOGI),
dem Victor Madrigal-Borloz.

Eis Diplomate setze sech och am UNO-Mën-
scherechtsrot, an der Drëtter Kommissioun vun
der Generalversammlung vun de Vereenten
Natiounen, an och an enger Rei vun anere
multilaterale Gremien, souwéi beim Europarat
zu Stroossbuerg fir d'Rechter vun alle Mën-
schen, déi eng net heteronormativ sexuell
Orientéierung, Gender-Identitéit an Expres-
sion hunn.

Question 1472 (12.11.2019) de **Mme Carole Hartmann** (DP) concernant la **prescription d'applications de santé mobiles et le remboursement par la caisse de maladie** :

En date du 7 novembre 2019, le Parlement
fédéral en Allemagne a approuvé une nouvelle
loi permettant la prescription d'applications de
santé mobiles et leur remboursement par les
caisses de maladies.

Ces applications peuvent aider les patients à
prendre leurs médicaments régulièrement ou à
noter leurs valeurs glycémiques. En outre, des
études internationales ont prouvé que la pres-
cription d'une telle application peut être un
moyen efficace dans le traitement d'une dé-
pression.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions
suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et
à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

- Messieurs les Ministres sont-ils au courant de
cette nouvelle loi allemande ?

- Messieurs les Ministres jugent-ils utile d'introduire
une loi semblable afin de promouvoir la
digitalisation et d'agir contre la surcharge du
système de santé ?

Réponse commune (13.12.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé*, et de **M. Romain Schneider**, *Ministre de la Sécurité sociale* :

La loi allemande « Digitale-Versorgung-Gesetz
(DVG, 19/13438) » prévoit comme mentionné
par l'honorable Députée la prescription d'ap-
plications de santé mobiles et leur rembourse-
ment.

En effet, la loi allemande permet de tenir
compte des nouveaux défis, besoins et déve-
loppements dans le domaine de la santé digi-
tale. En outre, la loi prévoit que des patients
puissent maintenant utiliser des applications de
santé sur prescription médicale, ou puissent se
connecter par appel vidéo en ligne facilement
à leur médecin.

Il est un fait que de nombreux patients utilisent
déjà aujourd'hui des applications pour gérer
leur santé et leurs maladies surtout chroniques.
Dans ce contexte, il est cependant essentiel de
mettre en œuvre une évaluation objective de
la performance des applications afin de proposer
aux patients des applications fiables et
conformes à une médecine basée sur l'évi-
dence et qui ne risquent donc pas de nuire à la
santé du patient.

À cet égard, deux types d'applications sont à
distinguer. D'abord, les applications certifiées
« dispositif médical » (en anglais : medical de-
vice) qui, similaires à d'autres équipements mé-

dicaux, ont passé des évaluations extensives
conforme à la réglementation européenne. Ces
applications ont donc prouvé dans des études
bien conduites, leur exactitude, reproductibilité
et valeur ajoutée.

Le deuxième type d'applications sont les appli-
cations de « bien-être », avec un champ d'ap-
plication très large et peu contrôlées. Souvent
sans bases scientifiques solides, il existe peu de
garanties que ces applications apportent une
réelle valeur ajoutée.

La loi allemande précitée prévoit entre autres
l'accès à un dossier électronique des patients et
des prestataires de soins, avec entrée en
vigueur à partir de 2021. Au Grand-Duché de
Luxembourg cet accès sera mis en œuvre par le
biais du règlement grand-ducal précisant les
modalités et conditions de mise en place du
dossier de soins partagé, qui est prévu d'entrer
en vigueur au 1^{er} janvier 2020.

En outre, la digitalisation (dématisation des
documents, simplification des démarches ad-
ministratives et amélioration aux services des
institutions de sécurité sociale) constitue une
priorité pour la sécurité sociale. Un projet phare
constitue la mise en œuvre du tiers payant
nouvelle génération. Le processus de digitalisa-
tion sera mis en œuvre en impliquant toutes les
parties prenantes, notamment les partenaires
sociaux et les prestataires de soins.

Question 1473 (12.11.2019) de **Mme Chantal Gary** (déi gréng) concernant la **candidature de la vallée de la Moselle au patrimoine mondial de l'Unesco** :

Le 25 octobre, plusieurs acteurs des régions
LEADER de la vallée de la Moselle ont assisté à
une réunion transfrontalière à Grevenmacher. À
l'issue de cette rencontre, une déclaration d'in-
tention a été signée visant à intensifier la coo-
pération interrégionale.

Un volet de cette coopération est l'intention
d'inscrire les 544 km de la vallée de la Moselle
au patrimoine mondial de l'Unesco. Lancée
une première fois en 2014 par l'association
allemande « Weltkulturerbe Moseltal », l'initia-
tive est ainsi désormais aussi portée par des
représentants français et luxembourgeois. Selon
les responsables, il s'agit maintenant d'étu-
dier la faisabilité du projet et d'élaborer le cas
échéant un dossier de candidature.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les rensei-
gnements suivants de Madame la Ministre de
la Culture :

1) Madame la Ministre serait-elle en mesure de
nous fournir plus d'informations quant aux ob-
jectifs et aux procédures de ce projet transfron-
talier d'une candidature de la vallée de la Mo-
selle au patrimoine mondial de l'Unesco ?

2) Quels sont les atouts particuliers que la ré-
gion de la vallée de la Moselle possède pour
être éligible pour une classification aussi presti-
gieuse ?

3) Quelles sont les opportunités qu'une telle
reconnaissance pourrait offrir à la région de la
Moselle, tant au niveau national qu'au niveau
transfrontalier ? Pourrait-on éventuellement en-
visager des contraintes liées à une telle classi-
fication ? Existe-t-il des programmes compa-
rables à celui susmentionné et de quels pro-
grammes s'agit-il ?

Réponse (10.12.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Culture* :

Le 25 octobre 2019, les représentants de six
groupes d'action locale (GAL) du programme
LEADER (GAL Miselerland, GAL Terres de
Lorraine, GAL Pays d'Épinal, GAL Mosel,
GAL Moselfranken, GAL Land zum Leben Merzig-
Wadern e. V.) ainsi que de la « Regionalinitia-
tive Mosel » et du « Weltkulturerbe Moseltal
e. V. » ont signé une déclaration d'intention
dans le but de renforcer leur coopération dans
de nombreux domaines.

Conscientes de la valeur et du potentiel de la
vallée de la Moselle, les organisations signa-
taires entendent créer ou renforcer les réseaux
transfrontaliers afin de développer le tourisme
vert, la préservation de la biodiversité, les
échanges sociaux ou encore les produits régio-
naux.

Dans une étape ultérieure, les signataires envi-
sagent une candidature à un des programmes
Unesco qui conviendra le mieux à leurs aspira-
tions. Le choix de ce programme est crucial
pour les orientations futures de la région. Il
existe en effet une grande différence entre les

programmes du patrimoine mondial (culturel, naturel ou mixte) et le programme « L'homme et la biosphère », pour lequel onze communes du Syndicat intercommunal PRO-SUD viennent de déposer une candidature.

Afin de préparer de façon efficace leur collaboration ultérieure et de pouvoir faire le choix judicieux du programme Unesco approprié, les organisations signataires des trois pays concernés initieront une étude de faisabilité ad hoc. Étant donné que le programme cible n'a pas encore été défini, il est à ce stade prématuré de se prononcer sur les opportunités ou les éventuelles contraintes d'une reconnaissance de la vallée de la Moselle des trois pays par l'Unesco.

Question 1474 (13.11.2019) de **Mme Carole Hartmann (DP)** concernant la réorganisation du réseau RGTR :

Comme il a été relayé récemment dans un article de presse, selon la nouvelle organisation du réseau RGTR plusieurs villages dans la commune de Biwer ne seraient plus desservis par des lignes de bus. À noter que certaines lignes continueraient de passer par un des villages concernés, sans toutefois s'y arrêter.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quelles sont les raisons pour isoler un village complètement d'une connexion régulière des transports publics ?

- Combien de personnes prennent en moyenne les lignes de bus en question dans les villages concernés ?

- Selon le nouveau plan du réseau RGTR, combien de villages dans le pays entier ne seraient plus desservis par une ligne de bus ?

- Est-il prévu de compenser la suppression de la desserte par des lignes de bus régulières par un service sur demande dans les villages concernés ? Dans l'affirmative, quelles seraient les modalités d'utilisation de ces services ?

- Dans la négative, serait-il envisageable de réduire les fréquences des dessertes pour les lignes de bus moins fréquentées afin de permettre une connexion minimale des villages concernés au transport public ?

- Est-ce que l'utilisation d'autobus plus petits pour les lignes moins fréquentées pourrait justifier le maintien d'une connexion régulière de petits villages au transport public ?

Réponse (18.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Avant de répondre à vos questions, permettez-moi de vous expliquer à quelle étape mon département se trouve actuellement en ce qui concerne la réorganisation du réseau RGTR. Actuellement mes services analysent le retour des communes au sujet du réseau de base tel qu'il a été proposé. Plus de 500 commentaires ont été recensés et les plus pertinents ont déjà été intégrés. Je précise aussi que les décisions finales n'ont pas encore été prises, l'avis des communes ayant justement été demandé dans le but d'élaborer un réseau cohérent et mon département travaille toujours intensément sur le nouveau réseau. Je suis persuadé que le nouveau réseau RGTR, qui sera finalement présenté début 2020, répondra aux besoins de tous les usagers et toutes les communes.

À l'état actuel le nombre de localités qui ne sont pas desservies n'est que minimal. Il faut relever que certaines localités ont une population très réduite ; il se peut aussi que l'infrastructure routière ne permet pas de passage par un autobus. Sur certaines lignes, la desserte supplémentaire d'une petite localité ferait prolonger le trajet de plusieurs minutes, forçant les autres passagers de faire des détours parfois incompréhensibles, surtout si la desserte exige une boucle et personne n'y monte ou ne descend.

Dans le comptage intégral du réseau effectué fin 2016, il y avait en tout neuf montées et quatre descentes par jour sur les trois arrêts concernés de la commune de Biwer. On peut estimer qu'au moins la moitié de ces montées relèvent du transport scolaire qui, de toute façon, n'est pas encore intégré dans ce projet de réorganisation.

Il n'y a que 15 localités [visant 322 habitants (recensement national de 2011)] qui ne sont pas desservies par le réseau régulier du RGTR

[représentant 0,06 % de la population totale (recensement 2011)]. À l'état actuel il n'y a qu'une seule localité de neuf habitants (recensement 2011) qui perdrait sa connexion au réseau régulier du RGTR, sachant qu'il y aura une desserte scolaire si nécessaire, ainsi qu'un transport à la demande.

Les modalités de transport à la demande sont encore en élaboration et seront présentées dans les meilleurs délais. Concernant la taille des véhicules, il est prévu de revoir le gabarit du matériel roulant assurant le transport public dans les petits villages à faible demande.

Question 1475 (13.11.2019) de **Mme Martine Hansen et M. Gilles Roth (CSV)** concernant la suspension de publication du Livre des impôts luxembourgeois :

Laut eisen Informatiounen soll d'Editioun vum sougenannte „Code fiscal“, eng Zesummestellung vu Gesetzer betreffend d'Steierlandschaft, inklusiv Foussnoten, Circularir vum Direkter, Déngschnotten a Jurisprudenzen an esou weider agestallt ginn.

Et ass d'ess e wichtegen Outil fir d'Steierverwaltung a seng Beamten, awer och fir de Steierzueler selwer.

Aus deem Grond wéilt mir follgend Froen un d'Madamm Justizministeresch an un den Här Budget- a Finanzminister stellen:

- Kënnen d'Ministeren dës Informatioun bestätegen ?

- Wéi ee Budget war fir d'Editioun vum „Code fiscal“ am Joer 2019 virgesinn a kann, laut eisen Informatiounen, fir 2020 an doriwwer eraus vu staatlecher Säit net méi opbruecht ginn ?

- Huet d'Regierung wëlles, der Steierverwaltung an de Steierzueler en änlechen Outil zur Verfügung ze stellen ?

• Wa jo, ënner wéi enger Form ?

• Wann neen, deelt d'Regierung d'Aschätzung, dass domadden e wichtegen Outil fir d'Steierverwaltung respektiv de Steierzueler verluer geet ?

Réponse (13.12.2019) de **M. Pierre Gramegna**, *Ministre des Finances* :

De „Code fiscal“, op deem déi honorabel Deputéiert Referenz maachen, gëtt net vum Staat, mee vun enger privater Firma erausginn.

De Staat huet deemno effektiv kee Budget fir d'Editioun vum „Code fiscal“ virgesinn an de Ministère huet och keng Informatiounen iwwer eventuell Pläng vum Éditeur.

D'Editioun 2019 ass iwwregens aktuell am Handel disponibel.

Nieft dem „Code fiscal“ an dem „Petit Code fiscal“, vum selwechten Éditeur, ginn et vergläichbar Publikatiounen, déi vun anere privaten Akteure publizéiert ginn, esou zum Beispill de „Livre des impôts luxembourgeois“ (10^e édition, 2019) oder de „Code - Droit fiscal 2019“ (1^{re} édition, 2019).

D'Steierzueler fannen um Internetsite vun der Steierverwaltung ausserdeem gratis een aktuellen „texte coordonné“ vum Akommenssteiergesetz.

Question 1476 (13.11.2019) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant le rapatriement forcé de djihadistes de l'EI :

Die Türkei hat kürzlich beschlossen, ehemalige IS-Kämpfer abschieben zu wollen. Erste Rückführungen seien bereits am Laufen. Diese einseitige Entscheidung wirft einige Fragen auf:

1. Was bedeutet diese Entscheidung für Luxemburg ?

2. Ist der aus Luxemburg stammende IS-Kämpfer hiervon betroffen ?

3. Ist die Regierung nicht der Meinung, dass es einer europäischen Lösung in diesem Zusammenhang benötigt? Welche Anstrengungen hat Luxemburg diesbezüglich unternommen ?

Réponse commune (11.12.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes*, et de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice* :

ad 1. + 2. Da es sich bei dem vom ehrenwerten Abgeordneten genannten IS-Kämpfer nicht um einen luxemburgischen Staatsbürger handelt, welcher sich des Weiteren auch nicht in der Türkei befindet, gibt es keinen Kontakt zwischen den türkischen und luxemburgischen Behörden bezüglich dieser Person.

Die bisherigen Abschiebungen ehemaliger IS-Kämpfer aus der Türkei haben in dem Sinne keinen direkten Impact auf Luxemburg.

ad 3. Der Europäische Auswärtige Dienst (EAD) hat den Mitgliedstaaten Unterstützung in der Koordinierung ihrer Politik und ihrer Aktionen angeboten, auch wenn die Rückführung ehemaliger IS-Kämpfer unter die Verantwortung und die Kompetenz der Mitgliedstaaten fällt. Luxemburg begrüßt diese Absicht des EAD.

Question 1477 (13.11.2019) de **MM. Gusty Graas et Gilles Baum (DP)** concernant la lutte contre le diabète :

Au Luxembourg, plus de 25.000 personnes sont atteintes de diabète. Il s'agit d'une hausse considérable depuis 1980, expliquée en partie par l'augmentation du nombre de personnes en surpoids.

Cependant, 5 à 10 % des diabètes souffrent du diabète de type 1. Il s'agit d'une maladie auto-immune qui se manifeste le plus souvent chez les enfants et les adolescents. Il est probablement causé par une prédisposition génétique. Dans quelques Länder en Allemagne, il est possible d'évaluer le risque de développer un diabète de type 1 chez les enfants âgés de 0 à 4 mois, de 2 à 5 ans et de 9 à 10 ans, à l'aide d'une simple goutte de sang.

Dans ce contexte, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Monsieur le Ministre est-il au courant de ces tests introduits en Allemagne ?

2) Existe-t-il un test semblable pour le diabète de type 1 chez les enfants au Luxembourg ?

3) Quelles mesures ont été prises pour sensibiliser davantage les parents et les pédiatres sur le diabète de type 1 ?

Afin d'évaluer le risque de diabète de type 2, le Ministère de la Santé a mis en ligne un questionnaire, dénommé FINDRISK (Finnish Diabetes Risk Score).

4) Monsieur le Ministre peut-il indiquer le nombre de personnes ayant rempli ce questionnaire depuis 2015 ?

Réponse (13.12.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1), 2) + 3) L'évaluation du risque de développer un diabète de type 1 chez les enfants est un sujet très débattu parmi les experts. Même si certains pays ou communautés proposent ce genre d'évaluations à large échelle, force est de constater qu'il n'existe pas de test simple et surtout fiable en la matière. La raison principale en est que l'étiologie du diabète de type 1 est fort complexe et multifactorielle, associant une prédisposition génétique (profil HLA) et l'émergence possible d'auto-anticorps à une modulation par des causes externes comme le microbiome et autres facteurs environnementaux interagissant avec le système immunitaire, et que l'évolution de certains stades précoces vers une maladie déclarée est fort variable d'un individu à l'autre.

Au lieu de proposer des solutions simples, mais peu fiables, le service national de pédiatrie de la Kannerklinik qui s'occupe du problème du diabète 1 chez l'enfant a pris l'option de participer à l'étude européenne INNODIA dans le cadre du programme européen « Innovative Medicines Initiative (IMI2) ». Ainsi, toute personne à risque augmenté sur base de l'histoire familiale (soit un parent de premier degré d'une personne souffrant de diabète de type 1) est invitée à participer à cette étude qui vise à trouver des biomarqueurs plus robustes pour le risque d'évolution vers la maladie.

Il est aussi important de faire remarquer qu'en l'absence de moyen d'intervention efficace permettant un arrêt de l'évolution vers le diabète à l'heure actuelle, la détermination d'un risque en soi est peu utile, car elle crée évidemment de l'anxiété auprès des parents pour une maladie qui peut-être ne se déclarera jamais chez leur enfant.

Les pédiatres connaissent de toute évidence cette maladie dans notre pays, où la majorité des petits enfants sont en effet régulièrement suivi par un pédiatre (examens réguliers, vaccinations). Les conditions pour une détection en temps utile de cette maladie sont donc bien remplies.

ad 4) Il n'est techniquement pas possible de vérifier combien de personnes ont effectivement rempli le questionnaire en ligne dénommé FINDRISK. Par contre, l'outil statistique (Adobe Analytics) permet de retracer le nombre de consultations du questionnaire. Ainsi, il apparaît que 15 personnes ont consulté 47 fois

le questionnaire en ligne sur la période allant d'octobre à décembre 2019.

Question 1478 (13.11.2019) de **M. André Bauler (DP)** concernant l'ancienne maison de retraite de Vianden :

Dans sa réponse à ma question parlementaire n° 3635 du 19 février 2018, Monsieur le Ministre a indiqué que les travaux concernant l'aménagement d'une nouvelle auberge de jeunesse dans les locaux historiques de l'ancienne maison de retraite de Vianden (ancien couvent de l'ordre des Trinitaires) pourraient débuter vers la mi-2019.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il informer sur l'évolution du projet en question ? Où en est la planification de l'avant-projet détaillé ?

- Les travaux d'exécution ont-ils pu être lancés à l'échéance annoncée ? Quelle sera leur durée probable ?

- Quelle sera la capacité d'hébergement finale de la nouvelle auberge de jeunesse ?

Réponse (22.11.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

L'avant-projet détaillé du projet en question est achevé et les études d'exécution sont en cours. L'ouverture de la soumission des travaux de gros œuvre est prévue pour fin novembre 2019. Ainsi, les travaux sur site pourront commencer au début de l'année 2020.

Le délai global du chantier est estimé à trois ans de sorte que l'achèvement du projet se situe prévisionnellement en début 2023.

Comme prévu dans le programme de construction, la future auberge de jeunesse disposera d'une capacité de 100 lits avec une cuisine professionnelle, ainsi qu'une cafétéria et des salles de réunion.

Question 1483 (15.11.2019) de **M. Laurent Mosar (CSV)** concernant la visite du Premier Ministre de la République tchèque :

En effet, sur invitation du Premier Ministre, Ministre d'État, Xavier Bettel, le Premier Ministre de la République tchèque, Andrej Babiš, vient d'effectuer une visite officielle à Luxembourg les 7 et 8 novembre 2019. Selon la presse nationale, la date de cette visite ne serait pas un pur hasard : « Tschechische Journalisten sind allerdings überzeugt, dass das Timing kein Zufall ist - und es bei dem Besuch vor allem darum ging, die Interessen des tschechischen Staates in einem laufenden Gerichtsverfahren zu verteidigen. » (reporter.lu, 12.11.2019) Il s'agirait en l'occurrence d'une affaire en cours opposant la République tchèque à la société biomédicale « Diag Human ». Pour « Radio Prague International », il s'agit ici du « plus grand contentieux international dans l'histoire de la République tchèque ». (28.07.2014)

J'aimerais dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État :

1) Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il affirmer que la visite du Premier Ministre Andrej Babiš n'a eu aucun lien avec l'affaire en cours relative à « Diag Human » ? Quelles étaient les raisons pour organiser la visite précisément les 7 et 8 novembre 2019 ?

2) Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État peut-il également confirmer que la précitée affaire ne faisait pas partie - et cela à tous les niveaux d'échange politico-diplomatiques - des sujets de discussion avant et lors de la visite officielle ?

3) Dans la négative, comment Monsieur le Premier Ministre, Ministre d'État s'explique-t-il les affirmations contraires dans la presse nationale ?

Réponse (16.12.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État* :

ad 1) Le principe d'une visite à Luxembourg du Premier Ministre Babiš avait été retenu lors de la visite du Premier Ministre Bettel à Prague pour le 100^e anniversaire de la création de l'État tchécoslovaque indépendant en 2018.

En effet, cette visite n'a pas eu lieu en rapport avec l'affaire citée.

ad 2) L'affaire citée n'a pas été ni à l'ordre du jour, ni a-t-elle été abordée lors des discussions et entretiens avec le Premier Ministre Andrej Babiš et sa délégation.



ad 3) Le Premier Ministre ne s'exprime pas sur des affirmations ou suppositions faites dans la presse nationale.

Question 1484 (15.11.2019) de **M. Marc Goergen** (*Piraten*) concernant les **avertissements taxés** :

A Menge parlamentaresche Froen N° 0614 an 1266 hat ech déi zoustänneg Ministeren iwwert d'Andreiwé vum den Avertissements taxés (AT) befont. An hiren Antworten hunn d'Regierungsvertreieder mir eng Rei Zuele vum der Police a vum Parquet zoukomme gelooss, woubäi feststellen ass, dass am Zäitraum vum 2013 bis 2019 ronn 20 Milliounen Euro un ATen net bezuelt gi sinn, éier de Parquet saisiert ginn ass.

Wann een d'Zuel vum den onbezuelten ATen, éier de Parquet saisiert gouf, mat den Zuelen, déi duerch d'Aschalt vum Parquet an d'Staatskeess iwwerwise goufen, vergläicht, da bleiwen um Enn vum der Rechnung ëmmer nach ronn 13 Milliounen Euro fir d'Period 2013 bis 2018 opstoen (woubäi dës Zuel warscheinlech méi héich läit, well, wéi d'Ministeren ugedeit hunn, d'Montante vum den Ordonnances pénales duerch déi mat abegraffe Justizkäscht méi héich sinn ewéi den urspréngleche Betrag vum den ATen).

D'Zuelen aus der zweeter Äntwert ginn deemno keen Opschloss doriwuer, wéi vill Suen de Staatskeesen entgaange sinn, well ATen net bezuelt goufen an Ordonnances pénales net vum Parquet agedriwwen goufen.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Madamm Justizministeresch an dem Här Minister fir bannenzeg Sécherheet dës Fro stellen:

1. Mech beziend op den Tableau aus der Äntwert op d'Fro N° 0614 vum 2013 bis 2019: Wéi vill ATe goufe fräiwëlleg vum den Automobiliste bezuelt, nodeems de Parquet saisiert ginn ass?
2. An der Äntwert op d'Fro N° 1266 steet d'Unzuel vum den Ordonnances pénales, déi net vum Parquet konnten exekutiert ginn. Mech beziend op de selwechten Tableau:

- Wat waren déi jeeweileg Montanten, déi net hu konnten agedriwwen ginn (vum 2013 bis 2019)?

- Firwat konnt de Parquet dës Montanten net andreiwien?

- Wéi vill Prozent vum den net agedriwwenen Ordonnances pénales betrefte Residenten?

Réponse commune (13.12.2019) de **Mme Sam Tanson**, *Ministre de la Justice*, et de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1. De follgenden Tableau enthält alleguer déi Avertissements taxés, déi bezuelt gi sinn, nodeems de Parquet saisiert ginn ass (bis zum 31. August 2019).

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Doropshin huet den zoustänneg Parquet e Bericht geschéckt kritt, wou dat matgedeelt ginn ass. Déi Zommen, déi hei am Tableau stinn, sinn een Deel vun deenen Zommen, déi am Tableau aus der Äntwert op d'Fro N° 0614 ënner „Recetté“ stinn.

ad 2. Den Tableau aus der Äntwert op d'Question parlementaire N° 1266, op deen den honorabelen Deputéierte Marc Goergen sech a senger zweeter Fro bezitt, ass, bedéngt duerch en Iertum, net komplett, well en nämlech net all d'Ordonnances pénales betrëfft, déi de Service vum Parquet général, dee sech mat dem Andreiwé vu Geldstrofe befaasst, net exekutiere konnt, mee dësen Tableau betrëfft nëmmen déi Zuel vum Ordonnances pénales, déi d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TVA dem Parquet général zréckgeschéckt huet als „net exekutiert“, an deenen aktuell nach Recouvrement am virgannante Service vum Parquet général nogaange gëtt.

Et sief dobäi präziséiert, dass dëse Service vum Parquet général d'Dossieren, déi d'Administration de l'enregistrement, des domaines et de la TV als „net exekutiert“ un de Parquet général zréckgeschéckt, iwwerhëlt. Dee Service huet dann nach follgend Mëttelen, fir d'Geldstrof anzedreiwen, déi een nom aneren agesat ginn: fir d'éischt geet e leschten Avis un de Verurteelten (Prozedur vum Artikel 691 vum Code de procédure pénale), et kënnen Modalitéite mam Verurteelten ausgemaach ginn, fir dass en op Rate ka bezuelen. Wann dës Mëttelen net gräifen, gëtt e Signalement zwecks Festnam vum der betroffener Persoun gemaach, fir kënnen eng „contrainte par corps“ duerchgefëieren.

Bei enger „contrainte par corps“ gëtt kee Geld an d'Staatskeess bezuelt. Des Weidere kënnen aner Emstänn verhënnern, dass eng Geldstrof vum Parquet général agedriwwen gëtt, zum Beispill wa se géint eng Persoun verhaange gouf, déi net fonnt ka ginn (keng Adress bekannt, keng Brëifboite op hiren Numm, ...), oder déi gestuerwen ass, oder wann d'Strof verjährt ass.

De follgenden Tableau informéiert, wéi vill Ordonnances pénales effektiv net bezuelt bliwwen sinn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

De follgenden Tableau informéiert, wéi eng Montante vum Parquet général net konnten agedriwwen ginn:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Mat de follgende Prozentsätz vu Residenten/Netresidenten:

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

Question 1485 (15.11.2019) de **M. David Wagner** (*déi Léink*) concernant les **autorisations de séjour pour investisseurs et le placement de personnes au Centre de rétention** :

La loi du 8 mars 2017 portant modification de la loi sur la libre circulation des personnes et l'immigration a introduit une autorisation de séjour pour « investisseur ».

Elle peut être délivrée par Monsieur le Ministre à une personne :

- qui investit au moins 500.000 euros dans une entreprise existante ou à créer au Luxembourg, ou ;
- qui investit au moins 3.000.000 euros dans une structure d'investissement et de gestion existante ou à créer au Luxembourg, ou ;
- qui investit au moins 20.000.000 euros sous forme d'un dépôt auprès d'un institut financier établi au Luxembourg.

Partant, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de l'Immigration et de l'Asile :

1) Combien de personnes ont fait une demande pour une autorisation de séjour pour « investisseur » entre le 8 mars 2017 et le 31 octobre 2019 et combien de personnes se sont vues accorder une autorisation de séjour pour « investisseur » entre le 8 mars 2017 et le 31 octobre 2019 ? Pouvez-vous détailler ces chiffres par mois et indiquer, pour chaque mois, la nationalité des personnes concernées ?

Cette même loi a augmenté la durée maximale de placement de personnes ou familles accompagnées de mineurs d'âge au Centre de rétention de 72 heures à 7 jours.

Partant, je voudrais poser la question suivante à Monsieur le Ministre :

2) Combien de mineurs d'âge ont connu un séjour supérieur à 72 heures au Centre de rétention entre le 8 mars 2017 et le 31 octobre 2019 ? Pouvez-vous détailler ces chiffres par mois et indiquer, pour chaque mois, la nationalité des personnes concernées ?

Réponse (11.12.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre de l'Immigration et de l'Asile* :

ad 1) Pendant la période du 8 mars 2017 au 31 octobre 2019, la Direction de l'immigration du Ministère des Affaires étrangères et européennes a enregistré 7 demandes d'autorisation de séjour pour « investisseur ». 6 demandes ont été accordées et 1 a été en cours de traitement à la fin de la période de référence visée. En 2018, 5 autorisations ont été établies à des ressortissants chinois (août 2018) et 1 autorisation à un ressortissant australien (septembre 2018). Ces autorisations ont été matérialisées par la délivrance de titres de séjour en 2018 (4) et en 2019 (2).

ad 2) Pendant la période du 8 mars 2017 au 31 octobre 2019, 9 familles avec 19 enfants mineurs d'âge ont connu un séjour supérieur à 72 heures au Centre de rétention. Ces séjours ont eu lieu entre avril et septembre 2017, depuis lors aucun mineur d'âge n'a séjourné au Centre de rétention plus de 72 heures.

Le chiffre se compose comme suit :

(tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

À noter que dans le cas de 13 mineurs (6 familles), la durée de rétention a été de 4 jours. Dans le cas de 4 mineurs (2 familles), la durée de rétention a été de 6 jours, et dans le cas de 2 mineurs (1 famille), la durée de rétention a été de 7 jours.

Question 1486 (18.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (*LSAP*) concernant la **régression de la téléphonie fixe** :

Nos pays voisins enregistrent une régression considérable de la téléphonie fixe alors que la communication mobile ainsi que d'autres applications telles que WhatsApp et Messenger connaissent des progressions plus ou moins spectaculaires.

D'autre part l'utilisation de la télévision par Internet a plus que doublée en même temps.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre des Communications et des Médias quelle a été l'évolution en la matière au cours des cinq dernières années au Luxembourg. Est-ce qu'il existe des données chiffrées sur les changements qui s'opèrent au niveau de la communication et des médias ?

Réponse (30.12.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias* :

L'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) publie régulièrement des statistiques sur l'évolution du marché des télécommunications au Luxembourg.

Le rapport statistique annuel fournit notamment des données sur le volume des communications fixes et mobiles et sur le nombre d'abonnés au service téléphonique et à la télévision.

Il résulte de ces statistiques que le volume des communications de téléphonie fixe a effectivement baissé de 854 à 541 millions de minutes entre 2013 et 2018. Pendant la même période, le volume des communications téléphoniques mobiles a augmenté de 1.032 à 1.299 millions de minutes.

Le nombre de raccordements fixes est en revanche resté relativement stable, passant de 267.400 en 2013 à 273.300 en 2018. Ces raccordements sont évidemment utilisés à la fois pour la téléphonie et pour l'accès à Internet, voire pour la télévision.

Les statistiques ne couvrent pas encore les nouveaux services dits OTT (Over The Top) ou « Cloud » comme Skype ou WhatsApp pour la téléphonie ou la messagerie.

Quant à la télévision, les statistiques de l'ILR montrent une progression régulière des raccordements IPTV, qui passent de 40.600 en 2013 à 66.500 en 2018.

L'ILR ne dispose en revanche pas de statistiques concernant le streaming de programmes de télévision sur Internet au Luxembourg. On peut néanmoins se faire une idée en recourant aux résultats des enquêtes réalisées dans le cadre de l'enquête TNS ILReS Plurimédia. Cette étude fournit une indication de l'audience de RTL Télé Lëtzebuerg sur Internet. Selon cette enquête, l'audience de RTL Télé Lëtzebuerg sur Internet est passée de 11.800 personnes (2,5 % de la population) en 2013-14 à 29.400 (5,6 % de la population) au premier trimestre 2019.

On peut donc constater que les tendances de nos pays voisins se manifestent également au Luxembourg.

Question 1488 (18.11.2019) de **M. Mars Di Bartolomeo** (*LSAP*) concernant les **vols de voitures** :

Selon une étude récente de l'Office des statistiques de l'Union européenne, le Grand-Duché de Luxembourg serait le pays de la communauté confronté au taux de vols de voitures le plus élevé. D'après ces statistiques plus de 300 voitures par 100.000 habitants seraient volées par an au Luxembourg alors que ce chiffre se situerait à 70 en Allemagne et seulement 4 au Danemark.

Entre-temps ces chiffres ont été réfutés par la direction de la police luxembourgeoise qui ne fait état que de 55 voitures pour 100.000 habitants en moyenne ce qui relèguerait notre pays à la 20^e position au lieu de la première place.

Eurostat explique cette différence énorme par la prise en compte des vols de tous les véhi-

cules motorisés tels voitures, autobus, tracteurs et camions dans leurs statistiques.

- J'aimerais savoir de Monsieur le Ministre quelles sont les sources d'Eurostat et quelle en est la crédibilité.

Réponse (12.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

La Police grand-ducale ne connaît pas les sources d'Eurostat.

Dans les statistiques de la Police grand-ducale sont également prises en compte sous la notion de « vols de véhicules » les vols de tous les véhicules automoteurs routiers donc y compris les tracteurs, bus, camionnettes.

Question 1490 (18.11.2019) de **M. André Bauler** (*DP*) concernant les **nouvelles stations de contrôle technique de la SNCT** :

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 4023 du 27 août 2018, Monsieur le Ministre a indiqué que la Société nationale de contrôle technique (SNCT) ouvrira une nouvelle station de contrôle technique à Marnach fin 2019. Outre ceci, il serait également prévu que la SNCT s'installe à Junglinster et au Fridhaff près de Diekirch.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur l'état d'avancement des trois projets précités ? Quand les stations de contrôle technique à Junglinster et au Fridhaff pourront-elles ouvrir leurs portes ?

- Monsieur le Ministre a-t-il reçu une demande en vue d'une autorisation d'établissement pour une station de contrôle technique dans le canton de Redange ? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il fournir des précisions quant à ce projet éventuel ?

Réponse (18.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Dans la continuité de ma réponse à la question parlementaire n° 4023 du 27 août 2018, la Société nationale de contrôle technique (SNCT) m'a fait parvenir un état d'avancement actualisé de ses différents projets dont il était question précédemment.

Concernant le projet de l'ouverture d'une station de contrôle technique à Marnach, la Société nationale de contrôle technique (SNCT) estime pouvoir en assurer l'ouverture durant le premier semestre 2020. Il est à noter que cette ouverture coïncidera avec la fermeture progressive du site de Wilwerwiltz afin d'assurer une transition sur une période de trois mois.

Concernant le projet de l'ouverture d'une station de contrôle technique à Junglinster, ce projet devrait pouvoir se concrétiser à l'horizon 2021.

Concernant le projet de l'ouverture d'une station de contrôle technique à Fridhaff près de Diekirch, ce projet n'a pas été retenu par la SNCT.

Finalement, il est à relever qu'à ce stade aucune demande en vue de l'obtention d'un agrément en tant qu'organisme de contrôle technique ne m'a été adressée, ni aucune demande en vue de l'ouverture d'une nouvelle station de contrôle technique par un des acteurs disposant d'un agrément en tant qu'organisme de contrôle technique au Luxembourg n'a été introduite dans le canton de Redange.

Question 1493 (19.11.2019) de **M. Carlo Back** (*déi gréng*) concernant la **prolongation de la durée de vie des réacteurs nucléaires français** :

Il y a plusieurs années, la société EDF, exploitant du parc nucléaire français, avait annoncé vouloir prolonger un maximum de ses vieux réacteurs au-delà des 40 ans initialement prévus. Tandis que la procédure visant la catégorie des réacteurs de 900 mégawatts (MW) - les plus anciens - est toujours en cours, la procédure de prolongation de la durée de vie au-delà de 40 ans pour les réacteurs de 1.300 MW, qui concernera aussi la centrale nucléaire de

Cattenom, vient de commencer. Jusqu'au 17 novembre 2019, l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN) avait soumis à consultation publique sur son site Internet un « projet de position sur les orientations de la phase générique des quatrième réexamens périodiques des réacteurs de 1.300 MWe exploités par EDF ». Il s'agit d'une première étape en vue d'une prolongation de la durée de vie des réacteurs nucléaires français d'une puissance nominale de 1.300 MW au-delà de 40 ans.

La consultation publique portait sur la réponse de l'ASN au dossier d'orientation du quatrième réexamen périodique qu'EDF lui avait transmis. Dans son projet de position, l'ASN a identifié, entre autres, plusieurs insuffisances et demandé à EDF de modifier ou d'ajouter plusieurs objectifs généraux pour ce réexamen, de considérer certains référentiels pour réévaluer la sûreté de ses installations et d'ajouter des thèmes d'études à son programme de réexamen. Toute personne morale ou physique pouvait commenter jusqu'au 17 novembre la réponse de l'ASN (cf. Lien 1).

Dans ce contexte, on peut féliciter particulièrement les quelques acteurs luxembourgeois - notamment le Comité national d'action contre le nucléaire qui réunit toutes les associations, syndicats et partis politiques œuvrant pour la sortie du nucléaire et la fermeture de la centrale de Cattenom - qui ont profité de l'occasion pour introduire un avis critique. Ils ont notamment rappelé à l'ASN que le choix énergétique français implique obligatoirement un risque d'accident nucléaire aux conséquences désastreuses et mêmes existentielles pour un État de petite taille tel que le Luxembourg. Ils demandent par ailleurs de considérer outre des critères techniques de sûreté techniques également des critères tel que la proximité de frontières qui compliquent la gestion des accidents et la densité de la population vivant autour des centrales où Cattenom fait partie du TOP 3 français.

Le réexamen des installations en vue de la prolongation au-delà des 40 ans, souhaité par EDF, est une procédure très technique et à très longue durée. Elle se fera en deux temps : d'abord une phase « générique » qui vient de commencer et qui porte sur les sujets communs à l'ensemble des réacteurs de 1.300 MW, puis une phase « spécifique », qui porte sur chaque réacteur individuellement, mais qui ne devrait pas débiter avant 2026.

Dans ce contexte, je voudrais avoir les informations suivantes de Monsieur le Ministre de l'Énergie et de Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

1) Est-ce que vous êtes au courant du lancement du processus de prolongation de la durée de vie au-delà de 40 ans des réacteurs nucléaires français de 1.300 MW ?

2) Comment est-ce que le Gouvernement suit cette procédure particulièrement importante pour le Luxembourg vu qu'elle concerne également l'avenir des quatre réacteurs de Cattenom ?

3) Est-ce que vous comptez intervenir auprès des autorités françaises afin de rappeler la position luxembourgeoise, de plaider contre la prolongation de la durée de vie des réacteurs et pour la fermeture de la centrale nucléaire de Cattenom ?

Réponse commune (13.12.2019) de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie*, de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable*, et de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Des consultations régulières entre les autorités compétentes françaises et luxembourgeoises ont lieu dans le cadre de la Commission mixte franco-luxembourgeoise de sécurité nucléaire, dont la dernière réunion a eu lieu à Luxembourg le 4 avril 2019. Lors de cette réunion, la question de la durée de vie de certaines catégories de réacteurs français a été abordée.

De ces discussions, et d'informations publiées par les parties prenantes françaises, il ressort que le processus du quatrième réexamen périodique des réacteurs nucléaires français de 1300 MWe visant une opération de ces réacteurs au-delà des 40 ans consiste en une phase « générique » et une phase « spécifique ». La phase générique a commencé en juillet 2017 avec l'introduction par EDF d'un dossier d'orientation du réexamen périodique auprès de l'Autorité de sûreté nucléaire française (ASN), qui à son tour a établi un projet de prise

de position et soumis les différents documents du dossier à une consultation du public par Internet du 17 octobre 2019 au 17 novembre 2019.

Ce processus, la « phase générique », est prévu pour durer jusqu'en 2026. Pendant cette période, des études et analyses seront menées dans un premier temps par EDF, puis vérifiées par les autorités. À la fin de ce processus, l'ASN définira ses prescriptions génériques qui seront de nouveau soumises à une consultation du public. Ces prescriptions détermineront les mesures concrètes à mettre en place concernant la sûreté des réacteurs. Puis, lors de la « phase spécifique », la situation de chaque réacteur est analysée de façon individuelle ce qui permet d'intégrer les caractéristiques particulières de l'installation et de son environnement.

La prolongation de vie des réacteurs nucléaires est une question d'actualité qui se pose à travers l'Europe et au-delà, car une grande partie du parc nucléaire européen arrive au terme de la durée initialement prévue pour son exploitation. Le sujet fait également l'objet de vives discussions dans le cadre de la convention sur l'évaluation de l'impact sur l'environnement dans un contexte transfrontière (Convention d'Espoo). Le Gouvernement plaide, ensemble avec d'autres États membres, pour l'application de la Convention d'Espoo lors de la prolongation de la durée de vie des centrales nucléaires. Même si le système français ne définit pas la durée de fonctionnement d'un réacteur nucléaire et par conséquent ne fait pas référence à une « prolongation de la durée de vie » des réacteurs, le Luxembourg, ensemble avec d'autres pays parties à la Convention d'Espoo, s'engage pour que ces prolongations soient soumises aux obligations de cette Convention.

ad 2) + 3) Le Gouvernement rappelle régulièrement les inquiétudes luxembourgeoises relatives à la prolongation de l'exploitation des centrales, ainsi que la position générale visant la fermeture de la centrale de Cattenom.

En complément à ces messages, le Gouvernement encourage les autorités françaises à prendre une position ambitieuse en ce qui concerne les améliorations à apporter à la sûreté des réacteurs. C'est dans cet objectif que la délégation luxembourgeoise insiste lors de toutes les réunions de la Commission mixte sur l'importance d'une mise en œuvre ambitieuse des objectifs de sûreté de la directive 2009/71/Euratom modifiée établissant un cadre communautaire pour la sûreté nucléaire des installations nucléaires. Cette directive impose concrètement aux États d'améliorer la sûreté lors des réexamens périodiques pour rapprocher le dimensionnement le plus possible de l'état actuel de la science et de la technologie.

En ce qui concerne le processus de prolongation de la centrale de Cattenom, l'ASN a soumis, du 17 octobre au 17 novembre 2019 à la consultation du public, son projet de position sur les orientations de la phase générique des quatrième réexamens périodiques des réacteurs de 1.300 MWe exploités par EDF. En complément à cette consultation, une réunion d'échange sur les grands objectifs à atteindre pour encadrer le quatrième réexamen périodique des réacteurs a été organisée au siège de l'ASN, avec participation luxembourgeoise.

Le Gouvernement suit avec beaucoup d'attention l'évolution de ce dossier. Le 15 novembre 2019, la Ministre de l'Environnement Carole Dieschbourg et le Ministre de l'Énergie Claude Turmes ont envoyé leur avis critique sur la position de l'ASN sur les orientations de la phase générique des quatrième réexamens périodiques des réacteurs de 1.300 MWe au Directeur de l'ASN.

Question 1494 (19.11.2019) de **MM. Laurent Mosar, Léon Gloden et Serge Wilmes** (CSV) concernant les **mesures effectives pour lutter contre les infractions à l'ordre public** :

Le décret du 14 décembre 1789 confère aux municipalités entre autres le pouvoir de faire jouir les habitants des avantages d'une bonne police, notamment de la propreté, de la salubrité, et de la tranquillité dans les rues, lieux et édifices publics. Ainsi, l'article 52 du règlement général de police du 26 mars 2001 tel que modifié le 23 novembre 2015 de la Ville de Luxembourg détermine que « il est interdit d'importuner ou d'harcéler les passants, automobilistes ou autres conducteurs, de sonner aux portes pour importuner les habitants et d'entraver les entrées d'immeubles et d'édifices publics ou privés, les entrées de commerces et les passages ». Des peines de police en cas d'infractions aux dispositions dudit règlement y sont également prévues.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale, la police peut, suivant l'article 14, « procéder à la mise en détention administrative d'une personne majeure qui compromet l'ordre public ou qui constitue un danger pour elle-même ou pour autrui [...] ».

Il est malheureusement devenu un fait réel et récurrent en particulier dans les centres-villes que des personnes bloquent des entrées de commerces, d'immeubles, de bureaux et de passages, voire importunent ou harcèlent les passants qui veulent y accéder.

C'est à ce sujet que nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Sécurité intérieure :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous dire si, dans les cas précisément évoqués ci-dessus, l'article 14 de la loi sur la Police grand-ducale (détention administrative) est applicable ? Si tel n'est pas le cas, Monsieur le Ministre peut-il nous en expliquer les raisons et nous dire quels sont les moyens à disposition des agents de police pour intervenir dans les cas susmentionnés ?

2) Si l'article invoqué est effectivement applicable dans les cas en question, Monsieur le Ministre peut-il nous dire si les agents de police disposent d'une note de service sur la bonne application de l'article concernant la détention administrative et nous indiquer le contenu ? Monsieur le Ministre peut-il nous assurer que cette note de service permet une interprétation claire et uniforme de l'article 14 concernant la détention administrative ?

3) Dans le cas contraire, Monsieur le Ministre n'estime-t-il pas nécessaire qu'une telle note de service soit établie pour que les agents de police puissent l'appliquer de manière claire et correcte ?

Réponse (17.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Sécurité intérieure* :

ad 1) L'article 14 de la loi du 18 juillet 2018 sur la Police grand-ducale traite de la « détention administrative » qui permet aux agents et officiers de police de procéder, sous certaines conditions, à la mise en détention administrative d'une personne majeure.

Cette nouvelle mesure de police administrative peut uniquement être appliquée lorsque l'ordre public est compromis. Cette mesure doit être proportionnelle et adaptée à la situation, et a comme finalité de se saisir des personnes qui compromettent l'ordre public ou son rétablissement ou qui constituent un danger pour elles-mêmes ou pour autrui. Il doit donc clairement ressortir de la situation que la mesure est destinée au seul but de maintenir la tranquillité, la salubrité et la sécurité publiques.

Afin de savoir si les conditions de l'article 14 de la loi du 18 juillet 2018 sont remplies lorsque des personnes bloquent les entrées de commerces, d'immeubles, de bureaux et de passages, une analyse et une évaluation sur place par l'officier de police administrative des circonstances de fait qui accompagnent l'acte sont indispensables.

ad 2) + 3) Les mesures de police administrative sont expliquées dans les prescriptions de service internes de la Police grand-ducale. Ces prescriptions reprennent la base légale et l'application de la détention administrative et la procédure à suivre en l'illustrant avec différents exemples pratiques.

Tous les membres de la Police grand-ducale ont accès à ces notes et peuvent les consulter personnellement et prendre connaissance de leurs contenus.

La Police grand-ducale a également organisé diverses formations et séances d'information concernant ces nouvelles mesures lors de leur introduction.

Question 1495 (19.11.2019) de **M. André Bauler** (DP) concernant le **service hivernal au nord du pays** :

Il me revient qu'en raison d'un manque de personnel et de matériel assez prononcé à l'heure actuelle, l'Administration des ponts et chaussées ne se verrait pas en mesure de garantir dans de bonnes conditions le service hivernal dans le canton de Clervaux pour la saison 2019-2020.

Face à ce déficit de personnel, les chauffeurs actifs ne seraient plus en mesure de respecter leur temps de repos obligatoire. Qui pis est, sur certains trajets le service hivernal ne pourrait pas être assuré du tout.

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité :

- Monsieur le Ministre peut-il confirmer les informations relatées ci-dessus ?

- Dans l'affirmative, quelles mesures Monsieur le Ministre entend-il prendre dans les meilleurs délais afin de remédier aux problèmes décrits ci-dessus ?

- Le service hivernal peut-il être garanti par l'Administration des ponts et chaussées dans le reste des cantons du Nord, en particulier sur les routes principales ?

Réponse (03.01.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Durant la saison hivernale, l'organisation et la gestion des effectifs ainsi que des équipements du service hivernal se superpose à celle des autres activités de l'Administration des ponts et chaussées et devient ainsi le facteur déterminant pour la gestion des effectifs, des horaires de travail et des équipements. Les disponibilités d'intervention pour l'entretien hivernal normal (élagage, nettoyage, élimination de nids de poule, etc.) et d'urgence (dégagement de la voirie en cas de force majeure (glissements, inondations, etc.) sont, de ce fait, réduites à un strict minimum. Des goulots en matière d'heures supplémentaires du personnel et de disponibilité de matériel technique, tels que des camions, des pelles, etc. sont alors à l'ordre du jour. Pour remédier à cette problématique et afin de pouvoir effectuer en bonne et due forme l'entretien hivernal normal, l'Administration a recours à des entreprises privées, notamment pour renforcer la disponibilité de camions et de chauffeurs.

Une réorganisation temporaire au niveau de l'affectation du personnel dans les différentes brigades ainsi qu'une réadaptation des contraintes à domicile des agents impliqués ont permis de pouvoir continuer à garantir le service hivernal dans tout le canton de Clervaux.

Il va de soi que l'Administration des ponts et chaussées veille toujours à ce que ses chauffeurs respectent leur temps de repos obligatoire et ne dépassent pas les temps de conduite maximum autorisés.

De façon générale, le problème principal constitue le nombre insuffisant de salariés-chauffeurs disposant du permis de conduire pour poids lourds. Dès lors, afin de remédier à long terme à la pénurie de chauffeurs, l'Administration des ponts et chaussées favorise l'engagement de salariés qui sont autorisés à conduire des poids lourds.

Question 1496 (19.11.2019) de **M. Marc Goergen** (Piraten) concernant la « **Wanteraktioun** » :

Mam Anzuch vum Wanter maachen déi kal Temperaturen de Mënschen an der Obdachlosigkeit alt nees schwéier ze schafen. Dofir wäert, ënner anerem, d'Joer erëm d'Wanteraktioun organiséiert ginn, fir de Persoun wärend de kalen Nuechten ee waarmen Ennerdaach ze bidden. D'Diere vun der Wanteraktioun maachen allerdéngs eréischt den 1. Dezember op. D'Temperaturen ënnerschreiden awer oft scho virdrun de Gefrierpunkt - esou wéi et zum Beispill och an dësem November schonn de Fall war.

An deem Zesammenhang wéilt ech der Ministesch fir Famill an Integratioun dës Froe stellen:

1. Ugesichts den aktuellen Temperaturen, wäert d'Wanteraktioun 2019/2020 méi fréi hir Dieren opmaachen?

2. Kann d'Madamm Ministesch confirméieren, dass d'Wanteraktioun d'nächst Joer méi fréi wäert ufänken a méi laang wäert opbleiwen? Falls nee, firwat net?

3. Ass d'Madamm Ministesch der Meenung, dass d'Wanteraktioun och iwwert de Wanter eraus opbleiwe soll?

Réponse (17.12.2019) de **Mme Corinne Cahen**, *Ministre de la Famille et de l'Intégration* :

ad 1. D'Wanteraktioun 2019/2020 huet sonnes, den 1. Dezember 2019, hir Dieren opgemaach.

ad 2. D'Wanteraktioun 2020/2021 fänkt am Prinzip den 1. Dezember 2020 un an hält den 31. März 2021 op. Ob d'Wanteraktioun éischter opmécht an/oder méi laang opbleift, hânt vum de Wiederkonditiounen an deem Moment of.

ad 3. D'Wanteraktioun ass eng punktuell Aktioun, déi dofir geduecht ass, de Mënschen, déi op der Strooss liewen, an de keelste Méint vum Joer e waarmen Ennerdaach ze bidden, fir datt keen dobaussen erfriert. Et ginn dat ganz Joer iwwer aner Méiglechkeeten, net op der Strooss mussen ze schloufen, wéi zum Beispill d'Haltes de nuit. Donieft këmmere sech

Servicer wéi de Streetwork, de Para-Chute an de Premier Appel ëm déi Leit, déi keen Daach iwwert dem Kapp hunn, a probéieren zesumme mat hinnen, mat den Offices sociaux an all de Partner, eng durabel Léisung ze fan- nen, fir nees e Liewensprojet kënnen ze entwé- kelen.

Question 1497 (20.11.2019) de **Mme Martine Hanser, MM. Emile Eicher, Aly Kaes et Marco Schank** (CSV) concernant le **contournement d'Ettelbruck/Niederfeulen** :

La situation du trafic à Ettelbruck devient de plus en plus catastrophique. En effet, environ 13.000 voitures venant de la région de Bastogne et de Wiltz respectivement de la B7 empruntent en moyenne chaque jour la N15 traversant la localité avec une tendance croissante. Embouteillages et encombrements de la circulation sont régulièrement à l'ordre du jour notamment au niveau du point névralgique giratoire « Deich » et au niveau de l'échangeur d'Ettelbruck sur la route B7.

La réalisation rapide du contournement sud-ouest de la ville d'Ettelbruck et du contournement de Niederfeulen pourrait résoudre cette situation.

Il existe dans ce contexte une volonté politique pour réaliser les contournements en question, étant donné que l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « Les projets de contournement liés seront rapidement réalisés, comme par exemple Bascharage et Dippach, Ettelbruck et Feulen, Hosingen et Heinerscheid afin de garantir que la réduction du trafic dans une localité ne se fasse pas aux dépens des citoyens d'une autre localité. »

Au vu de ce qui précède, nous souhaiterions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics :

- Quel est le stade actuel du projet de construction relatif aux contournements d'Ettelbruck et de Niederfeulen ?

- Un tracé définitif a-t-il été fixé ?

- L'État est-il déjà propriétaire de tous les terrains nécessaires à la réalisation des contournements susmentionnés ?

- Quand est-ce que les travaux de réalisation des contournements des localités concernées pourront être entamés ?

- Quel est le calendrier prévu pour la construction de ces contournements ?

Réponse (17.12.2019) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics* :

Le dossier de l'avant-projet sommaire (APS) des contournements d'Ettelbruck et de Niederfeulen est actuellement en cours d'élaboration.

Vu l'état d'avancement des études, un tracé définitif n'a pas encore été fixé. Or, en raison du terrain dénivélé entre Ettelbruck et Niederfeulen, la réalisation de plusieurs ouvrages d'art sera inévitable. Dès lors, il est nécessaire d'analyser au préalable les avantages et les désavantages des différentes possibilités de variantes. Après cette analyse, la variante la plus avantageuse pour chacun des deux contournements sera approuvée par mes soins, permettant par la suite l'élaboration de l'avant-projet détaillé (APD). Parallèlement à l'élaboration de l'APD, les dossiers des emprises seront finalisés et transmis au Comité d'acquisition qui sera chargé de l'acquisition des parcelles nécessaires.

Avant la finalisation de l'APD, il n'est guère possible d'établir un timing précis.

Question 1500 (20.11.2019) de **MM. Laurent Mosar et Gilles Roth** (CSV) concernant le **système de comptage en matière de gaz et d'électricité** :

Les lois du 1^{er} août 2007, telles que modifiées, ont arrêté le principe du comptage

(i) par le gestionnaire du réseau, de tout gaz naturel acheminé via son réseau,

(ii) par le producteur même, du biogaz, du gaz issu de la biomasse ou d'autres types de gaz, basés sur des sources d'énergie renouvelables, injecté dans le réseau,

(iii) par le gestionnaire du réseau, de toute énergie électrique transportée ou distribuée à travers son réseau, et

(iv) par l'autoproduit, de toute énergie électrique produite en autoproduction.

Les modalités de comptage, y compris les modalités et échéances ou cadences de lecture des compteurs, l'utilisation et la communication des données de comptage, le droit d'accès à celles-ci et leur durée de conservation seraient à préciser par règlement grand-ducal. Il en serait de même des caractéristiques techniques minimales des installations de comptage en fonction de leur utilisation, de leur puissance et/ou tension et des modalités, méthodes et intervalles d'étalonnage.

La loi règle enfin le droit d'accès des gestionnaires de réseaux aux points de comptage, de connexion et aux installations de raccordement des producteurs et consommateurs connectés aux réseaux aux fins de procéder à la relève des compteurs et d'effectuer tous travaux, interventions et contrôles aux raccordements et compteurs.

Via un règlement grand-ducal du 27 août 2014 (RGD), le Gouvernement a précisé les dispositions contenues dans les lois susmentionnées.

Dans son avis du 13 décembre 2013, la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) a émis un certain nombre d'observations par rapport au projet de règlement. Elle expose entre autres que « les compteurs intelligents indiquent la consommation d'énergie totale ainsi que l'historique des consommations dans le temps » et qu'à travers ces informations, « il est possible d'établir les profils de charge d'un ménage ».

Ensemble avec le Conseil d'État, la CNPD estime que le règlement est insuffisant en omettant de définir les gestionnaires de réseaux comme responsables de l'activité de déploiement des modalités de comptage et du traitement de données à caractère personnel.

La CNPD déplore ensuite l'absence de définition des finalités des traitements de données effectués par les gestionnaires de réseaux (à la différence des fournisseurs d'électricité dont les finalités sont limitativement énumérées au règlement grand-ducal précité). La CNPD note en outre qu'il résulte des informations à sa disposition que les acteurs de marché semblent utiliser ces informations en dehors des finalités limitativement énumérées.

Il ressort du RGD que les données de comptage enregistrées par les gestionnaires de réseaux et par les fournisseurs d'électricité ou de gaz naturel puissent être conservées pour une durée maximale de 15 ans. À ce sujet, la CNPD estime qu'« une conservation des données au "quart-horaire" pour l'électricité et "horaire" pour le gaz naturel pour une durée de 15 ans permet d'obtenir un profilage extrêmement détaillé des habitudes des individus, de sorte que les intérêts et les droits et libertés de la personne concernée prévalent sur les intérêts des gestionnaires de réseaux et des fournisseurs ». Qui plus est, « les risques de dérives liés à l'utilisation des données ainsi collectées sont attentatoires à la vie privée des individus, de sorte qu'il y a lieu de réduire le plus possible la durée de conservation des données ».

La CNPD en conclut qu'il serait indiqué de s'inspirer de la loi relative au marché des télécommunications, de sorte que :

- les données « quart-horaire » pour l'électricité et « horaire » pour le gaz naturel sont conservées pendant une période de six mois, lorsque la facture a été payée et n'a pas fait l'objet de litige ou de contestation,

- les données de comptage seraient ensuite à agréger afin de conserver une donnée unique de comptage par mois et ce pendant une période de cinq ans (prescription quinquennale résultant de l'article 2277 du Code civil).

Notons enfin que le Conseil d'État a également partagé sur ce dernier point l'avis de la CNPD.

Même à considérer que le cadre légal a évolué depuis le paquet européen « protection des données », les principes généraux applicables en matière de protection des données n'ont pas été remis en cause.

Au vu de tout ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Communications et des Médias et à Monsieur le Ministre de l'Énergie :

1) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous expliquer les raisons pour lesquelles ils n'ont pas suivi les avis susmentionnés, alors que les acteurs en question ont expressément dénoncé des risques de dérives et d'attentats à la vie privée des individus ?

2) Messieurs les Ministres peuvent-ils nous informer sur les durées de conservation des données de comptage « quart-horaire » et « horaire » par les gestionnaires de réseaux ?

3) Les durées de conservation ainsi appliquées tiennent-elles compte de l'avis du Conseil d'État et des recommandations de la CNPD ?

- Dans l'affirmative, dans quelle mesure ?

- Dans la négative, Messieurs les Ministres ne sont-ils pas d'avis qu'il faille adapter le cadre réglementaire en la matière ?

4) Qu'en est-il des finalités de traitement des données ? Messieurs les Ministres sont-ils d'avis que le cadre légal actuel est suffisant pour permettre les traitements de données actuellement effectués par les gestionnaires de réseaux et fournisseurs d'électricité et de gaz naturel ?

5) Messieurs les Ministres entendent-ils charger la CNPD d'une enquête relative aux traitements de données de comptage effectués par les gestionnaires des réseaux et les fournisseurs d'électricité et de gaz naturel ?

Réponse commune (30.12.2019) de **M. Xavier Bettel**, *Ministre des Communications et des Médias*, et de **M. Claude Turmes**, *Ministre de l'Énergie* :

ad 1) L'élaboration du règlement grand-ducal du 27 août 2014 relatif aux modalités du comptage de l'énergie électrique et du gaz naturel en question avait été effectuée en toute transparence et en concertation avec la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) ainsi qu'avec les autres parties prenantes concernées. Des réunions de travail étaient organisées au préalable avec la CNPD ensemble avec tous les gestionnaires de réseaux de distribution électriques et gaziers, l'Institut luxembourgeois de régulation (ILR) et les responsables de Luxmetering, un groupement d'intérêt économique qui a été créé en 2012 par les cinq gestionnaires de réseaux électriques et les trois gestionnaires de réseaux gaziers en vue du déploiement généralisé du comptage intelligent au Luxembourg, afin d'améliorer la compréhension mutuelle de part et d'autre aussi bien sur le plan organisationnel et fonctionnel du comptage de l'énergie comme dans le contexte de la protection des données personnelles.

Les préoccupations exprimées par la CNPD, notamment dans son avis et en partie reprises dans l'avis émis par le Conseil d'État, relatives à la conservation des données au « quart-horaire » pour l'électricité et « horaire » pour le gaz naturel - permettant selon eux d'obtenir un profilage détaillé des habitudes des individus et comportant des risques que ces données ainsi collectées soient attentatoires à la vie privée des individus - ont pu être écartées en grande partie. Il convient dans ce contexte de préciser que les données quart-horaires en électricité, récoltées et envoyées le lendemain aux gestionnaires de réseau, ne contiennent pas de lien avec le nom du consommateur, mais seulement le numéro du point de fourniture et ne permettent en aucun cas d'identifier des installations électriques d'un ménage qui sont à la source de la consommation globale pendant un quart d'heure. Afin de pouvoir effectivement identifier des appareils électriques, il faudrait être en possession d'un profil d'une granularité beaucoup plus précise (plusieurs données par seconde). Il faudrait en plus connaître les caractéristiques exactes de consommation des appareils connectés, comme par exemple la puissance de l'appareil ou le temps (en général quelques millisecondes) nécessaire pour augmenter ou diminuer la puissance nominale des appareils connectés. Toutes ces informations ne sont néanmoins à la disposition ni des gestionnaires de réseau ni des fournisseurs des clients. Ceci vaut évidemment aussi pour le profil horaire de la consommation du gaz naturel qui ne permet pas non plus de déterminer l'origine de la consommation (production d'eau chaude et/ou chauffage, cuisine, etc.).

ad 2) + 3) Les données de comptage quart-horaires (électricité) respectivement horaires (gaz naturel) sont conservées par les gestionnaires de réseaux et par les fournisseurs (pour leurs clients) pendant une durée maximale de quinze ans afin d'assurer que chacun des acteurs concernés (consommateurs, fournisseurs et gestionnaires de réseaux) puissent se défendre à tout moment contre toute revendication soulevée ultérieurement. La durée de conservation des données est un élément déterminant dans le calcul d'un redressement de facture erronée résultant d'une erreur de facturation ou d'une manipulation frauduleuse de l'installation électrique.

Ainsi, il peut arriver que des dérives de comptage de l'énergie avant compteur soient détectées seulement après des années de survenance. De nombreux cas de ce genre relèvent d'affaires en justice donnant lieu à des jurisprudences traitant de cas de dérives avant compteur et de redressements de facturation subséquents. Dans ces cas, les fournisseurs et gestionnaires de réseaux concernés doivent être en mesure d'établir un redressement de facturation correct, et le consommateur doit pouvoir disposer sans restriction de toutes ses données de consommation pour se défendre le cas échéant.

En effet, la jurisprudence reconnaît de façon constante aux gestionnaires de réseau, aux fournisseurs et aux consommateurs un droit à redressement d'erreur de facturation. Tant la jurisprudence luxembourgeoise que la jurisprudence belge rejettent les prescriptions annales et quinquennales pour le redressement des factures d'énergie et reconnaissent des périodes de prescription de dix ans voire de trente ans. Puisque ces redressements portant sur de longues périodes se présentent régulièrement et ne constituent pas des cas hypothétiques, la durée maximale de conservation des données de consommation au comptage de l'énergie avait été fixée à quinze ans. Cette durée de conservation des données tient compte d'une durée de prescription de dix ans, augmentée d'un délai supplémentaire de cinq ans. Ce délai supplémentaire de cinq ans est nécessaire afin de pouvoir comparer la période de sur- ou de sous-facturation (sur une période allant jusqu'à dix ans) à une période de référence qui doit être suffisamment longue (portant sur au moins quatre saisons) pour être représentative. Partant la prescription semestrielle ou au mieux quinquennale telle que mise en avant par la CNPD ne pouvait pas être appliquée aux créances d'énergie.

Réduire la durée de conservation des données de consommation au comptage de l'énergie à un délai inférieur à quinze ans constituerait une source de préjudice soit pour le gestionnaire de réseau ou le fournisseur, soit pour le consommateur.

ad 4) La loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché de l'électricité (« Loi électricité ») ainsi que la loi modifiée du 1^{er} août 2007 relative à l'organisation du marché du gaz naturel (« Loi gaz ») disposent toutes les deux dans l'article 29.7. (Loi électricité) respectivement l'article 35.7. (Loi gaz) que les gestionnaires de réseaux « effectuent un enregistrement et traitement des données de comptage à une cadence au moins nécessaire pour prester les services d'ajustement et les services auxiliaires, tout en garantissant la protection de la vie privée des clients finals conformément à la législation en matière de protection des données et de la vie privée ».

Ainsi, les cadences de lecture des installations de comptage intelligent, quart-horaire pour l'électricité et horaire pour le gaz naturel, sont avant tout fondées sur les pratiques commerciales au niveau européen entre les gestionnaires de réseaux, les producteurs et les acteurs de marché. Ces cadences sont surtout indispensables pour les gestionnaires de réseaux pour leur permettre de :

- prester les services d'ajustement respectivement d'équilibrage et les services auxiliaires ;

- piloter efficacement leur réseau ;

- pouvoir établir de futurs tarifs d'utilisation du réseau multi-horaires (tarifs différenciés en fonction des moments de la journée).

Les finalités pour lesquelles les gestionnaires de réseaux peuvent traiter les données de consommation, sont définies de manière exhaustive dans la Loi électricité et la Loi gaz et ont été énoncées en détail dans les commentaires des articles du projet de règlement grand-ducal susmentionné. Il s'agit notamment des articles 27 et 29 de la Loi électricité et des articles 33 et 35 de la Loi gaz. Ces deux lois octroient la responsabilité de comptage précisément aux gestionnaires de réseaux pour toute l'énergie électrique ou pour tout le gaz naturel acheminés à travers leur réseau et ceci au moins à chaque point où cette énergie est injectée ou prélevée du réseau.

Pour ce qui concerne les finalités d'utilisation des données pour les fournisseurs d'énergie, celles-ci sont énumérées en détail dans le règlement grand-ducal du 27 août 2014 dans son article 2, paragraphe 3. Ainsi, les fournisseurs peuvent utiliser les valeurs de consommation uniquement pour :

« a) établir des prévisions de consommation de l'énergie électrique et du gaz naturel ;

b) établir la facturation pour les clients finals concernant notamment leur consommation d'énergie électrique et du gaz naturel ;

c) établir des modèles de tarification aux clients finals ;

d) mettre à disposition de leurs clients finals des données de consommation d'énergie électrique et du gaz naturel ».

ad 5) Sur base du règlement (UE) 2016/679 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère

personnel et à la libre circulation de ces données (règlement général sur la protection des données - RGPD) et de la loi du 1^{er} août 2018 portant organisation de la Commission nationale pour la protection des données (CNPD) et du régime général sur la protection des données, la CNPD est une autorité de contrôle indépendante : à ce titre, c'est à la CNPD qu'il appartient de décider de l'opportunité des enquêtes.

Question 1503 (21.11.2019) de **MM. Claude Wiseler** et **Laurent Mosar** (CSV) concernant les émeutes en Iran :

En effet, depuis le 15 novembre, après l'annonce d'une réforme du mode de subvention de l'essence, l'Iran connaît des manifestations violentes contre la hausse du prix de l'essence qui ont rapidement dégénéré dans plus de 40 villes iraniennes, dont Téhéran, Machhad et Ispahan. Selon l'ONU et Amnesty International, des dizaines de personnes pourraient avoir été tuées. Plus de « 1.000 contestataires » pourraient avoir été « arrêtés ». Le « guide suprême », l'ayatollah Ali Khamenei, a exprimé son soutien à l'augmentation des prix de l'essence. Téhéran crie victoire contre un « complot ennemi ». Paris regrette « la mort de plusieurs manifestants ». Berlin appelle « Téhéran à respecter la liberté de réunion et d'expression ». Washington apporte son soutien aux manifestants.

Nous aimerions dès lors poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il nous renseigner sur l'analyse politico-diplomatique du Gouvernement relative à la situation actuelle en Iran ?

2) Monsieur le Ministre peut-il nous informer comment le Gouvernement entend réagir face à la dynamique dramatique et meurtrière et pour la population iranienne et pour la stabilité dans la région du Moyen-Orient ?

3) Monsieur le Ministre peut-il nous dire, enfin, s'il entend thématiser la question de l'Iran aux niveaux de l'Union européenne et de l'ONU afin d'arriver à une réponse commune de l'Europe et de la communauté internationale ?

Réponse (17.12.2019) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Le Luxembourg suit de près la situation actuelle en Iran, où les manifestants exercent leur droit fondamental au rassemblement et à l'expression de leurs doléances dans un contexte de crise économique marqué par une forte hausse des prix. Selon les informations recueillies par les Nations Unies et Amnesty International, depuis le 15 novembre dernier la répression de ces manifestations aurait coûté la vie à plus de 200 personnes, dont des femmes et des enfants.

ad 2) + 3) Dans sa déclaration du 8 décembre 2019, le Haut Représentant de l'Union pour les affaires étrangères et la politique de sécurité Josep Borrell a souligné au nom de l'Union européenne que l'usage généralisé et disproportionné de la force contre les manifestants non violents est inacceptable. Il a exhorté les autorités iraniennes à garantir des enquêtes transparentes et crédibles afin de clarifier le nombre des victimes et des arrestations et à garantir une procédure régulière à tous les détenus. Enfin, il a souligné que les droits fondamentaux tels que la liberté d'expression et de réunion doivent toujours être respectés. Le Luxembourg souscrit pleinement à cette déclaration et continuera également d'évoquer l'importance du respect des droits de l'homme dans tous ses échanges bilatéraux avec l'Iran.

Au niveau des Nations Unies, le Luxembourg se porte co-auteur des résolutions annuelles sur la situation des droits de l'homme en Iran, notamment au Conseil des droits de l'homme et à la Troisième commission de l'Assemblée générale des Nations Unies. Le 14 novembre 2019, sous Présidence luxembourgeoise, cette commission a adopté une résolution qui engage en particulier l'Iran à remettre en liberté les personnes détenues pour avoir exercé leurs libertés et droits fondamentaux, notamment celles qui ont été arrêtées au seul motif qu'elles avaient participé à des manifestations pacifiques ; à mettre fin au harcèlement, à l'intimidation et à la persécution des membres de l'opposition politique, des femmes et hommes qui défendent les droits de la personne ; à prendre des mesures pour déterminer les res-

ponsabilités dans toutes les violations graves des droits de l'homme, y compris en cas d'allégations faisant état d'un usage excessif de la force contre des personnes manifestant pacifiquement ou de morts suspects en garde à vue, et à mettre fin à l'impunité dont jouissent les auteurs de ces violations. Cette résolution doit être adoptée en séance plénière par l'Assemblée générale des Nations Unies le 18 décembre prochain.

Question 1507 (22.11.2019) de **MM. Guy Arendt** et **Gusty Graas** (DP) concernant les réunions d'information concernant les assemblées générales des nouveaux lots de chasse :

L'Administration de la nature et des forêts a communiqué récemment dans la presse les dates et horaires des réunions d'information concernant les assemblées générales des nouveaux lots de chasse. Or, force est de constater que les horaires proposés risquent d'empêcher les personnes travaillant pendant des créneaux horaires réguliers d'y participer.

Ainsi, les réunions dans le Nord du pays auront lieu soit le dimanche soir (Ettelbruck, Clervaux), soit le lundi après-midi (Platen). La réunion à Remich est prévue pour lundi matin, tandis que seulement la réunion à Sanem est fixée à une date et un horaire pour lesquels on peut estimer qu'ils conviennent à une majorité des personnes concernées.

Au vu de ce qui précède nous aimerions poser les questions suivantes à Madame la Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable :

- Les horaires susmentionnés ont-ils été choisis de façon à respecter le plus les disponibilités probables de la majorité des personnes concernées ?

- Madame la Ministre entend-elle proposer des nouvelles dates et horaires au cas où un nombre suffisant de personnes manifestaient leur indisponibilité pour les dates prévues ?

- Est-il prévu d'organiser les assemblées générales des nouveaux lots de chasse à des dates et horaires plus opportuns pour les personnes concernées ?

Réponse (30.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Les horaires des cinq séances d'information ont été définis après concertation avec la Fédération luxembourgeoise des syndicats de chasse (FSCL), dont les membres sont les personnes les plus susceptibles de faire partie des syndicats de chasse futurs, étant donné qu'ils constituent les syndicats de chasse actuels, à savoir des agriculteurs et propriétaires forestiers privés. La FSCL a clairement revendiqué d'avoir des séances d'information les plus hétérogènes possibles et d'en inclure qui se tiennent le week-end, en semaine, le matin, l'après-midi et le soir.

Environ 1.000 intéressés ont participé aux cinq séances d'information qui ont eu lieu comme prévu.

En application de la loi du 25 mai 2011 relative à la chasse et des règlements y relatifs, l'Administration de la nature et des forêts est obligée d'organiser les 621 assemblées générales des nouveaux syndicats de chasse entre le 1^{er} janvier et le 31 mars 2020. Après concertation et en accord avec la FSCL susmentionnée, ces réunions se tiendront en semaine entre 8.00 et 18.00 heures, à raison de 8 à 12 assemblées par jour.

Question 1510 (22.11.2019) de **M. Jean-Marie Halsdorf** et **Mme Martine Hansen** (CSV) concernant les lits en néonatalogie :

Selon les informations de la presse écrite, il existe au Grand-Duché un manque de lits en néonatalogie. Ainsi 35 mères auraient dû être transférées à l'étranger en 2018 pour accoucher et jusqu'à présent 32 en 2019.

Au vu de ce qui précède, nous aimerions poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé et à Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale :

1) Les ministres peuvent-ils confirmer ces informations ?

2) Dans l'affirmative, les ministres partagent-ils l'avis que l'on devrait prévoir des lits supplémentaires en néonatalogie afin que les femmes et nouveau-nés concernés puissent rester au Luxembourg ?

3) Les ministres sont-ils prêts à légiférer à modifier le Plan hospitalier dans ce sens ?

4) Dans la négative, pour quelles raisons ?

Réponse (19.12.2019) de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

ad 1) Les chiffres évoqués correspondent aux transferts effectués depuis le CHL pour les années en question.

ad 2) Les raisons des transferts ne sont pas connues par le Ministère de la Santé. Dans certains cas, il s'agit de prises en charge médicalement indispensables à l'étranger, notamment dans les cas où une chirurgie complexe est prévue dès la naissance chez le nouveau-né.

On peut partir du principe que le nombre de lits en néonatalogie intensive est insuffisant étant donné le taux d'occupation constamment proche des 100 %. L'utilisation du nombre de lits maximum autorisés par la loi du 8 mars 2018 relative aux établissements hospitaliers et à la planification hospitalière, qui est de 25, devrait permettre de répondre largement aux besoins actuels. Cependant, le nombre de lits réellement disponibles (personnel compris) est aujourd'hui de 16. Il est prévu de porter ce nombre à 22. Une demande y relative sera soumise sous peu au ministre.

Il conviendrait d'analyser plus avant avec la CNS les justifications médicales des transferts et d'étudier les possibilités d'augmenter le cas échéant le nombre de lits de néonatalogie intensive ainsi que la dotation en personnel soignant pour prendre en charge les nouveau-nés qui requièrent des soins intensifs au Luxembourg.

ad 3) Une telle modification de la loi précitée serait à envisager tant pour répondre aux besoins de la population croissante que pour améliorer l'attractivité médicale, surtout en néonatalogie, du pays. La « Kannerklinik » devrait pouvoir disposer d'un service de néonatalogie intensive séparé de l'unité de soins intensifs pédiatriques et bien sûr d'un nombre suffisant de pédiatres néonatalogues et intensivistes pour assurer la permanence de ces services. Cela demanderait également de mener une réflexion plus large avec les pédiatres.

Question 1522 (25.11.2019) de **Mme Martine Hansen** et **M. Emile Eicher** (CSV) concernant les réunions d'information concernant les assemblées générales des nouveaux lots de chasse :

Am Kader vu der Neiopdeelung vun de Juegdloosen zu Lëtzebuerg organiséiert d'Natur- a Bëscherwaltung fënnf Informatiounsversammlungen uechtert d'Land. Et ass begrëssenswäert, datt dës Informatiounsversammlungen organiséiert ginn, fir den interesséierte Leit déi néideg Informatiounen zoukommen ze looseren. Net ze verstoen ass awer de Fait, dass fir d'Regioun „Centre-Ouest“ an „Est“ dës Informatiounsversammlungen op méindes mëttes 15.00 Auer respektiv méindes moies 10.50 Auer fixéiert gi sinn. Dës sinn definitiv Zäiten, wou vill interesséiert Leit aarbechtsbedéngt net kënnen deelhuele respektiv sech extra misse Congé huelen.

An dësem Kontext géife mir gäre folgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister stellen:

- Firwat sinn an de Regioun „Centre-Ouest“ an „Est“ d'Informatiounsversammlungen an d'Schaffzäite vun de Bierger geluecht ginn?

- Ass d'Regierung net der Meenung, datt eng Verwaltung am Fall vun der Organisatioun vun enger Informatiounsversammlung sech misst no de Schaffzäite vun de Leit richten?

- Gedenkt d'Regierung, kuerzfristeg d'Ufankszäite fir d'Informatiounsversammlung an de Regioun „Centre-Ouest“ an „Est“ nei ze fixéieren an och deementspreechend iwwert de

Wee vun Annoncen an de grouss Lëtzebuerg Dageszeitungen dem Public matzedelen?

Réponse (30.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement, du Climat et du Développement durable* :

Ech referéiere mech op d'Antwort op d'parlamentaresch Fro N° 1507 vum 21. November 2019 vun den honorabelen Deputéierten Här Guy Arendt an Här Gusty Graas.

Question 1523 (25.11.2019) de **M. Jeff Engelen** (ADR) concernant les boues d'épuration :

Bei de Kläranlage gëtt d'Ofwaasser a méi Etappe gefiltert, zum Schluss bleift de sougenannte Klärschlamm iwwreg, deen entweder landwirtschaftlech oder energieatesch genotzt gëtt oder, wann dëse staark kontaminéiert ass, speziell entsuergt muss ginn. An deem Zesammenhang stelle sech eng ganz Rei u Froen, virun allem wat d'Analys vum schiedleche Réckstänn am Klärschlamm ugeet. Mir ass zudeem zougedroe ginn, datt Lëtzebuerg opgrond vu moderne Moosstechniken engersäits, an anersäits duerch de staarke Bevëlkerungswuesstem, mat enger ëmmer méi grousser Mass u schiedlech kontaminéiertem Klärschlamm konfrontéiert ass, dee speziell entsuergt muss ginn. Bis elo gëtt e Groussdeel vum kontaminéierte Klärschlamm un d'Ausland iwwerginn, wou dësen dann entsuergt ka ginn. Et stelle sech awer seriö Problemer, wéi mir duerch de staarke Wuesstum déi ëmmer méi grouss Mass u kontaminéiertem Klärschlamm an Zukunft entsuerge sollen.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Madamm Ëmweltminister an un den Här Minister fir ëffentlech Aarbechten:

1. Ass beim Klärschlamm, dee landwirtschaftlech entsuergt gëtt, zu all Moment séchergehallt, datt dëse keng schiedlech Réckstänn (dozou gehéieren och Medikamenteréckstänn) enthält, déi fir Mensch oder Déier kéinte schiedlech sinn?

2. Gëtt de Klärschlamm och spezifesch op Medikamenteréckstänn ënnersicht?

3. Wa jo, wat fir Konklusiounen an/oder Konsequenzen zéien déi betreffen Akteuren aus dësen Analysen?

4. Wéi gestalte sech haut d'Prozeduren, wat mam kontaminéierte Klärschlamm passéiert, deen net méi landwirtschaftlech genotzt ka ginn?

5. Wéi vill Prozent vum kontaminéierte Klärschlamm muss haut schonn an d'Ausland geféiert ginn, fir do kënnen entsuergt ze ginn?

6. Gëtt et fir d'Entsuergung vum Klärschlamm en Ofkomme mam Ausland? Awéiwäit ass d'Opnam vum Lëtzebuerg Klärschlamm am Ausland geséichert?

7. Huet d'Regierung - am Dialog mat de Vervrieder vun den ënnerschiddleche Klärstrukturen hei am Land - eng Gesamtstrategie respektiv e Gesamtplan entwéckelt, wéi mir an Zukunft déi ëmmer méi grouss Mass u kontaminéiertem Klärschlamm entsuerge sollen?

8. Wa jo, wéi gesäit dës Gesamtplan aus a wat fir konkret Léisungen huet d'Regierung an deem Kontext preparéiert?

Réponse (30.12.2019) de **Mme Carole Dieschbourg**, *Ministre de l'Environnement* :

ad 1. Am groussherzogleche Reglement vum 23. Dezember 2014 iwwert de Klärschlamm ass virgeschriwwen, wéi d'Gestioun vum Klärschlamm an och de landwirtschaftleche Gebrauch solle stattfannen. An dësem Reglement ass festgehalen, datt de Klärschlamm nëmmen ënner gewësse Bedéngungen dierf an der Landwirtschaft ausbruecht ginn. Esou dierfen, ënner anere, d'Konzentratiounen u Schwéier-

Le saviez-VOUS ?

DÉPUTÉ

Le terme « député » vise le parlementaire, membre de la Chambre des Députés. Les Députés représentent la nation entière. En effet, la Constitution prévoit que « la Chambre des Députés représente le pays. Les députés votent sans en référer à leurs commettants et ne peuvent avoir en vue que les intérêts généraux du Grand-Duché ». Le nombre des membres de la Chambre des Députés est fixé à 60 députés par la Constitution.

metaller oder organesche Schuedstoffer am Klärschlamm bestëmm Grenzwaerter net iwwerschreiden an och de Buedem muss verschidde Konditiounen erfëllen, fir datt do Klärschlamm dierf ausbruecht ginn. Des Weideren dierf d'Quantitéit u Klärschlamm net méi ewéi dräi Tonnen (Dréchemass) pro Joer a pro Hektar gedüngter Uewerfläch iwwerschreiden. D'Kläranlagebedreiwer mussen ee Regëster halen an all Joer ee Rapport ofginn, wou ënner anerem d'Quantitéit vu Klärschlamm opgelëscht ass, dee landwirtschaftlech entsuergt gouf.

ad 2. De Klärschlamm gëtt reegelméisseg op eng Rei Parameter ënnersicht, dat si pH, Stéckstoff, Phosphor, Schwéiermetaller (Kadmium, Koffer, Nöckel, Bläi, Zénk, Quecksëlwer, Chrom) an organesch Schuedstoffer ewéi PAK (polyzyklesch aromatesch Kuelewaasserstoffer), PCB (polychlorierte Biphenyle) an Dioxinen/Furanen. Aktuell gëtt de Klärschlamm net op Medikamenteréckstänn ënnersicht.

ad 3. An deene meeschte Fäll ginn déi néideg Grenzwaerter u Schwéiermetaller an organesche Schuedstoffer agehalen, soudatt eng landwirtschaftlech Verwärtung vun deem Klärschlamm ka gemaach ginn. An deenen anere seelene Fäll gëtt de Klärschlamm anerwärtetg verwäert, zum Beispill verbrannt.

ad 4. Klärschlamm, deen net an der Landwirtschaft genotzt ka ginn, muss anerwärtetg verwäert oder eliminéiert ginn.

ad 5. Am Joer 2017 sinn 19 % vum Klärschlamm an d'Landwirtschaft gaangen, 24 % si verbrannt ginn a 57 % si kompostéiert ginn. D'Tendenz vun deem, wat an d'Landwirtschaft geet, ass réckleefeg, well d'Flächen, wou Klärschlamm dierf ausbruecht ginn, ëmmer méi rar ginn. Insgesamt si 75 % vum Klärschlamm zu Lëtzebuerg verwäert ginn.

ad 6. D'Produzente vu Klärschlamm, dat heescht déi kommunal Kläranlagebedreiwer, hunn d'Responsabilitéit fir d'Gestioun vum Klärschlamm. En Ofkommes mam Ausland gëtt et menges Wëssens net. Fir an Zukunft eng national Léisung, fir d'Verwärtung vum Klärschlamm ze hunn, huet de Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung rezent eng Klärschlammstudie beoptraagt. Fir dës Studie ze begleeten, ass en Aarbechtsgrupp geschaf gi mat Vertrieeder vun de kommunale Kläranlagebedreiwer, der Waasserverwaltung, der Ëmweltverwaltung, dem Ministère fir Landwirtschaft, Wäibau a ländlech Entwécklung an dem Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung.

ad 7. An deem Kader gouf eng national Klärschlammstudie vum Ministère fir Ëmwelt, Klima an nohalteg Entwécklung, a Kollaboratioun mat der Ëmweltverwaltung, der Waasserverwaltung, der ALUSEAU an der ASTA, an Opdrag ginn.

An deser Etüd wäert ënner anerem analyséiert ginn, wéi sech zukünfteg Quantitéiten a Qualitéiten vum Klärschlamm entwéckelen a wat fir Méiglechkeete sech bidden, fir de Klärschlamm nohalteg ze verwäerten.

ad 8. Unhand vun de Resultater, déi sech aus deser Studie erginn, wäerte konkret Mesurë geholl ginn. Den Ofschluss vun der Etüd ass fir Ënn 2020 virgesinn.

Question 1524 (25.11.2019) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'évolution en matière de maladies professionnelles :

Dans son rapport annuel, l'Association d'assurance accident se montre assez discrète sur les statistiques des maladies professionnelles déclarées et reconnues.

1) J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre de la Sécurité sociale quelle a été l'évolution en matière de maladies professionnelles, tout en ce qui concerne les cas déclarés que les cas reconnus depuis 2011.

2) Quelles sont les maladies et quelles sont les branches professionnelles les plus concernées ?

3) L'Association d'assurance accident est-elle confrontée à des demandes en vue de la reconnaissance de nouvelles maladies professionnelles et, le cas échéant, lesquelles ?

Réponse (27.12.2019) de M. Romain Schneider, Ministre de la Sécurité sociale :

ad 1) Le tableau ci-joint reprend le nombre de maladies professionnelles déclarées ainsi que le nombre de maladies professionnelles reconnues depuis 2011.

(Tableau à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 2) Les deux tableaux qui suivent retracent les maladies professionnelles ainsi que les branches professionnelles les plus concernées.

(Tableaux à consulter auprès de l'Administration parlementaire ou sur www.chd.lu - Travail à la Chambre - Rôle des affaires - Questions parlementaires - rechercher n° de la question.)

ad 3) Suivant l'article 94, alinéa 3 du Code de la sécurité sociale, « peut être reconnue comme maladie professionnelle une maladie non désignée dans le tableau, si l'assuré rapporte la preuve de son origine professionnelle ». Dans le cadre de cet article, l'Association d'assurance accident a reconnu, depuis 2011, 68 cas de pathologies du dos (problèmes avec la colonne vertébrale) qui ne se trouvent pas sur le tableau et pour lesquelles l'assuré a rapporté la preuve de l'origine professionnelle. Par ailleurs, d'après l'article 95, alinéa 2 du Code de la sécurité sociale, « ne peuvent être inscrites au tableau des maladies professionnelles (sur proposition d'une Commission supérieure des maladies professionnelles) que des maladies qui, d'après les connaissances médicales, sont causées par des influences spécifiques appelées risques et auxquelles certains groupes de personnes sont particulièrement exposés par rapport à la population générale du fait de leur travail assuré ». Tel n'a pas été le cas depuis 2016, année de la dernière actualisation du tableau des maladies professionnelles.

Question 1529 (25.11.2019) de Mme Josée Lorsché (déi grëng) concernant le Registre national du cancer :

Le Registre national du cancer (RNC) est un recueil de données sur tous les nouveaux cas de cancers et leur suivi, qu'ils soient diagnostiqués ou traités au Luxembourg. Il a été lancé en date du 15 mai 2013. Les modalités de son fonctionnement sont consignées par le règlement grand-ducal du 18 avril 2013.

Parmi les données enregistrées au RNC, les professions, les conditions de travail et les expositions professionnelles à des agents cancérigènes ou probablement cancérigènes ne sont pas citées dans le règlement grand-ducal en question. Or, ces données sont d'une grande utilité aux chercheurs, comme le montrent par exemple l'étude NOCCA (Nordic Occupational Cancer Study) qui a analysé des données relatives aux cancers et leur relation avec la profession des 15 millions de patients sur plus de 40 ans, une récente étude danoise de 2018 reliant des données de registre avec l'activité professionnelle des parents ou encore le système de surveillance italien OCCAM (Occupational Cancer Monitoring) qui étudie les risques du cancer en milieu professionnel.

La collecte systématique de ces données serait donc dans l'intérêt d'au moins deux des objectifs du RNC définis dans le règlement grand-ducal du 18 avril 2013, à savoir la meilleure compréhension et la surveillance de l'évolution des cancers et un soutien à la recherche épidémiologique et clinique. À l'image des exemples cités ci-dessus, ces données pourraient donc servir à renforcer les activités de recherche dans le domaine de la santé et approfondir la collaboration entre les différents acteurs de recherche luxembourgeois.

Le résultat des analyses de ces données nationales serait très utile pour renforcer les politiques de prévention dans les secteurs de l'économie connaissant une évolution de cas de cancers supérieure à la moyenne, voire pour les patients atteints d'un cancer pour faire reconnaître leur maladie comme maladie professionnelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé :

1) Est-ce que le Registre national du cancer (RNC) collecte actuellement les données relatives aux activités et expositions professionnelles des patients atteints d'un cancer ?

2) Dans l'affirmative, ces données sont-elles d'ores et déjà utilisées à une des fins exposées ci-dessus ?

3) Dans la négative, Monsieur le Ministre envisage-t-il d'inclure ces données au RNC ?

Réponse (19.12.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé :

ad 1) Les données collectées par le Registre national du cancer (RNC) sont issues du parcours de soins des patients atteints de cancer (dépistage, diagnostic, traitement initial et certaines données relatives au suivi du patient).

Les données relatives aux activités et expositions professionnelles ne sont pas incluses dans le cadre réglementaire de la collecte de données du RNC (règlement grand-ducal du 18 avril 2013 déterminant les modalités et condi-

tions de fonctionnement du registre national du cancer et modifiant le règlement grand-ducal du 20 juin 1963 rendant obligatoire la déclaration des causes de décès).

ad 3) Il n'est actuellement pas prévu d'inclure les données en question au RNC, alors qu'elles ne sont pas disponibles en quantité suffisante pour pouvoir en tirer les conséquences nécessaires.

Par contre, une démarche épidémiologique utilisant une interconnexion de bases de données entre le RNC d'une part et des bases de données permettant de retracer le parcours professionnel des personnes d'autre part pourrait être intéressante au niveau du Luxembourg. Néanmoins, une étude pilote serait nécessaire avant d'envisager ce type de travail du fait des petits effectifs de notre population et des biais qu'ils constituent.

Question 1545 (28.11.2019) de M. Jeff Engelen (ADR) concernant les terrains constructibles :

Eenzel Gemengen, ewéi och de Staat, si Besëtzer vu Bauland.

An deem Kontext hätt ech folgend Froen un d'Regierung:

1. Wéi vill Hektar Bauland besëtzt de Staat, wat am jeeweilege Perimeter vun den eenzele Gemenge läit?

2. Wéi vill Hektar Bauland besëtzen d'Gemengen an hire jeeweilege Perimeteren, opgeschlüsselt no den eenzele Gemengen?

3. Wéi vill Prozent vum national verfügbare Bauland sinn an der Hand vum Staat?

4. Wéi vill Prozent vum national verfügbare Bauland sinn an der Hand vun de Gemengen?

Réponse commune (30.12.2019) de Mme Taina Bofferding, Ministre de l'Intérieur, et de M. Pierre Gramegna, Ministre des Finances :

Den honorabelen Deputéierte freet no Informatiounen iwwer Besëtzt vu Bauland.

Zurzeit gëtt et nach keng fiabel Statistik iwwer déi als Bauland klasséiert Flächen, déi am Besëtzt vum Staat oder de Gemenge sinn. Dëst huet an eisichter Linn domat ze dinn, dass d'Majoritéit vun de Gemengen hir Refonte vum PAG nach net ofgeschloss huet an de Staat doduerch nach net iwwer déi outwenneg digital Donnéeë verfüügt, fir eng automatiséiert an och prezis Analys vun der Situatioun kënnen ze maachen.

An Tëschenzeit gouf en Aarbechtsgrupp dermat chargéert, eng Method ze entwéckelen, fir d'Donnéeë vum numereesche Kadaster (plan cadastral numérisé) mat deene vun de PAGe vun der neier Generatioun op eng effizient Aart a Weis ze fusionéieren. Dëst soll erlaben, nom Ofschluss vun den Adoptionsprozeduren vum PAGe, fir all déi Terrainen, déi der öffentlecher Hand gehéieren an innerhalb vum Bauperimeter leien, net nëmme d'Fläch, mee och dat aktuell Baupotenzial ze ermëtelen.

Question 1547 (28.11.2019) de M. Charles Margue (déi grëng) concernant les instruments de lutte contre les phénomènes racistes et xénophobes :

La conférence « Being Black » qui a eu lieu le 13 novembre dernier a ranimé le débat autour des phénomènes racistes et xénophobes au Luxembourg. Les organisations civiles engagées dans la cause ont souligné dans ce contexte que le Luxembourg ne dispose pas des instruments nécessaires pour lutter de manière efficace contre ces phénomènes qui deviennent pourtant de plus en plus récurrents. Pour cela, elles se réfèrent notamment au rapport publié en février 2017 par European Commission against Racism and Intolerance (ECRI) et reviennent à deux recommandations en particulier.

Ainsi l'ECRI a recommandé au Gouvernement de mettre en place un système d'enregistrement et de suivi des incidents racistes afin de pouvoir recueillir de manière systématique des statistiques sur les phénomènes xénophobes.

Dans une autre recommandation, l'ECRI prône de renforcer le Centre pour l'égalité du traitement (CET) dans la mesure où il faudrait élargir ses compétences. Le CET devrait être habilité à recevoir des plaintes et à agir en justice pour faire valoir les droits des victimes de discrimination. L'actuel président de l'ECRI, Jean-Paul Lehnens, présent à la conférence mentionnée ci-dessus, a soulevé dans ce contexte que le CET manque de moyens financiers et de personnel pour assurer sa mission.

Sachant que l'accord de coalition 2018-2023 prévoit que « les compétences en matière d'antidiscrimination des différents acteurs seront revues », je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre de la Famille et de l'Intégration :

1) Madame la Ministre partage-t-elle l'attitude critique des organisations civiles à l'égard des instruments de lutte contre les phénomènes racistes et xénophobes ? Dans l'affirmative, quelles sont les pistes qu'elle envisage de suivre pour améliorer la situation ?

2) Madame la Ministre estime-t-elle que les recommandations de l'ECRI mentionnées ci-dessus restent pertinentes ? Dans l'affirmative, de quelle manière envisage-t-elle de suivre ces recommandations ?

3) Faute d'un organe compétent de recueillir des données sur les phénomènes xénophobes, ne serait-il pas judicieux de mettre en place un observatoire des phénomènes racistes et xénophobes tel qu'il existe déjà en France depuis 2003 ?

Réponse (31.12.2019) de Mme Corinne Cahen, Ministre de la Famille et de l'Intégration :

Dans ma réponse à la question parlementaire n° 1239 de Monsieur le Député Dan Biancalana, j'avais indiqué que l'État veillait à ce que l'égalité des chances soit respectée dans tous les domaines et que, dans ce contexte, il avait mis en place le Centre pour l'égalité de traitement (CET).

La loi modifiée du 28 novembre 2006 définit le cadre relatif à la mise en œuvre du principe de l'égalité de traitement entre les personnes sans distinction de race ou d'origine ethnique et elle porte également création du Centre pour l'égalité de traitement (CET).

La loi du 7 novembre 2017 modifie la loi du 28 novembre 2006 dans le sens où elle rattache le CET à la Chambre des Députés, qui en élabore le budget des recettes et des dépenses et qui en contrôle annuellement les comptes.

Le CET exerce ses missions en toute indépendance et a pour objet de promouvoir, d'analyser et de surveiller l'égalité de traitement entre toutes les personnes sans discrimination fondée sur la race, l'origine ethnique, le sexe, la religion ou les convictions, le handicap et l'âge. Le CET joue donc le rôle d'observatoire en matière d'égalité de traitement. Le CET peut publier des rapports, émettre des avis ainsi que des recommandations et conduire des études sur toutes les questions liées aux discriminations. Le CET a également pour mission de produire et de fournir toute information et toute documentation utiles dans le cadre de sa mission. Il a donc un rôle de sensibilisation et de point de contact pour toutes les questions en lien avec toute forme d'inégalité de traitement. Enfin, le CET doit apporter une aide aux personnes qui s'estiment victimes d'une discrimination en mettant à leur disposition un service de conseil et d'orientation visant à informer les victimes sur leurs droits individuels, la législation, la jurisprudence et les moyens de faire valoir leurs droits. Les rapports d'activité annuels du CET témoignent du recours à cet organe et de la réalisation de ces missions légales.

Question 1548 (29.11.2019) de M. Gusty Graas (DP) concernant le Plan cancer :

Le Plan cancer 2014-2018 est arrivé à échéance il y a près d'un an.

Un projet de Plan cancer 2019-2023 a été élaboré et finalisé, au cours de multiples réunions et sous l'égide du Ministère de la Santé, par un comité de pilotage composé d'experts des diverses disciplines concernées.

Or, à ce jour, l'approbation définitive du Plan cancer 2019-2023, pour lequel un crédit est prévu dans le budget pour l'exercice 2020, par le Gouvernement fait défaut.

J'aimerais dès lors poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Monsieur le Ministre peut-il fournir des explications sur le fait que ce plan 2019-2023 ne soit pas encore entré dans sa phase de mise en œuvre ?

Réponse (04.12.2019) de M. Étienne Schneider, Ministre de la Santé :

Après une phase de concertation avec les parties prenantes, le projet du Plan national cancer 2019-2023 sera soumis au Conseil de Gouver-



nement pour approbation courant décembre 2019.

Question urgente 1779 (27.01.2020) de **MM. Marc Spautz** et **Jean-Marie Halsdorf** (CSV) concernant la **propagation du coronavirus en relation avec les liaisons de fret aérien Luxembourg-Zhengzhou** :

La mystérieuse pneumonie appelée, « 2019-nCoV », nouveau coronavirus, qui a d'abord frappé la ville chinoise de Wuhan, se propage, faisant une cinquantaine de morts selon le dernier bilan, et touchant près de 2.000 personnes. Trois cas ont récemment été détectés en France.

Dans sa réponse à la question parlementaire n° 1751, Monsieur le Ministre de la Santé a indiqué que :

« Bis zum 23. Januar 2020 waren alle Fälle, die außerhalb Chinas gemeldet wurden, kürzlich nach Wuhan gereist. Die Wahrscheinlichkeit reisessozialer Fälle in Luxemburg wird als sehr gering eingeschätzt. »

Il se trouve toutefois que Cargolux Airlines assure des vols réguliers (23 par semaine) vers la province Hénan et plus particulièrement le Zhengzhou Xinzheng International Airport.

Sur le site cargolux.com, on peut lire que cet aéroport « is part of China's national development plan for its central region Henan, the most populous province in China, with over 100 million residents. It is ideally located in central China with daily road feeder services to coastal cities such as Beijing and Shanghai and reaches far inland providing faster and more economical services to inland cities such as Xi'an, Wuhan, Chengdu and Chongqing. »

À noter que :

- Le Ministère italien de la Santé a prévu la mise en place d'un « canal sanitaire avec contrôle de la température via un scanner » à l'aéroport de Fiumicino (Rome), relié à la ville de Wuhan par trois vols directs hebdomadaires ;

- d'autres pays ont mis en place des contrôles systématiques de la température des voyageurs en provenance de Chine, notamment la Russie (via des caméras thermiques dans les avions) et la Thaïlande.

Au vu de ce qui précède, nous souhaitons poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et à Monsieur le Ministre de la Santé :

- Messieurs les Ministres peuvent-ils nous fournir leur évaluation de la probabilité d'une importation du virus via des liaisons aériennes dans la région ?

- Quelles sont les mesures de précaution adoptées par Cargolux Airlines pour prévenir une contagion de l'équipage de bord voire d'autres personnes à bord ? Lesdites personnes ont-elles dû suivre une formation spécifique à ce sujet ?

- Est-il prévu de mettre en place des contrôles de la température des personnes prenant part aux vols Luxembourg-Zhengzhou ?

- D'autres mesures sont-elles prévues ? Dans l'affirmative, lesquelles ?

Réponse commune (31.01.2020) de **M. François Bausch**, *Ministre de la Mobilité et des Travaux publics*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

La probabilité d'une importation du 2019-nCoV en Europe est, sur base des informations actuellement disponibles et publiées ce 26 janvier 2020 par le « European Centre for Disease Control and Prevention » (ECDC), estimée comme étant modérée. Au Luxembourg, en l'absence de flux de passagers importants en provenance des régions touchées et de liaison aérienne directe avec le foyer de l'infection, cette probabilité peut être considérée comme faible à modérée. Toutefois, il n'est pas à exclure que des passagers provenant de Chine ne transitent par d'autres hubs aéroportuaires avant d'arriver à l'Aéroport de Luxembourg.

Le Luxembourg dispose cependant d'une liaison aérienne de transport de fret avec Zhengzhou (distance Wuhan-Zhengzhou : quelque 500 km), qui est opérée par la compagnie aérienne Cargolux. Vu que ce transporteur de fret n'utilise qu'un personnel de bord limité, les risques de transmission potentielle sont réduits.

Néanmoins, Cargolux a mis en place un certain nombre de précautions visant à protéger les

équipages et le personnel navigant, notamment par des procédures sanitaires et des mesures de sécurité mises en place depuis la semaine dernière, comme la mise à disposition d'équipements de protection personnels, par exemple des masques de haute qualité et des linges désinfectants.

Un code de bonnes pratiques a été établi, énumérant les mesures de protection. Les consignes portent sur les endroits à éviter et le comportement adapté à cette situation en général. Le code contient aussi une description des symptômes ainsi que la procédure à suivre en cas de doute.

Cargolux met à disposition de ses pilotes un numéro d'urgence médicale, joignable jour et nuit.

La compagnie demande à ses employés d'éviter les voyages d'affaires en Chine si possible, les vols à fins privées sur les avions Cargolux ne sont plus autorisés et l'utilisation de vols passagers pour les mises en place de pilotes est aussi réduite au minimum.

Un embargo sur le transport d'animaux ou de viande en provenance de la Chine a également été mis en place.

Le dépistage par contrôle de la température à l'arrivée n'est pas considéré par l'ECDC comme une mesure efficace pour détecter les voyageurs infectés par le 2019-nCoV, en particulier parce que les symptômes de cette infection sont très banals et coïncident avec ceux de la grippe saisonnière qui est actuellement active en Europe et en Chine¹¹. Selon l'ECDC, une approche ciblée sur des passagers arrivant par vols directs depuis des zones touchées pourrait être considérée afin de faciliter l'identification précoce de cas d'infection importée.

La mise en place d'un contrôle systématique de la température du personnel d'équipage sur les vols de Cargolux en provenance de Zhengzhou ne semble donc, à l'heure actuelle, pas opportune. Les responsables de Cargolux sont cependant en contact permanent avec la Division de l'inspection sanitaire de la Direction de la santé et suivent les recommandations de l'ECDC et de l'Organisation mondiale de la santé (OMS).

En outre, le Gouvernement a mis en place un mécanisme d'échange systématique d'informations avec les différents acteurs nationaux, notamment la société de l'aéroport lux-Airport SA, afin de permettre une concertation efficace des actions nationales en fonction de l'évolution de la situation et afin de garantir une implémentation rapide de mesures supplémentaires en cas de besoin.

En cas d'arrivée au Luxembourg d'une personne par voie aérienne avec suspicion de maladie infectieuse, des procédures de mise en sécurité nationales sont immédiatement mises en œuvre. En effet, en présence de patients présentant des symptômes suspects d'infection au coronavirus, la Direction de la santé recommande de retracer l'historique de voyage dans la région concernée au cours des deux dernières semaines. Tout cas suspect doit être signalé immédiatement à la Direction de la santé par le médecin traitant sur base de la loi du 1^{er} août 2018 sur la déclaration obligatoire de certaines maladies.

Les personnes provenant de régions touchées qui présentent des symptômes d'infection de coronavirus (fièvre, toux) doivent être isolées dans un hôpital approprié jusqu'à ce que l'infection puisse être exclue. Au Luxembourg, des chambres spécialement aménagées au Service national des maladies infectieuses du Centre hospitalier de Luxembourg sont disponibles pour permettre un isolement adéquat des patients.

Question urgente 1807 (31.01.2020) de **M. Mars Di Bartolomeo**, **Mme Francine Cloesener** et **M. Claude Haagen** (LSAP) concernant les **mesures contre le coronavirus** :

Devant la flambée du nouveau coronavirus provoquant des maladies respiratoires graves, surtout en Chine, sur proposition du Comité d'urgence du règlement sanitaire international, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) vient de déclarer hier soir « l'urgence de santé publique de portée internationale ».

Cette décision intervient alors que la Chine compte quelque 9.700 cas avérés et 213 décès dus à ce virus qui se transmet d'homme à homme, le nombre de cas évoluant de manière

préoccupante. L'OMS dénote d'autre part 82 cas dans 18 pays différents.

L'OMS a associé à cette déclaration d'urgence un certain nombre de conseils à la communauté internationale tout en insistant sur la proportionnalité des réactions à cette nouvelle crise sanitaire internationale.

- Nous aimerions dès lors savoir du Gouvernement quelles sont les mesures concrètes qui seront décidées et engagées au Luxembourg suite à cette déclaration d'urgence.

- Est-ce que les pays de l'UE entendent mettre en route une démarche commune et, le cas échéant, selon quel agenda ?

- Quels sont les conseils à l'adresse de la population suite à la déclaration de l'OMS ?

Réponse commune (05.02.2020) de **M. Xavier Bettel**, *Premier Ministre, Ministre d'État*, et de **M. Étienne Schneider**, *Ministre de la Santé* :

En date du 30 janvier 2020, l'Organisation mondiale de la santé a décidé, en tenant compte des derniers développements observés au niveau de l'évolution du coronavirus 2019, de déclarer une situation d'urgence de santé publique de portée internationale.

Dans ce contexte, l'Organisation mondiale de la santé a adressé des conseils à l'attention des pays autres que la République populaire de Chine. Elle a demandé aux États de prendre des « mesures pour endiguer l'épidémie, notamment par une surveillance active, un dépistage précoce, l'isolement et la prise en charge des cas, la recherche des contacts et la prévention de la poursuite de la propagation de l'infection par le 2019-nCoV ». En plus, elle a suggéré de « prêter une attention particulière à la réduction de l'infection chez l'homme, à la prévention de la transmission secondaire et de la propagation internationale ».

Il y a lieu de noter que la Direction de la santé est en contact constant avec l'Organisation mondiale de la santé. La Direction de la santé a suivi de près l'évolution de la situation depuis début janvier et a entrepris de planifier la réponse nationale dès le moment où une transmission interhumaine de ce nouveau virus a été suspectée. Les mesures qui ont été prises dans ce contexte au Luxembourg au cours des dernières semaines sont en ligne avec les recommandations émises par l'Organisation mondiale de la santé et le European Center for Disease Prevention and Control (ECDC). La stratégie poursuivie par la Direction de la santé se concentre sur l'identification précoce d'un possible cas d'infection. En cas de détection d'un cas positif, un traçage des personnes ayant eu un contact avec ce cas et une surveillance ciblée de ces contacts sont d'ores et déjà prévus selon une procédure dont les principes sont publiés sur le portail santé <http://sante.public.lu/fr/prevention/coronavirus-00/index.html>. Toute personne soupçonnée d'être porteur du virus est isolée de manière stricte.

Afin d'assurer une surveillance active et en vue d'une détection précoce d'un cas positif, la Division de l'inspection sanitaire a en outre eu des échanges avec la société lux-Airport SA et d'autres acteurs présents à l'aéroport afin d'examiner les mesures à prendre en cas de propagation du virus. La société lux-Airport SA a mis en place des mesures de sensibilisation et de précaution pour le personnel. Pour ce qui est plus concrètement des mesures prises par la compagnie aérienne Cargolux, il est renvoyé à la réponse que Monsieur le Ministre de la Mobilité et des Travaux publics et Monsieur le Ministre de la Santé ont donnée à la question parlementaire n° 1779.

Des modalités ont été définies pour les patients suspects qui seront orientés par la Division de l'inspection sanitaire de la Direction de la santé et, le cas échéant, hospitalisés dans le Service

national des maladies infectieuses du Centre hospitalier de Luxembourg (CHL). Dans la même optique, une fiche-conseil à l'attention des professionnels de santé a été élaborée au sujet de la prise en charge de patients infectés.

Par ailleurs, un mécanisme d'échange régulier a été mis en place entre les entités étatiques pour assurer le suivi de la situation et pour définir les mesures à planifier dans une optique de prévention et d'anticipation. Ces entités ont par ailleurs été chargées de planifier les mesures à mettre en place en cas de propagation du virus.

En ce qui concerne les échanges au niveau européen, le Luxembourg participe activement aux réunions du Health Security Committee (HSC) organisées par la DG santé. Actuellement, et en fonction de l'évolution de l'épidémie le HSC échange hebdomadairement sur la situation par vidéo ou audiocatégories. La DG santé a établi ainsi un relevé des capacités de contre-mesures dans les différents pays européens (stock d'équipement de protection personnelle, lits d'hospitalisation, moyens de quarantaine, etc.). Le Luxembourg reçoit également des mises à jour épidémiologiques journalières de la part de l'European Centre for Disease Control and Prevention (ECDC) à Stockholm.

Outre les circulaires adressées au corps médical depuis le 23 janvier 2020, la Direction de la santé a élaboré et diffusé divers documents de guidance pour le public et les professionnels de santé. L'ensemble de ces documents est accessible sur le portail santé : <http://sante.public.lu/fr/prevention/coronavirus-00/index.html>, qui fait l'objet d'une mise à jour constante. Sur cette page figurent, entre autres, des questions et réponses à propos du nouveau coronavirus 2019-nCoV, des recommandations à l'attention des voyageurs, des professionnels de santé et du grand public ainsi que les derniers communiqués de presse publiés en la matière.

Question urgente 1817 (03.02.2020) de **M. Paul Galle** (CSV) concernant **l'implication du Taiwan dans la lutte internationale contre le coronavirus** :

En effet, Taïwan a enregistré mardi 21 janvier son premier cas d'infection au coronavirus. Pourtant, Taipei n'a pas été invitée au sommet de crise organisé dans la suite par l'Organisation mondiale de la santé (OMS). Taïwan a demandé par conséquent un statut d'observateur à l'OMS. L'OMS a d'ailleurs décrété jeudi 30 janvier que l'épidémie du coronavirus constitue « une urgence de santé publique de portée internationale ».

Au vu de ce qui précède, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Affaires étrangères et européennes :

1) Monsieur le Ministre peut-il m'informer sur la position luxembourgeoise relative à un statut d'observateur pour Taïwan à l'Organisation mondiale de la santé ?

2) Monsieur le Ministre peut-il me renseigner de surcroît sur d'éventuelles initiatives du Gouvernement aux niveaux européen et international pour impliquer Taïwan davantage dans la lutte contre le coronavirus ?

Réponse (06.02.2020) de **M. Jean Asselborn**, *Ministre des Affaires étrangères et européennes* :

ad 1) Les enjeux et les défis de santé publique ont une portée mondiale et par conséquent, les discussions au sein de l'OMS peuvent grandement bénéficier de la participation, de l'échange d'informations et de l'expertise du plus grand nombre. Le Luxembourg n'est cependant pas membre du Conseil exécutif de l'OMS, organe décisionnel en matière d'octroi du statut d'observateur, et ne participe dès lors pas aux délibérations qui ont lieu dans ce contexte.

ad 2) Le Gouvernement luxembourgeois estime que la coopération au niveau global est d'une importance majeure. Il faut impérativement renforcer les efforts de communication dans la lutte contre le coronavirus. Aucune région, institution ou communauté ne devrait être exclue de ce processus. Il est essentiel de veiller à ce que les communautés soient engagées, bien informées et qu'elles fassent confiance à la réponse apportée par les autorités publiques pour combattre le coronavirus et maîtriser au mieux sa propagation.

Le Centre européen de prévention et de contrôle des maladies, une agence de l'Union européenne, échange et communique régulièrement avec tous les centres d'experts du monde en ce qui concerne le contrôle des épidémies, y inclus le Centre de contrôle des maladies de Taipei.

Le saviez-VOUS ?

INTERPELLATION

L'interpellation est une demande de débat public adressée par un député au Gouvernement pour qu'il puisse prendre position au sujet d'une mesure administrative déterminée ou au sujet de la politique générale du Gouvernement.

¹¹ <https://www.ecdc.europa.eu/en/publications-data/risk-assessment-outbreak-acute-respiratory-syndrome-associated-novel-0>